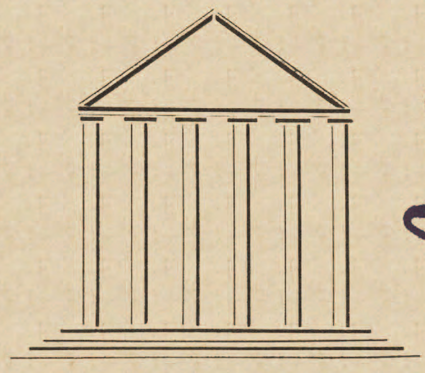
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

SERVICE D'ÉDUCATION A L'ARMÉE

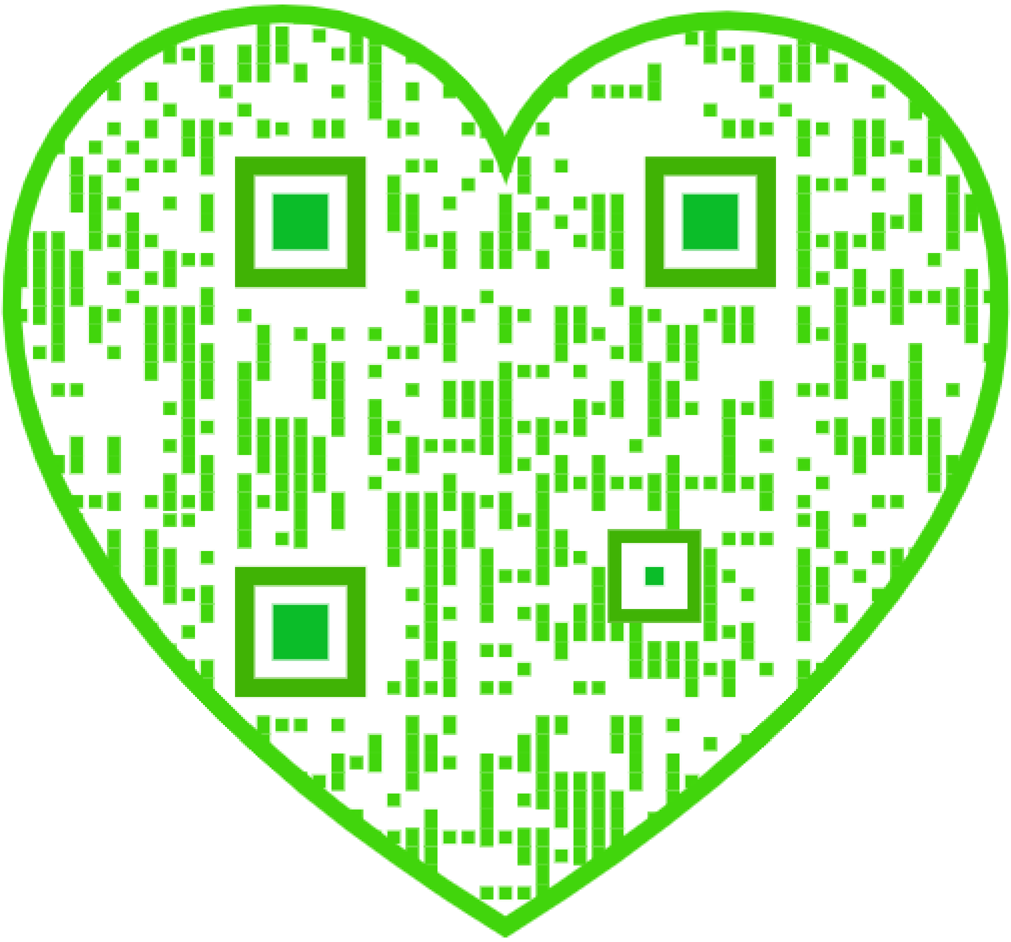
LA NATION



La Constitution belge

III.

La Structure Politique
— de la Belgique —
d'après la Constitution



PLAN DES BROCHURES

SUR LA

CONSTITUTION BELGE

PREMIERE BROCHURE.

—

LES GRANDS PRINCIPES DEMOCRATIQUES DE LA CONSTITUTION.

Avis aux Officiers d'Education.

Chapitre Ier. — **L'égalité et la liberté.**

Chapitre II. — **L'Autorité dans l'Etat.**

Chapitre III. — **Comment concilier Autorité et Liberté ?**

Chapitre IV. — **Augmenter la responsabilité.**

Chapitre V. — **Délimiter les pouvoirs.**

Chapitre VI. — **Tous les pouvoirs émanent de la Nation.**

Chapitre VII. — **Conclusion : Constitution et Démocratie.**

DEUXIEME BROCHURE.

—

LA BELGIQUE, TERRE D'EGALITE ET DE LIBERTE.

Introduction : **Le sens de nos libertés constitutionnelles.**

Chapitre Ier. — **L'égalité devant la loi.**

Chapitre II. — **La liberté individuelle et la garantie des droits privés.**

Chapitre III. — **La démocratie est le règne du droit : Indépendance du pouvoir judiciaire.**

Chapitre IV : **Les grandes libertés démocratiques.**

TROISIEME BROCHURE.

—

LA STRUCTURE POLITIQUE DE LA BELGIQUE

Introduction : **Aperçu général.**

Chapitre Ier. — **Le régime parlementaire et le suffrage universel.**

Chapitre II. — **Les ministres du Roi.**

Chapitre III. — **Le fonctionnement du régime parlementaire.**

Conclusion.

QUATRIEME BROCHURE.

LA STRUCTURE POLITIQUE DE LA BELGIQUE (suite).

LES PERFECTIONNEMENTS DU REGIME PARLEMENTAIRE.

Introduction : **Quelques points faibles...**

Chapitre Ier. — **Le système des partis.**

Chapitre II. — **La Monarchie constitutionnelle.**

Chapitre III. — **Le Conseil d'Etat.**

Conclusion. — **Les citoyens et la démocratie.**

TABLE DES MATIERES.

Pages.

Introduction — *Aperçu général* 7

Chapitre Premier. —

Le régime parlementaire et le suffrage universel. 9

§ 1. *La représentation de la Nation* 9

§ 2. *Le suffrage universel :*

I. — Les principes 10

II. — Régimes électoraux antérieurs 10

III. — La critique du suffrage universel . . . 11

IV. — Modalités 13

V. — Modifications éventuelles 14

§ 3. *Les deux Chambres :*

I. — Leur composition 14

II. — Pourquoi deux Chambres ? 15

§ 4. *Les Parlementaires :*

I. — L'indemnité parlementaire 18

II. — L'immunité parlementaire 19

III. — Les incompatibilités 20

Chapitre II — *Les ministres du Roi.*

§ 1. *Les pouvoirs constitutionnels du Roi :*

I. — Deux époques... deux conceptions ! . . . 23

II. — Les pouvoirs du Roi. 24

§ 2. *Les ministres responsables :*

I. — Les textes 24

II. — Quelques mots d'histoire 25

III. — L'irresponsabilité royale et la responsabilité ministérielle. 25

§ 3. *Les ministres et le Roi :*

I. — Les principes 28

II. — Les incompatibilités 28

III. — La confiance 29

§ 4. *Le Cabinet et la solidarité ministérielle :*

I — Le Premier Ministre : 29

II. — Les ministres sans portefeuille 30

III. — La solidarité ministérielle 30

Pages.

Chapitre III. — *Le fonctionnement du régime parlementaire :*

§ 1. *Les attributions du Parlement :*

I — Le vote des lois 32
II. — Des actes de gouvernement 34
III. — Le contrôle des actes du pouvoir exécutif . 38
IV. — L'approbation de l'orientation générale de la politique gouvernementale 39

§ 2. *Les ministres et le Parlement :*

I. — Les ministres sont les hommes de confiance du Parlement 39
II. — Les ministres au Parlement 40
III. — Le rôle des ministres dans l'élaboration des lois 41
IV. — Le rôle des ministres dans l'élaboration des budgets 42

§ 3. *Les activités parlementaires et l'opinion publique :*

I. — Les séances des Chambres sont publiques . 44
II. — Le scrutin public est de rigueur 44

§ 4. *Le renouvellement périodique des Chambres législatives :*

I. — La législature 45
II. — Pour et contre la réforme de 1921 . . . 45

§ 5. *Le Roi, ses ministres et les Chambres :*

I. — La durée des sessions parlementaires . . 47
II. — L'ajournement des Chambres 47
III. — La dissolution des Chambres 48

§ 6. *Le rôle personnel du Chef de l'Etat :*

I. — Le Roi gouverne 48
II. — Le Roi veille à l'intérêt supérieur de la Nation 49
III. — Le Roi est l'arbitre entre les partis . . . 50
IV. — Le Roi veille au fonctionnement normal des régles constitutionnelles 50
V. — L'influence personnelle du Roi 50

CONCLUSION 54

INTRODUCTION.

—

APERÇU GENERAL.

Commençons par une vue d'ensemble du fonctionnement de la vie politique en Belgique.

Elles nous est fournie par les articles ci-après de notre Constitution.

Article 25 :

> Tous les pouvoirs émanent de la Nation. Ils sont exercés de la manière établie par la Constitution.

Article 26 :

> *Le pouvoir législatif* s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat.

Article 29 :

> Au Roi appartient *le pouvoir exécutif,* tel qu'il est réglé par la Constitution.

Article 30, alinéa premier :

> Le *pouvoir judiciaire* est exercé par les cours et les tribunaux.

Article 31 :

> *Les intérêts exclusivement communaux ou provinciaux* sont réglés par les conseils communaux ou provinciaux, d'après les principes établis par la Constitution.

* * *

L'article 25 a été analysé dans la première brochure, chapitre VI.

L'article 30 a fait l'objet du chapitre III de la deuxième brochure.

En ce qui concerne l'article 31, signalons simplement que la Constitution accorde aux provinces et aux communes une large autonomie pour régler les intérêts exclusivement locaux. Leurs institutions ne jouent dans la politique générale du Pays qu'un rôle limité.

Il nous reste à étudier :

1° Le pouvoir législatif *qui appartient collectivement au* Roi et aux deux Chambres;

2° Le pouvoir exécutif *exercé par le Roi.*

* * *

Tout acte politique du Roi requiert l'intervention d'un ministre responsable.

La Constitution est très explicite et très catégorique :

> *La personne du Roi est inviolable; ses ministres sont responsables* (art. 63).
>
> *Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un ministre, qui, par cela seul, s'en rend responsable* (art. 64).

Voilà introduite sans la moindre équivoque dans la Constitution la notion de responsabilité *politique.*

Envers qui les ministres sont-ils responsables ?

Naturellement, envers la Nation représentée par le Parlement.

« Le Roi nomme et révoque ses Ministres », déclare l'article 65. Mais les Ministres doivent jouir de la confiance *du Parlement; celui-ci dispose d'une arme toute puissante : le vote du budget. Le Ministre qui ne s'appuierait pas sur une majorité parlementaire se verrait refuser tout crédit pour son département et ne pourrait plus faire aucune dépense. Il ne lui resterait qu'à démissionner.*

Il doit donc s'établir une collaboration intime entre le Roi, Chef de l'Etat, et le Parlement qui représente la Nation. Cette collaboration existe quand la direction des affaires de l'Etat est confiée par le Roi aux hommes de confiance du Parlement.

Cette confiance n'est pas aveugle, car le Parlement exerce son contrôle *constant sur les actes du gouvernement.*

* * *

Le Service d'Education à l'Armée se propose de publier des brochures traitant séparément du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif, du pouvoir judiciaire et des institutions provinciales et communales.

Ici, nous analyserons séparément, non les différents pouvoirs mais bien les différents organes de notre vie politique, nommément :

1° Le Parlement *issu du suffrage universel;*
2° Les Ministres;
3° Le Roi.

Nous les considérons dans leurs rapports réciproques.

LA CONSTITUTION BELGE.

III.

La Structure Politique de la Belgique d'après la Constitution.

CHAPITRE PREMIER.

LE REGIME PARLEMENTAIRE ET LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

§ 1. LA REPRESENTATION DE LA NATION.

A la base de notre vie politique, la Constitution a solidement établi le principe de la représentation nationale.

Principe : le Parlement représente la Nation.

« Les membres des deux Chambres, dit-elle, représentent la Nation » *(art. 32)*.

Mais, nous l'avons vu dans le chapitre IV de la première brochure, notre régime parlementaire est, avant tout, un régime d'opinion. Nos représentants appartiennent à des partis qui ont chacun leurs conceptions politiques et leur programme (1).

Un régime d'opinion.

Le régime d'opinion présente certains dangers. Aussi l'article 32 énonce-t-il : « Les membres des deux Chambres représentent la Nation et non uniquement la province ou la subdivision de la province qui les a nommés ».

---

(1) Notons en passant qu'il existe d'autres bases de représentation, par exemple la répartition géographique ou l'organisation professionnelle. Le régime d'opinion ferait alors place à un régime d'intérêt.

Rien, dans notre Constitution, ne s'oppose d'ailleurs à la création d'organisations professionnelles jouissant d'un certain degré d'autonomie. La « Conférence Nationale du Travail », représentation des intérêts de différents groupes. est un organisme purement consultatif.

Cependant, l'intérêt national prime les autres.

Les députés et sénateurs doivent donc exercer leurs fonctions dans l'intérêt général de la Nation et ne peuvent en aucun cas sacrifier le bien public à des intérêts particuliers ou locaux. En outre, les électeurs n'ont pas à donner à leurs élus un mandat impératif, ni à leur dicter une attitude en chaque circonstance particulière.

Le rôle des Représentants n'est pas d'exécution automatique mais de réflexion et de création.

* * *

L'élection d'un député est un acte de *confiance :* confiance en une *personne,* en un *groupe* et en un *programme.* C'est ce dont il faudra toujours tenir compte en émettant un jugement au sujet de la discipline de parti qui joue un rôle important dans la vie parlementaire.

§ 2. LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

I. — LES PRINCIPES.

L'article 47 stipule :

> Les *députés* à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 21 ans accomplis, domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.
>
> Chaque électeur n'a droit qu'à un vote.
>
> Une loi pourra, dans les mêmes conditions, attribuer le droit de vote aux femmes. Cette loi devra réunir au moins les deux tiers des suffrages.

En vertu de l'article 53, les *sénateurs* choisis directement par le corps électoral sont élus conformément à l'article 47.

C'est le suffrage universel pur et simple, introduit par la revision constitutionnelle de 1921.

II. — REGIMES ELECTORAUX ANTERIEURS EN BELGIQUE.

La fortune.

Dans le système en vigueur jusqu'à 1893, seuls avaient le droit de voter ceux qui possédaient une fortune déterminée.

La condition sociale.

Ensuite fut introduit le suffrage universel à vote plural. Tout citoyen âgé de 25 ans était électeur, mais des votes supplémentaires étaient attribués à ceux qui réunissaient certaines conditions de famille, d'aisance ou de capacité. Ainsi, des catégories de citoyens disposaient de trois ou même de quatre voix aux élections communales.

L'égalité.

A la suite de la guerre de 1914-1918, l'article 47 a été modifié dans le sens du suffrage universel égalitaire.

Tous les citoyens ont maintenant l'occasion de faire valoir également leur opinion dans la conduite des affaires de l'Etat; l'opinion de la majorité l'emporte.

III. — LA CRITIQUE DU SUFFRAGE UNIVERSEL.

A. — « *Rien ne prouve que la majorité ait raison* » dit-on.

Soit, mais rien non plus ne prouve le contraire.

D'ailleurs, dans un régime parlementaire les décisions sont prises après discussions; bien des projets de loi ne sortent que fortement amendés grâce aux critiques des minorités. Dans une démocratie, les minorités ne sont donc pas totalement privées d'influence, comme c'est le cas dans les régimes autoritaires où on ne les consulte jamais.

B. — On objecte encore : « *Les problèmes du gouvernement sont bien trop compliqués pour qu'on les soumette à la décision de l'homme ordinaire* ».

D'accord ! Les électeurs ne sont pas des techniciens en finances publiques, en affaires économiques ou en assurances sociales.

Aussi, le suffrage universel ne leur demande-t-il qu'un jugement de simple bon sens sur les grandes lignes d'un programme. Les élections doivent amener au pouvoir des hommes qui jouissent de la confiance des citoyens.

« Si nous prenons pour point de départ, dit H. Agar, l'infaillibilité de l'homme ou celle de l'opinion publique, nous commettons une erreur de jugement dont nous ne manquerons jamais de subir les conséquences par la suite. Mais, si nous nous bornons à déclarer que l'homme ordinaire, lorsqu'il est mis dans des conditions qui lui permettent de se former une opinion, a tendance à faire preuve de *bon sens* et à exprimer un jugement dont le gouvernement devra tenir le plus grand compte dans ses décisions, nous nous bornons à énoncer un fait que l'histoire et les expériences du temps où nous vivons nous permettent de vérifier ». (1)

H. AGAR, A l'Echelle de l'Epoque, p. 74.

C. — On critique le suffrage universel égalitaire sous prétexte *qu'il ne suffit pas de compter les votes, mais qu'il faut les peser. L'homme le plus sage,* dit-on, *se trouve placé au même niveau que le plus sot.*

Cette objection est certes fondée, mais jusqu'ici personne n'a trouvé de critère pour éprouver la qualité des votants. La voix d'un ouvrier qui s'intéresse aux affaires de l'Etat ne vaut-elle pas plus que celle d'un illustre physicien qui ne connaît que son laboratoire ? Pas plus que la fortune, un diplôme universitaire n'est pas un brevet de bon sens.

D. — *Celui qui est à la tête d'une entreprise ou qui possède des propriétés n'a-t-il pas plus d'intérêt à défendre que le simple manœuvre ou le garçon d'écurie ?*

Tout d'abord, on ne vote pas pour défendre des intérêts personnels, mais bien pour obtenir un bon gouvernement dans l'intérêt général.

Quant aux intérêts à défendre, les classes ouvrières ne remettent-elles pas entre les mains des gouvernements leur sécurité sociale, l'avenir de leur famille et de leurs enfants ? Bien plus que ceux qui ont de la fortune, elles ont besoin de protection légale.

E. — Enfin, l'on dit : « *Pour exercer des droits politiques, il faut un minimum de formation* ».

En 1830, lors du vote de la Constitution, les ouvriers et les paysans ne savaient ni lire ni écrire, ils n'étaient pas groupés et n'avaient guère d'opinion politique.

Depuis lors, la situation a bien changé. La diffusion des idées par la presse, le cinéma, la radio a progressé en même temps que l'instruction et l'éducation des foules. Des jeunes gens de la bourgeoisie sont moins au courant de la vie politique et sociale que tel vieux mécanicien studieux et réfléchi.

Ne pourrait-on, d'ailleurs, renverser l'argument et demander : « A quoi bon avoir une opinion politique s'il est impossible de la faire valoir d'une façon ou d'une autre ? ».

* * *

Nous le voyons, ces critiques ne résistent pas à un examen sérieux. Le suffrage universel égal pour tous continuera selon toute apparence à être accepté partout.

IV. — MODALITES DU SUFFRAGE UNIVERSEL.

A. — La représentation proportionnelle.

Plusieurs pays, dont la Grande-Bretagne, s'en tiennent à un système majoritaire : une petite majorité de votes obtenus par un parti peut donner naissance à une forte majorité de sièges. La conséquence en est de diminuer le rôle des partis peu importants et d'établir plus solidement la majorité des groupes au pouvoir, ce qui favorise la stabilité des gouvernements. D'autre part, aux élections, il suffit parfois d'un léger glissement de voix pour provoquer un renversement de majorité.

En Belgique, le nombre de sièges attribué à chaque parti est proportionné au nombre de voix obtenues par ce parti (art. 48, al. 2).

B. — Le vote obligatoire.

La Belgique est un des rares pays où les citoyens soient obligés de voter (art. 48, al. 3).

Cette mesure est logique, car le vote n'est pas seulement un « droit »; c'est aussi un devoir, une *fonction* que chaque citoyen doit remplir dans l'Etat.

Quand il n'y a pas obligation, les électeurs donnent une idée fausse des opinions de la Nation. Or, il est inconcevable que l'on fasse dépendre l'avenir du pays de circonstances aussi forfuites que le soleil et la pluie.

C'est pourtant le cas en France.

Quand il fait très beau, on part en vacances. Quand il fait mauvais, les gens se calfeutrent chez eux. Ce sont toujours les modérés qui s'abstiennent. Les extrémistes, eux, renoncent aux joies de la campagne ou bravent les intempéries pour faire triompher l'opinion qui les passionne.

C. — Le secret des élections.

Notre loi électorale garantit de façon exemplaire le secret du vote. Tout bulletin dont l'auteur pourrait être identifié est annulé. Il est donc impossible, lors du dépouillement, de savoir qui a rempli tel bulletin déterminé.

V. — MODIFICATIONS EVENTUELLES.

A. — Le vote des femmes.

Jusqu'ici, seuls les hommes peuvent voter en Belgique.

Cependant, une loi votée en vertu de l'article 47, alinéa 3, a admis le principe du vote féminin. Une loi ultérieure doit encore fixer la date de mise en application.

B. — Le vote plural des pères de famille.

Certains auteurs, dont le docteur Bordet (1), se fondent sur une interprétation plus stricte du suffrage universel pour demander qu'on accorde une voix supplémentaire aux pères de famille : ainsi les citoyens qui n'ont pas encore l'âge de voter seraient eux aussi représentés aux élections.

§ 3. LES DEUX CHAMBRES.

I. — LEUR COMPOSITION.

A. — La Chambre des Représentants.

Elle se compose de 202 députés élus au suffrage universel.

Sont éligibles les hommes et les femmes qui :

1° Sont Belges de naissance ou ont reçu la grande naturalisation;

2° Jouissent de leurs droits civils et politiques;

3° Ont atteint l'âge de 25 ans accomplis;

4° Ont leur domicile en Belgique.

B. — Le Sénat.

Il comporte actuellement :

1° Cent et un sénateurs élus directement au suffrage universel;

2° Quarante-quatre sénateurs « provinciaux », élus par les différents conseils provinciaux;

3° Vingt-deux sénateurs « cooptés » c'est-à-dire élus par les deux premières catégories de sénateurs.

---

(1) Dr. BORDET, *Brèves considérations sur le Mode de Gouvernement, la Liberté et l'Education morale,* Bruxelles 1945 (Collection « Actualités sociales », U. L. B., Institut de Sociologie Solvay).

En outre, les princes royaux qui peuvent être appelés à la succession du trône sont sénateurs de droit, à partir de leurs 18 ans. Ils ne peuvent voter qu'à l'âge de 25 ans.

Le but de cette disposition est de permettre aux fils du Roi d'acquérir une certaine expérience de la vie politique.

Hormis les princes royaux, les sénateurs sont élus d'après un système de représentation proportionnelle basé, en définitive, sur la volonté nationale.

Pour donner au Sénat son caractère propre, la Constitution prévoit, outre les conditions requises pour l'éligibilité des députés, que les sénateurs seront âgés de 40 ans au moins. Cette clause est considérée comme une garantie de pondération et d'expérience.

De plus, les sénateurs élus au suffrage universel doivent faire partie d'une des vingt et une catégories énumérées à l'article 56 *bis*.

II. — POURQUOI DEUX CHAMBRES ?

Au Congrès National, la question de savoir si la représentation du pays devrait être confiée à une seule assemblée ou partagée entre deux Chambres donna lieu à une discussion longue et approfondie. Finalement le « bicaméralisme » l'emporta par 128 voix contre 62.

A. — Pour et contre une Chambre unique.

Sieyès (1) a dit : « A quoi peut bien servir une seconde Chambre ? Si elle s'accorde avec celle des représentants, elle est superflue; si elle ne s'accorde pas, elle sera nuisible ».

Cependant, dans une chambre unique, la puissance des partis peut prendre des proportions inquiétantes. Sous l'empire de considérations purement politiques, voire purement électorales, une assemblée unique peut être amenée à prendre de façon précipitée des décisions bouleversant la structure politique de l'Etat.

Mettre tous les pouvoirs dans les mains d'une seule assemblée, c'est créer le danger d'une dictature du parti majoritaire dans cette Chambre.

Les expériences de Chambre unique n'ont guère été heureuses. En France, la Convention a mené au coup d'Etat du 18 Brumaire (1).

---

(1) Voir première brochure, p. 34.

(1) Le 18 Brumaire, an VIII. (9 novembre 1799), Napoléon Bonaparte renversa le Directoire et se fit nommer consul.

Après la révolution de 1848, la chambre unique a conduit ce pays au coup d'Etat de Napoléon III. Plus récemment, le président Zamora n'a-t-il pas écrit que la Chambre unique fut la cause des difficultés dans lesquelles la république espagnole a sombré ?

Et la France républicaine, si attachée à ses institutions démocratiques, n'a-t-elle pas rejeté, il y a peu, un projet de constitution prévoyant une seule assemblée législative avec des pouvoirs quasi illimités ?

B. — **Pour les deux Chambres.**

1° *L'expérience politique des peuples.*

L'exemple montre que les grandes démocraties ont choisi le régime des deux chambres.

Dans certains états, comme la Grande-Bretagne, ce régime a des origines historiques lointaines. D'autres états, comme le Mexique, la Bolivie, l'Equateur, s'étaient d'abord prononcés pour la Chambre unique et ont ensuite adopté les deux Chambres.

2° *Le travail législatif.*

Une certaine lenteur dans le travail législatif est plutôt un avantage qu'un inconvénient (1). Est-il, en effet, souhaitable que les lois soient élaborées, discutées, votées avec précipitation, voire improvisées ? Les projets de loi seront mieux mûris s'ils doivent passer par une seconde Chambre.

Entretemps, les projets sont soumis à une troisième épreuve, aussi décisive que les autres : celle de l'opinion publique. Il est en effet classique que, après le vote d'un projet de loi, on découvre des erreurs, des omissions. Mieux vaut avoir l'occasion de les rectifier.

3° *Le Caractère démocratique.*

En cas de conflit entre le gouvernement et l'une des assemblées, l'autre pourra intervenir de manière moins passionnée, atténuer les divergences de vues et rappeler le respect dû à la Constitution. D'autre part, un chef de l'exécutif, quel qu'il soit, asservira moins facilement deux Chambres qu'une.

---

(1) Il est question ici de l'élaboration des lois. Il n'en est pas de même dans les services administratifs où il serait souhaitable d'introduire des méthodes plus expéditives.

En sorte que le système des deux Chambres, loin d'être antidémocratique, constitue au contraire une sérieuse garantie pour le fonctionnement normal du régime démocratique.

4° *L'influence modératrice.*

On a dit qu'il est bon d'avoir, à côté de la Chambre des représentants à tendance progressiste et populaire, un Sénat à caractère aristocratique et réactionnaire.

C'était là le point de vue du siècle dernier devenu incompatible avec nos conceptions actuelles.

Le Sénat belge a toujours gardé son caractère traditionnel de pouvoir « modérateur », ce qui est tout autre chose que « conservateur » ou « réactionnaire ».

En Belgique, les différentes opinions politiques sont représentées au Sénat dans des proportions à peu près identiques à celles de la Chambre.

Cependant, les représentants à la Chambre sont généralement des hommes plus jeunes, plus combattifs, plus progressistes, plus hardis que les sénateurs. Ce sont les éléments les plus actifs des partis politiques.

Les sénateurs, eux, étant plus âgés, jouissent d'une longue expérience politique. Ils sont plus indépendants que les députés envers les électeurs et sont moins mêlés qu'eux aux luttes électorales.

Grâce au Sénat, bien des hommes de grande valeur, qui, autrement, ne se seraient jamais occupés activement de politique, sont entrés dans la vie politique.

On y voit des hommes éminents à qui manque le temps, la robustesse physique ou le talent oratoire nécessaires aux députés pour garder le contact avec les électeurs et supporter les fatigues d'une campagne électorale. Le Sénat accueille des hommes qui ont rendu des services éminents à la Nation, des hommes qui ont acquis de l'expérience dans les emplois publics, les administrations ou les gouvernements locaux, des hommes particulièrement compétents dans des branches importantes de l'activité nationale, comme l'agriculture, le commerce, l'industrie, les finances, l'enseignement, les organisations sociales (1).

Aucune assemblée politique basée sur la représentation des opinions ne peut échapper à l'esprit de parti, mais, si les personnes calmes et impartiales y sont majorité, le corps entier sera porté à modérer ses tendances.

---

(1) D'après JAMES BRYCE *Les Démocraties modernes,* T. II., p. 442.

Pourtant, « les conflits entre les deux Chambres ont été et sont restés rares. La raison en est que le Gouvernement, qui dirige en réalité l'action législative, veille à écarter les causes des divergences de vues et que la Chambre des représentants a souvent la prudence d'éviter les décisions qu'il sait devoir déplaire au Sénat, comme celui-ci a souvent la sagesse de ne pas toujours s'obstiner à ne pas céder aux volontés clairement manifestées par la Chambre des représentants » (1).

* * *

Mais cette harmonie entre la Chambre et le Sénat belges n'est-elle pas regrettable ? Ne faut-il pas que les deux Chambres présentent des tendances divergentes pour avoir leur raison d'être ?

Il semble que non.

La bonne marche de la vie parlementaire en Belgique en est une preuve.

En U. R. S. S. aussi, le Soviet Suprême se compose de deux Chambres égales : le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités. Toutes deux sont élues par les citoyens, toutes deux sont égales en droit, toutes deux ont le droit d'initiative (Constitution soviétique, art. 33, 34, 35, 37, 38).

Dans un rapport de novembre 1936, Staline a fait remarquer que le système de deux Chambres peut donner lieu à certaines difficultés quand il n'y a pas d'égalité entre elles. « Ces résultats négatifs n'existeront pas, dit-il, si l'on établit l'égalité des deux Chambres et si l'on organise la seconde de façon aussi démocratique que la première ».

§ 4. LES PARLEMENTAIRES.

I. — L'Indemnité parlementaire.

Elle est équitable.

On a beaucoup médit de l'indemnité parlementaire. Il est pourtant équitable d'accorder une indemnité aux représentants de la Nation.

En effet, ceux qui remplissent consciencieusement leur mandat consacrent une sérieuse partie de leur temps aux séances parlementaires, aux réunions des commissions, des sections et de leur groupe, à la rédaction de rapports. D'autre part, les mandataires sont tenus de par leur fonction à certaines dépenses et un grand nombre d'entre eux sont obligés de réduire considérablement leurs activités professionnelles.

---

(1) DAMOISEAU. *Le Gouvernement de la Belgique.*

L'indemnité constitue une mesure bien démocratique. Elle permet à ceux qui n'ont pas de fortune personnelle de siéger au Parlement s'ils en sont jugés dignes par les électeurs. C'est la suppression effective des privilèges politiques basés sur la fortune.

Elle est démocratique

Le montant de l'indemnité est fixé par la Constitution, mais il est unanimement admis qu'une loi peut l'adapter à la valeur réelle visée par la Constitution, compte tenu du pouvoir d'achat de la monnaie. Le gouvernement ne pourrait en aucun cas le modifier par une mesure administrative, car les parlementaires doivent garder une indépendance complète envers le pouvoir exécutif.

Les parlementaires jouissent en outre du libre parcours sur toutes les voies de communications exploitées ou concédées par l'Etat.

II. — L'Immunité parlementaire.

Dans l'exercice de leurs fonctions, députés et sénateurs doivent jouir de la plus entière indépendance et d'une liberté de parole illimitée.

Principe d'indépendance.

A. — *L'irresponsabilité* des parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions.

La Constitution dit : « Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions » (art. 44).

Il faut que le parlementaire puisse exprimer son opinion, sans crainte ni arrière-pensée; il faut qu'aucune pression ne soit possible de la part du gouvernement ou de particuliers.

Pour toutes les opinions émises et toutes les paroles prononcées dans l'exercice de son mandat, le parlementaire est irresponsable, c'est-à-dire qu'il ne peut être poursuivi en justice; l'action civile en dommages-intérêts, l'action répressive, les perquisitions domiciliaires sont exclues. Seules les sanctions disciplinaires prévues par le règlement d'ordre intérieur de chaque Chambre sont applicables.

Mais l'irresponsabilité ne couvre que les paroles et les écrits; elle n'a trait ni aux actes tels que coups ou blessures, ni à ce qui dépasse l'exercice proprement dit du mandat. Le parlementaire qui aurait prononcé en séance des paroles injurieuses ou des calomnies, n'aurait pas le droit de publier son discours en dehors des *Annales Parlementaires*.

B. — *L'inviolabilité* des membres des Chambres pendant les sessions.

Cette prérogative est accordée par l'article 45 :

Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière de répression qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de l'une ou de l'autre Chambre durant la session qu'avec la même autorisation.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session et pour toute la durée si la Chambre le requiert.

Pourquoi les Parlementaires doivent être inviolables

L'inviolabilité personnelle des membres du Parlement est nécessaire pour garantir leur indépendance complète envers le Gouvernement et pour assurer le fonctionnement normal du régime parlementaire. Il faut, coûte que coûte, éviter toutes manœuvres politiques; en effet, les officiers du ministère public se trouvent sous l'autorité du pouvoir exécutif.

Sans cette mesure, il serait facile pour un ministre peu scrupuleux de se débarrasser temporairement ou définitivement d'un adversaire gênant ou de modifier la majorité pour se maintenir artificiellement au pouvoir; ii lui suffirait d'ordonner l'arrestation d'un parlementaire en se basant sur une prétendue infraction dont l'instruction judiciaire constaterait ultérieurement l'inexistence.

L'inviolabilité n'assure pas cependant l'impunité des délits commis par les parlementaires. Si l'on admet généralement que l'arrestation, les interrogatoires, les visites domiciliaires sont prohibés, il est par contre permis de constater l'infraction et de rassembler tous les éléments de preuves en vue de poursuites éventuelles, quand la Chambre lèvera l'immunité.

L'inviolabilité ne couvre pas le *flagrant délit*. Dans ce cas, la culpabilité est certaine et nous ne nous trouvons certainement pas devant un abus de pouvoir de la part du pouvoir exécutif.

Enfin, l'inviolabilité est limitée aux poursuites pénales. Les actions civiles contre des membres du Parlement peuvent être entamées même en période de session.

III. — Les Incompatibilités.

Deux fonctions sont incompatibles quand elles ne peuvent être exercées en même temps par la même personne. Des lois prévoient même pour certains cas qu'une période déterminée doit s'écouler entre la cessation de la première fonction et le début de la seconde.

Les incompatibilités répondent généralement à une des deux préoccupations suivantes :

1° Personne ne peut exercer une fonction par laquelle il est appelé à contrôler une autre fonction qu'il exerce en même temps;

2° Les membres du Parlement doivent jouir de la plus entière indépendance envers le Gouvernement.

Il serait trop long d'énumérer tous les cas d'incompatibilité touchant les Parlementaires; quelques exemples typiques suffiront.

* * *

A. — L'article 35 stipule qu'on ne peut être à la fois membre des deux Chambres. En effet, pour que le système bicaméral fonctionne normalement, la distinction entre les deux Chambres doit rester bien nette.

B. — En vertu de l'article 36, « le membre de l'une des deux Chambres nommé par le gouvernement à toute autre fonction salariée que celle de ministre et qui l'accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection ».

De cette façon, le gouvernement ne peut influencer des parlementaires par des nominations intéressantes. L'accent doit être mis sur le mot « salarié ». Il s'agit bien d'avantages pécuniaires.

C. — Une loi de 1848, complétée par la loi du 6 août 1931, va bien plus loin encore. Un membre des Chambres législatives ne peut être en même temps fonctionnaire ou employé de l'Etat, ministre des cultes rétribué par l'Etat, avocat en titre des administrations publiques, agent de la Banque Nationale qui fait office de caissier de l'Etat ou commissaire du gouvernement auprès de sociétés anonymes.

Un parlementaire avocat peut toutefois plaider pour l'Etat ou lui donner son avis dans une affaire litigieuse, à condition de le faire... gratuitement.

Pourquoi les fonctionnaires sont-ils exclus du Parlement ?

Evidemment, les fonctionnaires bien formés à la pratique des affaires de l'Etat, sont spécialement qualifiés pour le travail législatif.

Pourtant, il est illogique de donner aux inférieurs le droit de contrôler les ministres qui ont une autorité immédiate sur eux. D'autre part, les fonctionnaires de l'Etat ne jouissent pas

d'une indépendance suffisante envers les ministres qui peuvent trop facilement les toucher dans leur carrière.

En France, le ministère Guizot avait réussi à se maintenir au pouvoir de 1840 à 1848 à une majorité parlementaire artificielle se composant de cent quatre-vingt-quatre fonctionnaires qui votaient toujours d'après les désirs du gouvernement. Après la Révolution de février, cet exemple nous inspira la loi d'incompatibilité en question.

D. — La loi du 6 août 1931 prévoit que les membres des Chambres ne peuvent être nommés à des fonctions salariées par l'Etat qu'une année au moins après la cessation de leur mandat. Probablement, le législateur a-t-il estimé que vu l'instabilité classique des gouvernements, des promesses à longue échéance sont par trop aléatoires et ne peuvent donner lieu à des marchandages politiques.

E. — Cependant, il est fait exception à ces règles d'incompatibilité en faveur des ministres. Il est, en effet, normal dans notre régime actuel que les ministres soient choisis parmi les parlementaires. Même exception pour les professeurs ordinaires et extraordinaires des Universités de l'Etat. Ceux-ci, une fois nommés, sont, en fait, fort indépendants envers le pouvoir exécutif et le pays a tout avantage à voir siéger dans les assemblées législatives des hommes d'une telle compétence.

* * *

En conclusion, notre Constitution et nos lois ont entouré le mandat parlementaire d'un grand nombre de garanties qui assurent à la représentation nationale l'indépendance et la liberté de parole envers le Gouvernement. Dans un véritable régime parlementaire les représentants du peuple ont d'autres droits que celui d'applaudir.

CHAPITRE II.

LES MINISTRES DU ROI.

§ 1. — LES POUVOIRS CONSTITUTIONNELS DU ROI.

I. — DEUX EPOQUES... DEUX CONCEPTIONS ;

Absolutisme tempéré par les privilèges

Dans l'ancien régime, le Roi était un monarque absolu. Il avait tous les pouvoirs.

Toutefois, dans nos provinces des « Pays-Bas Belgiques », le pouvoir des princes était limité par des privilèges et libertés dont les « Etats » provinciaux étaient les gardiens. Constitutionnellement, seuls les Etats de chaque province avaient qualité pour inaugurer le nouveau prince. Ils exigeaient de lui le serment antique relatif au maintien des privilèges et prêtaient en retour le serment d'obéissance et de fidélité. Si le souverain manquait au respect des privilèges et des libertés, ses sujets étaient déliés de leur serment et lui refusaient tous services et subsides jusqu'à ce que l'infraction fût réparée.

Mais, à condition de respecter les droits fondamentaux garantis dans les privilèges, le prince avait pratiquement tous les pouvoirs, tant en matière de législation que de gouvernement.

* * *

Le Roi constitutionnel.

Toute autre est la conception de notre Constitution. « Le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même » (art. 78).

En Belgique, « tous les pouvoirs émanent de la Nation. Ils sont exercés de la manière établie par la Constitution » (art. 25).

Le Roi tient donc son pouvoir de la Constitution.

Cela est tellement vrai que « les cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux... qu'autant qu'ils sont conformes aux lois » (art. 107). Même si les arrêtés royaux ne sont pas en contradiction avec la Constitution ou avec les lois, il faut encore, pour qu'ils soient valables, qu'ils s'appuient directement sur une loi donnant explicitement ces pouvoirs au Roi.

II. — LES POUVOIRS DU ROI.

A. — Le Roi participe au *pouvoir législatif* qui « s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat » (art. 26).

Aucune loi ne s'établit sans son intervention. En effet, le Roi *sanctionne* et *promulgue* les lois (art. 69) et si l'article 27 stipule que *l'initiative* appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif, il faut préciser que, en fait, la presque totalité des projets de loi est introduite au nom du Roi par les ministres.

B. — Le pouvoir *exécutif* appartient au Roi (*art. 29*).

Il fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution *(art. 67)*.

C. — C'est également au Roi, aidé de ses ministres responsables, qu'il appartient de nommer les fonctionnaires de l'administration générale et de la diplomatie, de conférer les grades dans l'armée, de diriger la politique extérieure du pays, de déclarer la guerre et de faire des traités de paix, d'alliance et de commerce (*art. 66 et 68*).

D. — Le Roi a, en outre, certains droits de moindre importance : le droit de battre monnaie, le droit de grâce qui lui permet de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, le droit de conférer les titres de noblesse et les ordres militaires.

E. — En vertu des articles 70 et 72, le Roi peut convoquer les Chambres, clôturer leur session, les ajourner ou les dissoudre.

§ 2. — LES MINISTRES RESPONSABLES.

I. — LES TEXTES.

La personne du Roi est inviolable; ses ministres sont responsables (art. 63).

Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un ministre, qui, par cela seul, s'en rend responsable (art. 64).

Voilà un langage clair et catégorique.

II. — QUELQUES MOTS D'HISTOIRE.

La responsabilité ministérielle est née en Angleterre. André Maurois (1) nous raconte comment Charles Ier apprit, au prix de sa vie, qu'il était à peu près impossible de faire payer par les Anglais un impôt non voté par le Parlement, mais, dit-il, si les bourgeois anglais tenaient passionnément à leurs libertés, ils tenaient aussi à leur Roi. Il poursuit en ces termes :

> Le problème devenait singulièrement complexe. L'Angleterre exigait que son Roi ne se passât jamais du Parlement; mais elle exigait aussi que son Parlement ne prétendît jamais se passer du Roi. Que faire alors si un conflit s'élevait entre ces deux pouvoirs ? Exécuter le Roi ? C'était la guerre civile. Dissoudre le Parlement ? Le pays renverrait les mêmes hommes. Longtemps on usa d'une méthode moyenne qui était de couper la tête aux ministres, mais cela n'arrangeait pas grand'chose. Enfin le hasard, qui est en Angleterre le plus respecté des législateurs, apporta une solution : ce fut le système du Cabinet responsable.
>
> L'idée du Cabinet est née de ce fait que le Roi, Georges Ier de Hanovre, ne savait pas un mot d'anglais. Alors que ses prédécesseurs avaient présidé eux-mêmes les réunions de leurs ministres, il dut y renoncer (après avoir essayé de le faire en latin). Ainsi, la place se trouva libre pour un Premier Ministre. Or, si un Roi ne pouvait « tomber », il n'y avait aucun inconvénient à ce qu'un Premier Ministre, vaincu aux Communes, s'en allât. «

Et l'auteur de conclure :

> Ainsi, la Couronne devint à la fois irresponsable et inattaquable. Cela peut paraître simple; il a fallu des siècles pour découvrir cette méthode.

* * *

III. — L'IRRESPONSABILITE ROYALE ET LA RESPONSABILITE MINISTERIELLE.

Ces notions sont inséparables. En effet, l'article 64 exige que tout acte du Roi soit contresigné par un de ses ministres. Sans le « contre-seing ministériel », un acte du Roi n'aurait aucune valeur et devrait être considéré comme inexistant.

L'inviolabilité et l'irresponsabilité royales étant absolues, la responsabilité ministérielle est nécessairement engagée par tout acte politique du Roi.

Bien entendu, si, dans une conversation privée, le Roi émet un avis sur un sujet d'ordre politique, cela n'a aucune portée officielle et la responsabilité de ses ministres n'est donc pas

---

(1) André MAUROIS, *La monarchie anglaise.*

engagée. Si, par contre, le Roi prononce publiquement une allocution, toute la responsabilité des paroles prononcées retombe sur le ministre. Pratiquement, le texte aura été établi d'accord avec le ministre compétent en la matière.

* * *

En réalité, les ministres exercent sous leur responsabilité tous les pouvoirs attribués au Roi par la Constitution : attributions de police, gouvernement intérieur du pays, direction de la politique étrangère et même les pouvoirs royaux offrant un caractère d'intervention directe dans la vie politique de la Nation, comme, par exemple, le droit de dissoudre le Parlement.

Les ministres sont responsables de tous les actes du Roi et, d'autre part, de leurs actes personnels accomplis en leur qualité de ministre. La constitution attache une telle importance à ce principe qu'elle consacre huit articles (1) à organiser cette responsabilité et à soumettre à des règles spéciales les actions judiciaires, dont les ministres peuvent être l'objet.

La responsabilité des ministres est double :

A. — La responsabilité pénale.

Elle est réglée par les articles 90 et 134.

D'une part, il est nécessaire que la responsabilité ministérielle soit totale.

D'autre part, le Congrès National a voulu empêcher que l'abus de poursuites contre les ministres ne crée une atmosphère politique troublée et malsaine, toujours néfaste aux intérêts supérieurs de la Nation. Pour cela, il a soumis à une procédure exceptionnelle la répression des fautes commises par les premiers fonctionnaires du Roi.

Les ministres coupables d'infraction pénale ne peuvent être poursuivis sinon extraordinairement en vertu d'une accusation de la Chambre des Représentants. Cela équivaut pratiquement à une autorisation préalable et constitue une sorte de privilège pour les ministres (2).

---

(1) Art. 24, 63, 64, 89, 90, 91, 134 et 139.

(2) L'article 24 est très explicite à cet égard : « Nulle autorisation préalable n'est nécessaire pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, sauf ce qui est statué à l'égard des ministres ».

Le ministre mis en accusation est jugé par la Cour de Cassation, Chambres réunies. Le Congrès a voulu garantir la dignité des débats et l'impartialité du jugement en confiant ceux-ci à notre Cour suprême composée de magistrats d'une haute compétence, d'une honorabilité élevée, à l'abri des passions politiques puisqu'ils sont inamovibles et totalement indépendants tant envers le gouvernement qu'envers le Parlement.

En attendant qu'une loi intervienne en cette matière, l'article 134, prévoyant un régime transitoire, confère un pouvoir discrétionnaire à la Chambre pour accuser un ministre et à la Cour de Cassation pour caractériser le délit et déterminer la peine. C'est une dérogation aux articles 7 et 9 stipulant que « nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi » et que « nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi ».

Toutefois, le pouvoir discrétionnaire de la Cour de Cassation est limité : la peine ne peut excéder celle de la réclusion (au maximum, 10 ans), sauf si la loi pénale elle-même prévoit une peine plus forte.

Cette procédure exceptionnelle est d'application pour toutes les poursuites contre un ministre *en fonction,* même s'il s'agit d'une infraction de droit commun, commise hors de l'exercice des fonctions ministérielles; elle est applicable également pour toute *infraction relative à l'exercice de ses fonctions,* même si le ministre a démissionné entretemps.

Pourtant, le texte ne cite que les crimes et les délits et fait exception pour les simples contraventions.

Le ministre ne peut se soustraire à sa responsabilité en invoquant un ordre verbal ou écrit du Roi (*art. 89*).

Enfin, pour éviter que tout ce qui précède ne soit une vaste comédie, la Constitution stipule que le Roi ne peut faire grâce à un ministre condamné par la Cour de Cassation que sur la demande d'une des deux Chambres (*art. 91*).

B. — **La responsabilité politique.**

Quand un ministre ne jouit plus de la confiance du Parlement, il perd le pouvoir. Non seulement la légalité des actes peut être mise en cause, mais aussi l'opportunité de la politique suivie.

De nos jours, seule la responsabilité politique a encore une portée pratique. Elle a succédé historiquement à la responsabilité pénale et, en fait, elle la remplace. Le mécanisme de

la responsabilité politique sera expliqué dans le chapitre concernant le fonctionnement de la monarchie parlementaire. Les règles relatives à la responsabilité pénale ont surtout pour les ministres un caractère de garantie et de privilège.

§ 3. — LES MINISTRES ET LE ROI.

I. — LES PRINCIPES.

Pas plus que les autres fonctionnaires, les ministres ne gouvernent en leur nom personnel, mais bien au nom du Roi. Ils ne pourraient donc suivre une politique en opposition directe avec la volonté du Souverain.

« Le Roi nomme et révoque ses ministres » dit la Constitution (*art. 65*). C'est lui, en effet, qui doit présider aux destinées de la Nation et non les bureaux des partis ou de petits cénacles politiques.

II. — LES INCOMPATIBILITES.

Toutefois, il y a certaines restrictions au libre choix du Souverain.

a) D'abord, « nul ne peut être ministre s'il n'est Belge de naissance ou s'il n'a reçu la grande naturalisation » (*art. 86*).

b) Ensuite, « aucun membre de la famille royale ne peut être ministre » (*art. 87*). Par cette disposition, le Congrès National a voulu réagir contre les abus existant sous le régime hollandais où Guillaume d'Orange confiait volontiers des portefeuilles ministériels à ses propres fils. Inutile d'insister sur les dangers d'une pareille politique; elle risque soit de diminuer la responsabilité ministérielle, soit de mettre en péril le prestige de la dynastie.

c) Un ministre ne peut être en même temps conseiller à la Cour des Comptes, puisque celle-ci contrôle l'administration financière des ministres, ni conseiller à la Cour de Cassation qui peut être appelée à juger les ministres mis en accusation.

d) Les fonctions de bourgmestre et de gouverneur de province sont également incompatibles avec celles de ministre. En effet le ministre de l'Intérieur doit contrôler ces fonctionnaires.

III. — LA CONFIANCE.

Pratiquement, le choix du Souverain devra toujours se porter sur des personnalités qui jouissent de la confiance de la majorité parlementaire. « La commune confiance mise en les mêmes hommes d'Etat par le Chef de l'Exécutif d'une part et par les représentants de la Nation de l'autre » (Orban), là est le point d'équilibre de la monarchie parlementaire.

A l'intérieur des limites constitutionnelles, le choix des ministres est libre. Parfois et, plus particulièrement à des moments difficiles, le Roi doit pouvoir faire appel à des extra-parlementaires, surtout pour certains départements où la compétence technique est de première importance. C'est très souvent le cas pour le département de la Défense Nationale.

Toutefois, les véritables « cabinets d'affaires » composés exclusivement ou presque exclusivement de « techniciens » extraparlementaires ne sont guère en faveur dans notre tradition et ne pourraient d'ailleurs jamais se passer de la confiance du Parlement. On a pu constater que, en général, un ministre membre du Parlement jouit de plus d'autorité devant les Chambres, grâce à ses contacts personnels avec les parlementaires et à son expérience de l'atmosphère du Palais de la Nation.

§ 4. — LE CABINET ET LA SOLIDARITE MINISTERIELLE.

Le Cabinet se compose du Premier Ministre, de tous les ministres qui dirigent un département et, le cas échéant, des ministres sans portefeuille.

I. — LE PREMIER MINISTRE.

Avant la guerre de 1914-18, le chef du gouvernement n'était que le premier parmi ses égaux; le titre de « premier ministre » n'existait pas officiellement. Mais depuis 1919, plus aucun parti n'ayant obtenu la majorité absolue, nous avons toujours eu des gouvernements de coalition et le rôle du Premier Ministre est devenu plus délicat.

Quand une crise ministérielle se présente, le Roi consulte ordinairement un certain nombre de personnalités politiques de premier plan. Il charge ensuite l'une d'entre elles de choisir des collaborateurs et de proposer une équipe.

Au sein du cabinet, le Premier Ministre doit maintenir l'unité de vue au sujet des lignes essentielles du programme adopté. Souvent, il use de toute son influence pour concilier les opinions divergentes de ses collaborateurs.

II. — LES MINISTRES SANS PORTEFEUILLE.

Ce sont bien de véritables ministres, mais ils ne se trouvent pas à la tête d'une administration. Ils ont, de ce fait, la liberté et le temps requis pour se consacrer à des tâches particulières et pour coordonner l'activité des différents départements. Leur influence et leur expérience politique sont souvent très précieuses pour la stabilité du gouvernement.

N. B. — *Les ministres d'Etat.*

Pour reconnaître les services éminents rendus par certains hommes d'Etat, le Roi peut leur conférer le titre purement honorifique de « ministre d'Etat ». Ce titre ne leur confère aucun droit ni aucune responsabilité. Parfois, en des circonstances particulièrement graves, comme par exemple lors de l'invasion du territoire par les troupes allemandes, les ministres d'Etat ont été consultés par le Roi. Mais les ministres d'Etat ne sont pas des ministres au sens constitutionnel du mot.

III. — LA SOLIDARITE MINISTERIELLE.

Les membres d'un même cabinet sont liés par la « solidarité ministérielle ».

Même si le gouvernement groupe des hommes d'opinion politique différente, il faut que tous les ministres s'entendent sur la conduite à tenir dans les points essentiels du programme. Il est rare que tous les hommes d'un même parti soient d'accord en toutes choses. A fortiori, un gouvernement de coalition exige nécessairement des concessions réciproques, des compromis. Un *modus vivendi* est nécessaire. Aussi un ministre s'abstiendra-t-il toujours de critiquer, de désapprouver publiquement la politique de ses collègues.

D'autre part, il faut que, au sein du Conseil, les rapports entre les ministres soient caractérisés par une large franchise. Chacun d'eux doit pouvoir parler librement, exposer ses intentions, ses difficultés, ses craintes, ses critiques. C'est une condition indispensable pour que l'« équipe » ministérielle puisse travailler au bien-être du pays dans un esprit de franche collaboration. Voilà pourquoi, à l'issue d'une réunion du Con-

seil, on se contente d'un communiqué laconique. Il n'est donné aucune publicité aux discussions du Conseil; la discrétion est, elle aussi, une des conditions de la solidarité ministérielle.

Si une divergence d'opinion se révèle sur un point fondamental, le Conseil s'occupera de la question. Si un ministre croit devoir se désolidariser de la politique suivie par ses collègues, il présente au Roi sa démission « ... pour des raisons de convenance personnelle ». Mais, tant que les dissensions ne sont pas de nature à rendre toute collaboration impossible, il vaut mieux que le public n'en sache rien.

Si le Premier Ministre ne parvient plus à réaliser l'unité de vues parmi ses collaborateurs, il propose au Roi un remaniement ministériel. Si la chose est nécessaire, il présente au Roi la démission collective du cabinet.

CHAPITRE III.

—

LE FONCTIONNEMENT DU REGIME PARLEMENTAIRE.

Notre régime parlementaire présente les caractéristiques générales du système démocratique; confiance, responsabilité et contrôle; c'est un régime d'opinion et de majorité, moyennant le respect de l'égalité et de la liberté des citoyens, particulièrement de la minorité (1).

Les électeurs accordent leur confiance à leurs représentants au Parlement.

Les ministres sont les hommes de confiance du Parlement, nommés par le Roi pour prendre la responsabilité du gouvernement, mais ils sont soumis au contrôle incessant du Parlement et sont responsables vis-à-vis de lui. Les parlementaires eux-mêmes se présentent régulièrement devant les électeurs qui décident s'ils renouvelleront leur confiance ou s'ils enverront d'autres mandataires au Parlement.

Pour barrer la route à toute dictature, la Constitution établit des garanties précises pour l'application de ces principes fondamentaux.

§ I. — LES ATTRIBUTIONS DU PARLEMENT.

I. — LE VOTE DES LOIS.

A. — Qu'est-ce qu'une loi ?

Une loi est l'œuvre collective des deux Chambres et du Roi. C'est une ordonnance d'ordre général émanant du pouvoir législatif et rendue dans les formes imposées par la Constitution. Toute loi, au sens strict du mot, devrait avoir une portée générale; il n'appartient pas en principe au législateur de régler un cas particulier.

---

(1) Voir la première brochure *Constitution Belge,* « Grands Principes Démocratiques ».

B. — Les lois formelles.

Cependant en vertu de la Constitution et des lois elles-mêmes, certaines décisions qui n'ont pas ce caractère d'ordonnance générale sont réservées, vu leur importance sociale, au pouvoir législatif et doivent être rendues dans les formes d'une loi. Elles portent le nom de « lois formelles ». Tel est le cas des actes de naturalisation et des décisions admettant un étranger à un emploi public.

D'autres lois formelles sont en réalité des actes de gouvernement.

C. — Le vote par article.

Les Chambres n'ont pas seulement à se prononcer sur un projet de loi dans son ensemble. Jusque dans les moindres détails, les lois doivent obtenir l'approbation d'une majorité parlementaire. Les Chambres votent les lois article par article (*art. 41*). Elles ont le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés (*art. 42*).

Ainsi, les Chambres ne peuvent être contraintes d'approuver ou de rejeter « en bloc » un projet de loi qui leur serait présenté par le gouvernement comme un tout indivisible « à prendre ou à laisser ».

D. — Les droits d'initiative et d'amendement.

Dans l'élaboration des lois, le droit d'initiative appartient à chacune des deux Chambres au même titre qu'au Roi. Il en est de même du droit d'amendement.

La Chambre des Représentants et le Sénat doivent se mettre d'accord sur le même texte définitif. Si le Sénat amende un texte déjà approuvé par la Chambre, celle-ci devra se prononcer à nouveau et sur l'amendement et sur l'ensemble du texte. Il arrive ainsi qu'un même projet de loi fasse plusieurs fois la navette entre nos deux assemblées législatives.

Surtout s'il s'agit de légiférer en une matière importante et d'établir une réglementation qui restera en vigueur pendant plusieurs décades peut-être, la qualité du travail législatif ne peut que bénéficier de ces discussions méticuleuses et détaillées.

II. — DES ACTES DE GOUVERNEMENT.

A. — L'approbation de certains traités.

Les traités de commerce et ceux qui pourraient grever l'Etat ou lier individuellement des Belges n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres.

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. Dans aucun cas, les articles secrets d'un traité ne peuvent être destructifs des articles patents *(art. 68, al. 2 et 3).*

B. — En matière financière.

Ce sont ses attributions en matière financière qui constituent la grande force du Parlement.

1. LES IMPOTS.

Dans l'histoire de nos provinces, un des privilèges les plus anciens était celui-ci : le Souverain ne pouvait établir d'impôts sans le consentement des « Etats » où siégeaient les représentants du peuple. En général, ceux-ci fixaient d'abord la *somme* qu'ils accordaient au Prince. puis ils déterminaient comment cette somme devait être perçue.

Conformément à cette tradition nationale, les articles 110, 111 et 113 de la Constitution insistent sur le principe de l'assentiment des Représentants de la Nation en matière d'impôts.

Les lois fiscales sont de véritables lois, au sens strict du mot. Elles fixent des règles générales applicables à tous ceux qui se trouvent dans la même situation.

Elles s'efforcent de répartir équitablement les charges.

2. LE BUDGET ET LES COMPTES.

Le *Budget* est la prévision des recettes qui seront perçues et des dépenses qui seront à faire pour une période déterminée. Les tableaux des recettes et des dépenses réellement effectuées constituent les comptes.

a) Le vote du budget.

Du point de vue politique, le vote du budget revêt une importance primordiale.

En effet, contrairement au particulier, l'Etat ajuste ses revenus à ses dépenses. Pour diminuer les impôts, il faut donc réaliser des économies dans les dépenses.

L'article 115 proclame en termes sommaires mais décisifs ce principe fondamental du régime parlementaire :

> Chaque année les Chambres arrêtent la loi des comptes et votent le budget.
>
> Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes.

b) Ses effets.

Le vote du budget *oblige* le pouvoir exécutif à percevoir et *l'autorise* à engager les dépenses, conformément aux crédits qui lui sont accordés.

En finances publiques, le mot *crédit* a un sens très différent de celui qui est accepté en termes de banque; c'est une autorisation de dépenses jusqu'à un montant généralement limité pour un objet déterminé.

A strictement parler, le gouvernement ne pourrait faire aucune dépense d'aucun genre, il ne pourrait ni payer des fonctionnaires, ni entretenir des bâtiments sans l'autorisation du Parlement. L'on voit immédiatement de quelle arme redoutable le Parlement dispose dans l'éventualité où un gouvernement mis en minorité s'obstinerait à rester au pouvoir.

c) *Les douzièmes provisoires.*

Que se passe-t-il lorsque le Parlement, n'ayant pu adopter l'ensemble du budget en temps voulu, ne désire pas interrompre la vie administrative ? Il autorisera avant examen certaines dépenses par le vote de crédits appelés ordinairement « douzièmes provisoires », destinés à couvrir les besoins financiers d'un mois. Cependant, ne sont autorisées dans ce cas que les dépenses figurant déjà au budget précédent.

d) *Caractéristiques du budget.*

L'Universalité. — Le Budget doit englober toutes les recettes et toutes les dépenses, sans aucune exception, sans aucune compensation qui permettrait de *camoufler des dépenses* et de les soustraire aussi au contrôle du Parlement.

Toutefois, il faut pouvoir admettre des dépenses urgentes et imprévues. Dans ce cas, le pouvoir exécutif prélève tout d'abord sur le chapitre réservé aux dépenses imprévues. Mais, en général, celui-ci est pauvrement doté.

Si cette mesure ne suffit pas, une délibération du Conseil des ministres peut suppléer à l'inscription au budget. Les Chambres voteront après coup les crédits supplémentaires. Elles jugeront si les dépenses se justifient par de réelles

nécessités urgentes. Elles pourraient difficilement refuser les crédits pour des dépenses déjà effectuées, mais elles pourraient voter une motion de blâme au ministère.

La *spécialité,* c'est-à-dire l'inscription détaillée au budget de chaque dépense et de chaque recette. Comme toutes les lois, les budgets sont votés article par article; il faut l'assentiment du pouvoir législatif pour effectuer des transferts de crédit d'un article à un autre (*art. 116*). Dans un même service, par exemple, il n'est pas permis de confondre des dépenses de personnel avec des dépenses de matériel.

L'annalité (1). — Les budgets doivent être votés chaque année et ne sont valables que pour la durée d'un an. L'administration ne peut donc utiliser l'année suivante le solde des crédits non épuisés de l'année antérieure. La régle de l'annalité rend effectif le droit de contrôle des Chambres sur les finances de l'Etat. Elle constitue aussi la sanction dont pourrait user le Parlement à l'égard d'un gouvernement qui n'aurait plus sa confiance.

e) *Le Contrôle sur l'exécution du budget.*

Toutes les règles relatives à l'approbation du budget n'auraient qu'une valeur illusoire si l'exécution du budget n'était contrôlée de très près. Chaque ordonnance de payement doit mentionner l'exercice, le budget, l'article ou même la subdivision d'article sur laquelle elle est imputée. L'exécution du budget est soumise à un triple contrôle :

1° *Un contrôle administratif* méticuleux exercé sur les fonctionnaires subordonnés par l'administration supérieure. Dans chaque département ministériel, il y a un « comptable des dépenses engagées », indépendant du département où il exerce son activité; il doit veiller à ce qu'aucune dépense ne soit faite sans qu'existe un crédit budgétaire correspondant. (Il est à remarquer que le Comité du Budget et l'inspection des Finances ont comme rôle principal d'exercer un contrôle préalable sur *l'élaboration* du Budget (2).].

2° *Le Contrôle de la Cour des Comptes.*

La Cour des Comptes est une institution indépendante du Gouvernement; elle est avant tout l'agent des Chambres législatives

---

(1) L'annalité n'est pas strictement applicable pour les budgets du Congo Belge.

(2) Le « Comité du Budget » est mieux connu du public sous son nom populaire de « *Comité de la hache* ».

L'article 116 établit les principes fondamentaux de son organisation et de sa compétence :

> Les membres de la Cour des Comptes sont nommés par la Chambre des Représentants pour le terme fixé par la loi.
>
> Cette Cour est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous comptables envers le Trésor public. Elle veille à ce qu'aucun article du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu. Elle arrête les comptes des différentes administrations de l'Etat et est chargée de recueillir à cet effet tout renseignement et toute pièce comptable nécessaire. Le compte général de l'Etat est soumis aux Chambres avec les observations de la Cour des Comptes.
>
> Cette Cour est organisée par une loi.

L'arme principale de la Cour des Comptes est le *visa préalable,* sans lequel aucune ordonnance de payement n'est acquittée par le Trésor.

La Cour n'a pas à juger de l'utilité de la dépense : elle vérifie, d'une part, s'il y a un crédit ouvert pour telle dépense déterminée et, d'autre part, si la créance invoquée existe réellement. Par exemple, les travaux pour lesquels l'entrepreneur présente une facture ont-ils réellement été effectués ?

Qu'advient-il lorsque la Cour des Comptes refuse son visa ? Les motifs du refus sont examinés en Conseil des ministres; si le Conseil estime que le payement peut s'effectuer sous sa responsabilité, la Cour des Comptes « vise avec réserve » et le signale immédiatement aux Chambres.

La Cour des Comptes exerce également une certaine compétence judiciaire sur les comptables des deniers publics pour tous les faits relevant de leurs fonctions.

L'effectif total de la Cour des Comptes comporte environ 200 fonctionnaires.

3° *Le Contrôle législatif.*

Enfin, le Compte général de l'Etat est soumis aux Chambres avec les observations de la Cour des Comptes (art. 116). Ce cahier d'observations est généralement très copieux.

Les Chambres doivent arrêter chaque année la loi des comptes.

Théoriquement, la présentation du règlement définitif du dernier exercice clos et arrêté doit avoir lieu au plus tard au mois de septembre suivant.

Souvent, les comptes ne sont présentés aux Chambres qu'avec des retards allant jusqu'à huit ou dix ans. Toutefois, juste avant la guerre, on notait un progrès considérable; pour les comptes de 1938 le délai légal fut respecté.

III. — LE CONTROLE DES ACTES DU POUVOIR EXECUTIF.

Une troisième fonction du Parlement consiste à contrôler les actes du pouvoir exécutif.

La Constitution n'en parle pas explicitement, mais ce droit est le corollaire naturel et la condition indispensable de la responsabilité ministérielle. D'ailleurs, les différents moyens par lesquels ce droit peut s'exercer sont garantis par notre charte fondamentale.

Chaque Chambre a le droit d'enquête *(art. 40)*.

Chaque Chambre a le droit de renvoyer aux ministres les pétitions qui lui sont adressées. Les ministres sont tenus de donner des explications sur leur contenu chaque fois que la Chambre l'exige *(art. 43, al. 2)*.

Les Chambres peuvent requérir la présence des ministres *(art. 88, al. 3)*.

A. — Le droit d'interpellation.

La Constitution ne dit mot du pouvoir d'interpellation, mais l'admet implicitement. Ceux qui doivent accorder leur confiance au gouvernement peuvent évidemment poser des questions aux ministres pendant les séances parlementaires et les ministres sont obligés de répondre. Sinon, comment pourrait-on parler de régime démocratique ?

B. — Le droit d'enquête.

L'article 40 autorise chacune des Chambres à constituer une commission spéciale qui rassemblera tous les renseignements nécessaires pour documenter la Chambre sur des situations ou des faits déterminés. Une loi du 3 mai 1880 règle l'exercice de ce droit et confère à la commission d'enquête des prérogatives analogues à celles d'un juge d'instruction.

C. — Le droit de poser des questions par écrit au gouvernement.

Le gouvernement est tenu de répondre à ces questions.

* * *

Le gouvernement ne peut donc limiter le droit d'interpellation du Parlement. Mais les règlements d'ordre intérieur de la Chambre et du Sénat, établis par ces assemblées elles-mêmes, organisent l'exercice de ce droit de façon à empêcher qu'un groupe parlementaire puisse mener une véritable politique d'obstruction.

IV. — L'APPROBATION DE L'ORIENTATION GENERALE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE.

Tout nouveau cabinet se présente devant le Parlement, y donne lecture de la déclaration gouvernementale et demande un *vote de confiance* qui implique l'approbation de la politique que le gouvernement se propose de suivre.

Si, dans la suite, à l'occasion d'une interpellation, une divergence de vues importante se fait jour, le ministre posera la *question de confiance;* s'il est mis en minorité, il se verra forcé de démissionner, parfois même avec tout le cabinet.

§ 2. — LES MINISTRES ET LE PARLEMENT.

En lisant la Constitution, un esprit peu averti pourrait avoir l'impression d'une méfiance constante entre le Parlement et le Gouvernement. Il serait même tenté de croire à une opposition entre les Chambres d'une part et le Roi et ses ministres d'autre part.

Bien au contraire, les exigences de la Constitution n'ont d'autre but que de barrer la route à la dictature et de rendre impossible l'action d'un gouvernement qui se trouverait en opposition avec la majorité parlementaire. Aussitôt que la majorité lui est hostile, le Gouvernement doit démissionner.

Si la Constitution veut que le Ministère jouisse de la confiance du Parlement, c'est pour aboutir à la collaboration intime des deux pouvoirs.

I. — LES MINISTRES SONT LES HOMMES DE CONFIANCE DU PARLEMENT.

Juridiquement, le choix des ministres incombe au chef de l'Etat. En ce sens, il est inexact de dire que le Gouvernement est l'émanation du Parlement. On pourrait imaginer une situation politique tellement tendue qu'il ne serait plus possible de constituer un Gouvernement avec des hommes de parti; ce serait le cas si aucun parti n'avait la majorité absolue et si toute coalition s'avérait impossible. Peut-être un « cabinet d'affaires » parviendrait-il alors à obtenir un vote de confiance. Mais, de toute façon, le Roi et son Gouvernement ne pourraient se mettre et rester en opposition avec le Parlement sans faire immédiatement appel au pays par la voie de la dissolution des Chambres.

En pratique, le Roi tiendra compte des vœux de la majorité. « L'idéal à atteindre, c'est l'accord entre le Monarque et les Chambres, c'est donc l'entrée dans les conseils de la Couronne des leaders du Parlement » (1).

En effet, un parti qui dispose de la majorité absolue au Parlement n'accordera sa confiance qu'à une équipe de ministres sincèrement décidés à gouverner conformément à ses principes et à son programme. Il est donc tout indiqué qu'un des dirigeants de la majorité soit désigné par le Roi pour former le ministère ou, du moins, que l'influence de ce parti soit prépondérante dans le gouvernement.

Aussi, lors d'une campagne électorale, les partis songent moins à envoyer au Parlement des représentants qui contrôleront les ministres qu'à obtenir une majorité suffisante pour former, soit seuls, soit en coalition, un gouvernement qui réalisera le programme présenté aux électeurs.

Dans ces conditions, les membres de la majorité soutiennent fidèlement la politique gouvernementale; à l'opposition revient en premier lieu le rôle constitutionnel et nécessaire de contrôler le gouvernement, de critiquer ses fautes et de faire ressortir les dangers de la politique suivie.

Selon Dupriez, les ministres se présentent sous deux aspects différents, pour ne pas dire opposés. Tantôt, soumis au contrôle des assemblées législatives, responsables devant elles, ils défendent contre les critiques de l'opposition les actes de leur administration. Tantôt directeurs et guides de la majorité, ils donnent l'impulsion aux travaux parlementaires et provoquent les décisions des Chambres. Ainsi se maintient l'union des deux pouvoirs : les actes du pouvoir exécutif sont constamment contrôlés par le pouvoir législatif et les délibérations de celui-ci sont dirigées par les représentants de celui-là (2).

II. — LES MINISTRES AU PARLEMENT.

A l'origine, la Constitution prévoyait qu'un parlementaire devenu ministre cessait de siéger et ne reprenait ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection (*art. 36*). Les ministres étaient d'ailleurs toujours réélus.

---

(1) O. ORBAN, *Le Droit Constitutionnel de la Belgique*, T. II, p. 282.

(2) D'après L. DUPRIEZ, *Les Ministres*, T. I, p. 240.

La revision de 1893 a aboli cette disposition pour favoriser les choix ministériels au sein même du Parlement ou, du moins, pour supprimer la dernière entrave qui subsistait en cette matière.

Pour que la monarchie parlementaire fonctionne normalement, les ministres, qu'ils soient ou non députés ou sénateurs, doivent avoir libre entrée au Parlement; il faut qu'ils puissent y participer aux travaux législatifs et même qu'ils aient toujours le droit d'y prendre la parole. Ce droit leur est conféré par l'article 88, alinéa 2 de la Constitution. Toutefois ils n'ont voix délibérative dans l'une ou l'autre Chambre que quand ils en sont membres (*art. 88, al. 1*).

Dans chaque assemblée, une place spéciale est réservée aux membres du Cabinet; le banc ministériel est situé au centre de l'hémicycle, en face du président.

III. — LE ROLE DES MINISTRES DANS L'ELABORATION DES LOIS.

A. — Le droit d'initiative.

L'initiative appartient aux trois branches du pouvoir législatif (art. 27). Pratiquement, presque tous les projets de loi qui règlent des matières importantes et exigent des travaux de préparation longs et difficiles sont déposés par les ministres. Ceux-ci ne présentent jamais de projets en leur qualité de représentants ou de sénateurs, mais toujours au nom du Roi. « Comme chefs du gouvernement, les ministres sont les principaux promoteurs de l'activité législative. Comme chefs de la majorité, c'est à eux qu'il revient de traduire en projets de loi les aspirations de leur parti » (L. Dupriez).

Pour l'élaboration de ces projets, le ministre dispose des attachés de son cabinet et des fonctionnaires de son département, spécialisés en la matière. A l'avenir, la Section de législation au Conseil d'Etat jouera, elle aussi, un rôle important dans la préparation des projets de loi.

B. — La direction des discussions.

Les discussions relatives aux projets de loi se tiennent toujours sous la direction du ministre compétent. Celui-ci défend le projet qu'il a présenté et discute les amendements introduits par les parlementaires; il amende lui-même les articles du projet qui rencontrent l'opposition du Parlement. Ainsi s'établit, au cours des débats, l'accord entre le Gouvernement et le Parlement sur le même texte de loi.

IV. — LE ROLE DES MINISTRES DANS L'ELABORATION DES BUDGETS.

A. — La présentation et l'examen du budget.

Les projets de budget sont élaborés par les services administratifs des différents départements et présentés par les ministres. Comme tous les projets de loi, ils sont imprimés et distribués aux parlementaires avant les séances. L'ensemble de tous ces budgets représentait en 1939 un volume de 2.300 pages. Pour permettre aux députés et aux sénateurs d'apprécier l'ensemble de la politique financière, on leur distribue un fascicule d'une centaine de pages de grand format qui résume les budgets et passe en revue la politique financière et l'évolution économique dans ses rapports avec les finances.

L'examen du budget se fait en sections et en commissions; celles-ci délibèrent, posent des questions au ministre et rédigent un rapport qui est également distribué à tous les parlementaires.

B. — Les débats.

Les débats commencent généralement par un grand exposé du ministre des Finances sur la politique financière générale du Gouvernement. Des orateurs plus ou moins mandatés par les groupes lui donnent la réplique. Sauf accident politique, la joute se termine par un vote de confiance (1).

> La majorité reçoit sans défiance les budgets déposés par les hommes qu'elle reconnait pour ses véritables chefs. Le Gouvernement reste donc maître de la politique financière. Cela dépend évidemment avant tout de la discipline et de la cohésion des partis. Le ministère trouve dans les rapporteurs des divers budgets des aides dévoués, des partisans fidèles, et non point des adversaires plus ou moins cachés escomptant sa chute (2).

Le Parlement pourrait évidemment rejeter le budget en bloc; ce serait une manifestation de méfiance radicale envers le gouvernement. Mais le fait ne se présente que très rarement. Les gouvernements sont renversés à d'autres occasions.

---

(1) Voir F. BAUDHUIN, *Précis de Finances publiques*, I, p. 50-53.

(2) L. DUPRIEZ, *Les Ministres*, T. I, p. 242.

Le Parlement peut réduire les crédits demandés. Mais si les réductions sont importantes, le gouvernement posera la question de confiance. Lorsque le Parlement veut véritablement réduire les dépenses, il négocie avec le gouvernement.

Plus souvent, le ministre des Finances devra lutter contre la tendance des parlementaires à vouloir augmenter certains crédits (1).

NOTE : *Le contrôle administratif et budgétaire.*

Pour équilibrer le budget, la nécessité se faisait de plus en plus sentir d'entrer résolument dans la voie des compressions de dépenses. Aussi, depuis quelque temps, à côté du Ministre des Finances, un Cabinet belge compte un ministre du Budget. Celui-ci est spécialement chargé d'établir une plus grande coordination dans la politique budgétaire des divers départements. Non seulement il doit surveiller l'exécution du budget, mais aussi lutter contre les dépenses inutiles lors de l'élaboration du budget.

Un arrêté du Régent du 20 août 1946 a complètement réorganisé le contrôle administratif et budgétaire. Voici les grandes lignes des réformes introduites par cet arrêté :

1° Il est institué au sein du Conseil des ministres un *Comité du Budget,* composé du Premier Ministre, du Ministre des Finances, du Ministre du Budget, ainsi que de trois autres ministres. Le Comité a pour mission d'examiner les propositions budgétaires des divers départements ministériels et de surveiller l'exécution du budget.

2° L'action du Comité du Budget est rendue efficace par l'organisation dans chaque ministère d'une « *inspection du budget* », qui est assurée par les inspecteurs des finances. Ceux-ci sont délégués par le Ministre du Budget auprès des différents départements. Leur mission spécifique - qui s'exerce tant dans l'exécution que dans la préparation des propositions - est d'étudier les mesures propres à réaliser des économies dans les dépenses publiques.

3° Dans chaque ministère il y a une commission départementale du budget.

---

(1) Voir F. BAUDHUIN, *Précis de Finances publiques,* I, p. 50-53.

§ 3. — LES ACTIVITES PARLEMENTAIRES ET L'OPINION PUBLIQUE.

I. — LES SEANCES DES CHAMBRES SONT PUBLIQUES.

(Art. 33, al. 1).

La Nation entière suit les débats du Parlement.

Les électeurs n'ont qu'une fois tous les quatre ans l'occasion de se prononcer par un vote au sujet de la politique générale à suivre; cependant, la Constitution leur garantit le droit d'être tenus au courant de tout ce qui se passe au Parlement. La confiance sur laquelle est basée la démocratie n'est pas aveugle.

La publicité des débats est un principe essentiellement démocratique. Le public est admis aux séances parlementaires; mais c'est là peu de chose. La véritable publicité consiste dans la reproduction des discussions des Chambres par la voie des journaux et des organes officiels; les *Annales parlementaires,* le *Compte rendu analytique* et les *Documents parlementaires.*

Ainsi, de la tribune de la Chambre ou du Sénat, le ministre et ses interpellateurs s'adressent à la Nation entière.

Par l'intermédiaire du Parlement, c'est en réalité devant l'opinion publique que les gouvernements sont responsables.

La publicité des débats parlementaires intéresse le citoyen aux affaires de l'Etat et coopère à l'éducation politique de la Nation.

Le huis-clos peut être requis.

Parfois, cependant, l'intérêt général rend nécessaire le secret des délibérations. C'est souvent le cas en matière d'élections ou de présentation de candidats, en matière de défense nationale ou pour la communication de pièces diplomatiques. A la demande de son président ou de dix de ses membres, chaque Chambre se forme alors en comité secret. Elle décide ensuite, à la majorité absolue si la séance doit être reprise en public sur le même sujet (*art. 33, al. 2 et 3*).

II. — LE SCRUTIN PUBLIC EST DE RIGUEUR.

Les votes sont émis à haute voix ou par assis et levé; sur l'ensemble des lois, il est toujours voté par appel nominal et à haute voix. Les élections et présentations de candidats se font au scrutin secret (art. 39).

Le vote par assis et levé est naturellement le plus simple, le plus pratique et le plus rapide.

Mais, même dans les cas où la Constitution ne l'impose pas, le vote par appel nominal et à haute voix est obligatoire si douze membres au moins le demandent. Seule cette façon

de voter répond à toutes les exigences du scrutin public. Aussi, la publication des listes de vote a-t-elle pour les électeurs une grande valeur; ceux-ci ont le droit de savoir comment leurs mandataires ont voté.

La publicité des votes prévient beaucoup d'abus que couvrirait le scrutin secret. Les « capitulations de conscience » sont bien moins à craindre de la part de ceux qui émettent leur vote face à la Nation.

Quiconque s'abstient de voter est invité par le président à faire connaître les motifs de son abstention. Les « oui » et les « non » ne doivent pas être motivés.

§ 4. LE RENOUVELLEMENT PERIODIQUE DES CHAMBRES LEGISLATIVES.

I. — LA LEGISLATURE.

On appelle législature la période pour laquelle sont élues les Chambres, autrement dit la durée du mandat des parlementaires. Dans un régime basé sur la confiance, il est essentiel que la durée du mandat soit limitée.

La Nation doit se prononcer périodiquement.

Les gouvernants qui se maintiendraient au pouvoir en s'appuyant sur une majorité parlementaire dont le mandat est périmé seraient des usurpateurs. Seul un cas de force majeure, la guerre par exemple, peut justifier une prolongation de législature.

Les modalités de renouvellement ne peuvent être laissées à l'arbitraire des gouvernements; elles sont fixées par la Constitution.

Avant la revision constitutionnelle de 1921, la durée du mandat des membres de la Chambre était de quatre ans; le renouvellement avait lieu par moitié tous les deux ans. Le mandat de sénateur était de huit ans et le renouvellement s'opérait par moitié tous les quatre ans.

Depuis la revision, les membres de la Chambre des représentants et les sénateurs sont élus pour quatre ans (*art. 51 et 55*). D'après la loi électorale, les élections ont lieu le quatrième dimanche de mai.

II. — POUR ET CONTRE LA REFORME DE 1921.

Cette réforme est-elle un bien ?

A. — D'une part, pour que les gouvernements puissent faire du bon travail, il faut leur laisser le temps de poursuivre une politique à longue échéance. Les électeurs doivent faire

confiance à leurs mandataires pour une période assez longue et ne les juger ensuite que sur l'ensemble de leur politique. Si les dirigeants devaient obéir à chaque instant à l'opinion publique, certaines mesures impopulaires indispensables au bien du pays ne seraient jamais prises. Il est d'ailleurs incontestable que la tentation de céder aux motifs électoraux s'intensifie à mesure que les élections approchent.

Certains prétendent que les longues législatures et l'alternance des renouvellements partiels atténuent les conséquences des préoccupations électorales chez les parlementaires.

En théorie, cela est vrai, surtout si l'on a affaire à des parlementaires isolés, ce qui n'est pas le cas. En pratique, on peut se demander si la multiplication des élections partielles n'a pas pour conséquence d'éveiller périodiquement au sein des partis le souci des succès électoraux, et ne rend pas plus difficile toute politique à longue échéance. Le prestige du Parlement se trouve d'autre part fortement compromis lorsque des élections partielles montrent que la composition des Chambres ne correspond plus aux vœux de l'opinion publique.

B. — D'autre part, le régime démocratique veut réaliser dans toute la mesure du possible l'identité d'opinion entre le gouvernement et les gouvernés. Des élections fréquentes y contribuent, car, indépendamment même de la popularité ou de l'impopularité de la politique gouvernementale, l'opinion publique peut rapidement se modifier.

* * *

En conclusion, malgré les inconvénients sérieux qu'il comporte, le renouvellement intégral et simultané des deux Chambres tous les quatre ans, semble être le mieux adapté à la structure de notre vie politique.

§ 5. — LE ROI ET SES MINISTRES NE PEUVENT SE PASSER DES CHAMBRES.

De par la Constitution, le Roi exerce la direction suprême des activités parlementaires. Il peut, disions-nous plus haut, convoquer les Chambres, clôturer leurs sessions, les ajourner ou même les dissoudre. Mais la Constitution a pris toutes les précautions nécessaires pour que le Roi et ses Ministres ne puissent en abuser et se passer des Chambres.

I. — LA DUREE DES SESSIONS PARLEMENTAIRES.

A. — Les sessions ordinaires.

Les Chambres se réunissent de plein droit, chaque année, le deuxième mardi de novembre, à moins qu'elles n'aient été réunies antérieurement par le Roi *(art. 70, al. 1er)*.

Les Chambres doivent rester réunies chaque année au moins quarante jours *(art. 70, al. 2)*.

Le Roi prononce la clôture de la session *(art. 70, al. 3)*.

Passé le délai de quarante jours, le Roi a la faculté de prononcer la clôture par arrêté royal, toujours sous la responsabilité d'un ministre. Dès lors, les Chambres ne peuvent plus se réunir de leur propre initiative avant le second mardi du mois de novembre suivant.

En réalité. il serait impossible de clôturer la session tant que les budgets et le contingent de l'Armée ne sont pas votés, ce qui, normalement, demande plus de quarante jours. Aussi la session parlementaire n'est-elle généralement clôturée que pour la période des vacances.

B. — Les sessions extraordinaires.

Le Roi a le droit de convoquer les Chambres en session extraordinaire lorsqu'il le juge utile (*art. 70, al. 4*). Cependant, il ne peut les convoquer que simultanément.

Toute assemblée du Sénat qui serait tenue en dehors du temps de la session de la Chambre des représentants est nulle de plein droit *(art. 59)*.

La Constitution veut empêcher ainsi que le Roi ou ses ministres ne puissent faire naître entre les deux assemblées des divergences de vue au profit de leurs pouvoirs personnels.

II. — L'AJOURNEMENT DES CHAMBRES.

Le Roi peut ajourner les Chambres. Toutefois l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni être renouvelé dans la même session, sans l'assentiment des Chambres *(art. 72)*.

Pourquoi ce droit ? Parce que, en certaines circonstances, une atmosphère surexcitée peut entraver tout travail parlementaire sérieux. Alors, mieux vaut attendre pour reprendre les discussions que les passions politiques soient quelque peu apaisées et le calme rétabli.

Depuis 1830, notre histoire parlementaire n'enregistra que deux cas d'ajournement.

III. — LA DISSOLUTION DES CHAMBRES.

Voici certes la prérogative la plus importante que la Constitution reconnaisse au Roi en matière parlementaire ! En sa qualité d'arbitre entre le Parlement et la Nation, le Roi peut, sous la responsabilité d'un ministre, dissoudre les Chambres soit simultanément soit séparément (*art. 71*).

L'arrêté de dissolution n'est nullement une atteinte au pouvoir du Parlement. Il laisse intacte l'institution, mais il met fin au mandat des parlementaires. C'est un appel à la Nation, puisque l'acte de dissolution implique obligatoirement la convocation des électeurs dans les quarante jours et des Chambres dans les deux mois.

Le Roi fait usage de ce droit quand un conflit grave oppose le Gouvernement aux Chambres, quand l'attitude des partis empêche la constitution d'un Cabinet ayant la confiance du Parlement et quand enfin, des raisons sérieuses permettent de croire que la composition des Chambres ne reflète plus la volonté de la Nation.

La dissolution a lieu de plein droit :

1° Lorsque les Chambres ont déclaré qu'il y a lieu de reviser certaines dispositions constitutionnelles (*art. 131*);

2° Lorsqu'il doit être pourvu à la vacance du trône.

Dans ces deux cas, il paraît en effet indispensable de procéder à une nouvelle consultation du corps électoral.

§ 6. — LE ROLE PERSONNEL DU CHEF DE L'ETAT.

Dans ce chapitre, nous ne considérons le Roi que comme Chef de l'Etat, comme dépositaire des pouvoirs qui lui sont confiés par la Constitution; nous nous abstenons à dessein de poser le problème de la monarchie auquel est consacré un chapitre de la quatrième brochure.

I. — LE ROI GOUVERNE.

La Constitution ne condamne pas le Roi à l'inaction, elle n'en fait nullement un mannequin entre les mains de ses ministres. Elle veut l'empêcher de mal faire et lui donner l'occasion de réaliser tout le bien possible. C'est en ce sens seulement qu'elle limite ses pouvoirs.

Le Roi gouverne, c'est-à-dire qu'il assume la direction suprême et réelle de la vie politique de l'Etat. *Gouverner* n'est d'ailleurs point synonyme d'*administrer*. Le Roi n'est pas chargé du détail des affaires administratives. Il n'est même pas à souhaiter qu'il s'en occupe habituellement.

II. — Le Roi veille à l'intérêt supérieur de la Nation.

Dans toutes ses interventions personnelles, le Roi se préoccupe avant tout des *intérêts essentiels et permanents du pays*, qui risquent parfois de passer au second plan des préoccupations des partis. Il prête une attention toute particulière aux relations de la Belgique avec les pays étrangers et à la direction de la politique extérieure.

Léopold II a veillé à maintenir et à fortifier notre neutralité; il a prôné le développement des relations commerciales de la Belgique avec les pays lointains et favorisé la création de nouveaux débouchés. Les réformes militaires du début du siècle sont généralement dues à l'action personnelle du Roi. C'est à Lopold II, et non au Gouvernement ni au Parlement, que la Belgique doit sa magnifique colonie.

C'est sous l'impulsion d'Albert Ier que fut constitué en 1919 le Syndicat National pour l'Etude des Transports Aériens (le SNETA), qui détermina la création d'une industrie nationale aéronautique (la SABCA) et d'une société de transports aériens, la SABENA, dont l'activité s'exerce tant au Congo qu'en Belgique.

C'est encore à l'initiative du Roi Albert que fut créé le Fonds National de la Recherche Scientifique auquel notre pays doit d'occuper une place de choix parmi les grandes nations dans les domaines de la science et de l'industrie.

Et n'est-ce pas le Roi Léopold III qui dota notre politique coloniale d'instructions dont un gouverneur britannique disait sagement : « Le *Colonial Office* ferait bien d'en donner une copie à tous ses *officials* ».

Dans tous ces domaines qui échappent généralement aux querelles des partis parce que, trop souvent, hélas, ils échappent aussi à leurs préoccupations, le Roi n'est plus le modérateur, il est *l'initiateur* par excellence; il prend à cœur de vaincre l'apathie de ses sujets ou parfois même leur résistance, pour mieux servir l'intérêt national immédiat et lointain.

III. — Le Roi est l'arbitre entre les partis.

« Le régime parlementaire repose sur la libre discussion, la publicité des affaires. les oppositions des partis. C'est surtout au sujet des luttes politiques que l'autorité royale doit se montrer modératrice et éviter dès lors de s'y mêler et de s'y compromettre. Le principal rôle de la royauté, écrit de Laveleye *(1, p. 367)*, est de défendre les minorités contre l'oppression de la majorité et de détendre certaines situations critiques, qui, sans cette intervention, seraient sans issue. Dans une lettre célèbre de 1857, Léopold Ier écrivait à un ministre : « *Je suis convaincu, et je le dis à tout le monde, que toute mesure qui peut être interprétée comme tendant à fixer la suprématie d'une opinion sur une autre, est un danger* ».

« Les royautés parlementaires pourraient faire leur devise de cette sage parole » (1).

IV. — Le Roi veille au fonctionnement normal des règles constitutionnelles.

Arbitre entre les partis, le Roi veille au fonctionnement normal des règles du jeu démocratique, telles qu'elles sont exprimées dans la Constitution.

La Constitution proclame : « Tous les pouvoirs émanent de la Nation »; aussi veut-elle que, avant de prendre possession du trône et d'exercer ses droits constitutionnels, le Roi prête, dans le sein des Chambres réunies, le serment suivant : « Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple belge, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire ».

V. — L'influence personnelle du Roi.

Elle s'exerce sur les ministres.

Lorsque, en 1937, après le vote de la loi d'amnistie, une délégation d'anciens combattants fut reçue par le Roi, celui-ci déclara textuellement : « Dans l'exercice de ses fonctions, un souverain constitutionnel doit se borner à intervenir par voie de conseils, avec la préoccupation de se faire l'interprète des vœux et des intérêts du pays ».

Jamais on n'insistera assez sur ces principes : d'une part, la responsabilité ministérielle couvre tous les actes politiques du Roi; d'autre part, c'est au nom du Roi et non en leur propre

---

(1) O. ORBAN, *Le Droit Constitutionnel de la Belgique*, T. II, p. 271.

nom que les ministres gouvernent. Tirons-en la conclusion : c'est dans ses rapports avec les ministres que le Roi pourra exercer son influence. En quoi consiste donc l'action du Roi ? « *Il garde,* dit un grand juriste constitutionnel anglais, *trois droits : celui d'être consulté, celui d'encourager et celui d'avertir* (1).

Pour que le Roi puisse en toute indépendance rester l'arbitre indiscuté des partis, il est indispensable que ses avis et ses interventions auprès des ministres ne soient jamais rendus publics et ne puissent donner lieu à aucune polémique ni au Parlement ni dans la presse. **Caractère confidentiel des interventions royales.**

Jamais un ministre ne pourrait invoquer l'avis du Roi en faveur de son attitude. Il revendiquera toujours la responsabilité totale de ses actes. « On ne peut jamais découvrir la Couronne ».

Le Roi ne prend la parole publiquement que pour des questions touchant à l'intérêt vital de la Nation. Le Gouvernement assume toujours la pleine responsabilité des paroles prononcées.

Les Ministres sont responsables devant le Parlement; pratiquement, la décision finale leur appartient. **Caractère de confiance réciproque.**

Cependant, le Roi a le droit incontestable d'être mis au courant de toutes les affaires du gouvernement. Il doit pouvoir exposer ses objections et mettre les ministres en garde. Il serait inadmissible que le Gouvernement réclame du Roi la signature urgente d'arrêtés importants sans lui passer le temps nécessaire pour les étudier.

Les ministres ne peuvent évidemment pas exposer au public des arrêtés qui n'ont pas encore été soumis au Roi. Dans ces conditions, le Roi ne pourrait plus donner un avis négatif sans que l'opinion en soit informée. C'est une des raisons pour lesquelles on observe une grande discrétion au sujet des discussions en conseil de Cabinet.

Nos souverains, comme les souverains britanniques, ont toujours exigé avec raison que cette prérogative restât intacte.

* * *

---

(1) Cité par A. MAUROIS, *La Monarchie Anglaise de Victoria à Georges VI,* Flammarion, Paris, p. 30.

Le Roi peut s'informer.

Pour qu'il puisse se former une opinion en observateur impartial, il faut que le Roi soit informé complètement par ses ministres, qu'il puisse au besoin mener une enquête personnelle ou même consulter les chefs de l'opposition, comme cela se fait couramment en Angleterre.

Toutefois, tant que le Cabinet demeure en fonction, le Roi évitera de lui créer des difficultés dans l'expédition des affaires et il se montrera très réservé dans ses relations avec les membres de l'opposition. L'usage lui prescrit de ne pas conférer avec eux sur les affaires publiques sans l'accord du Premier Ministre.

Ses ministres doivent l'écouter avec respect.

Le moins que l'on puisse demander aux ministres, c'est qu'ils écoutent les objections du Monarque avec respect et qu'ils les examinent avec la plus sérieuse attention.

D'ailleurs le Roi, que l'on a nommé « le premier fonctionnaire permanent de sa Couronne » (1) acquiert bientôt une expérience plus longue que celle de la plupart de ses ministres.

Ses remarques portent en général non sur l'aspect technique mais bien sur les conséquences politiques ou sur la légalité des mesures proposées.

Il rappellera sans cesse aux ministres qu'ils ont le droit de travailler au bien commun selon les vues de leur parti, mais qu'ils n'ont pas le droit de poursuivre une « politique de parti » c'est-à-dire une politique plaçant les intérêts de leur groupe au-dessus des intérêts de la Nation. Il les mettra en garde contre une politique à courte vue et attirera leur attention sur les intérêts vitaux du Pays.

Lors des crises politiques.

Le Chef de l'Etat, arbitre entre les partis, est spécialement qualifié aux moments de crise ministérielle, pour choisir les hommes qui prendront la responsabilité des destinées de l'Etat, d'accord avec la volonté de la Nation.

Mais le pays n'a aucun avantage aux changements constants de ministères et il arrive que le Roi refuse la démission du Gouvernement si elle est occasionnée par un incident futile.

De même, le Roi refusera de dissoudre le Parlement s'il estime que le pays peut sortir de la crise politique par des moyens plus simples, par exemple par un renversement des coalitions de partis. En revanche, il peut dissoudre le Parlement pour faire appel à la Nation dans une circonstance capitale. Mais encore une fois, une telle décision doit être couverte par la responsabilité d'un ministre.

---

(1) A. MAUROIS, *La Monarchie Anglaise*, p. 31.

Le Roi peut-il refuser sa signature ?

Le refus de signer est l'ultime moyen dont dispose le Roi.

Puisqu'il importe de « ne jamais découvrir la Couronne », ce refus restera toujours un évènement exceptionnel.

S'il s'agit d'un arrêté royal, qui, normalement, ne peut être rendu public qu'après avoir été signé par le Roi, le public ne sera généralement pas informé. Ou bien le ministre tiendra compte des objections exprimées par le Souverain et modifiera son attitude, ou bien il exigera la signature royale. Si, malgré tout, le Roi maintient son refus, il ne reste au ministre d'autre solution que de présenter sa démission « pour des raisons de convenance personnelle ». Mais, c'est là, naturellement, un cas extrême.

S'il s'agit d'un projet de loi, le cas est différent. Nous avons déjà dit que les projets de loi sont toujours discutés sous la direction du ministre responsable. Le Roi n'attendra donc jamais qu'une loi soit votée pour notifier son avis au ministre. A la volonté des représentants de la Nation, clairement exprimée par un vote, le Roi ne pourrait opposer son refus.

Il est cependant arrivé qu'un projet de loi voté par les deux Chambres n'ait pas obtenu la sanction royale. Voici en quelles circonstances. Le Parlement avait voté un projet de loi *in extremis* avant les élections. La situation politique étant tendue, le Roi tarda délibérément à signer la loi. Le résultat des élections apporta un renversement de majorité et, naturellement, la démission du gouvernement. *Sous la responsabilité du nouveau ministre,* le Roi refusa la sanction, puisque le nouveau Parlement, élu de la veille, n'approuverait pas la loi telle qu'elle avait été votée.

Mais, aucun juriste sérieux n'a jamais prétendu qu'en Belgique le Roi aurait le droit de se tenir en opposition avec le Parlement, sans faire immédiatement appel à la Nation par la dissolution des Chambres.

CONCLUSION.

Reprenons une à une les caractéristiques du régime démocratique énumérées dans notre première brochure. Nous constatons que la structure politique de la Belgique, telle qu'elle est réglée par la Constitution, répond à toutes les exigences du régime démocratique.

Les notions de *confiance,* de *responsabilité,* de *contrôle* et d'*opinion publique* furent les idées maîtresses qui guidèrent nos constituants.

La Belgique est réellement une démocratie. La représentation nationale d'une part et, d'autre part, le pouvoir royal exercé par l'intermédiaire des ministres et sous leur responsabilité, ne sont pas ici des pouvoirs antagonistes, mais il s'établit entre eux une franche collaboration. Celle-ci est normale, puisqu'un gouvernement, pour être viable, doit s'appuyer sur la confiance d'une majorité parlementaire.

Et cependant, d'après la lettre et dans l'esprit de la Constitution, cette majorité ne peut en aucun cas exercer une dictature. En effet, à côté de la majorité qui appuie le gouvernement, il y a l'opposition qui contrôle.

Les droits de l'opposition sont garantis par la Constitution. Ainsi, c'est au sein du Parlement que sont reportées les luttes.

En fin de compte, ce seront les citoyens qui auront à se prononcer à des périodes régulières, non sur tel ou tel point déterminé, mais sur l'ensemble de la politique suivie et sur les grandes lignes d'un programme proposé par les candidats.

Un renversement de majorité est toujours possible et les gouvernants d'hier sont peut-être les opposants de demain.

* * *

Dans une quatrième brochure, nous étudierons les perfectionnements au régime parlementaire.

Dans l'exposé qui précède, nous avons fait maintes allusions aux partis politiques dont, pourtant, la Constitution ne souffle mot. Les partis sont, en effet, la forme que prend spontanément l'organisation de la vie politique dans un régime de liberté. Dans une démocratie parlementaire, ils sont nécessaires. Nous consacrerons un chapitre à cet élément dynamique de notre vie politique.

Nous avons également insisté plus haut sur le rôle du Chef de l'Etat. Le Roi veille aux intérêts supérieurs du Pays et, sans pouvoir s'opposer aux volontés de la Nation, est l'arbitre entre les partis et le gardien des règles constitutionnelles. Dans un second chapitre de la quatrième brochure nous expliquerons pourquoi la Belgique a opté pour la monarchie constitutionnelle sous un chef héréditaire.

Nous ne pouvons passer sous silence une réforme des plus importantes qui vient d'être introduite dans notre droit public : l'institution d'un Conseil d'Etat. Plus que jamais, la nécessité impérieuse s'en faisait sentir. En effet, l'intervention gouvernementale sans cesse grandissante menaçait d'étouffer nos organes législatifs sous une tâche accablante et laissait les individus sans moyens de défense contre des mesures administratives illégales.

Nous étudierons aussi dans cette quatrième brochure le fonctionnement du Conseil d'Etat.

Enfin, nous voudrions montrer que la démocratie n'est pas seulement une forme de gouvernement; c'est aussi une façon de penser, une conception de vie. Chaque citoyen a sa part de responsabilité dans l'avenir du régime démocratique. Le succès dépend de notre attachement à toutes nos institutions nationales.

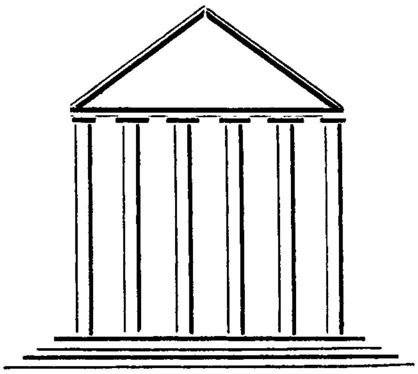
Elle sera la conclusion primordiale de notre série de brochures sur la Constitution belge.

24451. - 3,500 ex.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

DIENST VOOR OPVOEDING BIJ HET LEGER

DE NATIE



De Belgische Grondwet

IV.

De Volmaking
van het Parlementair Regime

PLAN VAN DE BROCHURES
OVER DE
BELGISCHE GRONDWET

EERSTE BROCHURE.

DE DEMOCRATISCHE GRONDBEGINSELEN VAN DE GRONDWET.

Bericht voor de Opvoedingsofficieren.
Hoofdstuk I. — Gelijkheid en Vrijheid.
Hoofdstuk II. — Het Gezag in de Staat.
Hoofdstuk III. — Hoe Gezag en Vrijheid overeengebracht ?
Hoofdstuk IV. — De verantwoordelijkheid vergroten.
Hoofdstuk V. — De machten begrenzen.
Hoofdstuk VI. — « Alle machten gaan uit van de Natie ».
Hoofdstuk VII. — Besluit : Grondwet en Democratie.

TWEEDE BROCHURE.

BELGIE, LAND VAN GELIJKHEID EN VRIJHEID.

Inleiding : De betekenis van onze grondwettelijke vrijheden.
Hoofdstuk I. — De gelijkheid voor de wet.
Hoofdstuk II. — De individuele vrijheid en de waarborg van de private rechten.
Hoofdstuk III. — De Democratie is de heerschappij van het Recht : onafhankelijkheid van de rechterlijke macht.
Hoofdstuk IV. — De grote democratische vrijheden.

DERDE BROCHURE.

DE POLITIEKE STRUCTUUR VAN BELGIE.

Inleiding : Algemeen overzicht.
Hoofdstuk I. — Het parlementair stelsel en het algemeen stemrecht.
Hoofdstuk II. — De ministers en de Koning.
Hoofdstuk III. — De werking van het parlementair stelsel.

VIERDE BROCHURE.

DE VOLMAKING VAN HET PARLEMENTAIR REGIME.

Inleiding : Enkele zwakke punten.
Hoofdstuk I. — Het partijstelsel.
Hoofdstuk II. — De grondwettelijke monarchie.
Hoofdstuk III. — De Staatsraad.
Besluit : De Burgers en de Democratie.

INHOUD.

Bladz.

Inleiding : *Enkele zwakke punten* 7

Hoofdstuk I. — *Het Partijstelsel* 9
§ 1. — Waarom partijen ? 9
§ 2. — Het innerlijk leven van de partijen. 10
§ 3. — Critiek van het partijstelsel. 11
§ 4. — De noodzakelijke beperking van het partijstelsel. . 13

Hoofdstuk II. — *De grondwettelijke Monarchie* 15
§ 1. — De erfelijke Monarchie ? 15
A. — Monarchie en Republiek. 15
B. — De waarborgen voor de Monarchie 18
§ 2. — Het persoonlijk statuut van de Koning. 20

Hoofdstuk III. — *De Staatsraad.* 25
§ 1. — De afdeling voor de wetgeving. 26
A. — Critiek van onze huidige wetgeving. 26
B. — De oorzaken en de middelen om er aan te verhelpen. 27
C. — Rol van de Sectie voor Wetgeving van de Raad van State. 30
§ 2. — De afdeling voor administratie van de Raad van State. 30
I. — Noodzakelijkheid van de Hervorming. . . . 30
II. — De rol van de afdeling voor Administratie. . 32

Hoofdstuk IV. — *Bij wijze van besluit : De Burgers en de Democratie.* 33
§ 1. — Politieke Democratie, Sociale Democratie, Economische Democratie en Culturele Democratie. . . 33
§ 2. — Democratie et Demagogie 35
§ 3. — De Democratische elites. 37
§ 4. — Van de burgers vereiste eigenschappen in een democratisch stelsel. 39
§ 5. — Democratie en Opvoeding. 44

INLEIDING.

—

ENKELE ZWAKKE PUNTEN.

Op zichzelf genomen vertoont het parlementair stelsel onbetwistbaar een zeker aantal zwakke punten en onvolmaaktheden.

* * *

De eerste kwestie is die van de organisatie van het politiek leven. Indien ieder der kandidaten voor het Parlement zich aan zijn kiezers moest voorstellen met zijn eigen programma, indien de parlementairen moesten zetelen zonder onderlinge band, zou het politiek leven helemaal onsamenhangend zijn, een onstandvastigheid en een gevaar voor corruptie vertonen, zodat het parlementair regime na korte tijd zou ten onder gaan in de meest complete anarchie.

Gelukkig organiseert het politiek leven zich spontaan in partijen. Alhoewel deze onontbeerlijk zijn voor de normale werking van het regime zoals het door de grondwet voorzien werd, verzwijgt deze laatste ze totaal.

* * *

Met de partijen verschijnen nieuwe gevaren, namelijk dat ze de strijd zouden voortzetten buiten de constitutionele grenzen. Hier moet het Staatshoofd tussenkomen. In het derde deel werd duidelijk uiteengezet waartoe zijn persoonlijke taak zich beperkt. Wie zou durven beweren dat het spel gestoord wordt wanneer een scheidsrechter er toezicht over houdt.

Hoe zal het Staatshoofd aangeduid worden? Hoe zal de aanduiding van de scheidsrechter onttrokken worden aan de invloed van de partijen, om beter zijn totale onafhankelijkheid te verzekeren?

De Grondwet heeft het probleem opgelost door de Erfelijke Monarchie.

* * *

Op onze dagen wordt de Staat verplicht tussen te komen door reglementatie in steeds talrijker en moeilijker domeinen. Het parlement is overstelpt door de vereisten van zijn wetgevende functie, terwijl de kwesties van algemene politiek steeds

meer ingewikkeld worden. Zullen de burgers anderzijds totaal weerloos gelaten worden tegen de misbruiken die kunnen voortspruiten uit de immer groeiende tussenkomst van de administratie?

De oplossing van dit probleem was uiterst gelukkig. Terwijl hij de prerogatieven van het Parlement ongeschonden liet, zal de Raad van State de wetgevende vergadering ontlasten, de redactie van de wetten en de koninklijke besluiten verbeteren en de burgers vrijwaren tegen de mogelijkheid van willekeurige administratieve maatregelen.

Deze uiterst belangrijke hervorming kon doorgevoerd worden zonder dat het nodig was daartoe de grondwet te herzien.

* * *

Daar het democratisch stelsel tenslotte op de massa der burgers berust, zal ook van hen, van hun burgerzin, en van de regeerders wie zij hun vertrouwen schenken, de waarde van ons regime afhangen.

Is het volk bekwaam om onderscheid te maken tussen politieke avonturiers en eerlijke en bevoegde leiders? Kan het spontaan de offers aanvaarden die voor de verwezenlijking van het algemeen welzijn van de burgers gevergd worden?

Zo ja, dan is de DEMOCRATIE IN BELGIE leefbaar.

DE BELGISCHE GRONDWET

IV.
De Volmaking van het Parlementair Regime.

HOOFDSTUK I.

HET PARTIJSTELSEL.

§ 1. WAAROM PARTIJEN ?

Partijen zijn onvermijdelijk. In een regime berustend op democratie en vertegenwoordiging organiseert het politiek leven zich onvermijdelijk in partijen. « Onder dergelijk regime is de afschaffing van de partijen slechts een utopie, en men moet wantrouwend staan tegenover een partij die zou voorstellen de partijen af te schaffen . . . te beginnen met de andere ». (L. de Halleux).

Zeggen wij eerst en vooral dat wij het partijstelsel als gewenst beschouwen, en dat wij weigeren er over te spreken met een soort van schaamte, alsof we het hadden over een fout die van ons een verontschuldiging vergt. Mits enkele voorwaarden en onder zeker voorbehoud verdient dit regime een volledige gunst, « wat niet wil zeggen dat het geen enkel gevaar meebrengt, maar wel dat de voordelen het uiteindelijk halen op de gebreken. » (1).

« Elke politiek zal steeds uiteraard een inspanning zijn om zo goed mogelijk te handelen spijt de onvermijdelijke onvolmaaktheid van de menselijke dingen » (2).

(1) E.DUPREEL, *Le Pluralisme Sociologique,* bladz. 66.

(2) Naar J. BRYCE, *Les Démocraties Modernes,* T.I., bldz. 151.

De partijen zijn ontstaan doordat het normaal is dat « de burgers die gelijke opvattingen delen betreffende het Staatsbeleid, zich groeperen om hun ideeën op te helderen en ze te laten gelden door de mogelijkheden te gebruiken die de politieke instellingen bieden » (1).

De partijen zijn feitelijke groeperingen gegroeid uit onze constitutionele vrijheden. Om ze af te schaffen zou men uit de Grondwet de vrijheid van mening, van pers, van vereniging en vergadering moeten schrappen; daardoor zou geen controle meer bestaan op de handelingen van de overheid, de regeerders zouden niet verantwoordelijk meer zijn voor de Natie.

§ 2. HET INNERLIJK LEVEN VAN DE PARTIJEN.

Die groeperingen hebben een innerlijk leven. In de schoot zelf van een partij zijn er verschillende strekkingen; men maakt er meestal onderscheid tussen een gematigde en een extremistische vleugel. Diverse belangengroepen, die men ten onrechte met de partij zou vereenzelvigen, zijn er vertegenwoordigd. In elke partij, vindt men naast de beroepspolitiekers, ook denkers en sociale werkers die niet streven naar de macht en die geen persoonlijke voordelen beogen. De partijen steunen op een pers van dagbladen en tijdschriften, die min of meer onafhankelijk zijn. Men moet van de verantwoordelijke hoofden onderscheiden, de massa der aanhangers en sympathisanten, en een minderheid van fanatiekers en propagandisten, die de partij onschatbare diensten leveren, maar van wie de soms ongepaste tussenkomsten vaak de leiders grote moeilijkheden berokkenen(1).

Rond elke georganiseerde partij ontstaat bij het publiek een *gedachtenstroming*. Dank zij de vrijheid van pers, de vrijheid van vergadering en vereniging, blijven de partijen in contact met het publiek en kunnen de kiezers hun eigen partij beïnvloeden. Bij de verkiezingen, wordt de mening door een stemming uitgedrukt. Die stemming is een vertrouwensakte. *Vertrouwen in een persoon, in een programma, in een partij.* Men mag dit vooral niet uit het oog verliezen, wanneer men een partijstelsel beoordeelt.

---

(1) E. DUPREEL, *Le Pluralisme Sociologique*, bldz. 67.

§ 3. CRITIEK VAN HET PARTIJSTELSEL.

1. Tegen dit systeem.

A. — De tucht in de partiien vervalst het meerderheidsstelsel.

Stellen wij een partij die in het Parlement beschikt over 60 t. h. der zetels. De parlementaire groep van deze partij bespreekt de aan te nemen houding en een besluit wordt aangenomen door 60 t. h. der leden. In het parlement nochtans vormt de groep blok, gehoorzaamt aan de richtlijnen van de partij en het ontwerp wordt gestemd met een meerderheid van 60 t. h. wanneer het feitelijk de voorstanders van het ontwerp slechts 60 t. h. van de 60 t. h. of juist 36 t. h. van het totaal aantal parlementairen vertegenwoordigen.

B. — Er bestaat steeds een gevaar dat de partijgeest misbruikt wordt uit *persoonlijke ambitie.*

C. — In de politiek worden dikwijls de toekomstige belangen van de Natie opgeofferd aan de onmiddellijke voordelen van een partij. Een afgetekende scheiding tussen de regeringspartijen en de oppositie maakt van het Parlement een slagveld; de besprekingen ontaarden in een voortdurende strijd tussen wie aan de macht zijn en wie hopen er aan te komen; In deze strijd *lopen de hogere belangen van het land gevaar genegeerd te worden* (1).

Alleen burgerzin kan voor deze nadelen de oplossing brengen.

2. Voor dit systeem.

De geschiedenis kent een overvloed aan rampen die toe te schrijven zijn aan de partijgeest. Het is nochtans nodig de keerzijde van de kwestie te tonen. Indien de partijen zekere kwalen veroorzaken, wenden ze er echter veel andere af (1).

A. — *Moesten de partijen niet bestaan, wie zou de openbare mening opvoeden en aansporen?*

Zonder de partijen zou de massa der kiezers weinig meer zijn dan een menigte, ten prooi aan alle misleidingen en absoluut onbekwaam om het moderne staatsleven te begrijpen.

(1) J. BRYCE, *Les Démocraties Modernes,* T. I., bladz. 145.

Wat zou er gebeuren, zonder de partijen ? Ofwel zou de massa gedompeld blijven in de volstrekte onwetendheid der nationale problemen; of nog zou het volk overgeleverd zijn aan een soort eenzijdige « Propaganda-Abteilung »; of tenslotte, zou elke kandidaat de kiezers opvoeden voor eigen rekening met noodzakelijkerwijze zeer beperkte middelen. De partijen, integendeel, beschikken over haar pers, organiseren voordrachten en veelvuldige activiteiten om de brede lagen van het publiek in te leiden in de regeringsproblemen.

B. — *De partijen maken een grotere stabiliteit van de regeringen mogelijk.*

Hoe minder partijen en hoe machtiger ze zijn, hoe bestendiger ook de regeringen zijn. Indien de vertegenwoordigers van het volk niet gegroepeerd waren, hoe zou het mogelijk zijn de uitslagen van een stemming te voorzien ? De regeringen zouden doorlopend in onzekerheid leven. De politiekers die hopen een ministeriële portefeuille te bemachtigen, zouden trouwens geneigd zijn de regering te doen vallen.

C. — *De partijtucht remt het egoïsme en een nog grotere kwaal, de corruptie.*

Het gevaar dat de partijtucht oplevert is lang zo groot niet als dat van zekere parlementairen afzonderlijk te zien werken aan hun populariteit of aan de verovering van belangrijke voordelen. Vergeten wij niet dat vaak het verschuiven van enkele stemmen volstaat om een meerderheid te wijzigen. Een georganiseerde partij, geleid door leiders die door allen erkend en aanvaard worden, heeft een reputatie te verliezen of te winnen. Wat men van hen denkt binnen in de partij zet de leiders er toe aan rechtschapen te blijven, want indien ze slechts zorgen voor eigenbelang, zou men ophouden vertrouwen te stellen in de partij.

Levert een volksvertegenwoordiger die steeds stemt volgens de uitdrukkelijke bevelen van zijn partij daarom het bewijs van zwakheid of corruptie ? Merken we eerst op, dat in veel gevallen, hij slechts zeer moeilijk zelf een zekere en goed gedocumenteerde opinie kan vormen. Ziehier de mening van James Bryce (1), die een uiterst diepe critiek gaf van het democratisch regime :

> Geen enkel parlementair mag aarzelen om te gehoorzamen aan zijn particuliere overtuigingen, indien deze berusten op ernstige redenen, al moest hij zelfs, door zijn stem, een

(1) J. BRYCE, *Les Démocraties Modernes*, T. I., bladz. 145.

Ministerie omwerpen; maar zijn geweten zal er niet onder lijden indien hij, afgezien van elk privaat belang, eerlijk het algemeen principe toepast volgens hetwelk, in een partijregering, elke parlementair zijn individuele inzichten moet kunnen onderwerpen aan die van zijn groep.

Bryce voegt daaraan een nota toe :

Natuurlijk komen er soms netelige gewetenskwestie voor. Maar vijf en twintig jaar persoonlijke ondervinding in het Lagerhuis brachten me tot het besluit dat ze minder voorkomen dan men over 't algemeen zou veronderstellen, indien men de vraag in haar geheel en *a priori* beschouwt. Oudere parlementairen verklaarden mij dat zij vaker een stem betreurden die zij onder invloed van een persoonlijk inzicht in hun werk, tegen het oordeel van hun partij uitbrachten, dan deze die zij uitbrachten spijt een twijfel, om zich er naar te richten.

D. — *In de Democratie kan alleen een partijstelsel een samenhangende politiek verzekeren.*

Een regering die samengesteld is uit een aggregaat van alleenstaande politiekers zou slechts een onsamenhangende politiek kunnen leiden die noodzakelijkerwijze naar de ruïne zou voeren. Het is overigens natuurlijk dat het publiek bij voorkeur zijn vertrouwen stelt in betrekkelijk sterke groepen. waarvan alle leden zich verbinden elkaar onderling te steunen om een programma te verwezenlijken dat gebaseerd is op gemeenschappelijke principes.

§ 4. DE NOOZAKELIJKE BEPERKING VAN HET PARTIJSTELSEL.

Opdat het stelsel normaal zou functioneren moeten de partijen zich verplichten de regels van het democratisch spel niet te overtreden. Eerst en vooral moet elke partij het wettelijke bestaan en de rechten van haar tegenstrevers erkennen. De eventualiteit van het omwerpen van een meerderheid boezemt de partij die aan het bewind is voorzichtigheid en gematigdheid in, terwijl zij de minderheidspartijen aanspoort en ze beschermt tegen ontbinding » (1).

« Antidemocratische » partijen zoals Rex en V. N. V. weken voor geen enkel middel terug om het bewind te bemachtigen; zij wilden haar tegenstrevers vernietigen door hun vrijheden af te schaffen en door een autoritair bewind in te stellen, op het ogenblik dat ze de macht konden in handen nemen. Zij

(1) E. DUPREEL, *Le Pluralisme Sociologique*, bladz. 72.

legden er zich op toe « Eenheidspartij » te worden. Overigens, — hoe paradoxaal het ook schijne — dergelijke bewegingen die het partijstelsel hevig aanvielen, verdienen in de hoogste mate alle verwijten die men tot dit regime kan richten. Waren de persoonlijke mededingingen er nog niet veel heviger ? En werd het heil van de Natie er niet vaak opgeofferd aan de belangen van de partij ? Was de partijtucht er niet veel strenger dan elders ? En wat te zeggen over de corruptie, in een regime waar de oppositie geen enkele controle kan uitoefenen ?

Wat er ook van zij, de partijen zijn geen staatsorganismen en mogen het in geen enkel geval worden. Geen enkele wettekst erkent officieel haar bestaan. Haar organisatie is een kwestie van zuiver innerlijke orde. De leiders van de verschillende partijen moeten elkaar beschouwen als tegenstrevers, niet als vijanden. Eens aan het bewind moeten de politieke mannen « Staatslieden » worden, geen partijmannen.

Maar terwijl wij het ideaal beschouwen, mogen we de werkelijkheid niet vergeten. De strijd vooral kenmerkt het partijstelsel.

HOOFDSTUK II.

—

DE GRONDWETTELIJKE MONARCHIE.

In 1830 wilde het Congres, alvorens het onderzoek van het Grondwetsontwerp aan te vangen, de fundamentele kwestie van de regeringsvorm oplossen. Op 22 November stemde een verpletterende meerderheid van 174 leden tegen 13 voor de *grondwettelijke monarchie onder een erfelijk hoofd met volksvertegenwoordiging.*

§ 1. DE ERFELIJKE MONARCHIE ?

Vaak heeft men het monarchistisch ideaal willen rechtvaardigen door sentimentele beschouwingen. Waarlijk, de dynastie, de koninklijke familie kunnen het voorwerp zijn van gevoelens van loyauteit en zeer hoge waardering. Dat is ongetwijfeld een zeer kostbaar voordeel in het leven van een Natie.

Nochtans hadden de leden van het Congres het principe van de monarchie aangenomen alvorens akkoord te gaan over een bepaald kandidaat en zij hadden hun keuze niet gebaseerd op gevoelskwesties, maar wel op substantiële voordelen.

A. — MONARCHIE EN REPUBLIEK.

« Democratie » niet verwarren met « Republiek ».

Is het republikeins regime noodzakelijk meer democratisch dan een grondwettelijke monarchie ?

Hier hebben de feiten belang en niet de woorden. Men neemt zo gemakkelijk de gewoonte aan — en in zekere landen maken vele mensen nog deze fout — Republiek met Democratie te verwarren, en te oordelen dat een regering, die op een regelmatige wijze van een permanent hoofd voorzien is, geen volksregering zou kunnen zijn (1).

In het begin van deze eeuw, stemde Noorwegen, pas van Zweden afgescheiden, voor de Monarchie, « teneinde de democratische betrachtingen vollediger te kunnen verwezenlijken ».

(1) J. BRYCE, *Les Démocraties Modernes*, T. I., bladz. 35.

Zowel als de Republiek, verzekert de Grondwettelijke Monarchie de politieke en burgerlijke vrijheid, de gelijkheid voor de wet; zowel als de Republiek, bevordert ze de maatschappelijke vooruitgang en de uitdrukking van de wil van de Natie.

Beter dan de Republiek is de Monarchie een waarborg tegen de machtsmisbruiken, tegen de verdrukking van de minderheid door de meerderheid, tegen het absolutisme der partijen.

Min hevige strijd tussen de partijen.

De gevaren die voortspruiten uit de strijd tussen de partijen zijn niet denkbeeldig. De leden van het Nationaal Congres gaven er zich rekenschap van.

> In een Republiek, zegde Devaux, is de strijd tussen de partijen noodzakelijkerwijze veel heviger dan in de Monarchie, want ze hebben meer macht. Elke partij, indien zij triomfeert, kan hopen de regeringsvorm zelf te wijzigen [...].
>
> In een Republiek die noch oligarchisch, noch aristocratisch is [...] bestaat er om zo te zeggen geen macht die belang heeft bij de bestendigheid. Er zijn slechts de partijen en wat zij verlangen, is niet de bestendigheid, maar de overwinning. In de Monarchie, bestaat een macht die essentieel verbonden is aan de bestendigheid van de algemene regeringsvorm [...] De algemene regeringsvorm blijft, maar in zijn schoot kunnen de geest en de gang der zaken gans de vooruitgang volgen.
>
> Aldus, heerst er in een Monarchie, een minder hevige strijd, een minder driftige haat tussen de partijen; minder kans op wanorde betekent minder kans op anarchie.
>
> Dat wil zeggen ook minder kans op buitenlandse overheersing (1).

De vertegenwoordigde instellingen, zoals ze georganiseerd werden door het Congres, bevatten kiemen van onrust en strijd die kunnen gevaarlijk worden; « het is het meesterwerk van de politieke organisatie, aldus in de schoot van de meningsverschillen zelf, zonder dewelke geen vrijheid mogelijk is, een onschendbare sfeer van veiligheid geschapen te hebben, van majesteit, en onpartijdigheid; die opperste macht maakt het mogelijk dat meningsverschillen zich zonder gevaar ontwikkelen, zolang ze zekere grenzen niet te buiten gaan en, als het gevaar opdaagt, maakt ze er een einde aan door wettelijke middelen, constitutioneel en vrij van alle willekeur (2).

(1) DEVAUX, *Redevoering tijdens de zitting van 20 November van het Nationaal Congres.* — Huyttens, T. I., bladz. 213.

(2) B. CONSTANT, *Cours de politique Constitutionnelle,* geciteerd in de *Pandectes belges,* V°. Inviolabilité (personne royale).

Indien we de geschiedenis van de vorige eeuw beschouwen, stellen we vast dat over 't algemeen de grondwettelijke koninkrijken minstens evenveel vrijheid gekend hebben als de Republieken, en bovendien minder revoluties, wijzigingen in regime en politieke moeilijkheden.

De Staatsgreeen zijn moeilijker.

Op de kritieke ogenblikken, wanneer de partijstrijd een dergelijke scherpte bereikt heeft dat de normale werking van het parlementair stelsel dreigt teniet te gaan, of wanneer de overgeprikkelde openbare mening op het punt staat een avonturier te volgen, vormt de Monarchie een vast en onafhankelijk gezag, dat waakt op de instandhouding van onze constitutionele instellingen. Tijdens de storm kiest de Koning de stuurman. Hij laat het schip niet vergaan terwijl de leiders van de partijen elkaar het stuurrad betwisten.

De persoonlijke ambitie wordt gematigd.

Hoe gevaarlijk voor een land is de persoonlijke ambitie, de passie « die groeit naarmate haar prooi rijker wordt, die geen grenzen meer kent wanneer ze de kans ziet om de allereerste plaats te bemachtigen » (1). Opdat niemand de eerste plaats zou betrachten, moet men ze voor eeuwig bezet veronderstellen en alle betrachtingen verplichten zich te bewegen in een secondaire sfeer.

De buitenlandse invloeden zijn minder groot.

De noodzakelijkheid van een Monarchie laat zich dringender voelen voor kleine Naties, die het buitenland vaak tracht te beïnvloeden en te verknechten. De Koning beschouwt het als zijn plicht zich gans en uitsluitend te wijden aan de welvaart van zijn volk; beter dan om 't even wie zal hij de kleinste bedreigingen voor de nationale onafhankelijkheid onderscheiden. Verbonden met de Natie en op haar steunend, onschendbaar en met groot prestige en bijna absolute onafhankelijkheid kan de Grondwettelijke Monarchie moeilijker aangevallen worden, daar ze veel onafhankelijker staat tegenover de buitenlandse diplomatie dan elke andere regeringsvorm.

* * *

De voordelen van de Monarchie kunnen in de volgende woorden samengevat worden : in het centrum van de politieke orde : een onafhankelijke macht, onpartijdig en onaantastbaar, die uit haarzelf bestendig blijft en ontsnapt aan alle politieke wisselvalligheden.

(1) LECLERCQ, Nationaal Congres, Zitting van 19 November 1830. — Huyttens, T. I., bladz. 188.

B. — DE WAARBORGEN VOOR DE MONARCHIE.

Opdat de vorst belangeloos weze, onpartijdig en onafhankelijk, zijn drie voorwaarden vereist : erfelijkheid, onschendbaarheid en onafhankelijkheid tegenover het Parlement.

1. De Erfelijkheid.

« Zonder vrees voor vergissing kunnen we zeggen », verklaarde Leclercq op het Nationaal Congres, « dat de gebreken van de erfelijkheid verdwijnen achter de waarborgen waarmede we ons er tegen kunnen wapenen; alleen de voordelen blijven ».

Het gebrek van de erfelijkheid, is het gevaar eens een Koning te hebben die onbekwaam is. Nochtans zou een dergelijke Koning, in ons grondwettelijk stelsel de mogelijkheid niet krijgen een slechte politiek te voeren, daar hij slechts zou kunnen regeren onder de verantwoordelijkheid der ministers die door de parlementaire meerderheid aanvaard zijn.

De verkiezing van het Staatshoofd anderzijds, vertoont verschillende nadelen, want het is practisch onmogelijk alle partijbelangen uit te schakelen bij de verkiezing van een President. De erfelijkheid ontrukt de centrale macht aan de wedijver van de partijen, zij brengt ze buiten bereik van de persoonlijke ambitie, van de intriges die door buitenlandse mogendheden of door geldmachten kunnen uitgeoefend worden. De Erfprins beklimt de troon alleen omdat hij geboren is (1). Tenslotte in een land waar naast elkaar verschillende cultuur- of taalgemeenschappen bestaan, zou de verkiezing het gevaar bieden de Natie te verdelen en te schaden aan het prestige van het Staatshoofd bij een deel van de bevolking.

2. De Onschendbaarheid.

De onschendbaarheid is het gevolg en in zekere mate de bekrachtiging van de erfelijkheid. Indien het Staatshoofd niet onschendbaar was, zou hij gedeklasseerd kunnen worden, vervallen verklaard, en door opeenvolgende vervallenverklaringen zou de Dynastie, die de permanente macht uitmaakt, in korte tijd uitgeput zijn (2).

De persoonlijke verantwoordelijkheid van een Koning in een zaak betrekken betekent revolutie (3).

(1) Naar J. DE PUTTER, *La Constitution de la Libre Belgique*, bladz. 19.

(2) *Pandectes belges*, V°, Inviolabilité (personne royale).

(3) ESMEIN, bladz. 84.

Met opzet dus heeft onze Grondwetgever zeer wijselijk geweigerd in de Grondwet de oorzaken en de procedure voor het vervallen verklaren van de Koning te voorzien.

« De Koning staat *noch buiten, noch boven,* maar *in* de Grondwet (1).

Hij krijgt zijn macht niet uit zijn persoon, maar rechtstreeks uit *de Grondwet.* Alle machten gaan uit van de Natie (art. 25). Door die formule verwierp het Congres de theorie van het goddelijk recht der koningen en bevestigde dat onze dynastie geen andere basis zou krijgen dan de wil van het Belgische volk. Het maakte aldus van een historisch feit de fundamentele regel van ons constitutioneel recht. Men moet een concrete toepassing van dit principe zien in de beschikking van artikel 80, dat de Koning slechts toelaat zijn functies uit te oefenen na de eed afgelegd te hebben voor de verenigde Kamers » (2). Maar het Congres verlangde diezelfde Koninklijke Macht bestendig en onschendbaar. Men heeft terecht de Belgische Grondwet vergeleken bij een huwelijksakte, die een onverbreekbare band schept tussen de Koning en de Natie. Er wordt geen echtscheidingsprocedure voorzien.

In het belang zelf van de Natie roept de Constituante absolute onschendbaarheid uit van de persoon van de Koning.

3. Onafhankelijkheid tegenover het Parlement.

De Natie heeft een bestendige macht nodig, onafhankelijk en onttrokken aan de menselijke woelingen. De bestendigheid vereist de erfelijkheid en de onschendbaarheid. De onschendbaarheid onderstelt de niet-verantwoordelijkheid.

De niet-verantwoordelijkheid van de Koning moet als gevolg dragen de verantwoordelijkheid van de ministers die in zijn naam de Koninklijke Macht uitoefenen. Zelfs een koninklijke daad, niet tegengetekend door een minister, zou de persoonlijke verantwoordelijkheid van de Koning niet in het gedrang brengen; een dergelijke daad zou eenvoudig nietig zijn uit het oogpunt van publiek recht, indien geen enkel minister er de verantwoordelijkheid voor op zich zou willen nemen.

Het is eveneens met het doel de Koning totaal onafhankelijk te maken ten opzichte van het Parlement dat het bedrag van de civiele lijst niet kan gewijzigd worden in de loop van de regering van een Vorst.

---

(1) BLUNTSCHLI, *L'Etat,* bladz. 390.

(2) *Répertoire pratique de Droit belge,* V°, Constitution n° 18.

§ 2. HET PERSOONLIJK STATUUT VAN DE KONING.

De Grondwettelijke Monarchie geeft alle voordelen van de republiek, maar de nadelen zijn geringer. Zij remt alleen de politieke avonturen en de misbruiken. De Kroon kan niets beletten dat werkelijk de weergave is van de wil van de Natie, maar zij kan veel rampen vermijden.

« De Grondwettelijke Monarchie », zegde Lebeau op het Nationaal Congres (1), is een meer kundige combinatie, meer ingenieus dan de Republiek zelf ». Wat toelaat te zeggen dat « de Grondwettelijke Monarchie de beste Republiek is ».

Het volstond niet mooie principes te stellen : het kwam er op aan ze met een strikte nauwkeurigheid in de grondwettelijke regels uit te dukken :

Eens het principe van de erfelijke Monarchie aangenomen, spande het Nationaal Congres zich in om zo precies mogelijk de troonopvolging en het persoonlijk statuut van het Staatshoofd te regelen, teneinde elke kans op intrige of verwarring ter gelegenheid van de troonsbeklimming van een nieuwe Vorst uit te sluiten.

Men moet de nauwkeurigheid bewonderen waarmede alle mogelijke gevallen voorzien en opgelost werden.

1° De troonopvolging.

a) Door Erfopvolging.

De Koninklijke macht gaat normaal over door erfopvolging op de nakomelingen van Z. M. Leopold-Georges-Frederik- van Saksen-Koburg.

Artikel 60 wijdt de volgende regels aan de voorwaarden van de erfopvolging :

a) *Rechtstreekse* afstamming van Leopold I;

b) *Natuurlijke* afstamming, met uitsluiting van de aangenomen kinderen;

c) *Wettige* afstamming, die de buitenechtelijke kinderen van de troon uitsluit;

d) *Afstamming in de mannelijke linie,* wat wil zeggen dat de opvolging van vrouwen uitgesloten is, en dat het recht op de troon langs moederzijde niet kan overgezet worden.

(1) HUYTTENS, T. I., bladz. 208.

e) *Volgens het eerstgeboorterecht,* 't is te zeggen dat de kroon toekomt aan de oudste van de oudste tak.

Van zijn recht op de kroon wordt vervallen verklaard de prins, die gehuwd is zonder de toestemming van den Koning of van hen die, bij 's Konings ontsteltenis, zijn macht uitoefenen in de bij de Grondwet voorziene gevallen.

Het moet evenwel opgemerkt worden dat de Koning zelf geen enkele toestemming nodig heeft om te mogen huwen.

De prins die vervallen verklaard werd van zijn recht op opvolging kan echter van deze vervallen verklaring ontheven worden mits de toestemming van de twee Kamers (*art. 60, al. 2*).

b) **De benoeming van de opvolger.**

Artikel 61 voorziet het geval waar geen mannelijke erfgenaam van Leopold I zou voorhanden zijn om hem op te volgen krachtens artikel 60. In dit geval kan de Koning zijn opvolger benoemen met de toestemming van de twee Kamers. Gezien het kapitaal belang van deze beslissing, kan geen van de twee Kamers besprekingen voeren betreffende dit onderwerp, indien min dan de twee derden der leden die ze samenstellen aanwezig is, en de beslissing wordt slechts aangenomen indien zij minstens de twee derde van de stemmen behaalt (*art. 61 en 62*).

Er valt op te merken dat het Parlement geen enkel recht op initiatief heeft in deze zaak.

De benoeming van een troonopvolger, laat toe « een man die geroepen werd als troonopvolger en wiens opvoeding niet in die zin werd gevoerd, tijdens het leven van de Koning te associëren met de bezorgdheden van de troon (1).

c) **Wanneer de Troon onbezet is : Verkiezing van een Opvolger.**

Indien er geen erfgenaam is en indien er geen benoeming werd gedaan op de wijze voorgeschreven door artikel 61, blijft de troon onbezet.

In geval van vacature van de troon, beraadslagen de Kamers samen, en voorzien voorlopig in het Regentschap. Vervolgens zijn de Kamers van rechtswege ontbonden en moeten geheel hernieuwd worden. De nieuwe Kamers, komen bijeen binnen de twee maanden na de verkiezing van de Regent, en beraadslagen samen om een troonopvolger te verkiezen (*art. 85*).

---

(1) J. DE PUTTER, *La Constitution de la libre Belgique*, bladz. 22.

De gezamenlijke beraadslaging, zowel voor de verkiezing van een Regent als voor die van een opvolger voor de onbezette troon, belet natuurlijk dat de twee Kamers verschillende kandidaten voorstellen.

2° De Tussenregering.

Bij de dood van de Koning treedt zijn opvolger of de Regent slechts in functie na plechtig in de verenigde vergadering der twee Kamers de volgende eed afgelegd te hebben :

> Ik zweer de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, na te leven, 's Lands onafhankelijkheid te handhaven en het grondgebied ongeschonden te bewaren (*art.* 80).

Te rekenen van het overlijden van de Koning en tot de eedaflegging van zijn troonopvolger af van de Regent, wordt 's Konings grondwettelijke macht in naam van het Belgische volk uitgeoefend door in rade verenigde Ministers, en onder hun verantwoordelijkheid (*Art. 79, al. 3).*

> Bij 's Konings overlijden komen de Kamers zonder bijeenroeping samen uiterlijk den tienden dag na dien van het overlijden. Indien de Kamers te voren ontbonden zijn en de nieuwe Kamers bij het ontbindingsbesluit zijn bijeengeroepen tegen een later tijdstip dan den tienden dag, treden de oude Kamers weer op totdat de Kamers die haar plaats moeten innemen, bijeenkomen.
>
> Is slechts een Kamer ontbonden, dan wordt, ten aanzien van die Kamer, op gelijke wijze gehandeld (*Art. 79 al. 1 en 2*).

De Grondwet heeft de duur van de Tussenregering tot een minimum willen herleiden. Zij heeft er aan gehouden dat bij het begin van elke regering, de onverbreekbare eenheid van de Dynastie en de Natie bevestigd wordt.

3° Het Regentschap.

a) **De Gevallen van Regentschap.**

De Grondwet voorziet er drie :

1° Wanneer bij de dood van de Koning zijn erfgenaam minderjarig is; om te lange Regentschappen te vermijden bevestigt artikel 80 dat « De Koning meerderjarig is op 18 jaar »;

2° In afwachting van de verkiezing van een nieuwe Vorst in geval van vacature van de troon; in deze eventualiteit mag het Regentschap niet langer duren dan twee maanden;

3° Wanneer de Koning in de onmogelijkheid verkeert te regeren : in dit laatste geval laat de Regering deze onmogelijkheid in feite *vaststellen,* alvorens de twee Kamers te vergaderen om de Regent aan te duiden.

Indien het nodig is, wordt eveneens in de voogdij voorzien.

b) **De aanduiding van de Regent.**

De verkiezing van de Regent geschiedt door de verenigde vergadering der twee Kamers, na bijeenroeping door de Ministerraad.

Het Regentschap kan slechts aan een enkele persoon toevertrouwd worden. Het is dus niet toegelaten een « Regentschapsraad » in te stellen. De Regent treedt slechts in functie na de door artikel 80 voorgeschreven eed afgelegd te hebben (*art. 83*).

c) **De machten van de Regent.**

De Regent oefent alle Koninklijke Machten uit. Het geval van vacature van de troon terzijde gelaten, behoudt de Koning nochtans zekere rechten en blijft gebonden door zekere verplichtingen. In naam van de Koning moeten de vonnissen uitgevoerd worden; de munt draagt zijn beeldenaar; hij behoudt al zijn rechten op de troon en kan ze op zijn nakomelingen overgedragen ; hij mag de troon van een ander land niet aannemen zonder de toestemming van de Kamers.

De Regent geniet alle koninklijke prerogatieven en in 't bijzonder de onschendbaarheid.

De Grondwet beschouwt het Regentschap als een tijdelijke en abnormale periode. Daarom bepaalt artikel 84 dat geen enkele wijziging aan de Grondwet mag aangebracht worden tijdens een Regentschap.

4° De Civiele Lijst.

De civiele lijst wordt door de wet vastgesteld voor den duur van 's Konings regering (*Art. 77*).

Het betreft hier de civiele lijst in enge zin, 't is te zeggen de vergoeding die jaarlijks door de Schatkist aan de Koning toegekend wordt.

In een bredere zin betekent de *civiele lijst* ook het beheer van het privaat vermogen van de Vorst. De civiele lijst bezit rechtspersoonlijkheid. Aan het beheer van de civiele lijst worden de eventuele eisen tot schadevergoeding geadresseerd. Dagvaardingen voor het gerecht met betrekking tot het privaat vermogen van de Koning worden gericht tot de procureur des Konings van het arrondissement.

De Koninklijke Paleizen deel uitmakende van het staatsdomein worden ter beschikking van de Koning gesteld, maar de civiele lijst moet in het onderhoud en de meubilering voorzien. De civiele lijst vergoedt eveneens alle personen die aan de dienst van de Vorst verbonden zijn.

Eens de civiele lijst vastgesteld bij het begin van een regering is het niet meer mogelijk er het bedrag van te wijzigen. Het zou in feite onaanneembaar zijn dat een parlementaire meerderheid in staat zou zijn de persoonlijke inkomsten van de Koning naar willekeur te vermeerderen of te verminderen. De Koning moet immers een complete onafhankelijkheid behouden ten opzichte van de partijen, daar hij de rol van scheidsrechter moet spelen.

Tijdens de regering van Albert I evenwel hadden de monetaire devaluaties de werkelijke waarde van de civiele lijst sterk verminderd. Het Parlement oordeelde dat de elementairste billijkheid vereiste dat het nominaal bedrag aangepast werd aan de nieuwe waarde van de frank. De lijst die op 3.300.000 fr. vastgesteld was in 1909 werd in 1927 tot 9.500.000 fr. verhoogd, bedrag dat werd behouden voor de regering van Leopold III.

5° De personele Unie.

Artikel 62 voorziet dat de Koning niet ter zelfder tijd hoofd van een andere Staat mag zijn zonder de toestemming van de twee Kamers.

> Geen van beide Kamers kan over die zaak beraadslagen zo niet ten minste twee derden van haar leden aanwezig zijn, alleen wanneer ten minste twee derden van de uitgebrachte stemmen zich er voor verklaard hebben is het bestuur aangenomen.

In de loop van zijn geschiedenis had België vaak de schadelijke gevolgen van een personele unie ondergaan. Onze wettige prinsen waren tevens vorsten van belangrijker landen dan het onze en maakten soms de belangen van onze provinciën ondergeschikt aan die van hun andere bezittingen, of zij schonken tenminste onze streken niet de aandacht die ze verdienden. Men kan zich bijvoorbeeld de Spaanse periode herinneren.

Een personele unie zou ook uit internationaal standpunt verwikkelingen kunnen veroorzaken, en een gevaar uitmaken voor onze onafhankelijkheid. Welke zou de persoonlijke toestand van de vorst zijn, indien de verantwoordelijke ministers in elk der twee landen, niet dezelfde gedraglijn volgden in de essentiële kwesties van de buitenlandse politiek ?

Anderzijds kan het voorkomen dat sommige gevallen geen enkel gevaar opleveren. Een personele unie kan zelfs onmetelijke voordelen leveren. België heeft zijn prachtige kolonie te danken aan het stelsel van de personele unie.

DE BESCHERMING
VAN DE BURGERLIJKE RECHTEN

DE
RAAD VAN STATE

DOEL.

De Raad van State werd ingesteld om de rechten van de Belgische Burger tegen de Staat te beschermen.

BEVOEGDHEID.

A. — *Van de Administratieve Afdeling :*

1° De Administratieve geschillen onderzoeken;

2° De geschillen tussen Staat en Burger regelen.

B. — *Van de Wetgevende Afdeling :*

1° De Wetten nagaan en coördineren;

2° De Ministers Raad geven betreffende de gegrondheid der wetsbesluiten.

KENTEKENS.

Blauwe Toga.

HOOFDSTUK IV.

RAAD VAN STATE.

De maatschappij wordt van dag tot dag ingewikkelder. Dat men het wil of niet, de rol gespeeld door de Staat kan niet anders dan in belang toenemen.

Zijn groeiend interventionisme biedt ernstige gevaren.

1° De wetgevende organen bezwijken onder hun werk of gebied van wetgeving en reglementering;

2° Het veld der mogelijke machtsmisbruiken streeft er naar te vergroten.

Men heeft aan dit dubbel gevaar willen verhelpen door de instelling van een Raad van State.

Deze neemt ten doel :

1° De kwaliteit van het wetgevend werk te verbeteren zonder de voorrechten van het Parlement aan te tasten.

2° De machtsmisbruiken te voorkomen door de particulieren toe te laten beroep te doen op een onpartijdige rechtspraak, tegen onwettelijke maatregelen die door de administratieve overheid kunnen genomen worden.

§ 1. DE AFDELING VOOR WETGEVING.

A. — CRITIEK VAN ONZE HUIDIGE WETGEVING.

Goede wetten opstellen is ongetwijfeld geen gemakkelijk zaakje. Wie ondervinding heeft van het wetgevend werk is er van overtuigd; degenen die de wetten moeten toepassen of de teksten moeten interpreteren zijn het niet minder.

> Indien de goede wetten de processen niet kunnen voorkomen, vermenigvuldigen de slecht gemaakte wetten zonder reden de betwistingen en scheppen onzekerheid (1).

---

(1) H. VELGE. — *L'Institution d'un Conseil d'Etat en Belgique*, Louvain, 1930 bladz. 145.

Wat verwijt men onze wetgeving ?

> Men kan in twee categorieën de talrijke critiek van onze wetten indelen; zij zijn slecht opgesteld en slecht gecoördineerd. Slecht opgesteld vooreerst, in die zin dat de onvolmaaktheden van de tekst, de tekorten, de onnauwkeurigheid van de terminologie er de interpretatie en de toepassing van bemoeilijken. Slecht gecoördineerd, in die zin dat zij gebrek lijden aan homogeniteit, aan onderling verband, dat zij elkaar onderling afbreken en tegenspreken [...]. Sommige wetten hebben hetzelfde toepassingsgebied, trekken elkaar gedeeltelijk in, zeer dikwijls impliciet [...]. Deze toestand is te erger, daar hij voornamelijk bestaat bij de wetgeving die door het publiek zelf moet toegepast worden, zoals de fiscale of de sociale wetten (1).

Wat de Koninklijke Besluiten en de decreten betreft, hier stelt zich buiten de kwestie van hun gebrekkige redactie soms ook de vraag naar hun wettelijkheid.

B. — DE OORZAKEN EN DE MIDDELEN OM ER AAN TE VERHELPEN.

Welke zijn de oorzaken van het gebrekkige opstellen van onze wetten en reglementen?

1° Het werk van het Parlement moet verlicht worden.

Moet men het Parlementair systeem beschuldigen ? Buiten de nadelige gevolgen van het misbruik van een recht van amendement, dat men gemakkelijk kan volmaken, is het systeem niet in gevaar, onder voorwaarde dat men het niet overlast.

Het Parlement is onweerlegbaar overweldigd door de wetgevende arbeid. Om deze toestand te verhelpen, was een eerste uitweg waartoe het Parlement verschillende malen zijn toevlucht nam sedert 1919, het verlenen van bijzondere machten aan de Regering.

a) De bijzondere machten.

Met het doel de burgers waarborgen te geven tegen eventuele willekeur en om het principe van de scheiding der machten te handhaven, heeft het Nationaal Congres aan de vertegenwoordigers van de Natie de voornaamste rol in de uitoefening van de wetgevende macht toevertrouwd (2).

---

(1) H. VELGE, blz. 133 en 143.

(2) *Zie* brochure I, hoofdstuk V.

Het Parlement zou dus de Grondwet verloochenen door zijn machten aan de dragers van de uitvoerende macht af te staan en over te dragen.

Wanneer het Parlement nochtans zich in de onmogelijkheid bevindt zijn wetgevende functie te vervullen, wordt deze dan uitgeoefend door een enkele der takken van de wetgevende macht, te weten door de Koning, onder de verantwoordelijkheid van zijn ministers.

De onmogelijkheid kan materieel zijn. In oorlogstijd bij voorbeeld, is het niet altijd mogelijk het Parlement samen te roepen op vrij grondgebied. (Stelsel der wetsbesluiten).

De onmogelijkheid kan ook moreel zijn. Indien het Parlement zich in uitzonderlijk moeilijke omstandigheden overlast ziet, kan het door een speciale stemming zijn onmacht erkennen om de nodige maatregelen te treffen voor de heropleving van het land, en zijn vertrouwen stellen in de Regering.

Dergelijke bijzondere machten moeten uitzonderlijk zijn; zij worden slechts voor een zekere tijd verleend en op strikt beperkte gebieden. De Regering blijft overigens steeds verantwoordelijk tegenover de Kamers voor het gebruik dat ze maakt van de bijzondere machten; indien zij haar rechten te buiten ging zouden haar daden ongeldig zijn (1).

b) **De Kaderwetten.**

Zelfs buiten elke uitzonderlijke omstandigheid, vertoont het Parlement meer en meer strekking zich te verlaten op de macht van reglementering der ministers voor de al te

---

(1) De juristen zijn het allesbehalve eens voor wat betreft het juridisch karakter en de grondwettelijkheid van de wetten die de regering bijzondere machten verlenen « om Koninklijke Besluiten met kracht van wet te nemen ». Terwijl sommigen spreken van « beperkte overdracht van de wetgevende macht » en anderen van « delegatie van bevoegdheid » (krachtens artikel 78 van de Grondwet) verkiest een derde groep van juristen te steunen op de toestand van nood en hoogdringendheid, die uitdrukkelijk door een wet moet erkend worden. Deze laatste mening was die uitgedrukt door het verslag van het Studiecomité voor de Hervorming van de Staat. Volgens deze theorie is er geen natuurlijk verschil tussen de wetsbesluiten uit oorlogstijd en de besluiten krachtens bijzondere machten.

Het practisch belang van deze betwisting ligt in het karakter dat men deze besluiten toekent. Indien zij werkelijk « kracht van wet » hebben, verklaren de hoven en tribunalen zich onbekwaam om er de grondwettelijkheid van te onderzoeken.

technische vraagstukken of voor de aanpassing van een nieuwe wetgeving aan de bestaande wetten en instellingen. In dit geval, stelt het Parlement zich tevreden in een wet enkele essentiële principes te formuleren en verleent aan de Regering uitdrukkelijk het recht om de reglementering door Koninklijke Besluiten aan te vullen. Deze wijze van wetgeven is absoluut in overeenstemming met de Grondwet, die in artikel 78 bepaalt; « De Koning heeft geen andere macht dan die welke de Grondwet en de bijzondere krachtens de Grondwet uitgevaardigde wetten hem uitdrukkelijk toekennen ».

2° Het opstellen van wetten en reglementen vereist de hulp van specialisten.

Ongelukkiglijk verplaatsen de bijzondere machten en de kaderwetten slechts de moeilijkheden, want « wij moeten toegeven dat de wetsbesluiten die uitgevaardigd worden krachtens de bijzondere machten [...] zeker niet schitteren door hun oordeelkundige structuur, noch door hun innerlijke samenhang, noch door hun duidelijkheid » (1).

Zijn de ambtenaren die belast zijn met de opstelling van de wetsvoorstellen of besluiten onbevoegd ? Neen. In overgrote meerderheid zijn die functionnarissen mannen van waarde, met een hoge bevoegdheid. Maar het zijn specialisten in hun vak. Wat hun vaak duidelijk voorkomt is duister voor een oningewijde. Hun bevoegdheid is niet steeds van juridische aard. Zelfs indien ze doctor in de rechten zijn vindt men onder hen weinig specialisten in het delicaat werk van het voorbereiden der wetsontwerpen, en zij voorzien niet altijd de juridische gevolgen van de teksten die ze opstellen. Het ontwerpen van een wet moet collectief werk zijn. Het veronderstelt de werking van juristen, in dat werk gespecialiseerd.

Er bestaat in het Ministerie van Justitie een Raad voor Wetgeving, samengesteld uit hoogstaande juristen, professoren, magistraten en advokaten. Eertijds moesten alle wetsteksten door die Raad onderzocht worden. Ongelukkiglijk ignoren de meeste ministeriële departementen schijnbaar of werkelijk het bestaan van deze Raad voor Wetgeving. Zijn permanent Comité is reeds in kiem, wat weldra de Sectie voor Wetgeving van de Raad van State zal uitmaken.

(1) E. SOUDAN, Minister van State, « De Raad van State » in « *Morgen* », October 1946, bladz. 253.

C. — ROL VAN DE SECTIE VOOR WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE.

Deze Afdeling maakt hoegenaamd geen inbreuk op de bevoegdheden van het Parlement.

1° Zij kan gemotiveerd advies geven betreffende de wetsvoorstellen en voor-ontwerpen van wetten, amendementen en ontwerpen van besluiten die haar verplichtend voorgelegd worden door de Voorzitter van een van beide Kamers of door de Regering.

2° Zoals vroeger worden de ontwerpen opgesteld door de bevoegde diensten van de ministeriële departementen.

Na eventuele discussie met de ambtenaar, opsteller van een wet, maakt de afdeling voor Wetgeving de « juridische opschik » van de teksten, verbetert er de redactie van, stelt zekere wijzigingen voor om ze in harmonie te brengen met de bestaande teksten.

3° De Eerste Minister kan de Afdeling voor Wetgeving gelasten met het opstellen van teksten van voorontwerpen voor wetten, decreten, besluiten, reglementen of amendementen, waarvan hij het voorwerp en de stof bepaalt (*Art. 3*).

§ 2. DE AFDELING VOOR ADMINISTRATIE VAN DE RAAD VAN STATE.

I. — NOODZAKELIJKHEID VAN DE HERVORMING.

Een tweede gevaar waaraan wij blootgesteld worden door het groeiend interventionnisme van de administratie, bestaat erin dat het veld der mogelijke machtsmisbruiken fataal neigt naar uitbreiding.

Bij de openingszitting van de consultatieve commissie voor de studie van het wetsontwerp betreffende de Raad van State, verklaarde de Minister van Binnenlandse Zaken namelijk : « Het is niet mogelijk deze uitbreiding van .de Staatsbevoegdheden aan te nemen zonder er over te waken dat de rechten van het individu gewaarborgd worden ». De reglementering mag geen middel worden om vrienden te bevoordelen en tegenstanders moeilijkheden te bezorgen.

Op dit gebied is België lang ten achteren gebleven.

Indien we zeer brede en zeer vrijheidslievende instellingen bezitten, zegde de Heer August Beernaert, die gedurende meer dan tien jaar de functie van Regeringshoofd waarnam, tot de Kamer van Volksvertegenwoordigers, hebben wij ook de minst volledige instellingen van Europa voor wat de administratie betreft. Nergens heeft ze even uitgebreide machten; nergens kent men minder waarborgen tegen de misbruiken; wanneer de administratie gesproken heeft is alles gezegd (1).

Het is een essentieel democratische opvatting de particulier toe te laten zelf voor een hogere administratieve rechtbank een eis in te stellen tot vernietiging van een maatregel door een administratieve autoriteit getroffen in tegenspraak met een wet uitgaande van de wetgevende macht, die, in ons constitutioneel stelsel beschikt over de voorrang (2).

Tot nu toe was de enige waarborg voor de particulieren artikel 107 van de Grondwet : Artikel 107 van de Grondwet volstaat niet.

De Hoven en Rechtbanken passen de algemene, provinciale en plaatselijke besluiten en verorderingen slechts toe voor zover zij met de wetten overeenkomen.

Dit is het stelsel van de niet-toepassing. Een belastingsplichtige weigert de som te betalen die de fiscus van hem eist. Voor het gerecht gedaagd kan hij de wettelijkheid van het Koninklijk Besluit, waarop de fiscus steunt om hem te verplichten, betwisten.

Maar, veel gevallen geven geen aanleiding tot proces. Veronderstellen we dat een burgemeester weigert een handtekening te wettigen; in dat geval is het onmogelijk deze onwettelijke beslissing te vernietigen.

Het is waar dat zekere beslissingen van de provinciale of gemeentelijke overheden nietig verklaard kunnen worden door de hogere administratieve overheden, volgens de principes van de « administratieve voogdij » (Art. 108, 5°). Maar het enig recht van de benadeelde particulier bestaat in het signaleren van het geval. Dit beroep wordt onderworpen aan de vrije beoordeling van de hiërarchische overste. Er bestaat geen enkele waarborg, noch van procedure, noch van termijn.

(1) Annales Parlementaires, Chambre, 17-1-1906, bladz. 431, geciteerd door N. VELGE, *L'Institution d'un Conseil d'Etat en Belgique,* bladz. 171.

(2) VAUTHIER en VELGE, geciteerd door M. A. DEVEZE in het *Verslag van de Consultatieve Kamercommissie,* Parlementaire Documenten, Kamer, Zitting 1945-46, nr 14, 29 November 1945, blz. 11.

II. — DE ROL VAN DE AFDELING VOOR ADMINISTRATIE.

Het recht van nietig-verklaring.

De Afdeling voor Administratie van de Raad van State kan, door een besluit, de nietigheid van onwettelijke administratieve maatregelen uitspreken. Dit rechtscollege biedt voldoende waarborgen van onpartijdigheid en onafhankelijkheid ten opzichte van de uitvoerende macht.

Het recht van advies op aanvragen tot schade vergoeding

Die afdeling voor administratie moet tevens een gemotiveerd advies geven op de aanvragen tot vergoedingen met betrekking tot de uitzonderlijke schade die voortspruit uit een door de Staat getroffen of bevolen maatregel, indien de partijen niet akkoord gaan en indien de aanvraag voor geen enkel ander tribunaal ontvankelijk is.

Onnodig te steunen op het grote nut van een dergelijke hervorming. De Heer Professor H. Velge merkt zeer oordeelkundig op :

> Dat men niet zegge dat die misbruiken zeldzaam zijn; zij bestaan, en indien hun aantal klein is, kunnen zij zich morgen vermenigvuldigen onder de bescherming van een wetgeving die feitelijk de onrechtvaardigheden behoedt. Men mag bovendien het preventief effect van de voorgestelde hervorming niet uit het oog verliezen. Dit geldt even goed voor een verhaal tegen machtsmisbruik als voor elk geval waar men zich op een rechtbank kan beroepen : het zal niet alleen onrechtvaardigheden herstellen maar ze nog veel meer voorkomen. De zekerheid, de waarschijnlijkheid zelf van een nietig-verklaring, zullen voor de gezagdragers die geneigd zijn de grenzen van hun autoriteit te overschrijden, de heilzaamste verwittiging uitmaken (1).

(1) H. VELGE : *L'Institution d'un Conseil d'Etat en Belgique*, blz. 273.

HOOFDSTUK IV.

—

BIJ WIJZE VAN BESLUIT... DE BURGERS EN DE DEMOCRATIE.

§ 1. POLITIEKE DEMOCRATIE, SOCIALE DEMOCRATIE, ECONOMISCHE DEMOCRATIE EN CULTURELE DEMOCRATIE.

Het woord « democratie » heeft door het gebruik bij de moderne volkeren een veel bredere betekenis gekregen dan in de klassieke handboeken over staatswetenschap. Die moderne opvatting van de democratie is een zeer rijke idee, die zeer moeilijk in een paar woorden kan bepaald worden.

De politieke democratie is niets anders dan de organisatie van de Staat op basis van een bijzondere opvatting van de maatschappij.

Indien wij oprecht zijn, moeten wij dezelfde opvatting durven toepassen op economisch, sociaal en cultureel gebied, om het democratisch ideaal integraal te verwezenlijken.

Gelijkheid van kansen. — In naam van de fundamentele gelijkheid van alle mensen, hebben wij de voorrechten der standen uit ons politiek stelsel geschrapt. Wij moeten eveneens trachten zo ver mogelijk de gelijkheid der kansen door te drijven.

De opvoeding van de mens, bij voorbeeld, moet zo ver mogelijk kunnen doorgevoerd worden, welke ook de graad van fortuin der ouders weze. Het is op zich zelf niet erg dat sommigen meer geld verdienen dan anderen, maar het is onaanneembaar dat het fortuin al te opvallende ongelijkheden in het leven roept. Het is rechtvaardig en natuurlijk dat de meest gecultiveerde mens de best bezoldigde positie inneemt, maar het is te betreuren dat hoogbegaafde jongelieden bij gebrek aan geld de kans niet krijgen te studeren.

Economische veiligheid en Sociale rechtvaardigheid — Maar het volstaat niet de meestbegaafden de mogelijkheid te bieden zich op te werken. Het is ook nodig dat de massa van degenen die in de rangen blijven niet lijden onder deze

ongelijkheid. De waardigheid van alle mensen eerbiedigen, betekent ook dat men hun het recht erkent van de ellende bevrijd te blijven. De politieke vrijheid, dat wil zeggen een gelijke bescherming tegen de machtsmisbruiken, is noodzakelijk, maar niet voldoende. De vrijheid is nauw verbonden met de economische veiligheid. Hiermede wordt bedoeld dat degenen die economisch zwak zijn daarom niet mogen afhankelijk zijn van de willekeur der machtigen. Daarom tracht de ware democratie het lot der min begunstigde klassen te verbeteren. De arbeiders, de landbouwers, de middenstand organiseren zich. De tijden dat de arbeidersorganisaties slechts een strijdmiddel waren zijn voorbij. Geleidelijk worden zij erkende organismen, die een belangrijke rol spelen in het economisch en sociaal leven.

Deelneming van het Volk aan het Bestuur der Zaken. — De politieke democratie is geen anarchie. Zij heeft het gezag in de Staat niet afgeschaft. Maar het volk wil niet op een passieve wijze de regering ondergaan : het wil eraan medewerken — al is het op een onrechtstreekse manier — en er een deel in de verantwoordelijkheid op zich nemen. Evenzo in de betrekkingen tussen de werkgevers en loontrekkenden en op alle trappen van het economisch leven, moet het gezag blijven bestaan. Maar het volk, dat zich de waardigheid der arbeiders bewust is, wil de voorwaarden die men het oplegt niet meer passief ondergaan; het wil arbeidscontracten op een vrije overeenkomst gesteund en het maakt aanspraak op het recht deel te nemen, door de bemiddeling van zijn vertegenwoordigers, aan de leiding van het economisch leven.

Het komt er niet op aan het gezag of het kapitaal af te schaffen, (wat onmogelijk zou zijn, hoogstens zouden deze in andere handen overgaan), maar alleenlijk de voorrechten van het fortuin af te schaffen.

Het ware onrechtvaardig te zeggen dat tot nog toe niets gepresteerd werd. Het verplichte onderwijs, de studiebeurzen, de sociale veiligheid, de werklozensteun, de sociale wetgeving, de arbeiders- en landbouworganisaties zijn prachtige verwezenlijkingen.

Wij staan evenwel nog ver van de volle verwezenlijking van het democratisch ideaal. Onze democratie is slechts halfweg. « De tragedie van de moderne democratieën bestaat hierin, dat ze er nog niet in slaagden de democratie te verwezenlijken » mocht J. Maritain terecht zeggen.

De Democratie is het Geheel van de Rechten van het Volk. — De democratie is vooral en in de historische en primitieve zin van het woord een regeringssysteem, een wijze waarop de Staat kan georganiseerd worden. Maar de politieke democratie is slechts één bijzondere toepassing van meer algemene principes, die verder reiken dan de politiek; economische, sociale en culturele democratie, zijn andere aspecten van dezelfde ideologie. Slechts een enkele van die aspecten willen inzien betekent het verraden van het democratisch ideaal. De vrijheid van mening en de autonomie van de persoon opofferen, de dictatuur en het staatsabsolutisme instellen om meer sociale rechtvaardigheid te bekomen, is niets meer dan de mensen te verlagen tot een massa wel gevoede slaven. En een slaaf kan slechts gelukkig zijn indien hij niet de minste notie bezit van zijn persoonlijke waardigheid.

Men verraadt ook de democratie indien men er slechts de zuiver politieke vorm van behoudt en ze beperkt tot een kwestie van vrije verkiezingen, scheiding van machten en persvrijheid. Want dergelijk systeem kan een sociaal en economisch regime laten bestaan, dat hoegenaamd niet overeen te brengen valt met de eerbied voor de echte menselijke vrijheid.

Sommigen geloven dat er dus twee opvattingen zijn van de democratie, die regelrecht tegen elkaar indruisen en elkaar uitsluiten.

Dat is de zaken al te zeer vereenvoudigen. In werkelijkheid zijn die verschillende opvattingen slechts het gevolg van de rijkdom en het samengesteld karakter van het democratisch ideaal. Een maatschappij zonder vrijheid van mening kan geen enkele vrijheid bezitten op om 't even welk gebied, hetzij economisch, hetzij politiek.

De enige oplossing bestaat er in de economische en sociale democratie te verwezenlijken in een stelsel van politieke vrijheid. Wij kunnen ons niet tevreden stellen met een gedeeltelijke democratie, die noodzakelijk een gehuichelde democratie moet zijn.

§ 2. DEMOCRATIE EN DEMAGOGIE.

De democratie is niet uitsluitend een regeringsvorm, zelfs niet een manier om een maatschappij te organiseren. Ze is ook een levend klimaat, een wijze van handelen en denken.

De democratie op zich zelf is dus geen tovermiddel. Het valt voor de politieke valsmunters zeer gemakkelijk het volk de indruk te geven dat het alles te zeggen heeft.

De ware democratie is oprecht en levend : zij vereist een doorlopende inspanning. Zij moet zich duidelijk onderscheiden van haar karikatuur. Deze geeft slechts een illusie van democratie : er bestaat alleen een gelijkenis door de uiterlijke openbaringen.

Het gevaar voor demagogie is niet denkbeeldig, maar men mag het ook niet overdrijven. Gezien de zwakheid en de onvolmaaktheid van de mensen, zal er steeds een overblijfsel van demagogie in elke democratie te bespeuren zijn.

De demagogie begint waar de leiders het volk als werktuig willen gebruiken in plaats van het te dienen; wanneer politieke avonturiers de driften ophitsen in plaats van beroep te doen op het gezond verstand; wanneer het persoonlijk belang geplaatst wordt boven het gemeenschappelijk welzijn; wanneer de politieke strijd ontaardt tot een materieel of psychologisch opbod.

De vruchten van de demagogie zijn : onverantwoordelijkheid, corruptie, agitatie en per slot van rekening, dictatuur; want de dictators zijn demagogen die beroep doen op de driften van de massa, en de demagogen zijn kandidaten dictators.

De redmiddelen tegen de demagogie zijn : het gezond verstand, de opvoeding, de burgerzin en de levendige belangstelling van het volk voor de kwesties van algemeen belang.

Zelfs de organisatie der partijen in een stelsel van vrijheid is een zeer afdoende rem tegen de demagogie, want zij moeten een duurzame politiek voeren en het vertrouwen van hun aanhangers bewaren. Een gevleugeld woord van Abraham Lincoln, de man die zo goed de massa's leidde, leert ons : « Gij kunt gedurende een zekere tijd een gans volk bedriegen, en enkele personen gedurende gans de tijd, maar ge zult er nooit in slagen iedereen voor altijd te bedriegen ».

Wat het ergst zou zijn van een democratie, is de corruptie van het ganse volk zelf. Waar zou men helder water putten indien de ganse bron bezoedeld is ? (Bluntschli).

Uit dit oogpunt mogen we optimistisch zijn, wij moeten vertrouwen stellen in ons Belgische volk, dat steeds reageert wanneer men beroep doet op zijn edele gevoelens en op zijn gezond verstand.

De vraag « democratie of demagogie » is een probleem dat niet alleen de massa aanbelangt, maar vooral de elite.

§ 3. DE DEMOCRATISCHE ELITES.

De regering door de besten.

De Democratie, waarvan wij dromen, tot stand brengen, is een onmetelijke en moeilijke taak. Maar de edele karakters worden aangetrokken door dergelijke taak. « Voor een keurkorps worden steeds vrijwilligers gevonden ».

De tegenstrevers van de democratie beweren dat een volk, om goed geregeerd te worden, een bevoegde en onderlegde aristocratie nodig heeft, die gevormd werd voor de leidende posten.

Zij vergeten dat de democratie nooit de noodzakelijkheid van de aristocratie ontkend heeft, wat letterlijk wil zeggen : « de regering door de besten ». Het kan paradoxaal schijnen, maar *Democratie* sluit *Aristocratie* geenszins uit.

De vertegenwoordigende democratie heeft voor principe dat de besten uit de Natie regeren in haar naam en door haar mandaat, of juister gezegd steunend op haar vertrouwen. Zij verleent de macht aan de ganse Natie, maar vertrouwt de uitvoering er van toe aan een kleine minderheid. Die leidende aristocratie kan evenwel geen enkel recht laten gelden steunend op de geboorte, noch op het fortuin, alleen op het vertrouwen. De voorrechten zijn afgeschaft. De nieuwe elite vindt haar oorsprong in het diepste van de Natie.

Wie maakt deel uit van de elite?

Tot de democratische elites behoren niet uitsluitend de ministers, de parlementairen en de hoge ambtenaren. De levende democratie, is de ganse Natie. Op alle sporten van de samenleving bestaat een elite.

Zij beperkt zich niet tot de beste elementen uit de eertijds leidende klassen, die er toe besloten zijn zich ten dienste van het volk te stellen; maar zij wortelt eveneens in de arbeiders- en landbouwersorganisaties, en wij vinden ze ook in de jeugdbewegingen.

In de schoot zelf van deze groeperingen wordt die elite gevormd en zij kenmerkt zich door haar edelmoedigheid en haar verantwoordelijkheidszin.

Maken deel uit van die elite, al degenen die openhartig arbeiden en strijden voor een betere wereld, om een meer broederlijke samenwerking tussen de mensen van goeden wil, al degenen die zich inspannen om de openbare mening te vormen en hun broeders te leiden in die geest van ware democratie.

Deze democratische elites zijn de voornaamste vijanden van de demagogie. Een Natie moet dus zorgen voor de vorming der elites.

Om een volk te leiden en om plaats te nemen op de leidende posten van het industrieel en sociaal leven, volstaan goede bedoelingen niet. Een stevige algemene ontwikkeling en een technische specialisatie zijn eveneens vereist. Die vorming mag geen voorrecht der gefortuneerde klassen uitmaken. Al degenen die ze verdienen moeten ze kunnen ontvangen. Men kan niet genoeg steunen op dit punt, want de absolute scheiding der maatschappelijke klassen is een verouderde opvatting.

Vereiste eigenschappen voor de leiders.

Het volk moet vertrouwen stellen in zijn leiders, maar het moet ook veeleisend zijn te hunnen opzichte.

Het volk liefhebben

De leiders moeten een verheven opvatting van hun zending hebben, dat wil zeggen dat ze vooral het welzijn van het land en het algemeen belang moeten nastreven. En hier reeds komt een karakteristieke eigenschap van de democratie aan het licht. Dat Land, waaraan ze het beste wat zij bezitten willen wijden, is geen abstractie; het is een levend volk, waar ze hartstochtelijk van houden, dat ze gelukkiger willen maken, en edeler, meer bewust van zijn waardigheid. Het volk beminnen is niet trachten het te vleien, maar wel trachten het beter te maken. Zij moeten het volk liefhebben als een vader zijn kinderen. De democratie wil geen leiders die voor de massa slechts misprijzen koesteren.

Geloven in de democratie.

De leiders moeten geloven in de democratie, moeten het stelsel in zijn geheel aannemen, zich niet willen onttrekken aan de verantwoordelijkheid van hun functie, noch aan de controle van de openbare mening. Zij moeten de grenzen van hun gezag aanvaarden en de Grondwet gewetensvol eerbiedigen. Onder deze voorwaarde zullen ze eveneens hetzelfde kunnen eisen van hun collega's en tegenstrevers.

Zij moeten zich een persoonlijke gedragslijn en tucht opleggen en er een punt van eer van maken eerlijk en onomkoopbaar te blijven.

De betekenis van onze tijd begrijpen.

Het is nodig dat ze de zin van hun tijd vatten, dat zij de noden van het ogenblik begrijpen en aanvoelen, dat ze noch reactionnair noch utopistisch zijn; dat zij durven vooruitstreven en breken met de vooroordelen waar het mogelijk is een vooruitgang te verwezenlijken; dat zij vurig reageren — maar toch steeds de vrijheid eerbiedigen — tegen de aantrekkelijke ideologieën die de democratie bedreigen.

Ploeggeest.

Opdat hun werk doeltreffend zij heben zij ook ploeggeest nodig; het is goed dat zij een nauwe samenwerking betrachten met degenen, die, zij het zelfs maar gedeeltelijk, hun

mening en hun ideaal delen. Een dergelijke houding zal dikwijls van hen een goede dosis zelfverloochening veronderstellen.

Bevoegdheid.

Al deze morele eigenschappen ontslaan de leiders er niet van de practische bevoegdheid en het intellectuele vermogen te bezitten die vereist zijn voor de verheven functie die zij zullen vervullen.

Kortom, is het essentieel probleem van de democratie geen probleem van plannen, wel een probleem van mensen; het probleem van de elites.

Maar hoe zullen zij aangeworven worden ? Wie zal ze uitkiezen ? Indien het volk zelf zijn leiders moet kiezen, staat het probleem der elites in een zekere mate in verband met dat van de opvoeding der massa's.

§ 4. VAN DE BURGERS VEREISTE EIGENSCHAPPEN IN EEN DEMOCRATISCH STELSEL.

Belang stellen in de Staatsproblemen.

Het minste dat men kan vragen van de burgers, opdat de democratie zin zou hebben, is dat zij zich interesseren voor de staatszaken. In de politiek heeft men professionelen nodig, maar dezen mogen geen monopolie hebben. De plicht van de kiezer bestaat niet in het gaan stemmen om de vier jaar na zich drie dagen voor de verkiezingen een opinie gevormd te hebben, in de ophitsing van de kiescampagne. Zijn opinie moet langzaam rijpen. Indien we de dictatuur willen vermijden, moet de massa der burgers zich interesseren voor de politiek. De dictators hebben het zeer goed begrepen en het hoeft niet eens te verwonderen dat alle fascistische partijen haar propaganda op dezelfde wijze beginnen. Terwijl zij handig enkele politieke schandalen uitbuiten, verspreiden zij de slagzin : « De politiek is rot, ik wil mij er niet meer mee ophouden ». Aldus trachten zij de massa der burgers te doen kapituleren en hun vertrouwen te doen verliezen in een stelsel waar het volk zijn woordje mee te spreken heeft, om een regime in te stellen waar het niet meer mogelijk zal zijn schandalen aan het licht te brengen.

Hoe meer de burgers zich interesseren voor de openbare zaken, hoe minder kans voor de « duistere machten », voor de verdachte financie of voor de geheime genootschappen om hun invloed te laten gelden.

De burgers moeten een zekere vorming hebben.

Een tweede eigenschap die vereist wordt van de burgers in een democratie, is een minimum van politieke vorming, onderricht en opvoeding. Bij voorbeeld zou het geen zin hebben het

algemeen stemrecht in te voeren voor de inboorlingen van Kongo. Maar dat zal niet meer waar zijn over twee of drie generaties.

Het past hier een tamelijk verspreide opwerping te beantwoorden, volgens dewelke de volksmassa bij ons de gewenste politieke rijpheid nog niet bereikt heeft om politieke rechten uit te oefenen. Het is natuurlijk een delicate zaak te bepalen wanneer een volk juist een minimum van rijpheid bereikt heeft om bekwaam te zijn door zijn stemrecht deel te nemen aan het bestuur van de Staat. Maar een zaak is zeker : het is niet onder de dictatuur dat men een volk democratisch kan opvoeden. Het is niet door het te onderwerpen aan een systematische propaganda dat men het kan leren door zichzelf te denken. Een gebrek aan politieke vorming zou natuurlijk kunnen meebrengen dat de volksmassa zich laat meeslepen en exploiteren door avonturiers die haar belooft wonderen te verrichten : dat de democratie ontaardt in demagogie; maar daar ligt eerder het probleem van de elites dan het probleem van de massa's.

De zin voor het algemeen welzijn.

Wat er ook van zij, de democratische vorming van de burgers is veeleer een kwestie van geweten dan van weten. Wat belang heeft is dat de massa der burgers, die geroepen werd om haar advies te geven op de grote lijnen van de politiek, begrijpt dat de rol van de Staat er niet in bestaat de persoonlijke belangen te dienen, maar wel het algemeen welzijn na te streven. De voornaamste inspanning van de staatsburgerlijke opvoeding moet er op gericht zijn allen de zin van het algemeen welzijn in te prenten.

In de democratie is het volk geroepen om zijn advies te geven op de verplichtingen en de opofferingen die het zal moeten dragen. Dat veronderstelt dat de burgers de noodzakelijkheid van die opofferingen verstaan. Men heeft de democratie bepaald als : « de regering van het volk door het volk », « de regering van zichzelf door zichzelf » « de regering door onderlinge toestemming ». Deze bepalingen moeten natuurlijk goed geïnterpreteerd worden, want de bestaansreden van de regering is dat zij de mensen verplicht tot wat zij niet zouden doen door eigen initiatief. Zeggen dat men zichzelf regeert, betekent evenveel als zeggen dat men niet geregeerd wordt. Iedereen zou verkiezen de offers voor de anderen te laten en de voordelen voor zichzelf te houden. Maar daar ligt het vraagstuk niet, daar de burgers niet zichzelf regeren, maar slechts hun bestuurders kiezen. De zin van het algemeen welzijn, de burgerzin bij de burger sluit in dat hij aanneemt belastingen te betalen en zijn bewegingsvrijheid beperkt te zien

door wetten, omdat hij er op vertrouwt dat die offers hem zijn opgelegd in het belang van de gemeenschap. Hij zal zijn vertrouwen schenken, niet aan degenen die hem minst offers zullen opleggen, maar aan degenen, die volgens zijn mening, het best het algemeen welzijn zullen verwezenlijken. Daar is de belangrijkste plicht van de kiezers.

Men zou dus kunnen zeggen dat een volk een voldoende politieke rijpheid bezit om een democratische regering te kennen, wanneer de massa der burgers bekwaam is de zin te begrijpen van de offers die zij moeten dragen om het gemeenschappelijk welzijn te verwezenlijken.

« Fair play. » Eerbied voor de mening van anderen.

Op gevaar af in een dictatoriaal stelsel te vallen, moet het meerderheidsprincipe noodzakelijk aangenomen worden. De kwestie bestaat er niet in te weten of de meerderheid de waarheid maakt; wel tot een beslissing te komen.

> De stemming is onmisbaar; zij is positief als een rekenkundige bewerking en haar materiële resultaten ontsnappen aan alle betwisting. Maar de stemming is slechts nuttig in de mate waarmee zij voorbereid werd door de openbare mening (1).

De strijd tussen de meningen is dus essentieel voor de democratie. Maar het is niet minder essentieel dat deze strijd geleverd wordt met fair-play, volgens de regels van het democratisch spel. Degenen waartegen men strijdt zijn geen vijanden, maar alleen tegenstrevers. Dit veronderstelt van de burgers een grote dosis verdraagzaamheid, men zou zelfs kunnen zeggen, een grote dosis « sportiviteit », zowel bij de meerderheid als bij de minderheid. De ware sportman moet een match kunnen verliezen, zonder daarom zijn tegenstrever een kwaad hart toe te dragen. De eerste democratische deugd is de broederlijkheid. Deze broederlijkheid ten opzichte van zijn politieke tegenstrevers wordt trouwens uitgedrukt door de eerbied voor de meningen.

De geest van verdraagzaamheid vereist niet dat iedereen zijn mening verzaakt, zelfs niet dat hij verzaakt ze te verspreiden, maar wel dat men zijn tegenstrever eerbiedige en dat men hem bestrijde met loyale middelen.

Degene die zo fanatiek is dat hij niet kan verdragen dat een andere zijn mening niet deelt, lijdt gebrek aan democratische geest.

(1) J. BRYCE, *Les Démocraties Modernes*, T. I., bladz. 188.

Hoe weinig talrijk zijn degenen die zich de moeite getroosten objectief en zonder vooroordelen de gedachten van hun tegenstrevers te onderzoeken en die de moed hebben de grondwaarheden te erkennen die ze erin vinden — zelfs als ze de mening in haar geheel niet kunnen aannemen.

De geest van verdraagzaamheid moet noodzakelijk gepaard gaan met het aannemen van het meerderheidsstelsel. Dat is de « fair-play » in een democratische gemeenschap. En dit is waar niet alleen voor de politieke betrekkingen, maar zou ook moeten werkelijkheid worden voor het dagelijks leven. Men kan de mening van een mens afkeuren zonder hem daarom te haten of te misprijzen. En meer dan eens zou het mogelijk zijn een terrein van overeenkomst te vinden om samen te werken, zonder dat iemand zijn mening zou moeten opgeven. Het volstaat wederkerig loyaal en oprecht te zijn.

* * *

De gehechtheid aan onze vrijheden

De Belgen hebben doorheen gans hun geschiedenis bewezen dat ze in staat zijn te strijden tot het uiterste om hun vrijheden te verdedigen of te heroveren. Hitler heeft het kunnen ondervinden.

> Door zijn misprijzende, onhandige en koppige politiek heeft hij de overtuigingen gegriefd en de belangen van alle klassen, van alle partijen, van de ganse Belgische bevolking gekrenkt. Aldus bevorderde hij de nauwe samenwerking der burgerij, der arbeiders en der landbouwers, der katholieken en der liberalen, der Vlamingen en der Walen, verenigd in de ontevredenheid, daarna verenigd in de passieve oppositie, nog verenigd in de actieve weerstand, tenslotte verenigd in de gewapende strijd voor de verdediging van hun rechten en van hun wil.

Deze tekst — men zou het veronderstellen — is toepasselijk op Hitler en de Duitse invasie. Welnu, neen, hij werd uitgesproken in 1905 in een redevoering over de Grondwet (1). En ziehier wat voorafgaat :

> Onder de oorzaken, of beter de naaste gelegenheden die ons het meest liberale regime van Europa geschonken hebben, schijnt het dat we eerst en vooral, in chronologische volgorde, de actie van koning Willem I van Holland moeten vernoemen. O ! Ik maak er geen verdienste van; het is een gevolg dat hij zeker noch gewenst noch gezocht heeft.

(1) L. DUPRIEZ, « Les libertés constitutionnelles en Belgique », in de *Nation Belge*, bladz. 61. — L. DUPRIEZ, *Les Libertés Constitutionnelles en Belgique,* bladz. 62-63.

Veronderstellen we even dat het Nationaal Congres niet in 1830 vergaderd had, maar in 1944 met de herinnering aan Hitler, de Gestapo, de « Propaganda-Abteilung » en de geleide pers, de willekeurige aanhoudingen en het favoritisme voor de leden van de nieuwe orde. — Zou de Grondwet veel verschild hebben van de huidige ?

De helden uit onze twee oorlogen stierven voor de verdediging van onze onafhankelijkheid, onze vrijheden. Door een gebaar dat getuigt van een subliem symbolisme, heeft België de Onbekende Soldaat laten rusten aan de voet van de Congreskolom, het monument van onze vrijheden, waarvan de gegraveerde wanden de tekst van de Grondwet dragen.

Wat onze helden met de prijs van hun bloed betaald hebben moeten wij elke dag blijven verdienen en verdedigen.

Waarlijk, de volkeren kennen de regeringen die ze verdienen. Wij moeten onze vrijheden verdienen. Wij moeten de democratie verdienen. Wat betekent dat ? In België hebben we geen andere waarborg voor de eerbiediging van de Grondwet dan de loyauteit van de politiekers en de openbare mening. Geen enkel tribunaal is immers bevoegd om te onderzoeken of een wet die gestemd werd door het Parlement, grondwettelijk is of niet.

Het volk moet zijn vrijheden benutten en verdedigen.

De Grondwet, schrijft L. Dupriez (1), geeft het volk niets dan beloften; het volk zelf moet er de uitvoering van opeisen, de eerbied ervoor verzekeren. Wat zou er van al die pompeus afgekondigde vrijheden overblijven, indien een parlementaire meerderheid door arglistige of zelfs gewaagde middelen, ze straffeloos kan ontzenuwen, hun uitvoering beletten, er rechtstreeks of onrechtstreeks de voordelen van zou voorbehouden voor één klas, voor één politieke groep ? Indien de meerderheid voor de aanvallen die onze Vrijheden vanwege de gezagvoerders ondergaan, kan aanmoedigen of ongestraft laten zonder te moeten vrezen door het volk verlaten te worden en afgekeurd. En zelfs nog indien het volk, alhoewel het in de wetten en de reglementen geen enkele hindernis vindt, zich onthoudt deze vrijheden te beoefenen of te gebruiken uit onbezorgdheid of uit vrees, uit angst niet te bevallen aan een overheid die gunsten kan uitdelen, — zoudt ge dan beweren dat dit volk vrij is ? [......] Neen, dergelijk volk zou alleen schijnbare vrijheid bezitten, alleen uiterlijke vorm [......]. En ik vroeg daaraan toe dat het zelfs niet lang dat bedrieglijk uiterlijk zou behouden : dergelijk volk zou rijp zijn voor de willekeur van alle tyrannie, van elke machtsverdrukking. De macht die het haar wetten opdringt,ze zij vorst of vergadering, zou niet

(1) L. DUPRIEZ. *Les libertés constitutionnelles en Belgique,* bladz. 62-63.

lang wachten om misbruik te maken van deze onverschilligheid, van deze onbeduidendheid, om de broze en slecht bewaakte hinderpalen, bedrieglijke schutsmiddelen van de rechten van de Natie, om te werpen.

Gelukkig voor de parlementaire meerderheid, is de vrees voor het kiezerskorps het begin en het einde van de wijsheid en de gematigdheid.

De sportman, de ware, die de sportieve geest bezit, duldt niet dat zijn ploeg vals speelt; hij maakt er een punt van eer van; hij verkiest zijn ploeg de partij te zien verliezen. Een goed burger, met eveneens een democratische geest, om 't even van welke partij hij afhangt, plaatst boven alles de eerbied voor de Grondwet; hij laat niet toe dat zijn partij ze overtreedt om een sukses te behalen of om zich een willekeurig voordeel toe te eigenen.

Voor hem, heeft de Grondwet werkelijk een heilig karakter. Zij is het plechtig document dat onze vrijheden beschermt. Elke aanval op de Grondwet is een min of meer rechtstreekse bedreiging tegen die vrijheid; het is een machtsmisbruik, de open deur op de dictatuur. Het miskennen van de grondwettelijke regels noemt men « Staatsgreep » of « omwenteling ». Indien op een zekere ogenblik de Grondwet werkelijk hinderend lijkt voor een machthebber, is dit niet een teken dat ze op dat ogenblik werkelijk haar doel bereikt ?

Op de critische ogenblikken heeft men de Grondwet werkelijk nodig, wanneer misbruiken te vrezen zijn. Maar het is nodig dat de politiekers weten dat, indien ze de Grondwet overtreden, ze door het feit zelve het vertrouwen verliezen dat de kiezers hun geschonken hadden.

Daarom is het nodig dat alle Belgen hun vrijheden kennen en naar waarde schatten.

Een recent onderzoek in de Verenigde-Staten bracht aan het licht dat de tekst van de Grondwet de « best-seller » is, 't is te zeggen het boek dat in Amerika het meest verkocht wordt. Zou men hetzelfde kunnen beweren in België ?

§ 5. DEMOCRATIE EN OPVOEDING.

Er waren eeuwen nodig om tot de opvatting van de democratie te komen, die de onze is. Te Athene was de democratie gebaseerd op de slavernij. Onze eeuw wil, eindelijk, logische gevolgtrekkingen maken uit een waarheid van eerste belang, die voor tweeduizend jaar afgekondigd werd : de broederlijkheid van ALLE mensen. De democratie steunt op zekere

deugden die men hoopt te ontdekken bij het volk. Geen enkel regime vergt evenveel van de burgers, geen enkel regime schenkt evenveel terug.

De beroemde filosoof Bergson (1) deed opmerken dat men in de democratie moet zien « een geweldige inspanning in tegengestelde zin van de natuur », wat niet wil zeggen tegenstrijdig met de natuur. Werkelijk, men moet een constante inspanning leveren om zijn egoïsme te overwinnen, om de mening van de anderen te eerbiedigen, om geen misbruik te maken van de macht die men bekleedt.

Uit vele oogpunten is het vaak gemakkelijker de slavernij te ondergaan dan zijn vrijheid uit te oefenen. Maar de slavernij is onterend.

De kwestie van de opvoeding tot de democratie is dus gelijklopend met die van de staatsburgerlijke opvoeding. Hoe kan deze opvoeding gegeven worden ?

De verspreiding van het *onderwijs* heeft, zeker, deel gehad in de vorming van betere burgers. Kunnen lezen is evenwel slechts een middel om iets te leren. Het is een open venster op de buitenwereld.

Hoe meer een mens onderlegd is, hoe beter hij zich een mening kan vormen. Dat is onweerlegbaar. Nochtans, uit het oogpunt waarmee we ons bezighouden, heeft de opleiding veel minder belang dan het gezond verstand. Heraclites, filosoof uit de Griekse oudheid beweerde :« veel wetenschap geeft nog de wijsheid niet. »

De school moet ook beter de werking van onze nationale instellingen laten kennen en waardering opwekken voor de waarde van onze grondwettelijke vrijheden.

Het weten is slechts een der elementen die samenwerken om een goed burger te vormen. Zin voor het gemeenschappelijk welzijn en eerlijkheid zijn meer nodig. Het is veeleer een probleem van opvoeding dan van onderwijs.

Onnodig nog te steunen op de rol die gespeeld wordt door de *pers* in de vorming van de openbare mening en de opvoeding van de burger.

Maar de school en de pers geven slechts een verwijderde voorbereiding. Het werkelijk democratisch leven speelt zich af in de *vrije verenigingen en groeperingen* met politiek, sociaal of zuiver opvoedend karakter. Daar leert de burger zich een mening vormen in de gebieden die hem persoonlijk aanbe-

(1) *Les Deux Sources de la Morale et de la Religion,* bladz. 306.

langen. Iedereen werkt er aan de verwezenlijking van een gemeenschappelijk ideaal. Daar ontwikkelt zich de verantwoordelijkheidszin. Daar ook vormen zich de leiders, in onmiddellijke aanraking met de mensen in hun dagelijks leven.

De rol der beroepsverenigingen, der jeugdbewegingen, der syndicaten mag niet onderschat worden. Daar leert men geven alvorens te krijgen. Zelfs de sportieve clubs werken mee aan de opvoeding van de « fair-play », zo nodig in een democratisch levensklimaat.

De autonomie van de provinciën en de gemeenten geeft eveneens aanleiding tot een politiek leven dat, al is het beperkt, daarom niet minder intens is. De gemeentelijke autonomie, wordt wel eens beweerd, is de school van de democratie. Dit is de waarheid voor de burgers die natuurlijk vurig belang stellen in de locale problemen, die ze beter kennen en die hun nader aanbelangen. Het is ook de waarheid voor de politiekers, waarvan een groot aantal « te leer gaan » in de gemeenteraden of provinciale raden, alvorens zich kandidaat te stellen voor de wetgevende verkiezingen.

* * *

Voor degenen die de zwakheden van de democratie verwijten, heeft men het recht deze vraag te stellen; kunt gij ons iets beters aanbieden ? Indien men soms streng moet zijn wanneer men de gebreken van ons stelsel beschouwt, wordt men zeer toegeeflijk wanneer men het vergelijkt met de andere systemen.

* * *

Mocht de gehechtheid aan onze Grondwet meer dan ooit de Nationale eenheid verstevigen in België, onder alle burgers die te goeder trouw arbeiden — langs verschillende wegen, wellicht — aan het vestigen van een betere orde, de ware democratie !

26151. — 3,500 ex.

INRICHTING EN WERKING

DER BELGISCHE POLITIEKE INSTELLINGEN.

ONZE INSTELLINGEN.

Inrichting en Werking der Belgische Politieke Instellingen

door

Drs. ROGER DE KINDER,
Kamerlid.

Dienst voor Opvoeding bij het Leger.
MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

VOORWOORD
VOOR DE OPVOEDINGSOFFICIEREN.

In het kader van een brochure als deze kunnen slechts de grote principes worden vermeld. Er is geen plaats, en het is ook niet nodig ieder aspect van de instellingen die onze Grondwet geschapen heeft, uit te diepen. Trouwens, veel meer dan de instellingen zelf, is de geest die onze grondwetgevers bezielde van belang. Als men de jonge soldaten wil leren hoe het Parlement is samengesteld en welke zijn bevoegdheid is zou men ongetwijfeld tot het resultaat komen dat diegenen, voor wie deze vulgarisatie-brochure bestemd is zich ervan zouden afkeren. Wanneer men integendeel wijst op de vernieuwingsgeest van onze constituante, op het vertrouwen dat zij stelt in het Belgische volk, op de enthousiaste toepassing van het vrijheidsbeginsel, op de waarde die zij hecht aan de verklaring van de rechten van de mens en van de staatsburger, kan men ervan overtuigd zijn de interesse van onze jongelieden op te wekken. Democratie, volkssouvereiniteit vereisen een steeds dieper beleven van het politiek gebeuren. Een goed inzicht is echter slechts mogelijk indien men de hulpmiddelen kent waarmede het beheer van de moderne staat wordt waargenomen. Indien deze enkele bladzijden hiertoe enigzins mochten bijdragen zouden we ons in ons opzet geslaagd beschouwen.

Veel meer echter dan de tekst is het de manier van uiteenzetten die de kennis en de liefde tot onze politieke instellingen moet aankweken. En deze taak rust op Uw schouders. Het is een grote taak, want naast het aanleren der krijgskunst is het vormen van een goed staatsburger de beste manier om het Vaderland te dienen. En het is niet omdat — laat het ons hopen, in een nabije toekomst — de grenzen van dat Vaderland zullen uitgebreid worden tot deze van Europa, en misschien in een volgende phase de gemeenschap van de gehele wereld zich één zal voelen, dat men de liefde en de gehechtheid aan zijn land niet moet aankweken. Die

gehechtheid is trouwens het beste offensief en defensief wapen om een eventuele invaller te verslaan. We zijn ervan overtuigd dat het door de oorlogsomstandigheden verjongd officierenkorps de nodige geestdrift bezit om de jongens die hen werden toevertrouwd tot flinke mensen te vormen en dat ze hen zullen weten voordeel te doen trekken uit volgende regels. Bij voorbaat bedanken wij hen er van harte om.

Wij zijn er ook van overtuigd dat ze de enkele technische termen die in dergelijke tekst niet te vermijden zijn bij hun toehoorders zullen willen verduidelijken.

R. D. K.

I N H O U D.

Bladz.

Hoofdstuk I. — De politieke structuur van België . 9

Kenmerken :

A. — Algemeenheden : 9
I. — België is een Koninkrijk . . . 10
II. — Het is een parlementaire monarchie 10
III. — België is een eenheidsstaat . . 10
IV. — De verschillende machten . . . 11
V. — Het publiek recht en de Grondwet 11

B. — Hoofdprincipes onzer politieke instellingen : 11
I. — De bescherming der persoonlijke vrijheid 11
II. — De scheiding der machten . . 12

Hoofdstuk II. — De Machten in de Staat 15

§ 1. — De Wetgevende Macht :

A. — Het Parlement : 15
1. Algemeen 15
2. Samenstelling 16
3. Het stemrecht 18
4. Kamers van Volksvertegenwoordigers en Senaat 19
5. De politieke partijen 20
6. Waarborgen voor de onpartijdige werking van het Parlement . 21

B. — De Koning 24

§ 2. — De Uitvoerende Macht : 24

A. — Algemeen 24

B. — De Koning 25
Bevoegdheden van de Koning . . 27

C. — De Ministers 32
1. De ministeriële verantwoordelijkheid. 34
2. Het belang van de ministerfuncties . 34

Bladz.

§ 3. — De Rechterlijke Macht : 35
1. Algemeen 35
2. Bevoegdheden van de rechterlijke Macht 35
3. Oprichting van rechtbanken . . . 36
4. Werking van de rechtbanken . . . 38
5. De Magistraten 39

Hoofdstuk III :
I. — De ondergeschikte machten 42
II. — Tot Conclusie 43

Lijst der Illustraties 44

Inrichting en Werking der Belgische Politieke Instellingen

HOOFDSTUK EEN.

DE POLITIEKE STRUCTUUR VAN BELGIE.

KENMERKEN.

A. — ALGEMEENHEDEN.

De politieke structuur van ons land wordt geregeld door de bepalingen van de grondwet. Onze grondwet dagtekent van 7 Februari 1831. Zij ontstond uit de revolutie van 1830 welke er toe leidde, onze gewesten van Nederland onafhankelijk te maken en in een nieuwe onafhankelijke Staat samen te brengen.

Een Grondwet is het geheel der regels die de inrichting en de werking van de openbare machten bepalen en te gelijker tijd de wederzijdse rechten van Staat en van individu afbakenen. Meestal is zij geschreven, alhoewel dit niet absoluut noodzakelijk is. In tegenstelling met wat voor de gewone wetten het geval is, is het zeer moeilijk grondwettelijke bepalingen te wijzigen omdat een speciale herzieningsprocedure hiervoor nodig is.

I. — *België is een koninkrijk.*

Zo besliste, na het slagen van de revolutie van 1830 het Congres, belast met het opmaken van een grondwet, 't is te zeggen belast met de taak de door de omwenteling in het leven geroepen nieuwe Staat een juridische armatuur te geven welke hem in de mogelijkheid moest stellen als zodanig zijn plaats in te nemen tussen de andere Europese mogendheden. België werd een monarchie, niet alleen omdat dit strookte met onze traditie maar ook om de buurstaten niet af te schrikken en te bewijzen dat ons land niet zinnens was de agitatorische elementen welke op dat ogenblik West-Europa beroerden, te helpen.

II. — *Het is een parlementaire monarchie.*

Het Parlement, als emanatie van het souvereine volk, speelt een overwegende rol. Vroeger was de Koning een absoluut souverein die eigenmachtige beslissingen trof. In het regime ingesteld door onze grondwet is de uitvoerende macht verantwoordelijk voor haar daden tegenover de volksvertegenwoordiging.

III. — *België is een eenheidsstaat.*

Dit betekent dat alleen het geheel van ons land over de nodige machten en over de nodige organen beschikt om te kunnen beheren. Traditioneel kent men drie machten om de beheersfunctie uit te oefenen. Het zijn de wetgevende, de uitvoerende en de rechterlijke macht. Die drie machten samen zijn drager van de hoogste bevoegdheid, namelijk het land te beheren. Er zijn ondergeschikte besturen welke over een gedeeltelijke souvereiniteit beschikken : de provincies en de gemeenten bijvoorbeeld. Het zijn echter slechts de organen van een administratieve decentralisatie; ze beschikken over geen absolute autonomie, alleen over een gedeeltelijke en namelijk deze in betrekking met de zaken van provinciaal of gemeentelijk belang.

IV. — *De verschillende machten.*

Wetgevende, uitvoerende en rechterlijke macht worden uitgeoefend ten voordele van het volk en op de wijze door de grondwet bepaald; zij gaan uit van het volk.

V. — *Het publiek recht in het algemeen en de Grondwet in het bijzonder codificeren de bepalingen* welke de hoger opgesomde principes moeten doen naleven. Deze bepalingen behelzen voornamelijk de bescherming der persoonlijke vrijheid, de verantwoordelijkheid van de Staat voor zijn onwettelijke daden en de toepassing van het principe van de scheiding der machten.

B. — HOOFDPRINCIPES ONZER POLITIEKE INSTELLINGEN.

I. — *De bescherming der persoonlijke vrijheid.*

In brede zin is de persoonlijke vrijheid het recht, dat elkeen behoort, te leven en te handelen zoals het hem belieft, mits inachtneming van de vrijheid van anderen om hetzelfde te doen, en mits de sociale orde te eerbiedigen. Een aantal artikelen van onze grondwet verzekeren de Belgen deze vrijheid.

De persoonlijke vrijheid is een natuurwet, 't is té zeggen een recht dat ingeboren is bij ieder mens; formeel gezien moet het hem dus niet speciaal toegekend worden. En nochtans is de geschiedenis een opeenvolging van miskenningen van dit recht. Van de slavernij der oudheid over de lijfeigenschap der middeleeuwen, de « lettres de cachet » tot de internationale conferentie van Brussel in 1890 welke de slavenhandel als een strafbaar feit bestempelde. De Duitse bezetting van ons land gaf een nieuw bewijs van de pogingen om de persoonlijke vrijheid aan banden te leggen. In een dictatoriaal regime is de persoonlijke vrijheid uit den boze. Duizenden van onze landgenoten brachten het offer van hun leven in de concentratiekampen en voor de executiepelotons om hun gehechtheid aan deze vrijheid te bewijzen. De persoonlijke

vrijheid is voor ons, Belgen, een oude traditie; in de keuren die onze voorvaderen van hun prinsen afdwongen stond zij altijd op de eerste plaats vermeld.

In tegenstelling met wat het geval is bij de «Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen », waarin onze grondwetgevers zich nochtans inspireerden, en waar deze rechten onder vorm van princiepsbepalingen worden vermeld, zijn zij in onze grondwet opgenomen onder vorm van formele, positieve rechten, wetten waarvan de wetgever niet mag afwijken gezien de bepalingen van de Grondwet van een hogere essentie zijn dan deze van een gewone wet.

In titel II, artikels 6 tot en met 24 worden deze persoonlijke vrijheden opgesomd. In feite zijn al deze artikelen de toepassing van het artikel 7 dat in zijn eerste paragraaf letterlijk zegt : « de vrijheid van de persoon is gewaarborgd. De grondwetgever heeft impliciet erkend dat hij het niet is die deze rechten schept, maar dat hij ze wel degelijk beschouwd als vóór en buiten hem bestaande. Algemeen wordt aangenomen dat geheel titel II niet aan herziening onderworpen is en een sfeer aflijnt waar de Staat niet aan mag raken en die bestaat ten voordele van ieder die de Belgische nationaliteit kan opeisen. In tegenstelling met wat voor de andere bepalingen van de grondwet het geval is bestaan sancties om de inbreuken te straffen; strafwetboek en burgerlijk wetboek voorzien hierin.

II. — *De scheiding der machten.*

Dit principe komt van Montesquieu, de grote Franse wijsgeer der XVIIIe eeuw. Alle grondwetten welke in de loop der XVIIIe en XIXe eeuw werden opgemaakt hebben zich op dit principe geïnspireerd. Montesquieu motiveert de scheiding der machten als volgt : « Het werd immer vastgesteld dat ieder die over de macht beschikt er misbruik van maakt : hij gaat immer tot de uiterste grens van zijn macht. Om geen machtsmisbruik te kunnen plegen moet een stelsel ingericht waarbij de ene macht de andere stuit ».

Hij zegt eveneens : « Een land waarin de verschillende machten in één hand berusten is rijp voor de dwingelandij ».

Het principe wordt toegepast door de twee volgende grote regels :

1° Verschillende instellingen oprichten, elk met een bepaalde taak belast; hetzij de wetten maken, de wetten uitvoeren, of de wetten toepassen op de verschillende gevallen. Dat is precies de verdeling zoals de Belgische Grondwet ze voorziet. De drie grote machten van de Staat : de wetgevende, de uitvoerende en de rechterlijke macht werken elk in hun eigen sfeer;

2° Verbod van functies in meer dan één van de drie machten te gelijker tijd uit te oefenen. Het is duidelijk dat indien één en dezelfde persoon te gelijker tijd de wetten zou maken en uitvoeren en over hun uitvoeren oordelen, men zou dreigen te vervallen in willekeur.

Montesquieu heeft zijn theorie geput uit de Engelse politieke instellingen; zij berust dus op een experimenteel gegeven. De grondwetgevers die zijn theorie hebben toegepast zijn in sommige gevallen echter te ver gegaan, ze hebben er een dogma van gemaakt. Onze constituante heeft echter blijk gegeven van veel gezond verstand : bij ons betekent de scheiding der machten alleen dat de ene macht geen daden mag stellen welke in de uitsluitende bevoegdheid vallen van een andere macht. Zij heeft de onderlinge afhankelijkheid der machten verwezenlijkt : er is een noodzakelijke samenwerking want zonder deze samenwerking zou niets kunnen verwezenlijkt worden. De samenwerking heeft echter plaats op een hoger plan waar geen sprake meer is van wetten te maken of ze toe te passen, maar waar het gaat om de hoogste macht — het voortbestaan en de continuïteit van het land — uit te oefenen. De samenwerking bestaat er dus véeleer in alle machten in een zo gunstig mogelijke positie te plaatsen om zich van hun respectievelijke taken te kwijten.

Onze grondwet maakt zelf geen melding van de scheiding. Het principe wordt er echter practisch toegepast. De grondwet is ingedeeld naar de machten en het is deze natuurlijke volgorde die we zullen volgen. Scheiding der machten stelt voorop dat er geen hiërarchie bestaat; wanneer de ene macht vóór de andere zou komen te staan zou er geen sprake meer zijn van scheiding. De drie machten staan naast elkaar en hebben elk het deel souvereiniteit, nodig voor de volbrenging van hun opdracht.

HOOFDSTUK II.

DE MACHTEN IN DE STAAT.

§ 1. — DE WETGEVENDE MACHT.

A. — HET PARLEMENT.

1. Algemeen.

Het Parlement is het orgaan dat de bevolking vertegenwoordigt in het opmaken der wetten. Het is uiteraard een verkozen vergadering. Het is mogelijk door de verkiezingsmodaliteiten en door beperking van het kiesrecht het representatief karakter te beïnvloeden. Er moet ook uitgemaakt worden of dit Parlement uit één of uit meerdere Kamers zal bestaan. Onze grondwetgevers hebben geoordeeld dat het beter was het tweekamerstelsel in te voeren. Deze beslissing werd ongetwijfeld niet alleen ingegeven door het feit dat dit systeem in voege was in Engeland, land waar het langst een representatief regime bestaat, en dat ook de Verenigde Staten twee Kamers hadden opgericht, maar ongetwijfeld vooral omdat men op dat ogenblik nog sceptisch stond tegenover het parlementarisme. Men wist niet zeer goed waar men naartoe ging met de volksvertegenwoordiging en om een dam tegen te veel vooruitstrevendheid op te slaan richtte men een tweede Kamer op — de Senaat — om als moderator te dienen. Om aan de Senaat toe te laten als rem te dienen werd bepaald dat én om kiezer ervan te zijn én om verkozen te worden men meer cijns (belasting) moest betalen dan om kiezer of kandidaat voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers te zijn.

In België berust onze volksvertegenwoordiging dus op het bi-kameraal stelsel.

2. **Samenstelling.**

De democratie veronderstelt dat het volk zelf de wetten maakt. In een moderne Staat is het echter praktisch onmogelijk dat iedereen aan het opmaken der wetten medewerkt; alleen enkele Griekse steden van vóór onze jaartelling hebben dit systeem gekend. Onze huidige democratieën zijn representatief; het volk kiest een aantal vertegenwoordigers die zij met die taak belast. Het is die verkiezing welke de uiting is van de souvereiniteit van de Natie. Het kiesstelsel — het systeem welke de verkiezing regelt — is dan ook van het grootste belang omdat het in feite van dat kiesstelsel afhangt in hoever de democratie representatief is.

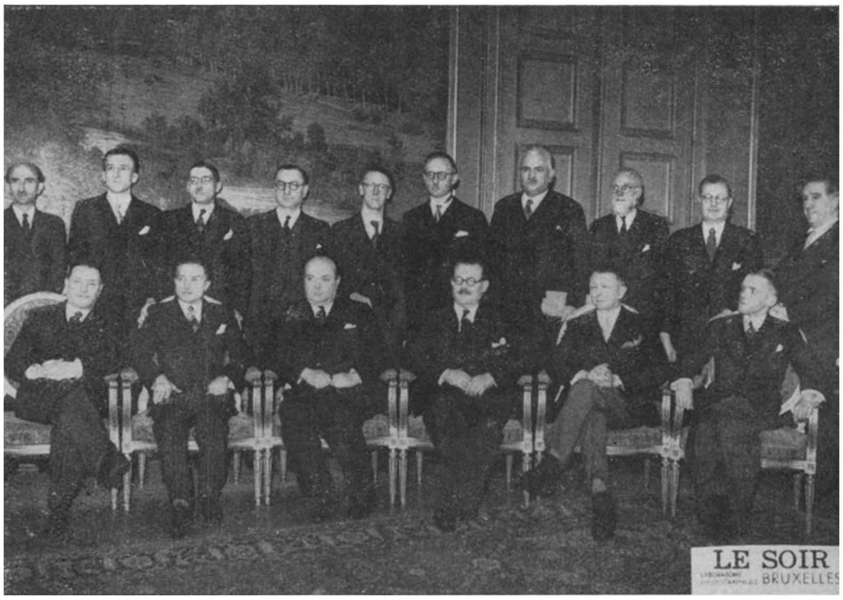
Sedert 1830 zijn drie kiesstelsels in voege geweest. Aanvankelijk was het het cijnsstelsel. Met deze methode werd een bedrag der belasting bepaald welke jaarlijks moest betaald worden om kiesgerechtigd te zijn. Waren dus alleen kiezer zij die over een bepaald inkomen beschikten. Aangezien het bedrag tamelijk hoog was waren het slechts enkele tienduizenden inwoners welke de wetgevers verkozen. Om kiezer te zijn voor de Senaat was het bedrag der te betalen belastingen nog merkelijk hoger en waren het slechts enkele duizenden die de Senators verkozen.

Op het einde der voorgaande eeuw werd het algemeen stemrecht ingevoerd; het effect van dat algemeen stemrecht werd echter getemperd door het feit dat het meervoudig was, 't is te zeggen dat een verschillend aantal stemmen — van één tot vier — werd toegekend aan de kiezers naargelang hun toestand van fortuin — nogmaals gemeten volgens de door hen betaalde belasting — en subsidiair volgens het genoten onderwijs of de beklede functie.

Het zuiver algemeen stemrecht dat aan iedere Belg, zonder dat hij aan een andere voorwaarde moet voldoen, één stem geeft en niet meer dan één, kwam slechts in voege na het beëindigen van de vorige oorlog en werd maar aanvaard door de klaarziende tussenkomst van Koning Albert. Het mag gezegd dat alleen het zuiver algemeen stemrecht werkelijk democratisch is.

(Foto « Kennis van het Parlement ».)

Eedaflegging van Koning Leopold II voor de verenigde Kamers.



(Foto « Le Soir ».)

Laatste Belgische Regering van Nationale Eenheid.
Ministerie VAN ACKER, gevormd op 12 Februari 1945.

Zittende : Leon MUNDELEER (lib.); Gaston EYSKENS (kath.); P.-H. SPAAK (soc.); A. VAN ACKER (soc.); Charles DU BUS DE WARNAFFE (kath.); Adolphe VAN GLABBEKE (lib.).

Staande : Edgar LALEMAND (com.); Albert DE SMAELE (techn.); Louis DELVAUX (kath.); Auguste BUISSERET (lib.); RONSE (kath.); DE BRUYNE (kath.); RONGVAUX (soc.); Herman VOS (soc.); Elie TROCLET (soc.); Dokter MARTEAUX (com.).

(Foto « Kennis van het Parlement ».)

De Vergaderzaal van de Senaat.

(Foto Deflandre)

De Kamer van Volksvertegenwoordigers in de loop van een zitting.

De verkiezing geschiedt rechtstreeks 't is te zeggen zonder enige bemiddeling tussen kiezer en verkozene. Dit in tegenstelling met wat in sommige andere landen gebeurt, namelijk de verkiezing in tweede graad. De verkiezing in tweede graad bestaat bij ons alleen voor de provinciale senatoren welke door de provincieraad worden verkozen.

De verkiezing geschiedt bovendien op grond van de evenredige vertegenwoordiging. Vroeger bestond ook bij ons het meerderheidsstelsel waarbij het in een bepaalde kiesomschrijving alleen diegene is, welke het hoogst aantal stemmen heeft bekomen, die verkozen is. De evenredige vertegenwoordiging is onder andere democratischer omdat het de vertegenwoordiging der minderheden niet aan toevallige omstandigheden overlaat en een juistere weerspiegeling geeft van alle schakeringen van het politieke bewustzijn van het volk.

De evenredige vertegenwoordiging geschiedt op grond van twee stelsels : het personenstelsel en het lijstenstelsel. Het personenstelsel laat aan het kiezerskorps zelf over de volgorde van de kandidaten te bepalen; het lijstenstelsel daarentegen veronderstelt dat de georganiseerde partijen een lijst van kandidaten voordragen. Dit laatste stelsel heeft het voordeel dat de verkiezing op een hoger plan wordt geplaatst namelijk van het plan van personen naar dat der belangen. Meer dan over personenkwesties te oordelen is het een belangenwaardering waartoe men de kiezer verplicht en door die maatregel werkt men de politieke vorming van het kiezerskorps in de hand. Om te verhelpen aan de schijnbare beperking van de vrijheid van keuze van de kiezer wordt in het lijstenstelsel ook toegelaten dat voorkeurstemmen worden uitgebracht, voorkeurstemmen die de volgorde der kandidaten kunnen wijzigen.

De achtereenvolgende wijzigingen in het kiesstelsel hebben voor gevolg gehad dat het verschil tussen Kamer van Volksvertegenwoordigers en Senaat stilaan is verdwenen. Inderdaad is door de uitbreiding van het kiesrecht het kiezerskorps hetzelfde geworden voor de twee lichamen; verder zullen we zien dat paralleel ook de voor-

waarden om verkozen te worden bijna dezelfde zijn geworden. Gezien deze evolutie is men zich in bepaalde middens gaan afvragen of het tweekamerstelsel nog aan een behoefte beantwoordt en of de voordelen ervan nog opwegen tegen de vertraging van de parlementaire arbeid die er het gevolg van is. In de komende periode zal de hervorming zeker worden besproken; gezien echter een grondwetwijziging nodig is zal er ongetwijfeld nog heel wat tijd verlopen vóór de wijziging er komt.

Vooral op te merken is de evolutie die zich sedert 1830 heeft voltrokken in de zin van een uitbreiding van het volkskarakter. Deze uitbreiding is het bewijs van het uitstekend karakter onzer instellingen en van de politieke vitaliteit van ons land.

3. **Het stemrecht.**

Het stemrecht is een der grote politieke rechten welke aan alle Belgen worden toegekend. Grondwettelijk een recht, heeft de wetgever er zelf een plicht van gemaakt, en terecht. Inderdaad, eens dat men de democratie als politiek regime aanvaard heeft, is het stemrecht een functie van ieder staatsburger; de functie namelijk waarbij hij zijn plicht tegenover de gemeenschap vervult door een deel in de verantwoordelijkheid van 's lands beheer op te nemen. Bovendien komt de souvereiniteit van het volk, die in ons fundamenteel pact vermeld staat, vooral door deze plicht tot uiting.

Het stemrecht behoort iedere Belg, door geboorte of grote naturalisatie, van het mannelijk geslacht, die over zijn burgerlijke en politieke rechten beschikt, 21 jaar oud is en sedert zes maanden in dezelfde gemeente woont. De hoedanigheid van kiezer blijkt uit de inschrijving op de kiezerslijsten. Bij de eerstvolgende verkiezing zullen waarschijnlijk ook de vrouwen, die in dezelfde voorwaarden verkeren, stemgerechtigd zijn (een wetsvoorstel in die zin is neergelegd). Door een wet van 1919 werd het kiesrecht eveneens verleend aan de niet hertrouwde weduwen of bij ontstentenis aan de moeders der op het veld van eer gesneuvelde soldaten.

De verkiezing geschiedt per omschrijving; echter bepaalt de grondwet dat de leden van beide Kamers niet hun kiesomschrijving vertegenwoordigen, maar de gehele Natie. Deze bepaling werd in de grondwet vermeld om te voorkomen dat in de hoogste instantie van het land het regionalisme het zou halen op de grote nationale belangen.

4. **Kamer van Volksvertegenwoordigers en Senaat.**

De Kamer bestaat uit afgevaardigden waarvan het aantal door de kieswet bepaald wordt, zonder dat dit aantal nochtans de verhouding van één afgevaardigde voor elke 40.000 inwoners mag overschrijden. Om verkiesbaar te zijn volstaat het Belg te zijn, over zijn burgerlijke en politieke rechten te beschikken, 25 jaar oud te zijn en in België te wonen. De grondwet voegt hieraan toe dat geen andere vereiste tot verkiesbaarheid mag gesteld worden. De leden van de Kamer worden verkozen voor een termijn van vier jaar. Het aantal Volksvertegenwoordigers bedraagt op het ogenblik 202.

De Senaat bestaat uit drie soorten leden. De eerste categorie wordt rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen gelijk het het geval is voor de Volksvertegenwoordigers; hun aantal is echter slechts de helft van het aantal verkozen kamerleden. De tweede categorie Senatoren wordt verkozen door de provincieraden — dit is wat men noemt de verkiezing in tweede graad — naar verhouding van één Senator voor elke 200.000 inwoners. De derde categorie eindelijk bestaat uit leden door de Senaat zelf verkozen ten bedrage van de helft van het aantal provinciale Senatoren. Bovendien zijn van ambtswege lid van de Senaat de zonen van de Koning vanaf het ogenblik dat zij hun meerderjarigheid bereiken.

De leden van de Senaat worden eveneens voor een periode van vier jaar verkozen. De voorwaarden tot verkiesbaarheid zijn dezelfde als voor de Kamer met die verstande dat de ouderdom op 40 jaar werd bepaald en dat bovendien om rechtstreeks verkozen te kunnen worden de kandidaten noodzakelijk moeten behoren tot een der

één en twintig categorieën welke in de grondwet staan vermeld en een garantie betekenen dat de kandidaat reeds in het openbaar leven functies heeft vervuld welke hem in staat stellen degelijk zijn mandaat te vervullen.

Uit het voorgaande blijkt dat de voorwaarden tot verkiesbaarheid voor Kamer en Senaat bijna identiek geworden zijn. Gezien ook het kiezerskorps hetzelfde is beantwoordt het tweekamerstelsel niet meer aan de doelstelling waarvoor het in het leven werd geroepen. Als rem tegen een te vooruitstrevende Kamer is de betekenis van de Senaat voorbijgestreefd. Dit is de reden waarom op het ogenblik over het bestaan zelf van het bi-kameraal stelsel wordt gediscussieerd. Zoals uit het voorgaande blijkt zijn meerdere oplossingen mogelijk. Ofwel de Senaat eenvoudigweg afschaffen, ofwel de voorwaarden tot verkiesbaarheid wijzigen, ofwel de bevoegdheid veranderen gelijk het thans voor de nieuwe Franse grondwet het geval is. Ieder van die oplossingen heeft haar verdedigers. Het zou te ver leiden critisch de verschillende stellingen te onderzoeken. Vermelden we alleen dat, enerzijds, het bestaan van twee Kamers het wetgevend werk vertraagt, anderzijds dat het een garantie is voor de kwaliteit van datzelfde werk, aangezien door overhaasting een of ander kan vergeten worden dat dan, door een geheel nieuw onderzoek van de andere Kamer aan het licht komt.

5. De politieke partijen.

Heel onze politieke struktuur is gegrondvest op het bestaan van goed georganiseerde politieke partijen. Formeel is hun deelname aan het politiek leven niet voorzien; ze beschikken over geen juridisch statuut, echter zijn zij onontbeerlijk om een degelijke werking van onze instellingen te verzekeren. Inderdaad zijn zij het, die de grote stromingen van het politiek denken vertegenwoordigen, die de uiteenlopende meningen bundelen; zij ontstaan uit de bijzondere opvattingen die een deel inwoners van het land zich maken over de gang der staatszaken en der regering. Zij zijn de materialisering der philosophische, economische, sociale en politieke tendenzen van het volk.

Als zodanig zijn het de actieve organen die het politiek leven van het land leiden door de inwoners in de grote staatkundige problemen te betrekken. Het mag dus wel degelijk gezegd dat de politieke partijen niet alleen een grote rol spelen maar dat ze bovendien een eigenlijke functie vervullen.

Hun rol is des te voornamer daar in ons wetgevend orgaan geen belangenvertegenwoordiging voorzien is. De grondwetgever heeft elk corporatisme uit onze instellingen willen weren omdat het fataal leidt tot tegenstelling van belangengroepen en deze tegenstelling immer tegen het algemeen belang uitspeelt. De partijen daarentegen bestaan uit mensen met verschillende belangen maar die accoord gaan over de grote principes en over een bepaalde tendenz in het staatsbeleid. Dit laatste beantwoordt volledig het permanente landsbelang.

Ver dus van er zich over te beklagen moeten we ons verheugen over hun vitaliteit. Alleen moet er voor gezorgd worden dat zij hun bevoegdheid niet te buiten gaan.

6. Waarborgen voor de onpartijdige werking van het Parlement.

De grondwetgever heeft geoordeeld dat het niet volstond een degelijke vertegenwoordiging in het leven te roepen maar dat ook een reeks maatregelen nodig waren om te voorkomen dat het wetgevend werk in slechte voorwaarden zou geschieden of zelfs volledig zou kunnen uitgeschakeld worden. Het staat buiten elke twijfel dat de ondervinding opgedaan in het verleden machtig heeft bijgedragen om hem deze maatregelen te doen treffen :

a) Een reeks bepalingen en maatregelen werden voorzien om te verhinderen dat het Parlement onder dwang zou werken. Het strafwetboek voorziet straffen voor de aanslag tegen het Parlement; de grondwet bepaalt dat geen verzoekschriften persoonlijk bij de Kamers mogen neergelegd worden. Het recht van petitie — het recht om verzoekschriften in te dienen — is gewaarborgd, echter heeft de grondwetgever willen vermijden dat het Parle-

ment onder dwang zou kunnen verplicht worden het te behandelen. Om anderzijds te voorkomen dat de uitvoerende macht de wetgevende macht zou negeren door te verwaarlozen haar samen te roepen werd uitdrukkelijk voorzien dat elke tweede Dinsdag van November de Kamers van ambtswege vergaderen, zelf indien ze niet speciaal werden opgeroepen om in vergadering bijeen te komen.

Aangezien de Koning, als hoofd van de uitvoerende macht, het recht heeft de zittijd te schorsen en deze schorsing in feite zou kunnen neerkomen op een terzijde schuiven van het Parlement, werd voorzien dat deze schorsing niet langer dan één maand mag duren en zij zich geen tweemaal mag voordoen in de loop van één zittijd tenzij mits toestemming van de Kamer zelf;

b) Er bestaan ook een reeks garanties ten overstaan van de leden zelf van beide Kamers. Het is wat men noemt de parlementaire onschendbaarheid. De eerste is de werkelijke niet-verantwoordelijkheid der parlementsleden in de uitoefening van hun ambt. De grondwetgever heeft willen vermijden dat de vertegenwoordiger ook maar in het minst zou beperkt worden in de uitdrukking van zijn mening. Hij heeft daarom bepaald dat geen lid van een van beide Kamers kan vervolgd of gezocht worden terzake van een in de uitoefening van zijn lidmaatschap geuite mening of uitgebrachte stem. De bedoeling is te voorkomen dat de parlementsleden burgerlijke of strafrechterlijke verantwoordelijkheid zouden kunnen oplopen in de uitoefening van de vrijheid van mening. Zij kunnen dus niet vervolgd worden voor de belediging, voor kwaadwillige ruchtbaarheid, voor laster of eerroof zowel tegenover een overheid als tegenover een particulier; voor zover wel te verstaan dit werd gepleegd in de uitoefening van hun ambt. De reden van deze immuniteit ligt besloten in het wezen zelf van het parlementarisme; inderdaad, het kamerdebat moet dienen om de misbruiken die in het land bestaan uit de weg te ruimen en dit zal het best geschieden door ze publiek, van op de tribune, aan te klagen.

De parlementsleden zijn ook persoonlijk onschendbaar. Dit betekent dat geen lid van beide Kamers kan vervolgd of aangehouden worden in strafzaken tijdens een zittijd zonder machtiging der Kamer; uitgezonderd wanneer hij op heterdaad betrapt werd. Lijfsdwang kan eveneens slechts mits dezelfde machtiging ten uitvoer worden gebracht. De hechtenis of de vervolging wordt tijdens een zittijd geschorst indien de Kamer het vordert.

Al deze bepalingen hebben voor doel de vrijheid van beweging aan de parlementsleden te verzekeren. Het kwam er op aan te verhinderen dat strafrechterlijke vervolgingen zouden worden ingespannen om politieke overwegingen en ten einde het lid aan de parlementaire arbeid te onttrekken of het parlementair werk te hinderen. In het verleden werd dit procédé herhaaldelijk aangewend.

Wel te verstaan is de persoonlijke onschendbaarheid slechts van toepassing tijdens de zittijden. Buiten de zittijd bestaat ze niet en valt het parlementslid onder de bepalingen van de wet gelijk de gewone burger;

c) Onze instellingen berusten op het principe van de scheiding der machten. De bepaling dat het lid welke door de regering tot een betaalde functie benoemd wordt, en die benoeming aanvaardt, onmiddellijk ophoudt te zetelen is vanzelfsprekend door dit principe ingegeven; het zou anders voor de regering te gemakkelijk zijn de wetgevende macht om te kopen om elke controle van de executieve onmogelijk te maken. Uitzondering op die regel maakt de benoeming tot minister. Inderdaad is de functie van minister uiteraard tijdelijk en inherent aan het mandaat van kamerlid. Alhoewel uit de aard der zaak practisch onmogelijk is nochtans formeel voorzien dat men niet te gelijker tijd lid van de twee Kamers kan zijn;

d) Kamerleden en Senatoren ontvangen een parlementaire vergoeding. Aanvankelijk oordeelde men dat het mandaat kosteloos zou moeten uitgeoefend worden in dienst van de Natie. Echter gaf men er zich in tijds rekenschap van dat dit er zou zijn op neergekomen alleen mandaten toe te vertrouwen aan kapitaalkrachtige personen die niet moeten werken om hun bestaan te verzekeren

en bijgevolg een hele categorie mensen zouden worden uitgesloten. Men heeft dan de vergoeding ingevoerd om iedereen in de mogelijkheid te stellen zich te laten verkiezen.

Ondertussen is het parlementair werk echter zodanig toegenomen dat het stilaan al de tijd van het lid in beslag neemt. De vergoeding is daardoor geworden de plaatsvervangster van een wedde.

B. — DE KONING.

Naast het Parlement is ook de Koning drager van de wetgevende macht. Ook hij heeft het recht van initiatief, 't is te zeggen het recht van wetsvoorstellen te doen, gelijk ieder parlementslid. Hij kan dus actief aan het wetgevend werk deelnemen. Het is hetgeen practisch geschiedt wanneer een minister of de regering in haar geheel een wetsproject bij de Kamer neerlegt.

Echter gezien de Koning het voornaamste orgaan is van de uitvoerende macht is het ter gelegenheid van de behandeling van deze macht dat we meer in het bijzonder over de Koning zullen handelen.

Alleen te onthouden is dat benevens het Parlement ook de Koning deel uitmaakt van de wetgevende macht.

§ 2. — DE. UITVOERENDE MACHT.

A. — ALGEMEEN.

De Grondwet bepaalt dat de uitvoerende macht, zoals door haar geregeld, bij de Koning berust. Specifiek heeft de uitvoerende macht tot taak : de uitvoering der wetten, het verzekeren van de veiligheid van de Staat, het behoud van de openbare orde in het land en de voorziening in de verschillende noodwendigheden van de maatschappij. Zij werd aan het hoofd van de Staat toevertrouwd omdat verondersteld wordt dat hij alleen de onafhankelijkheid, de onpartijdigheid en de vlugheid van handelen bezit om in de belangen van het land te voorzien. Uiteraard heeft

de uitvoerende macht echter slechts een afvaardigend karakter; haar handelingen moeten altijd steunen op een wettekst. Zoals we verder zullen zien bestaat een natuurlijke sanctie wanneer zij haar bevoegdheden zou te buiten treden : de rechtbanken zullen namelijk geen besluiten toepassen die niet steunen op een wettelijke schikking.

Nu reeds moet worden opgemerkt dat ook de gemeenten en de provinciën over een deel der uitvoerende macht beschikken ingevolge de hen toegekende autonomie in wel bepaalde domeinen.

B. — DE KONING.

Gezien de uitvoerende macht bij de Koning berust behelst de grondwet een reeks bepalingen met betrekking tot de troonopvolging. Leopold I werd verkozen of in elk geval aangesteld met goedkeuring van de volksvergadering. Er moest echter bepaald worden wie hem zou opvolgen en volgens welke regels de opvolging zou geschieden. Inderdaad zegt de grondwet dat de grondwettelijke macht van de Koning bij erfopvolging over gaat.

Voor de troonopvolging wordt de zogenaamde Salische wet toegepast, van man op man en volgens het recht van eerstgeboorte. De adoptie is uitgesloten; de grondwet huldigt de rechtstreekse nakomelingschap en de wettige. Indien bij de dood van de Koning geen erfprins geboren is kan hij een opvolger kiezen. Echter moeten de Kamers met de keus instemmen. Indien geen opvolger door de overleden vorst werd gekozen is de troon onbezet. In deze laatste eventualiteit is de rol der Kamers niet meer wetgevend maar treden zij op als vertegenwoordigers van het souvereine volk.

In feite hebben al deze bepalingen niet tot doel een Koning aan te stellen maar slechts van diegene aan te duiden die moet opvolgen; inderdaad is het slechts door de eedaflegging dat de opvolger Koning wordt.

Drie omstandigheden kunnen de troonsbeklimming van de prins in de weg staan :

a) De minderjarigheid : in dit geval wordt door de Kamers voorzien in de aanstelling van een Regent om de grondwettelijke taak te vervullen, en van een of meer voogden voor het burgerlijk beheer der goederen. Om de nadelen van het regentschap te beperken wordt de meerderjarigheid van de kroonprins vervroegd en teruggebracht op 18 jaar. Er werd ook bepaald dat tijdens een regentschap geen grondwetswijziging kan geschieden;

b) De onmogelijkheid te regeren. Zwakzinnigheid of andere redenen kunnen tot gevolg hebben dat hij die moet opvolgen in de onmogelijkheid daartoe verkeert. Het zijn de ministers welke deze onmogelijkheid vaststellen en haar de Kamers voorleggen. De Kamers voorzien dan eveneens in het regentschap en in de voogdij;

c) De vervallenverklaring : is voorzien voor de erfprins die zou gehuwd zijn zonder de toelating van de Koning. Ook hier legt de grondwet de regels vast welke in dit geval moeten gevolgd worden;

Het hoofd van de Staat wordt aangeduid met de titel van Koning der Belgen en niet, zoals vroeger het geval zou geweest zijn, Koning van België. De grondwetgever heeft hiermede willen beduiden dat hij afbrak met het oude regime, hij heeft een bewijs willen leveren van het volkse karakter van onze grondwet. Dit onderscheid betekent dat de souvereiniteit van de vorst niet slaat op het territorium zoals het tijdens de middeleeuwen het geval was, maar dat zij wordt aangewend ten voordele van de bevolking van het land.

Om te bekomen dat de Koning van zijn grondwettelijke taak niet zou afgeleid worden werd bepaald dat hij niet te gelijker tijd hoofd van een anderen Staat kan zijn zonder daartoe de toestemming van de Kamers bekomen te hebben. De grondwetgever oordeelde zeer terecht dat de volksvertegenwoordiging het best geschikt was om te oordelen of de vorst nog een andere Staat kan beheren zonder zijn taak in het eigen land te verwaarlozen. In de loop

der geschiedenis hebben onze gewesten dikwijls vorsten gehad die in het buitenland verbleven; het experiment viel echter in ons nadeel uit. Daarom heeft men in 1830 dit euvel willen vermijden.

Het is de betrachting van de stichters van onze onafhankelijkheid geweest van de Belgische monarchie een nationale monarchie te maken en dit was een van de middelen ertoe. Het was echter voorzichtig er de mogelijkheid niet uit te sluiten en de Kamers in de mogelijkheid te plaatsen afwijkingen toe te laten. Het is dank zij deze beschikking dat Koning Leopold II souverein van de Onafhankelijke Congostaat kon worden, die hij bij zijn dood aan de Belgische Natie schonk.

De Grondwet heeft ook de onschenbaarheid voor de Koning ingevoerd. Dit was absoluut noodzakelijk om het prestige van de Koning te beveiligen. Geen vervolging of dwangmiddel kan tegen de vorst ondernomen worden. Er moest echter voor gezorgd worden dat deze onschendbaarheid het gevaar voor willekeur van de uitvoerende macht uitsloot. Hierin werd voorzien door de ministeriële verantwoordelijkheid. Het privilegie van onschendbaarheid slaat op de persoon van de Koning; gezien Hij echter geen politieke daad kan stellen zonder de medewerking van zijn ministers wordt de verantwoordelijkheid op deze laatsten afgewenteld en is de uitvoerende macht dus wel degelijk aansprakelijk voor haar daden. De eigenlijke immuniteit slaat op de inbreuken op het strafrecht en op het burgerlijk recht. In strafzaken is de immuniteit volledig; voor de inbreuken op de wet gepleegd in het beheer der koninklijke goederen berust de verantwoordelijkheid op de burgerlijke lijst.

Bevoegdheden van de Koning. — De benoeming en de ontslaging uit hun ambt van de ministers vermelden we afzonderlijk omdat deze bevoegdheid de essentie is van de uitvoerende macht waarvan de vorst drager is. Buitendien heeft de Koning nog andere bevoegdheden welke historisch gezien altijd aan de monarch hoorden. Zo is hij het die de graden verleent in het leger, eventueel volgens criteria vastgelegd door de wetgever. Hij benoemt

de ambtenaren bij het algemeen bestuur en bij de buitenlandse betrekkingen. Al deze bevoegdheden staan nominatief in de grondwet vermeld omdat in een grondwettelijk regime de Koning slechts mag doen wat hem door de grondwet of door de gewone wet wordt toegelaten te doen. In het oud regime had de Koning een uitgebreid stel rechten alleen omdat hij Koning was; nu heeft hij slechts de rechten die het souvereine volk hem door de grondwet heeft toegekend.

« De Koning voert het bevel over land en zeemacht, verklaart oorlog, sluit vredes, verbonden en handelsverdragen. Hij geeft er kennis van aan de Kamers, zodra het belang en de veiligheid van de Staat het toelaten, onder bijvoeging van de passende mededelingen. » De rechten opgesomd in dit artikel hebben altijd de monarch behoord. Thans echter is er een begrenzing aan; de Kamers moeten op de hoogte gesteld worden en er is meer, want de grondwet zegt dan verder in hetzelfde artikel « De handelsverdragen en de verdragen, waardoor de Staat zou kunnen bezwaard worden of de Belgen persoonlijk gebonden, zijn slechts van kracht nadat ze door de Kamers zijn goedgekeurd ». « Geen afstand, geen ruiling, geen aanhechting van grondgebied kan plaats hebben dan krachtens een wet. In geen geval kunnen de geheime artikelen van een verdrag de openbaar gemaakte artikelen te niet doen. » De grondwetgever heeft een grote blijk van vertrouwen in het Koningdom gegeven door haar met de buitenlandse veiligheid van het land te belasten. Inderdaad is het de Koning die het bevel voert over de strijdkrachten, de graden verleent, de diplomaten benoemt en de nodige bondgenootschappen afsluit. Dat al die daden moeten gedekt zijn door de handtekening van een verantwoordelijke minister neemt in niets de belangrijkheid ervan weg. Diezelfde grondwetgever heeft echter dit belangrijk domein begrensd door de openbare macht tot oprechtheid in het staatsbeleid te verplichten en door mededeling en bekendmaking te eisen in bepaalde gevallen zoals een constitutioneel regime het trouwens vereist.

(Foto Deflandre.)

De debatten zijn openbaar. Ziehier een zicht op de galerijen tijdens een zitting.

(Foto Deflandre)

De Kamer van Volksvertegenwoordigers in de loop van een stemming.

(Foto Deflandre.)

De opstellers van het « Analytisch Verslag ».

(Foto Deflandre.)

De vertaler. — Terwijl de spreker in zijn moedertaal spreekt, kunnen de vertegenwoordigers die het verlangen, door middel van hun koptelefoon de woordelijke vertaling van zijn redevoering horen.

« De Koning bekrachtigt de wetten en kondigt ze af. » Deze bevoegdheid maakt deel uit van de wetgevende rol van de Koning; hierdoor neemt hij actief deel aan het tot stand komen der wetten. De bekrachtiging bestaat er in zijn handtekening te plaatsen onder de tekst waarover Kamer en Senaat zijn accoord gekomen. De Koning kan door niemand verplicht worden die handtekening te plaatsen; hij beschikt hier dus over een vetorecht waarvoor hij de medewerking van zijn ministers niet nodig heeft. Dat vetorecht kan stilzwijgend worden toegepast ofwel kan de vorst bij Koninklijk besluit aan de bevolking de motieven doen kennen om dewelke hij niet bekrachtigt. Sedert 1830 hebben onze vorsten slechts driemaal van dit recht gebruik gemaakt.

De afkondiging is een deel der uitvoerende macht. Eens zijn handtekening geplaatst is hij verplicht de wet te promulgeren. Het is de daad waardoor de vorst het bestaan van de wet bevestigt en beveelt ze na te leven; door deze daad wordt zij uitvoerbaar. Bekrachtiging en afkondiging zijn een en dezelfde akte, de publicatie in het *Staatsblad* brengt hen ter kennis van het publiek. De wet wordt verplichtend gewoonlijk tien dagen na de publicatie in het *Staatsblad*, tenzij om speciale redenen een kortere of een langere termijn uitdrukkelijk wordt voorzien.

De Koning heeft de reglementaire bevoegdheid. Deze wordt hem toegekend onder volgende vorm : « Hij maakt de verordeningen en neemt de besluiten die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of van hun uitvoering te ontslaan ». « De reglementaire macht is het recht van de uitvoerende macht reglementen, besluiten en verordeningen uit te vaardigen. Dat recht is echter begrensd enerzijds door de grondwet, anderzijds door de gewone wetten. De besluiten, reglementen en verordeningen moeten altijd hun oorsprong hebben in een wet waarvan zij de bepalingen komen verduidelijken. Inderdaad bevat een wet slechts algemene beginselen, de omstandige uitleg en de modaliteiten van toepassing dienen vastgelegd in de zogezegde

uitvoeringsbesluiten. Er moest echter voor gezorgd dat die reglementaire bevoegdheid niet aangewend werd om er een in feite wetgevende macht van de maken, daarom mag zij er niet toe leiden de draagkracht van de wetten uit te breiden of te beperken. De besluiten mogen niet in strijd zijn met de wetten, noch met de algemene noch met deze waarvan zij de uitvoering regelen; zij mogen de wetten niet te buiten gaan, de wetten niet wijzigen noch hen van wezen veranderen.

Vroeger had de Koning een eigen, souvereine, reglementaire macht; thans heeft hij die macht alleen in een wel begrensd domein, in een door de volksvertegenwoordiging vastgelegd kader. Er zijn twee waarborgen opdat het kader niet te buiten zou worden gegaan. De eerste is de ministeriële verantwoordelijkheid; aangezien elk besluit door een minister medeondertekend moet worden is deze er verantwoordelijk voor. Een bevoegdheidsoverschrijding zal onmiddellijk een motie van vertrouwen van het Parlement tot gevolg hebben en de verantwoordelijke minister — of als het om een belangrijke zaak gaat — de gehele regeringsploeg zal ontslag moeten nemen. Er is een tweede waarborg, de grondwet bepaalt namelijk dat de hoven en rechtbanken slechts de besluiten toepassen voor zover zij met de wetten overeenstemmen. Deze tweede waarborg is zeer belangrijk gezien een besluit waaraan geen sanctie verbonden is zeker niet zal worden nageleefd.

Bij de behandeling van de wetgevende macht hebben we vermeld dat de Koning het recht heeft de zittijd te schorsen; hij mag ook de Kamers ontbinden. Het ontbindingsbesluit echter moet tevens de kiezers binnen de veertien dagen oproepen om nieuwe Kamers te verkiezen die binnen de twee maanden moeten bijeenkomen. De Koning zal maar eerst tot deze uitzonderlijke maatregel overgaan als er geen andere mogelijkheid meer bestaat om een door het Parlement aanvaarde regering te vormen of een zodanig diepgaand meningsverschil is ontstaan dat alleen de kiezers kunnen oordelen welke thesis de hunne is.

De Koning heeft het genaderecht. Hij heeft het recht straffen die door de rechters werden uitgesproken kwijt te schelden of te verminderen. Het is een persoonlijk recht dat op niemand anders kan worden overgedragen; hij heeft ook geen advies in te winnen om van dit recht gebruik te maken, echter vereist dit recht, gelijk alle politieke of juridische daden van de Koning, de medeondertekening door een minister. Het genaderecht vindt zijn wettiging in overwegingen van rechtvaardigheid en van billijkheid. Inderdaad laat de strakke toepassing van de strafwetten niet altijd toe met de oneindige schakeringen in de graad van verantwoordelijkheid van de strafbare daad rekening te houden. Het genaderecht kan hieraan verhelpen.

Dat recht is echter niet te verwarren met het vroeger bestaande abolitierecht, waarbij de vorst de betichten aan het gerecht onttrok. Het genaderecht kan slechts worden toegepast wanneer het gerecht in laatste instantie uitspraak heeft gedaan.

De Koning heeft het recht munt te slaan. Dit is altijd een koninklijk voorrecht geweest. Thans echter is het de wet die over de muntslag, de samenstelling en het gebruik van het geld beslist. Van dit recht blijft alleen over dat munten naar de beeltenaar van de Koning worden geslagen.

De Koning heeft het recht brieven van adeldom te verlenen, zonder ooit enig voorrecht daaraan te mogen verbinden. Dit is nog een van de traditionele koninklijke voorrechten waarvan hij gebruik maakt in volle souvereiniteit en onder de enige voorwaarde van de ministeriële medeondertekening. De grondwetgever heeft er echter aan gehouden speciaal te vermelden dat er geen voorrechten mogen aan gehecht worden alhoewel dit feitelijk niet nodig was gezien de grondwet de gelijkheid van alle Belgen voor de wet afkondigt en geen onderscheid van standen erkent. In feite hebben onze grondwetgevers gemeend dat het toekennen van adelbrieven een goedkoop middel was om de diensten, bewezen aan de Staat, te belonen.

De Koning verleent de militaire orden met in achtneming van hetgeen de wet daaromtrent voorschrijft. Ook dit is een koninklijk voorrecht dat geen verdere commentaar eist. De bedoeling is ook bewezen diensten te belonen.

En alsof de grondwetgever nog eens wilde terugkomen op de beperking van de uitvoerende macht heeft hij in het laatste artikel dat betrekking heeft op de Koning gezegd « de Koning heeft geen andere macht dan die welke de grondwet en de bijzondere krachtens de grondwet uitgevaardigde wetten hem uitdrukkelijk toekennen. » Deze bepaling is te gelijker tijd een beperking en de mogelijkheid tot uitbreiding van de Koninklijke macht. Het is dan ook op dit artikel dat de bijzondere machten gesteund zijn die in uitzonderlijke omstandigheden aan de Koning worden toegekend. De uitbreiding van de machten van de Koning kan echter slechts worden toegekend binnen de grenzen van de résiduaire macht van de werkgever en niet in het domein dat specifiek tot de bevoegdheid van deze laatste behoort. Een overdracht van bevoegdheid van de ene macht op de andere zou in strijd zijn met het principe van de scheiding der machten. Niets kan echter de wetgever verbieden om redenen van algemeen belang aan de Koning zekere taken op te dragen welke feitelijk bij de wetgevende macht behoren. Het is dat principe dat de grondwetgever heeft willen huldigen.

C. — DE MINISTERS.

Als eerste bevoegdheid van de Koning vermeldt de grondwet dat hij zijn ministers benoemt en ontslaat. In tegenstelling met wat deze formulering zou kunnen doen veronderstellen is de vrijheid waarover hij hiervoor beschikt niet zo absoluut als men veronderstelt. De volksvertegenwoordiging is van te grote invloed opdat hij met de meerderheid van de Kamer geen rekening zou moeten houden in de aanstelling van zijn ministers; inderdaad, deze laatsten moeten aan de wensen van Kamer en Senaat beantwoorden. Een ministerie kan niet regeren zo het het vertrouwen van het Parlement niet geniet of indien het

bestaat uit personen waarvan het programma niet overeenstemt met de zienswijze van een meerderheid van de volksvertegenwoordiging. Zijn keus is dus beperkt.

In de praktijk gaat de Koning op volgende wijze te werk. Hij belast een persoon waarvan uit zijn raadplegingen blijkt dat hij het vertrouwen van het Parlement geniet, met de vorming van een regeringsploeg, 't is te zeggen met het kiezen van zijn medewerkers. De vorst bevestigt dan eventueel de gedane keus en neemt de eed af. De duur van het ministerambt hangt in de eerste plaats af van het vertrouwen van de Kamer. Het is gewoonlijk de Koning niet die zijn ministers ontslaat, het zijn deze laatsten die hun ontslag aanbieden als ze menen op de instemming van het Parlement niet meer te mogen rekenen.

Het gebruik kent drie soorten ministers :

a) De ministers met portefeuille : het zijn deze die deel uitmaken van een regering en een ministerieel departement beheren;

b) De ministers zonder portefeuille maken deel uit van de ministerraad en delen de politieke verantwoordelijkheid van de regering maar beheren geen administratie;

c) De ministers van State : titel zonder wel omschreven bevoegdheid. Worden tot ministers van State aangesteld oud-ministers die zich tijdens de uitoefening van hun functie bijzonder verdienstelijk hebben gemaakt. De Koning raadpleegt hen in bijzondere omstandigheden.

De Ministerraad is niet formeel voorzien in de grondwet, zijn werking spruit voort uit het gewoonterecht. Hij heeft enkele attributies welke geen minister afzonderlijk bezit. Alle beslissingen worden collectief getroffen en ook de verantwoordelijkheid is collectief. De eerste-minister bekleedt geen bevoorrechte positie tegenover zijn collega's, hij is alleen de « primus inter pares », de eerste onder zijn gelijken.

1. De ministeriële verantwoordelijkheid.

Politiek is ieder minister afzonderlijk en de regering in haar geheel verantwoordelijk vóór het Parlement voor de daden van hun beheer. De sanctie voor misslagen of machtsovertredingen is het ontslag.

In de uitoefening van zijn ambt kan de burgerlijke verantwoordelijkheid van de minister niet worden ingeroepen ingevolge de onschendbaarheid. Voor daden gepleegd buiten het beheer van zijn ambt is de burgerlijke verantwoordelijkheid vanzelfsprekend volledig en kan zij uitgeoefend worden zonder bijzondere pleegvormen.

Inzake strafrechterlijke verantwoordelijkheid is het alleen de Kamer die een minister in beschuldiging kan stellen en het verbrekingshof dat bevoegd is om hem te oordelen.

2. Het belang van de ministerfuncties.

We hebben geoordeeld in de eerste plaats deze bevoegdheid van het Staatshoofd te moeten vermelden welke hem toelaat zijn ministers te benoemen omdat de ministeriële functie de essentie is der uitvoerende macht. Alhoewel deze macht bij de Koning berust zijn de ministers de onontbeerlijke organen om ze uit te oefenen. De grondwet zegt dat de persoon van de Koning onschendbaar is maar voegt er onmiddellijk aan toe dat zijn ministers verantwoordelijk zijn. Het ene is onafscheidbaar van het andere. Inderdaad kan men geen verantwoordelijkheid op de daden van de persoon van de Koning leggen zonder gevaar te lopen het Koningdom te vernietigen. Anderzijds strookt het niet met onze opvattingen dat een macht zou functionneren zonder verantwoordelijk te zijn voor haar daden. Dit legt die andere bepaling van de constitutie uit die zegt dat geen besluit van de Koning van kracht is zo het niet medeondertekend is door een minister, die door die medeondertekening alleen daarvoor verantwoordelijk wordt.

Zonder de ministeriële functie is de uitvoerende macht machteloos en het executief berust feitelijk bij de regering als orgaan van de Koning.

§ 3. — DE RECHTERLIJKE MACHT.

1. — ALGEMEENHEDEN.

Het doel van de grondwetgever bij het vastleggen der bepalingen die deze materie beheersen was het gerecht zo onafhankelijk mogelijk van uitvoerende en wetgevende macht te maken. Het is de Engelse opvatting die voor een deel door onze constituante werd overgenomen.

Tussen uitvoerende en rechterlijke macht bestaan twee grote punten van verschil. De bestuurlijke macht handelt spontaan, zonder daartoe verzocht te worden; het gerecht moet in werking worden gesteld, hetzij door één persoon hetzij door de collectiviteit door bemiddeling van het openbaar ministerie. De bestuurlijke macht treft maatregelen van algemene aard die op iedereen die in hetzelfde geval verkeren toepasselijk zijn; het gerecht daarentegen beslecht individuele gevallen.

Gerechtshoven en rechtbanken zijn volledig onafhankelijk van de uitvoerende macht. Ze staan eveneens onafhankelijk tegenover de wetgevende macht. Echter omgekeerd kan de rechterlijke macht ook de wetgevende macht niet beïnvloeden, ze bezit niet de bevoegdheid om de grondwettelijkheid der wetten te onderzoeken. Alleen inzake algemene, provinciale en gemeentelijke reglementen is het gerecht vrij ze niet toe te passen indien ze niet stroken met de wet.

Naast de onafhankelijkheid van de instelling werden ook een reeks bepalingen gewijd aan de onafhankelijkheid van de magistraten die eveneens aan de greep van de uitvoerende macht moesten onttrokken worden, wilde men een werkelijk onpartijdige rechtspraak verwezenlijken.

2. — BEVOEGDHEDEN VAN DE RECHTERLIJKE MACHT.

De grondwet bepaalt dat « alle geschillen over burgerlijke rechten bij uitsluiting behoren tot de kennisneming van de rechter ». De burgerlijke rechten zijn in feite

natuurrechten; het zijn de rechten die ingeboren zijn en verband houden met de persoon en zijn patrimonium. Als zodanig mag beschouwd worden dat de strafrechterlijke vervolgingen impliciet in de betwistingen inzake burgerlijke rechten begrepen zijn. De grondwet zegt eveneens « alle geschillen over staatsburgerlijke rechten behoren tot de kennisneming van de rechter, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen ». De staatsburgerlijke of politieke rechten zijn deze die niet ingeboren zijn maar toegekend worden door de grondwet en die de burger toelaten ten persoonlijken titel medezeggenschap te hebben in de leiding van de Staat.

De politieke rechten zijn de volgende :

1° Het kiesrecht dat de burgers toelaat deel te nemen aan de verkiezing van de vertegenwoordigers van het volk;

2° Het recht van verkiesbaarheid. Het recht dus om als mandataris van het volk verkozen te worden;

3° Het recht de wettig bepaalde belastingen te betalen;

4° Het recht zijn militaire dienstplicht te volbrengen in de door de wet bepaalde voorwaarden;

5° Het recht deel uit te maken van een jury.

3. — OPRICHTING VAN RECHTBANKEN.

De grondwetgever heeft de bevoegdheid van rechtbanken op te richten overgedragen op de gewone wetgever : « geen rechtbank, geen tot eigenlijke rechtspraak bevoegd lichaam kan worden ingesteld dan uit kracht van een wet ». Hij heeft er echter onmiddellijk aan toe gevoegd : « buitengewone rechtbanken noch commissiën kunnen onder welke benaming ook, in het leven worden geroepen ». Door die laatste bepaling heeft hij willen vermijden dat buitengewone bestendige rechtsmachten zouden worden opgericht die slechts voor sommige soorten van zaken of voor sommige personen zouden bevoegd zijn.

Dergelijke praktijk zou bovendien in strijd zijn met een der gewaarborgde persoonlijke vrijheden, deze namelijk die bepaalt dat niemand kan afgetrokken worden van de rechter die de wet hem toekent. Reden van deze bepalingen is ongetwijfeld dat men heeft willen vermijden dat willekeur in de rechtspraak binnendringt en ook dat door een fractionering in de organen slecht recht zou worden gesproken. Men zal zich herinneren dat het op grond van deze bepalingen is dat het verbrekingshof in de loop van de bezetting de administratieve rechtsmacht als onwettig en ongrondwettelijk heeft bestempeld.

Om nu te voorkomen dat door verschillende rechtbanken verschillende rechtspraken zouden worden in het leven geroepen en één en dezelfde wet op particuliere gevallen op een verschillende manier zou worden toegepast heeft de grondwetgever het Hof van verbreking ingesteld. Vanzelfsprekend is er slechts één voor het gehele land aangezien het de homogeniteit in de rechtspraak is die wordt nagestreefd. De grondwet voegt er aan toe : « dit Hof neemt geen kennis van de feitelijke toedracht der zaken, behalve bij het berechten van de ministers ». Deze laatste paragraaf wordt gemotiveerd door het feit dat daar waar het de taak is van de gewone rechtspraak de belangen van de partijen te behartigen deze van het verbrekingshof er in bestaat het belang van de wetten dus van de algemeenheid te vrijwaren. Het Hof beoordeelt de uitspraken en niet de processen zelf. Practisch werkt het verbrekingshof als volgt : wordt haar een uitspraak voorgelegd die door een der partijen als een foutieve rechtspraak wordt aanzien dan wordt zij, als er argumenten in het voordeel van die thesis zijn, verbroken en wordt het geding naar een andere rechtbank verzonden die opnieuw de grond van de betwisting beoordeelt. Het verbrekingshof heeft dan nog enkele andere bevoegdheden die in dit kader niet hoeven besproken.

Onze grondwet heeft ook het gebruik van een jury ingevoerd. « De jury wordt ingesteld voor alle misdaden alsook voor politieke misdrijven en persmisdrijven ». Het is bij de assisenhoven dat een jury wordt ingesteld.

De assisenhoven zijn bevoegd in drie zaken :

1° In strafzaken, namelijk als het gaat over misdaden. Het strafwetboek bestempelt als misdaden de strafbare feiten die gestraft worden met de doodstraf, dwangarbeid, opsluiting of hechtenis;

2° In politieke zaken namelijk voor vergrijpen tegen de staatsvorm of de staatsorde;

3° In perszaken : niet voor persovertredingen maar voor eigenlijke persmisdrijven en wanbedrijven gepleegd door middel van de pers.

Een assisenhof bestaat uit drie rechters : de voorzitter, die raadsheer is in het Hof van Appel en twee assessoren die rechter zijn in de rechtbank van eerste aanleg van de omschrijving; het openbaar ministerie wordt waargenomen door de Procureur des Konings. De jury bestaat uit twaalf gezworenen die bij loting worden aangeduid uit een lijst opgemaakt door de bestendige deputatie. De jury werd ingesteld om bij de behandeling van deze belangrijke zaken het volk te betrekken en aldus een soort evenwicht te vormen tegen de eventuele beroepsdeformatie van de magistraten. In criminele zaken is de jury meer ontvankelijk voor gevoelsargumenten en zal dus meer toegevendheid en medelijden betonen dan de beroepsrechters, die veel meer in abstracto redeneren. Voor pers- en politieke misdrijven geeft de jury veel juister de openbare mening weer en dekt zij de magistratuur in de beoordeling van politieke handelingen. Het is de jury die verklaart dat de betichte ja dan niet plichtig is. In het eerste geval beraadslagen de gezworenen samen met het Hof over de aard van de straf en over de eventuele toepassing van verzachtende omstandigheden; in het twede geval is de betichte vrij van iedere verdere vervolging. Tegen de uitspraak van een assisenhof bestaat geen beroep.

4. — WERKING VAN DE RECHTBANKEN.

« De terechtzittingen van de rechtbanken zijn openbaar, tenzij deze openbaarheid gevaar oplevert voor de orde en de goede zeden; in dat geval wordt zulks door

de rechtbank bij vonnis verklaard. Terzake van politieke misdrijven en persmisdrijven, kan het sluiten der deuren slechts met algemene stemmen worden uitgesproken. » Men heeft hier het principe willen huldigen dat het publiek bij de rechtspraak moest betrokken worden opdat de openbare mening de debatten zou kunnen volgen. Het is slechts in uitzonderlijke gevallen dat de deuren mogen gesloten worden; die gevallen zijn wel bepaald en er is een vonnis nodig om ertoe over te gaan. In het assisenhof moet de sluiting met algemene stemmen aanvaard worden.

« Elk vonnis vermeldt de gronden waarop het rust. Het wordt in openbare terechtzitting uitgesproken. » De motivering is het geheel van redenen en argumenten op dewelke de beslissingen rust. Het vonnis moet altijd in openbare rechtszitting worden uitgesproken. De uitvoering geschiedt in de naam des Konings, als hoofd van de uitvoerende macht; het recht wordt echter niet gesproken in naam van de Koning maar in naam van het Volk.

5. — DE MAGISTRATEN.

Zoals we reeds zagen was het de grootste bezorgdheid van de grondwetgever de rechterlijke macht zo onafhankelijk mogelijk van wetgevende en vooral van uitvoerende macht te maken. Hij stond echter voor het dilemna ofwel de rechters te doen aanduiden door een volksstemming ofwel ze door de regering te doen aanstellen ofwel nog, eenmaal aangesteld, de openstaande plaatsen door verkiezing door de magistratuur zelf aan te vullen. Na rijp overleg en na de voor- en nadelen van de verschillende systemen gewogen te hebben werd toch besloten de magistratuur door de uitvoerende macht te doen aanstellen. Echter werden een reeks maatregelen getroffen om haar onafhankelijkheid te waarborgen. Alhoewel het effekt ervan getemperd is behoren de benoemingen dus toch tot de bevoegdheid van de uitvoerende macht. « De vrederechters en de rechters in de rechtbanken worden rechtstreeks door de Koning benoemd. De raadsheren in de hoven van Appel en de voorzitters en de ondervoorzitters

der rechtbanken van eerste aanleg in hun gebied worden door de Koning benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten, de ene door die hoven, de andere door de provinciale raden voorgedragen. De raadsheren in het hof van verbreking worden door de Koning benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten, de ene door de Senaat, de andere door het hof van verbreking voorgedragen. In beide gevallen kunnen de op de ene lijst voorgedragen ook op de andere lijst worden voorgedragen. Al de voordrachten worden openbaar gemaakt, ten minste vijftien dagen voor de benoeming. De hoven kiezen uit hun leden hun voorzitters en ondervoorzitters. »

Dit voor wat de benoeming der zittende magistraten betreft. De zittende magistratuur is feitelijk het orgaan van de rechterlijke macht. De staande magistratuur, de ambtenaren van het openbaar ministerie, zijn in feite organen van de uitvoerende macht aangezien zij wel in rechtbanken en hoven zitten maar als vertegenwoordigers der gemeenschap die de toepassing der wetten eisen en de straffen tegen de overtreders vorderen. Voor de benoeming dezer laatsten is geen tempering voorzien in de bevoegdheid van de uitvoerende macht : « de Koning benoemt en ontslaat de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken ».

Om de invloed van de uitvoerende macht op de rechters nog te begrenzen en een tegenwicht te vormen tegen de bevoegdheid tot benoeming, luidt volgend artikel : « De rechters worden voor hun leven aangesteld. Geen rechter kan van zijn plaats ontzet of worden geschorst dan door een vonnis. De overplaatsing van een rechter kan slechts geschieden door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming ». Om eveneens in zake bezoldiging geen druk te kunnen uitoefenen wordt hun wedde door de wet bepaald. Geen rechter mag eveneens van de regering enig bezoldigd ambt aanvaarden.

Zoals men kan vaststellen zijn dus alle mogelijke voorzorgen getroffen om de volledige onafhankelijkheid van de magistratuur te waarborgen.

Er mag wel degelijk worden beweerd dat de rechterlijke macht een macht is op zichzelf. Zij beschikt over eigen organen, over een aan haar alleen behorend werkveld en zij is onafhankelijk van de andere bestaande machten. Het meer dan honderdjarig bestaan van ons land heeft bewezen dat haar werking wel degelijk beantwoordt aan de inzichten van onze grondwetgevers. Onze magistratuur wordt beschouwd als een der beste van de wereld.

HOOFDSTUK III.

I. — DE ONDERGESCHIKTE MACHTEN.

In de voorgaande bladzijden werden de drie souvereine machten behandeld waarvan onze grondwet bestaan en werking regelt. Onder deze drie bestaat geen voorrang; een hiërarchie zou het doel in de weg gestaan hebben dat de grondwetgever zich gesteld heeft, namelijk door hun onderlinge oppositie een evenwicht scheppen dat de dwingelandij van een instelling of een persoon onmogelijk maakt.

Ingevolge het principe der decentralisatie heeft de grondwet ondergeschikte en in hun begrenzing souvereine machten geschapen. Echter steeds zijn hun daden ondergeschikt aan een van de drie eigenlijke machten hetzij dat zij eerst van hogerhand moeten goedgekeurd alvorens zij kunnen toegepast worden, hetzij dat zij onmiddellijk van toepassing zijn maar door een beslissing van hoger kunnen verbroken worden.

De ondergeschikte instellingen zijn : de provincie, de gemeente en de openbare instellingen.

Gezien ze niet eigenlijk souverein zijn 't is te zeggen niet beschikken over de hoogste bevoegdheid in hun domein, maar afhankelijk van een der drie voorgaanden vallen zij buiten het ons gestelde kader. Bovendien behoren zij niet tot de traditionele indeling der politieke instellingen.

Trouwens vermeldt de grondwetgever alleen hun bestaan en laat hij de gewone wetgever de bevoegdheid om hun werking te bepalen.

II. — TOT CONCLUSIE.

Hiermede zijn we aan het einde gekomen van deze korte studie onzer nationale instellingen die 's lands beheer waarnemen. We hoeven geen chauvinisten te zijn en te denken dat bij ons alles beter is dan bij onze buren; we mogen echter evenmin in het omgekeerd euvel vervallen en steeds het buitenland bewonderen zonder aandacht te schenken aan ons patrimonium.

Dit is ook het geval met ons staatsapparaat. Men becriticeert zeer dikwijls onze politieke instellingen; ze zijn ongetwijfeld niet perfect en gelijk alle menselijke instellingen vatbaar voor verbetering. Laat ons echter nooit vergeten dat zij ingegeven zijn door onze nationale ingeboren zin voor vrijheid en ze telkens de oplossingen verkozen hebben die er het dichtst bij aansluiten, eventueel zelfs ten nadele van andere beschouwingen.

Onze grondwet is een reactie tegen eeuwenlange dwingelandij en willekeur van de machthebbers. Haar opstellers hebben getracht het souvereine volk zo veel mogelijk voor het staatsbeleid te interesseren, ze hebben hierdoor een blijk gegeven van buitengewoon vertrouwen in het volk. Het minst wat men dan mag vragen is dat diegenen voor wie zij werd gemaakt een juiste kijk hebben op hun rechten als vrije mensen en op hun plichten als staatsburger.

De wapens dragen is een eer en een bewijs van vertrouwen van de gemeenschap tegenover de enkeling; de soldaat moet ook een goed staatsburger worden die fier is over de plaats die hem in de maatschappij wordt toegekend. Indien we het mochten bereikt hebben hem dit bewustzijn te doen krijgen zouden we ons als volledig geslaagd in ons opzet beschouwen.

LIJST DER ILLUSTRATIES.

1. De Kamer van Volksvertegenwoordigers in de loop van een Zitting (Foto Deflandre).
2. De Kamer van Volksvertegenwoordigers in de loop van een stemming (Foto Deflandre).
3. De Vergaderzaal van de Senaat (Foto « Kennis van het Parlement »).
4. Een zicht op de galerijen tijdens een Zitting (Foto Deflandre).
5. Eedaflegging van Koning Leopold II voor de verenigde Kamers (Foto « Kennis van het Parlement »).
6. De Ministers : Belgische Regering van Nationale Eenheid, Ministerie van Acker, samengesteld op 12 Februari 1945 (Foto « Le Soir »).
7. De Opstellers van het « Analytische Verslag » (Foto Deflandre).
8. De gesproken vertaling (Foto Deflandre).

26335. — 3.200 ex.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE.
SERVICE DE L'EDUCATION A L'ARMEE.

Les Provinces
et
Les Communes

PAR

Alfred TERFVE
Troisième doctorat en droit
Candidat en Sciences Politiques
et Diplomatiques

PLAN

Pages

Introduction 5

I. — *Les frontières actuelles du Royaume et leurs origines* 5

II. — *Considérations générales sur le gouvernement local* 10

La province 15

I. — *Aperçu historique* 15

II. — *Les autorités provinciales :*

Préliminaires 18
Le conseil provincial 19
La députation permanente 23
Le gouverneur 24
Les commissaires d'arrondissement 28

La Commune 31

I. — *Aperçu historique* 31

II. — *Les autorités communales :*

Préliminaires 35
Le conseil communal 35
Le Collège des bourgmestre et échevins. . . 37
Le bougmestre 38
De certaines fonctions communales 39

Conclusion 41

Photo Ern. Thill, Bruxelles.

HASSELT : *Gouvernement provincial.*

Les Provinces et les Communes

INTRODUCTION.

I. — LES FRONTIERES ACTUELLES DU ROYAUME ET LEURS ORIGINES.

Dans notre droit public, les fontières du Royaume sont déterminées en vertu d'une loi. En pratique, cette détermination est l'aboutissement de traités négociés par le Roi, conformément à l'article 68 de la Constitution Belge, et ratifiés ensuite par les Chambres.

Les Frontières de la Belgique avec la France ont été établies par le Traité de COURTRAI du 28 mars 1820. Ce traité a subi une série de modifications que l'on peut trouver dans les lois belges (1).

Les frontières belges du côté des Pays-Bas ont été établies par le traité du 19 avril 1839 et par la convention de MAESTRICHT du 8 août 1843.

---

(1) *Loi du 15 mars 1893.* — Limites des Communes de Roisin (Hainaut) et Goussignies (dép. du Nord).

Loi du 30 juin 1896. — Limites des Cómmunes de Grandrieu (Hainaut) et Coussobre (dép. du Nord).

Loi du 15 juillet 1905 ratifiant la frontière franco-belge le long du ruisseau le Ry.

Loi du 8 novembre 1905 rétablissant les lignes frontières entre les Communes de l'Escaillière et de Rièzes (Hainaut) et les communes de Regniowez et de la Neuville-aux-Tourneurs (département des Ardennes).

Loi du 30 juillet 1906 revisant l'abordement entre le département de Meurthe-et-Moselle et la Belgique.

Loi du 15 avril 1909 revisant les limités entre les Communes de West-outre (Flandre occidentale) et Sint Jans Cappelle (département du Nord).

Loi du 11 mai 1912 revisant les limites des Communes de Pussemange (province de Luxembourg) et de Gasparsart (département des Ardennes).

Le traité du 19 avril 1839 dit des 24 articles consacrait pour nous l'abandon définitif d'une partie importante de la Province de Limbourg devenu depuis le Limbourg hollandais et du Grand-Duché de Luxembourg.

Les limites du territoire belge communes avec celles de la Hollande ont été modifiées par une série de lois qui ont approuvé des conventions internationales rectifiant les frontières (1).

Du côté de BAERLE-DUC la frontière belgo-hollandaise n'a jamais été délimitée sur un espace de 36 kilomètres. Plusieurs enclaves belges existent en territoire hollandais et réciproquement. Le projet de traité du 11 juin 1892 devait régler définitivement cette question. Devant les protestations des habitants, cette convention n'a jamais été ratifiée.

Aujourd'hui encore, les deux Gouvernements intéressés étudient la manière dont pourrait se résoudre ce problème de délimitation.

La Frontière du côté du Grand Duché du Luxembourg a été tracée en vertu du traité du 19 avril 1839. Cependant la convention de Maestricht du 7 août 1843 corrigea certaines dispositions malheureuses du traité de 1839. Elle concernait principalement la rectification de frontière le long de la route Arlon-Bastogne et le territoire de Martelange. Deux lois ont modifié ces limites sur des points de détail (2).

Les Frontières entre la Belgique et l'Allemagne ont été établies juqu'en 1919 par l'acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 et les traités du 26 juin 1816 et 7 octobre 1816.

---

(1) 1° *Loi du 21 juin 1869,* modifiant la limite de la frontière du Zwijn.

2° *Loi du 5 janvier 1888,* modifiant la frontière de la Flandre orientale entre le Fort Saint Antoine et le hameau de Stuyver (Selzaete).

3° *Loi du 4 octobre 1911* modifiant la délimitation du Limbourg à la suite de la construction du chemin de fer vicinal de Maeseyck à Weert (Pays-Bas).

4° *Loi du 10 janvier 1912* modifiant celle du 5 janvier 1888 et rectifiant à nouveau la frontière du côté de Selzaete.

(2) *Loi du 25 juin 1905* approuvant la convention signée avec le Luxembourg, le 23 août 1904 concernant la délimitation de la frontière entre Trutange et Bizouville d'une part et entre Villers-la-Bonne-Eau et Harlange d'autre part.

Loi du 6 mars 1925 approuvant convention délimitant la nouvelle frontière résultant de l'incorporation du cercle de Malmédy à la Belgique.

Ne diposant pas de cartes détaillées, les plénipotentiaires n'attribuèrent à aucune des parties, ni aux Pays-Bas (la Belgique y était incorporée à cette époque), ni à la Prusse, une partie de la Commune de Moresnet.

Un arrangement provisoire du 25 juin 1815 remet à l'administration commune des deux parties le territoire contesté. Le traité de Versailles mit fin à cet arrangement en attribuant le territoire à la Belgique.

Les frontières actuelles entre la Belgique et l'Allemagne ont été établies par le traité de Versailles du 28 juin 1919 (ratifié par la loi du 15 septembre 1919). L'article 27 du traité stipule que la frontière est déterminée par la limite de l'ancien territoire de « Moresnet neutre » puis par la limite est du cercle (1) d'Eupen, puis par la frontière entre la Belgique et le cercle de Montjoie, puis par la limite nord-est du cercle de Malmédy jusqu'à son point de rencontre avec la frontière du Luxembourg. La voie ferrée Trois Vierges à Aix-la-Chapelle est incluse dans le territoire formant en certains points une bande de terrains non contiguë au territoire.

La cession des territoires d'Eupen-Malmédy a été stipulée et organisée par les articles 33, 34 et 35 du traité de Versailles. Le transfert de la souveraineté à l'Etat Belge est devenu définitif depuis le 20 septembre 1920.

Enfin, depuis le 23 avril 1949, suite à la dernière guerre mondiale, les satisfactions accordées à la Belgique ont été modérées. En dehors des villages de Rötgen et de Müntzerich, elles ne concernent que 350 personnes, au totale 4.000 habitants. On sait que le territoire en question est détaché de la trizone d'occupation sans être attaché directement à la Belgique. Il est administré, pour une période transitoire, par un gouverneur militaire assisté de quelques fonctionnaires délégués des départements ministériels intéressés.

Limites des provinces.

Aux termes des articles 2 et 3 de la Constitution, la Belgique est divisée en neuf provinces qu'il appartient à la loi de diviser s'il y a lieu en un plus grand nombre et dont les subdivisions ne peuvent être établies que par la loi. Selon

(1) Cercle : Kreis est une subdivision territoriale administrative allemande.

l'article 83 de la loi provinciale, le Conseil provincial donne son avis sur les changements proposés pour la circonscription des provinces.

Les limites des provinces offrent un grand intérêt dans un Etat où il existe des institutions provinciales. Il ne faut pas modifier facilement les circonscriptions territoriales, car les changements de limites risquent toujours de contrarier des habitudes acquises et blessent ordinairement une foule d'intérêts matériels.

Comme nous le verrons dès que, par la loi du 9 vendémiaire an IV l'annexion de la Belgique à la France fut acquise, l'organisation administrative moderne a remplacé l'organisation antérieure.

La loi fondamentale de Hollande ou Grondwet du 24 août 1815 proclamait, comme notre Constitution, que la loi seule peut rectifier les limites des provinces et consacrait définitivement ces limites. Aussi, sauf en ce qui concerne le Limbourg et le Luxembourg dont le territoire a été réduit pour la partie restée ou devenue définitivement belge par le traité du 19 avril 1839, ou traité des vingt quatre articles, les limites de nos provinces sont encore aujourd'hui à peu près telles qu'elles devaient être reconnues par la loi fondamentale des Pays-Bas du 24 août 1815.

L'article 1er de la Constitution les énumère dans l'ordre alphabétique afin de mettre fin à toute susceptibilité dans les préséances, à savoir : Anvers, Brabant, Flandre occidentale, Flandre orientale, Hainaut, Liège, Limbourg, Luxembourg, Namur.

Limites des Communes.

Les communes se composent de réunions de citoyens formées sur des points délimités du territoire et constitués en corps administratifs.

Les Communes et sections de communes, — fractions qui bien qu'unies territorialement ont des intérêts distincts — sont les plus petites et les dernières divisions politiques et administratives du sol de la Belgique. Ces entités se forment ou perdent leur individualité d'après certaines règles prévues par les lois sur la matière.

Les limites des communes ont une grande importance à cause des institutions communales, mais surtout parce que chaque commune jouit de droits et de revenus qui sont une grande ressource pour ses habitants.

Les circonscriptions communales de la féodalité qui formaient les municipalités et les communes rurales s'étaient formées au gré des événements. Leurs limites souvent soumises à discussions étaient confondues avec celles des paroisses.

La législation révolutionnaire (occupation française) dans l'établissement du cadastre tint compte autant que faire se pouvait de ces limites paroissiales.

La loi fondamentale de 1815 ne disait rien de plus de la fixation des limites entre les Communes. Ces limites pouvaient donc être fixées par arrêté royal.

La Commune n'est pas maîtresse de son territoire : elle ne peu à son gré l'étendre ou le restreindre. Le Congrès national, lors de l'établissement de la Constitution, a confié au législateur le soin de déterminer les limites dans lesquelles s'exerce le pouvoir communal. Les mandataires communaux n'ont donc aucune autorité sur le territoire d'une autre commune.

L'intervention du législateur dans la détermination des limites du territoire communal est toutefois soumise à l'avis préalable du Conseil provincial (loi provinciale art. 83).

Les autres subdivisions administratives.

Les principales subdivisions de la province ne peuvent être établies que par la loi (art. 2 de la Constitution).

Ce sont les suivantes :

1° Les arrondissements administratifs;

2° Les arrondissements et cantons judiciaires;

3° Les ressorts des juridictions pénales, tribunaux de commerce, conseils de prud'hommes et conseils de guerre.

Ces subdivisions ne jouent qu'un pur rôle administratif de décentralisation dans l'organisation de la province. Elles ne constituent donc pas en fait des entités juridiques, alors que la province et la commune sont en droit ce que l'on convient d'appeler des personnes morales publiques en ce sens qu'elles ont les mêmes pouvoirs, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'une personne privée.

II. — CONSIDERATIONS GENERALES SUR LE GOUVERNEMENT LOCAL.

Après avoir déterminé les frontières et les subdivisions du Royaume, il importe, pour bien comprendre l'organisation de nos provinces et de nos communes, d'indiquer les caractères généraux que revêt le gouvernement local (1).

On désigne par « gouvernement local » les organismes chargés de gérer les intérêts des provinces et ceux chargés des intérêts des communes. Plus exactement encore, il s'agit de l'ensemble de l'organisation des provinces et des communes.

Le gouvernement local est une manifestation de la décentralisation territoriale dans la gestion des intérêts publics.

On peut envisager plusieurs modes de gestion des services publics (2). Dans une communauté donnée, l'ensemble des intérêts publics peut être géré par l'Etat seul, c'est-à-dire l'organisme central assisté de toute une collection de fonctionnaires hiérarchisés. Ce système est celui de la centralisation. Il est relativement simpliste et ne répond pas aux nécessités d'une administration complexe, telle celle d'une communauté moderne.

On peut également concevoir que les divers services publics soient gérés par des autorités locales, subordonnées à l'état central, agissant pour le compte de celui-ci et insérés dans une hiérarchie administrative. C'est le système de la déconcentration administrative (3).

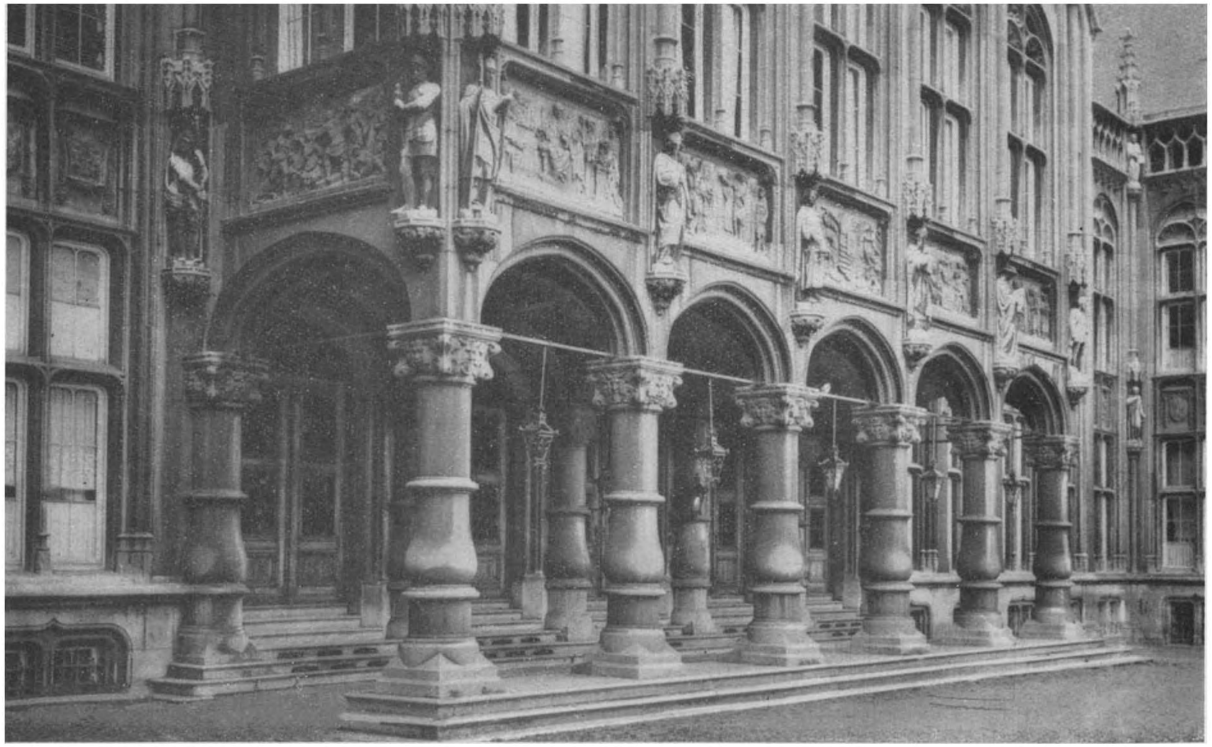
Enfin, la décentralisation territoriale consiste à distinguer, parmi les intérêts publics, diverses catégories, à savoir, les intérêts généraux, les intérêts provinciaux, les intérêts communaux, et à confier à des organismes de nature et d'origine politiques, dotés d'un certain degré d'autonomie, la gestion

---

(1) Les textes qui l'organisent sont : la Constitution (art. 31.109 § 103), la Loi Provinciale du 30 avril 1836 et la Loi Communale du 30 mars 1836. Ces deux lois participant à la majesté de notre Constitution. Sauf en matière électorale, elles ont subi des modifications de peu d'importance.

(2) Par « service public », il faut entendre un organisme étatique gérant un intérêt public.

(3) Ce mode de gestion est également employé dans notre organisation administrative.



LIEGE : *Entrée du Palais provincial.* Photo Ern Thill, Bruxelles.

des intérêts provinciaux et communaux. Ceux-ci, on le comprend très aisément, sont spécifiquement différents des intérêts généraux.

C'est à ce dernier mode de gestion, qui est le nôtre, et dont le principe est fixé par l'article 31 de notre Constitution, qu'il convient de nous attarder, pour déterminer les traits essentiels du gouvernement local.

Le premier caractère sur lequel il faut insister — et déjà mentionné par ailleurs — réside dans la nature des organes chargés de la gestion des intérêts locaux. Ils sont de nature politique, c'est-à-dire qu'ils sont des conseils élus directement par le peuple. C'est le cas des conseils provinciaux et celui des conseils communaux, aux termes du 1° de l'article 108 de la Constitution (1).

Le second caractère du gouvernement local est réalisé dans notre droit par la détermination large de la compétence des provinces et des communes. Il s'agit des pouvoirs et attributions conférés à ces organismes locaux.

Dans le système anglo-saxon, les textes législatifs énumèrent de manière précise et rigoureuse les pouvoirs des organismes locaux.

Au contraire, dans notre législation, on s'est borné à énumérer les principales attributions des organes provinciaux et communaux, en laissant, à ceux-ci, aux termes du 2° de l'article 108 de la Constitution, « tout ce qui est d'intérêt provincial ou communal ».

Notre mécanisme a sur le mécanisme américain l'incontestable avantage de la souplesse. Il s'adapte merveilleusement aux circonstances, sans qu'il soit nécessaire, si une limitation ou une extension de compétence s'avère utile, d'opérer une modification constitutionnelle.

Mais l'attribution aux organismes provinciaux et communaux d'une compétence large est compensée par l'exercice de la tutelle et par le mécanisme de la loi. Tel est le troisième caractère de notre gouvernement local.

L'exercice de la tutelle appartient au pouvoir central. Il s'agit d'un pouvoir de contrôle sur des autorités auxquelles on fait d'abord confiance, auxquelles on confère des pouvoirs propres, tout en harmonisant et en surveillant l'usage qu'elles font de ces pouvoirs.

---

(1) Nous envisagerons ultérieurement le mode de composition de ces conseils.

Ce contrôle s'effectue de diverses manières. Signalons l'approbation ou acceptation de la décision prise; la suspension ou empêchement de réaliser la décision pendant un certain temps; l'annulation de la décision. Enfin, l'envoi de commissaires spéciaux sur place.

L'action des organismes locaux est également ajustée à celle de l'Etat par le jeu de la loi.

Si une loi, règle qui émane du pouvoir législatif central, organise une matière donnée, cette matière est enlevée à la compétence des organismes locaux, sous réserve des règlementations qui concernent uniquement l'entité juridique provinciale ou communale.

L'exercice de la tutelle n'empêche pas les pouvoirs locaux de jouir d'une grande autonomie, conformément à la volonté du législateur de 1836. Les intérêts politiques ont pour résultat que les ministres exercent avec tact et modération le contrôle des communes. Néanmoins, ce contrôle existe, quoique certains désireraient le voir réduit à des mesures platoniques. C'est tout le problème de l'autonomie qui se pose à ce sujet. La marche du progrès, l'évolution des circonstances économiques et sociales ont déterminé un acroissement considérable des charges de l'Etat. L'action de celui-ci se fait de jour en jour plus pressante. Elle gagne en étendue au détriment des intérêts locaux. Face à cette situation, certains demandent une réduction des pouvoirs des organismes locaux, d'autres demeurant attachés férocement au principe de l'autonomie. On a même proposé la suppression pure et simple des provinces, sous prétexte qu'elles ne correspondraient plus à une situation réelle. Dans le feu des discussions, il faut adopter une position médiane. S'il est exact qu'il faut abandonner à l'Etat l'ensemble des tâches qui relèvent de l'intérêt de la collectivité, l'intérêt local n'est pas devenu un vain mot et justifie un système souple qui ne manque pas de références dans le passé, tout en devant être adapté à une nouvelle conjoncture.

Enfin, un dernier trait des organismes locaux réside dans le dualisme qu'ils accusent.

Ils sont à la fois des rouages de la décentralisation territoriale et de la déconcentration administrative. Ainsi gèrent-ils des intérêts spécifiquement locaux et des intérêts généraux.

Prenons un exemple. Les conseils provinciaux peuvent être chargés, à la demande de l'Etat, de certaines enquêtes qui

intéressent la collectivité nationale. Mais ils ont pour mission essentielle la gestion des affaires provinciales.

Origine politique, compétence large et limitée par la tutelle et par la loi, autonomie, dualisme : tels sont les principales caractéristiques de notre gouvernement local, qui lui ont assuré, à travers toutes les vicissitudes que notre nation connaît depuis sa fondation, une incontestable vitalité.

BRUGES : *Hôtel du gouverneur.*

Photo Ern Thill, Bruxelles.

ARLON : *Le Gouvernement.* Photo Ern. Thill. Bruxelles.

LA PROVINCE.

I. — APERÇU HISTORIQUE.

Les territoires qui constituent la Belgique se divisaient, avant l'invasion française de 1794, en trois états distincts, les Pays-Bas catholiques, la principauté de Liège et la petite principauté de Stavelot.

Les Pays-Bas catholiques formèrent toujours, pendant des siècles, une masse indivisible. Cependant au XVIIIe siècle comme au XVIIe, il y avait un Brabant, un Gueldre, une Flandre, il n'y avait guère encore de Belgique dans les manifestations de la vie officielle.

Les dix provinces étaient naturellement soumises à une direction politique unique et dans une mesure très variable à l'action des mêmes ressorts généraux du gouvernement. Chacune des dix provinces était comme un état séparé, ayant son existence individuelle qu'elle défendait à outrance, ayant sa vie propre et indépendante qu'elle cherchait à sauvegarder dans la mesure de ses forces et de ses ressources. Chacune avait sa représentation nationale propre. Elle traitait isolément avec le souverain chaque fois que celui-ci avait besoin de ressources. Elle jouissait d'une administration provinciale collective tout à fait indépendante de celle des provinces voisines et presque toujours constituée dans des formes spéciales.

Par là même le souverain des Pays-Bas n'était que Duc de Brabant, Comte de Flandre, seigneur de Malines, etc. et il portait toujours ces titres dans son pompeux protocole.

Les grandes provinces telles que le Brabant, le Luxembourg et même la Gueldre et Malines, avaient chacune un ordre judiciaire tout à fait distinct et national. Elles avaient des juges souverains sur leur propre territoire.

La législation de toutes les provinces n'était pas absolument la même. Les ordonnances et les édits promulgués par le souverain n'étaient applicables que dans les principautés où ils avaient été préalablement publiés.

On peut conclure de ce qui précède qu'il n'était pas loisible au souverain d'opérer un remaniement général du territoire provincial.

Malgré le régime centralisateur qui se manifeste à partir du XVe siècle les institutions provinciales continuent à subsister jusqu'à l'époque autrichienne.

Il y avait des Etats provinciaux, des députations des Etats, des gouverneurs et des baillis.

Les Etats étaient divisés en trois ordres : clergé, noblesse et bourgeoisie ou tiers état. Les abbés, les doyens ou les membres des chapitres y représentaient le clergé, les nobles étaient considérés comme représentant le plat-pays, à cause de leurs grandes possessions territoriales; le tiers, composé de députés des villes et des doyens des métiers, représentait les villes.

Ils se réunissaient une ou deux fois par an sous la présidence du gouverneur, à l'effet de statuer sur les demandes d'aides et de subsides pour la province.

Leurs empiètements sur les droits du souverain pouvaient être empêchés ou réprimés par le Conseil privé du souverain.

Les Etats choisissaient dans leur sein, pour un terme limité, des députés permanents au nombre de quatre et jusque dix qui avaient pour mission de répartir les impôts, de gérer les finances, de diriger les travaux publics, en un mot d'administrer la province en l'absence des Etats et en leur nom.

Il n'y a pas d'apparence que les collèges aient jamais exercé à cette époque ce qu'on nomme aujourd'hui la tutelle administrative des communes, attendu que la société ancienne se caractérise essentiellement par la diversité et l'indépendance de ses groupes, ainsi que par la rivalité des privilèges; l'unité administrative telle que nous la connaissons était d'une réalisation fort difficile.

Les députés des Etats étaient présidés par le gouverneur, représentant de la Couronne qui faisait la pétition (ou demande) des subsides demandés à la province, veillait au maintien des prérogatives du souverain, ainsi qu'à l'ordre public.

Quant au bailli, il représentait le souverain vis-à-vis des villes ou communautés locales, au même titre que le gouverneur le représentait vis-à-vis de la province. Le bailli veillait à l'exécution des lois dans les communes, et y dirigeait l'administration de la justice. C'était ce qu'on appellerait aujourd'hui un commissaire d'arrondissement doublé d'un procureur du roi.

Le gouvernement de la République française supprime toute l'organisation des anciennes provinces des Pays-Bas

pour faire de ces provinces ainsi que du pays de Liège, qui avaient formé des Etats souverains, de simples départements administrés par des préfets. Ces départements devenus de pures divisions administratives n'avaient pas de vie propre : ils n'étaient que des « sections d'un même tout ».

Les autorités du département étaient réduites au rôle d'auxiliaires du pouvoir central. Il leur fut seulement permis à certain moment de décréter des « sols additionnels » pour pourvoir à diverses charges ou dépenses.

Suivant la constitution de l'an VIII, l'Administration du département comprenait, outre de préfet :

a) Un conseil général de département non électif, mais nommé par le Premier Consul sur la présentation des assemblées de citoyens dites *assemblées de confiance*. Il tenait une session annuelle de quinze jours au plus et ses fonctions principales étaient de répartir entre les arrondissements les contributions directes de l'Etat, parfois de voter des centimes additionnels pour subvenir aux dépenses départementales;

b) Un conseil de préfecture dont les membres étaient comme le préfet, nommés par le Gouvernement et qui statuait sur le contentieux administratif (1).

Le département était divisé en arrondissement sous l'autorité de sous-préfet et de conseils d'arrondissement, ces derniers ayant pour mission de répartir les impôts de l'Etat entre les villes, bourgs ou villages.

Les garanties d'autrefois reprirent jusqu'à un certain point, force et vigueur, pendant la réunion de nos provinces à la Hollande.

Les départements français qui ne portaient plus que des noms géographiques de cours d'eau (Lys, Escaut, Dyle, Meuse, Meuse Supérieure, Entre Sambre et Meuse sauf le Hainaut département de Jemappes en souvenir de la victoire de Dumouriez en 1792) disparurent pour faire place à nouveau aux provinces.

Dans chaque province, il y avait des Etats provinciaux dont les membres étaient respectivement élus, au nombre fixé par le Roi, par l'un des trois ordres suivants : l'ordre

(1) Le sens de ce mot sera expliqué dans les attributions de la députation permanente.

équestre ou les nobles, qui élisait directement ses délégués, l'ordre des villes, représenté par les conseils de régence des villes, lesquelles avaient le droit de nomination, et l'ordre des campagnes dont les députés étaient nommés par élection indirecte ou à deux degrés. Le mode d'élection dans chaque ordre était déterminé par des règlements approuvés par le Roi. Les membres des Etats étaient nommés pour six ans. Ils se réunissaient au moins une fois par an en session ordinaire.

Les Etats convoqués par le Roi, et présidés par le Gouverneur, votaient sous l'approbation royale le budget des recettes et des dépenses et faisaient des règlements ou ordonnances. Ils n'exerçaient en fait leur pouvoir que « sous la surveillance de l'autorité souveraine, la loi fondamentale ayant constitué le Roi Juge supérieur en dernier ressort de la légalité et de la validité des règlements, ordonnances et résolutions émanés des autorités administratives ».

Il n'y avait en fait que deux attributions souveraines qui fussent réellement reconnues aux Etats provinciaux.

1° Ils nommaient dans leur sein ou en dehors, les membres de la Chambre basse ou seconde Chambre des Etats généraux du royaume;

2° Ils nommaient une députation des Etats députés, qui était chargée « de tout ce qui appartient à la gestion journalière et à l'exécution des lois ».

Contrairement à ce qui avait lieu dans le régime français et par retour aux traditions anciennes, ce corps administrait la Province tout en contribuant à l'exécution des lois. Tel était le régime directement antérieur à celui établi par notre Constitution et nos deux lois d'organisation politique et qu'il importe à présent d'envisager.

II. — LES AUTORITES PROVINCIALES.

PRELIMINAIRES.

Les autorités provinciales sont :

1° Le conseil provincial;

2° La députation permanente;

3° Le gouverneur;

4° Les commissaires d'arrondissement.

LE CONSEIL PROVINCIAL.

Le Conseil Provincial est l'organe législatif de la province. Il est à l'échelon provincial ce que la Chambre et le Sénat à l'échelon Etat. Conformément à l'article 108 de notre Constitution, il est issu de l'élection directe. Accusant à son égard une méfiance non déguisée, le législateur a parfois entendu restreindre ses actions.

Nous envisagerons successivement :

1° Son mode de composition;

2° Son fonctionnement;

3° Ses attributions;

4° L'exercice de la tutelle à laquelle il est soumis.

1° *Son mode de composition :*

Comme nous venons de le rappeler, le conseil provincial est composé par le mode de l'élection directe. Il est renouvelé tous les quatre ans et compte un nombre de membres variant de 50 à 90 selon l'importance de la population de la province. Les sièges à conférer sont répartis entre les districts électoraux ou circonscriptions déterminées par les lois électorales

Pour être conseiller provincial, il faut :

a) Etre belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation;

b) Etre âgé de 25 ans accomplis;

c) Etre domicilié dans la province.

La loi électorale provinciale, qui détermine ces conditions d'éligibilité en son article 23, n'a pas opéré de distinction de sexe. Une femme peut donc valablement être membre d'un conseil provincial.

Outre ces conditions, la loi prévoit expressément que certaines personnes, telles celles frappées par la suspension des droits électoraux, ne pourront être désignées. Elle organise également toute une série d'incompatibilités, c'est-à-dire un certain nombre de causes qui ont pour effet d'empêcher celui ou celle qui en est affecté d'être nommé au sein d'un conseil. Parmi ces causes, il y a lieu de distinguer celles qui puisent leur origine dans une fonction exercée par la personne envisagée et celles qui se justifient par un lien de famille. Ainsi, un membre de la Chambre des Représentants

ou du Sénat ne peut être conseiller provincial; ainsi, deux époux ne peuvent être simultanément du même Conseil. On conçoit aisément le but poursuivi par notre législateur en édictant pareilles incompatibilités. En ce qui concerne l'incompatibilité entre le mandat de conseiller et celui de sénateur, il a voulu empêcher que ce dernier défende dans la Haute Assemblée une politique inspirée par un intérêt exclusivement provincial.

Enfin, il est parfois interdit à un conseiller élu de siéger, si le débat inscrit à l'ordre du jour de la séance du conseil concerne l'intérêt personnel direct de ce conseiller.

2° *Son fonctionnement :*

Le conseil provincial s'assemble au chef lieu de la province.

La première mission d'un conseil nouvellement élu consiste dans la vérification et la validation des pouvoirs de ses membres. Cette opération a pour objet de déterminer si chacun d'eux est en conformité avec les conditions requises pour être élu. Soucieux d'assurer l'indépendance du corps législatif provincial, le législateur confère cette tâche au conseil lui-même, qui se constitue à cette fin en un bureau provisoire et en commissions.

Lorsque le conseil a ainsi déterminé la validité du mandat conféré aux conseillers qui le composent, il peut commencer à siéger.

A cet égard, il faut distinguer la session ordinaire des sessions extraordinaires.

Ce conseil se réunit de plein droit chaque année, le 1er juillet ou le 1er octobre. La durée de la session ordinaire, qui est donc celle obligatoirement convoquée, est de quinze jours. L'article 45 de la Loi Provinciale prévoit expressément qu'elle « ne peut être diminuée que de commun accord » avec le gouverneur de la province et qu'elle peut être augmentée de huit jours par décision spéciale du conseil, de plus de huit jours, avec le consentement exprès du gouverneur. En aucun cas elle ne peut dépasser quatre semaines.

Ce laps de temps, on s'en rend compte, est fort court. Il faut y voir une preuve de la méfiance du législateur, encore confirmée par les sanctions prévues en cas de réunions tenues illégalement.

Quant aux sessions extraordinaires, elles sont convoquées par le Roi si besoin est.

Le conseil nomme à l'ouverture de chaque session ordinaire son président, son vice-président, ses deux secrétaires, des suppléants et les questeurs chargés de l'ordre des séances. Toutes ces personnes constituent ce que l'on appelle le Bureau, composé au scrutin secret.

Les séances du conseil sont publiques sauf dans quelques cas. Le mécanisme des réunions (police de la salle, vote, etc.) est celui de toute assemblée législative.

Les conseillers ne reçoivent pas de traitement, mais ils touchent un jeton de présence (rétribution minime) (1) et sont indemnisés des frais de route.

3° *Ses attributions :*

Bien que les condidérations que nous venons de développer soient d'une importance capitale — la minutie avec laquelle le législateur a réglé le mécanisme de l'élection et des réunion du conseil, étant une garantie essentielle d'une saine gestion politique — il est plus intéressant de s'attarder aux attributions des conseils provinciaux.

Elles font l'objet d'une longue énumération de la Loi Provinciale, comprenant les articles 64 à 85. Il est évidemment impossible de les envisager une à une.

Nous avons indiqué en son temps le dualisme que présentent les rouages du gouvernement local, c'est-à-dire qu'ils sont à la fois des organes de déconcentration administrative et de décentralisation territoriale. A présent que nous sommes confrontés avec le détail de l'organisation du gouvernement local, nous allons pénétrer dans l'application de ce dualisme et distinguer parmi les tâches du conseil celles qui intéressent uniquement la province (dites d'intérêt local) et celles qui intéressent la collectivité nationale (dites d'intérêt général).

Parmi les premières, la plus caractéristique est celle de faire des règlements provinciaux et d'administration intérieure, ainsi que des ordonnances de police. Ces règlements, véritables lois au petit pied, sont d'application dans les limites territoriales de la province et ils ne peuvent concerner des matières déjà régies par des lois ou des règlements d'administration générale.

Citons ensuite le vote du budget et des comptes. C'est également une mission essentielle. Tout acte de gestion

---

(1) Il est actuellement question de porter le montant du jeton de présence à 250 francs.

administrative se traduit par une dépense. Ici budget comporte les dépenses et les recettes à effectuer pour l'exercice à venir. Les comptes comprennent les dépenses et les recettes effectuées pour l'exercice écoulé. L'un est un acte de prévision, l'autre un bilan. Il faut voir dans le vote du budget l'origine du système parlementaire. On sait en effet que ce régime est né en Angleterre, grâce au fait que les Rois devaient avoir recours, pour la réalisation de leurs ambitions, au consentement des assemblées, gardiennes du porte-monnaie du Royaume. A chaque autorisation financière qu'elles donnaient, les assemblées exigeaient une contrepartie qui se traduisait par des garanties de libertés. Chacune des libertés dont nous sommes si fiers trouve son origine dans ce système. Enfin, le Conseil nomme certains employés provinciaux, fixe le taux de leur traitement, autorise les emprunts pour le compte de la province, statue sur les constructions de routes, canaux et autres ouvrages publics à effectuer dans la province, agit dans les actions en justice relatives aux biens de la province, prononce sur l'exécution des travaux qui intéressent à la fois plusieurs communes de la province. De manière générale, il décide de toutes les affaires qui relèvent de l'intérêt provincial.

Parmi ses tâches d'intérêt général, nous mentionnerons que le conseil élit un certain nombre de sénateurs. La Haute Assemblée comprend en effet quatre genres d'élus : les sénateurs élus au suffrage direct, les sénateurs de droit, les sénateurs provinciaux et les sénateurs cooptés. De même, le conseil présente les candidats pour les nominations des conseillers des cours d'appel, des présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance.

4° *L'exercice de la tutelle à laquelle il est soumis :*

Nous ne reviendrons plus sur le mécanisme si important de la tutelle et sur sa portée.

Indiquons simplement que certaines décisions des conseils provinciaux ne sont pas soumises à l'approbation royale (par exemple : la nomination d'un employé provincial), que d'autres sont expressément soumises à cette approbation (le vote du budget), que d'autres encore peuvent y être soumises par décision du gouverneur de la province (la construction d'une route).

De plus, des lois spéciales mettent à charge des provinces un certain nombre de dépenses, telles celles relatives à l'entretien des chemins vicinaux. Au cas où un conseil provincial

s'abstiendrait d'inscrire ces dépenses à son budget, le gouvernement peut directement les y porter. On parle alors d'approbation d'office.

Le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès du gouvernement contre tous les actes du conseil provincial qui blessent l'intérêt général ou qui sortent des attributions du conseil. Ce recours suspend l'exécution de la mesure visée pendant trente jours à dater de la notification au conseil. Le Roi peut alors annuler l'acte. S'il ne le fait pas durant le délai des trente jours, l'acte peut être exécuté.

LA DEPUTATION PERMANENTE.

Elle est, au sein des institutions provinciales, l'organe exécutif. Son rôle considérable et ce en raison du fait que les réunions du conseil provincial sont rares et courtes. Aussi faut-il entendre les mots « organe exécutif » au sens large et comprendre sous ces vocables non une simple exécution matérielle mais un véritable pouvoir de délibération. La députation permanente n'exécute pas purement et simplement les décisions prises par le conseil provincial, mais elle a elle-même un pouvoir de décision, et édicte des ordonnances de portée générale.

1° *Sa composition et son fonctionnement :*

Aux termes de l'article 3 de la Loi Provinciale, chaque conseil provincial élit en son sein une députation permanente.

La députation comprend six membres. Aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités prévues pour le mandat de conseiller provincial, la loi ajoute un certain nombre de prescriptions, en ce qui concerne le mandat de député permanent. Elle prévoit également des interdictions de siéger.

La durée du mandat est de quatre ans.

Les députés permanents bénéficient d'un traitement dont l'importance varie au prorata du nombre de séances auxquelles ils ont assisté.

La députation permanente agit en principe en corps, c'est-à-dire qu'une décision prise par un ou plusieurs de ses membres isolément est non valable, sauf s'il s'agit d'une mission spécialement confiée à ceux-ci ou dans l'hypothèse de la vérification annuelle de l'état des recettes et des dépenses de la province.

Elle est présidée par le gouverneur de la province.

Toute résolution y est votée à la majorité absolue des membres présents et doit être motivée.

2° *Ses attributions et la tutelle qu'elle subit :*

Pour comprendre exactement le rôle de la députation permanente, il faut la comparer au conseil d'administration d'une société anonyme dont le conseil provincial serait l'assemblée des actionnaires.

En tant qu'organe de la province, sa mission essentielle est d'assurer l'exécution journalière des intérêts de la province. On réalise qu'une telle charge dépasse les bornes d'une simple exécution matérielle.

La députation peut, en cas d'urgence, assumer les attributions du conseil provincial, sauf celles qui en raison de leur exceptionnelle gravité appartiennent exclusivement au conseil.

De même elle se substitue parfois au gouverneur.

Enfin, en certaines matières, elle dispose d'attributions contentieuses, ce qui signifie qu'elle a le pouvoir de régler certains conflits qui naissent, soit entre les particuliers et l'Etat au sens large, soit entre les particuliers seuls. Ainsi, la députation permanente intervient en matière d'élections communales, en matière fiscale, pour trancher des contestations. Il ne faut cependant pas la confondre alors avec un tribunal ordinaire. Elle n'offre en aucun cas les garanties suffisantes au point de vue de la capacité et de la procédure pour être assimilée à une véritable juridiction. Un tribunal est composé de personnes qui présentent les connaissances du droit nécessaires à leur mission du juger, et qui sont soumises dans l'exercice de cette mission au respect de règles strictes.

En tant que rouage de l'administration étatique, la députition exerce la tutelle sur les communes, intervient dans l'exécution d'un nombre considérable de lois d'ordre général et assume certaines fonctions de police.

Le mécanisme de la tutelle exercée sur la députation permanente est sensiblement analogue à celui du conseil provincial.

LE GOUVERNEUR.

A. — *Aperçu historique.*

Pendant plusieurs siècles, les Souverains des Pays-Bas avaient placé à la tête des Provinces, autres que le duché de Brabant et la Seigneurie de Malines, un représentant direct. Ce représentant, portant d'habitude le titre de gouverneur et

y joignant, suivant les lieux et les circonstances, celui de grand bailli ou celui de capitaine général et parfois l'un et l'autre, était inamovible.

Ses pouvoirs étaient très étendus. Dans le cercle des intérêts provinciaux, il ne recevait guère du gouvernement central qu'une impulsion générale : l'exécution et même la décision des points de détail lui appartenaient.

A partir de la fin du XVIIe siècle le développement graduel des institutions et les modifications insensibles de l'état social, à partir du XVIIIe siècle l'action directe des souverains, tendirent d'une manière constante à diminuer l'autorité des gouverneurs de province au profit de celle du gouverneur général des Pays-Bas ou Prince Souverain des Pays-Bas.

Le prince finit même par ne plus remplacer les premiers de ces dignitaires quand la mort rendait leurs charges vacantes. Il ne maintint que l'office de grand bailli de Hainaut et celui de gouverneur de Namur, et encore il enleva au grand bailliage ce qui donnait surtout à son titulaire la qualité de représentant direct du souverain; il ne laissa subsister le gouvernement que par des considérations de faveur personnelle à l'endroit de la famille qui l'occupait.

Les Habsbourgs d'Autriche avaient ainsi, en supprimant les gouverneurs particuliers, modifié au profit d'une centralisation étroite et nouvelle, une partie du régime provincial.

En fait donc, à part en Hainaut, à Namur et en Limbourg, *les Conseils de justice* étaient les principaux organes du souverain dans les provinces et en même temps les plus grandes des institutions provinciales (1).

Si même le Souverain avait supprimé le Gouverneur à Namur, il aurait été contraint de laisser subsister dans la Province un souverain bailli.

Le souverain bailliage dont les origines se perdent dans la nuit des temps, formait une partie essentielle de la constitution de la province. Il en était de même du grande baillage de Hainaut. Celui-ci se rattachait à toute l'histoire diplomatique du Comté, une foule de ses attributions étaient consacrées par les chartes générales, c'était sur lui et sur la position essentiellement grande qui lui était faite, que reposait en grande partie la vitalité nationale de la province.

Le grand bailli du Hainaut, ainsi que le Gouverneur souverain bailli de Namur étaient inamovibles. L'un et l'autre

(1) Voir supra : Historique de la Province.

étaient astreints en entrant en charge à prêter, outre leur serment entre les mains du Gouverneur Général ou Prince, un serment spécial relatif à l'observation des privilèges de la province à la tête de laquelle ils étaient placés.

Le grand bailli du Hainaut, le gouverneur souverain bailli de Namur, les chanceliers de Brabant ou de Gueldre, le grand bailli président du Conseil de Tournai - Tournaisis, les présidents des autres conseils de justice étaient nommés librement par le *Souverain.*

Les prérogatives de ces gouverneurs restés en charge étaient grandes et nombreuses, ainsi le grand bailli du gouverneur du Hainaut à la fin du XVIIIe siècle était le chef suprême de l'ordre judiciaire du comté, le premier officier criminel, sorte de procureur général actuel du pays. Il avait la mission de convoquer les Etats provinciaux sur l'ordre du Gouverneur général, la charge traditionnelle, pour ne pas dire constitutionnelle d'être *commissaire* du Souverain auprès d'eux, chaque fois qu'il s'agissait de leur faire des *pétitions de subsides* (levées d'impôts) et celle de président de leur députation permanente et celle de préposé à l'audition de leurs comptes.

Il pouvait faire des « dispositions et publications ayant pour objet le bien et le soulagement des sujets, le maintien de la police et autres semblables matières » ainsi que des règlements d'administration publique. Il pouvait autoriser les officiers et vassaux à faire des règlements. Il nommait les commissaires au contrôle des comptes des villages et une foule de fonctionnaires d'ordre inférieur. A la suite d'une longue lutte avec le pouvoir central, lutte dans laquelle il avait été soutenu par les Etats provinciaux, le grand bailli avait vu réduire presque à rien le droit de grâce exercé jadis par lui en matière criminelle.

D'autre part, cependant, le grand bailli était demeuré le véritable chef de la province, avec voix délibérative et semonce. C'était avec ce corps qu'il était agent principal de transmission des ordres et des dépêches du pouvoir central.

En substance, les Pays-Bas Catholiques, s'ils formaient une entité rattachée à une même couronne se distinguaient par une autonomie provinciale très large, le gouverneur de la province n'agit qu'en tant que représentant direct du Gouverneur général. C'est en réalité le Prince souverain qui possède le titre de Grand Bailli de telle province, de capitaine général de telle autre. Le gouverneur en fait, n'agit que par subdélé-

gation de pouvoir. La mesure de suppression des gouverneurs de province par les Habsbourg d'Autriche apparàît donc comme légitime.

L'annexion française réalisée en 1795 et consacrée juridiquement par le traité de Campo-Formio du 17 octobre 1797. vint détruire de fond en comble, comme nous l'avons vu, l'organisation des anciennes provinces des Pays-Bas (1).

A la tête de chacun des neufs départements, qui correspondaient aux provinces, est placé un préfet nommé et révoqué par le premier Consul.

Le préfet, d'après l'article 3 de la loi du 28 pluviose an VIII, sera seul chargé de l'administration.

En fait, ces préfets avaient un pouvoir quasi absolu. « Avec toute l'autorité et les ressources locales dont ils se trouvaient investis, disait Napoléon lui-même, ils étaient comme des *Empereurs au petit pied* (2), et comme ils n'avaient de force que par l'impulsion que leur donnait le pouvoir central dont ils n'étaient que les organes d'exécution, que toute influence ne dérivait que de leur emploi du moment, qu'ils n'en avaient point de personnelle, qu'ils ne tenaient nullement au sol qu'ils régissaient, ils avaient tous les avantages des anciens agents absolus, sans aucun de leurs inconvénients ».

Chargé seul de l'administration, le préfet était compétent en matière de finances, de bienfaisance publique, d'instruction publique, d'encouragement à l'agriculture et à l'industrie, de domaines nationaux, propriétés publiques, forêts, rivières, chemins et travaux publics. Le maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique dans le département ainsi que l'exécution des lois sur la conscription et sur la garde nationale passèrent également dans ses attributions.

Les préfets avaient également hérité de la gestion des intérêts départementaux proprements dits. Si le *Conseil général* exerçait comme nous l'avons dit un certain contrôle il n'avait en fait aucune action.

Enfin, les sous-préfets et les maires (ou bourgmestres) étaient subordonnés aux préfets. Les préfets possédaient à l'égard du personnel des administrations locales des droits de nomination et de suspension.

---

(1) Voir supra : La province. — historique de généralités.

(2) Voir La Cases : Mémorial de Sainte Hélène, édit. de Bruxelles 1823 XVII, p. 96.

Avec l'annexion de la Belgique aux Pays-Bas, la Grondwet ou loi fondamentale apporte des altérations profondes à la centralisation excessive de l'occupation française. Le gouverneur préside de droit les Etats provinciaux. Il est le Représentant du Roi dans la province.

B. — *Le gouverneur en droit belge.*

Si nous considérons l'état actuel de notre droit, le gouverneur de la province devient le représentant du Roi dans la province. Il est nommé et révoqué par lui. Il prête serment entre les mains du Roi. Sa résidence est le chef lieu de la province. Son traitement est à charge du budget de l'Etat.

Ses missions sont nombreuses :

1° Il informe l'administration centrale de la situation dans la province;

2° Il contrôle la gestion des affaires provinciales. A cet égard, nous avons déjà mentionné le rôle joué par le gouverneur dans l'exercice de la tutelle;

3° Il exécute les lois et règlements d'administration générale dans toute la province, sauf en ce qui concerne l'administration judiciaire et militaire;

4° Il préside la députation permanente et exécute matériellement ses décisions ainsi que celles du conseil provincial. Il est assisté dans cette tâche par des auxiliaires tel le greffier provincial. Ce dernier est en même temps secrétaire de l'administration provinciale. Il est nommé par le Roi pour un terme de six ans. Parmi les auxiliaires du gouverneur il faut également citer les commissaires d'arrondissement;

5° Il jouit indirectement du pouvoir de faire des règlements;

6° Il est enfin titulaire du pouvoir de police, pour assurer le maintien de l'ordre dans la province, et dispose dans ce but de la gendarmerie et de la force armée.

LES COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT.

Parmi les auxiliaires des gouverneurs, nous venons de mentionner les commissaires d'arrondissement. Les commissaires d'arrondissement sont « les tuteurs des petites communes ». Notre législateur n'a pas entendu distinguer entre grandes et petites communes. En Angleterre et aux U.S.A., au contraire, on a classé les communes selon l'importance

de leur population et le régime politique y est fonction de ce chiffre. Cependant, la Loi Provinciale Belge prévoit expressément en son article 132 que les communes de moins de 5.000 âmes, qui ne sont pas chefs-lieux d'arrondissement, seront soumises à l'administration d'un commissaire du gouvernement. Ce personnage est le commissaire d'arrondissement.

Le commissaire d'arrondissement exerce dans ces communes le rôle de gouverneur, sous la direction de celui-ci et de la députation permanente. Il est assisté par les brigadiers champêtres, agents de la province, qui contrôlent les gardes-champêtres.

Les tâches d'un commissaire du gouvernement sont également multiples :

1° Surveiller l'administration des communes de moins de 5.000 habitants;

2° Veiller à l'exécution des lois et règlements d'ordre général ainsi que des résolutions du conseil provincial et de la députation permanente dans ces communes;

3° Inspecter une fois par an les registres d'état civil des petites communes. Ceci s'explique par le fait que ces registres, d'une importance considérable, étaient fréquemment mal tenus dans les petits centres ruraux;

4° Assurer le maintien de l'ordre dans les petites communes. Pour ce faire, il dispose des pouvoirs du gouverneur.

Archives T.C.B., Bruxelles.

ALOST : *L'ancien Hôtel de Ville aujourd'hui musée.*

Archives T.C.B., Bruxelles.

BINCHE : *L'Hôtel de Ville.*

LA COMMUNE.

I. — APERÇU HISTORIQUE.

L'origine des communes remonte à la nuit des temps. Nous ne pouvons songer ici qu'à donner un aperçu plus que succinct.

Déjà au temps de la domination romaine, il existait des villes telles que Tournai et Tongres. Ensuite furent fondées les villes comme Liège, Huy, Gand, Bruges, Ypres, Courtrai, Thourout, Bruxelles, etc. L'influence du christianisme et des monastères est dans certains cas prépondérante : les couvents dotés d'immunités par les chefs Francs, étendirent ces immunités aux colons qui se groupèrent autour d'eux.

A partir du XIe siècle le mouvement communal fut également encouragé par le pouvoir souverain. Les chefs des grands fiefs ayant besoin du concours des gens des communes, reconnurent des privilèges aux plus importantes d'entr'elles. Une autre cause historique du développement des communes, sont les croisades. Beaucoup de seigneurs féodaux durent contracter des emprunts, moyennant renonciation aux droits d'administration et de justice qu'ils possédaient. Les corporations de métiers appelées gildes, confréries, métiers, nations, corporations, serments, etc. furent également un des éléments déterminants du mouvement d'émancipation des communes.

Les principaux droits qui figurent dans les chartes des communes du Moyen-Age étaient :

a) Le droit des habitants d'élire les magistrats chargés de gérer les affaires de la commune, à l'exception des échevins, nommés par le souverain ou le seigneur. Cette franchise accordait aux magistrats élus la prérogative de consentir librement à l'impôt ou d'établir des taxes, ainsi que de porter des règlements ou ordonnances de police;

b) Le droit de porter les armes.

Le lien de vassalité des communes leur imposait les charges suivantes :

a) L'obligation du service militaire pour la défense du territoire et des droits du souverain et seigneur;

b) *Les aides légales ou subsides,* limitées aux trois cas suivants : fournir la rançon du souverain, armer son fils aîné chevalier ou marier sa fille.

Les autorités de la Commune étaient :

— le Bailli ou mayeur, représentant du souverain;

— des échevins, qui avec le concours du bailli administraient la commune et rendaient la justice.

L'existence extérieure de la commune était révélée par une maison commune ou hôtel de ville, un beffroi, une caisse commune, un sceau et des armoiries.

Sous l'administration de Philippe le Bon et de Charles Quint, on assiste à une centralisation de plus en plus poussée du pouvoir entre les mains du Prince ou Souverain. Cette centralisation ne pouvait que s'exercer au détriment des institutions locales ou particularistes.

Charles Quint institua trois Conseils du Gouvernement central dits *Conseils collatéraux,* à savoir :

— le *Conseil d'Etat* qui s'occupait des affaires les plus importantes du pays;

— le *Conseil privé* qui avait dans ses attributions l'administration intérieure, la police, etc.;

— le *Conseil des finances.*

Ces conseils tendirent souvent à se substituer aux Etats des Provinces et aux pouvoirs locaux.

Depuis le XVe siècle jusqu'au XVIIIe siècle sous l'administration autrichienne, les villes ou bourgs avaient continué, bien que dépouillés d'une partie de leurs franchises, de s'administrer plus ou moins librement.

Les magistrats communaux formaient deux conseils :

a) Le bourgmestre ou mayeur et les échevins, généralement au nombre de sept, nommés par le Souverain ou par le Gouverneur Général. Le Conseil était chargé de l'exécution des décisions prises par le Souverain ainsi que de l'administration et de la justice dans le ressort de la commune;

b) Le Conseil de régence, dont les membres étaient annuellement choisis par les bourgeois notables. Ce Conseil délibérait sur les objets d'intérêt communal : taxes, ordonnances, etc.

En outre, les corporations locales, industrielles, commerciales ou militaires, intervenaient par leurs chefs dans les règlements des affaires communales.

Si les institutions des villes étaient ainsi clairement définies, par contre on voit celles-ci se diversifier à l'infini pour les bourgs et les campagnes que l'on appelait le plat-pays.

Cette bigarrure du système municipal s'explique comme une conséquence de l'histoire. La plupart des constitutions des communes remontent au moyen-âge. Elles reposaient sur des chartes antiques rajeunies par le texte des coutumes ou sur des traditions longtemps suivies. Les souverains des Pays-Bas tout en travaillant dans un sens favorable au pouvoir central n'avaient jamais essayé de prendre à leur égard des mesures générales. Ils n'avaient jamais non plus créé une loi communale uniforme.

Sans doute la constitution de chaque ville était loin d'être immuable. Mais les villes et surtout les anciennes communes, soutenaient volontiers que leur organisation, fondée sur des privilèges immuables ne pouvait être modifiée *sans leur aveu,* c'est-à-dire sans leur consentement.

Le plat pays ou pays rural, ne jouissait généralement pas du droit d'élection et possédait fort peu de privilèges. Le seigneur y était d'ordinaire le véritable maître; il nommait le bailli et les échevins et la justice se rendait en son nom; outre, son accord était nécessaire pour la plupart des actes qui intéressaient la communauté.

Le décret de la Convention du 10 et 11 juin 1793, considère la commune comme une société de citoyens unis par des relations locales. Toutes les communautés d'habitants, petites ou grandes, sont placées sous un régime d'égalité complète.

Sous le régime français, ces principes furent profondément transgressés. D'après la Constitution de l'An III qui nous fut appliquée malheureusement après notre annexion, le régime municipal était caractérisé par le fait que les institutions locales n'avaient aucune autonomie.

Elles étaient subordonnées aux autorités départementales (préfet) et centrales. Le maire ne fait plus rien que par ordre et obéissance. Toutes les communes du reste de moins

de cinq mille âmes disparurent comme unités propres pour se fondre en une unité administrative artificielle dénommée canton. Les maires sont devenus de simples fonctionnaires municipaux d'administration nommés par le gouvernement sur des listes de présentation.

La constitution de l'an VIII accrut le régime de la décentralisation et semble rendre à la commune une certaine autonomie. Toutefois les conseils municipaux, nommés directement par le préfet n'avaient que des attributions dérisoires. En fait, le maire avait seul toute l'administration active de la commune, comme le préfet avait celle du département. Le maire demeurait, du reste, soumis à ce dernier.

Sous le régime de la Grondwet, les communes ont repris leur autonomie mais il était fait une distinction entre communes urbaines et communes rurales.

Les Conseils communaux ont dès ce moment la direction pleine et entière des intérêts locaux.

Dans chaque ville, il y avait un Conseil de régence avec un collège des bourgmestre et échevins nommés par le Roi. Ce Conseil dont les membres étaient élus par un Collège électoral issu lui-même des suffrages des habitants de la ville, qui étaient habiles à voter, avait la gestion des intérêts communaux sous l'approbation des autorités provinciales et du Roi pour les impôts à établir ou autres actes importants.

Les Conseils de régence nommaient en outre les membres des Etats provinciaux de l'ordre des villes (1).

Dans les communes rurales ou *plat-pays,* appelées seigneuries, districts ou villages, des règles plus ou moins arbitraires présidaient à leur organisation. Elles avaient un mayeur nommé par le Gouvernement, deux assesseurs et un conseil. Mais les assesseurs et le conseil étaient nommés par les Etats provinciaux.

Toutefois, à l'effet de former l'ordre des campagnes, elles élisaient des délégués spéciaux aux Etats provinciaux.

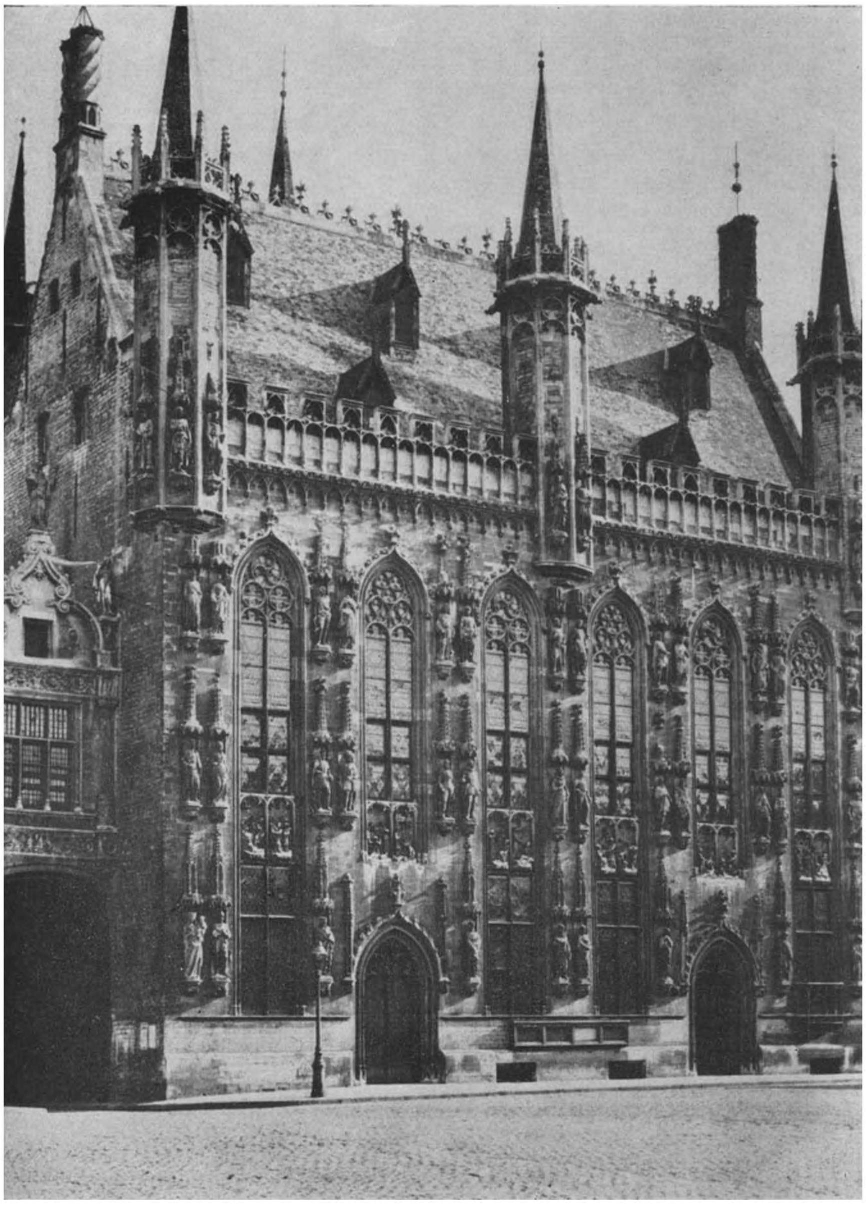
Tous les autres actes de gestion étaient subordonnés au bon plaisir du Roi.

Mais une série de règlements arbitraires (2) replacèrent bientôt les communes sous le régime de l'absolutisme, vidant ainsi l'institution de sa substance et de son caractère véritable.

---

(1) Voir La Province : Aperçu historique.

(2) Règlement des Villes du 19 janvier 1824.
Règlement des campagnes du 25 juillet 1825.



Archives T.C.B., Bruxelles.

BRUGES : *L'Hôtel de Ville.*

Archives T C B , Bruxelles.

SAINT-TROND : *L'Hôtel de Ville.*

C'est le Roi qui nomme les bourgmestre et échevins.

Le Roi confère le titre de ville. Il y en a cent pour les provinces belges (3).

En 1830, un décret du Gouvernement provisoire du 8 Octobre dissout les administrations communales existantes et ordonne une élection par voie directe.

L'existence des communes est érigée en principe constitutionnel, leur compétence est inviolable, et leur autonomie garantie (4).

II. — LES AUTORITES COMMUNALES.

PRELIMINAIRES.

Les autorités communales sont :

1° Le Conseil communal;

2° Le Collège des bourgmestre et échevins;

3° Le bourgmestre;

4° Les auxiliaires communaux :

— le secrétaire communal;

— le receveur communal;

— le commissaire de police.

LE CONSEIL COMMUNAL.

Le conseil communal est à la commune ce que le conseil provincial est à la province. Il est par excellence l'organe représentatif des intérêts communaux. C'est un rouage législatif en réduction.

1° *Sa composition :*

Les conseillers communaux sont élus directement, tous les six ans, par l'assemblée des électeurs de la commune. Le mot assemblée désigne dans la loi l'ensemble des électeurs.

(3) Depuis la rétrocession du Limbourg et du Luxembourg, la Belgique n'en compte plus que 88.

(4) Il y a 2630 communes, le traité de Versailles nous attribue les communes de Moresnet et de la Calamine; les lois du 15 septembre 1921 et du 6 mars 1925, les communes des cantons d'Eupen, de Malmedy et de St-Vith.

Pour pouvoir être élu et rester conseiller communal, il faut, sans distinction de sexe :

a) Posséder la qualité de Belge;
b) Etre âgé de 25 ans accomplis;
c) Etre domicilié dans la commune.

Il existe en outre une collection d'incompatibilités et d'interdictions de siéger. Notons que le mandat de conseiller communal n'est pas inconciliable avec celui de député ou de sénateur, contrairement à ce qui se produit pour le mandat de conseiller provincial. C'est peut-être là une erreur de la loi. Le danger que nous avons signalé ne manque pas de se réaliser. On voit trop souvent des Représentants de la Nation, à la fois délégués d'une commune, défendre des intérêts de clocher. On ne peut être en même temps gouverneur de province et conseiller communal. La vérification et la validation des pouvoirs est opérée par la députation permanente, avec possibilité de recours devant le Conseil d'Etat, depuis la loi du 23 décembre 1946 créant cette institution.

2° *Son fonctionnement :*

« Le Conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions » dit l'article 62 de la Loi Communale. Ainsi, à l'inverse des précautions qu'il a prises à l'égard du conseil provincial, notre législateur n'a pas limité la fréquence des réunions du conseil communal.

Le Conseil est convoqué par le Collège des bourgmestre et échevins, dont nous parlerons ci-après. Il est précidé par le bourgmestre. Remarquons que le conseil provincial est présidé par un conseiller désigné à cette fin et non, par exemple, par le gouverneur de la province. Le conseil ne peut prendre des décisions si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente.

Les conseillers peuvent bénéficier d'un jeton de présence, mais n'ont pas de traitement.

3° *Ses attributions.*

« Le conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal » dit la loi.

Il faut comprendre sous ces termes volontairement larges, parmi les tâches essentielles du conseil, le pouvoir de faire des règlements communaux et des ordonnances de police

communale. Ces règlements et ordonnances ne peuvent être contraires aux lois et règlements de l'administration générale ou provinciale.

Le conseil vote les taxes et les impôts communaux.

De même que le conseil provincial, il vote les budgets des dépenses communales et les moyens d'y pourvoir ainsi que le compte annuel des récettes et dépenses communales; il dispose d'un pouvoir de nomination et de révocation de certains employés communaux (le secrétaire communal, le receveur communal) et loue les services de toute personne à laquelle il entend confier un travail dans l'intérêt de la commune. Enfin, il décide de la gestion et de l'exploitation du domaine communal (il loue, vend, achète, construit).

4° *La tutelle à laquelle il est soumis.*

Les larges pouvoirs du Conseil sont tempérés par la tutelle.

Une fois de plus, sous réserve de l'intervention de la députation permanente, on constate l'analogie avec les institutions provinciales.

Certaines décisions du conseil sont soumises à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi (l'établissement d'un impôt). D'autres ne le sont pas.

Toute mesure sortant du cadre des attributions du conseil ou blessant l'intérêt général peut être suspendue ou annulée. Il existe également une approbation d'office.

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS.

Il est le correspondant de la députation permanente.

Il se compose au maximum de sept personnes, à savoir le bourgmestre et six échevins. Dans les communes de 10.000 habitants et moins, il compte trois personnes, le bourgmestre et deux échevins.

Les échevins sont élus au scrutin secret par le conseil communal et parmi les membres de celui-ci. La loi électorale communale consacre toute une série d'incompatibilités.

Le collège n'agit juridiquement qu'en corps. A la différence de la députation permanente, la division du travail est plus poussée au sein du collège. Chaque échevin est à la tête d'un département : finances, instructions publique, état civil, etc. Ce qui n'empêche qu'une décision n'est valable que prise par le collège tout entier.

Le Collège se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire.

Le bourgmestre est de droit président.

Les échevins bénéficient d'un traitement.

Les attributions d'un Collège sont spécialement et essentiellement :

1° Assurer l'exécution des lois et arrêtés de l'administration générale, ainsi que celle des règlements et arrêtés du conseil provincial et de la députation permanente, lorsqu'elle lui est spécialement confiée;

2° Exécuter les décisions du conseil communal;

3° Administrer les établissements communaux;

4° Diriger les travaux communaux;

5° Représenter la commune dans les actions de justice (1).

6° Tenir les registres de l'état civil et conserver les archives;

7° Vérifier trimestriellement l'état de la caisse communale;

8° Enfin, aux termes des articles 95, 96 et 97 de la Loi Communale, il peut prendre des mesures de police en ce qui concerne « les insensés et les furieux », il peut les séquestrer à domicile ou les faire colloquer. Il assure la police des spectacles et peut, dans des circonstances extraordinaires, interdire toute représentation, pour assurer le maintien de la sécurité publique. Avant la loi du 21 août 1948, il était compétent en matière de police de la prostitution. Depuis cette date, cette police appartient à l'Etat.

LE BOURGMESTRE

Le bourgmestre est nommé par le Roi, dans le sein du conseil communal. Le Souverain a cependant la liberté, de l'avis conforme de la députation permanente, de nommer le bourgmestre en dehors du conseil, parmi les électeurs de la commune âgés de 25 ans accomplis.

---

(1) A cette occasion il faut noter que les communes sont responsables des dommages causés par les troubles survenus sur leur territoire du fait de leurs habitants, et qu'elles n'auraient pu réprimer. Ce texte qui crée cette responsabilité fort lourde est un vieux décret révolutionnaire de Vendémiaire an IV. Il s'explique par les temps troublés qui caractérisent toute révolution. Son application a été suspendue en 1918 et en 1944, vu le nombre de dégâts commis envers les inciviques.

Le rôle du bourgmestre est considérable. Il faut remarquer qu'il agit au sein du collège et isolément.

Il préside le collège et le conseil.

Il dispose d'un large pouvoir réglementaire en matière de police. A l'exception de la police des spectacles et des déments, qui appartient au collège, il est compétent, en cas d'urgence pour édicter des ordonnances et règlements dans ce domaine. Il doit alors en donner communication sur le champ au conseil et en envoyer copie au gouverneur.

DE CERTAINES FONCTIONS COMMUNALES.

A. — « L'ouvrière » de la ruche communale est incontestablement le secrétaire communal. Sans cesse sur la brêche, il exerce à la fois un rôle d'impulsion et de coordination.

Le secrétaire communal est nommé, suspendu et révoqué par le conseil communal. Depuis une loi du 27 août 1921, les femmes sont admises à cette fonction. Aux termes de l'article 109bis de la Loi Communale, en cas de vacance du poste, le gouverneur de la province peut prescrire au conseil communal de choisir son secrétaire parmi les secrétaires des communes de la région, dont le chiffre de population n'excède pas 1.000 habitants. Ainsi les petites communes peuvent-elles accomplir une œuvre administrative satisfaisante, en assurant à un secrétaire communal commun un traitement décent. Avant la loi du 27 août 1921, adoptée sous la pression des organisations professionnelles, et réglementant le traitement des fonctionnaires communaux, la rétribution des secrétaires communaux était fort faible, compte tenu du fait qu'il est interdit à ces personnes d'exercer une quelconque activité lucrative annexe.

Le secrétaire communal est à la fois secrétaire du conseil et du collège. Il est spécialement chargé de la rédaction des procès-verbaux et de la transcription de toutes les délibérations. Il tient à cet effet les registres nécessaires et signe les pièces avec le bourgmestre. Il est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données soit par le conseil, soit par le collège, soit par le bourgmestre. Sa tâche est donc particulièrement délicate et requiert énormément de tact, de probité et de savoir-faire, spécialement dans les petits centres. Sa mission peut dépasser quant à l'importance du travail, celle d'un chef de département ministériel.

B. — Gérant la caisse de la commune et veillant à la bonne application du budget, le receveur communal est également un personnage important.

Sa fonction est aménagée par l'Arrêté-Royal du 10 novembre 1934. Aux termes de ce texte, les communes de moins de 5.000 habitants, non chefs-lieux d'arrondissement, sont soumises au régime des receveurs régionaux. Ceux-ci sont nommés par le gouverneur de la province, sur proposition du commissaire d'arrondissement et sont compétents pour plusieurs communes. Au contraire, les receveurs communaux sont nommés par le conseil, dans les communes de plus de 5.000 habitants ou de moins de 5.000 habitants, mais chefs-lieux d'arrondissement, et sont habilités pour une seule commune.

C. — Enfin, un des principaux auxiliaires du bourgmestre est le commissaire de police. C'est lui qui assiste le bourgmestre dans l'exercice de sa mission de police. Dans une commune où il n'y a pas de commissaire de police, cette tâche appartient au garde champêtre.

Les commissaires de police sont nommés et révoqués par le Roi sur une liste de deux candidats présentés par le conseil communal, auxquels le bourgmestre peut en ajouter un troisième. Dans les grandes communes il y a un commissaire en chef et plusieurs commissaires adjoints. L'accès au poste de commissaire de police est subordonné depuis le 6 mars 1925 à la réussite d'un examen, organisé par le Ministère de l'Intérieur, avec des dispenses prévues pour certains diplômés.

Les commissaires de police sont titulaires d'une autorité complexe :

1° Ils sont soumis à l'autorité du bourgmestre en qualité d'agents de la police administrative, c'est-à-dire celle qui a pour mission d'empêcher que les infractions se commettent;

2° Ils sont soumis à l'autorité du Procureur Général en tant qu'officiers de la police judiciaire, à savoir celle à laquelle il incombe, lorsqu'une infraction est commise, de rassembler les preuves, de rechercher et d'arrêter le coupable;

3° Ils jouent le rôle de ministère public, c'est-à-dire de représentants de l'intérêt de la communauté, auprès des tribunaux de simple police, chargés de la répression des infractions mineures. Dans les communes où il n'y a pas de commissaire, cette fonction est assumée par le bourgmestre.

TOURNAI : *L'Hôtel de Ville.*

Archives T.C.B , Bruxelles.

MONS : *Intérieur de l'Hôtel de Ville.* Archives T.C.B., Bruxelles.

CONCLUSIONS.

Pour conclure, envisageons les principales modifications et adjonctions qui ont été apportées aux dispositions relatives au gouvernement local.

Une loi du 1er mars 1922 a permis aux communes de s'associer en vue de défendre et de gérer des intérêts qu'elles auraient en commun. Avant cette date, de telles associations étaient interdites par la loi. Le législateur a toujours été méfiant à l'égard des groupements qui, par les possibilités financières qu'ils offrent, peuvent constituer un danger pour l'Etat. Mais, au cours de la première guerre mondiale, les communes s'associèrent fréquemment pour assurer le ravitaillement de leurs administrés. Le précédent était créé et, sous la pression des circonstances économiques, sociales et techniques, qui affirmaient de jour en jour l'existence d'intérêts intercommunaux (en matière de distribution d'électricité, de gaz, d'eau, etc) le législateur se départit de ses craintes. Cependant, la loi du 1er mars 1922 soumet encore ces associations à des conditions rigoureuses et les maintient sous le contrôle permanent de l'autorité de tutelle.

Un Arrêté du Régent en date du 18 juin 1946 a organisé avec minutie l'administration des régies communales. Celles-ci occupent une place très importante dans la vie de nos communes, en raison de l'énorme développement des services publics à notre époque. Ces régies sont des organismes jouissant d'une comptabilité autonome, distincte de celle de la commune et assurant la gestion d'un service dont l'exploitation est exclusivement réservée à l'autorité publique. L'exemple type d'une régie est celle des allumettes, des cigarettes et des cartes à jouer en France. L'arrêté du Régent est venu compléter des dispositions antérieures de la Loi Communale.

Mais la réforme essentielle est constituée par la célèbre loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. A cette date et depuis longtemps déjà, nos communes étaient dans une situation financière désastreuse. Elle devait avoir recours très fréquemment à l'assistance du pouvoir central. Pour beaucoup d'entre elles, l'autonomie, si chère au législateur de 1836, était devenue un vain mot. Qui dit en effet assistance dit aussi droit de regard et de

contrôle accentué. La loi de 1948 est venue remédier à cette situation et ajouter une quatrième étape au régime financier de nos communes.

De 1830 à 1860, les communes ont vécu sous le régime des octrois ou impôts indirects perçus sur la circulation des marchandises à l'entrée du territoire communal. Les doctrines libérales qui caractérisent le XIXe siècle devaient amener la suppression des octrois rendus responsables de l'augmentation du coût de la vie et considérés comme une entrave à l'économie. On peut ajouter que ce système retarda également l'agrandissement des villes telle Bruxelles et la création de boulevards de ceinture. De semblables extensions rendaient en effet quasi impossible la perception des octrois.

De 1860 à 1920, les communes s'alimentent au Fonds Communal, caisse dans laquelle l'Etat verse une quotité des impôts qu'il perçoit, et complètent leurs ressources en levant certains impôts directs et indirects.

De 1920 à 1948 les communes ont vivoté grâce à des ristournes sur certains impôts d'Etat et aux centimes additionnels (impôts perçus au profit des communes et englobés dans un impôt d'Etat) interdits tout d'abord et rétablis par la loi du 19 juillet 1922.

Enfin la loi nouvelle, dans les détails de laquelle nous ne pouvons entrer ici, a déchargé les communes de nombreuses dépenses qui leur étaient imposées, a supprimé le droit de percevoir des additionnels ainsi que de bénéficier de ristournes et a créé un Fonds des Communes doté de quatre milliards par le Trésor.

En ce qui concerne les provinces, le problème financier a toujours été moins aigu. La loi nouvelle a surtout séparé davantage les ressources des provinces de celles de l'État.

Comme on peut en juger par ce schéma que nous venons de tracer, le gouvernement local demeure une des préoccupations essentielles de notre législateur et de nos hommes politiques. Nombreux sont encore les problèmes qui restent à résoudre. L'autonomie communale, si elle est respectable, a subi de très nombreuses critiques, justifiées par le progrès et l'évolution des institutions. Il faut lui aménager une place convenable au sein de notre régime politique et continuer l'œuvre grandiose de nos Constituants, en demeurant à l'avant-garde des peuples libres et civilisés. De telles réformes, rendues encore plus pressantes par la guerre, constitueront la tâche des hommes politiques de demain.

BIBLIOGRAPHIE.

1. BERNIMOLIN. — *Les institutions provinciales et communales de la Belgique.* Bruxelles, 2 vol., 1891.
2. POULLET, Edmond. — *Les constitutions nationales belges de l'ancien régime à l'époque de l'invasion française de 1794.* (Dans « Mémoires couronnés de l'Académie royale de Belgique » 1875, T. XXVI).
3. POULLET, Prosper. — *Les institutions françaises de 1795-1914 : Essai sur les origines des institutions belges contemporaines.* 1907.
4. LESPES, Jules. Professeur à l'Université Libre de Bruxelles. — *Cours de droit administratif belge.* 1948-1949.
5. THUNISSEN, J.-J. — *La Constitution belge annotée.* 3e édit. Bruxelles. Bruylant-Christophe, 1879.
6. *Exposé des motifs de la constitution belge,* par un docteur en droit (Van Overloop, Eugène).
7. HOLVOET. — *Les grandes agglomérations urbaines.* Bruxelles. Imprimerie V. Ghiesberght. 1937.

LISTE DES ILLUSTRATIONS.

1. — HASSELT : *Gouvernement Provincial.*

2. — LIEGE : *Entrée du Palais Provincial.*

3. — BRUGES : *Hôtel du gouverneur.*

4. — ARLON : *Le Gouvernement.*

5. — ALOST : *L'ancien Hôtel de Ville aujourd'hui musée.*

6. — BINCHE : *L'Hôtel de Ville.*

7. — BRUGES : *L'Hôtel de Ville.*

8. — SAINT-TROND : *L'Hôtel de Ville.*

9. — TOURNAI : *L'Hôtel de Ville.*

10. — MONS : *Intérieur de l'Hôtel de Ville.*

Les photos numérotées de 5 à 10 nous ont été obligeamment fournies par le Touring Club de Belgique.

30882. — 3000 ex

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
DIRECTIE VAN DE OPVOEDING BIJ HET LEGER

BELGISCHE VRIJHEID IN VROEGERE EEUWEN

Enkele geschiedkundige voorbeelden, waaruit blijkt dat onze vrijheid en onze onafhankelijkheid niet uit de XIXe eeuw dateren.

DOOR

F. E. STEVENS
Licentiaat in de Wijsbegeerte en Letteren,
Leraar aan de Cadettenschool.

BLADWIJZER

	Bladz.
Voor de Opvoedingsofficieren	3
Enkele regels vooraf	5
Kapittel I. — *De begrippen die het Woord Vrijheid dekt*	7
Kapittel II. — *Belgische vrijheidszin in de Oudste Tijden*	10
Ten tijde van Cæsar	10
Persoonlijke vrijheid	11
De wordingsperiode	11
Kapittel III. — *Belgische Vrijheden in de Middeleeuwen :*	
Feodalisme en persoonlijke vrijheid	13
De gemeenten	15
Plattelandbewoners	16
Sociale vrijheid en grondwetten	17
Onafhankelijkheid, zelfstandigheid en vrijheidszin	20
Kapittel IV. — *Belgische Eenheidsvrijheid in de Moderne Tijden :*	
Onafhankelijkheid en eenmaking	23
Tegenkanting en vrijheidsmisbruiken	24
Het Dilemma Vrijheid en Godsdiensttrouw	25
Vrijheidszin niet dood	26
Kapittel V. — *Belgische Vrijheid in de Hedendaagse Geschiedenis :*	
Een eerste poging	27
Onafhankelijkheid en Grondwet	28
Kapittel VI. — *Besluit : Belgie, een vrij Land van vrije Mensen*	
Samenvatting	29
Enkele overwegingen	30
Bibliografie	32
Lijst der Afbeeldingen (omslag).	

Voor de Opvoedingsofficieren

De Belg houdt van zijn vrijheid; hij is er fier op. Toch staat hij dikwijls onwetend, — en dus niet begrijpend — tegenover haar historische gronden. Daarom kan hij haar ook niet voldoende naar juiste waarde schatten. Deze brochure poogt dit te verhelpen. Deels door aan alom bekende feiten te herinneren, deels door toestanden voor te houden, waarover meestal minder wordt vernomen. In ieder geval door een blik te werpen op de vrijheidsgedachte in ons verleden. In deze zin kan het werkje dus ook als geschiedkundig bestempeld worden.

En toch mist het anderzijds een bepaalde eigenschap, die rechtmatig van dit soort geschriften mag verwacht worden. Het streeft er inderdaad niet naar een volledig beeld van het onderwerp te geven. Gewild werd er onder de feiten een schifting gemaakt en werd er alleen rekening gehouden met de gebeurtenissen, die het beoogde paedagogische doel in de hand kunnen werken. Niet dat systematisch alles werd geweerd, wat het betoog — want zulks is het werkelijk — zou hebben in het gedrang gebracht, en dat er dus onwaarheid zou worden verkocht; wel dat speciaal het accent werd gelegd op sommige — dus niet alle (1) — evenementen, die de juistheid van de stelling aantonen.

Wat het practisch nut betreft, dat de Opvoedingsofficieren uit de brochure kunnen trekken, lijkt het ons, dat het werkje best op één van de volgende twee manieren kan worden aangewend. Ofwel door er de verspreiding ter lectuur zoveel mogelijk van te bevorderen. Ofwel door het te gebruiken als documentatie voor een conferentie, die de manschappen de meer bekende feiten zelf zou doen uiteenzetten en die de Opvoedingsofficier alleen ter aanvulling aan het woord zou laten (1).

Met beide methodes kan de gerechtvaardigde trots op ons schoonste bezit worden aangewakkerd. Wat een resultaat is, waarover eenieder zich zou mogen verheugen.

---

(1) De bibliografie, die achteraan wordt opgegeven, kan door de Opvoedingsofficieren dubbel worden gebruikt. Enerzijds om meer feiten te vinden, die om overladenheid te vermijden werden weggelaten, en die het vrijheidsgevoel in ons verleden verder illustreren. Anderzijds om bijzonder treffende teksten aan de soldaten te kunnen voorlezen Enkele voorbeelden daarvan werden reeds onder vorm van nota in de brochure ingelast.

ENKELE REGELS VOORAF.

Ons Land, zo rijk aan natuurlijke schatten en menselijke waarden, historisch ze diep en innig geworteld in de edelste bestanddelen van de Christelijke, Westerse beschaving, stond steeds in de eerste gelederen, waar echte vooruitgang werd gebaard, opgebouwd of verdedigd. Ons Land, uit de scheppende elementen van de Europese verscheidenheid tot ware eenheid gegroeid, is door zijn levenskrachtig bestaan alleen een sprekend bewijs voor de mogelijkheid en de doelmatigheid van de éne gemeenschap in ons werelddeel. Daarom kan en zal het bij het optrekken van de nieuwe, ruime natie een grootse rol vervullen.

Uit de schat, die het daarbij meebrengt, is het schoonste stuk zijn eeuwenoude vrijheid. Op ieder ogenblik van onze geschiedenis maakt ze het ideaal uit, waarnaar alle denken en streven gespannen staan. Niet altijd werd ze in heel haar volheid bereikt; immer werd ze met alle krachten gewild. Ze werd ook niet steeds in dezelfde zin opgevat; maar nooit werd ze in haar essentiële vorm uit het oog verloren.

Hoe de liefde voor en de drang naar vrijheid, op verschillende en ongelijke maar blijvende wijze, in ieder tijdvak van ons verleden kan teruggevonden, wordt in de volgende bladzijden aangetoond.

Hieronder halen we een hoofdstuk aan uit La Légende d'Ulenspiegel *door* Charles De Coster. *Het is tevens een voorbeeld van, en een toelichting bij stelling, die we voorbehouden. Het doet daarenboven ontroerend aanvoelen, waarom wij, Belgen, zo onvoorwaardelijk aan ons dierbaarste bezit gehecht zijn.*

> *Ces jours-là, qui furent jours de printemps clairs et frais lorsque la terre est en amour, Soetkin cousait près de la fenêtre ouverte. Claes fredonnait quelque refrain, tandis qu'Ulenspiegel avait coiffé Titus Bibulus Schnouffius d'un couvre-chef judiciaire. Le chien jouait des pattes comme s'il eût voulu rendre un arrêt, mais c'était pour se débarrasser de sa coiffure.*
>
> *Soudain, Ulenspiegel ferma la fenêtre, courut dans la chambre, sauta sur les chaises et les tables, les mains tendues vers le plafond. Soetkin et Claes virent qu'il ne se démenait si fort que pour atteindre un oiselet tout mignon et petit qui, les ailes frémissantes, criait de peur, blotti contre une poutre dans un recoin du plafond.*

Ulenspiegel allait se saisir de lui, lorsque Claes, parlant vivement, lui dit :

— Pourquoi sautes-tu ainsi ?

— Pour le prendre, répondit Ulenspiegel, le mettre en cage, lui donner des graines et le faire chanter pour moi.

Cependant l'oiseau, criant d'angoisse, voletait dans la chambre en heurtant de la tête les vitraux de la fenêtre.

Ulenspiegel ne cessait de sauter, Claes lui mit pesamment la main sur l'épaule :

— Prends-le, dit-il, mets-le en cage, fais-le chanter pour toi, mais, moi aussi, je te mettrai dans une cage fermée de bons barreaux de fer et je te ferai aussi chanter. Tu aimes à courir, tu ne le pourras plus; tu seras à l'ombre quand tu auras froid, au soleil quand tu auras chaud. Puis, un dimanche, nous sortirons ayant oublié de te donner de la nourriture et nous ne reviendrons que le jeudi, et au retour, nous retrouverons Thyl mort de faim et tout raide.

Soetkin pleurait, Ulenspiegel s'élança :

— Que fais-tu ? demanda Claes.

— J'ouvre la fenêtre à l'oiseau, répondit-il.

En effet, l'oiseau, qui était un chardonneret, sortit par la fenêtre, jeta un cri joyeux, monta comme une flèche dans l'air, puis s'allant placer sur un pommier voisin, se lissa les ailes du bec, se secoua le plumage, et se fâchant, dit en sa langue d'oiseau, à Ulenspiegel, mille injures.

Claes lui dit alors :

— Fils, n'ôte jamais à homme ni bête sa liberté, qui est le plus grand bien de ce monde. Laisse chacun aller au soleil quand il a froid, à l'ombre quand il a chaud.

Belgische vrijheid in vroegere eeuwen

KAPITTEL EEN.

—

DE BEGRIPPEN DIE HET WOORD VRIJHEID DEKT.

Zoals dat meer met abstracte en soms zelfs met concrete begrippen gebeurt, wordt de term vrijheid meermaals gebruikt, om heel verschillende gedachten uit te drukken. Veelal wijst hij dan wel op slechts genuanceerde, dikwijls analoge verschijnselen; maar soms ook op heel uiteenlopende concepten. Alleen in de omgangstaal al krijgt hij talrijke betekenissen, in meerdere wetenschappen wordt hij met ongelijke beduidenis aangewend. Daarbij komt nog, dat hij in alle tijden, hoewel in dezelfde zin genomen, niet hetzelfde feit of dezelfde instelling dekt. Geen wonder dus, dat hij door zo weinigen degelijk wordt verstaan, door zo velen wordt misbruikt.

Om alle dubbelzinnigheid te vermijden, is het dan ook uiterst wenselijk hier duidelijk het onderscheid te maken tussen de verscheidene aspecten van het begrip vrijheid, en er op te drukken, welke daarvan verder in de brochure zullen besproken en welke andere noodzakelijkerwijze buiten beschouwing gelaten worden.

In zijn grondbetekenis, of beter in zijn meest omvangrijke acceptie, drukt het woord een los zijn van banden uit, een onttrokken zijn aan dwang. Nuances geeft het weer naar gelang de aard van de dwang en het wezen waarop hij wordt uitgeoefend — of juister niet uitgeoefend.

Zo kan van een ontslagen gevangene, van een genezen zieke gezegd worden, dat ze hun vrijheid hebben teruggevonden. Beiden worden immers van een *lichamelijke* hinderpaal ontdaan, die hun in min of meer gelijke mate de mogelijkheid tot bewegen had ontnomen. Daarom mag in beide gevallen van *physische vrijheid* worden gewaagd. In dezelfde zin kan

het woord niet alleen op individuen — mensen, dieren en levenloze dingen —, maar ook op gemeenschappen worden toegepast. Op een natie bij voorbeeld, wanneer ze niet onder vreemde bezetting gebukt gaat maar haar *onafhankelijkheid* kon bewaren, of als ze niet binnen een bepaalde economische invloedssfeer valt maar haar volledige *zelfstandigheid* geniet.

De redelijke mens alleen voorbehouden is de *morele vrijheid*. Ze bestaat wanneer geen *zedelijke* verplichting — voorschrift, wet of reglement — bepaalde handelingen oplegt of andere verbiedt. We kunnen dus terzelfdertijd physisch vrij maar zedelijk verplicht zijn. Ook op staten, die een pact of een verbond hebben afgesloten, is het begrip toepasselijk.

De wilsvrijheid of *psychische vrijheid* ten slotte berust in het kunnen beslissen. Ze is een geestelijke activiteit en kan niemand ontnomen worden. Aan geen lichamelijke of morele dwang is ze onderhevig; ze maakt onaantastbaar deel uit van de menselijke persoonlijkheid. Zonder twijfel is ze de voornaamste, want de edelste. Het is dus evident, dat ze altijd heeft bestaan.

Voor de physische en zedelijke banden samen kan nog een grondig verschil worden opgemerkt naar de bron, waaruit de dwang voortspruit. Om even terug te komen tot het voorbeeld van de gevangene en de zieke, ligt het voor de hand, dat de eerste wegens een wilsdaad van een ander persoon wordt weerhouden, terwijl de tweede door een hogere macht — Noodlot of Voorzienigheid — op het bed gekluisterd ligt. Voor hen beiden is niet de psychische vrijheid uitgeschakeld — zulks is immers onmogelijk —, maar wel is de practische uitvoering van hun besluiten — die ze nog immer kunnen treffen — bemoeilijkt of onmogelijk. Beschouwen we nu een student, die zich op zijn kamer terugtrekt, om een examen voor te bereiden. Hij ziet eveneens zijn bewegingsruimte tot een oppervlakte binnen vier muren beperkt. Met dit grondig verschil nochtans, dat hij zichzelf die grenzen heeft opgelegd, dat hij opgesloten is ten gevolge van een *eigen* wilsakt. Hij beschikt dus nog volkomen over wat ze zullen noemen zijn *persoonlijke vrijheid*. Zo ook iemand, die zonder vreemde inmenging een of andere morele verbintenis heeft aangegaan, of die met het nodige inzicht een bestaande zedelijke verplichting onderschrijft.

Hetzelfde begrip kan op sociaal, politiek of religieus terrein worden overgebracht.

Laten we even samenvatten. Wilsvrijheid is een even integraal bestanddeel van de menselijke natuur als het leven zelf

en bestaat dus in alle omstandigheden. Physische en morele vrijheid verschillen van elkaar door de aard van de dwang, waardoor ze kunnen verminderd worden, maar ze hebben gemeen dat ze beide al of niet de persoonlijke vrijheid in het gedrang kunnen brengen. Persoonlijke vrijheid kan bestaan in allerlei domeinen. Op een staatsgemeenschap toegepast noemen we ze onafhankelijkheid.

Uit wat hierboven werd uiteengezet volgt vanzelfsprekend, dat in de volgende bladzijden voornamelijk zal gehandeld worden over persoonlijke — physische of morele — vrijheid en over onafhankelijkheid. Er zal vooral worden nagegaan hoe en in welke mate de Belgen, als individu en als natie, over eigen lot konden beschikken.

KAPITTEL II.

BELGISCHE VRIJHEIDSZIN IN DE OUDSTE TIJDEN.

Uit het eerste geschreven document waarin de Belgen worden vermeld — het *De Bello gallico* van Julius Cæsar — vernemen we reeds, hoe verknocht onze voorouders aan hun vrijheid waren en welke opofferingen ze zich voor het behoud van hun onafhankelijkheid getroostten.

« Van hen allen (de bewoners van Gallië) zijn de Belgen het dapperst » (1), getuigt de kundige Romeinse veldheer, die daarbij wellicht alleen zijn soldatenhart, vol eerbied voor een geducht tegenstander, laat spreken. Een verklaring voor hun moed en hun herhaaldelijke opstanden zoekt hij in het feit...

> dat het de Galliers, die tot dusver in oorlogstalenten boven alle volken werden gesteld, uiterst smartelijk aandeed, zoveel van hun roem te hebben verloren, dat ze zich door het Romeinse volk bevelen moesten laten voorschrijven (2).

Hun grotere vrijheidsliefde schijnt dus in Cæsars ogen de oorzaak te zijn van de grotere slagvaardigheid der Belgen.

Ter verdediging van hun zelfstandigheid hebben de stammen, die destijds ons grondgebied bewoonden, meer gedaan dan om het even welke van hun naburen. In 57 vóór Christus trokken ze het machtigste leger samen, dat ooit tegen de Latijnse legioenen op de been werd gebracht. Ongelukkig verslagen, gaven ze de strijd niet op. In hetzelfde jaar voerden de Nerviërs een geweldige kamp, waaraan in *De Bello gallico* verschillende bladzijden zijn gewijd; op het randje van de overwinning, zagen ze ongelukkig de krijgskans keren en lieten zich dan tot de laatste man uitmoorden, liever dan zich over te geven. Onder de leiding van Ambiorix stonden de Eburonen tot twee maal toe op en hakten daarbij vijftien cohorten, ongeveer 6.000 man, in de pan, de meest vernederende nederlaag, die Cæsar ooit heeft geleden. Zij eveneens brachten voor hun vrijheidszin het offer van vele levens.

(1) J. Cæsar, *Gedenkschriften van de Gallische Oorlog*, vertaald door Dr. J. J. Doesburg, p. 5.

(2) *Ibidem*, p. 130.

(Negatief A C L)
Ambiorix — Zijn standbeeld te Tongeren.

Ook de Trevieren hebben door hun verwoed verweer hun wil tot zelfbeschikking bewezen. De Menapiërs ten slotte zijn het enige volk, dat Cæsar nooit tot volledige onderwerping heeft kunnen dwingen.

En als de overige Belgen dan uiteindelijk toch voor een technisch sterkere vijand moesten zwichten — onze eeuwige tragedie — en het Romeinse juk moesten erkennen, dan is de reden daarvan juist in hun tot op de spits gedreven drang naar onafhankelijkheid te zoeken. Op het beslissende ogenblik kwamen ze er niet toe, hun krachten tot een stevige, gezamenlijke macht te verenigen; hun ongeluk vloeide uit onderling wantrouwen en onbegrip voort; partijstrijd voerde hen in de afgrond (1). Het particularisme, keerzijde van onze vrijheidspenning, bestond dus toen reeds, ongelukkig nog niet gecompenseerd door het huidig correctief, dat in de nationale leuze « Eendacht is macht » wordt uitgedrukt.

* * *

In deze periode is er voor de overgrote meerderheid van de bevolking nog geen persoonlijke vrijheid weggelegd.

> Want de gemene man is niet veel meer dan een slaaf; hij waagt niets op eigen hand en wordt van alle beraadslagingen uitgesloten. De meesten worden door schulden, zware belastingen of wederrechtelijke handelwijze van de machtigen zo gedrukt, dat ze zich in dienst der adellijken begeven, die dan dezelfde rechten ten hunnen opzichte hebben als de heren over hun slaven (2)

* * *

Gedurende de volgende eeuwen gebeuren er grote dingen in onze geschiedenis. Het Romeinse Imperium stort ineen. Germanen van allerlei stam trekken langs of doorheen ons land. Franken zetten zich in ons grondgebied neer en bouwen er aan een groot rijk. In hun midden wordt Karel de Grote een hoogtepunt. Geleidelijk wordt het Christendom met zijn nieuwe, verheven moraal van liefde verspreid. Onder de invloed van verschillende factoren komt de feodale maatschappij tot stand. Al deze elementen liggen mede aan de basis van ons huidig nationaal zijn.

Dat in zulkdanige wordingsperiode (van het einde der IVe tot het begin der IXe eeuw), waarin alle bestaande instellingen worden omvergeworpen om vernieuwd door jonge

---

(1) Zie bij voorbeeld *Ibidem*, p. 140, waar onder meer de typische zin te vinden is : « In Gallië zijn niet alleen in alle staten, gouwen en gemeenten, maar haast ook in elk huis partijen ».

(2) *Ibidem*, p 141.

volkeren bij het oprichten van een andere gemeenschap te worden gebruikt, dat in zulke wordingsperiode minder aan vrijheid wordt gedacht, is niet in het minst te verwonderen. Toch kunnen enkele voorbeelden worden aangehaald, waaruit blijkt, dat het idee verre van uitgestorven is.

De Franken brachten, naar het schijnt, uit hun woeste Germaanse bodem sterke gehechtheid aan hun zelfstandigheid mee. De vrije man maakt niet het minst talrijk vertegenwoordigd bestanddeel uit van hun sociale inrichting.

Het Christendom, dat steeds meer en dieper ingang vindt, houdt de stelling van de menselijke waardigheid voor, wat tevens een bepaalde eerbied voor de persoonlijke vrijheid betekent. In ieder geval heeft het voldoende gezag om het lot te doen verzachten van de slaven, die trouwens langzamerhand verdwijnen (1).

En is de slag bij Poitiers in 732 dan geen sprekend bewijs ? Daar toch wordt het de vreemde indringers met de wapens in de hand aan het verstand gebracht, dat West-Europa niet klaar is om voor fanatieke vijandigheid te zwichten. Daar toch worden de Arabieren tot staan gebracht. Daar toch wordt onze beschaving gered en onze godsdienstige onafhankelijkheid gaaf gehouden. En is het dan niet veelbeduidend — en voor ons, Belgen, tevens eervol —, dat de overwinnende troepen onder de leiding hebben gestreden van Karel Martel, een Belgische held ? Misschien voor de eerste, maar zeker niet voor de laatste maal, kan hier met rechtmatige nationale trots worden gezegd : « Belgische vrijheidszin in dienst van de Europese vrijheid ! »

(1) H Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. I, p. 33, schrijft : « Le Christianisme, à mesure qu'il se répandit chez les Francs, y transforma peu à peu l'esclavage en servage ».

KAPITTEL III.

—

BELGISCHE VRIJHEDEN IN DE MIDDELEEUWEN.

Uit de eerste helft van de Middeleeuwen — en meer speciaal uit het leenroerig tijdperk — dateert de verbrokkeling van ons territorium en dagtekent de verscheidenheid van ons publiek en privaat recht. Daaruit is ons specifiek Belgisch particularisme ontstaan. En toch blaast over heel die periode éénzelfde adem, ingegeven door éénzelfde, algemene opvatting.

De eigenaardige en toch zo doelmatige feodale conceptie over de persoonlijke vrijheid verdient wel hier wat uitvoeriger te worden behandeld (1).

De toenmalige maatschappij berust op het grondbeginsel, dat aan een bepaalde functie een overeenstemmende sociale positie moet beantwoorden. Van het einde der IXe eeuw af worden aldus de biddende, de strijdende en de werkende stand onderscheiden. De eerste bevat al de geestelijken, die zich met zielezorg of onderwijs bezig houden; de tweede bestaat uit de edelen, die met de verdediging van de gemeenschap zijn belast; en de derde is samengesteld uit alle mensen, die de grond bewerken, een ambacht uitoefenen of handel drijven — bezigheden die de andere klassen zijn verboden. Zo zijn de priester, de ridder en de landbouwer de typische vertegenwoordigers van het leenstelsel.

Voor ieder van hen bestaat er een bijzondere vorm van het eigendom. Ze bezitten alleen — of beschikken over — de goederen, die hun bij het volbrengen van hun plicht nuttig of noodzakelijk kunnen zijn, toestand, welke nadien in het recht wordt vastgelegd. Verder moeten ze ook, ieder binnen het kader van hun stand, door hun gelijken en respectievelijk

(1) De passage aan de feodale conceptie over de persoonlijke vrijheid gewijd is een samenvatting van het hoofdstuk *Les personnes physiques* uit E. Lousse, *La société d'Ancien Régime, Organisation et représentation corporatives*, pp. 101-102. In grote trekken bestaan de beschreven toestanden al op het einde der Merovingerperiode, cfr. A. Pirenne, o. c., t. I, p. 33.

volgens het kerkelijk, het feodaal of het gewoonterecht geoordeeld worden.

Elles doivent être jugées et par conséquent, aucune sanction personnelle ou réelle ne peut être prise contre elles, sauf par l'effet d'une procédure judiciaire dans les formes prévues (1).

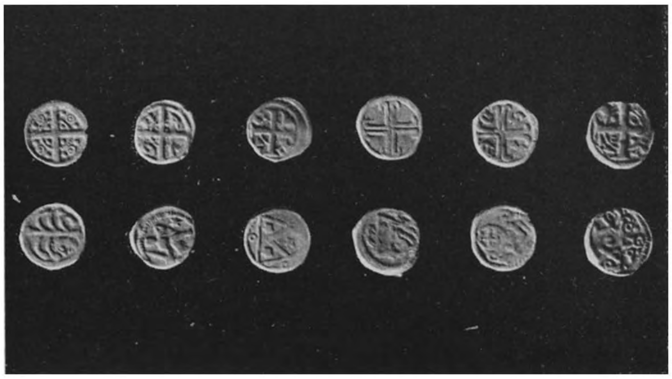
En hoe is het dan in deze organisatie met de individuele vrijheid gesteld ?

Door de invloed van de christelijke gedachte komt de slaaf uit de Oudheid, die gewoon als een ding, als een voorwerp werd beschouwd, stilaan tot het menswaardiger bestaan van de lijfeigene. Onder de drang van de omstandigheden verliest de nederige vrije man van zijn onafhankelijkheid, stelt zich dikwijls met have en goed in dienst van een heer en wordt dan de *vilain*, de onadellijke. Beiden — de lijfeigene en de onadellijke — maken de werkende stand uit. Ze zijn daarom in het dagelijks leven moeilijk van elkaar te onderscheiden en verkeren trouwens meestal in een identieke materiële toestand. De eerste geniet een reële, hoewel zeer beperkte vrijheid. Hij moet een hoofdgeld *(census capitalis)* betalen. Hij bezit goederen, maar mag er niet onvoorwaardelijk over beschikken. Andere beperkingen nog worden hem opgelegd, waarvoor hij in ruil de toen zo noodzakelijke bescherming kreeg. De tweede is zijn heer wel cijns van allerlei slag en karweien van verschillende aard verschuldigd, maar hij is niet aan het hoofdgeld onderworpen. Wat betekent, dat hij een vrij man is. Hij kan dus — en dit alles is de lijfeigene ontzegd — op een ander domein gaan wonen, huwen met de vrouw die hij verkiest, zijn eigendom naar goeddunken gebruiken, voor de rechtbank een getuigenis afleggen of in een publieke vergadering zetelen.

Exception faite des engagements personnels qu'il a contractés — de la corvée surtout — et de la protection dont il bénéficie en retour, on peut utilement le comparer au fermier ou au métayer d'aujourd'hui (2)

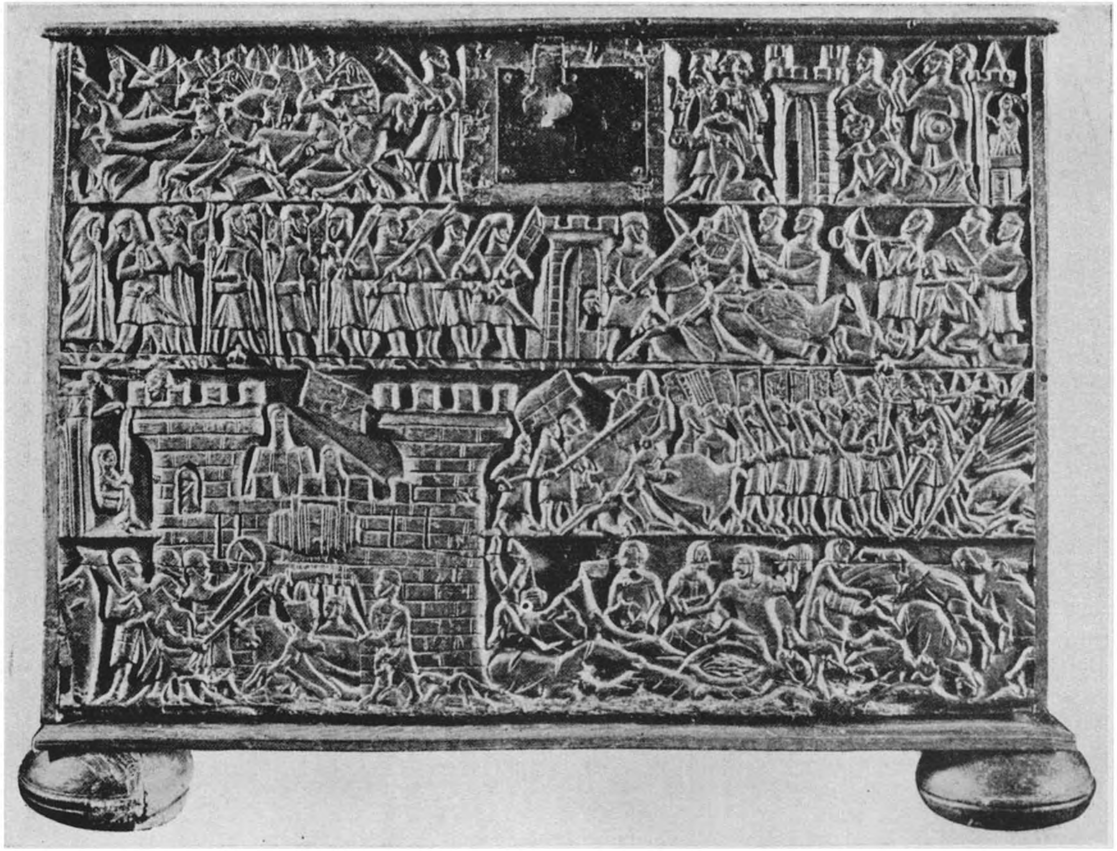
Oorspronkelijk maken de ridders — en zulks is samen met de aanzienlijke verbetering van het lot der lijfeigenen ten opzichte van het ongelukkige bestaan der vroegere slaven de merkwaardigste vooruitgang, die op de oudheid wordt geboekt — geen gesloten kaste uit. Ze kunnen ook onder de leden van de lagere stand, die van de nodige bevoegdheden blijk geven, gerecruteerd worden. Ze hebben een aantal ver-

(1) E Lousse, o c., p. 105
(2) E. Lousse, o. c., p. 109.



(Cliché « La Renaissance du Livre »)

Munten van Vlaamse gemeenten.



(Cliché « La Renaissance du Livre »)

Koffertje met versieringen in reliëf, die de slag op de Groeningekouter voorstellen.

plichtingen, zoals zich regelmatig te oefenen om steeds tot verdediging klaar te staan; daarom ook genieten ze bepaalde voordelen — normale compensatie voor hun moeilijker opdracht. Ze zijn bij voorbeeld van karweien en onrechtstreekse belastingen ontslagen en ze mogen sommige uiterlijke herkenningstekenen dragen.

Ook de geestelijke staat is toegankelijk voor eenieder, die aan de voorgeschreven voorwaarden voldoet. Hij eveneens heeft tegenover specifieke plichten, eigen rechten.

Ongelijkheid ligt aldus aan de basis van een dergelijke organisatie. Ongelijkheid van rechten, die beantwoordt aan ongelijkheid van functie en ongelijkheid van plichten en die gesteund is op de natuurlijke ongelijkheid. Ongelijkheid ook van vrijheid, wat aanleiding heeft gegeven tot de uitspraak « Middeleeuwse vrijheden ». Vrijheid dan, die wordt ingekrompen naar mate de van hoger hand verleende bescherming groter wordt en die als verdedigingswapen tegen eventueel machtsmisbruik eerder dan als een vanzelfsprekend bezit moet beschouwd worden.

* * *

Op politiek terrein moet de toenmalige vrijheid op dezelfde wijze opgevat en begrepen worden.

Zulks blijkt het best uit de manier, waarop onze steden zijn ontstaan en uit de rechtsverhouding tussen de heer en de burgers, die onze Middeleeuwse gemeenten hebben gekend.

Wanneer in het begin van de XIe eeuw wegens allerlei oorzaken de handelsbetrekkingen tussen Oost en West weer normaal worden, streven de kooplieden er naar — overeenkomstig het dubbele principe van vrijheid in verhouding tot de maatschappelijke functie en van vrijheid ter bescherming tegen mogelijk onrecht — eigen privilegiën te bekomen. Daar slagen ze dan ook in. En zo groeien uit de feodale instellingen nieuwe toestanden voor mensen, die zich aan de vroegere verplichtingen van de derde stand onttrekken.

De feodale maatschappij was op het grondbezit gevestigd. Met de nieuwe economische toestanden, die uit de heropbloei van de handel voortspruiten, verliest het bouwland aan waarde, terwijl de munt meer en meer in aanzien komt Nijveraars en kooplieden bezitten juist hun eigendom in waren en vooral in geld. Daarom komen ze er toe hun wil op te dringen. Ze verkrijgen onder meer het recht vrij te komen en te gaan,

naar goeddunken over hun goederen te beschikken, zich aan talrijke belastingen te onttrekken en zelfs van een eigen rechtspraak afhankelijk te zijn.

In de stad, waar ze gaan samenwonen, worden ze allengs een zelfstandige macht. Ze mogen hun gebied met een muur omgeven — hoogste waardeteken van vrijheid ! —; naar het voorbeeld van de herenburcht trekken ze een belfort op, ander symbool van onafhankelijkheid, slaan ze munt en hebben ze een zegel. Zo worden de gemeenten de sterkste veruiterlijkingen van Belgische vrijheid in de tweede helft van de Middeleeuwen.

Eén enkel voorbeeld daarvan.

> De schepenen van de grote Vlaamse steden schijnen sedert het einde van de XIIe eeuw bijeengekomen te zijn om over hun gemeenschappelijke belangen te beraadslagen, en ze tegenover de graaf te vertegenwoordigen (1).

De standenstaat waarin « het oppergezag van de vorst besnoeid wordt door de voorrechten van zijn in *corpora* gegroepeerde onderdanen » (2), waarin dus bepaalde vrijheidswaarborgen worden geëerbiedigd, schijnt dan in ons land niet vreemd te zijn geweest.

* * *

Weldra volgen ook de plattelandbewoners het algemeen ontvoogdingsproces, dat op het einde van de XIIIe eeuw practisch volledig schijnt voltrokken met de afschaffing van het lijfeigenschap (3).

Ze komen zich vestigen op door kloosterlingen en prinsen nieuw ontgonnen gebieden, waar ze door allerlei voordelen worden aangelokt. Tegen lage prijs worden ze eigenaar van de grond, ze krijgen een charter naar het voorbeeld van de oorkonden van de naaste stad, ze worden van alle domaniale verplichtingen — zoals dode hand en beste kateel — ontslagen; aan hun hoofd staat een meier, een ambtenaar van de heer, bij wiens benoeming ze hun woordje mogen meespreken. Alleen aan de dienstplicht en de normale belastingen blijven ze onderworpen. Kortom, zij ook worden vrije mannen.

* * *

(1) F.-L. Ganshof, *De Staatsinstellingen in Vlaanderen*, in *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. II, p. 128.

(2) Vertaald naar de originele bepaling van Professor E. Lousse, o. c., p. 63.

(3) Cfr. H. Pirenne, o. c., t. I, p. 189.

In de loop van de XIV[e] eeuw ontwikkelt zich een dubbele beweging tot vrijmaking : de ene, binnen de steden, van de ambachten ten opzichte van het patriciaat, de tweede van het geheel der bevolking ten overstaan van de vorst (1)

In de gemeenten was al vroeg een klasseverschil ontstaan tussen de meer begoede poorters en de armere burgers. Door hun rijkdom en hun afkomst konden de welstellenden alle posten bekleden en stonden alzo de sociale en politieke vrijheid van de kleineren in de weg.

In het begin van de XIVe eeuw echter wordt in Vlaanderen en in Luik — iets later in Brabant — aan deze toestand een einde gemaakt. In het Graafschap breekt een ware klassestrijd uit, die daarbij nog gemengd wordt met de onafhankelijkheidsoorlog tegen de Franse koning (2); zo kunnen patriciërs en Fransgezinden samen gevonden worden in de partij van de Leliaarts, terwijl de Klauwaarts ambachtslieden en volgelingen van de graaf verenigen.

Deze kamp telt verschillende beroemde persoonlijkheden en vermaarde episoden : Pieter de Coninck, Jan Breydel, de Brugse Metten, Groeninge, de slag bij de Pevelenberg.

Hij leverde wel niet alle verwachte resultaten op; toch verzekerde hij de Vlaamse wevers en vollers inmenging in het stadsbestuur, zelfstandigheid voor hun corporaties, bescherming tegen de concurrentie van vreemde werkkrachten :

> L' « homme aux ongles bleus » sort enfin de la condition humiliante où il a trop longtemps vécu; il marche de pair avec les autres bourgeois, il veut faire disparaître dans tous les domaines les marques de son ancien abaissement. A peine la démocratie a-t-elle triomphé, le « commun » entreprend à Ypres la construction d'une nouvelle enceinte qui doit réunir au reste de la ville les faubourgs qu'il habite et affirmer par là qu'il n'existe plus désormais, pour toute la population, qu'un même droit de cité (3).

In het Prinsbisdom zien de ambachten hun pogen bekroond met de *lettre de Saint-Jacques* van 1 Juli 1343, waarbij ze eveneens toegang krijgen tot de administratie van de gemeente.

---

(1) Zie hierover meer in H. Pirenne, o. c., t. I, pp. 273-340.

(2) Zie verder p. 21.

(3) Cfr. H. Pirenne, o. c., t. I, p. 290.

In het hertogdom echter, waar in tegenstelling met wat zich in onze andere gewesten voordoet de geslachten en de vorst gemene zaak maken, veroveren de neringen hun politieke rechten pas bij het begin van de XVe eeuw (1).

De prins moet in dezelfde periode aan zijn onderdanen een echte grondwet toekennen. Hij had in de voorgaande eeuwen steeds zijn macht kunnen uitbreiden; thans wil hij zijn volstrekte heerschappij opdringen. Tegenover zijn opvatting staat de mening van zijn onderhorigen, die zonder het beginsel van de vorstelijke autoriteit aan te tasten hun gewoonten, vrijheden en privilegiën willen zien erkend. Zo worden een aantal oorkonden opgesteld, die als de ware voorlopers van onze huidige constitutie mogen beschouwd worden. Hier mag er wel op gewezen worden, dat, waar in Frankrijk en Spanje bij voorbeeld de absolute macht van koningen uit de moderne tijden op het werk van hun Middeleeuwse voorgangers is gebaseerd, onze prinsen steeds met de wil van trouwe, maar vrijheidslievende onderdanen hadden af te rekenen.

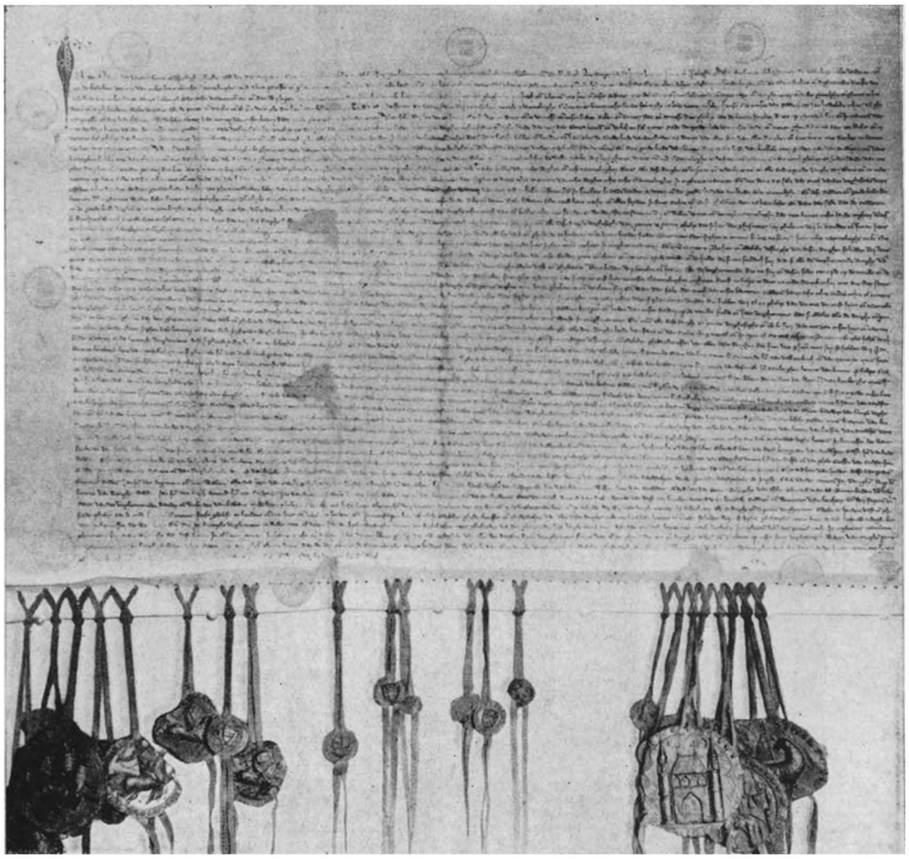
In Luik, waar het gezag van de Prinsbisschop, die verkozen wordt, op minder stevige grondslagen is gevestigd dan in de andere heerlijkheden, waarvan de vorst door erfopvolging aan het bewind komt, verloopt de ontvoogding van de inwoners — zowel Vlaams- als Waalssprekenden — gemakkelijker dan elders. Een eerste stap betekent de beroemde *Vrede van Fexhe* (17 Juni 1316); ze was maar een compromis, waarbij toch het *jus resistendi*, het recht tot

---

(1) Ook de plattelandsbevolking maakt nog vorderingen. Heel duidelijk is de volgende tekst uit *ibidem*, t. I, p. 304.

> Ce que nous savons de ce Zannekin (leider van de boerenopstand) suffit à montrer combien la révolte des paysans de la Westflandre diffère des deux autres grandes insurrections rurales du XIVe siècle : la Jacquerie française de 1357 et la rébellion anglaise de 1381. A la différence des chefs de la première, à la différence aussi de Wat Tyler, qui a donné son nom à la seconde, Zannekin n'était rien moins qu'un misérable. Il possédait dans le village de Lampernisse des terres étendues, et la grande majorité des hommes qui se placèrent sous ses ordres appartenaient à cette classe de petits tenanciers libres si nombreux dans les châtellenies de la côte. Ce ne fut pas la misère qui mit les armes aux mains de ses partisans. D'ailleurs, par sa longue durée comme par son organisation, leur soulèvement diffère du tout au tout de ces explosions soudaines qui effrayèrent plus tard la France et l'Angleterre, mais qui furent aussi courtes que violentes. Il nous apparaît plutôt comme un essai de révolution tenté par dès paysans robustes, pleins de confiance en eux-mêmes, capables de vouloir et de persévérer, inspirés d'idées égalitaires et décidés à se débarrasser pour toujoûrs d'une noblesse détestée. Le but qu'il poursuit de plus en plus nettement, à mesure qu'il grandit en force et en intensité, ce fut l'établissement d'une démocratie rurale et d'un régime agraire où le sol eût appartenu tout entier à ceux qui le travaillaient.

Zannekin.



(Cliché « La Renaissance du Livre »)

Het Charter van Kortenberg.

opstand werd erkend in geval de bisschop binnen de veertien dagen na een vonnis geen gevolg gaf aan aanvragen tot herziening van een onregelmatig proces. Beslissend is in 1373 de *vrede der XXII* :

> L'acceptation de cette paix par l'évêque équivalait à peu de chose près à une abdication Abandonnant sans réserve les agents de son autorité à la juridiction du pays, il ne conservait plus, en réalité, que des apparences du pouvoir (1).

In Brabant moeten de onderdanen wachten tot de hertog door financiële moeilijkheden er toe genoopt wordt hun een deel van zijn bevoegdheden af te staan. Het bekende *Charter van Kortenberg* wordt door Jan II op 27 September 1312 verleend;

> elle institue un conseil à vie de quatorze personnes recrutées parmi la noblesse et les villes, avec mission de veiller à l'observation des privilèges et des coutumes du duché Ce conseil s'assemblera toutes les trois semaines et ses décisions seront souveraines. Le duc se refuse-t-il de les observer, le pays est dégagé de toute obéissance envers lui aussi longtemps qu'il s'obstine dans la résistance (2)

De *Blijde Inkomst*, de 3de Januari 1356 van Johanna van Brabant en Wenceslas van Luxemburg afgedwongen, verleent practisch volledig zelfstandig bestuur.

Zonder zich op en algemeen geldende tekst te kunnen beroepen, beschikken ook Vlaanderen (3), Henegouwen en andere gewesten over grote vrijheid tegenover hun vorst.

Om niet te blijven stilstaan bij lichte plaatselijke verschillen, kan de verhouding, die in het vervolg op basis van de verworven voordelen tussen vorst en onderdaan zal

---

(1) Cfr. H. Pirenne, o. c., t I, p 335.

(2) *Ibidem*, t. I, p 336.

(3) Voor de meeste Vlaamse steden worden afzonderlijk keuren bewaard. Zo kan de aandacht worden gevestigd op enkele roemvolle en vroege privilegiën, die gemeenten als Gent, Brugge en andere bij bepaalde gelegenheden — troonsopvolging bij voorbeeld — konden afdwingen. Op dit gebied is veelbetekenend het volgend citaat uit F.-L. Ganshof, *La Flandre sous les premiers comtes*, pp. 119-120 :

> Après commune délibération, Bruges, la châtellenie, Aardenburg, Gand posèrent leurs conditions, comme le fit dans le sud du comté, Saint-Omer. C'est seulement après que le nouveau comte (Willem van Normandië, 1127-1128) eut accepté ces conditions et qu'il eut juré de les respecter, que les villes et châtellenie consentirent à le reconnaître. Bien plus : le roi ayant accompagné le nouveau comte à Bruges . , les Brugeois exigèrent que Louis VI jurât lui-même que les conditions acceptées seraient observées. Fait inoui, le roi y consentit; ce fut sans doute le premier serment prêté par un roi de France à ses sujets

heersen, als volgt gekenmerkt worden. Bij zijn troonsopvolging legt de prins de eed af van trouw aan de vrijheden; daarna pas hoort hij een afvaardiging van het volk hem onderdanigheid zweren en krijgt hij de sleutels van de stad. Zo zijn beiden door een wederzijds contract gebonden; verbreekt één van de twee partijen het vrijwillig aangegane verbond, dan wordt de andere automatisch van haar verplichtingen ontslagen. Verzet wordt dan wettelijk. Is zulks geen doelmatige waarborg?

* * *

Tot hiertoe werd in dit hoofdstuk een vluchtig overzicht gegeven van de evolutie, die de persoonlijke vrijheid (1) in de Belgische Middeleeuwen onderging. Laten we nu even nagaan hoe het in die periode met onze onafhankelijkheid tegenover het buitenland is gesteld.

Vanaf het begin van het leenroerig tijdvak streven onze nationale vorsten — graven van Vlaanderen en hertogen van Brabant — er naar zich respectievelijk van de Franse koningen en de Duitse keizers los te werken. Plaats is hier niet om hun streven in het lang en het breed uiteen te zetten. Dat ze daar wel in geslaagd zijn, wordt voldoende uit hun bestaan zelf bewezen, waar andere leenmannen aan de centralisatiepolitiek van hun heren ten onder zijn gegaan.

De hertogen van Brabant, die de kerngebieden Leuven en Brussel uit vaderlijk erfdeel bezitten, staan vrijer tegenover hun suzerein. Zoals boven al gezegd werd, hebben ze minder moeilijkheden met de rijke poorters. Ze verwezenlijken dan ook gemakkelijker hun opzet. Eén enkele veldslag volstaat om hun de heerschappij over het toenmalige graafschap Limburg — niet te verwarren met de huidige provincie — te verzekeren. De 5de Juni 1288 te Woerringen op de Rijn veslaat Jan I met de medewerking van zijn ridders en de stedelijke milities uit Brussel, Leuven, Antwerpen, Nijvel, Tienen en Geldenaken een keizerlijke coalitie. Zonder zijn onafhankelijkheid tegenover zijn leenheer uit breiden — die

(1) Er moet hier op gewezen worden, dat de verschillende oorkonden, zowel in Brabant als in Luik en elders, alleen voorrechten verlenen aan bepaalde bevolkingsgroepen — voornamelijk de gemeenten — in hun hoedanigheid van gemeenschap, van corporatie (vergelijk met de bepaling van standenstaat op p. 16) en niet aan individuen. Slechts in ruimere betekenis mag hier dus van persoonlijke vrijheid worden gewaagd.

toch reeds zo groot was — wordt hij hierdoor meester over de voorname handelsbaan Brugge-Keulen en kan hij aldus zijn zelfstandigheidspolitiek op een stevige economische basis bouwen (1).

De graven van Vlaanderen integendeel hebben het, bijzonder sinds het einde van de XII[e] eeuw, tegen sterke Franse koningen als Filips-August, Filips de Schone en Lodewijk XI te doen. Ze hebben daarom ook een lange, niet altijd voordelige kamp te voeren, waarvan — roemrijke en ongelukkige door mekaar — de slag bij Bouvines (27 Juli 1214; grootste overwinning van Filips-August, die hierdoor de grondvesten van de Franse macht werpt), Kortrijk, de belegering van Zierikzee in Zeeland (1304), Pevelenberg, de vrede van Athis-sur-Orge (23 Juni 1305) de voornaamste phasen uitmaken. Des te groter is hun verdienste het essentiële van hun plan te hebben kunnen doorvoeren. Want hoewel ze in de lange reeks oorlogen een gedeelte van hun territorium hebben moeten prijsgeven, toch zijn ze er in gelukt inlijving bij Frankrijk te vermijden en dus hun zelfstandigheid te behouden. En zulks in ruime mate dank zij de befaamde slag bij Kortrijk (11 Juli 1302), waar — zoals te Woerringen — Nederlands- en Franstalige Belgen aan de zijde van de graaf staan.

Zoals voor Woerringen ook, mag de nationale betekenis van de Guldensporenslag niet overdreven worden. Het is duidelijk, dat en de hertog en de graaf alleen hun leenmansstrijd leveren, dat ze uitsluitend hun belangen als Middeleeuwse vorsten van kleine, feodale rijken voor ogen hebben. Zulks neemt echter niet weg, dat ze in hun ijveren voor zelfstandigheid — noch de eersten, noch de laatsten in onze historie — blijk geven van typisch Belgische vrijheidszin. En vooral neemt zulks niet weg, dat ze het later onafhankelijk bestaan van ons vaderland hebben mogelijk gemaakt (2).

---

(1) De juiste draagwijdte hiervan ligt prachtig weergegeven in de volgende woorden van Professor L. Vander Essen, *Pour mieux comprendre notre histoire nationale*, p. 8 ·

> « ces ducs de Brabant ont contribué, dans une large mesure, à créer dans le centre de la Belgique du moyen âge un petit Etat fortement constitué, qui est devenue le véritable noyau de la Belgique de 1830 »

(2) Cfr *ibidem*, p. 30

> « La victoire des Eperons d'Or préparera l'existence de la Belgique Indépendante »

En H. Nowe, *La Bataille des Eperons d'Or*, p. 111 :

> C'est donc, en dernière analyse, la bataille des Eperons d'Or qui a sauvé l'autonomie du grand fief français qu'était la Flandre. Elle a rendu possible l'œuvre de Charles-Quint qui, deux siècles plus tard, lui assura une

Maar niet enkel onze Middeleeuwse prinsen tonen in hun actie warsheid voor erkenning van vreemde macht. Uit alle lagen van de bevolking komen personaliteiten of groepen naar voor, om door hun houding en optreden hetzelfde gevoelen te openbaren.

De sterke persoonlijkheid van Jacob van Artevelde is het symbool geworden van neutraliteitspolitiek. Ze is inderdaad schoon met haar bekommernis om het welzijn van eigen land boven alle vreemde belangen.

Ook in de Kruistochten kan terecht een uiting van de vrijheidszin onzer voorvaderen worden gezien. De meeste deelnemers denken toch aan niets anders dan de verdediging van hun geloof en willen alleen het Heilig Graf doen eerbiedigen. Onder de Belgen, die met dit verheven inzicht naar het Oosten trekken, vinden we niet slechts hertogen en graven, maar ook mensen van alle stand en klas : geestelijken, ridders, rijke patriciërs, arme ambachtslieden, kleine boeren en lijfeigenen. Voor grote daden met edele motieven staat heel de Belgische bevolking steeds als één man recht. En niet om een kleine rol te spelen. Want...

> Godfried van Bouillon en Robrecht II van Vlaanderen waren voorzeker de vorsten die, samen met Robrecht van Normandie, het meest door vrome idealen gedreven werden, en zij bleven ook het best getrouw aan het onbaatzuchtig doel van de kruisvaart. Tijdens de talrijke twisten die de tocht onderbraken, waren zij steeds de bemiddelaars, de verzoeners, die angstvallig waakten op de verwezenlijking van het opperste doel : de bevrijding van Jeruzalem en der heilige plaatsen (1).

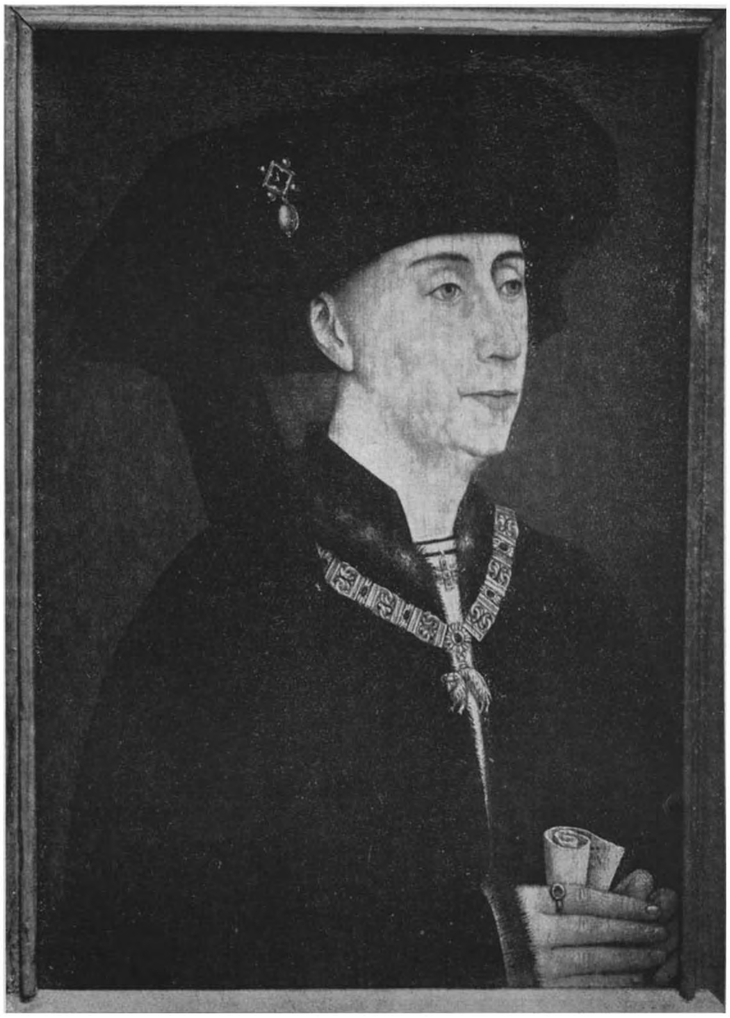
* * *

In de Middeleeuwen liggen de wortelen van het België van 1950. Ze zijn uit ware vrijheid gemaakt.

---

indépendance complète en brisant le lien de vassalité qui la rattachait encore à la Couronne. Si le roi avait triomphé en Flandre, rien n'aurait pû arrêter l'essor, de la monarchie entre la mer du Nord et le Rhin. La victoire flamande l'a brisé et elle a peut-être préservé les principautés des futurs Pays-Bas d'une annexion à la France. Les conséquences en furent donc considérables et il n'est sans doute pas téméraire d'affirmer que c'est à Courtrai que notre pays doit aujourd'hui son indépendance.

(1) J.-F. Verbruggen, *Grote Belgische Reizigers van de XIXe eeuw*, p. 8.



(Negatief A C L)

Filips de Goede, door Rogier Van der Weyden.

(Negatief A C L)

Zegel van Maria van Bourgondië gehecht aan het Groot Privilege.

KAPITTEL IV.

—

BELGISCHE EENHEIDSVRIJHEID IN DE MODERNE TIJDEN.

Tijdens de XVe en XVIe eeuwen — gedurende de regering van de Boergondiërs en de Habsburgers — wordt de zelfstandigheid van onze provinciën tegenover Franse koningen en Duitse Keizers verder uitgewerkt. Aldus wordt de lijn, door onze Middeleeuwse regionale vorsten begonnen, verder doorgetrokken en ons onafhankelijk bestaan aangekondigd. Daarbij komt echter iets nieuws. De verschillende hertogdommen, graafschappen en heerlijkheden, die er zich in de vorige jaren alleen toe beperkt hadden zich aan de veroverende greep uit het Zuiden of het Oosten te onttrekken, worden nu door die van het buitenland afstotende kracht ook hechter tot mekaar gedreven. Vrij van vreemde heerschappij, maken ze thans eveneens een territoriale en politieke eenheid uit.

Ongetwijfeld spelen de hertogen van Boergondië hierbij de doorslaggevende rol. Toch mag niet worden vergeten, dat ze — vooral de eerste twee, Filips de Stoute en Jan zonder Vrees, en zo niet voor wat de vereniging dan toch voor wat de zelfbeschikking betreft — door de wil, de steun en het voorbeeld van hun onderdanen worden aangewakkerd.

> S'ils étaient trop grands en France et trop proches des rois pour s'y laisser réduire au second rang, ils disposaient surtout, dans les Pays-Bas, d'un trop riche héritage pour n'y point trouver aliment à leurs ambitions. *Et puisque, à défaut même de leurs princes, le peuple voulait la liberté, tout se ligua finalement pour ancrer les ducs dans une politique autonome* (1).

Het graafschap Vlaanderen wordt definitief aan de Franse koning ontrukt. De *Vrede van Atrecht*, op 21 September 1435 ondertekend, stipuleert, dat Filips de Goede niet langer leenhulde verschuldigd is en het *Verdrag van Péronne* van 14 Oktober 1468 erkent, dat de Vlaamse wetgeving voortaan buiten de bevoegdheid van het Parlement te Parijs valt. De

(1) G. Hoyois, *Réflexions sur l'Indépendance*, p. 96. Wij onderlijnen.

kroon op het werk wordt gezet door Keizer Karel, dank zij zijn overwinning bij Pavia (1525) en de Vrede van Kamerijk (1529).

Ook hij — die daartoe als Duitse keizer de macht heeft — maakt een einde aan het vazalschap van Brabant tegenover het Roomse Rijk. Door de *Transactie van Augsburg* (1548) verklaart hij onze gewesten onder de naam van *Boergondische Kreits* voor een onafhankelijk gebied in de schoot van het Keizerrijk. Hij doet zelfs meer; hij bepaalt in de *Pragmatieke Sanctie van 1549*, dat onze landen « in de toekomst " een onverdeelbaar en onscheidbaar " geheel zouden vormen en steeds voor ieder en voor alle samen één en dezelfde souverein zouden hebben » (1).

Zo wordt de moeizame taak van Filips de Goede en zijn opvolgers, die langzaam alle Belgische heerlijkheden in een personele unie hadden bijeengevoegd en hun, boven plaatselijke en gewestelijke, centrale instellingen hadden geschonken, tot een goed einde gebracht.

* * *

Zonder tegenkanting echter laten onze voorouders de samenbundeling niet gebeuren van de verscheidene hertogdommen, graafschappen en heerlijkheden tot één staat — waarin dezelfde vorst zich steunt op dezelfde instituties om over alle gebieden te regeren Daarvoor zijn ze te zeer gehecht aan hun regionale voorrechten, die ze in de loop van de voige eeuwen mits zo veel inspanning en opoffering hadden verworven, en waarvan ze soms misbruik maken.

Enkele voorbeelden hiervan uit tientallen. In 1436-1437 staat Brugge op tegen Filips de Goede.

> Mais tandis qu'en 1327 la plus grande partie de la Flandre avait soutenu avec enthousiasme la politique démocratique des tisserands brugeois, elle prit, cette fois, parti pour le prince. Ne cherchant que le triomphe de ses intérêts particuliers, Bruges ne trouva autour d'elle que des adversaires (2).

Het moet dan ook buigen, maar...

> Ce triomphe de l'autorité souveraine sur l'autorité communale fut en même temps le triomphe de l'égalité sur le privilège et de la liberté sur le monopole (3).

(1) L. Van der Essen, *Het onafhankelijk België*, p. 43.
(2) H. Pirenne, o. c., t. I, p. 436.
(3) *Ibidem*, p. 437.

Ook Gent verzet zich — tegen Filips de Goede in 1450-1453 en tegen Keizer Karel bij voorbeeld. In 1477, wanneer bij het rampspoedige sneuvelen van Karel de Stoute te Nancy, Maria van Boergondië, zijn jonge dochter en opvolgster, langs alle zijden door vijanden omringd is, kunnen de verschillende staten zelfs het fameuse Groot Privilege afpersen.

Maar het verzet is maar van voorbijgaande aard. Trouw aan de souverein, eerbied voor het algemeen welzijn en gezond verstand nemen doorgaans ras de bovenhand. De standen kunnen immers wettelijke middelen gebruiken om een tegengewicht voor de vorstelijke macht op te hangen : de Staten-Generaal — vertegenwoordiging die onder meer de beden kan aanvaarden of verwerpen — voor het geheel der Nederlanden en de Provinciale Staten voor ieder gewest afzonderlijk. Onze prinsen duiden hun lastige onderdanen — lastig omdat ze vrijheidslievend zijn, soms tot op het randje van het losbandige en egoïstische — de aangedane moeilijkheden echter niet ten kwade; bewijs het typische gezegde van Keizer Karel :

> Geen volk ter wereld is zo gewillig als dat der Nederlanden om zich aan de bevelen van zijn vorst te onderwerpen, wanneer het vaderlijk bestuurd wordt, hoewel er geen volk bestaat dat de verknechting feller haat; eerbied wordt er niet verworven door vrees, want het is koppig in zijn verzet tegen de macht en gedwee tegenover de zachtheid (1).

In Luik echter — het Prinsbisdom is immers een onafhankelijk gebied, dat niet zoals de andere Belgische gewesten wettelijk onder het bewind van de hertogen van Boergondië valt — wordt de verdediging tegen annexatie tot welslagen toe doorgevoerd. In 1477 inderdaad moet Maria de verovering van haar vader prijsgeven. Veel lijden heeft zulk resultaat de Luikenaren gekost. Uit hun heldhaftige kamp zijn feiten als de plundering van Dinant (1466), de slag bij Brusthem en de verwoesting van de hoofdstad zelf alom bekend; de dappere zelfopoffering van de zes honderd Franchimontezen is zelfs een roemvolle bladzijde in onze nationale legende geworden.

* * *

Eenieder kent de voornaamste gebeurtenissen uit de tweede helft van de XVIe eeuw, wanneer onze provincies in gewelddadige opstand komen tegen Filips II. Maar ziet eenieder er

(1) Geciteerd in L. Van der Essen, *Het Onafhankelijke België*, p. 44.

wel de juiste betekenis en de echte draagwijdte van in? Daartoe mag vooral niet uit het oog worden verloren, dat het karakter van de revolutie tijdens het verloop van de evenementen zelf helemaal verandert.

In de eerste phase ligt het verzet gans in de lijn van onze oude traditie. Filips II, opgevoed aan het Spaanse hof en vol van absolutistische gedachten naar Spaans voorbeeld, wil de macht van de standen fnuiken om als alleenheerser te kunnen regeren. Volgens de gewoonte had hij echter trouw moeten zweren aan de grondwetten, wanneer hij zijn vader had opgevolgd. Als hij dus tot sommige voor de vrijheden vernederende maatregelen overgaat, wordt *ipso facto* het contract verbroken en speelt het *jus resistendi*. In deze grondwettelijke strijd zijn de graven van Egmont en Hoorn werkelijke nationale helden.

Maar weldra mengen zich hierbij andere elementen. De aanhangers van de godsdiensthervorming nemen spoedig de leiding van de beweging over. Enkele onverantwoordelijke beeldstormers verleggen helemaal het accent.

En dan wordt ons land voor de gewichtige keuze gesteld : enerzijds voortstrijden voor politieke vrijheid, gepaard met aanvaarding van het protestantisme, anderzijds trouw aan het voorvaderlijk geloof met een vermindering van de voorrechten in pand.

> Certes, cette décision ne fut pas facile à prendre. La Flandre tumultueuse prêta sérieusement prise aux propagandes réformatrices. Anvers fut près d'y céder. Longtemps, on ne vit pas bien de quel côté se rangeraient, en définitive, les grandes villes qui donnaient force et caractère à la Belgique d'alors. Un jour vint cependant où nos pays firent leur choix, ils le firent librement, par la voix de leurs Etats qui représentaient eux-mêmes les divers éléments du peuple. A la Confédération d'Utrecht, protestante et sécessionnaire, faisait face la Confédération d'Arras, catholique et, malgré tout, fidèle au roi d'Espagne (1579). Ce geste allait lui (la future Belgique) coûter un retard de deux siècles et demi dans l'accession à la liberté politique (1).

* * *

Dat echter de vrijheidszin verre van uitgestoven is, wordt door verschillende voorbeelden bewezen. Tijdens de opstand zelf is het heldhaftig verweer gedurende het beleg van Antwerpen (1582) en andere steden een rechtmatige reden tot trots. Enkele jaren later is te Brussel Anneessens de verpersoonlijking van de oude stedelijke onafhankelijkheid. Hij boet er, met grootse zelfverloochening, het leven bij in.

(1) G. Hoyois, o. c., pp. 115-116.

KAPITTEL V.

BELGISCHE VRIJHEID IN DE HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS.

De XVIIIe eeuw brengt een grondige verandering in de opvatting van het vrijheidsbegrip. De Middeleeuwse conceptie (1), die gedurende gans het *Ancien Régime* in haar grote trekken in ere was gebleven, wordt nu onder de invloed van nieuwe theorieën, onder de drang van gewijzigde economische en politieke toestanden hoe langer hoe feller bestreden. Niet langer geldt het principe « vrijheid voor ieder naar mate van ieders behoefte », maar wordt de stelling voorgehouden « voor eenieder gelijke vrijheid ». Reeds in 1688 wordt ze in enkele van haar typische toepassingen in de Engelse *Declaration of rights* vastgelegd. Ze is expliciet in de *Verklaring van de Rechten van de Mens*, door het Amerikaans Congres te Philadelphia in 1774 goedgekeurd, uitgedrukt. Ze is de drijfveer van de Franse Revolutie in 1789. Ook bij ons vindt ze ingang.

Nochtans staat de *Brabantse Omwenteling* (1787-1790) meer in het teken van het herstel der vroegere regionale grondwet. Wel is Vonck, één der beide leiders, aanhanger van de nieuwe ideeën, maar de partij van Van der Noot strijdt eerder in naam van de Blijde Intrede. In ieder geval, ondanks de heldhaftigheid van de troepen van Van der Mersch en het enthousiasme van twintig duizend vrijwilligers, worden de Habsburgers bij het verdrag van Reichenbach in hun macht hersteld. Bij gebrek aan verstandhouding — niet voor de eerste maal merken we dit euvel op — kennen de Verenigde Belgische Staten slechts een kortdurig bestaan en wordt de eerste poging tot volledige en definitieve onafhankelijkheid een mislukking.

De Opstand in het Prinsbisdom heeft integendeel het uitgesproken karakter van de jongste opvattingen. Alleen kunnen de Luikenaars het echter niet bolwerken en ook hun streven loopt verkeerd uit.

* * *

(1) Zie pp 13 en volgende.

In 1830 dan, na een Franse bezetting van bijna een kwart eeuw en na vijftien jaar vereniging van België en Nederland, breekt het heugelijke ogenblik aan, dat het logische gevolg is van heel ons vroeger streven, dat de normale bekroning is van gans onze geschiedenis : de vrije Belgische Natie wordt ook de onafhankelijke Belgische Staat.

Het is wel nutteloos te herinneren aan de Septemberdagen, de dapperheid van Jambe de Bois, de vurigheid van duizenden andere vrijwilligers uit alle delen van het land toegestroomd, aan de inneming van Antwerpen en aan de vele andere roemrijke feiten, waaruit de zelfstandigheidswil van heel het volk blijkt.

Van dan af wordt België een constitutionele monarchie, waarvan de gelijke vrijheid voor alle burgers in de Grondwet omschreven is.

Vrijwilligers uit Luik vertrekken op 4 September 1830 naar Brussel onder leiding van Charles Rogier (Luik, Stadhuis)

(Negatief A C L)

KAPITTEL VI.

—

BESLUIT.

België, een vrij land van vrije mensen.

Wij begonnen het overzicht van de evolutie der Belgische vrijheid en onafhankelijkheid bij de dageraad van onze geschiedenis; we eindigen het met een nieuwe geboorte — het ontstaan van de Belgische staat. De laatste periode, van 1830 tot op onze dagen, wordt in een andere brochure besproken (1).

Het hiaat, dat hier aldus onbehandeld blijft, staat echter niet in de weg, dat we bij wijze van besluit enkele practische lessen zouden trekken uit wat voorafgaat. Laten we daartoe eerst de grote lijnen halen uit de boven geschetste ontwikkeling.

Bij de aanvang al van onze historie staat daar als een helder licht onze onafhankelijkheid.

> C'est pour les Belges un rare stimulant de rencontrer leur nom dès la première page de l'histoire de nos contrées Peu de peuples, parmi les plus grands, en pourraient dire autant. Plusieurs d'entre eux n'existaient même pas . La première vision qu'offre l'histoire de nos ancêtres est celle d'hommes libres et de nations autonomes Oui, notre indépendance est dotée de très vieux documents d'identité et nul titre de noblesse n'est plus authentique que le sien (2).

Sinds toen is onze zelfstandigheid op weinige uitzonderingsperioden na een werkelijkheid gebleven. Steeds immers berustte de macht van onze prinsen op wettelijke erfopvolging. Door zijn huwelijk met Margareta van Male werd Filips de Stoute graaf van Vlaanderen. Zijn kleinzoon, Filips de Goede, verwierf door erfenis of aankoop het merendeel der Belgische heerlijkheden. Door de echt van diens kleindochter, Maria van Boergondië, met Maximiliaan van Oostenrijk werden de Habsburgers onze natuurlijke vorsten. Hun kleinzoon was Keizer Karel die, te Gent geboren, te Gent opgevoed, in zijn handelingen steeds heeft aangetoond zijn afkomst niet te willen verloochenen. Van hem, de grote staatsman van bij ons, zijn alle Spaanse en Oostenrijke

(1) G. Renson, *Het Nationaal Congres.*

(2) Cfr. G. Hoyois, o. c., pp. 49-50.

Habsburgers — twee takken van éénzelfde familie — afstammelingen. Daarom waren ook Filips II en Jozef II bij voorbeeld onze wettige prinsen. Om die reden eveneens is, het verkeerd over een Spaanse of Oostenrijkse overheersing te spreken.

Daarenboven hebben de graven van Vlaanderen, de hertogen van Brabant en van Boergondië steeds voor onze onafhankelijkheid geijverd. Voorbeelden hiervan werden in de vorige kapittels ten overvloede verstrekt. En zelfs de opvolgers van Karel V, die toch in de eerste plaats koningen van Spanje of keizers van Duitsland waren, hebben immer onze zelfstandigheid geëerbiedigd zonder er ooit aan te denken onze provinciën als een onderdeel of als een wingewest van hun rijk te beschouwen.

1830 is dus alleen maar de officiële bekroning van een aloude werkelijkheid.

Ook onze persoonlijke vrijheid is niet nieuw. Wel de manier waarop ze wordt opgevat. Waar ze vroeger door een gemeenschap — corporatie, stad of landstreek — werd uitgeoefend, is ze thans het eigen en volledig bezit van ieder individu.

Nog één groot feit moet uit onze geschiedenis onthouden worden. We maken thans een vrij volk uit in een vrij land. Deze toestand wordt gewaarborgd door onze Constitutie, dochter van onze vroegere regionale grondwetten. Hij heeft dus diepe historische wortelen. Hij werd door lijden en strijden verworven. Soms werd zijn verwezenlijking door overdreven gehechtheid aan eng-particularistische voorrechten, door innerlijke tweedracht belemmerd.

* * *

Terecht mogen we, moeten we fier zijn op onze vrijheid. Maar « noblesse oblige ». Grote rijkdom houdt eveneens grote plichten in.

En op de eerste plaats dan zouden alle Belgen steeds voor ogen moeten houden, welke grote gevaren hun onderlinge twisten steeds hebben geboden. Is er één onderscheid van taal, overtuiging of klasse belangrijk genoeg om er onze onafhankelijkheid aan op te offeren ? « Eendracht is macht » luidt onze nationale leuze — gelukkige poging om onze natuurlijke neiging tot regionalisme te temperen; « Eendracht is vrijheid » zou de dagelijks toe te passen kenspreuk van al onze landgenoten moeten zijn.

Wie zelfstandig wil zijn, moet ook blijk geven van de daartoe vereiste hoedanigheden. Kalmte en overleg, verstandhouding en verdraagzaamheid, zelfbeheersing en wilskracht, eerlijkheid tegenover zichzelf en eerbied voor andermans rechten, oordeel en gezond verstand, zin voor werkelijkheid en zucht naar voorlichting, objectiviteit en sociaal gevoel zijn, zonder bepaalde orde opgesomd, enkele van de voornaamste eigenschappen, die door alle vrije burgers moeten nagestreefd worden. Het is hun plicht, willen ze hun schoon bezit waardig zijn, willen ze hun grote schat behouden.

Daarom moet ieder democraat steeds aan zijn persoonlijke volmaking werken. Omdat hij harde verantwoordelijkheden draagt — tegenover zichzelf en tegenover alle andere mensen —, omdat geen zware lasten op zwakke schouders kunnen gelegd, *moet* hij zich onverpoosd toeleggen op het sterken van eigen geest en lichaam.

Alle Belgen ook hebben de heilige plicht uit al hun krachten bij te dragen tot de opbouw van het nieuwe Europa. Vermits ze aldus meewerken aan het behoud van hun nationale vrijheid. En juist met hun verleden rijk aan vrijheid en met hun tweetaligheid, die geschikt maakt voor wijde contactname, zijn ze daartoe als voorbestemd.

Al deze raadgevingen en nog vele andere liggen besloten in de éne aansporing van Charles Decoster : « Fils, n'ôte jamais à homme ni bête sa liberté qui est le plus grand bien de ce monde ».

BIBLIOGRAFIE.

CÆSAR, J. — *Gedenkschriften van de Gallische Oorlog,* uit het Latijn vertaald door J.-J. DOESBERG, tweede druk, Zutphen, s. d.

GANSHOF, F.-L. — *La Flandre sous les premiers comtes,* in Collection « Notre Passé », derde druk, Brussel 1949.

GANSHOF F.-L. en DE STURLER J. — *De staatsinstellingen van Vlaanderen en Brabant,* in *Geschiedenis van Vlaanderen,* t. II, pp. 109-153, Brussel 1937.

HOYOIS G. — *Réflexions sur l'Indépendance,* Brussel 1945

LOUSSE E. — *La société d'Ancien Régime, Organisation et représentation corporatives,* in de reeks *Publicaties op het gebied der Geschiedenis en der Philologie van de Universiteit te Leuven,* Leuven-Brugge 1943.

NOWE H. — *La bataille des Eperons d'Or,* in Collection « Notre Passé », Brussel 1945.

PIRENNE H. — *Histoire de Belgique,* met iconografie verzameld door SCHAUWERS F. en PAQUET J., vier delen (eerste twee alleen verschenen), Brussel 1948-1949.

SCHILLINGS A.-H. — *Overzicht van de Geschiedenis onze Instellingen,* Brussel 1945.

VAN DER ESSEN L. — *Pour mieux comprendre notre histoire nationale,* tweede druk, Brussel, s. d.

VAN DER ESSEN L. — *Het onafhankelijke België,* Brussel 1945.

VAN WERVEKE H. — *Jacques Van Artevelde,* in Collection « Notre Passé », Brussel 1948.

VERBRUGGEN J.-F. — *Grote Belgische Reizigers voor de XIXe eeuw.* — In de reeks « De Natie », Brussel 1949.

32858 - 3000

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
DIRECTIE OPVOEDING BIJ DE GEWAPENDE MACHTEN

VOORGESCHIEDENIS VAN ONZE DEMOCRATIE

Volksvertegenwoordiging in onze vroegere vorstendommen

DOOR

Dr J. DHONDT
Professor aan de Universiteit van Gent

Nr 41. **DE NATIE** 1951.

VOORGESCHIEDENIS VAN ONZE DEMOCRATIE

Volksvertegenwoordiging in onze vroegere vorstendommen

I.

EVOLUTIE VAN DE BETREKKINGEN TUSSEN VORST EN VOLK, IN HOOFDTREKKEN GESCHETST.

De democratie is de staatsvorm die sedert de XVIIIe eeuw, en steeds meer in de XIXe en in de XXe eeuw, in de beschaafde wereld overheersend is geworden. Het is niet onze taak, de betekenis en de veranderlijke inhoud van dat begrip hier uiteen te zetten (1). Het moge volstaan erop te wijzen dat democratie in tegenstelling staat tot autocratie (dit is dictatuur). In een autocratie worden alle beslissingen betreffende het gehele land of volk steeds getroffen door één enkel man, die aan niemand rekenschap of verantwoording verschuldigd is. In een democratie worden de beslissingen die het lot van het volk en van het gehele land betreffen, steeds genomen door, of althans in samenwerking met, de vertegenwoordigers van het volk zelve.

Het is waar, ook heden kan de democratische staatsinrichting uiterst verschillende organisatievormen vertonen, naar gelang het land. Niet minder waar is het ook, dat de concrete voorstelling die men zich van het begrip « volkssoevereiniteit » maakte, sedert de XVIIIe eeuw sterk

(1) Men raadplege daarover, in deze zelfde reeks, de uiteenzetting van Lamberty.

evolueerde (1). Doch desniettegenstaande blijft de fundamentele inhoud van het begrip democratie, deelname (in meer of minder ruime mate) van de bevolking zelve aan het staatsbeleid.

Het is een vrij algemeen verspreide gedachte, dat de tussenkomst van het volk aan het landsbestuur een zeer jong verschijnsel is, en dat, sedert de tijd der Grieken en der Romeinen (die wel een bepaalde vorm van democratie hebben gekend), het absolutisme, de autocratie, de overheersende staatsvorm is geweest. Deze waanvoorstelling kan hierdoor worden verklaard, dat tijdens de « moderne » periode (2), dus die eeuwen die onmiddellijk aan de algemene verspreiding en vooruitgang van de volkssoevereiniteit voorafgaan, het absolutisme inderdaad vrij algemeen heeft geheerst in Europa. Maar men verliest hierbij uit het oog, dat tijdens de late middeleeuwen (3) de toestand niet dezelfde was, en dat in betrekkelijk ruime mate, vorsten en vertegenwoordigers van het « land » (4) samen de macht hebben uitgeoefend.

Het doel van dit betoog is, uiteen te zetten hoe, in onze gewesten, in de late middeleeuwen en, in mindere mate, in het modern tijdvak, het staatsgezag verdeeld werd tussen vorst en onderdanen.

Duidelijksheidshalve weze dus hier gezegd dat de evolutie in grote trekken als volgt gaat : autocratie in de hoge middeleeuwen. Daarna, geleidelijke opgang naar verdeling van het staatsgezag tussen vorst en volk, die culmineert in de XIVe eeuw. Vanaf de XVe eeuw, geleidelijke terugkeer naar de autocratie, die in ons land een hoogtepunt bereikt in de tweede helft der XVIIIe eeuw. Tenslotte nieuwe en snelle opmars naar democratie in de XIXe en XXe eeuwen.

Aangezien ons oogmerk is, de toestanden uiteen te zetten zoals ze zich in ons land hebben voorgedaan, zal het wellicht

(1) Wat veranderde is de opvatting nopens de uitgebreidheid van de volkslagen die bij het staatsbestuur moeten worden betrokken Honderd jaar geleden had slechts een heel klein percentage van de Belgische bevolking stemrecht. Pas sedert 1919 bestaat bij ons het zuiver algemeen stemrecht, maar dan nog maar alleen voor de mannen, zoals men weet werd het algemeen stemrecht pas in de allerlaatste jaren tot de vrouwen toe uitgebreid.

(2) D.W.Z. De tijd gelegen tussen de middeleeuwen en de hedendaagse periode, practisch dus de XVIe, XVIIe en XVIIIe eeuw

(3) De middeleeuwen zijn zowat het millennium dat van circa 500 tot circa 1500 ligt.

(4) Met het « land » wordt hier de bevolking van een vorstendom bedoeld. Zo was inderdaad de betekenis van het woord vroeger.

niet overbodig blijken, zeer in het kort te betogen, welke de politiek-geographische toestanden geweest zijn ten onzent.

Het is voldoende bekend dat geheel het huidige België deel heeft uitgemaakt van het keizerrijk van Karel de Grote, omtrent het jaar 800. Dat keizerrijk was een kort bestaan beschoren : reeds in 843 wordt het door het Verdrag van Verdun in drie rijken verdeeld : in het westen, tot aan de Schelde, ontstaat het West-Frankische rijk, waartoe dus het grootste deel van het huidige Vlaanderen (1) zal behoren. In het Oosten, vanaf de Rijn, ontstaat Oost-Frankenrijk, ook Germanië en later Duitsland genoemd. Dit ligt dus buiten ons huidig grondgebied. Tussen deze twee rijken, dus tussen Rijn en Schelde, komt het Middenrijk op, waarvan het Noorderdeel weldra de naam Lotharingen verwerft. Het grootste deel van het huidige België maakte daar deel van uit. Maar dit Middenrijk zal spoedig worden gehecht bij het Oost-Frankenrijk.

Om allerlei redenen die hier niet kunnen worden uiteengezet, waren de koningen van deze diverse rijken zeer zwak. Plaatselijke machthebbers zullen er dan ook spoedig in slagen (IXe-XIe eeuw) om hun eigen gezag over uitgestrekte gebieden te vestigen, dat zijn dan de vorstendommen die, zoniet in naam; dan toch in feite onafhankelijk zijn. Deze vorstendommen zijn voorbestemd om te blijven bestaan : ze zullen slechts op het uiterste einde van de XVIIIe eeuw, wanneer de Fransen ons land overrompelen, worden afgeschaft. Hun naam en in zekere mate hun grondgebied zullen echter blijven voortleven in onze provinciën, die bijna allen teruggaan op een vorstendom. Dit blijkt al dadelijk uit een opsomming van de belangrijkste dezer laatsten : graafschap Vlaanderen, prinsbisdom Luik, hertogdom Brabant, graafschap Henegouwen, hertogdom Limburg (2), graafschap Namen, hertogdom Luxemburg (3).

---

(1) Vlaanderen wordt thans veel gebruikt om aan te duiden, het Vlaams-sprekende deel van België. Dit is echter een moderne betekenis van het woord In dit betoog zal Vlaanderen altijd slaan op het vroegere graafschap Vlaanderen, dit is ons Oost- en West-Vlaanderen, Zeeuws Vlaanderen, en de Franse departementen Nord en Pas de Calais.

(2) Dat niet overeenstemt met onze provincie Limburg maar met Hollands Limburg Onze provincie Limburg vormde in de middeleeuwen het graafschap Loon, dat spoedig bij het prinsbisdom Luik zal komen te behoren

(3) Van al onze huidige provincies is het alleen Antwerpen dat niet aan de naam van een vroeger vorstendom herinnert. Antwerpen was een deel van het hertogdom Brabant.

Deze vorstendommen zijn de echte staatkundige kaders waarbinnen onze voorouders hebben geleefd. Ze voelden zich niet aan als Fransen (in Vlaanderen) noch als Duitsers (in het overige deel van het land). Ze voelden zich (althans tot aan het einde der middeleeuwen) Vlamingen, of Luikenaren, of Brabanders, enz.

Het graafschap Vlaanderen enerzijds, het prinsbisdom Luik aan de andere kant, zijn de oudste en waren lang de machtigste van onze vorstendommen. Het eerste had de Schelde voor ruggegraat, het andere de Maas. Beide waren noord-zuid eerder dan oost-west georiënteerd, beide omvatten even belangrijke gebieden benoorden als bezuiden de taalgrens. In de hoge middeleeuwen bestonden er weinig of geen banden tussen de twee vorstendommen : Vlaanderen was voornamelijk naar het Westen gericht, naar Engeland en Frankrijk, Luik keek vooral op naar het Oosten, naar Rijnland.

Dat er dan toch, geleidelijk, een « België » is tot stand gekomen waarin Schelde en Maasvallei aan mekaar gestrengeld zijn, valt te verklaren door het betrekkelijk laattijdige tot stand komen van een nieuw vorstendom, Brabant, dat de gebieden tussen Schelde en Maas zal opeisen en er zich, door zijn bestaan alleen en door al zijn strevingen, op toelegt het oosten aan het westen vast te schakelen.

Op het einde der middeleeuwen, in de XVe eeuw, zullen dan de Burgondische hertogen opdagen. Door hun grote macht geruggesteund, zullen ze systematisch nastreven al de vorstendommen van het latere België, en ook die van het latere Holland, in een woord dus, van de Nederlanden, onder hun gezag te brengen. Ze zullen centrale instellingen oprichten, die gelden voor al die vorstendommen. Hun droom zal zijn, het oude middenrijk (doch Vlaanderen ditmaal inbegrepen), herop te richten, en indien dat groots plan niet verwezenlijkt wordt, dan toch zullen onze voorouders uit alle vorstendommen in die tijd het bewustzijn krijgen, dat ze tot één geheel behoren. Voor het eerst dan zal het particularisme, het bewustzijn dat alleen het eigen vorstendom meetelt, gaan wijken voor het besef, van een grotere eenheid deel uit te maken. Die eenheid is dan de gehele Nederlanden, doch op het einde der XVIe eeuw zal het Noorden als gevolg van de strijd tegen Spanje van het zuiden gescheiden worden. Dan groeit wat men zou mogen noemen een Belgisch bewustzijn dat dan op het einde der XVIIIe eeuw doorbreekt.

Binnen deze opeenvolgende kaders is het dus, dat de gebeurtenissen verlopen die we hier zullen schetsen.

* * *

Aan het verre uitgangspunt van de gehele evolutie dienen we ons in te denken in de vorstendommen van de hoge middeleeuwen : het staatsregime dat dan heerst is zeer eenvoudig : absolutisme, almacht van de vorst.

Deze almacht van de vorst valt te verklaren door de wijze van ontstaan van de vorstendommen, dat geschiedt als volgt :

Een machtig grondbezitter uit het ene of het andere gewest, verschanst in een of meer sterke burchten, werft vazallen (krijgers en ambtenaren) aan, door hen gronden uit te delen. Met hun steun vestigt hij zijn gezag over een uitgebreid gebied waarvan hij de bevolking onderwerpt.

Daarmee is een eerste schrede gesteld : het grondgebied van het vorstendom bestaat. Maar dat volstaat op verre na niet : de inwoners van het vorstendom hebben met mekaar niet veel gemeens. Ze spreken vaak verschillende talen naar gelang het gewest, geographische hinderpalen maken de onderlinge betrekkingen moeilijk. Het samenhorigheids bewustzijn ontbreekt.

In dat eerste stadium kan de vorst wel niets anders doen, dan deze bevolkingen met geweld bij mekaar te houden. De enige onderlinge band is de gemeenschappelijke vorst, die zich in geheel zijn gebied laat gelden door ambtenaren. Het oprichten van een ambtenarenkader is dan ook de onmisbare vereiste voor het instandhouden van het vorstendom.

De tijd gaat voort en het ene mensengeslacht volgt het andere op. Na enkele generaties laat de macht der gewoonte zich gelden. Doordat men sedert vele jaren samenleeft onder dezelfde vorst, in eenzelfde vorstendom, ontstaat vanzelf een samenhorigheidsbewustzijn. Wat eerst alleen maar feitelijk was, gaat men thans als natuurlijk, als vanzelfsprekend beschouwen. Zo komt een nationaal bewustzijn tot stand, van dat ogenblik af (in Vlaanderen heel duidelijk reeds rond 1100, wellicht zelfs reeds vroeger) berust het bestaan van het vorstendom op hechte grondslagen; binnen het vorstendom leeft een volk.

En het is ook vanaf dat ogenblik, dat de evolutie zal beginnen die we hier moeten beschrijven : eerst wanneer een volk tot stand is gekomen, begint de streving naar deelname aan het bestuur van de eigen staat. Eerst wanneer de inwoners van een land zich van hun onderlinge samenhorigheid, van hun gemeenschappelijke verhouding tot eenzelfde gezag, bewust zijn geworden, kunnen immers coalities ontstaan (we

zouden ze vandaag partijen noemen) met al doel het beinvloeden van 's lands beheer in een bepaalde richting.

En zo is het ook gegaan; daar waar, zoals gezegd, aan de aanvang alle gezag in handen van de vorst berust, zal zich geleidelijk in de vorstendommen een oppositie tegen de vorst gaan organiseren, oppositie die er na eeuwenlange strijd zal in slagen, een deel van de macht te verwerven en de vorst tot samenwerking met de onderdanen in s'lands beheer zal dwingen.

Hoe is dit gegaan ? Straks zal het concreet worden aangetoond aan de hand van de evolutie in de belangrijkste vorstendommen. Doch we willen hier duidelijksheidshalve op enkele belangrijke beginselen wijzen.

Wanneer men het gezag van de vorst ontleedt, komt men dra tot de vaststelling dat dit in laatste instantie op twee fundamenten berust, op twee grondslagen die echter in omgekeerde richting evoluëren : de materiële macht en de wettelijkheid.

In eerste en in laatste instantie kan de vorst heersen, omdat hij desnoods zijn onderdanen met geweld kan dwingen, zijn bevelen uit te voeren. Maar de onderdanen hoeven niet op elk ogenblik aan geweldmogelijkheid te worden herinnerd : ze nemen de bevelen van de vorst aan, omdat het door een eeuwenlang gebruik normaal geworden is dat de vorst beveelt. Het vorstelijk gezag is door de gewoonte eerbiedwaardig geworden. Men heeft er geen besef van, dat het anders zou kunnen zijn. Men neemt aan, op grond van traditie, dat het zo behoort : vorst en wet zijn in het volksbewustzijn één geworden, vorstelijk gezag en wettelijkheid zijn hetzelfde.

Het is dan ook wel duidelijk, dat dit besef van de wettelijkheid van het vorstelijke gezag met de tijd groeide en sterker werd. Daartegenover stond echter, dat de materiele macht basis van de vorst verzwakte : in de loop van al deze eeuwen was de maatschappelijke structuur volledig veranderd. Toen de vorst het vorstendom oprichtte waren handel en nijverheid van weinig tel, was het grondbezit de enige ware bron van rijkdom en macht. De vorst was trouwens de aanzienlijkste grondbezitter en het was eigenlijk op deze grondslag dat zijn feitelijke macht berustte. Wat is er echter sedertdien veranderd ? Enerzijds was het grondbezit van de vorst verminderd in de loop der tijden, en er waren andere grootgrondbezitters opgekomen, leke, de « heren » of « baroenen »,

geestelijke, de abdijen (1). Niet dat één van die grootgrondbezitters afzonderlijk tegen de vorst kon opwegen, maar samengenomen waren zij daartoe wel in staat.

Maar veel dieper werkte een andere sociaal-economische ommekeer : handel en nijverheid waren, vooral van de XIe eeuw af, weer van tel geworden. Een aanzienlijk percentage van de bevolking leefde daarvan en de steden waren gaan herleven. Steden zijn tenslotte niets anders, dan enorme concentraties van beoefenaars van handel en nijverheid.

Niet langer dus beschikte de vorst over het grootste deel van rijkdom en macht in zijn vorstendom. Andere krachten waren opgekomen.

En al die krachten, hoe onderling verschillend en tegenstrijdig in hun bedoelingen en strevingen, hadden één punt in gemeenschap : zij wilden het gezag van de vorst verdringen, of tenminste, zodanig deelachtig worden aan het landsbeheer, dat ze dit konden richten naar hun eigen belangen.

Welke waren deze belangen ? Wat de grootgrondbezitters nastreefden, was in de eerste plaats een grotere zelfstandigheid. Hun uitgestrekte landgoederen hadden ze ingericht tot kleine vorstendommen (heerlijkheden, noemt men ze), waarin zij zelf over de inwoners de bevoegdheden uitoefenden van de vorst. Deze laatste was daarmee vanzelfsprekend allerminst gediend, en een steeds opnieuw oplaaiende strijd tussen de heren die naar zelfstandigheid streefden, en de vorsten die hen dit wilden beletten, was hiervan het gevolg. Wat de heren dus beoogden, was een regime waarin de vorst en het vorstendom zou blijven bestaan, omdat het wegvallen van het vorstendom elke afzonderlijke heer te zwak zou hebben gelaten in verhouding tot het buitenland, maar waarin aan de andere kant de vorst naar de wil van de heren zou hebben geregeerd.

Met de steden was het helemaal anders gesteld. Een stadsbevolking bestaat, hetzij van de handel, hetzij van het verwerken van grondstoffen en het verhandelen van de afgewerkte producten. Ze kan niet bestaan wanneer het verkeer en het warenvervoer niet veilig is, ze moet kunnen rekenen op een machtige steun bij de buitenlandse vorsten in wiens gebied ze handel drijft. Dat alles bestond aanvankelijk niet : onder de heren waren er heel wat roofridders, die van het

(1) Sommige abdijen zijn natuurlijk veel ouder dan de vorstendommen. Wat er verandert, is dat sommige abdijen zelfstandig worden tegenover de vorst.

plunderen van de handelaars een gewoonte maakten. Andere heren, en niet minder de vorst zelve, vond het heel normaal op vele plaatsen tollen of andere rechten te heffen op de waren, waardoor deze zodanig in prijs stegen dat ze niet meer te kopen waren. De eigen buitenlandse politiek van de vorst tenslotte, en namelijk de oorlogen die hij met andere vorsten voerde, stelden de stadsbewoners die met deze gewesten handel dreven voor onoverkomelijke problemen.

Dit alles zal wel duidelijk maken, dat de steden zeer vroeg tot het besef kwamen, dat hun bloei en hun bestaan zelve eisten, dat zijzelf meester werden over de staat, om zowel in binnen als ten overstaan van het buitenland toestanden te scheppen, die hun handel en nijverheid zouden mogelijk maken. We zullen dan ook verder zien dat het de steden zijn die de grootste stuwkracht zullen worden van de weerstand tegen de almacht van de vorst.

We mogen hier dus uit besluiten, dat in onze vorstendommen- en trouwens ook in geheel west, zuid en centraal Europa, geleidelijk oppositie komt tegen de almacht van de vorst, oppositie die uitgaat van de grootgrondbezitters enerzijds, van de steden anderzijds en die de medewerking van deze machten aan het landsbestuur beoogt.

* * *

Laten we thans even nagaan, hoe deze oppositie zich organiseert, welke haar actiemiddelen zijn en haar concrete doeleinden.

In de vroege middeleeuwen, waar deze evolutie aanvang neemt, is het begrip zelve van organisatie — dat voor ons zo fundamenteel is geworden — nog vaag en onbestemd. Het gebruik van de schriftelijke overeenkomst, dat thans zo algemeen en als vanzelfsprekend is, is nog weinig bekend ! Men dient dan ook in deze primitieve wereld geen zorgvuldig uitgestipelde akkoorden, geen programma op lange termijn, géen wel bewuste beginselen te verwachten vanwege deze machten die tegen de vorst gaan ageren. De kenmerken van hun organisatievorm zijn tweeerlei : als inhoud, een zeer concreet doel op kort termijn, als vorm het eedverbond. Wat er zich zal voordoen, is het tot stand komen van bonden (van heren, of van abdijen, of van steden) waarvan de leden zich door eed verbinden, malkander te steunen tot het verwezenlijken van een concreet, onmiddellijk doel. Heeft een vorst bijvoorbeeld een maatregel getroffen die schadelijk wordt geacht voor de belangen van de steden, dan komen de

afgevaardigden van de steden bijeen, en zweren mekaar onderling te helpen voor het vernietigen van deze maatregelen. wordt het doel eenmaal bereikt, dan houdt de bond ook op te bestaan.

Maar de lezer begrijpt wel, dat het herhalen van een dergelijk optreden toch gevolgen meebrengt, en namelijk een bestendige toenadering van die elementen die gewoon geraken, op mekaar te steunen, moet in het leven wekken. En zo komt dan dit belangrijke feit, dat elk van die groepen, die, omdat hun belangen de zelfde zijn, er herhaaldelijk toe gedreven worden verbonden te vormen (steden, heren, abdijen) tenslotte zodanig doordrongen geraken van hun solidariteit, dat het niet meer nodig is dat ze een formeel akkoord aangaan om gezamenlijk op te treden. Van het ogenblik af dat of steden, of heren, of kerken om zo te zeggen automatisch gaan samenwerken wanneer hun belangen door de vorst (of door andere machten) in het gedrang worden gebracht bestaat de « stand », stand der heren, der kerken, der steden bijvoorbeeld. Aanvankelijk verloopt de oppositie tegen de vorst niet strict standsgewijs. Zoals men verder zal zien waar we het vroegst bekende geval van organisatie van « het land » tegen de vorst zullen vermelden (dat van Vlaanderen in 1127), omvat het eedverbond der steden niet alleen steden, maar ook baroenen en mindere heren. Maar een dergelijk verbond is en kan maar uitzonderlijk zijn, omdat de belangen van deze diverse groepen te verschillend zijn. Het meest voortkomende soort eedverbond omvat dus meer en meer slechts elementen met een zelfde sociaal-economische basis, elementen wier belangen in verhouding tot het landsbestuur dezelfde zijn. Daar dit enerzijds de steden zijn, anderszijds de grootgrondbezitters, en daar onder deze laatste de leke en geestelijke grootgrondbezitters om begrijpelijke redenen goed onderscheiden zijn, zal dat deel van de middeleeuwse bevolking, dat macht genoeg bezit om te kunnen aanspraak maken op een aandeel in het staatsbeleid, in drie groepen, in drie standen uiteenvallen : geestelijkheid, adel en steden.

Het weze hier terloops onderstreept dat deze drie, standen niet mogen gelijkgesteld worden met de gehele bevolking van het vorstendom. We komen daar verder nog op terug, maar het weze hier reeds gezegd dat een groot deel van de bevolking buiten de drie standen ligt. Dit is vooral het geval met de boerenstand die er over het algemeen ten onzent in de middeleeuwen nooit in geslaagd is, zich te organiseren en politieke betekenis te verwerven, door hetzij een vierde

stand te worden, hetzij mee te tellen in de derde stand (of stedenstand). Ook de wereldlijke geestelijkheid (parochiepriesters en dgl.) zal, uitgenomen alleen in Henegouwen, buiten de standenorganisatie en de standenvertegenwoordiging blijven.

En het weze ook reeds hier gezegd dat waar we spreken over een geestelijke, een adellijke of een stedelijke stand, dit niet wil zeggen dat alle edellieden, alle kloosters, alle steden zich in de standenorganisatie en dienvolgens in het landsbestuur laten gelden. In werkelijkheid, dit wordt straks wel duidelijker, is het slechts een klein deel van deze drie standen dat zich tot deze positie zal kunnen opwerken.

* * *

Totdaar dan wat de organisatie van de standen betreft. Laten we thans nagaan, welke actiemiddelen de standen ter beschikking staan.

Doordat de standen zoals onze huidige partijen verenigingen zijn, die voor bestaansreden hebben het bevorderen van de identische, gemeenschappelijke belangen van de leden in verband met het landsbestuur, zou men licht geniegd zijn, ze met onze huidige politieke partijen te vereenzelvigen. Verder dan de zoëven bepaalde overeenstemming gaat de vergelijking echter niet op. Tussen de staatkundige inrichting van een middeleeuws vorstendom en die van onze huidige staten ligt immers dit fundamentele onderscheid dat wij heden in een regime van volkssoevereiniteit leven terwijl in het vroeg middeleeuwse vorstendom alle gezag in beginsel aan de vorst toekomt.

Maar hoe kunnen de standen er dan in slagen, gezag voor zich zelf te winnen ? Om dat te begrijpen volstaat het zich te herinneren, dat in een menschelijke maatschappij, er altijd, noodzakelijk, een zeker verband ligt tussen recht en macht. Men kan en moet het betreuren maar dat het zo is kan niemand die de geschiedenis kent tegenspreken.

Als men dan even dat beginsel in het geheugen houdt, begrijpt men aanstonds hoe de evolutie gegaan is : veel meer nog dan elke andere staatsvorm, onderstelt een absoluut gezag dat de gezagvoerder over de macht beschikt. Maar als men bedenkt dat de geschiedenis van onze vorstendommen over vele eeuwen loopt, begrijp men wel dadelijk dat er ogenblikken moeten geweest zijn, waarop om de ene

of de andere reden, het vorstelijk gezag zwakker was dan normaal. Practisch doet zich deze toestand vooral in twee omstandigheden voor.

Hoe werd men vorst over een vorstendom ? Doorgaans op basis van de erfopvolging. Ook reeds in onze vorstendommen kwam de troon rechtens toe aan de oudste zoon van de heerser. Het is echter vanzelfsprekend in de loop van die vele eeuwen meer dan eens gebeurt, dat de vorst geen zonen en zelfs geen nabije verwanten naliet. In een dergelijk geval was het veel minder duidelijk wie de rechtmatige vorst zou worden, en dit schonk herhaaldelijk de kans aan de standen om zich te laten gelden. Telkens er meer dan één mogelijke troonopvolger was, en dat het niet duidelijk was wie eigenlijk het meeste recht had, was de doorslaggevende factor, in feite zoniet in rechte, wel, dat een der candidaten erkend werd door het « land », meer bepaald door de machtige organisaties die het land om zo te zeggen belichaamden, de standen. En het spreekt dan ook vanzelf dat de standen zich juist voor dien candidaat uitspraken, waarvan ze verwachtten dat hij hunne belangen zou genegen zijn. Het was dan ook niet gratis dat ze hem steunden : ze eisten van hem een beloning, onder de vorm van voorrechten die hun eigen invloed verhoogden.

Betwiste troonsopvolgingen zijn dus een der meest voorkomende gevallen waarbij de standen hun invloed uitbreiden ten nadele van de vorst.

Een ander geval, dat nog vaker voorkwam, is de minderjarigheid van de vorst. Een minderjarige vorst is in de middeleeuwen bijna altijd een zwakke vorst : hij kan zelf het gezag niet uitvoeren, moet zich verlaten op raadgevers die soms hun eigen voordeel zoeken, hij geniet niet het prestige van een volwassene. Kortom, hij dient in veel ruimer mate dan voor een volwassen vorst het geval zou zijn, rekening te houden met mogelijke oppositie. Dit schept dan weer een gunstige basis voor de aanspraken van de standen die er in die omstandigheden meer dan eens — dit zal verder blijken — in slagen hun bevoegdheden uit te breiden.

De standen beschikken ook nog over een ander, zeer doeltreffend middel om van de vorst toegevingen af te dwingen. Zoals heden nog, heeft ook de middeleeuwse staat geld nodig om aan de menigvuldige verplichtingen die op haar wegen, het hoofd te bieden. Waar komt dat geld vandaan ? In de middeleeuwen zal het eerst worden opgebracht door de landgoederen van de vorst. Maar deze bron van inkomsten

wordt ontoereikend wanneer met de vooruitgang van de beschaving en van de techniek (o. m. als gevolg van de Kruistochten) de staatsuitgaven snel groeien. Men denke bijvoorbeeld aan de enorme kosten voor het uitrusten van een leger wanneer vanaf de XIIe eeuw de offensieve en defensieve wapens enorm geperfectionneerd worden — om dan niet te spreken van het latere invoeren van geschut —, men denke aan de kosten van de vestingbouw, aan de kosten van de administratie wanneer het ambtenarenstel in aantal toeneemt. De vorst moet aan al deze uitgaven het hoofd bieden, en er schiet hem niets over dan geld aan zijn onderdanen te vragen. Kan hij hen dan geen belasting opleggen krachtens zijn absoluut gezag ? In theorie wel, in de praktijk niet.

Dit moet even worden toegelicht. Herhaaldelijk reeds hebben we gesproken van het absolute gezag van de vorst. Dit moet nu niet zo worden begrepen, als zou de vorst werkelijk alles mogen doen wat hem in het hoofd komt : zijn macht kent namelijk één beperking : het gebruik, de traditie.

Geen enkele maatschappij kan bestaan zonder regels. Het is voor de mens niet mogelijk te leven, wanneer gelijk wie op gelijk welk ogenblik gelijk wat kan doen. De mens wil kunnen vooruitzien, hij wil weten, wat hij of een andere mag doen en wat niet. Daarvoor zorgt de wet In de hoge middeleeuwen bestond er echter geen geschreven wet. Hoe wist men dan wat men doen mocht en wat niet ? Op grond van de traditie. Doorheen de eeuwen had zich een geheel stel van gebruiken gevormd dien in vrijwel alle gevallen voorzagen. Deze gebruiken konden zeer verschillend zijn van plaats tot plaats, maar overal waren er, en ze hadden voor onze voorouders kracht van wet. Wie ze overtrad was strafbaar.

Vanzelfsprekend was ook hetzelfde gebeurd met het vorstelijk gezag. Het had de vorst bij het inrichten en in de eerste tijden van het vorstendom, vrij gestaan, zijn gezag in te richten zoals hij het zelf verlangde, maar in zijn eigen belang, om elke administratie niet onmogelijk te maken, was hij verplicht geweest wat hij van zijn onderdanen eiste (bvb. inzake legerdienst, betaling, uitvoering van werken) in bepaalde vormen te gieten, het zo duidelijk mogelijk te bepalen. Deze bepalingen waren dan geleidelijk tot gewoonten gegroeid, en deze gewoonten waren mettertijd om zo te zeggen onaantastbaar, onveranderlijk geworden. Alleen de kracht der gewoonte stond hoger dan het gezag van de vorst

Natuurlijk kon deze laatste omdat hij over de materiële macht beschikte, als hij dat werkelijk wilde, die gebruiken wijzigen, maar daarmee misnoegde hij de onderdanen sterk en het was niet raadzaam voor hem, teveel aan de gewoonten te tornen, en natuurlijk min dan ook waar inzake heffingen van geld.

Er deden zich echter omstandigheden voor, waar de vorst dringend behoefte had aan grote geldsommen, voornamelijk in tijd van oorlog. Wat stond hem dan te doen ? Er was geen andere uitweg over dan geld vragen aan zijn onderdanen, en om hen tot instemming te bewegen, toe te geven in de eisen waarvan ze, in ruil voor hun geld, inwilliging eisten. Als men daarbij bedenkt dat zij, die het meeste geld bezaten, juist de grootgrondbezitters en de steden waren, juist die groepen uit de bevolking, die er naar streefden hun invloed over 's lands bestuur uit te breiden, zal men licht gaan inzien dat het ter gelegenheid was van de verzoeken om geld van de vorst, dat ze er best in slaagden, hun plannen te verwezenlijken. Dit zal trouwens straks duidelijk blijken.

* * *

En tenslotte moeten we nog de vraag beantwoorden, wat wilden de standen eigenlijk. Herhaaldelijk hebben we reeds gezegd « invloed over het lands bestuur verwerven », maar hoe zagen ze dat concreet, welke bepaalde vormen gaven ze aan dat streven ? We moeten hier verschillende stadia onderscheiden.

Het uitgangspunt is steeds hetzelfde, de almacht van de vorst. We hebben er echter zoëven op gewezen, dat deze almacht toch wel feitelijk beperkt werd door het gebruik. En dat geeft ons reeds de inhoud van de eerste eis van de standen : als allereerste punt willen ze de gewoonte onbekendbaar maken. Ze willen, dat de vorst zich uitdrukkelijk zal verbinden, de feitelijk bestaande regels en gebruiken na te leven. Verkrijgen ze dat, dan wordt immers het gezag van de vorst niet slechts in feite, maar ook in rechte aan banden gelegd. En de standen zullen dat streven nog verder uitwerken : zoals later zal blijken uit wat in het prinsbisdom Luik en in Brabant is geschied, gaan de standen zover dat ze het oprichten verkrijgen van rechtbanken, uitsluitend bestemd om het overtreden van de gebruiken door de vorstelijke ambtenaren vast te stellen en te bestraffen.

Een andere gewichtige uiting van diezelfde tendenz, is het afdwingen van de vorst van geschreven privileges, die hij

moet zweren na te leven, en waarin uitdrukkelijk wordt bepaald welke de gebruiken en regels zijn van het land.

Maar, en zo gaan we over naar een tweede stadium, deze eerste veroveringen van de standen op de vorst, hoe gewichtig ook, zijn eerder negatief dan positief te heten : ze stellen paal en perk aan de vorstelijke willekeur, maar ze geven aan de standen geen aandeel aan de macht. Dit laatste te verwerven zal dan het nieuwe doel zijn : meer en meer zal men trachten te bereiken, dat de vorst geen belangrijke beslissing meer mag nemen, zonder vooraf met de vertegenwoordigers van het land, met de standenvergadering, te hebben overleg gepleegd. Eenmaal dit doel bereikt, hebben de standen wat ze wensen : een gemeenschappelijk beheren van het land door vorst en onderdanen. Dit zal hun lukken in de loop der 14e eeuw.

Jehotte. — *Diederik van de Elzas.* (Negatief A.C.L.)
(Senaat, Brussel)

II

ONTSTAAN EN ONTWIKKELING VAN DE STANDENVERGADERINGEN.

Na deze uiteenzetting over de beginselen, zullen we thans overgaan tot het onderzoek van de evolutie zoals zij zich heeft voorgedaan in het graafschap Vlaanderen, in het prinsbisdom Luik en in het hertogdom Brabant. Deze drie vorstendommen worden hier uitgekozen, niet alleen omdat ze de aanzienlijkste zijn maar ook omdat ze een beeld geven van drie verschillende ontwikkelingen die nochtans tot eenzelfde eindpunt leiden.

We zullen beginnen met Vlaanderen, waar we het oudste voorbeeld van geheel Europa aantreffen van een poging der standen om zich te laten gelden.

Dit gebeurt naar aanleiding van gebeurtenissen, die vele onzer lezers zullen bekend zijn uit de lectuur van Conscience's beroemde roman « De Kerels van Vlaanderen ».

Het graafschap Vlaanderen omvatte in 1127-1128 (de tijd waarin deze gebeurtenissen zich afspelen) een uitgestrekt grondgebied dat ongeveer overeenstemt met de huidige provincies Oost- en West-Vlaanderen, plus Zeeuws Vlaanderen, en de Franse departementen Nord en Pas-de-Calais. Nog steeds regeerden daar de afstammelingen van Boudewijn I; streng ondergeschikt aan de macht der graven speelden de abdijen daar geen politieke rol, maar binnen het graafschap lagen een paar zeer uitgestrekte heerlijkheden; in de steden, hoewel nog niet aan het toppunt van hun macht, waren reeds aanzienlijk.

De graaf was toen Karel de Goede. Om reden die te lang zijn om hier te worden uiteengezet, werd hij op 2 Maart 1127 vermoord. Hij liet geen kinderen na en het was moeilijk om zeggen wie eigenlijk recht had op de troon. Met één slag dus was het wettelijk gezag in Vlaanderen vernietigd.

De adel, of juister gezegd het halfdozijn baroenen of machtigste heren, liet de kans niet ongebruikt : ze kwamen bijeen, zwoeren zich onderlinge steun met het doel de troonsopvolger aan te duiden. Maar de steden begrepen best dat hij, op wie de keuze van de baroenen zou vallen, wel niet de meest geschikte vorst zou zijn uit het standpunt van de

steden. Ook haar vertegenwoordigers vergaderden, sloten een eedverbond waarbij zich, merkwaardig genoeg, een aantal ridders aansloten. Het doel van het eedverbond was de keuze van de vorst.

De baroenen schenen eerst de slag thuis te halen. Met de hulp van de Franse koning drongen ze aan Vlaanderen als graaf op een verre neef van Karel de Goede, met name Willem Clito. De stedenbond bleek niet bij machte dit te verhinderen.

Nauwelijks was de nieuwe graaf op de troon, of zijn anti-stedelijke houding bleek uit talloze daden. De steden talmden niet, richtten een nieuw eedverbond op (waarbij zich een klein aantal baroenen schaarden) en erkenden een andere mededinger naar de kroon, Diederik van de Elzas. Den strijd brak uit en bij een schermutseling in de buurt van Aalst sneuvelde Willem Clito, wat een einde maakte aan de burgeroorlog.

Deze burgeroorlog biedt ons een goed voorbeeld van de meest primitieve wijze voor de standen om hun invloed op het landsbestuur te vestigen : ze beperken er zich toe, de persoon van de graaf te bepalen. De baroenen hopen in Willem Clito, de steden in Diederik van de Elzas, een graaf te vinden die hun eigen standenbelangen zal bevorderen, en beide partijen maken gebruik van de onzekerheid nopens de rechtmatigheid van de titels der candidaten om deze door geweld op te dringen. Een dergelijke episode behoort thuis in een tijdvak waar de eigenlijke grafelijke politiek nog helemaal buiten de controle van de standen verloopt : het maximum dat de ze kunnen bereiken, is een candidaat op te dringen die, hopelijk, hun stand zal genegen zijn.

Dit is dan de feitelijke toestand. Het is echter wel vermeldenswaard dat althans één der standen, die der steden, blijk geeft, niet van meer macht over het staatsbeleid, maar van een oneindig verreikender opvatting over de verhouding vorst-standen. Zulks blijkt uit het volgende incident.

Toen Willem Clito reeds op de troon zat en de opstand der steden op het uitbarsten stond, deden de steden een verzoenend voorstel : ze verzochten de graaf een vergadering te beleggen van de afgevaardigden van de adel, de geestelijkheid en de steden zelf. Deze vergadering zou mogen beslissen of de graaf op de troon zou blijven.

In 1128 is een dergelijke taal hoogst merkwaardig, bijna ongelooflijk. Er blijkt enerzijds uit, dat in die tijd in Vlaan-

deren men reeds duidelijk besef had van het bestaan van drie standen, welke de politiek belangrijke elementen van het graafschap, d.w.z. die elementen die over werkelijke materiële macht beschikten, omvatten.

Maar er blijkt nog veel meer uit : wat de steden tenslotte voorstellen, is dat de standen 's graven beleid zullen beoordelen, en hem eventueel straffen door afstelling ! Het is een ware bevestiging van de volkssoevereniteit ! In deze scherpe vorm zal men dat nooit meer bij ons aantreffen onder het ancien régime, en de opvatting dat de standen recht van toezicht hebben over 's lands beheer zal men niet meer ontwaren voor de XIVe eeuw !

De lezer zal wellicht denken dat, daar waar de candidaat der steden, Diederik van den Elzas, het pleit had gewonnen, deze stand thans een grote invloed op het staatsbeleid verwerft. Maar zo was het niet, en dit bevestigt volledig wat we vroeger vooropstelden : in tijden van opvolgingscrisis kunnen de standen zich wel laten gelden in deze vroege eeuwen, maar wanneer het grafelijke gezag weer stevig is gevestigd is het met hun invloed ook gedaan. Met uitzondering van enkele voorrechten voor de afzonderlijke steden, hebben deze laatste met hun tussenkomst niets bereikt, en zeker niet de minste invloed op het landsbeleid. De graven uit het huis van de Elzas zijn wel zo voorzichtig, rekening te houden met de belangen van de steden, maar hun enig aandeel in het gezag toe te kennen, daar is hoegenaamd geen sprake van. Wat de baroenen betreft, ze worden als macht uitgeschakeld voor altijd, doordat de graven er zich op toeleggen stelselmatig de grote heerlijkheden af te kopen en aan hun eigen macht te verbinden. Dit zal dan dit gevolg hebben dat er in Vlaanderen maar één stand overblijft, machtig genoeg op ten gepasten tijde naar invloed over de staat te streven.

* * *

Het is in de XIIIe en XIVe eeuwen dat de vorsten genoopt zullen worden vrijwel overal het gezag te delen met hun onderdanen. Waarom juist dan ? Om een dubbele reden, nml. verzwakking van het vorstelijk gezag, enerzijds, machtsaangroei van de steden anderzijds. De laatste factor is wel de gewichtigste. In de XIe, XIIe, XIIIe eeuwen valt een volledige ommekeer in de beschavingsvormen : de op bodemuitbating gesteunde maatschappij van de middeleeuwen begint te wijken voor de opgang der steden.

De bevolking, die langzaam in aantal gestegen is heeft nood aan industriële producten. De verfijning van de beschaving, grotendeels het gevolg van het contact met het Oosten (de Kruistochten), wekt ook een uitbreiding van handel en nijverheid in de hand. De steden, d.w.z. juist de centra van handel en nijverheid, kennen een snelle groei. Niet slechts hun bevolking, maar ook hun rijkdom, ontwikkelt zich in een merkwaardig tempo : groeiende bevolking, groeiende rijkdom, dat betekent echter groeiende macht, groeiende politieke betekenis.

Terwijl de weerstandkracht der steden dusdanig groeit, blijft de vorstelijke macht in verhouding ten achteren. Wel is waar zal zij ook voordeel halen uit de ontwikkeling van de handel : de tollen die de vorst op vele plaatsen heft zullen veel meer opbrengen dan vroeger, maar deze verhoging van zijn inkomen wordt helemaal in de schaduw gesteld door het stijgen van de staatsuitgaven : de staatsuitgaven in die tijd zijn voornamelijk militaire uitgaven enerzijds, uitgaven voor het hofleven anderszijds Wat die laatste betreft, is het hofleven uitermate verfijnd en luxueus geworden, en slorpt een groot deel van 's vorsten inkomen op Maar vooral de legeruitgaven zijn in ontzettende mate gestegen de vestingbouw is er enorm op vooruitgegaan. Men bedenke maar eens wat het bouwen van een burcht als de gravensteen te Gent (die er maar ene was onder vele andere burchten) voor de vorstelijke financies moet hebben betekent. En daar is nog de uitrusting van het leger, uitrusting die thans ook, weer onder de invloed van de kruistochten een diepe verandering ondergaat en veel doeltreffender, maar ook oneindig kostelijker wordt. En men bedenke verder wat voor kosten een tocht naar het Heilig Land van een geheel leger meebrengt. De financiële toestand van de vorsten wordt dus bepaald slecht, en zwakke financiën wil zeggen, verminderde weerstandskracht.

De grote verandering binnen de vorstendommen is dus enerzijds, verhoging van de stedelijke, anderszijds, verzwakking van de vorstelijke macht. Dit moet noodzakelijk diepe wijzigingen veroorzaken in de verdeling van de macht binnen het vorstendom, des te meer daar de verzwakking van het vorstelijke gezag vanzelfsprekend ook ten goede komt aan de andere standen. In één woord, de machtsverhouding vorst-land wijzigt zich ten nadele van de vorst.

Dit zal het vroegst veranderingen aanbrengen aan de binnenlandse verhoudingen in Vlaanderen. In dat land laat een

(Negatief A.C.L.)

Pieter de Coninck,
door De Vriendt.

(Negatief A.C L.)

Jan Breydel,
door De Vriendt

andere factor zich nog sterk gelden : er werd boven op gewezen, dat het graafschap Vlaanderen in theorie tot het koninkrijk Frankrijk behoort. De Franse koning is echter tot het einde der XIIe eeuw veel te zwak om werkelijk enig gezag over Vlaanderen uit te oefenen. Deze toestand verandert op het einde der XIIe eeuw, wanneer in Frankrijk koning Filips August op de troon stijgt. Van dan af beginnen de Franse koningen een onophoudend offensief dat beoogt het Vlaamse graafschap aan hun gezag te onderwerpen en waarvan het hoogtepunt zal bereikt worden, zoals men wel weet, omstreeks 1300 (Brugse Metten, Guldensporenslag). Deze steeds weer oplaaiende, meer dan honderdjarige strijd dwingt de graaf vanzelfsprekend overal hulp en steun te zoeken, en namelijk altijd weer beroep te doen op de financiële en zelfs militaire steun van de steden. De steden zullen wel geneigd zijn, hem hun hulp te schenken, maar zullen daarbij niet verwaarlozen, in ruil steeds groter toegevingen van de vorst af te dwingen. Het einde zal zijn, dat de vorst tenslotte het landsbeheer met haar zal moeten delen.

Een eerste bewijs van de groeiende invloed van de steden treft men reeds aan op het einde der XIIe eeuw : van dat ogenblik af worden de internationale verdragen die de graaf sluit steeds bekrachtigd door de steden van zijn graafschap. Dit is een erkenning van het belang van deze steden. Een betrekken van die steden in het landsbestuur is het natuurlijk niet. In de loop van de volgende eeuw komt er echter iets nieuws : enerzijds gaat de graaf er een gebruik van maken, de grote steden (de « hoofdsteden ») steeds te raadplegen wanneer een belangrijke maatregel moet genomen worden. Dat wil nog niet zeggen dat zij deelachtig worden aan de beslissing, maar blijkbaar wordt toch reeds naar hun mening gevraagd. En dat is voorzichtig, want aan de andere kant zien we hoe de hoofdsteden niet aarzelen om zich te verenigen en hun eigen politiek te formuleren, en zelfs zover gaan, die politiek aan het land te willen opdringen. Wanneer dan, in de eerste jaren der XIVe eeuw, de grafelijke macht als gevolg van de Franse aanvallen op een zeer laag niveau staat, eisen en verkrijgen de hoofdsteden (het zijn dan Gent, Brugge en Ieper) dat zij volledig deelachtig worden gemaakt aan de macht : een grafelijk stuk van 1304 zegt uitdrukkelijk dat alle belangrijke beslissingen moeten worden genomen door de graaf en de hoofdsteden samen.

Dat is niet het eindpunt van de evolutie ! Geen van beide partijen immers kunnen met dat resultaat vrede nemen : de hoofdsteden hebben kunnen vaststellen hoe zwak het grafelijk

gezag is Waarom zouden zij zich dan nog met een verdeling van de macht tevreden stellen? Met niet minder dan de volledige uitschakeling van de vorst zullen zij zich voldaan verklaren.

Maar de graaf is nog minder tevreden : slechts noodgedwongen heeft hij zijn macht met de hoofdsteden gedeeld. Hij wil daar een einde aan stellen : inhet gehele « land » ziet hij een mogelijk tegenwicht tegen de overmacht van de drie « hoofdsteden ». Hij roept dan een vergadering in het leven van afgevaardigden, niet slechts van de drie hoofdsteden, maar ook van de andere steden, van de kasselrijen of platteland (1), van de adel. Hij kan er vrij waarschijnlijk op rekenen, dat al die andere elementen vijandig en naijverig staan tegenover de drie « hoofdsteden » die alle gezag voor zich zelf alleen opeisen. In elk geval is het waarschijnlijk, dat het overwicht van de drie hoofdsteden minder duidelijk zal zijn in de schoot van zo'n uitgebreide vergadering als wanneer de graaf alleen met de Drie Steden dient te onderhandelen. Zo komt dan een nieuwe volksvertegenwoordiging tot stand, het « gemene (2) land van Vlaanderen », waarvan de bevoegdheid niet heel duidelijk is, maar dat ongetwijfeld wordt geraadpleegd door de vorst inzake alle grote problemen van het landsbestuur.

Hoe schrander ook, deze tegenmaatregel van de graaf kon niet slagen : de macht van de Drie Steden (drie der grootste steden van Europa in die tijd) was zo verpletterend, dat zelfs een alliantie van de graaf met alle andere elementen uit het graafschap niet in staat was, er tegenop te wegen. Wat er werkelijk gebeurde was dat de Drie Steden steeds officieus overleg pleegden voor elke bijeenkomst van het « gemene land » en dan op die bijeenkomst een gemeenschappelijk front boden aan de voorstellen van de graaf. Wanneer, zoals meer dan eens geschiedde in de XIVe eeuw, het gezag van de vorst om een of andere reden weer zwakker werd, stelt men dan ook steeds vast dat het « gemene land » niet meer wordt bijeengeroepen en dat de graaf uitsluitend met de « Drie Steden » overleg pleegt. Het « gemene land » werd dan ook na het midden der XIVe eeuw niet meer bijeengeroepen en al wat er van over bleef, of al wat de graaf kon verkrijgen, was dat het college van de Drie Steden een

(1) Het platteland was verdeeld in kasselrijen, onder het bestuur van baljuws.

(2) Dat is gemeenschappelijke.

vierde lid opnam, het Vrije van Brugge (de omgeving van Brugge) waarvan de vertegenwoordiger voortaan samen met die van de hoofdsteden beraadslagen over 's lands problemen. Zo ontstaan de « Vier Leden van Vlaanderen ».

Toen het de graaf bleek, dat hij dus niet bij machte was zelfs met behulp van het « Land » de macht der hoofdsteden te kortwieken, nam hij zijn toevlucht tot een wanhoopsmaatregel : hij sloot zich aan bij zijn eeuwenlange tegenstander, de Franse kroon.

Dit is niet zo vreemd als eerst zou blijken : tegen de Franse kroon had de graaf anderhalve eeuw gestreden met de hulp der steden. Maar de uitwerking van deze politiek was tenslotte even erg als het gevaar dat de vorst had willen verhinderen : zijn gezag over Vlaanderen had hij toch grotendeels ingeboet, niet aan de Franse koning wel is waar, maar aan de hoofdsteden. En waar deze laatsten thans de vorst helemaal wilden uitschakelen, kon de graaf onmogelijk slechtere, en in wezen betere, voorwaarden van de Franse koning verhopen : deze laatste kon zich tevreden stellen met een strict aan zijn gezag ondergeschikte graaf De hoofdsteden wilden niets minder dan de volledige uitschakeling van het vorstelijk gezag. Dus maar bij de koning om steun verzocht in ruil voor onderwerping. En zo ging het dan ook, en zo wordt het duidelijk waarom de Franse Koning, vanaf de regering van graaf Lodewijk van Nevers (1323-1345) herhaaldelijk de graaf ter hulp komt tegen de steden (slag van Cassel 1328, slag van West-Rozebeke 1382).

De gehele veertiende eeuw door ging dus in Vlaanderen een stille of openlijke strijd tussen de graaf en de hoofdsteden door. De einduitslag was, dat de toestand uit het begin der eeuw gehandhaafd bleef : de vorst moest erin berusten, dat in alle belangrijke aangelegenheden, gezamenlijk werd beslist door hemzelf en het college der Vier Leden, waarin de Hoofdsteden het overwicht voerden. Pas wanneer, op het einde der eeuw, Vlaanderen in de handen valt van de machtige hertogen van Burgondië, zal een wijziging intreden.

De evolutie van vorstelijke almacht naar verdeling van het gezag tussen graaf en land, die zich in Vlaanderen voordoet, biedt ons een extreem, bijna caricaturaal voorbeeld van de wijze waarop een dergelijke ommekeer in de staatsverhoudingen plaats grijpt. Dit valt te verklaren door het heel uitzonderlijke feit dat enkele elementen van binnen het graafschap zodanig overwegend en machtig zijn, dat alle andere daarbij in het niet verzinken. Deze elementen zijn de hoofd-

steden : door hun economische macht zijn deze zodanig overheersend, dat zij de volledige bevoegdheid die in andere vorstendommen aan de standenvertegenwoordigingen zullen ten dele vallen, gemonopoliseerd hebben, en dat ook het varstelijke aandeel in het landsbestuur vrij gering werd.

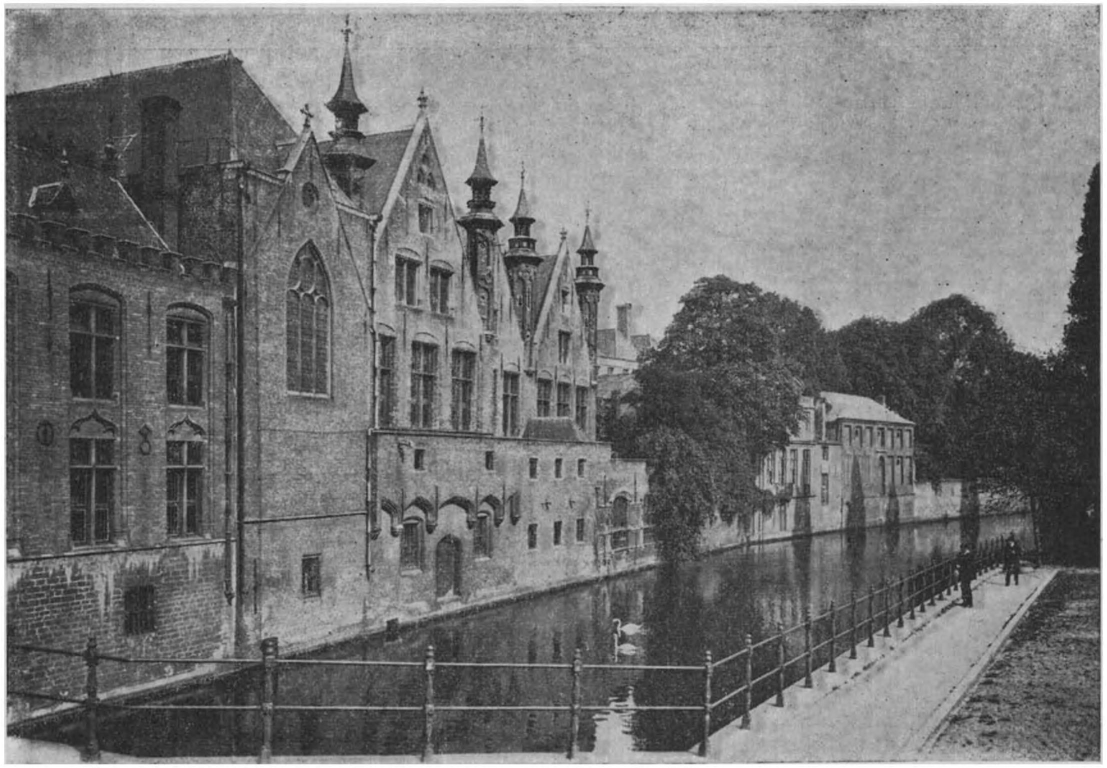
Een ander kenmerk, dat ten dele uit het voorgaande voortvloeit, is aan de toestanden in Vlaanderen eigen : de hoofdsteden waren zodanig zeker van hun overwicht, dat ze het niet nastreefden, zoals in andere vorstendommen, dat hun recht van medezegging in het landsbestuur, in geschrifte werd vastgelegd. Een nauwkeurige bepaling van de wederzijdse rechten en plichten van vorst en land, zoals we die straks in andere vorstendommen zullen aantreffen zouden de hoofdsteden eerder als een beperking van hun eigen macht als wel als van die van de vorst hebben aanzien. Daaruit volgt dan dat het respectieve aandeel van vorst en land aan het staatsgezag over Vlaanderen niet vast is, essentieel veranderlijk naargelang de momentele machtsverhoudingen tussen vorst en Drie Steden. Dit zal in het voordeel van de steden werken zolang ze machtig zijn, in hun aandeel wanneer het hoogtepunt van hun bloei voorbij is.

Van die menigvuldige organismen, elk bestemd om uit een bepaald oogpunt de controle van het Land op de vorst te bestendigen, die we straks in het Luikse en in Brabant zullen moeten vermelden, kwam er in Vlaanderen geen enkel tot stand, uitgenomen dan het enige organisme dat de belichaming is van de invloed van het Land op het landsbeheer, de Vier Leden, samengesteld uit afgevaardigden van Gent, Brugge, Ieper en het Brugse Vrije, en dat door de vorst moest worden geraadpleegd bij elk belangrijk besluit. In welke problemen de vorst de Vier Leden moest betrekken, en juist in welke mate hij met hun mening hoefde rekening te houden, wordt echter in geen document bepaald. Dit verklaart dan dat in de latere eeuwen, de vorst in Vlaanderen veel meer bewegingsvrijheid zal weten te herwinnen dan b.v.b. in het Luikse of in Brabant.

Laten we thans de toestanden in het Luikse nagaan.

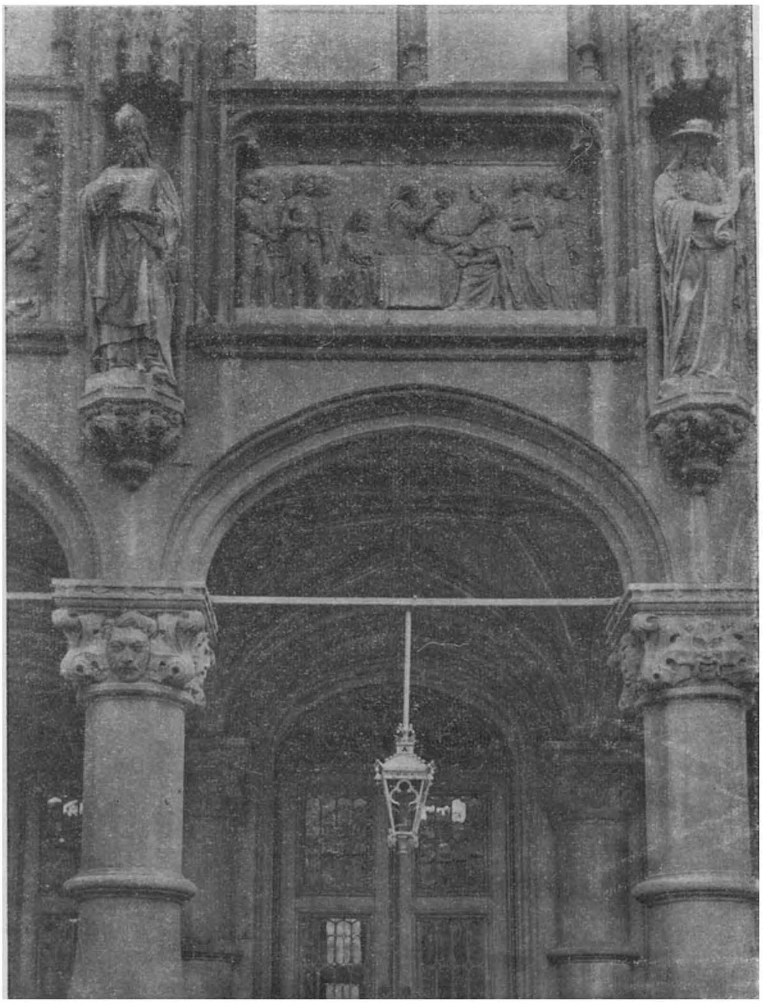
Het prinsbisdom Luik omvatte in de middeleeuwen zowat de huidige provieiën Luik en Limburg, en ook een deel van de provincie Namen. Over dat uitgestrekte gebied oefende de bisschop van Luik het vorstelijke gezag uit.

Zeer machtige leke grondbezitters schijnen er in het prinsbisdom niet te hebben bestaan, wel een talrijke kleine land-



(Negatief A.C.L.)

Voorgevels van de gebouwen van het Vrije langs het kanaal te Brugge.



(Negatief A.C L.)

LUIK. — *Paleis van Justitie.*
Laag-reliëf de « Vrede van Fesche » voorstellend.

adel. Doch de geestelijke grootgrondbezitters waren zeer aanzienlijk : het waren een aantal kapittels waaronder het machtigste het St Lambrechtskapittel te Luik was. Tenslotte waren er ook een aantal steden, hoewel niet zo groot en machtig als in het graafschap Vlaanderen.

Zoals in Vlaanderen en in de andere vorstendommen, streefden deze diverse standen en machten er naar, zelfstandiger te worden tegenover de vorst en zelf invloed op het staatsgezag te verwerven. Het St Lambrechtskapittel beweerde, als bisschoppelijkkapittel, hoger in aanzien te moeten staan dan de vorst. De adel beweerde niet aan de wet onderworpen te zijn, en namelijk helemaal ongehinderd onderlinge oorlogen te mogen voeren. De kapittels (benevens St Lambrechts) beoogden aan het gezag van de bisschop op wereldlijk en ook op geestelijk gebied te ontsnappen. De steden tenslotte streven vrij duidelijk een aandeel in het gezag na.

Omstreeks 1230 blijkt de strijd tussen vorst en machten van het vorstendom reeds aan de gang te zijn In 1320-1331 treffen wij het eerste eedverbond der Luikse steden aan (Luik, Hoei, Fosses, Dinant, St Truiden, Tongeren en Maastricht) terwijl in 1231 het vroegst bekende eedverbond der kapittels wordt vermeld. Het ogenblik waarop de machten zich tegen de vorst organiseren is dus aangebroken, en de strijd zal nu ononderbroken voortgaan : het ene eedverbond volgt het andere op, en in 1263 kan een eerste erkenning van het belang van de twee standen, steden en kapittels, worden vastgesteld : de verdragen tussen Luik en het buitenland gesloten zullen voortaan verzegeld worden, niet slechts zoals vroeger door de vorst en zijn raad, maar ook door de steden en kapittels (in Vlaanderen is dit reeds de toestand op het einde der XIIe eeuw). Heel veel is dat nog niet, maar in 1271 wordt heel wat meer bereikt : krachtens een verdrag tussen prinsbisschop en steden wordt bepaald dat, wanneer de prinsbisschop de gewoonten en voorrechten van het land schendt, het St Lambrechtskapittel de benadeelde partij zal *moeten* steunen. Deze merkwaardige bepaling schept dus een krachtige waarborg tegen machtsmisbruik vanwege de vorst. Maar daarbij blijft het niet : reeds in de laatste jaren der XIIIe eeuw wordt het meer en meer een gebruik, dat de prinsbisschop de afgevaardigden van de kapittels of van de steden, of zelfs een gezamenlijke afvaardiging van adel, kapittels en steden, raadpleegt over gewichtige regeringsvraagstukken, als muntkwesties, oorlogsverklaring, aanstellen van een regent en dgl. Het gaat daar nog over een

spontane, vrijwillige raadpleging door de vorst van de machten van zijn vorstendom, maar daarmee nemen deze machten al spoedig geen vrede meer : zij willen vaste waarborgen tegen de almacht van de prinsbisschop en in 1290 treft ons het schouwspel van een coalitie van de steden en van sommige edellieden : zij eisen dat de vorstelijke ambtenaren de gebruiken van het land zouden naleven, onder straffe van het betalen van de gebruikelijke betalingen aan de vorst stop te zetten.

Alles te zamen genomen, heeft het « Land » in het Luikse in de XIIIe eeuw nochtans geen zeer grote overwinningen geboekt, maar dat zal in de XIVe eeuw ras gaan veranderen. Deze snelle ommekeer valt samen, met de regering van bisschop Adolf de la Marck (1313-1344), en wordt ten dele beïnvloed door de persoonlijkheid van deze vorst. Autoritair en absolutistisch gezind, streeft hij er naar, tegen de stroom op te varen door in die tijden van algemene vooruitgang van het « Land », het vorstelijke gezag te versterken. Dit lokt natuurlijk geweldige tegenstand uit, edelen en steden sluiten opnieuw een eedverbond. De vrucht daarvan is de beroemde « Vrede van Fexhe » (1316). Dit verdrag voorziet een reeks maatregelen ter beteugeling van het vorstelijke absolutisme : het bepaalt dat de heersende gebruiken en 's lands voorrechten strict dienen na geleefd. Het voorziet verder dat, wanneer de vorstelijke ambtenaren machtsmisbruik plegen en de prinsbisschop nalaat ze te bestraffen, het St Lambrechtskapittel met de medewerking van het gehele land, maatregelen dient te nemen om de overtreders te bedwingen. Een zeer belangrijk punt dat ook in deze vrede wordt vastgelegd, is dat elke betwisting nopens de interpretatie van de vrede van Fexhe moet worden beslecht door het « sens du pays », d.w.z. de afgevaardigden van St Lambrecht's, van de ridders en van de steden. Tenslotte zegt het verdrag nog dat elke vorst bij zijn troonsbeklimming, de vrede van Fexhe zal moeten bezweren.

Het belang van al deze bepalingen is duidelijk genoeg : de almacht van de vorst wordt in zoverre beteugeld, dat hij de gebruiken en voorrechten van het land moet eerbiedigen en dat een werkelijke sanctie wordt voorzien tegen de inbreuken van zijn ambtenaren. Verder krijgt de afvaardiging van de standen een bepaalde bevoegdheid, wat haar ook meer bestendigheid geeft. Verdeling van het staatsgezag tussen vorst en land is er nog niet, wel reeds controle van het land over de gezagsuitoefening door de vorst. En deze controle wordt nog aanzienlijk versterkt wanneer in 1343, na een

lange burgeroorlog, Adolf de la Marck moet berusten in de oprichting van de Raad der XXII *(Tribunal des XXII)*. Dat organisme heeft voor taak, de vorstelijke ambtenaren die machtsmisbruik plegen te bestraffen, ongeacht het verzet van de vorst. De leden van die raad zijn onafzetbaar, en dus langs die kant tegen mogelijke tegenmaatregelen van de vorst beschut. Niet minder belangrijk is nog, dat ze moeten gekozen worden uit de drie standen, en wel als volgt : vier afgevaardigden van de kapittels, vier van de adel, veertien van de steden (vier voor Luik, twee voor Hoei en Dinant elk, één voor Tongeren, Sint-Truiden, Fossen, Thuin, Looz en Hasselt).

Deze raad is natuurlijk niet gelijk te stellen met een standenvertegenwoordiging, aangezien zijn bevoegdheid beperkt blijft tot die punten waarvoor het opgericht werd, maar zijn bestaan bewijst hoe de standenindeling aanvaardt wordt als basis voor de staatsinstellingen en bevordert de samenwerking onder de standen in de actie tegen de vorst. Tenslotte blijkt uit de numerieke verhoudingen van de vertegenwoordigers, hoezeer de steden als het overwegend element in het land worden aanzien.

In de omstandigheden waarvan het oprichten van deze raad getuigen, kan het niet anders, of de opgang van de standen gaat in snel tempo verder : wel zal een zware strijd nog nodig zijn. De Raad der XXII wordt b.v.b. in 1344 reeds afgeschaft, in 1373 echter opnieuw opgericht. Wat nog veel gewichtiger is, is dat het « sens du pays », de afvaardiging dus van de drie standen, steeds vaker optreedt en een ruimer bevoegdheid verwerft : in 1347 krijgt dat lichaam van de prinsbisschop opdracht, de gebruiken en voorrechten van het land schriftelijk op te stellen en, waar nodig, ze te « corrigeren ». Het is ook op initiatief van het « sens du pays », dat in 1373 de raad der XXII weer wordt ingevoerd en het gezag van deze laatste moge hieruit blijken dat wanneer in 1375 een burger van Sint-Truiden de prinsbisschop zelve voor die raad beschuldigt hem een som gelds te hebben ontfutseld : de raad veroordeelt de vorst ! De werking van deze instellingen, maar bovenal de steeds bredere interpretatie die aan hun bevoegdheden wordt gegeven, brengt dan mee dat vanaf de laatste decennia van de XIVe eeuw en eigenlijk tot aan het einde van het Ancien régime in het Luikse vorstendom een ware verdeling van het staatsgezag tussen vorst en standen tot stand komt. Meer en meer is het in het « sens du pays », in aanwezigheid van vertegenwoordigers van adel, St Lambrechtskapittel en

steden, dat alle grote regeringsproblemen besproken worden, als toestaan van hulpgelden aan de vorst, bekrachtiging van gebiedsafstand, oorlogsverklaring of vredesonderhandelingen, aanstelling van een momboor (regent). In 1406 is het diezelfde vergadering (welke sedert 1373 de naam krijgt van « staten van den lande »), die de nieuwe prinsbisschop aanstelt !

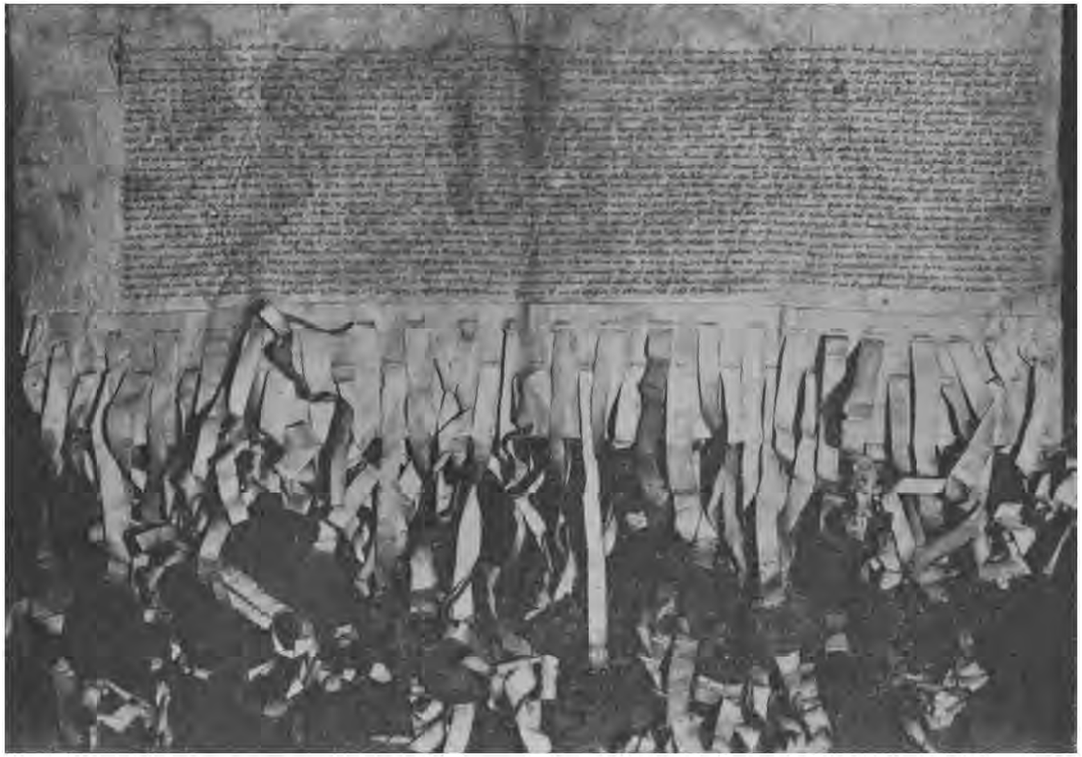
In geen enkel ander vorstendom van het huidige België is het aandeel aan de macht van de standen dan ook zo groot en tenslotte zo bestendig geweest.

In Brabant echter heeft het « land » ook een heel eind weegs afgelegd sedert de tijden van de vorstelijke almacht.

Het hertogdom Brabant omvatte in de XIVe eeuw niet slechts het grondgebied van de huidige gelijknamige provincie, maar ook dat van de provincie Antwerpen en van de Nederlandse provincie Noord-Brabant. Ook het hertogdom Limburg (zowat de huidige Nederlandse provincie Limburg, *niet* de Belgische provincie Limburg die bij Luik behoorde) was door een persoonlijke unie aan Brabant verbonden.

Ook hier vallen eerste voortekenen van verandering in de XIIIe eeuw. Reeds in 1248, en daarna nog in 1261, verplichten de hertogen er zich toe, geen andere betalingen van hun onderdanen te eisen, dan die welke door het gebruik worden bepaald. In 1262 onmiddellijk na den dood van hertog Hendrik III, treft men een eerste eedverbond der steden aan. Ze zijn 15 in getal. Het is echter pas in het begin der XIVe eeuw dat het « land » positieve resultaten kan boeken in zijn strijd tegen de almacht van de hertog : vrezende dat zijn opvolging moeilijkheden zou meebrengen, heeft hertog Jan II op zijn sterfbed de afgevaardigden van adel en steden bij zich geroepen. In ruil voor een aanzienlijk hulpgeld, schenkt hij het « charter van Cortenberg » (27 September 1312). Het meest merkwaardige punt van deze oorkonde, is dat haar naleving verplichtend wordt gesteld én voor de vorst, én voor zijn onderdanen — men is hier dus al ver afgeweken van het absolute en willekeurige gezag van de vorst ! — de onderdanen, die de bepalingen van de keure niet naleven, zullen « buiten de wet » worden gesteld. Indien echter de hertogen zelf de bepalingen schenden, zullen de onderdanen de gehoorzaamheid aan de vorst mogen ontzeggen !

Wat zijn de bepalingen van het stuk ? Sommige zijn van financiëlen aard : de hertog verbindt er zich weer eens toe, geen belasting op het land te heffen uitgenomen in enkele,



(Negatief A.C.L.)

Het Charter van Kortenberg.

(Negatief A.C.L.)

Jan III, Hertog van Brabant,
door Leys

duidelijk omschreven gevallen. Verder verbindt hij er zich toe, de gebruiken en voorrechten van het land te eerbiedigen en er niets aan te veranderen, tenzij in overleg met de afgevaardigden van het land. Doch het gewichtigste punt regelt de oprichting van de « Raad van Cortenberg ». Dat lichaam, dat veertien leden zal tellen, onafzetbaar en onschendbaar, zal om de drie weken zetelen en voor taak hebben, de machtsmisbruiken en inbreuken op de gewoonten en voorrechten op te sporen van de hertogelijke ambtenaren. De benadeelde personen zullen bij de raad klacht mogen neerleggen. De raad zal de zaak onderzoeken en zal de hertog wijzen op de gepleegde inbreuken. Weigert de hertog de ambtenaar die in gebreke is gebleven te straffen, dan zullen de onderdanen hem de gehoorzaamheid mogen ontzeggen !

Deze raad was samengesteld uit veertien leden, waaronder vier tot de adellijke stand moeten toebehoren, en de tien andere tot de steden, en wel drie uit Brussel, drie uit Leuven, één uit Antwerpen, één uit 's Hertogenbosch, één uit Tienen, één uit Zoutleeuw.

De oprichting van deze raad is van groot belang, én omdat het een eerste grote triomf voor het « Land » betekent, én omdat uit zijn samenstelling blijkt hoe de steden ook in Brabant de leiding uitoefenen. Maar de werking van de raad heeft niet beantwoord aan de gestelde verwachtingen, en dat lichaam zal dan ook op het einde der eeuw in stilte ten onder gaan.

Doch de beginselen die ten grondslag liggen aan de oprichting van dat organisme, nml. de streving van de standen om de vorstelijke willekeur aan banden te leggen zijn niet verzwakt. Dit blijkt uit een reeks feiten : Reeds in 1314, twee jaar na de toekenning van het Charter van Cortenberg, verkeert de hertog weer in geldnood en moet op het land beroep doen. In ruil voor een nieuw hulpgeld moet hij de twee « Waalse Charters » toekennen. Daarin wordt bepaald dat de hertoglijke ambtenaren worden aan- en afgesteld onder toezicht van de afgevaardigden van de standen. Twee maal 's jaars zullen de ambtenaren rekenschap over hun beheer moeten uitbrengen voor gezegde afgevaardigden. Tenslotte wordt het de vorst verboden munt te slaan zonder voorafgaande toestemming van 's lands vertegenwoordigers.

Het kapitale ogenblik nochtans in de overgang van de hertoglijke macht naar die van de standen, is de toekenning van de zo beroemde « Blijde Inkomst ».

Het is in de volgende omstandigheden dat dit stuk tot stand kwam. Hertog Jan III liet geen zonen, maar wel drie dochters na. Het stond dus vast dat zijn vorstendom na zijn dood in de handen van een vreemde vorst zou overgaan. Om te voorkomen, dat een gevaarvolle opvolgingsstrijd na zijn dood zou uitbreken, poogde Jan III de goedkeuring van zijn onderdanen te krijgen tot een regeling, waardoor al zijn gebieden zouden overgaan aan zijn dochter Johanna, en aan haar echtgenoot, Wenceslas, hertog van Luxemburg. Hij riep dan ook een uitgebreide vergadering bijeen van afgevaardigden van de adel, van de steden en van de landelijke omschrijvingen. De vrucht van deze beraadslagingen was dan de « Blijde Inkomst ».

Dat document was een oorkonde, die elke toekomstige hertog van Brabant voortaan bij zijn troonsverheffing (bij zijn « Blijde Inkomst ») zou moeten bezweren. Dit is dan ook het geval geweest en, al was dat stuk alleen voor Brabant bedoeld, het werd ook van kracht in het hertogdom Limburg. De oorkonde was niet ten eeuwigen dage onveranderlijk. In feite zal ze dikwijls worden aangevuld bij elke nieuwe troonsbeklimming, maar de hoofdbeginselen werden altijd gehandhaafd. Vanaf 1549 zal ze echter onveranderd blijven.

De « Blijde Inkomst » bepaalde, dat de goedkeuring van het land noodzakelijk was bij elke oorlogsverklaring of het aangaan van een bondgenootschap. Dat de hertog geen munt mocht slaan dan met toestemming van het Land. Verder nog, dat elk jaar een onderzoek zou worden ingesteld naar het beheer der hertoglijke ambtenaren. Tenslotte nog een lange reeks van punten van meer beperkte aard.

Daarmee was de strijd om de macht in het hertogdom niet ten einde ! Immers nooit achtte het « land » zich voldoende veilig tegen de macht van de vorst, terwijl deze er steeds naar streefde zijn eigen gezag zo groot mogelijk te maken. Dit bleek al dadelijk onder Wenceslas, diezelfde hertog die bij zijn troonverheffing, in 1356, voor het eerst plechtig de « Blijde Inkomst » had bezworen. Hij streefde er weldra naar, de gedane toegevingen ongedaan te maken, en schafte o.m. de Raad van Cortenberg af. De gevolgen bleven niet uit : reeds in 1362 ontstaat opnieuw een eedverbond der steden. Wanneer dan in 1372 de hertog in een oorlog tegen buitenlandse vorsten een grote nederlaag oploopt te Basweiler en hij de steun van zijn onderdanen dus dringend nodig heeft, nemen de steden hun weervraak : 42 onder haar beleggen spontaan een vergadering en dwingen de hertog, niet slechts

om het charter van Cortenberg opnieuw af te kondigen, maar ook om voortaan de hulpgelden te laten innen door ambtenaren, die zij zelf, in overleg met de adel, zullen aanstellen. Zo werd de reeds zo beperkte financiële zelfstandigheid van de vorst nog meer ingekrompen. In 1383 moet Wenceslas nog meer toegevingen doen : de hoofdsteden verwerpen de bevoegdheid, om een onderzoek in te stellen naar de gedragingen der hertoglijke ambtenaren. Veel erger : er wordt bepaald dat wanneer de hertoglijke raad in gebreke blijft op gebied van de rechtspraak, de hoofdsteden de zaak zullen mogen beslechten. In 1385 is hertogin Johanna, weduwe van Wenceslas, gedwongen te bepalen dat de afgevaardigden van adel en steden voortaan viermaal 's jaar zullen bijeengeroepen worden om over 's lands aangelegenheden te beraadslagen.

Zo iets is heel belangrijk : het optreden van de standenvergadering wordt daardoor immers geregeld en bestendigd. Reeds veel vroeger valt dat optreden voor : de gehele XIVe eeuw door kan men de afgevaardigden van adel en steden, vrij zelden ook die van de geestelijkheid, zien beraadslagen, voornamelijk over het toekennen van hulpgelden aan de vorst. Een dergelijk optreden immers wordt gepostuleerd door de verschillende landskeuren en instellingen die in de XIVe eeuw, zoals gezegd, tot stand kwamen, maar het is voornamelijk vanaf de jaren 1380 dat de standenvertegenwoordiging werkelijk en regelmatig bij het landsbestuur betrokken blijkt te worden.

Daarmee is de evolutie nog niet ten einde. Na den dood van hertogin Johanna ging Brabant over aan Antoon van Burgondië. Zijn korte regering wordt vooral gekenmerkt door onophoudende strijd met het Land. Wanneer hij te Azincourt sneuvelt, laat hij een minderjarige zoon, Jan IV, na. De standen benoemen dan een regentieraad die de macht uitoefent tot aan de meerderjarigheid van de jonge hertog. Ook deze ligt spoedig in geschil met de standen. In 1417 leggen ze de hand op het beheer van 's vorsten domein, doch dit is maar het begin. Hoogst misnoegd over het onverantwoordelijke beheer van Jan IV, komt het Land weldra in opstand. De vrede wordt slechts bereikt doordat de hertog twee verreikende toegevingen doet, het « privilegie van de ruwaert » en het « Nieuw Regiment ». De eerste van deze keuren bepaalt niets minder, dan dat de standenvergadering het recht verwerft, wanneer de vorst 's lands rechten te kort doet, om een ruwaert of regent aan te stellen in zijn plaats, die zal heersen tot wanneer de hertog zijn machtsmisbruik

heeft goedgemaakt. Door het « Nieuw Regiment » wordt het vorstelijk gezag eng aan banden gelegd : hij kan vrijwel geen enkele beslissing meer nemen zonder de medewerking van zijn raad, die zelf onder controle van de standen wordt gesteld.

Het uitvaardigen van deze keuren in 1421 is het hoogtepunt van de macht der standen, die op dat ogenblik volledig worden beheerst door de hoofdsteden (Leuven, Brussel. Antwerpen, 's Hertogenbosch). Practisch behoort het staatsbeleid dan aan de standen toe.

Enkele jaren later valt Brabant in de handen van de machtige hertog van Burgondië Filips de Goede. Deze zal het eerste het beste voorwendsel gebruiken om het « privilegie van de ruwaert » te niet te doen. Onder zijn regering begint dan ook in Brabant de geleidelijke reactie van het vorstelijke gezag ten koste van dat der standen.

* * *

In bovenstaande bladzijden werd nagegaan hoe in Vlaanderen, 't Luikse en Brabant de standen zich organiseerden.

Het « land », d.w.z. de onderdanen, zich geleidelijk organiseerde, hoe, op de basis van eedverbonden onder steden, kapittels of heren, de « standen » ontstonden, de macht van de vorst aan banden legden en hoe de afgevaardigden van de standen, de « statenvergaderingen » of kortweg, staten, tenslotte in overleg met de vorst het vorstendom gingen besturen.

Het zal de lezer wel zijn opgevallen, dat de evolutie van vorstelijke almacht naar gemeenschappelijk beleid van vorst en staten niet op dezelfde manier voordoet in de drie hier onderzochte vorstendommen. Juister gezegd misschien, gaat het in Vlaanderen heel anders dan in Branbant en in Luik. Niet, dat er geen gemeenschappelijke trekken zijn : het meest essentiële, het feit dat in de drie vorstendommen de evolutie gaat van vorstelijke alleenheerschappij naar verdeling van het gezag tussen vorst en land, doet zich in Vlaanderen voor en ook in beide andere vorstendommen. En het is in diezelfde veertiende eeuw dat in de drie gevallen, het « land » beslissende overwinningen behaalt, al geschiedt het toch vroeger in Vlaanderen dan in Brabant of 't Luikse. Dit is trouwens een algemene opmerking : Vlaanderen heeft veel vlugger geëvolueerd : we zagen reeds hoe de eerste eedverbonden van Europa daar worden aangetroffen in 1127-1128. Wanneer

ook dergelijke gezworen verenigingen opdagen in Luik en Brabant, zijn ze reeds buiten gebruik in Vlaanderen, waar het standenbewustzijn dus veel vroeger moet sterk genoeg zijn geworden om de band van de eed te mogen ontberen.

Het duidelijkst ligt het onderscheid tussen Vlaanderen aan de ene kant Luik en Brabant aan de andere, echter in het ontbreken in Vlaanderen van organismen die uitsluitend voor doel hebben de machtsuitoefening van 's vorsten ambtenaren te controleren, als de Raad van Cortenberg en de Raad der XXII, of van de landskeuren waarin de wederzijdse verhouding tussen land en vorst wordt vastgelegd (Blijde Inkomst, Vrede van Fexhe).

Men zou misschien geneigd zijn er ook nog op te wijzen, dat in elk van de drie vorstendommen, de samenstelling van de statenvergadering anders is : in Vlaanderen de Drie Hoofdsteden, hoogstens aangevuld met het vierde « lid », het Vrije van Brugge, in Brabant de steden en de ridderschap, soms ook wel de geestelijkheid, in het Luikse de geestelijkheid, de ridderschap en de steden, maar hier dient wat voorzichtigheid te worden gebruikt : indien in Vlaanderen onder de steden, alleen de drie hoofdsteden zich in de statenvergadering ruimte hebben weten te verschaffen, is dit in verregaande mate ook het geval geworden in Brabant en zelfs in Luik, waar naarmate de veertiende eeuw verloopt, tenslotte alleen de hoofdsteden werkelijk nog invloed in de stedenstand bezitten. Wat dan het feit betreft, dat de geestelijkheid in Vlaanderen niet, in Brabant en Luik wel deel uitmaakt van de statenvergadering, moet het nog worden onderstreept dat ze in Brabant maar sporadisch optreedt in het begin, en dat onder « de geestelijkheid » in het Luikse uitsluitend het St Lambrechtskapittel dient te worden verstaan.

Wat dus wel het meest kenschetsend is, hoewel niet in dezelfde mate in elk van de drie vorstendommen, is het zeer overwegende belang van de grote steden. Het zal trouwens niemand verwonderen dat deze agglomeraties van tienduizende zielen sterker wogen dan een klooster of een adellijk geslacht.

Uit wat zoeven gezegd werd zal de lezer reeds hebben afgeleid dat in die statenvergadering die met de vorst het land beheerde, op verre na niet de gehele bevolking van het vorstendom vertegenwoordigd was. Het kan zijn nut hebben dit hier nog eens heel duidelijk aan te tonen.

Er zijn « standenvergaderingen » geweest, waar in beginsel het gehele land vertegenwoordigd was. Herinneren we bvb. aan dat organisme dat, zoals boven gezegd, door de graaf van Vlaanderen in het begin der XIVᵉ eeuw werd opgericht, het « gemene land van Vlaanderen » : daarin zetelen de afgevaardigden van al de steden, van al de kasselrijen (plattelandsomschrijvingen), en van de adel (de geestelijkheid schijnt te ontbreken). Dergelijke bijeenkomsten treft men ook aan in Brabant (zo bvb. de landsvergadering waar de « Blijde Inkomst » werd opgesteld) en in het Luikse. Dergelijke landsdagen zijn uitzonderlijk, maar er zijn er dan toch geweest. Mag men daar nu uit besluiten dat het gehele land daarop *vertegenwoordigd* was ?

Wijzen we er eerst op, dat er hier geen sprake is van speciaal voor deze landdag verkozen afgevaardigden : de steden worden automatisch vertegenwoordigd door hun hoofdschepenen of andere hoogste magistraten, de kloosters door hun abten, enz. Er worden dus geen specifiek voor de statenvergadering gekozen afgevaardigden aangesteld. Dan stelt de vraag zich zo : werden deze magistraten of abten en dergelijke, die in de statenvergadering zetelen, tenminste in hun gewone functie van magistraat of abt door het volk verkozen ? Het antwoord moet ontkennend zijn. In de XIVᵉ eeuw, zoals vroeger en later, worden de stedelijke magistraten gekozen uit kleine, gesloten groepen, waarin men ofwel uitsluitend door geboorte toebehoort (de « geslachten ») of die in elk geval het recht hebben, alleen maar op te nemen wie ze willen (de ambachten). Slechts een zeer gering deel van de stadsbevolking heeft dus de mogelijkheid, in de magistraat te worden opgenomen, en het goortste deel van de stadsbevolking komt noch van dicht noch van ver tussen in de aanstelling van deze magistraten. Nog erger is het op het platteland : we wezen er zoeven op dat in tamelijk uitzonderlijke gevallen ook de afgevaardigden van de plattelandsomschrijvingen in de staten zetelen. Laten we hier echter niet aan afgevaardigden van de boerenbevolking gaan denken : de afgevaardigden zelf, en zij die ze aanstellen, zijn uitsluitend de heren of grootgrondbezitters. Om lid te zijn van de adellijke stand, moet men natuurlijk in de adel geboren zijn, en verreweg de meeste abten of proosten van de belangrijke kloosters worden ook practisch uit de rangen van de adel gekozen (1).

(1) Het hoeft nauwelijks te worden gezegd, dat de leke inwoners van de kerkelijke domeinen niet tussenkomen in de aanstelling van abt of proost van de abdij, waarvan dit domein afhangt.

Met een volksvertegenwoordiging, zoals wij dat thans opvatten, kan de statenvergadering dus in generlei wijze worden vergeleken. Ze gaat slechts uit, en spreekt slechts in naam, van kleine, gesloten en bevoordeligde sociale groepjes. De overweldigende meerderheid van de bevolking, wat we thans de werkende klasse noemen, arbeiders en boeren, kan zich in de statenvergadering niet laten gelden.

Toch dient men niet smalend neer te zien op wat als de uiterst bescheiden vrucht van een eeuwenlange strijd zou kunnen voorkomen : het maakte wel een heel groot verschil, of de vorst zonder aan wie ook van zijn onderdanen rekenschap te moeten geven zijn persoonlijke en dynastieke belangen mocht behartigen, of dat hij integendeel in ruime mate moest rekening houden met de economische en andere belangen van dat deel van zijn onderdanen zelf, dat zich in de statenvergadering kon laten gelden. Laten wij aan een tijdvak niet méér vragen dan het heeft kunnen bereiken : moderne democratie hebben de middeleeuwen niet gekend, maar ze zijn er dan toch in geslaagd, een einde te stellen aan de vorstelijke almacht.

* * *

Het ware vrij ijdel en tijdrovend, hier nog uiteen te zetten hoe de statenvergaderingen in de andere vorstendommen van ons land tot stand kwamen. Dit komt meestal wat later dan in de grote vorstendommen. Zo bvb. valt de oudst bekende tussenkomst van het « land » in Henegouwen in 1340, in het hertogdom Luxemburg in 1336. In deze twee gebieden, zoals ook in het graafschap Namen, waren de steden veel minder machtig, en hebben dan ook niet die determinerende rol kunnen spelen in de herinrichting van het landsbestuur. De vorst behoudt daar een veel ruimer gezag. Nochtans zien we ook in deze drie vorstendommen in de loop der XIVe eeuw, statenvergaderingen tot stand komen, samengesteld uit afgevaardigden van adel, clerus en steden, en die samen met de vorst over de belangrijke vraagstukken van het landsbeheer beraadslagen.

III

DE REACTIE VAN DE VORSTELIJKE MACHT IN DE MODERNE TIJDEN.

Omstreeks 1400 is in al onze vorstendommen, het vorstelijk gezag het laagst gevallen, dat der standenvergaderingen op het hoogtepunt gekomen. Van dan af begint echter de reactie in de richting van een sterker vorstelijk gezag. Dit valt samen met het aan de macht komen, in al onze vorstendommen, van de Burgondische hertogen. Zoals men weet is het in 1384, als gevolg van het huwelijk van de Burgondische hertog Filips de Stoute met de erfgename van het graafschap Vlaanderen, Margareta van Male, dat deze dynastie voet vat in ons land. In de loop van de XVe eeuw zullen deze hertogen onze vorstendommen het ene na het andere onder hun bewind brengen, zelfs in het prinsbisdom Luik zullen ze een overwegende invloed krijgen door leden van hun familie op de prinsbisschoppelijke troon te doen verkiezen en door zich zelf tot beschermer over het prinsbisdom te doen erkennen. Verder zullen ze centrale instellingen scheppen, geldig in al de vorstendommen, en zo zal een gemeenschapsbewustzijn onder al de vorstendommen (de Noordnederlandse inbegrepen) gaan groeien.

Er dient nochtans de nadruk opgelegd, dat de afzonderlijke vorstendommen blijven voortbestaan : de hertog van Burgondië is graaf van Vlaanderen, hertog van Brabant, hertog van Luxemburg, enz. De afzonderlijke, aan elk vorstedom eigen instellingen blijven ook, en namelijk de statenvergaderingen. Wel hebben de Burgondische hertogen een standenvertegenwoordiging van geheel de Nederlanden, de Staten-Generaal, in het leven geroepen. Maar deze Staten-Generaal zijn nooit iets anders geworden dan een louter feitelijke samenvoeging van afgevaardigden van elk van de afzonderlijke, in elk vorstendom bestaande, standenvergadering. Anders gezegd, de Staten-Generaal hebben nooit beslissingen getroffen voor het gehele land; vraagt de hertog bvb. een hulpgeld aan de Staten-Generaal, dan zullen de vertegenwoordigers van elk vorstendom terugkeren naar hun vorstendom, het verzoek overmaken, en de beslissing brengen van hun eigen vorstendom, zonder dat dit enige invloed kan uitoefenen op de beslissing van een ander.

De werkelijk belangrijke lichamen zijn en blijven dus de afzonderlijke standenvergaderingen. Wat gebeurt er daar mee ?

De tendenz van de hertogen is duidelijk : ze streven naar een versterking van de vorstelijke macht, dus naar een verzwakking van de bevoegdheden van de standenvergadering. En ze slagen hier grotendeels in, omdat ze, buiten het vorstendom om waar het over gaat, over een grote macht beschikken. Laten we bijvoorbeeld Vlaanderen beschouwen : de Vlaamse graven staan in de XIVe eeuw voor een onoplosbaar probleem : om hun eigen gezag in Vlaanderen te handhaven moeten ze troepen hebben, en om die troepen te hebben, moeten ze geld krijgen. Maar waar moeten ze dat geld gaan halen ? Alleen de steden kunnen het hen verschaffen; maar het zijn juist de steden die met die troepen zouden moeten worden bekampt. Er is daar dus geen uitkomst. De Burgondische hertogen echter, moeten aan de Vlaamse steden geen geld vragen als ze troepen willen lichten om deze steden te bestrijden : geld en troepen kunnen ze vinden in de andere vorstendommen, of in Burgondië. Zij staan dus heel zelfstandig tegenover de Vlaamse steden. Hetzelfde geldt natuurlijk ten overstaan van Brabant of van Luik...

Laten we echter ook niet dadelijk in overdrijving vallen en aannemen dat de hertogen helemaal willekeurig kunnen optreden. Op straffe van op een al te sterk verzet te botsen, moeten ze de vormen in acht nemen, de voorrechten van het land ontzien, en slechts in werkelijk dringende gevallen, geweld gebruiken.

Veel verandering komt er in de inrichting van de standenvergadering niet. In Vlaanderen nochtans wordt ze omgevormd : in plaats van de Vier Leden (Gent, Brugge, Ieper, Het Vrije van Brugge) worden door de hertogen de « Staten van Vlaanderen » opgericht (adel, geestelijkheid en Vier Leden, soms zelfs alle steden en kasselrijen). Het is een herhaling van wat in de XIVe eeuw gebeurd is; de hertogen pogen in de overige elementen van het land, bondgenoten te vinden tegen het overwicht van de Vier Leden.

Wat echter veel belangrijker is dan die herinrichting van de Staten van Vlaanderen, is dat de hertogen, indien ze de staten wel raadpleegden, echter niet dulden, dat deze van het hertoglijke voorstel afweken. Onder Karel de Stoute vooral was het raadplegen van de staten een louter formaliteit geworden.

In het Luikse ging het er erger aan toe : de strijd tussen het land en de vorst-gesteund door de Burgondische macht,

had voor gevolg dat een eerste maal in 1408 (*sentence d'Othée*) en een tweede maal in 1467, na de vernieling van de stad door Karel de Stoute, de almacht van de prinsbisschop werd heringevoerd.

Het hoeft wel niet gezegd dat dat optreden van de hertogen op sterke tegenstand botste. Het is genoeg bekend hoevele opstanden de Burgondiërs te bekampen hadden. Ze waren echter bij machte steeds hun wil op te dringen, tot wanneer in 1477 Karel de Stoute nabij Nancy sneuvelde. Aan zijn dochter en erfgename Maria van Burgondië liet hij wel is waar een uitgestrekt rijk, maar een uitgeputte schatkist, een vernietigd leger, en machtige binnen- en buitenlandse vijanden na. Dadelijk gaf de oppositie zich lucht : de afgevaardigden van de diverse vorstendommen waren te Gent in Staten-Generaal bijeengeroepen geworden door de jonge vorstin. Deze laatste hoopte van hen geld en militaire steun te krijgen, maar de afgevaardigden eisten voor alles het bekrachtigen en herstel van hun voorrechten. Vlaanderen, dat zoals men weet nooit een geschreven landskeure had bekomen, liet de kans niet ongebruikt voorbij gaan en verkreeg het zogenaamde Groot Privilege dat o.m. bedong dat geen heffing van geld aan het land zou mogen worden opgelegd zonder de eenparige goedkeuring van de Drie Leden (de Statenvergadering door de Burgondiërs ingevoerd was dadelijk afgeschaft geworden en zelfs het Vrije van Brugge uit het college der Vier Leden uitgesloten). Het waren dus weer de Drie Steden alleen die de leiding in het land uitoefenden. De graafschappen Namen en Henegouwen lieten zich dergelijke voorrechten toekennen. De « Blijde Inkomst » wordt aangevuld met nieuwe bepalingen, die een scherpe reactie zijn tegen de uitbreiding van de vorstelijke macht zoals ze zich feitelijk had voorgedaan in de laatste halve eeuw.

Te Luik waar zoals gezegd werd, het vorstelijke absolutisme in 1467 werd heringevoerd, breekt een nieuwe opstand uit na den dood van Karel de Stoute. Na allerlei verwikkelingen wordt in 1487 de Paix de Saint Jacques opgesteld. Dit document bepaalt thans voor goed het herinvoeren van de verhoudingen tussen vorst en land zoals ze in de XIVe eeuw waren tot stand gekomen, op de basis van de verdeling van de macht tussen de prinsbisschop en de standen.

Te Luik zal het herinvoeren van 's lands invloed een blijvend feit worden. Anders gaat het echter in de leke vorstendommen. Vrij spoedig breekt daar een nieuw offensief

uit van het vorstelijk gezag, gevoerd door Maximiliaan van Oostenrijk, die Maria van Burgondië heeft gehuwd. Deze zoon van de Duitse keizer zal, dank zij de Duitse troepen, de toestand zoals hij onder de Burgondiërs had bestaan herstellen en de gedwongen toegevingen van 1477 te niet doen.

Het is dan dat de toestand zich gaat vestigen, die voor de overige eeuwen van het « Ancien Régime » zal blijven voortbestaan : er zijn geen « nationale vorsten » meer : onze vorstendommen zullen worden bestuurd door heersers, die terzelfdertijd koning van Spanje of keizer zullen zijn. Voor hen zal ons gebied niets meer zijn dan een tamelijke ondergeschikte bezitting die ze wanneer het nodig is in bedwang houden met de hulp van vreemde troepen. Na 1559 (vertrek van Filips II naar Spanje) zal geen enkel van onze vorsten nog ooit de voet in de Nederlanden zetten voor het einde der XVIIIe eeuw. De gouverneurs-generaal van de Nederlanden of andere hoge ambtenaren zijn verantwoordelijk tegenover de vorst, niet tegenover onze statenvergaderingen waarmee ze doorgaans maar schriftelijke betrekkingen hebben. De toestand is diep veranderd, sedert de tijd waarop de graaf van Vlaanderen, of de prinsbisschop van Luik, of de hertog van Brabant, bijna zonder onderbreking met de statenvergaderingen onderhandelde over al wat het land aanging.

Moet hieruit worden afgeleid dat de statenvergaderingen verdwijnen en alle belang verliezen ? Toch niet.

Een feit, dat de lezer zorgvuldig dient voor ogen te houden, is dat de macht en de positie van deze koningen en keizers niet zo overweldigend was als op eerste gezicht zou blijken. Zij zijn inderdaad ononderbroken in oorlogen gewikkeld met hun naburen, vooral met Frankrijk en met Noord Nederland (na de feitelijke scheiding tussen Noord en Zuid in 1585). Deze oorlogen vergen de inspanning van alle krachten en het komt de vorsten zeer ongelegen een deel van hun strijdkrachten te moeten gebruiken tegen mogelijke binnenlandse opstanden. Om die reden alleen dus zullen ze trachten conflicten te vermijden.

Een tweede reden is, dat ons land herhaaldelijk wordt aangevallen en bezet door zijn naburen. Het is dan voor de vorst helemaal niet aan te raden, zijn eigen gezag impopulair te maken : al te gemakkelijk immers zouden de onderdanen tot het besluit kunnen komen dat het gezag van de Fransen of de Nederlanders tenslotte nog te verkiezen valt boven dat van de Spanjaarden of de Oostenrijkers.

En tenslotte is er derde, niet minder gewichtige reden die de vorsten aanzet om de onderdanen, en meer bepaald de statenvergaderingen, te ontzien : territoriaal bekeken, is ons gebied maar een klein onderdeel van het rijk der Spaanse of Oostenrijkse Habsburgers (1), maar financieel is het uiterst belangrijk : onze vorstendommen, waar nijverheid en handel gedurende eeuwen hebben gebloeid en nog bloeien, hebben een grote rijkdom geaccumuleerd. Deze rijkdom zou de vorsten best te pas komen voor het financieren van die eindeloze oorlogen die ze voeren. De beste weg om grote hulpgelden te bekomen is echter niet het geweldige verkrachten van 's lands voorrechten. Zo iets leidt vroeg of laat tot gewapend verzet van de onderdanen. Het is trouwens eens zover gekomen : wanneer Filips II een grootse poging doet, om met behulp van daartoe opzettelijk aangevoerde Spaanse troepen, het absolutisme in te voeren, en o.m. poogt nieuwe, bestendige belastingen op te leggen breekt tegen hem de grote opstand van de Nederlanden in de XVIe eeuw uit (2).

Het besluit is, dat het voor de vorst voordeliger is een compromis te sluiten, en, zoals de Burgondiërs hadden gedaan, de statenvergaderingen — die men voortaan noemt, provinciale staten — te laten voortbestaan en althans in schijn met hen rekening te houden.

Is er dan niets veranderd ? Toch wel, in positieve en negatieve zin.

Aan de ene kant is deze grote verandering gekomen, dat de vorst niet meer noodzakelijk de staten raadpleegt over 's lands beheer. Wanneer deze verandering gekomen is, is onduidelijk, waarschijnlijk geleidelijk in de XVe en XVIe eeuw

Een tweede wijziging in ongunstige zin is dat de provinciale staten nog veel minder dan vroeger, kunnen geacht worden het land te vertegenwoordigen : het besef, dat de statenvergaderingen afgevaardigden zijn van bepaalde

---

(1) Zoals men weet, is de Habsburgse dynastie bij ons aan de macht gekomen door het huwelijk van Maria van Burgondië met de Habsburger Maximiliaan van Oostenrijk. Tot aan het einde van de XVIIIe eeuw zullen leden van deze dynastie bij oons heersen, met deze ene verandering dat in 1714 de Spaanse tak vervangen wordt door de Oostenrijkse tak

(2) Wel te verstaan waren de reden van deze opstanden niet alleen financieel, maar ze houden allemaal verband met het niet naleven door de Spaanse koning van de voorrechten van ons land

standen of van bepaalde lichamen, is grotendeels teloor gegaan : enerzijds zijn voortaan veel minder organismen (steden, kloosters, adellijke huizen) nog toegelaten tot de statenvergadering. Wat de steden betreft, was dit zoals men weet in Vlaanderen altijd het geval geweest : slechts de drie hoofdsteden hebben zittingsrecht. Een dergelijke toestand doet zich thans echter voor elders : in Brabant alleen Leuven, Brussel en Antwerpen, in het graafschap Namen, alleen de stad Namen, enz. Hetzelfde deed zich voor met de adellijke geslachten : indien ze in Vlaanderen ondanks al hun pogingen geen toegang tot de staten verwerven, wordt het aan tal van edellieden die in de staten van andere provincies toegang krijgen, ook in aanzienlijke mate ingekrompen. Alleen de afvaardigingen van de geestelijkheid breiden zich uit, onder de rechtstreekse druk dikwijls van de vorst die in de geestelijken getrouwe dienaren van zijn gezag vindt. In Vlaanderen wordt de geestelijkheid, die tevoren nooit in de statenvergadering had gezeteld, er op het einde der XVIe op bevel van de vorst in opgenomen. In Vlaanderen, maar ook in de andere vorstendommen, krijgen de seculiere geestelijken, in de persoon van de bisschop, meestal toegang tot de staten.

Doch deze algemene tendenz van inkrimping van het recht om in de statenvergadering te zetelen is niet de grootste beperking : de zelfstandigheid van de standen wordt nog in sterke mate gekortwiekt, doordat de vorst zelve meer en meer aan invloed wint op het aanstellen van de stedelijke magistraten In de middeleeuwen waren de steden, dit is duidelijk genoeg gebleken, het meest dynamische element in de strijd voor de uitbreiding van de invloed van de onderdanen op het lands bestuur. Wanneer de vorst echter meer en meer zelfstandig de stedelijke magistraten aanstelt, kunnen de stedelijke vertegenwoordigingen uiteraard steeds minder de wil van de steden zelf laten gelden.

Een ander verschijnsel dat op de zelfstandige werking van de staten inwerkt, is dat voortaan minder en minder de eigenlijke statenvergadering bijeenkomt. Er komen inderdaad bestendige deputaties van de standen tot stand, die meer of min onafhankelijk staan tegenover hun lastgevers. De zelfstandigheid van deze deputaties is verschillend naar gelang de provincie : in Vlaanderen bvb. moeten ze nog in ruime mate het advies van de standen zelf (dus van de gemeenteraad der hoofdsteden en van de hoofden van kloosters en bisdommen) inroepen. In Luxemburg daaren-

tegen en in Henegouwen mogen de leden van de bestendige deputatie beslissingen treffen zonder hun theoretische lastgevers te raadplegen.

Het prinsbisdom Luik alleen toont een afwijkend beeld : dat prinsbisdom behoorde trouwens niet tot de Spaanse of Oostenrijkse Nederlanden, het was daarvan helemaal zelfstandig. Ook daar biedt de ridderstand nochtans dezelfde evolutie : minder en minder leden van de adel hebben zitting in de statenvergadering. De stedenstand integendeel breidt zich uit : elke stad van het prinsbisdom en van het daarbijbehorende graafschap Loon (onze huidige provincie Limburg) bezit automatisch zittingsrecht. Komt een nieuwe stad op, ook zij verwerft onmiddellijk toegang tot de standenvergadering. In de XVIIIe eeuw zijn er derwijze vijf en twintig steden in de stedenstand vertegenwoordigd, Luik, en verder twaalf Waalse en twaalf Vlaamse steden.

Maar we spraken hoger niet slechts van negatieve, maar ook van positieve veranderingen in de organisatie en invloed der staten.

Dit zal op eerste gezicht verbazing wekken, waar we toch duidelijk de indruk gaven dat de almacht der vorsten veel groter is geworden. Maar we hebben ook gewag gemaakt van de factoren die deze almacht in feite beperken, en langs dien weg om is het, dat de statenvergaderingen zich niet slechts hebben kunnen handhaven, maar ook hun bevoegdheid op bepaalde gebieden hebben kunnen uitbreiden. De doorslaggevende factor is hier de financiële : om zijn onophoudende oorlogen te voeren heeft de Spaanse koning, en na hem de Oostenrijkse keizer, steeds geld nodig. Een deel daarvan moet in de Nederlanden worden gevonden. Daar dwang, zoals boven werd gezegd, hier niet al te geraadzaam is, zal de gebruikelijke procedure zijn, het aanvragen van hulpgelden aan de standenvergadering. Hierbij weze nog gezegd dat de toestand van het Spaanse gezag in de XVIIe eeuw geleidelijk slechter wordt. Steeds meer geld is dus nodig, steeds minder kan er sprake zijn van geweld te gebruiken. Dat biedt de staten een goede kans, die ze dan ook waarnemen : gewoonlijk gebeurt het als volgt : de vorst vraagt een som gelds, en daar hij daármee steeds weer herbegint, moet hij wel uitleggen waarom hij altijd weer geld nodig heeft : hij vraagt het hulpgeld dus voor een bepaalde onderneming. Daardoor worden de staten, die het geld moeten toestaan, om zo te zeggen rechters over het al dan niet bevredigende van de gegeven uitleg. In zekere zin hangt

het af van de goedkeuring die de staten aan het opgegeven plan van de vorst hechten — en die dan het toestaan van het hulpgeld meebrengt — of dat plan kan worden uitgevoerd. Langs die omweg dan geraakt men weer aan de toestand van de XIVe eeuw, toen de vorst met de staten overleg pleegde alvorens een belangrijke beslissing te nemen.

Het fundamentele verschil tussen de vroegere en de latere toestand is dat de vorst de staten alleen zal raadplegen (indien men deze uitdrukking hier mag gebruiken) over die problemen waarbij hij de financiële steun van de staten nodig heeft. De staten zelf kunnen in beginsel niet een advies uitbrengen over de door de vorst beoogde onderneming, maar ze kunnen hun financiële medewerking daartoe geven of weigeren.

In de praktijk natuurlijk gaat de tussenkomst van de staten verder : zij kunnen immers, en zullen heel dikwijls, een voorwaardelijke toestemming geven. Met andere woorden zullen ze het toestaan van het hulpgeld afhankelijk maken van het aanbrengen door de vorst van wijzigingen aan zijn voorgesteld plan.

Langs die weg kunnen de staten dus nog de maatregelen van de regering beïnvloeden. Ze kunnen ook, in verband met het verzoek om hulpgelden, maar helemaal buiten de inhoud van het voorstel van de vorst, toegevingen afdwingen. Om dat te bereiken, maken ze het toestaan van het gevraagde geld afhankelijk van het inwilligen door de vorst van bepaalde eisen : invoeren van hervormingen, vernietigen van misbruiken of machtsovertredingen.

Wanneer men bedenkt dat de vorst verschillende malen per jaar geld vroeg, begrijpt men dat de staten een zeer reële bevoegdheid kregen en werkelijk invloed konden uitoefenen op het landsbestuur ook al was de vorst in theorie niet verplicht naar hun mening te vragen.

We hebben boven gewaagd van die bestendige deputaties die het grootste deel van de bevoegdheid en werking der statenvergaderingen overnamen. Waarom zijn die tot stand gekomen ? Ook in verband met de financiële rol der staten : in verband met de toenemende bedragen aan hulpgelden en om hun contrôle op financieel gebied te verhogen, eisen en verkrijgen de staten dat ze niet slechts een bepaald bedrag aan de vorst zullen toestaan, maar ook zelf het geld zullen heffen en, in de plaats van het bedrag aan de vorst over te

maken, de uitgaven zullen doen die hij hen aanwijst. Zo krijgen ze een betere waarborg dat het geld zal gebruikt worden uitsluitend voor die uitgaven, waarvoor het door de vorst werd aangevraagd. Het gevolg is dat de staten nu zelf het geld beheren, wat dan het bestaan van een bestendig organisme veronderstelt. Het is de bestendige deputatie waarvan sprake die geleidelijk op administratief gebied zekere bevoegdheden verwerft.

Uit het bovenstaande zal dan blijken dat in de moderne tijden, en ondanks de geweldige aangroei van de vorstelijke macht, de statenvergaderingen zijn blijven bestaan en een beperkte, maar onbetwistbare invloed blijven uitoefenen op het staatsgezag De omvang van deze invloed is uiteraard afhankelijk van de positie van het centrale gezag · wanneer de vorst geld nodig heeft, is de rol der staten vrij aanzienlijk; in het andere geval is ze gering. Zolang onze vorsten in steeds weer oplaaiende oorlogen gewikkeld waren, konden de staten zich dan ook laten gelden, maar de kentering komt in het midden der XVIII[e] eeuw, wanneer onder Maria Theresia en Josef II ons land enige tientallen jaren vrede kende · dit verklaart waarom het juist dan is dat met voorzichtigheid zolang Maria Theresia heerste, en veel brutaler onder Josef II, het vorstelijk absolutisme hier werd ingevoerd. Door een aantal edikten uit het jaar 1787 zal Josef II de bestendige afgevaardigingen afschaffen, de statenvergadering het grootste deel van hun gezag ontnemen terwijl trouwens de vorstendommen zelf worden afgeschaft om de plaats te ruimen voor de « kringen » die met onze huidige provincies gelijk te stellen zijn.

Het is de lezer bekend hoe de maatregelen welke Josef II trof een geweldige oppositie in het leven hebben geroepen, die culmineert in de Brabantse Omwenteling. Na de overwinning van de opstand worden de provinciale staten dadelijk in hun vorige bevoegdheid hersteld, deze wordt zelfs aanzienlijk uitgebreid. Wanneer enkele maanden later, de Oostenrijkers opnieuw meester werden over het land worden de rechten van de Staten geëerbiedigd, maar lang zal het niet meer duren, want wanneer de Fransen op hun beurt ons land veroveren worden én vorstendommen én provinciale staten voor goed afgeschaft. Het land werd in departementen ingedeeld; de voorlopers van onze huidige provincies, wat dan voor goed het verdwijnen van de oude statenvergaderingen voor gevolg heeft.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

DIENST VOOR OPVOEDING BIJ HET LEGER

De Vorming

van de

Belgische Natie

en van de

Belgische Staat

— G. RENSON —
DOCTOR IN DE GESCHIEDENIS
KANDIDAAT IN DE KUNSTGESCHIEDENIS

INHOUDSTAFEL.

Bladz.

Woord vooraf 3

Korte inleiding 5

Eerste Deel. — *De Belgische Natie :*

Hoofdst. I. — De Oorsprong der Belgen 7
Hoofdst. II. — De Vorming der twee Volksgroepen . 9
Hoofdst. III. — Filips de Goede « Conditor Belgiï » . . 12
Hoofdst. IV. — De Stichting der Nederlanden 15
Hoofdst. V. — De Zuidelijke Nederlanden (1585-1830) 20

Tweede Deel. — *De Belgische Staat :*

Hoofdst. I. — Het Nationaal Congres 27
Hoofdst. II. — Koning Leopold I, « Conditor secundum Belgiï » 32
Hoofdst. III. — Koning Leopold II, de Kolonisator . . 34
Hoofdst. IV. — Koning Albert I, de Koning-Ridder . . 36

Slot 39

Gebruikte Bibliographie 39

ILLUSTRATIE.

Plaat 1. — Filips de Goede, naar een gravure van Louis Calamatta.

Plaat 2. — Karel V, naar een gravure van Calamatta.

Plaat 3. — Filips II, naar een gravure van Jeroom Wierix.

Plaat 4. — Leopold I naar een schilderij van P. Beaufaux.

WOORD VOORAF.

Nu vooral, in deze tijd van geestesverwarring, willen we door dit bescheiden werkje aantonen, hoe langzamerhand in ons land het nationaal gevoelen wakker geschud werd; hoe in België, geprangd tussen Frankrijk en Duitsland, een nationale beschaving ontstond, product van een paring van de Germaanse met de Romaanse geest (1).

En terwijl dit nationaliteitsgevoel langzamerhand ontsluimerde, kregen de Zuidelijke Nederlanden, na de afscheiding van het Noorden, trapsgewijze hunne definitieve grenzen door het verdrag van Munster (1648), het verdrag van Utrecht (1713), om eindelijk als Belgische Staat in 1839 en in 1919 met het verdrag van Versailles zijn huidige grenzen te bezitten.

Was en is België gunstig gelegen op economisch, politisch, cultureel, en ongunstig op militair gebied, toch mogen we niet langer vasthouden aan die drogreden dat ons volk onder alle mogelijke vreemde mogendheden gezucht heeft.

Ons land werd door drie vreemde volkeren bezet nl. de Romeinen, de Fransen, de Duitsers.

Oostenrijkers en Spanjaarden waren geen vreemde bezetters, hun vorsten waren natuurlijke prinsen !

Moge dit klein werkje Vlamingen en Walen overtuigen, dat zij behoren tot één en hetzelfde volk : HET BELGISCHE !

Dr. G. Renson.

---

(1) H. PIRENNE, *Geschiedenis van België*, vertaald door R. DELBECQ, 7 Dln., Gent, 1902, Dl. I, p. 7.

KORTE INLEIDING.

Vooraleer onze eigenlijke studie aan te vatten, willen we, voor alle duidelijkheid, het begrip NATIE nader omlijnen. Over het begrip staat *zal wel iedereen akkoord gaan.*

Volgens Renan « Œuvres complètes » zouden ras, taal, godsdienst, geographische omstandigheden, economische belangen en een gemeenschappelijke geschiedenis de zes nodige factoren zijn voor het ontstaan van een natie.

Volgens Prof. Dr. Geyl is een natie een volksgemeenschap bezield met de begeerte een politieke eenheid te vormen. « Een natie ontstaat door historische werking op de grondstof van een taalgroep, wanneer die tenminste geografisch niet gescheiden is. In het normale, ideale geval zullen de factoren van godsdienst, economische belangen, roemrijke geschiedenis tot de bewustwording en organisatie van de natie over heel het taalgebied leiden » (1).

Maar volgens Prof. Geyl is de taalfactor zelf niet altijd van beslissende aard. In verschillende landen is er taalverscheidenheid die vereffend wordt door de politieke factor. Somtijds domineert de geografische nl. in Groot-Brittannië.

België zelf telt twee verschillende taalgroepen, maar door een gemeenschappelijke geschiedenis, dezelfde godsdienst, dezelfde zeden zijn ze uitgegroeid tot één en hetzelfde volk. Wel bestaan er een Vlaamse en Waalse kwestie, de eerste omwille van de taal, de tweede om reden van de demografie en economie. Maar dit is onvermijdelijk! De meesten zijn er zich toch van bewust geworden dat annexatie bij dit of gene land voor hen een degradatie tot tweederangsburger zou betekenen.

Het ligt niet in onze bedoeling de klein-Belgische geschiedschrijving van Pirenne, en nog veel minder de nationalistische van R. Van Roosbroek in zijn Geschiedenis van Vlaanderen *te herhalen.*

---

(1) P. GEYL. — *Eenheid en Tweeheid in de Nederlanden,* Lochem, 1946, bladz. 9.

Met Prof. Geyl en Prof. Van der Essen, herhalen we dat Groot-Nederlandse geschiedschrijving de enig mogelijke is (1). Men kan onmogelijk de geschiedenis van Noord en Zuid scheiden tot 1585, inname van Antwerpen door landvoogd Alexander Farnèse.

Daarna krijgt men de Zuidelijke Nederlanden, waarin Walen en Vlamingen meer en meer bewust werden dat ze tot één en hetzelfde volk behoren, totdat door hun wil in 1830, België ontstond.

(1) Van der ESSEN en G.-J. HOOGERWERFF. — *Le sentiment national dans les Pays-Bas,* Brussel, 1944, bladz. 10.

DE VORMING VAN DE BELGISCHE NATIE EN VAN DE BELGISCHE STAAT

EERSTE DEEL.

—

DE BELGISCHE NATIE

HOOFDSTUK I.

—

DE OORSPRONG DER BELGEN.

Op een grondgebied dat zich uitstrekte van de Seine en de Marne tot aan de Rijn woonden verschillende stammen waaronder de Morinen, de Menapiërs, de Nerviërs, de Eburonen, de Aduatieken, de Condrusiërs, e. a.

In de eerste eeuw vóór Christus vormden ze een menselijke groepering met zeer losse banden, maar nog geen staat. Ze bewoonden een derde deel van Gallië en waren zeer wel onderscheiden van de stammen, gevestigd in Aquitanië en Keltisch Gallië. Wat hen verenigde was hun taal en hun beschaving die dezelfde waren. Trouwens hun herkomst was dezelfde : zij kwamen allen van over de Rijn. De naam *Belgen* komt voort van *Bolgs,* een Keltisch volk dat in het IJzertijdperk over de Rijn trok ! Caesar schreef *Belgae* en Dion Cassius *Belgikoi.* Verschillende geleerden probeerden de naam uit te leggen. De Heer Tourneur beweert dat geen enkele uitleg voldoening schenkt en dat men er voorlopig een verwantschap kan in zien met een Keltische wortel die betekent « opblazen » (1).

Op het einde van de V^e^ eeuw vóór Christus vestigden de Germani zich in het Noorden. Dit waren eveneens Kelten. Strijd ontstond tussen dezen en de Belgae en Trevieren uit

(1) TOURNEUR. — *Les Belges avant César,* in collectie « Notre Passé », 3e reeks, n^r^ 1, jaar 1944, bladz. 33 en 43.

het Zuiden. Deze laatsten behaalden de overwinning. Niettemin werd aan de Germani toelating gegeven het O. te bewonen.

Vóór het einde der IIe eeuw vielen Germaanse stammen : Kimbren en Teutonen binnen. Ze trokken door ons grondgebied, maar lieten een achterhoede van 6.000 man achter.

Dezen overwonnen de Eburonen, de voornaamste stam der Germani, legden hun belasting op en installeerden er een bezettingspost, Aduatuca (Tongeren). Daar de overwinnaars door de overwonnenen opgeslorpt werden kregen ze een Keltische benaming, nl. Aduatuci of Aduatieken.

Bijgevolg waren volgens de taalgeleerden al de Belgische stammen Kelten, uitgenomen de Aduatieken die van Germaanse oorsprong waren (1).

't Viel Caesar niet moeilijk die loshangende stammen te verslaan. Hij begon met de Nerviërs in 57 vóór Christus te overwinnen aan de Sabis, wat volgens Arnould en Breuer de Selle betekent en niet de Samber. Toen na de nederlaag der Aduatieken Ambiorix en Cativolc, leiders der Eburonen een komplot smeedden met Indutiomar, chef der Trevieren, om de winterkampen der Romeinse legioenen te liquideren, en dit voor hen op een nederlaag eindigde, zou Caesar een strenge weerwraak nemen door de Eburonen uit te roeien. Om dat verwoest gebied opnieuw te bevolken deed hij beroep op Germaanse stammen nl. de Tongeren, die zich vermengden met de overlevende Eburonen en de Toxanders.

Eenmaal meester zouden de Romeinse soldaten, de kooplieden, missionarissen en kolonisten de Latijnse taal, een geordend landsbestuur, nieuwe nijverheden, handel en het Christendom invoeren, zodat de Belgen geromaniseerd werden.

Na lange tijd dus was de Mediterrane beschaving van het nabije Oosten, langs Phenicië, Griekenland en Rome om, in onze streken geraakt.

De Waalse taal, de Gallo-Romeinse opgravingen (urnen, dakpannen, vazen in terra sigillata nigra en rubra, enz.), de Romeinse villa's o.a. deze van Anthée, de oude Romeinse steden, Tongeren en Doornik, de tumuli of grafterpen zijn zovele levendige bewijzen van deze romanisatie in ons land.

(1) V. TOURNEUR. — Op. cit., bladz. 106-109.

Volgens Th. LUYKX, *Op den drempel der geschiedenis van het Vlaamsche Volk,* Basisreeks, n^{r} 22/22 a, Brussel, 1944, bladz. 22-23, waren de Morenen, Menapiërs en Nerviërs Kelten; de Eburonen, de Aduatieken en Condrusiërs Germanen.

HOOFDSTUK II.

DE VORMING VAN TWEE VOLKSGROEPEN.

We hebben reeds gezien dat Germaanse stammen onze streken bewoonden. Ook waren reeds verschillende gelukzoekers van over de Rijn gekomen, om hier hun geluk te beproeven.

Toen het Romeins Imperium begon te wankelen en zijn burgers nog alleen « brood en spelen » vroegen en soldaat zijn voor karwei aanzagen, deed men beroep op Germanen.

Onder hen, zullen alhier de Salische Franken de hoofdrol spelen. Zij bezetten reeds in 350 het land der Tungri en het N. van Taxandrië, in 358 werden ze door keizer Juliaan de Afvallige verslagen, maar kregen niettemin toelating zich in Taxandrië te vestigen.

De verdediging van de Rijn werd in de V^{e} eeuw prijsgegeven en de Romeinen trokken zich terug op de grote heirbaan Bavai-Tongeren-Maastricht-Keulen, die als verdedigingslijn werd ingericht. De meeste Gallo-Romeinen uit het Noorden evacueerden naar het Zuiden om zo in grotere veiligheid te verkeren. Toch zou die defensielinie niet lang stand houden, want de Romeinen waren verplicht hun troepen terug te trekken, daar voor hen de oorlog op een ander front ontketend was door het feit dat de West-Gothen in Italië waren. Het spreekt vanzelf dat de Germanen gebruik maakten van deze prachtgelegenheid om in 406 de definitieve aanval op het Romeins wereldrijk in te zetten en een groot gedeelte ervan te veroveren.

Ten tijde der eerste Merovingische koningen werd Doornik (met Tongeren de oudste stad van België) de hoofdstad. De expansiedrang van Chlodovech (= Clovis) verlegde het zwaartepunt van zijn rijk meer naar het Zuiden namelijk naar Parijs (1).

(1) Herinneren we hier terloops aan het feit dat Dr. Van de Vijver de chronologie van Clovis verbeterd heeft. Door zich te baseren op diplomatieke bronnen heeft hij bevonden dat de slag tegen de Alemannen plaats had niet in 496 maar wel in 506. Dit is van groot belang als we weten dat na deze overwinning Clovis en vele zijner volgelingen bekeerd werden. Bijgevolg had de kerstening der Franken tien jaar later plaats.

Door de plaatsnaamkunde weten we dat er drie kerngebieden van Frankische nederzettingen waren, namelijk ten Zuiden van de Schelde tussen de Zenne en de Leie, het tweede in het Westen tussen de Aa, de Opper-Leie en de monding van de Canche; het derde in het Oosten, tussen de Gete en de Maas. De twee eerste gebieden werden door de Salische Franken gekoloniseerd, het derde door de Ripuariërs.

Aan de kuststreek kreeg men een Saksische en Friese bezetting. Dit alles kan als basis dienen, om uit te leggen hoe hier te lande twee volksgroepen gevestigd waren.

Veel werd reeds geschreven over en nopens de taalgrens. Men had voorstanders van een statische kultuurgrens, van een welbepaalde lijn, alhoewel de grote Belgische geschiedschrijver Godfried Kurth een meer zuidwaartse inmenging van het Germaans taalelement toegaf.

Als bepalende factor nam hij het Kolenwoud aan, dat zich naar zijn mening horizontaal uitstrekte. Dit was niet het geval daar het sindsdien bewezen werd dat de ligging meer vertikaal was. Maar het Kolenwoud kon ten hoogste een belemmering zijn, maar geen hinderpaal. Des Marez legde de nadruk op de fortjes ten N. van de heirbaan Bavai-Keulen. Prof. H. Van Houtte hechtte belang aan de aardrijkskundige factor namelijk de heuvelreeks die Laag- en Midden-België scheidde. Nog andere theorieën verdedigden de statische grens totdat Franz Steinbach en Petri, twee Duitse geschiedkundigen, daartegen reageerden en een dynamische lijn voorstelden, bijgevolg een grens die elastisch was en zich uiteindelijk op een gegeven plaats heeft vastgelegd.

Petri beweerde dat de Frankische kolonisatie over onze gewesten heenspoelde om in Frankrijk zelfs de Loire te bereiken. De Middellandse zeekulturen en het Christendom waren oorzaak dat die kolonisatie achteruitgedrongen werd om zich eindelijk te stabiliseren op een « terugtochtlinie ».

Maar zoals terecht Dr Th. Luyckx, waaraan wij deze nota's ontlenen (*Op den drempel der Geschiedenis van het Vlaamse Volk,* reeks Basis, n^r^ 22/22*a*, Brussel 1944, bladz. 25-53) schrijft : « Hoe is het mogelijk dat in een tijdsverloop van drie eeuwen (500-800) een dusdanig verlies aan bodem voor de Germaansche taalgroep in het Westen kon geschieden... een terugtrekken van aan de Loire tot aan de huidige taalgrens ?... Zeker wonnen onze gewesten aan betekenis ten tijde van het Karolingisch rijk, dat zijn kernland meer noordwaarts heeft verschoven, doch men zal toch een oorzaak

moeten zoeken voor het feit dat de Karolingers het romanisatieproces hebben kunnen stopzetten juist aan de nu bestaande taalgrens » (1).

Ook waren de toponymisten ten zeerste tegen Petri gekant, om wille van verschillende onnauwkeurigheden. Niettemin, heeft Petri bewezen dat de kolonisatie tot ver in het Zuiden is doorgedrongen. Voor het ogenblik wil men Kurth-Petri verzoenen. Zeker is het dat een minimum van Gallo-Romeinen in het N. door een meerderheid van Germanen opgeslorpt werden, terwijl in het Z. het tegenovergestelde geschiedde. Ongetwijfeld heeft de heirbaan als scheidingslijn invloed uitgeoefend.

In het Oosten worden Duitse dialecten gesproken, hetgeen te verklaren valt door het feit dat de Ripuariërs in het Oosten nabij de Maas vertoefden en in het Z. hun mars enigszins belemmerd zagen door het massief der Ardennen.

(1) LUYCKX : Op. cit., bladz. 56.

HOOFDSTUK III.

—

FILIPS DE GOEDE : « CONDITOR BELGII ».

Na de Merovingers kreeg men de Karolingers. De meest belangrijke vertegenwoordiger daarvan was Karel de Grote, niet zozeer omwille van zijn talrijke oorlogen, dan wel om reden van de Karolingische Renaissance, die toch een versmelting, een synthese van de Romeinse beschaving en de Germaanse geest was.

Toen na de dood van zijn zoon, Lodewijk de Vrome, door het verdrag van Verdun (843) het Karolingisch rijk verdeeld werd, legde men de eerste steen van onze nationale geschiedenis. West-, Midden-, Oost-Frankenrijk ontstonden. Na de dood van Lotharius I werd Midden-Frankenrijk verdeeld in Provence met Burgondië, Lotharingen, Italië. Na Lotharius II, werd Lotharingen betwist tussen West en Oost. De Schelde, die in ons land een grens vormde en dit min of meer zou blijven tot ongeveer in 1526 (Verdrag van Madrid) werd als grens momenteel gewijzigd door het Verdrag van Meersen (870), waardoor de Beneden-Maas en Ourthe de grenzen vormden. Hier ligt bijgevolg het ontstaan van de Westerse kwestie, van de drang van Frankrijk tot aan de natuurlijke grens te reiken, van de eeuwenoude vijandschap tussen Frankrijk en Duitsland. En het grootste gedeelte van ons land was de inzet ! Na de slag bij Andernach op de Rijn ging het deel ten Oosten van de Schelde over naar Duitsland, zodat Lotherrijk, ontstaan uit Lotharingen, een leenstaat werd van het H. Roomse Rijk en het grootste deel van Vlaanderen aan Frankrijk behoorde.

En reeds vroeg zien we Waalse en Vlaamse vorstendommen samenkomen. Door het huwelijk van de laatste vertegenwoordiger van Boudewijn van Vlaanderen met Richildis van Henegouwen werd voor een tijdje Vlaanderen met Henegouwen verenigd.

Gwyde van Dampierre huwde de tweede maal met Isabella van Namen, waardoor hij het graafschap Namen verkreeg. Hij kocht het in 1263. In de slag der Gulden Sporen trouwens, waren Naamse ambachten van de partij.

Foto Prentenkabinet.

FILIPS DE GOEDE. — Gravure door Louis Calamatta.

Foto Prentenkabinet

KAREL DE VIJFDE. — Gravure door Louis Calamatta.

Later, in de XIVe eeuw zou Jacob van Artevelde een akkoord sluiten met Brabant en Henegouwen, dat vooral economisch bedoeld was, daar het vrijhandel in de hand werkte. Wel werd het politisch gebouwd, daar het zelfs een gemeenschappelijke munt en scheidsrechterlijke beslechting van alle geschillen voorzag (1).

Wat Brabant betreft, hier konden de afstammelingen der Lotharingische rebellen de hand leggen op twee steunpunten namelijk Leuven en Bergen. Later, in 1288 zal Brabant, in zijn strijd tegen Gelderland, door de slag van Woeringen, het hertogdom Limburg veroveren (2).

In 1263 had de hertog van Brabant met de prinsbisschop van Luik een akkoord gesloten van onderlinge steun en bijstand, uitgenomen tegen de Keizer en de graaf van Vlaanderen.

Het graafschap Loon, dat ongeveer overeen komt met de huidige provincie Limburg en lange tijd een balanspolitiek vervuld had ten overstaan van twee machtige naburen, namelijk Brabant en Luik, werd in 1361 met Luik verenigd. Ondanks die inlijving behield het graafschap zijn eigen gewoonten en gebruiken. Het prinsbisdom zelf genoot een practische onafhankelijkheid gedurende verschillende eeuwen.

Langzamerhand zouden die verschillende vorstendommen samengebundeld worden, voornamelijk onder de Burgondische hertogen. Door het huwelijk van Margareta van Maele met Filips de Stoute, hertog van Burgondië, werden Vlaanderen, Artois, Franche Comté en Burgondië één. Zijn huwelijkspolitiek lag aan de basis van de latere annexatie van Henegouwen, Holland, Zeeland en Friesland. Brabant en Limburg, die door de Blijde Intrede (1356), voorloopster van onze grondwet, onafscheidbaar waren geworden, vielen zijn jongste zoon Antoon van Burgondië te beurt (3).

Onder Filips de Goede werden door erfenissen diplomatie en geweld, Namen, Henegouwen, Holland, Zeeland, Friesland, Brabant, Limburg, Luxemburg aangehecht. Justus Lip-

(1) P. ROGGHE. — *Vlaanderen en het zevenjarig beleid van Jacob van Artevelde (1338-1345)* 2 dln., Brussel z-j, Dl. I, bladz. 32.

(2) Het hertogdom Limburg strekte zich uit in het O. van 't land en bevatte o.a. de huidige streek Limburg, verder Dalhem, Valkenburg, Rolduc, enz.

(3) Prof. Dr. F. Quicke duidt in een prachtig werk aan dat Graaf Lodewijk van Maele reeds de grondlegger was van de Burgondische Staat. *(F. QUICKE, Les Pays-Bas à la veille de l'unification bourguignonne (1356-1384),* Brussel, 1947.

sius mocht hem dan ook terecht « Conditor Belgiï » noemen. Tevens wilde hij er een sterk nationaal blok van maken, maar botste op eeuwenoude gewoonten, keuren en vrijheden. Zijn politiek van centralisatie richtte een *Persoonlijke Unie* in. Van juridisch standpunt was de enige band die de verschillende vorstendommen bond, de gemeenschap van de prins (1).

Karel de Stoute zou verder gaan dan zijn vader : de stedelijke zelfstandigheid gaf hij aan zijn vorstelijke willekeur prijs. Zelfs de overleveringen werden door hem geenszins geëerbiedigd. John Bartier schrijft het zo raak in zijn boek : *Charles le Téméraire,* bladzijde 273 : « Un orgueil impulsif et batailleur domine le Téméraire, fausse son caractère et annihile ses plus belles vertus » (2).

In dezelfde lijn van centralisatie ging Maria van Burgondië verder. In 1477, gaf zij haar Groot-Privilegie uit, dat volgens Pirenne de eerste gemeenschappelijke keure der Nederlanden was en best kan vergeleken worden met de « Magna Charta ». Het Groot Privilegie dat de kleine hertogelijke raden afschafte evenals het gehate Parlement van Mechelen, werd niet afgedwongen zoals altijd beweerd werd. Maria van Bourgondië gaf dit in een laatste vorstelijke zitting toe na overlegging met haar oom, Lodewijk van Bourbon, bisschop van Luik, en haar neef, Adolf van Kleef. Dit charter betekende geen decentralisatie, wel een nadere Unie van de landen. Alle erkenden ze zich als leden van een gemeenschappelijk vaderland. Ze dachten voor de eerste maal « Nederlands », « Belgisch », of « Burgondisch » en in die zin werkten ze centraliserend. Bij het Groot-Privilegie kwamen de standen samen, wikten en wogen en kondigden algemene statuten af waaraan allen, solidair zich zullen onderwerpen. Bijgevolg kon men hier spreken van één geest, één volk dat reeds samenhorig denkt en voelt (3).

---

(1) Zie hierover : P. BONENFANT, *Philippe le Bon,* in collectie « Notre Passé », reeks 2, nr 4, Brussel, 1943.

(2) J. BARTIER. — *Charles le Téméraire,* Brussel, 1944, bladz. 273

(3) P. VAN USSEL. — *Maria van Burgondië,* Brugge, 1944. bladz. 60-61.

HOOFDSTUK IV.

DE STICHTING DER NEDERLANDEN.

Van het grootste belang voor onze nationale geschiedenis, is wel het wegvallen van de Schelde als grens. Na het verdrag van Madrid (1526) moet Keizer Karel V wat Vlaanderen en Artois betreft, geen leenmanshulde meer bewijzen aan zijn aartsvijand Frans I, koning van Frankrijk.

De Pragmatieke Sanctie (1549) was het uiteindelijk resultaat van een politieke evolutie, namelijk de eenmaking der XVII Nederlandse provincies. Economische vrijheid en centralisatie stonden nu op het voorplan.

Onder Philips II, die voor alles Spanjaard was, en van uit het Escuriaal zijn orders gaf, ontwaakte meer en meer het nationaal gevoelen in een weerstand tegen de koning, al dient gezegd met Berkelbach van der Sprenkel dat de strijd tegen het regime van Philips II, oorspronkelijk een opstand was van een aantal ontevreden revolutionnairen tegen het overgeleverde gezag. Philips II was immers de wettige vorst (1).

Ook kunnen we de zoon van Karel V bezwaarlijk een tyran, een absolutist noemen. Voor hem stond het welzijn van de onderdanen hoger dan de willekeur en de grillen van de souverein. Zijn bevoegdheden werden trouwens nog begrensd en beperkt door allerhande voorrechten van steden en gewesten. Hij moest immers met de Cortes rekening houden. Al wilde hij met onbeperkte macht heersen, toch legden hem zijn geweten en allerhande practische moeilijkheden zelf beperkingen op (2).

Over de oorzaken, het karakter en de vorm van de afscheuring van Noord en Zuid is reeds veel geschreven geweest. Eminente Noord-Nederlandse historici zoals Japikse, Gosses,

(1) J.-W. BERKELBACH van der SPRENKEL. — *Oranje en de Vestiging van de Nederlandse Staat,* Amsterdam, 1946, bladz. 9.

(2) Zie hierover meer in het prachtig werk van L. PFANDL : *Philipp II von Spanien,* Munchen, vertaald door Firm. MORTIER, Antwerpen, 1944.

Geyl, Enno van Gelder, Van Schelven en anderen houden er allerlei meningen op na. Prof. Van der Essen, die zelf gedurende jaren de XVIe eeuw bestudeerde en een standaardwerk over Alexander Farnèse schreef, beweert dat er reeds symptomen van verdeeldheid en particularisme zichtbaar waren onder de regering van Karel V. Het is dit eng nationalisme dat aanleiding gaf tot oppositie (1).

En toch werden onze bewoners in de tweede helft der XVIe eeuw in het buitenland genoemd : « Fiamingi »; in 't latijn « Flandri » of « Belgae ». De term « Fiamingi » was algemeen in gebruik en men bedoelde daarmee zowel de Walen als de Vlamingen. Zo onder andere treft men teksten aan waarin men leest : « Giovanni, Desiderio, fiamingo di Namur » ... « Pietro Lombard, walone fiamingo d'Aras » ... De gedachte van een gemeenschappelijk vaderland was reeds fel ontwikkeld in Noord en Zuid. Dit zou blijven tot in 1625. Na 1635 en vooral na 1650 zal men dat bewustzijn nog sporadisch aantreffen (2).

Laten we nu in enkele woorden nagaan hoe het levenswerk van Karel V, namelijk de XVII Provincies, uiteenviel.

De grote overtredingen der Gentse Pacificatie werden door de Calvinistische expansie te Gent, Haarlem, Amsterdam en andere steden veroorzaakt. Dan vielen de schellen van Oranje's ogen en weldra zag hij in dat zijn eigen laks optreden oorzaak kon worden van zijn val. Het scheen hem klaar voor ogen dat dit Calvinistisch particularisme en zelfs terrorisme een gevaarlijke handicap voor de nationale zaak vertegenwoordigde.

Hij wilde een dam opwerpen tegen dit onheilspellend gevaar en met overeenkomst van de Raad van State, besloot hij de elastische artikels in de Pacificatie een weinig ten voordele der Calvinisten te verbreden. De 9 Juni diende hij samen met de Raad, een voorstel van religievrede in. Deze wilde er echter niet van horen en wilde bij de Pacificatie blijven, uit schrik voor een machtsuitbreiding der gereformeerden.

---

(1) Van der ESSEN en G.-J. HOOGEWERFF. — *Le Sentiment National dans les Pays-Bas*, Brussel, 1944 bladz. 34-35.

G. MALENGREAU. — *L'esprit particulariste et la Révolution des Pays-Bas au XVIe siècle*, Leuven, 1936.

(2) L. Van der ESSEN en G.-J. HOOGEWERFF. Op cit., bladz. 40.

In April hadden zij de Calvinistische godsdienst nog door een plakkaat uitgeroepen als zijnde de verbreker en verstoorder der openbare orde. Ook zouden de overtreders der Gentse Bevrediging streng gestraft worden. Het plakkaat werd niettemin nergens nageleefd.

Volgens Oranje was de gewetensvrijheid de enige voorwaarde voor een hechte vrede. Het Gents fanatisme ontnam hem alle hoop en alle illusie op een vergelijk. Dit begon zelfs nu een Calvinistische expansie in Vlaanderen op touw te stellen.

Nadat het reeds enkele Vlaamse steden ingenomen had verscheen op 5 Juni een compagnie voetvolk te Ronse. Ondanks de gedurige protesten van Frederik Perrenot, heer van Champagney, en de magistraat, stelden zij er een komiteit van achttien man op (1). Volgens de Gentenaars werden de achttien man met de algehele toestemming van het volk verkozen.

De 7 Juli 1578 zonden de protestanten een tweede smeekschrift naar Mathias, waarin zij hem *per fas et ne fas* wilden overtuigen nopens hun goede inzichten en bedoelingen. Zij stelden zelfs voor dat enkelen van de stedelijke overheden verslag over de overtredingen zouden indienen. Dit request werd, met de toestemming der nationale synode van Dordrecht (2-18 Juni 1578) onder voorzitterschap van Datheen en Oranje, verstuurd.

Het wilde de twisten vermijden en de eendracht weer herstellen, wat best door de godsdienstvrede kon geschieden. De Staten bleven echter uitstellen.

Begin Juli werd andermaal een request voorgesteld. Het werd de 12 Juli door de Raad van State in de Staten Generaal voorgelezen, welke besloten het ontwerp naar ieder gewest afzonderlijk te zenden. Er werd onder andere in bepaald dat de openbare godsdienstvrijheid in Holland, Zeeland en elders zou toegelaten worden, mits in een grote gemeente honderd gezinnen en in een kleine de meerderheid het vroeg. Volgens Gorris gold een dergelijke bepaling ten opzichte der katholieken in Holland en Zeeland niet. Allerhande gissingen nopens de opsteller dier twee rekwesten deden de ronde. Volgens de enen was het Mornay, heer van Plessin (Hugenoot), volgens de anderen Villiers, gelijkgezinde hofprediker, ofwel Marnix.

(1) Frederik Perrenot, heer van Champagney, was de broeder van Kardinaal Granvelle. Mijn onuitgegeven doctoraatsverhandeling behandelde deze geschiedkundige figuur.

Toen het aan de provinciën werd voorgelegd vielen Henegouwen en Doornik er heftig tegen uit en beweerden dat de hervormden zich tot hun eigen gewesten moesten beperken.

De Staten van Henegouwen verklaarden in een brief van 18 Juli aan de Staten en steden van Artois, Rijsel, Douai en Orchies, enz., dat zij alles voor hun geloof veil hadden.

Waals Vlaanderen, Utrecht, Gelderland, Artois weigerden ook.

Vlaanderen zou afwachten wat de anderen deden. Holland, Zeeland hadden liever geen algemene godsdienstvrijheid in hunne streken, Brabant ook voelde weinig neiging daartoe.

Daardoor was de godsdienstvrede een doodgeboren lam. Oranje liet echter de moed niet zinken. De godsdienstvrijheid was slechts zijn enige reddingsgordel. Hij diende dan ook de 22 Juli een ontwerp in, waarin hij met aandrang vroeg dat men de religionsfried zou toestaan. Alzo zou men tweedracht en bloedvergieten vermijden.

Dat stuk meldde ondere andere dat Don Juan de Pacificatie had verbroken en de oorlog had vernieuwd, en dat « soo wij (de Nederlandse gewesten) niet komen in een naerder ende stercker verbondt, onverbrekelijck accoordt ende vereeninge sonderlinge uit stuck van de Religie, de vrede voor goed verbroken sal sijn ».

De Raad van State en Mathias zonden de 24 Juli brieven naar de gereformeerden, waarin zij beweerden niet gemachtigd te zijn over de religiekwestie te beslissen, en dat zij het bijgevolg aan ieder provincie zouden overlaten. De Staten drongen bij de vier leden van Vlaanderen aan, dat zij een besluit over de religievrede zouden vellen.

De Magistraat van Brugge zou het request dan aanvaarden en zou op nadrukkelijke aanvraag der gereformeerden hun een overdekte plaats, namelijk de grote zaal van 't Prinsenhof geven. Zij maanden hen aan in stilte hun oefeningen te volbrengen en de katholieke godsdienst met vrêe te laten.

In Gent, Amsterdam, enz., daarentegen bekommerden de ijverige predikanten zich om de staatkunde van de prins niet. Alzo werden de bepalingen van de Pacificatie met de voeten getreden. De geestelijken van Antwerpen reageerden onmiddellijk op het dreigend gevaar, en zonden een request in dat de handhaving van de oude godsdienst en verwerping van de nieuwe vroeg.

Om de katholieken niet te zeer te verbitteren moest men voorzichtig en steelsgewijze te werk gaan. Mathias, de Raad

van State en de Staten van Brabant, vaardigden de 29 Augustus 1578 een voorlopige ordonnantie uit in zake godsdienstvrede voor wat Antwerpen betrof.

In vijf particuliere plaatsen mochten de gereformeerden prediken, zingen en diensten uitoefenen. Zij moesten niettemin de anderen met rust laten en de openbare vrede niet storen. De katholieken die de scepter zwaaiden in de Waalse gewesten, in Groningen, Gelderland en Utrecht bemerkten dadelijk de listige zet. Nu immers zou de ketterij gluiperig binnensluipen en naderhand het roer in handen nemen.

De religievrede die in de Ommelanden, te Leeuwarden en op de andere plaatsen werd aangegaan vond in 't algemeen geen toegang. De staten van Henegouwen vielen er heftig tegen uit. Atrecht, Namen, Utrecht, Gelderland, Holland en Zeeland, wilden er niet van horen.

De Malcontenten, ter oorzake van de overdreven buitensporigheden der Gentenaars afgescheiden, wilden in October 1578, onder leiding van Lalaing, tot Mathias toetreden als de Gentenaars tot gehoorzaamheid gebracht werden. Maar de Gentenaars bleven halsstarrig (1).

Nu zal enerzijds de Unie van Atrecht gevormd worden, Unie die de Waalse provincies groepeerde. Daar tegenover kreeg men het blok dat trouw bleef aan Willem de Zwijger en de Unie van Utrecht vormde. Farnèse, lukte er zelfs in de troepen der Malcontenten voor zich te winnen.

Na allerhande militaire operaties ondernomen door Alexander Farnèse namen de Gentenaars de 17 September 1584 de voorwaarden van overgave aan. De Prins van Parma schonk hun vergiffenis en herstelde hun oude voorrechten. Vervolgens zou Farnèse Antwerpen, haard van de hervormde godsdienst, cosmopolitisch centrum en steunpunt bij uitstek, innemen. En herhalen we met Prof. Van der Essen : « Grâce à Alexandre Farnèse, le 17 août 1585, toutes les conditions sont réalisées pour que naissent " les Pays-Bas catholiques " prédécesseurs de la Belgique de plus tard. Cette date faditique marque la séparation de fait des dix-sept provinces de Charles-Quint en un bloc catholique, de nouveau soumis au Roi d'Espagne et que gouverneront bientôt les archiducs Albert et Isabelle, et un bloc où le calvinisme sera la religion de l'Etat, une république, qui va désormais libre de tous liens, vers ses nouvelles destinées » (2).

(1) G. RENSON. — *Frederik Perrenot, heer van Champagney (1574-1584).*

(2) L. Van der ESSEN. — *Alexandre Farnèse et les origines de la Belgique moderne 1545-1592,* Brussel, 1942, bladz. 78.

HOOFDSTUK V.

—

DE ZUIDELIJKE NEDERLANDEN (1585-1830)

Van de scheiding tussen Noord en Zuid af zal het onderscheid tussen beide staten steeds groter worden. Het verschil, dat men langzamerhand zal opmerken was bijgevolg een resultante en geen oorzaak. Een van deze staten zou een onverbiddelijke economische oorlog voeren tegen de broederstaat en van deze laatste gebruik maken als een barreel tegen Frankrijk. Ene staat had geruime tijd een republikeins regiem terwijl ons land een monarchistisch en absolutistisch bewind kende. Op gebied van taal waren de Verenigde Provincies éénvormig terwijl de Zuidelijke Nederlanden tweetalig waren (1).

En toch, ondanks de militaire scheiding bleven nog vele inwoners Noord en Zuid aanzien als het gemeenschappelijk vaderland. Zelfs onze aardrijkskundigen en cartografen noemden de XVII Provincies tot in 1652 hun vaderland. Zelfs waren er toen politiekers die de Waalse provincies bij Frankrijk en de Vlaamse bij de Verenigde Provincies wilden annexeren. Stilaan vernieuwen evenwel onze voorouders een nationaliteitsgevoelen dat nochtans ondergeschikt was aan hun particularisme dat in de XVIe eeuw nog zo scherp op de voorgrond getreden was. De Zuidelijke Nederlanden hielden niet veel van een vereniging met het Noorden daar ze schrik hadden van de Staatsen. Het Protestants karakter van de staatkunde der republiek was er grotendeels schuld van. Maurits Sabbe in zijn studie : *Brabant in 't verweer* gaf een schat van Zuid-Nederlandse liederen, waarin schimp en smaaddichten tegen onze Noorderburen voortkwamen.

Zelfs Prof. Geyl schreef : « Die liederen bewijzen (en daaraan kon men trouwens ook vóór Sabbe's publicaties

(1) L. Van der ESSEN en G.-J. HOOGEWERFF. — *Le Sentiment National dans les Pays-Bas,* bladz. 41.

H. VAN HOUTTE. — *La conception grande-néerlandaise de notre histoire nationale,* in « Bulletin de l'Académie Royale de Belgique », Classe des lettres, 1937, bladz. 462 en volgende.

bezwaarlijk twijfelen) dat het Protestants-Noord-Nederlands patriotisme, waarvan wij zoeven uitingen vernamen, in het Zuiden een tegenhanger had » (1). Dat er nog waren die een Nederlandse eenheid voorstonden, was heel logisch. Daarvoor was de scheiding nog niet lang genoeg voorbij; dat er particularisme bestond, dit was normaal ! Waren de XVI[e] eeuw en de XVII[e] eeuw geen eeuwen van individualisme ? Maar het feit staat vast : het nationaliteitsgevoel en ik zou durven zeggen het Belgisch nationaliteitsgevoel lag te sluimeren en wachtte nog alleen op de prikkel om in volle daglicht te komen. De volgende oorlogen die geleverd werden en eindigden met het Barrière-tractaat (1715) zouden de wrevel tegen het Noorden nog meer aanwakkeren.

« *All' ons schoon en rijcke steden*
Zijn al zieck of overleden.
Op de kaey daar groyt het gras
Die voortijds te kleyne was
Om het volck te kunnen leyden
Siet de straten groen als weyden
Zij zijn doodt zonder ghetier.
Sonder volck en zonder zwier » (2).

Bij de bespreking nopens de Oostendse Compagnie bewezen Engelsen en Hollanders genoeg dat zij de handel der Zuidelijke Nederlanden wilden fnuiken. Ze miskenden eenvoudig de verbintenissen gesloten te Antwerpen in 1715 en hernieuwd te Wenen in 1731. Om zuiver dynastische redenen stond keizer Karel VI de afschaffing van de Oostendse Compagnie (2) toe. Hij wilde immers de Pragmatieke Sanctie doen goedkeuren, waardoor hij de Dispositie van Leopold veranderde om alzo zijn dochter Maria Theresia op de troon te brengen.

Het moet dan ook geenszins verwonderen dat de inwoners der Zuidelijke Nederlanden uiting gaven aan hun grote tevre-

(1) P. GEYL. — *Eenheid en Tweeheid in de Nederlanden*, bladz. 161-162.

(2) L. Van der ESSEN en G.-J. HOOGEWERFF. — Op. cit. bladz. 52.

M. SABBE. — *Klaaggedichten over het Barrièretractaat,* in « Verslagen en mededeelingen der Koninklijke Vlaamsche Academie », Jan. 1934, bladz. 9 en volgende.

(3) M. HUISMAN. — *La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI. — La Campagne d'Ostende,* Brussel, 1902, bladz. 525.

denheid toen de Engelsen en de Hollanders (hun garnizoenen) door de Fransen verjaagd werden. Werd er immers niet gezongen :

« *Laat ons gebenedijden*
Den Godt van 't hemelrijck
Die ons hier komt bevrijden
Door koning Lodewijck
Van 't Coutermans Godemn
En ook van Jantje Kaes
Roept nu met luyder stem :
Lowis, die is de baas ! » (1).

Maria Theresia regeerde toen ons land. Behalve de jaren 1744-1748 was haar bewind een tijd van orde et welvaart. Haar gouverneur Karel van Lorreinen die Brussel tot een prachtige stad uitbouwde was dan hier ook graag gezien.

Zij evenmin als hun voorgangers lukten er in een ware centrale macht te organiseren. De vorsten bleven nog altijd zoals ten tijde der Bourgondiërs, hertog van Brabant en Limburg, graaf van Vlaanderen, enz. Het was nog maar altijd een persoonlijke Unie. Bijgevolg was er nog volstrekt geen spraak van een geünifieerde staat (2). De Drie collaterale Raden die Karel V in 't leven geroepen had en Karel VI door een Raad van State had vervangen om alzo meer en meer te centraliseren werden opnieuw in 't leven geroepen. In het Secretariaat van Staat van Oorlog, dat belast was met het opstellen en opzenden van alle officiële stukken, zetelden hoge functionnarissen. Schouteden — Wéry zegt het heel juist : « Par l'action de hauts fonctionnaires, bien établis dans un pays devenu le leur, et auquel ils se dévouaient tout en servant les visées de Vienne, un lent travail se poursuivit, travail d'unification et de concentration administratives qui eut à vaincre notre particularisme excessif, mais travail de dégragation aussi contre nos coutumes, nos institutions civiles et ecclésiastiques » (3).

Wat Maria Theresia met zachtheid had willen verkrijgen zou Jozef II nu met geweld opdringen. De systematische cen-

---

(1) L. Van der ESSEN en HOOGEWERFF. — Op. cit. bladz. 53.
M. SABBE. — *Vreugdezangen bij het tijdelijk verdrijven der Barrièregarnizoenen in 1745*, in « Verslag en mededeeling van de Kon. Vl. Academie », 1934, bladz. 241 en volgende.

Godemn : vloek van de Engelse Generaal Cumberland. Jantje Kaas : Hollanders.

(2) J. SCHOUTEDEN-WERY. — *Charles de Lorraine et son temps*, Brussel, 1943, bladz. 194.

(3) Id...id., bladz. 200.

tralisatie, de burgerlijke en geestelijke hervorming lokten de Brabantse omwenteling uit. De Belgen hadden vooral hun inspiratie gevonden in de Amerikaanse vrijheidsoorlog. Luister maar eens naar de politieke dichten en spotschriften :

« *Puis, il est plus que temps, cet état léthargique.*
Né libre, crains les fers, imite l'Amérique. »

Een ander :

« *Je vous invite sans miséricorde*
Pauvres Belgiques,
l'Empereur tyrannique,
Suivons l'Amérique. »

Nog een ander :

« *Peuple Belgique*
Cour tyrannique
Faisons comme l'Amérique. »

Toen de Staten Generaal te Brussel vergaderden en een confederatie van Provincies wilden stichten volgden zij het voorbeeld van Amerika na.

« Les Etats de Brabant sont décidés à ne pas admettre chez eux l'autorité stadhoudérienne, mais à chercher en suivant l'exemple des Etats-Unis de l'Amérique, le point de l'Union, qui doit faire la force et l'essence d'une république fédérative dans l'autorité d'une assemblée fédérale, combinée avec l'indépendance de chaque Etat, de façon que, sans être subordonnés les uns aux autres, tous jouissent, dans un degré justement proportionné, des droits communs de la Confédération souveraine » (1).

Vonck wilde de onafhankelijkheid zonder buitenlandse hulp, terwijl Van der Noot beroep wilde doen op Engeland, Holland, Pruisen. Op deze laatste weg wilde men echter niet ingaan. Drie jaar later rukten de Franse sansculotten binnen. De grote Franse generaal Dumouriez wilde reeds een onafhankelijke Belgische republiek stichten daar het Frankrijk en de Europese vrede zou dienen. Hij voorzag reeds de vereniging van 't Prinsbisdom Luik en der tien Belgische provincies en een neutraliteitsregime in de geest zelf van de toekomstige conferentie van London, een en veertig jaar later (2).

De Franse gedachte was in Henegouwen, Vlaanderen, Namen en 't Doornikse diep doorgedrongen. In Brabant echter was men radikaal tegen iedere hervorming. In 't prins-

(1) L. Van der ESSEN. — *Pour mieux comprendre notre histoire nationale,* Brussel, 3 J., bladz. 175-178.

(2) S. TASSIER. — *Histoire de la Belgique sous l'occupation française en 1792 et 1793,* Brussel, 1934, bladz. 36-37.

bisdom Luik was omtrent gans de bevolking voor een totale ommekeer en ineenstorting van het Oud regime. Dumouriez poogde dan in contact te komen met de Brabantse conservatoren om het radicalisme van de groep : « De Verenigde Belgen en Luikenaars » te matigen.

Evenals in 1789 mislukte die drang naar onafhankelijkheid door de onverschilligheid der vreemde mogendheden evenals door de strijd onder de partijen.

Allerhande maatregelen op godsdienstig gebied en de *wet op de militaire circonscriptie* (Juli 1798), die alle ongehuwden van 20 tot 25 jaar onder de wapens riep lokten de weerstand uit, georganiseerd door de boeren van Vlaanderen, de Kempen, Brabant en Luxemburg. Onze heldhaftige boeren bezweken na heroïsche strijd. Zij hadden gestreden tegen de overweldiger voor « Outer en haard ». En stelselmatig werd de verfransing doorgezet. Het Nederlands werd uit het bestuur geweerd. Invloedrijke families werden uitgenodigd om zich in Parijs te gaan vestigen, kinderen werden uitgenodigd om in Frankrijk te gaan studeren. De naam van ons land werd nu veranderd in België. Niettegenstaande het feit dat de instellingen hervormd werden bleef het nationaal gevoelen in ons land sterk. De ondergrondse weerstand organiseerde zich tegen het absolutisme van Napoleon. De « Patriotten » of « de Kozakken van het binnenland » rekenden op de steun van Engeland.

Door het Wenercongres werden België en de Nederlanden verenigd *for a European object*. Een toestand werd herschapen, die bij voorbaat gedoemd was tot mislukking.

Driehonderd en dertig jaren immers lagen er tussen, ieder land was zijn eigen weg gegaan, had een eigen geschiedenis gekend, die gekenmerkt geweest was door de economische oppositie van het Noorden tegen het Zuiden. Voegen we daarbij nog het diep godsdienstig verschil en we stonden voor een kloof die moeilijk kon overbrugd worden. Zeker heeft men momenteel een innige economische en culturele samenwerking. Dat is maar logisch en juist, maar een periode van honderde jaren ongedaan maken is een ander probleem !

Er waren grieven tegen de autocratische en onbehendige regering van Willem I, al moet eerlijk bekend worden dat Willem I gebonden was door de Staten, die door het bijeenvoegen van Noord en Zuid een grove fout begaan hadden. Was de hereniging van Noord en Zuid niet een politieke domheid zoals er door het Wenercongres en andere verdragen

iedermaal begaan werden ? Te weinig helaas, wordt er rekening gehouden met het begrip « Natie » en te veel met het begrip « Staat » ! (1).

Na het spelen van de « Muette de Portici » greep er een volksoploop plaats die nogal rap luwde. Maar ophitsingen vanwege volksmenners zouden vrijwilligers doen samenstromen die de strijd moesten aanbinden tegen de Nederlandse troepen. Vlamingen en Walen werden aan de poorten van Brussel opgesteld. De patriotten behaalden voordeel. Frederik van Oranje, die de stad niet wilde vernielen, bleef drie dagen rustig.

De politiekers die naar Frankrijk gevlucht waren kwamen terug en vestigen zich in het Stadhuis.

De strijd herbegon en toen de Orangistische troepen in het park beschoten werden liet prins Frederik het kanon bulderen.

Dan eerst voegde de burgerij zich bij de vrijwilligers, vooral toen gezegd werd dat de huizen door de Hollanders zouden geplunderd worden.

De 26 September, 's nachts gaf de prins zijn soldaten bevel achteruit te trekken en de volgende dag waren de patriotten niet weinig verwonderd het park ledig te vinden. Honderd vijf en twintig lijken werden er gevonden, 2.000 gekwetsten zouden meegevoerd zijn. De patriotten telden 450 doden en 1.300 gekwetsten.

Zoals Prof. Van der Essen terecht zegt waren deze nederige strijders de ware grondleggers van een onafhankelijk België (2). Weinige toenmaalse helden zijn nu nog gekend. Louis Leconte heeft er verschillende onder hen behandeld in zijn boek met veelbetekenende titel : *Les Ephémères de la Révolution de 1830,* Brussel, 1945. Terecht schrijft hij : « Il est vrai et c'est un axiome historique que les ouvriers des aubes révolutionnaires sont écartés dès le retour au calme. Dès que le char de l'Etat est remis dans l'ornière, les services de ces braves sont systématiquement amoindris et tel, qui avait été applaudi chaudement lorsqu'il fallait de l'audace, lorsqu'il fallait des téméraires meneurs pour conduire la " Sainte Canaille " à l'immortalité et courir les risques du ressentiment

---

(1) Zie daarover meer in *Guillaume Ier et la Belgique,* Brussel, 1945. door Yves SCHMITZ.

Wij zelf schreven er een artikel over nl. « De Waarheid nopens het bewind van Willem I (1815-1830) » in de *Tijdspiegel,* Jg II, Afl. 7, Juli-Augustus 1947.

(2) L. Van der ESSEN. — *Pour mieux comprendre notre histoire nationale,* bladz. 208-211.

gouvernemental, tel se voit méprisé après les succès par ceux-là même qui le couvraient d'éloges quand l'horizon était sombre et qu'il fallait pourtant marcher » (1).

Don Juan van Haelen, Ernest Grégoire, Mellinet, Parent, de burggraaf de Culhat, Larivière, generaal Miellon en anderen.

Na de Septemberdagen overmeesterden patriotten uit Vlaanderen en Wallonië de garnizoenen en in October 1830 werd de stad Antwerpen ingenomen.

Een tiental dagen na de roemvolle feiten van 24, 25 en 26 September werd er een voorlopige regering gevormd die volgend decreet uitgaf.

« 1° De Belgische Provincies, met geweld afgerukt van Holland zullen een onafhankelijke Staat vormen.

» 2° Een centraal comité zal zich zo rap mogelijk bezighouden met een project tot grondwet.

» 3° Een nationaal congres zal bijeengeroepen worden. Het zal de grondwet behandelen en na bespreking wijziging en goedkeuring doen uitvoeren in gans België » (2).

Nu eerst, zoveel jaren na het ontluiken van het Belgisch nationaliteitsgevoel werd de Belgische Staat in 't leven geroepen door de wil van het volk zelf.

---

(1) L. LECONTE. — *Les Ephémères et la Révolution de 1830,* Brussel, 1945, bladz. 12.

(2) L. de LICHTERVELDE. — *Le Congrès National,* in verzameling « Notre Passé », reeks 4, nr 3, Brussel, 1945, bladz. 9.

TWEEDE DEEL.

—

DE BELGISCHE STAAT

HOOFDSTUK EEN.

—

HET NATIONAAL CONGRES.

De 11 October 1830 besliste het Voorlopig Bewind dat het Nationaal Congres zou samengesteld zijn uit twee honderd afgevaardigden, die zouden verkozen worden door het kiezerskorps, waarvan de leden 25 jaar oud moesten zijn, een cijns moesten betalen van 13 tot 150 florijnen volgens de plaats. Ook werd een bekwaamheidsstelsel in voege gebracht. Naast degenen die de vastgestelde cijns betaalden kreeg men de magistraten, advokaten, notarissen, officieren van kapitein af, bedienaars van de verschillende godsdiensten en alle houders van een universitair diploma. Alzo had men op een bevolking van 3 en half millioen mensen ongeveer 46. 000 kiezers, waaronder 38.429 economisch sterken en 7.676 die bekwaam waren.

En terwijl het kanon nog bulderde greep de verkiezing plaats. L. de Lichtervelde schrijft terecht in zijn boekje : *Le Congrès National,* bladzijden 19 en 20 : « C'est ainsi qu'aux accents de la " Brabançonne " de Jenneval, dans une atmosphère d'ivresse patriotique, mêlée d'inquiétude, sortit d'une élection calme et non disputée, quelques jours après la cessation des hostilités, une assemblée singulièrement cohérente vraiment représentative, à une heure cruciale de son existence, vraiment d'un pays honnête un peu trop replié sur lui-même, ignorant des grandes affaires mais possédant de fortes traditions et ouvert aux plus généreuses illusions de son temps ».

Dat de leden vast besloten waren deze keer de eenheid te handhaven en tegen alle mogelijk particularisme in te gaan bewijst wel het feit dat men de onafhankelijkheid uitriep niet van de « Belgische provincies », maar wel van « België ».

Nu werd de vorm van de regering onder de loupe genomen. Bij de stemming van 22 November waren er slechts 13 stemmen ten gunste van de republiek, 174 voor de monarchie. Paul Devaux zei zo juist : « La monarchie constitutionnelle représentative, c'est la liberté de la république, avec un peu d'égalité en moins dans les formes si l'on veut, mais aussi avec une immense garantie d'ordre, de stabilité et par conséquent en réalité de liberté de plus dans les résultats » (1).

Eenmaal dit beslist werd de Kwestie van de stichter der dynastie gesteld. Op 24 November werd het huis Oranje-Nassau uitgesloten met 161 stemmen tegen 28.

De eerste grote taak die nu moest verwezenlijkt worden was de bespreking en de stemming nopens een grondwet. Begonnen op 25 November 1830 en geëindigd op 7 Februari 1831 werd het waarlijk een recordtijd voor een wetgevend werk van zulk grote omvang.

De figuur die een leeuwenaandeel gehad heeft in het voorbereidend werk van de grondwet is zonder twijfel de Luikenaar Raikem, die door zijn perfecte kennis van ons oud gewoonterecht en van het Frans publiek recht, de spil van de centrale sectie vormde.

Vooraleer verder over de grondwet uit te wijden moeten we ook gewag maken van de besprekingen over het wel dan niet bestaan van een tweede Kamer. De meerderheid geleid door Devaux, Lebeau, Raikem, Gerlache, en Rogier was voorstander van twee Kamers. Met 136 stemmen tegen 40 besliste het Congres dat de Senaat zou gekozen worden door dezelfde kiezers als voor de Kamer. De kandidaten moesten echter minstens 40 jaar oud zijn en 100.000 florijnen rechtstreekse belastigen betalen of iets minder in geval van gebrek aan kandidaten. Het moet dan ook geenszins verwonderen dat er slechts zeven honderd lieden verkiesbaar waren voor de Senaat. Ook dient gezegd dat dit deel wel het minst geslaagd is van het werk van 't Congres.

(1) L. de LICHTERVELDE. — *Le Congrès National*, bladz. 46.

Foto Prentenkabinet.

FILIPS II. — Gravure door Jeroom Wierix.

Cliché Koninklijk Legermuseum.

LEOPOLD I in uniform van kolonel der kurassiers.
Schilderij door P. Beaufaux.

« Le Congrès est ici une assemblée d'avant-garde : rien de semblable n'existe en Europe. L'Angleterre n'ira jamais aussi loin dans l'émancipation des catholiques; la France n'admettra la liberté d'enseignement qu'après la révolution de 1848, mais elle n'admettra jamais intégralement la liberté d'association. La Constitution belge sera imitée en Hollande, en Italie, dans les pays Scandinaves. Nulle part, cependant on ne fera, en une fois, ce que les hommes de 1830 ont osé chez nous » (1).

Wel was de koninklijke macht zeer beperkt en Leopold van Saxen Coburg was zelfs verschrikt de macht in handen te nemen, gezien het feit dat deze zo sterk besnoeid was door de grondwet. Later werd evenwel de uitvoerende macht uitgebreid. De 5 Februari werd de grondwet aangenomen, die alhoewel zeer individualistisch toch een groots en wel opgevat werk was. Het Congres had niet alleen zijn inspiratie gezocht in de politieke ideeën van de tijd, sterk beïnvloed door de Franse revolutie, maar ook in onze oude instellingen en keuren. De driekleurige vlag, erfgenaam van de Brabantse revolutie, wordt gevormd door het zwart en geel van Brabant en Vlaanderen samengevoegd met het rood van Henegouwen. De 30 September 1830 had de voorlopige regering die kleuren aangenomen, maar de banden waren horizontaal geplaatst, terwijl op 23 Januari 1831 beslist werd dat de banden verticaal zouden geplaatst worden met de rode kleur aan de stok. De 12 Oktober besliste men het zwart aan de stok te plaatsen.

Onze nationale kleuren dateren reeds van 1787 (2).

Nu dient wel gezegd dat op diplomatisch gebied het Congres zeer remmend werkte, dat het de lezing van alle mogelijke rapporten vroeg, zodanig dat verschillende hoge personaliteiten in 't gedrang kwamen. En dit was waarlijk spijtig te noemen, want ons grondgebied was nog niet bepaald en een koning was nog niet aangesteld. België was nog maar een staat in groei, die voor de buitenwereld nog moest bewijzen dat hij leefbaar was.

Twee jonge politiekers die op het voorplan traden waren Sylvain Van de Weyer, 27 jaar oud en Jean-Baptiste Nothomb, twee jaar jonger dan zijn collega, maar een geboren diplomaat en politieker.

Een comité werd nu gevormd om te onderhandelen met de Conferentie van Londen, die de Belgische zaak zou beslechten. Gemakkelijk zou het niet gaan, gezien het feit dat Pruisen,

(1) L. de LICHTERVELDE. — Op. cit. bladz. 58.

(2) L. Van der ESSEN. — *Deux mille ans d'histoire,* texte élaboré et mis au point par un groupe d'historiens, Brussel, 1946, bladz. 195.

Oostenrijk en Rusland tegen de onafkankelijkheid van ons land gekant waren, en in acht genomen het feit dat de Belgische politiekers nog zeer profaan waren in zake internationale diplomatie. Bovendien was er zelfs geen ministerie !

De vervallenverklaring van de familie Nassau bewees hun onbehendigheid. Beter ware geweest onmiddellijk de kandidatuur van een graaggeziene prins voorgedragen te hebben. Zo bijvoorbeeld had de kandidatuur van Leopold van Saksen-Coburg de toestemming der meeste landen weggedragen. 't Was slechts later dat onze leiders tot dit inzicht kwamen. « Mais le Gouvernement provisoire, le Comité diplomatique et le Congrès ne comprirent pas les motifs profonds de l'attachement de l'Angleterre à la formule orangiste; ils ne virent pas qu'elle redoutait avant tout de voir le Royaume de Belgique devenir un simple satellite de la France " une petite Navarre " comme on disait volontiers à Paris » (1).

De vooruitzichten waren dan ook somber. België's aanspraken op Zeeuws Vlaanderen werden totaal genegeerd — erger nog, Limburg zou gedeeltelijk en Luxemburg zou totaal opgeofferd worden. Waarlijk, men wilde geen sterk België, want het werd beroofd van sterke posities op de Moezel, de Beneden-Maas en de Beneden-Schelde. De Belgen wezen dit alles dan ook verontwaardigd van de hand. Intussen maakte het Congres zich bezorgd om een koning, die het land meer steun en aanzien zou verschaffen in het buitenland.

Joseph Lebeau van Huy, de self-made man, leerling van zijn oom, de pastoor van Hannut, vrijmetselaar en die als doctor in de rechten zich vooreerst in de journalistiek wierp om naderhand in de politiek te verzeilen, zou zijn land een vorst schenken.

Prins Leopold, die in Engeland vertoefde, wilde zich nog niet met de Belgen verbinden zolang de grenzen nog niet definitief waren. Dit juist was de grote moeilijkheid ! Na een eerste mislukking werden de twee jonge politiekers Devaux en Nothomb naar Engeland gezonden, waar ze voorlopige vredespunten in achttien artikelen bekwamen. De kwestie van Luxemburg zou later behandeld worden. België zou voorlopig de betwiste gebieden van 't Groot Hertogdom behouden evenals het grootste gedeelte van Limburg.

(1) L. de LICHTERVELDE. — Op. cit. bladz. 87.

Dit hoofdstuk steunt vooral op het degelijk werkje van graaf de Lichtervelde.

Hier te lande, begon de opstand te broeien, toen men de XVIII artikelen kende; Lebeau zelf werd beschimpt, belasterd, en zelfs bedreigd. Met de discussie van het tractaat der XVIII artikelen, vanaf de 1e tot 9 Juli 1831 bereikte de Revolutie wis en zeker haar hoogtepunt. Nooit klopte het nationaal gevoelen zo hard. De Walen verdedigden Limburg, de Vlamingen Luxemburg. Venloo, Maastricht, Luxemburg, lagen op ieders lippen.

En toen kwam op 5 Juli de grote rede van de minister van buitenlandse zaken Joseph Lebeau, de meest gehate man van het ogenblik. Nooit kon een spreker door zijn grote welsprekenheid, zijn overtuigingskracht, zijn beroep op het gevoel zulke ongelooflijke uitslag verkrijgen. Na zijn redevoering die twee uur en half geduurd had brak een geweldig applaus los. Vele afgevaardigden weenden en de emotie was zo groot dat gedurende een half uur de zitting onderbroken werd.

De 9 Juli werd dan ook het tractaat der XVIII artikelen gestemd met 126 stemmen tegen 70. Lebeau, zoals hij in het begin van zijn grote rede medegedeeld had, gaf zijn ontslag om alle laster de kop in te drukken. Hij weigerde het eerste kabinet van koning Leopold I te vormen.

Toen de vruchten van zijn optreden verloren gingen door de rampzalige tiendaagse veldtocht mocht zijn vroegere tegenstander Jaminé in eer en geweten verklaren : « Le seul qui ait fait quelque chose de durable en Belgique, c'est Lebeau : il a fait le Roi » (1).

(1) L. de LICHTERVELDE. — Op. cit. bladz. 125.

In de drie hoofdstukken die nu volgen wil ik de eerste drie koningen van ons vorstenhuis in brede trekken behandelen omdat ze ruimschoots hun aandeel bijbrachten tot staving van de jonge Belgische staat. Koning Leopold I, de vader van het vaderland, de mentor en oom van Koningin Victoria van Engeland, het orakel van Europa, legde de basis van een duurzame staat. Koning Leopold II gaf België aanzien in het buitenland en bewees door zijn grootste koloniale politiek dat hij een te groot koning was voor een klein land. Koning Albert I, de koning-ridder, de koning der loopgrachten verdedigde op een heldhaftige manier de onafhankelijkheid van ons grondgebied. Alle drie hebben zij dus het bestaan van de jonge staat verstevigd en zelfs vergroot door een overzese bezitting.

□ □ □

HOOFDSTUK II.

KONING LEOPOLD I, CONDITOR SECUNDUM BELGII (1).

Koning Leopold I van Saksen-Coburg was ten zeerste bezorgd om de leefbaarheid van de nieuwe staat, want het leger werd heringericht, de bewapening verbeterd en een krijgsschool opgericht (2). Wegen en kanalen werden aangelegd. Ook zou België reeds trachten naar expansie. In de baai van Santo-Thomas de Guatemala hadden de Belgen zich moedig aan het werk gezet, maar malaria deed de kolonisatie mislukken. De hertog van Brabant, later koning Leopold II beoordeelde deze onderneming als volgt : « Suivant l'usage on a accusé les émigrants Belges de leur insuccès, tandis que leur énergie a sauvé autant qu'elle a pu être une entreprise mal conçue, mal dirigée, mal placée » (3). Daarna werden uitwegen gezocht in Midden-Amerika, Zuid-Amerika en West-Afrika. Dit alles lukte evenwel niet.

(1) Dit betekent in het Nederlands : « Tweede stichter van België », Filips de Goede werd de eerste stichter genoemd.

(2) De orde van Leopold, alsook het IJzeren Kruis werden gesticht.

(3) V.-A. MARCOTTE. — *La Belgique dans le monde,* Brussel, 1947, bladz. 83.

Ook op diplomatisch gebied kon de koning België een vooraanstaande plaats laten innemen, door zijn grote en uitgebreide betrekkingen met andere naties, hetgeen noodzakelijk was om de structuur van een nog wankele staat te verstevigen.

We mogen dan ook gerust met Marcotte herhalen : « Sans lui, sans son habileté diplomatique, sans ses relations internationales, sans ses efforts toujours répétés, on peut dire que l'indépendance de la Belgique, conquise un peu au hasard, sans plan préétabli n'aurait connu aucun lendemain » (1).

(1) V.-A. MARCOTTE. — *La Belgique dans le monde,* Brussel, 1947, bladz. 92.

HOOFDSTUK III.

—

KONING LEOPOLD II, DE KOLONISATOR.

Dat gans zijn leven in het teken stond van zijn woorden : « Je n'ai d'autre désir que de laisser la Belgique plus grande, plus forte et plus belle » hebben zijn daden bewezen. Reeds vroeg ondernam hij grote reizen naar het Oosten en wees het land op de grote voordelen die uit handelsbetrekkingen met Indië, China, Japan te halen waren. Gedurende de Frans-Duitse oorlog wist Leopold II België buiten de vijandelijkheden te houden. Hij deed de Maas versterken en vestingen te Namen, Luik en Antwerpen waren getuigenissen van zijn grote bekommernis om onze onafhankelijkheid te behouden. Schreef Banning niet in 1875 : « L'Allemagne glisse aujourd'hui aussi irrésistiblement vers la Meuse que la France se portait jadis au Rhin. On s'est habitué en Belgique à ne voir de péril pour notre neutralité que du côté du midi... le danger d'aujourd'hui vient d'ailleurs ». De versterkingen werden bijgevolg niet alleen opgericht tegen Frankrijk zoals Duitsland meende, maar ook tegen dit laatste land.

Koning Leopold II zorgde tevens voor grote werken. Kaaien en dokken werden te Antwerpen aangelegd, de havens van Brugge, Zeebrugge, Brussel en Gent kwamen tot stand, de vaart van Brugge naar Zeebrugge werd gegraven, de vaart van Gent naar Terneuzen verbreed. De afdamming van de Gileppe werd gebouwd, grote stations opgericht en zoveel andere belangrijke gebouwen. Men mag dan ook terecht gewag maken van een « Leopoldische Eeuw ».

Onder de Regering van Leopold II kwam ook het algemeen stemrecht tot stand. Verschillende sociale wetten zagen het licht onder andere de wet op de onaantastbaarheid van het loon, op het arbeidstoezicht, op de bescherming van vrouwen- en kinderarbeid, ouderdomspensioenen, op de arbeidshervormingen, de dronkenschap, enz.

Maar de grote verdienste van de Koning ligt wel in zijn koloniaal werk, zijn ondernemingsgeest. De koning, die in de toekomst van Midden Afrika geloofde zette volledig zijn persoonlijk fortuin op het spel. Hij wist zich de hulp van de grote

ontdekkingsreiziger Stanley te verzekeren. Op 23 Februari 1885 erkende de Confederatie van Berlijn het bestaan van de Kongostaat. Pas in 1908 nam België de onafhankelijke Kongostaat aan, hetgeen de Koning reeds vroeger had voorgesteld.

Alzo kwam België in bezit van een rijke kolonie dank zij het onverdroten werk van koning Leopold II, die tegen alle onbegrip in, zijn plan had nagestreefd.

Nu vooral plukt België de vruchten van het werk van onze grote koning. Is het niet dank zij Belgisch-Kongo onder andere dat België zulke stevige positie bekleedt op economisch en financieel gebied !

HOOFDSTUK IV.

KONING ALBERT I, DE KONING-RIDDER.

Op 23 December 1909 besteeg prins Albert de troon en werd Koning Albert I.

Met grote ijver en nauwgezetheid heeft koning Albert zich voorbereid tot de hoge zending, waartoe hij geroepen was. Hij bekommerde zich vooral om de maatschappelijke kwesties en economische vraagstukken. Evenals zijn oom en voorganger, heeft hij zijn kennis betreffende mensen en dingen verstevigd door talrijke reizen in vreemde landen, zowel in Europa als in Amerika. Enkele maanden voor zijn troonsbestijging kon hij het Afrikaans koloniaal rijk gaan bestuderen.

Ter gelegenheid van zijn grondwettelijke eed sprak koning Albert I een rede uit, die overal weerklank vond. Te midden van geestdriftige toejuichingen eindigde hij zijn bewonderenswaardige toespraak :

« Ik heb zeer duidelijk de omlijning van mijn taak voor ogen. De plicht van de vorsten wordt hun in geweten opgelegd door de ziel van de volkeren, want zo de troon voorrechten geniet, dan heeft hij vooral zijn verantwoordelijkheid te dragen. De vorst moet in volstrekte oprechtheid boven de partijen staan. Hij moet waken over het behoud van de levenskrachten van de natie; steeds het oor lenend naar de stem van het land en zich met bezorgdheid over het lot van de nederigen neigend moet de vorst de dienaar wezen van het recht en de steunpilaar van de maatschappelijke vrede.

» Dat God mij die zending helpe vervullen : Wat mij betreft, ik zal steeds bereid wezen om de pogingen in de hand te werken van hen die van de grootheid van eendracht en maatschappelijke vrede doordrongen, het verstandelijk en zedelijk peil van de natie doen stijgen, die de opvoeding en het onderricht doen toenemen, die aan de massa een grotere welvaart verzekeren.

» Ik heb mijn land lief.

» De koningin deelt in deze gevoelens van onwrikbare trouw aan België. Wij doordringen er onze kinderen van en wij wekken tegelijk bij hen de liefde voor de geboortegrond, de

liefde voor het gezin, de liefde voor het werk, de liefde voor het goed op ! Die deugden zijn het, die de volkeren sterk maken ».

De vijf jaren van de regering van koning Albert waren een periode van economische, maatschappelijke en wetenschappelijke ontwikkeling : België werd steeds rijker, zijn nijverheid nam een geweldige vlucht en zijn handel wees het in de rij van de beschaafde volkeren, een bijzonder gunstige plaats aan.

Spijtig genoeg, kwamen er donkere wolken aandrijven. In 1910 bracht de koning een bezoek aan Berlijn. Twee jaar later werd Albert I voor de oorlogszuchtige bedoelingen van Duitsland door koning Carol van Roemenië gewaarschuwd. Onmiddellijk werd het Parlement daarover ingelicht. Als voorzorgsmaatregelen werd de algemene dienstplicht ingevoerd. In 1914 stonden twee grote blokken tegenover malkaar, enerzijds het Drievoudig Verbond (Duitsland, Oostenrijk-Hongarijë en Italië) en anderzijds de Drievoudige Entente of Verstandhouding (Frankrijk, Rusland en Engeland).

Een aanleiding was voldoende en die twee machtige blokken zouden geweldige legers in de strijd werpen; voor de zoveelste maal in de geschiedenis zou de ene mens de andere vermoorden. De vuurgenster die de ontploffing zou veroorzaken was de moord op de Oostenrijkse kroonprins en zijn gemalin, te Serajevo door de Serviër Printsjip gepleegd (28 Juni 1914). Toen België de doorgang van zijn grondgebied aan Duitsland weigerde verklaarde keizer Willem II de oorlog aan Frankrijk. Op 4e Augustus werd ditzelfde gedaan aan België. Engeland, dat de neutraliteit van ons land in 1839 waarborgde verklaarde de oorlog aan Duitsland.

Alsdan sprak koning Albert I een prachtige rede uit : « Partout dans nos villes et dans nos campagnes un seul sentiment étreint les cœurs : le patriotisme, une seule vision emplit les esprits : notre indépendance compromise, un seul devoir s'impose à nos volontés : la résistance opiniâtre » ... « Dans des graves circonstances deux vertus sont indispensables : le courage calme mais ferme et l'union intime de tous les Belges » ... « J'ai foi dans nos destinées, un pays qui se défend s'impose au respect de tous : ce pays ne périt pas ».

Het plan van Duitsland was zo vlug mogelijk door België heen te rukken, om dan met Frankrijk af te rekenen en eindelijk zijn geweldig oorlogsmachine naar Rusland te richten, waar volgens Duitse mening, de mobilisatie langzaam zou

gebeuren. Dit plan werd verijdeld dank zij de heldenmoed van ons klein Belgisch leger, dat slechts na hard vechten ieder brokje grond afstond. De versterkte vesting Luik viel op 16 Augustus, op de 20 viel Brussel, van de 21 tot 25 Augustus werd de vesting Namen veroverd. Antwerpen kapituleerde op 10 October. Gedurende de IJzerslag (16-31 October) werd het vijandelijk leger tot stilstaan gebracht. Nu begon de loopgrachtenoorlog. Beschietingen, verwoestingen, ijselijke gevechten van man tegen man, leven en lijden in modder en slijk, ongekende heldendaden en treurige tonelen waren het leven en de dagelijkse kost van onze IJzerjongens.

Intussen was België bezet door de vijand die er een streng bestuur inrichtte. Kardinaal Mercier en koning Albert I zorgden dat de geallieerden levensmiddelen naar onze verdrukte ouders zonden.

Einde September 1918 kwam de wapenstilstand; de zegevierende terugkeer van onze koning, van onze officieren, van onze soldaten en van onze regering, die zich tijdens de bezetting in Le Havre gevestigd had, gaf aanleiding tot geestdriftige inhalingen in alle steden van het land.

Na de oorlog herzag een constituerende vergadering bij zuiver en eenvoudig algemeen stemrecht verkozen, onze Belgische grondwet (1920-1921).

Voor de ontwikkeling van onze kolonie en voor grote werken werd nu in grote mate geijverd. Grootse internationale tentoonstellingen alsmede talrijke wetenschappelijke congressen, kunstexposities, geschiedkundige optochten, enz., lokten hier veel vreemdelingen aan die zich konden overtuigen van de geweldige vooruitgang en de hoogstaande beschaving van het Belgisch volk.

Het was dan ook een nationale rouw en een rouw voor de gehele wereld toen op 17 Februari 1934 koning Albert I, de koning-ridder, de koning der loopgrachten het leven verloor te Marche-les-Dames, bij het beklimmen van een rots langsheen de Maasoevers.

Gans Europa bracht aan dit toonbeeld van riddereer een laatste en grootse hulde.

SLOT.

Door die kleine eenvoudige studie wilden we aantonen dat de Belgische Natie reeds lang bestond voor de Belgische staat.

Walen en Vlamingen hebben eenzelfde geschiedenis gekend en kunnen, ondanks taalverschil, gemakkelijk naast malkaar blijven leven als leden van éénzelfde staat op voorwaarde dat diezelfde staat begrip aan de dag legt voor allen. Federalisme kan een oplossing bieden maar betekent een verzwakking van de Belgische eenheid, die voor alles moet gered worden.

Daarom moeten alle krachten gebundeld worden, om in een geest van eendracht en harmonie, alle problemen op te lossen in het kader van onze nationale eenheid.

GEBRUIKTE BIBLIOGRAPHIE.

BARTIER J. — *Charles le Téméraire,* Brussel, 1944.

BERKELBACH, J.-W. van der SPRENKEL. — *Oranje en de Vestiging van de Nederlandse Staat,* Amsterdam, 1946.

BONENFANT, P. — *Philippe le Bon,* in collectie « Notre Passé », reeks 2, nr 4, Brussel, 1943.

de LICHTERVELDE, L. — *La Monarchie de Belgique sous Léopold Ier et Léopold II,* Parijs, Brussel, 1921.

de LICHTERVELDE, L. — *Le Congrès National.* in « Notre Passé », reeks 4, nr 3, Brussel, 1945.

DUMONT-WILDEN, L. — *Albert Ier, Roi des Belges,* Parijs, 1934.

GEYL, P. — *Eenheid en Tweeheid in de Nederlanden,* Lochem, 1946.

HUISMAN, M. — *La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI. La Compagnie d'Ostende,* Brussel, 1902.

LECONTE, L. — *Les Ephémères de la Révolution de 1830,* Brussel, 1945.

LUYCKX, Th. — *Op den drempel der geschiedenis van het Vlaamse Volk,* Basisreeks, nr 22/22a, Brussel, 1944.

MALENGREAU, G. — *L'esprit particulariste et la Révolution des Pays-Bas au XVIe siècle,* Leuven, 1936.

PFANDL, L. — *Philipp II von Spanien, Munchen,* vertaald door Firmin MORTIER, Antwerpen, 1944.

PIRENNE, H. — *Geschiedenis van België,* 7 dln., Gent, 1902.

QUICKE, F. — *Les Pays-Bas à la veille de l'unification bourguignonne (1356-1384),* Brussel, 1947.

RENSON, G. — *Frederik Perrenot, heer van Champagney, antispaansgezind, en royalist (1574-1584),* onuitgegeven doctoraatsverhandeling.

SABBE, M. — *Vreugdezangen bij het tijdelijk verdrijven der Barrière-garnizoenen in 1745,* in « Verslag en mededeeling van de Kon. Vl. Academie », 1934.

SCHMITZ, Yves. — *Guillaume Ier et la Belgique,* Bruxelles, 1945.

SCHOUTEDER-WERY, J. — *Charles de Lorraine et son temps,* Brussel, 1943.

TASSIER, S. — *Histoire de la Belgique, sous l'occupation française en 1792 et 1793,* Brussel, 1934.

TOURNEUR, V. — *Les Belges avant César,* in reeks « Notre Passé », 3e reeks, nr 1, Brussel, 1944.

Van der ESSEN, L. — *Alexandre Farnèse et les origines de la Belgique moderne 1545-1592,* Brussel, 1942.

Id. *Deux mille ans d'histoire,* texte élaboré et mis au point par un groupe d'historiens, Brussel, 1946.

Id. *Le Sentiment national dans les Pays-Bas,* Brussel, 1944.

Id. *Pour mieux comprendre notre histoire nationale,* Brussel, z.j.

VAN HOUTTE, H. — *La conception grande néerlandaise de notre histoire nationale,* in « Bulletin de l'Académie Royale de Belgique », Classe des Lettres, 1937.

VAN USSEL, P. — *Maria van Burgondië,* Brugge, 1944.

26933 .— 2,700 ex

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
Directie van de Opvoeding bij het Leger.

DE REVOLUTIE VAN 1830

door

G. RENSON,
Doctor in de Geschiedenis, Kandidaat in de Kunstgeschiedenis,
Leeraar aan het Koninklijk Atheneum te Maaseik.

INHOUDSTAFEL

Bladz.

Woord vooraf 3

Hfst. I. — *De Politiek van Willem I* 5-10

Hfst. II. — *Naar de Opstand* 11-18

Hfst. III. — *De Septemberdagen te Brussel* 19-25

Hfst. IV. — *De Opstand elders in het land* 26-29

Hfst. V. — *Het Nationaal Congres* 30-33

Slot 34

Gebruikte Bibliographie 35-36

WOORD VOORAF.

Dit werkje wil een schematisch beeld geven van de Belgische revolutie van 1830 en tevens aantonen dat de Vlaamse, evengoed als de Waalse provincies tegen het regiem van koning Willem I opstonden. 't Was immers in Vlaanderen, te Roeselare en te Kortrijk dat de eerste protesten weerklonken. In haar ontstaan, kan de revolutie noch Waals, noch Vlaams genoemd worden maar wel Belgisch.

Zoals bij iedere grote politieke crisis kwamen ook hier ongure elementen te voorschijn en wilden avonturiers de gelegenheid te baat nemen om vooraanstaande plaatsen te bekleden, doch de revolutie was de resultante van een groeiend nationaliteitsgevoelen, dat België zou scheppen en dat ons land, ondanks allerhande moeilijkheden, in stand zou houden.

De Staten die Noord en Zuid verenigd hadden, begingen een grove fout ! Lag tussen 1585 en 1815 niet een periode, ja een afgrond tussen de eens verbonden gebiedsdelen ? Het Noorden floreerde en het Zuiden had te kampen met Engeland en de Verenigde Provincies, die door het sluiten van de Schelde onze economische opgang hadden willen beletten ? Was de hereniging van Noord en Zuid niet een politieke domheid zoals er door het Wenercongres en andere verdragen iedermaal begaan werden ? Te weinig, helaas, wordt er rekening gehouden met het begrip natie en te veel met het begrip staat !

Dr. G. RENSON.

DE REVOLUTIE VAN 1830

HOOFDSTUK EEN.

—

DE POLITIEK VAN KONING WILLEM I.

Nadat Noord en Zuid in 1815 door een beslissing van de grote mogendheden tot de « Verenigde Nederlanden » waren samengebonden, kwam een grondwet tot stand die een compromis was tussen de federalistische en republikeinse gedachten van het Oud Hollands regiem en de moderne opvattingen van het Consulaat en het Keizerrijk.

In de Hoge Kamer was het Frans de officiële taal, in de Lage Kamer waren de twee talen toegelaten. In de Raad van State was de tweetaligheid in voege, evenals in het officieel dagblad. In belangrijke zaken gebruikte de regering de twee talen; voor de lopende aangelegenheden echter het Nederlands, dat de taal was van de meerderheid van de bevolking. Daardoor wilde de koning de slechte herinnering aan de Franse bezetting uitwissen en doen vergeten.

Toen de drie en half millioen Belgen een talrijker vertegenwoordiging vroegen tegenover twee millioen Hollanders wilden de Noord-Nederlanders niet toegeven en beroemden zich op hun groots verleden, hun intellectueel overwicht en hun prachtige kolonies. De enige kwestie waarover werkelijk hevig gedebatteerd werd, was de godsdienstkwestie. Ofschoon de katholieke afgevaardigden hevig tegen de godsdiensttolerantie reageerden, kon de regering niets toestaan zonder tekort te komen aan haar verplichtingen met de naties gesloten.

Deze immers hadden door het protocol van Londen het welzijn van Hollanders en Belgen beoogd, door een liberale grondwet.

In ons land waren op dit ogenblik de geesten daarvoor nog niet rijp en vooral de geestelijkheid toonde zich op godsdienstig

gebied reactionnair. Nochtans kon iedere onpartijdige geest in de godsdienstvrijheid niets zien dat indruiste tegen de belangen van de katholieke kerk in België (1).

> En demandant aux notables de sanctionner le principe de la liberté des cultes, schreef Prosper Poullet, le gouvernement ne leur demandait pas d'adhérer à un système philosophique condamné par l'église, mais simplement d'accepter dans la pratique une règle de droit public, que les circonstances commandaient.

Mgr. de Broglie, een Fransman, was de ziel van het verzet. Hij was echter te weinig nationaal en te weinig begrijpend om de toestand te verstaan.

In Holland werd de grondwet algemeen door de Staten Generaal aangenomen. In België waren 260 op de 1603 vertegenwoordigers, die zich niet aangeboden hadden om te stemmen. 527 stemden voor, 796 tegen. Maar Willem I stapte er over heen en nam de wet aan. Dat is hetgeen gewoonlijk de « Hollandse rekenkunde » genoemd wordt.

Het was evenwel onmogelijk de Belgen tevreden te stellen, daar al hetgeen ze vroegen in strijd was met het protocol van Londen.

Wat het onderwijs betreft, deed Willem I veel lofwaardige pogingen om dit op een hoger peil te brengen. Niettemin beging hij daarin grove fouten.

Door het sluiten van de kleine seminaries eigende de regering zich het monopolie van het hoger geestelijk onderwijs toe, hetgeen strijdig was met de fundamentele wet. Daarenboven was het een psychologische fout ! De verschillende decreten, die hieromtrent uitgevaardigd werden, waren ongrondwettelijk en daarbij de slechtste door de regering uitgevaardigd.

Het aantal lagere scholen werd vermeerderd, de colleges opnieuw ingericht, en drie universiteiten gesticht. Op 14 Juni 1825 tekende koning Willem I twee decreten die vooral in ons land een grote beroering verwekten nl. het ene besliste dat al de scholen zonder ene uitzondering onder staatstoezicht

---

(1) Zie YVES SCHMITZ : *Guillaume Ier et la Belgique,* Brussel 1945.

Enerzijds zegden de katholieken aan de koning : « Gardez-vous de suivre l'exemple de Joseph II, ce puissant et redoutable ennemi de la religion », waarop de officiele publicisten antwoordden : « Les princes sont les chefs de la foi et de la croyance; ils sont les chefs suprêmes de leur Eglises, parce que leurs Eglises sont une institution dans leurs Etat ». (TH. JUSTE, *La Révolution belge de 1830,* 2 dln, Brussel, 1872, Dl. I, p. 9).

plaatste, het andere richtte het wijsgerig college in. Dit laatste opende zijn deuren te Leuven in het gebouw dat nu het Pauscollege genoemd wordt. Veel katholieken zonden hun kinderen naar de vreemde :

> Ils choisirent de préférence les écoles manifestement dominées par l'esprit du jesuitisme le plus prononcé (Saint Acheul, Fribourg, etc.) ou la doctrine de la suprématie de l'Eglise sur l'Etat était ouvertement enseignée (1).

Een van de voornaamste grieven die men de regering van koning Willem I ten laste legde, was wel de toepassing van de taalwetten. Nochtans scheen de wet gematigd. Ze stelde ongeveer het taalregiem vast, dat we nu in ons modern België hebben, met dit verschil echter dat het nooit met dezelfde strengheid toegepast werd. Slechts een minderheid gebruikte het Frans en beweerde voort te gaan deze te gebruiken, ofschoon de grote massa deze zelfs niet kende.

De onrechtvaardigheden, die de Vlaamse beweging uitlokte, waren nog veel schreeuwender in 1820 en men kan slechts de koning recht laten wedervaren, als hij de toestand wilde verhelpen, want het was hem alleen te doen om de Franse invloed uit te schakelen. De pers bleef evenwel Frans. De goede burgersjeugd ging in Frankrijk studeren (2). Dit moet ons geenszins verwonderen daar de burgerij door twintig jaar bezetting verfranst werd. Evenwel was niemand rechtstreeks tegen het besluit van 1819. Maar gedurende drie jaar moesten de ambtenaars en de magistraten hun gewoonten totaal veranderen, hetgeen hen misnoegde en verbitterde. Ook dient gezegd dat de Vlaamse gewesten hun dialect getrouw bleven. Daarbij deed de geestelijkheid, uit vrees voor het Calvinisme al het mogelijke om het Vlaams uit te schakelen (3).

---

(1) TH. JUSTE, op cit., pp. 62-66.

Zie daarover ook CH. TERLINDEN, *Guillaume Ier et l'Eglise catholique*, Dl. I, Brussel, 1906.

(2) Zie daarover het prachtig werk van Y. SCHMITZ, *Guillaume Ier et la Belgique*. Brussel 1945 die een gans ander licht werpt op de figuur en de politiek van Willem I.

G. RENSON, *De Waarheid nopens het bewind van Willem I (1815-1830) in Tijdspiegel*, Jg. II, Afl. 7, p. 175-176.

(3) H. PIRENNE, *Geschiedenis van België*, Dl. VI, Vertaling van R. Delbecq, Gent, 1930, p. 307.

DE GERLACHE, *Histoire du Royaume des Pays-Bas*, Brussel 1875, Dl. I, p. 400.

Op economisch gebied was de regering een weldaad voor ons volk. De opening van de Schelde, sedert 1792 in het vooruitzicht gesteld, werd nu een werkelijkheid. Wel verwekte het douanestelsel evenals dat van de belastingen een hevige beroering. Toen de koning in 1821 het tarief van 1816 verzachtte en een liberaal stelsel aankleefde in de plaats van een beschermend stelsel (protectionisme) stemden 51 van de 53 aanwezige Belgische afgevaardigden in de tweede Kamer tegen deze wet, omdat ze, naar hun zeggen, de ondergang van de manufacturen betekende.

> Doch haar toepassing ging integendeel met een aangroei harer bedrijvigheid gepaard. Voortreffelijke maatregelen bewezen, dat de regering, in stede van ze in den steek te laten, dezelve met een zorg omringde, waarvan het verlenen van toelagen en kredieten aan nijverheidsondernemingen en het stichten van de Algemene Maatschappij de welsprekendste blijken zijn. Ook droeg de regering zorg voor de landbouw (1).

Wat de pers betreft kon men moeilijk van vrijheid spreken, want de pers, en vooral de katholieke, die de koning durfde beknibbelen werd achtervolgd. Wis en zeker heeft Willem I fouten begaan. Op het ogenblik dat, door het sluiten van een concordaat met Rome, de grote economische organisaties actief werden, het onderwijs hervormd, de verkeerswegen vermenigvuldigd, handel, nijverheid, landbouw en nieuwe bloei tegemoet gingen, op het ogenblik dat Noord en Zuid vaster dan ooit aan melkaar schenen gehecht te zijn, ontstond een ernstige crisis, die alle vruchten zou doen teloor gaan.

Hoe paradoxaal het ook moge klinken, de oorzaak hiervan lag in de economische opbloei van België dat deze welvaart inriep om meer invloed in de regering te krijgen. En dat juist wilde Willem I beletten; hij was door het tractaat der acht artikelen gebonden. Waren er meer Hollandse ambtenaren, dan moet deze toestand op de eerste plaats toegeschreven worden aan de Belgen, die aanvankelijk weigerden een functie te aanvaarden. Toen ze tot inkeer waren gekomen, vonden ze de plaatsen bezet. Daarenboven werd Parijs, met het ministerie Martignac in Januari 1828 de lichtbaken voor de Belgische liberalen, die wederom met een aantal grieven voor de dag kwamen waaronder het persregiem.

Het Concordaat was een *casus belli.* Vroeger waren de katholieken onttevreden, thans waren het liberalen en de calvinisten. Dit Concordaat bepaalde, dat het confessioneel onderwijs totaal onafhankelijk zou zijn en berusten in de handen van de bisschoppen, terwijl het philosophisch college,

(1) PIRENNE, op. cit., Dl. VI, p. 311.

(Koninklijk Museum van het Leger.)

De « Nationale Martelaar ».

door Willem I opgericht, facultatief werd verklaard (1). Dit college werd afgeschaft, de wetten van 1815 nopens de pers, de taalwetten van 1818 ingetrokken, enz. Van Maanen bleef nog wel minister, alsmede het karakter van persoonlijke macht van de koning, doch alles liet voorzien dat er weldra kalmte en vrede zou heersen.

Dit was echter niet het geval en laten we grif toegeven dat de autocratische en onbehendige regering van Willem I oorzaak was dat de ontevredenheid onder al de lagen van de bevolking groeide. Daarnaast zal de katholieke-liberale Unie, die sedert 1828 bestond, de oppositie langs wettelijke zijde voeren.

Nochtans probeerden de Fransgezinde elementen (Gendebien en agenten van onze Zuiderburen) een gewelddadige oppositie te ontketenen (2). Trouwens een uit Frankrijk geleide campagne ijverde voor de plannen van Polignac, die de Nederlanden wilde inpalmen (3). Ten andere, de Parijse revolutie van 1830 had een weerslag op ons land en 't is zeker dat er Franse onruststokers waren nabij het Koninklijk Theater, toen op Woensdag 25 Augustus 1830 *La Muette de Portici* gespeeld werd. Wilden ze ons land nog niet rechtstreeks inpalmen, dan trachtten ze tenminste hun republikeinse ideeën te doen zegevieren. Ofschoon de Italiaanse uitgewekenen en de Potter daarvoor ook ijverden, toch mislukte dit opzet. Een verslag van de Italiaanse diplomaat Garibaldi, geschreven nadat het Nationaal Congres de monarchie had afgekondigd, verklaart dit wonderwel :

> Les républicains français, qui étaient venus en Belgique pour y instaurer la republique sont retournés en France parce que, déclarent-ils la Belgique n'est pas encore mûre pour la civilisation; ils poursuivront leurs activités en développant leur presse dans ce pays (4).

---

(1) Zie hierover het standaardwerk van A. SIMON, Le Cardinal Sterckx et son temps (1792-1867). l'Eglise et l'Etat, Wetteren 1950; en tevens R.P. KLEYNTJENS, Les Instructions données par le Saint-Siège à Monseigneur Capaccini en 1827 pour obtenir l'exécution du concordat conclu avec le Roi des Pays-Bas, in *Handelingen van de Kon. Commissie voor Geschiedenis, CXIV,* 2e Afl., Brussel 1949, p. 227-256.

(2) L. VAN DER ESSEN, *Pour mieux comprendre notre histoire nationale,* Brussel z.j., p. 221.

(3) H. PIRENNE, op. cit., Dl. VI p. 376.

(4) A SIMON, « La Révolution belge de 1830 vue de Paris d'après les Archives Vaticanes », in *Revue belge de Philologie et d'Histoire,* Dl. XXVI, n° 3, p. 509.

Zie ook SCIOS-CIOLI D., *Il Dramma del Risorgimento sulle vie dell Esilio,* 2 dln, Rome 1937-1941.

Alzo zien we dat naast een grondwettelijke oppositie in samenwerking met een nationale weerstand, ook de kuiperijen van de vreemde de regering van Willem I doen wankelen.

De koning is vast besloten zijn gezag te handhaven. De oppositie groeide hoe langer hoe meer aan (het « weg met van Maanen ») was niet van de lucht, en men kon duidelijk zien dat een van de twee partijen moest wijken (1).

Ofschoon de Franse revolutie van 1830 een grote invloed uitoefende, werd de beweging alhier door de Juli-dagen ingetoomd. De burgerij wilde wel op wettelijke manier reageren, maar deinsde achteruit voor een gewelddadige actie. Professor Van der Essen schrijft het zeer juist :

> A la veille de la Révolution belge, l'opposition au régime de Guillaume Ier était restée entièrement aux mains du groupe des modérés et des partisans de l'agitation légale qui se retrouvaient dans l'Union catholico-libérale. En germe depuis plusieurs années, la révolte éclata brusquement par suite de circonstances d'ordre secondaire et presque fortuites (2).

---

(1) De Amerikaanse vertegenwoordiger alhier nl. Preble slaat de bal niet helemaal mis wanneer hij, buiten de inwendige oorzaken, ook andere van zedelijke en nationale aard aangeeft nl. het gevoelen van vernedering en de krenking van hun nationale fierheid (SOPHIE PERELMAN, Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les Etats-Unis (Sept. 1830-Janv. 1832). Un temoignage américain sur la Révolution de 1830, in *Handelingen van de Kon. Commissie voor Geschiedenis*, CXIV, 2 Afl., Brussel 1949, p. 189-226).

(2) L. VAN DER ESSEN, op. cit. pp. 221-222.

HOOFDSTUK 2.

NAAR DE OPSTAND (1).

De koppigheid van de koning, die zich tegen iedere toegeving verzette en zijn maatregelen om de orde te handhaven waren oorzaak, dat de wettelijke oppositie oversloeg in een revolutionnaire losbarsting.

Te Brussel begonnen de gemoederen te koken. In de herbergen zag men jonge lieden uit de burgerij getooid met de Franse cocarde; de dagbladen zegden vrank en vrij hun mening, die dikwijls al te kwetsend was voor de koning (2). De 26e Augustus richtte het stadsbestuur van Brussel een proclamatie tot de bevolking waarin zij deze tot orde aanmaande. In de tekst las men o.a.

> Les troupes ont été invitées à se retirer dans les casernes; elles ont cessé d'intervenir dans une lutte déplorable (3).

Dit was wel een gevolg van hetgeen de 24e en 25e Augustus gebeurd was. De 24e Augustus immers was het de verjaardag van Willem I. Grootse feestelijkheden zouden plaats hebben. Een vuurwerk zou aan de Naamse Poort afgeschoten worden en het park van Brussel zou gans verlicht worden. De Brusselaars waren er echter niet over te spreken. Feestelijkheden inrichten terwijl de stad haar schuld niet kon betalen en een hatelijke belasting op het brood hief ! Op de muur van het Paleis van de Staten Generaal, evenals op de hoeken van de Straten kon men dan ook lezen :

> Lundi, feu d'artifice;
> Mardi illumination;
> Mercredi révolution.

De feestelijkheden werden dan afgelast zogezegd om wille van het slecht weder, maar de vertoning van *La Muette du Portici* durfde de regering niet verbieden. Meer nog, zij bleef inactief ! Ridder de Knijff de Gontreuil, hoofd van de politie, had op onopgemerkte wijze de politiemacht gemobiliseerd,

(1) Een degelijk boek over de Opstand is dit van J. WILLEQUET, 1830-Naissance de l'Etat belge, Brussel, 1945.

(2) L. VAN DER ESSEN, op. cit. pp. 222-224.

(3) C. TERLINDEN, *La révolution de 1830 racontée par les affiches,* Brussel 1944, p. 30.

generaal Aberson had hem veertig gendarmen beloofd, maar het leger, onder leiding van generaal Wauthier, dat zelfs geen 200 eenheden telde, had order gekregen met de grootste omzichtigheid te acteren.

Er was een geweldige volkstoeloop in de Muntschouwburg op 25e Augustus. Voor de schouwburg zag men lieden met stokken gewapend. Er hing electriciteit in de lucht ! Iedere maal dat Lafeuillade gedurende de vertoning zijn oproepen aan de vrijheid deed, was het een gejuich in de zaal dat naderhand uitgroeide tot een *delirium tremens*. Na de vierde acte verliet het volk de zaal en begaf zich naar het open plein, alwaar het met de gewapende lieden samenschoolde en een manifestatie op touw zette. Men hoorde kreten als : Vive Napoleon ! », « Vive le duc d'Orléans ! », « Vive la France! », « Vive de Potter! » of « Vive la liberté ! » De « Marseillaise » werd gezongen en op een gegeven ogenblik wapperde de Franse driekleur aan het stadhuis (1).

Henri Pirenne schreef zeer terecht :

> L'insurrection devint prolétarienne et dirigée par l'étranger.

Men had zich wel aan enige kleine opstootjes verwacht, maar niet aan hetgeen zou volgen. Graaf de Lichtervelde belichtte dit zeer scherp toen hij aanmerkte :

> La révolution fut pour tout le monde, en Belgique et au dehors, une surprise (2).

En nu begon de menigte onder het zingen van « Amour sacré de la patrie » met de plundering. Men ijlde naar de burelen van *Le National,* gooide er de ruiten in, en vervolgens naar het huis van Libry-Bognano dat men onder gejuich en gejubel verwoestte, van daar trok men naar het hotel van het Ministerie van Justitie en naar het huis van de Knijff. Allerhande verdachte kerels maakten er een handig gebruik van om te stelen en te plunderen. De openbare macht zag lijdzaam toe... de muiterij groeide aan... nu ging het tegen de eigendom ! Fabrieken werden overweldigd, werkhuizen verbrand ! Het gepeupel was meester van de straat en Franse agenten voerden het grote woord. De burgerij verschrok voor die uitspattingen, trok zich terug en organiseerde de weerstand.

(1) SCHMITZ, op. cit., p. 309.

(2) L. DE LICHTERVELDE, *Le Congrès de 1830,* in collectie «Notre Passé». Brussel 1943, p. 6.

(Koninklijk Museum van het Leger.)

Vernieling van het huis Libri-Bagnano.
(nacht van 25-26 Augustus 1830).

De 27e Augustus werd baron Emmanuel d'Hooghvorst aangesteld als hoofd van de burgerwacht. Onmiddellijk had men een legertje van 10.000 man, bestaande uit alle klassen van de maatschappij, met een grote verscheidenheid van klederdracht. Patrouilles werden georganiseerd, wachtposten opgesteld, broodkaarten beloofd aan hen die niet meer met het janhagel meemarscheerden, de hatelijke belasting op het gemaal afgeschaft. De 28e was, dank zij de gezonde krachten van ons volk, de orde hersteld. De macht van de Koning bestond niet meer ! Schreef Staedtler niet aan zijn meester, de prins van Arenberg :

> Ses armes (van de koning), ont été arrachées partout et partout flotte le drapeau brabançon; c'est la régence elle-même qui l'a arboré à l'hôtel de ville, après avoir fait enlever le drapeau orange (1).

Dit was de triomf van het nationaliteitsgevoelen van ons volk. Nu herleefde de oude vrijheidszin van de Vlaamse en Brabantse gemeentenaren ! Het ganse land kwam nu in beroering. Te Luik, Hoei, Verviers, Namen en op andere plaatsen begon men ook te plunderen. Daar evenals te Brussel waren de vreemdelingen de grote belhamels. « Veiligheidscommissies » werden in het leven geroepen, het openbaar gezag trad af en het volk werd kalmer. De Franse kleuren werden ingehaald, Luikse kleuren evenals deze van Franchimont en anderen werden gehesen. Het locale bereidde de algemene opstand voor. Ook in Vlaanderen gistten de gemoederen, en braken revoluties uit, maar de overheid greep hier krachtdadiger in en bleef de toestand meester (2).

Eenmaal dat de atmosfeer een weinig opgeklaard was, kwamen te Brussel op het stadhuis een vijftigtal voorname burgers samen onder het voorzitterschap van baron de Sécus.

> C'est à partir de ce moment que commence réellement la Révolution : sous l'apparence de la légalité, et sans qu'on puisse méconnaître leurs excellentes intentions, ces citoyens s'arrogent en réalité un pouvoir extra-légal, posent, de fait, un acte révolutionnaire. Les autorités hollandaises, en effet, sont regardées dès lors comme inexistantes (3).

Deze burgers waren leden van de katholieke-liberale Unie en bijgevolg gematigden. Niemand wilde de scheiding van Noord en Zuid, maar de extremisten eisten ten minste de administratieve scheiding.

---

(1) H. LIEBRECHT, « Histoire anecdotique de la Révolution de 1830 », in *La Patrie Belge 1830-1930,* Brussel 1930, p. 49.

(2) H. PIRENNE, op. cit., Dl. VI pp. 388-390.

(3) L. VAN DER ESSEN, op. cit., p. 227.

Een bericht aan de koning op 28 Augustus 1830 geschreven en ondertekend door de 50 voornoemde notabelen, meldde duidelijk :

> Aujourd'hui maîtres du mouvement, rien ne répond aux bons citoyens de Bruxelles, que si la nation n'est pas apaisée, ils ne soient pas eux-mêmes les victimes de leurs efforts. Ils vous supplient donc, Sire, par tous les sentiments généreux qui animent le cœur de Votre Majesté, d'écouter leur voix et de mettre ainsi un terme à leurs justes doléances ...

Willem I, die de critische toestand nog onvoldoende begreep, meldde aan de afgevaardigden van Brussel hun desiderata voor te leggen aan de Staten Generaal, die op 13 September in buitengewone zitting zouden bijeenkomen. Dit was een grote fout vanwege de koning, omdat hij op die wijze aanleiding gaf tot verdere ontevredenheid. Toch moeten we toegeven dat Willem I zich in een delicate toestand bevond. Was hij immers niet gebonden door het Tractaat van de VIII Artikelen waaraan hij volstrekt niet mocht tornen zonder de toestemming van de ondertekende mogendheden ? Ook mocht hij de Grondwet niet veranderen zonder akkoord met de Staten Generaal. Maar de koning heeft door zijn besluiteloosheid veel verkorven en zijn besluiten hadden hun kracht verloren door de gebeurtenissen (1). Zo was hij zelf de oorzaak van de scheiding tussen Noord en Zuid. In dit opzicht zouden we hem best kunnen vergelijken met Filips II, die door zijn besluiteloosheid het vuur van de opstand nog meer aanwakkerde.

Ook liet de koning verstaan, dat hij orde zou doen heersen vooraleer een debat in de Staten Generaal zou plaats grijpen. Hij zond zijn twee zonen, Willem en Frederik, aan het hoofd van 6.000 man naar Brussel zonder een enkele preciese instructie. De Hollandse troepen maakten halt te Vilvoorde, waar de prinsen hun algemeen kwartier opstelden. Daar de prinsen te vergeefs op instructies uit Den Haag wachtten, beslisten de leiders van de gematigden, onder leiding van d'Hooghvorst een bijeenkomst met de prins van Oranje. Toen verschillende Belgen zich vertoonden met een cocarde en sjerpen met de Brabantse kleuren om de gordel, was hij verwonderd. Nadat d'Hooghvorst verklaard had, dat de Brusselaars zeer tevreden zouden zijn de prinsen in hun midden te mogen toejuichen, maar zonder soldaten, antwoordde de prins slechts zijn intrede te doen aan het hoofd van zijn troepen, die nodig waren om met de burgerwacht de

(1) SCHMITZ, op. cit., pp. 311-312.

orde te handhaven. Daarenboven moesten de Belgen zich aan de Grondwet onderwerpen en geen onwettige kentekenen mochten vertoond worden.

Toen de prins zijn intrede in Brussel deed, heette d'Hooghvorst hem welkom, waarop de prins, terwijl hij de oranjecocarde toonde, met de woorden antwoordde : « Voilà, les couleurs qui doivent nous réunir tous. Ce sont celles que nous portions à Waterloo ! ». Op zijn vraag om met hem te herhalen : « Le Roi, la Loi et la Patrie » riepen de Brusselaars : « Vive le Roi ». Het was de laatste maal (1) !

d'Hooghvorst, Van der Smissen en Hotton gingen de prins met zijn staf vooraf, die zelf omringd waren door de afgevaardigden van de stad en gevolgd door de burgerwacht.

Alles ging goed tot aan de Willempoort, maar daar begonnen de barricaden. Toen de prins op zijn stappen wilde terugkeren schreeuwde de menigte : « Naar het stadhuis ! ».

Ofschoon de menigte zich vijandig aanstelde, nam de prins toch een zeer minnelijke houding aan : hij wuifde met de hand, trachtte ongedwongen met zijn omgeving te spreken en zeker zal hij een zucht van verlichting gelaten hebben, toen hij bij het stadhuis aankwam, waar hij door de Regentie plechtig werd aangesproken. Toen de prins op de Ruysbroeckplaats zich in gevaar waande, gaf hij zijn paard de sporen en over de barricades heen bereikte hij het paleis. Daarmee verloor de prins zijn vrijheid van handelen en moest hij, zoals Pirenne het zo goed zegt, zijn verantwoordelijkheid dekken door een dubbelzinnige handelwijze.

Een commissie werd samengesteld uit de gouverneur van de provincie, de burgemeester, twee leden van de Regentie, de hertog van Arenberg, de hertog van Ursel, de generaal d'Aubremé en baron d'Hooghvorst. Aldus werd het wettelijk gezag hersteld en de burgerwacht erkend.

Gendebien stelde de volgende formule voor : administratieve, wetgevende en fiananciële scheiding van België en Holland. Het was een gedachte die de Potter reeds in 1829 vooropgesteld had in zijn *Lettre de Démophile au Roi.* De prins zou de administratieve scheiding bij zijn vader gaan verdedigen (2). De gedachte van afscheuring was volgens

(1) W. AERTS, « La Révolution de 1830 », in *Touring Club de Belgique,* XXXVI : jg., n° 18, p. 285.

(2) L. VAN DER ESSEN, op. cit, p. 231.

Prof. Geyl nog niet helemaal doorgedrongen (1). De dertien dagen die nu de vergadering van de Staten Generaal voorafgingen, waren van beslissende aard en zouden gans het land in oproer brengen.

> En face du désordre grandissant, le souvenir reste indécis et s'effraie de sa responsabilité envers l'Europe créatrice du royaume. Mais l'Europe, à laquelle le roi a fait appel, refuse d'intervenir. Wellington ne veut pas d'une guerre avec la France et craint, à quelque semaines des élections, l'opposition des libéraux anglais. Devant l'attitude anglaise, la France se récuse également le 7 septembre (2).

Nu begonnen de Belgische en Nederlandse dagbladen op hun beurt het volk op te hitsen. Daarbij was de aanwezigheid van de Hollandse troepen te Vilvoorde een doorn in het oog van de patriotten, want prins Frederik verborg geenszins zijn vijandelijke gezindheid ten opzichte van de nationale beweging. Niettemin beloofde hij...

> ... que les troupes du camp de Vilvorde seraient très incessament disloquées et distribuées dans les cantonnements en arrière de cette ville (3).

Vrijwilligers uit Luik kwamen onder leiding van Charles Rogier naar Brussel afgezakt. Vreemdelingen zoals Fransen, Polen, Spanjaarden, Italianen, Engelsen sloten zich hierbij aan, tuk als zij waren op plundering en opstootjes. Overal weerklonk de hymne van Delavigne en Auber : *La Parisienne,* welke zou plaats maken voor de *Brabançonne* op tekst van Dechez, beter gekend onder de naam van Jenneval en getoondicht door Van Campenhout. Het was op 12 September dat de tenor Lafeuillade de *Brabançonne* in zijn eerste vorm op het toneel van de Muntschouwburg zong (4).

De gematigden (de burgerwacht) moesten met lede ogen toe zien, dat een ander lichaam nl. de Commissie van .Openbare Veiligheid, onder leiding van Felix de Merode, A. Gende-

---

(1) P. GEYL, *Eenheid en Tweeheid in de Nederlanden,* Loghem 1946, p. 116.

Zeker overdrijven Dinger Hattink in zijn dissertatie *De Brusselse opstand van Augustus 1830* en Bologne in zijn boek *L'Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique, 1929,* als ze beweren dat de revolutiegeest zuiver sociaal was.

(2) SCHMITZ, op. cit., p. 313.

(3) TERLINDEN, op. cit., p. 78.

(4) 't Is slechts in 1831 dat de *Brabançonne* in gewijzigde vorm ons nationaal lied werd.

(Koninklijk Museum van het Leger.)

Intrede van de Luikse Vrijwilligers
onder de leiding van Charles ROGIER.

(Koninklijk Museum van het Leger.)

Een « blousard » Pourbaix, jonge Luikse officier.

bien, Rouppe, F. Meeus, Sylvain Van de Wegen opgericht werd. Zij had als zending...

> ... d'assurer le maintien de la dynastie, de maintenir le principe de la séparation du Nord en du Midi; de prendre, enfin, les mesures nécessaires dans l'intérêt du commerce, de l'industrie et de l'ordre public (1).

De betrekkelijke kalmte die op de stichting van laatstgenoemde Commissie gevolgd was, werd opnieuw vertroebeld door de Staten Generaal op 13 September. De Belgische gezanten stemden de administratieve scheiding, maar deze werd door de meerderheid verworpen. In geval van opstand zouden de wapens beslissen. Men durfde zelfs de koninklijke rede niet uitplakken en op de avond van 14 September werd ze op losse bladen uitgedeeld. Zodra de Luikenaars, met Rogier aan hun hoofd, het document hadden gelezen, riepen ze uit : « A bas le Roi ! ». De vlugschriften werden verbrand en de burgerwacht moest zelfs kordaat ingrijpen.

de Mérode stelde aan de leden van de Commissie van Openbare Veiligheid voor enkele gezanten naar de Belgische afgevaardigden in Den Haag te zenden, ten einde bij hen aan te dringen, opdat zij al het mogelijke zouden doen om een bestuurlijke scheiding te bekomen. Rogier wilde daarvan niet horen, verweet aan de Brusselaars hun lakse houding en vroeg dat er een voorlopig bewind zou samengesteld worden. Toen de gematigden hierop niet ingingen, verliet hij met de Luikenaars en de anderen de zaal en stichtte een « club van de St-Joriszaal ». Evenals de Parijse clubs bij de Franse revolutie, zal deze het volk ophitsen. De 19e gaan de Luikenaars de geposteerde Hollanders te Tervueren en te Vilvoorde beschieten (2). Ze liepen echter een blaam op vanwege de Veiligheidscommissie. In de proclamatie lezen we o. a. :

> Manifestent leur improbation formelle de l'acte désordonné qui vient d'avoir lieu; ordonnent que les chevaux enlevés seront renvoyés sans délai, et sous escorte, au détachement de maréchaussées stationné à Tervueren, et qu'il sera écrit ou prince Fréderic pour désavouer cette infraction et en annoncer la réparation (3).

---

(1) VAN DER ESSEN, op. cit., p. 234.

(2) PIRENNE, op. cit., pp. 406-408.
VAN DER ESSEN, op. cit., pp. 235-236.
Vergeten we niet te melden, dat reeds vrijwilligers uit verschillende hoeken van het land naar Brussel opgemarscheerd waren. Dit behandelen we echter in een volgend hoofdstuk.

(3) TERLINDEN, op. cit., p. 111.

Dit stak het vuur aan de lont. Het volk voelde zich verraden en op de avond van 19 September bestormde men het stadhuis. Zonder succes evenwel, daar de burgerwacht gebruik maakte van zijn wapens. Toen op Maandag 20 September een woedende menigte, samengesteld uit Luikse vrijwilligers, werklieden, ambachtslieden, gepeupel en vreemde ophitsers het gemeentehuis bestormde en innam was het gedaan met de wettelijke revolutie en begon de werkelijke opstand (1).

(1) We denken hier onwillekeurig terug aan de bestorming van de Bastille, dat ook het signaal was van de gewelddadige opstand in Frankrijk.

HOOFDSTUK 3.

—

DE SEPTEMBERDAGEN TE BRUSSEL.

Toen Brussel op 20e September in de handen van de opstandelingen was, achtte de koning het ogenblik gekomen om te reageren. Niemand twijfelde aan het succes van de regeringstroepen. Zelfs was de burgerij, uit schrik voor haar goederen, tevreden dat men gewapenderhand zou ingrijpen. Men vertelt zelfs dat de Brusselse schonen in toilette op 23e September rondwandelden om het Hollands leger te begroeten (1).

De 22e September rukte de koninklijke macht, bestaande uit 12.000 infanteristen, 1500 ruiters en 52 kanonnen naar Brussel op. En hetgeen wat dan gewoonlijk voorvalt gebeurde hier ook. De begoede burgerij bleef afzijdig, terwijl het gewone volk de stad uittrok om de Hollandse voorhoede aan de tand te voelen (2). Zelfs de opstandige leiders kozen het hazenpad. Gendebien, Van de Weyer, Rouppe, Felix de Mérode maakten zich gereed om er uit te trekken. Velen weken naar Frankrijk uit. Rogier liet zijn Luikenaars in de steek en doolde de 23e September in het Zoniënbos rond. Te Brussel bleef slechts baron Van der Linden d'Hooghvorst die met Pletinckx, een oud officier uit het Keizerlijk leger de verdediging waarnamen. De 22e deed hij een oproep aan de bevolking waarin hij onder meer aanhaalde:

> Continuez à respecter les propriétés publiques et particulières, les palais etc... Si jamais, et dans quelque circonstance que ce puisse être, quelqu'un poursuit s'en écarter, fouillez-le vous-mêmes sur le champ, et faites-en, par ce seul moyen, prompte justice... (3).

Bij de opstandelingen bevonden zich allerhande vreemdelingen, zoals hierboven reeds werd aangeduid, maar ook inwoners van Hal, Leuven, Waals-Brabant en van Henegouwen. Onder hun opperhoofden telde men een Spanjaard, Juan Van Halen, een Fransman, generaal Mellinet, Niellon

(1) SCHMITZ, op. cit., p. 314.

(2) Zie blz. 23.

(3) AERTS, op. cit., p. 289.

en zovele andere. M. Leconte heeft de meeste van die figuren op een meesterlijke manier beschreven. Zo bijv. schreeft hij, dat Don Juan Van Halen een der typen was, die door de menigte werd bewonderd om zijn hoedanigheden en zijn stoutmoedigheid :

> ... ils brillent aux moments les plus héroïques, arrivent d'emblée au faîte des honneurs et tombent soudain, jouets de la fantaisie populaire, ayant en cueilli des lauriers bien vite ternis par un discrédit, instinctif, appanage presque inévitable des esprits aventureux (1).

Het plan van prins Frederik was het volgend : twee kolonnen zouden oprukken langs de poorten van Schaarbeek en Leuven en nadat ze het Park, de Paleizen en de Hoge stad veroverd hadden, zouden ze hun verbinding verwezenlijken. In de lage stad opereerden twee andere kolonnen. Volgens Schmitz beging de prins een grote fout doordat hij er niet aan dacht de stad te omsingelen. Maar had de prins daarvoor soldaten genoeg ? Dat was zeker niet het geval ! De hoofdaanval zou plaats hebben aan de Schaarbeekse poort.

Langsdaar kon men de Koninklijke straat bereiken, die naar het paleis leidde.

Overal elders mislukten de pogingen van de Hollanders. Zodra de cavalerie zich tussen de huizen aan de Vlaamse poort bevond, deinsden ze achteruit ter wille van het vuur, de straatstenen, de ongebluste kalk, enz., die op haar neerkwam. Aan de Lakense poort verging het hen niet beter. Aan de Leuvense poort geraakten ze tot aan het paleis van de Staten Generaal, waar een barricade hen tot stilstand dwong. Bij de Schaarbeekse poort verging het hen beter in 't begin. De voornaamste kolonne, onder het bevel van generaal-majoor Schuurman, telde 4.700 mannen en vertrok in de ochtend uit Dieghem, voorafgegaan door een groep verkenners. Deze laatsten werden op geweerschoten onthaald. Een zestigtal patriotten onder leiding van een Pool, met name Stildorf, zouden er weerstand bieden. De inderhaast opgeworpen barricaden, konden geen stand houden, zodat de koene verdedigers verplicht waren in de huizen van de laan en van de Schaarbeekse straat te vluchten. Nadat de Hollanders de Koninklijke straat beschoten hadden, rukten zij in stormpas naar de

(1) L. LECONTE, *Les Ephémères de la Révolution de 1830*, Brussel 1945, p. 15.

(2) Volgens PIRENNE, op. cit., p. 416 waren onder de strijders ook advocaten, eigenaars, fabrikanten, Vlamingen en Walen.

(Koninklijk Museum van het Leger.)

Charlier met het houten been bediend zijn kanon.

Koningsplaats, maar plotseling werden ze tegengehouden door een hevig geweervuur achter een barricade vóór de Koninklijke plaats. Generaal Constant Rebecque werd gewond... officieren en soldaten verrast en aarzelend zochten ze dekking in de Warande. Waren ze verder opgerukt dan hadden ze gemakkelijk de barricade ingenomen, maar nu verloren zij het voordeel van het aantal (4.700 man). Zij waren wel meester van het park en enkele omringende straten, doch om dit voordeel te bekomen hadden de Hollanders veel volk verloren. Wel beproefden ze nog verschillende uitvallen, maar alles liep te pletter op de kranige verdediging. Deze laatste werd voortdurend versterkt door vrijwilligers, die afgezakt kwamen van Hal, Nijvel, Waver, Seneffe, Charleroi, enz. Pletinckx en Nique hadden immers de ganse nacht de Brabantse dorpen doorlopen om mannen te ronselen. Deze vrijwilligers, gewapend met een jachtgeweer, trokken dan naar Brussel waar ze zich achter de barricaden te weer zouden stellen (1). Intussen had men 550 barricaden opgeworpen. Alle huizen waren veranderd in kleine forten. Langs keldergaten, zoldervensters en gemaakte openingen staken vuurlopen uit. Het hevigst werd er gevochten aan de grote barricade, die de ingang van de Koninklijke Plaats naar het Park afsloot. Men was er in gelukt een kanon te plaatsen, hetgeen als gevolg had dat de Hollanders een weinig moesten achteruitwijken. Een weinig verder bevond zich Charlier, « La Jambe de Bois », die persoonlijk een klein kanon bediende en een moorddadig vuur opende op een ander punt van het park (2). Constant Rebecque schreef dan ook «De zaak is mislukt». 6.000 vrijwilligers hadden een goed georganiseerd leger van 13.000 man verslagen.

Op andere punten van de stad werden de Hollandse aanvallen afgeslagen. Bij de Leuvense Poort hadden de patriotten twee kanonnen opgesteld. Ze hielden stand totdat ze de inname van de Schaarbeekse Poort vernamen, waarna ze het onderspit moesten delven tegenover generaal Post.

---

(1) TERLINDEN, op. cit., p. 123.

Door Felix de Mérode, Van de Weyer, Gendebien werd op 24e September een oproep gedaan aan het volk in volgende bewoordingen : « Aux armes, braves Belges ! Les Hollandais ont osé attaquer Bruxelles : le peuple les a écrasés. De nouvelles troupes peuvent tenter une seconde attaque : nous vous conjurons au nom de la patrie, de l'honneur et de la liberté, de voler au secours des braves Bruxellois. »

(2) LIEBRECHT, op. cit., p. 53.

De kolonnen van Faveuge en van Balveren werden verslagen, de ene aan de Willempoort, de andere aan de Vlaamse Poort.

Lorsque le 6e hussards se présenta à la porte de Flandre, verhaalt een tijdsdocument, le docteur Trumper, qui avait été improvisé chef de quinze volontaires gardant la porte de Laeken, se dirigea aussitôt, avec son monde, vers le lieu menacé. Avec un renfort d'une vingtaine d'hommes armés qu'il recruta en route, il attaqua les hussards qui étaient déjà parvenus dans la rue de Flandre, à la hauteur du Marché-aux-Porcs. Un capitaine de hussards, qui se trouvait en tête de la colonne hollandaise, fut tué par M. Trumper d'un coup de pistolet, dès le commencement de l'action. La manière dont les habitants de la rue de Flandre ont coopéré à la déroute des hussards et de l'infanterie, mérite d'être remarquée pour servir, le cas échéant, d'exemple aux habitants des autres quartiers : de toutes les fenêtre, on a fait pleuvoir sur l'ennemi, non seulement une grêle de pierres, mais encore une quantité considérable de chaux qui aveuglait chevaux et soldats et mettait la déroute dans tous le rangs (1).

De 23e September om 6 u. s'avonds heerste er een betrekkelijke kalmte aan weerszijden van de barricaden, doch 's anderendaags werd het vuur wederom geopend, toen de stormklok luidde. Vergeten we niet te melden, dat een voorlopige commissie opgericht werd, waarvan baron Vanderlinden d'Hooghvorst van Brussel, Charles Rogiers, advocaat van Luik en Jolly, oud genie-officier deel uitmaakten (2).

Deze personen probeerden van prins Frederik te verkrijgen, dat hij zijn troepen zou terugtrekken, maar deze weigerde.

Dan zullen ze met het volk, de strijd voortzetten, dat hoe langer hoe meer in geestdrift raakte, toen het vernam dat de Leuvenaars een overwinning hadden behaald en dat zonder onderbreking vrijwilligers hun rangen kwamen aanvullen.

De 24e September droeg de Bestuurlijke Commissie het bevelhebberschap over de patriotten op aan de Spaanse revolutionnair Don Juan van Halen. De strijd werd intussen met dezelfde bitterheid voortgezet. Ziende dat de toestand voor hem verloren was, deed prins Frederik de benedenstad beschieten door een batterij, die opgesteld stond op de hoogte van het O. kerkhof (ten Z. van de Boudewijn Kazerne). Daardoor ontstonden verschillende brandhaarden, die de dapperheid van onze voorouders nog meer aanwakkerde. Op bevel

(1) AERTS, op. cit., p. 294.

(2) TERLINDEN, op. cit., p. 121.

(Koninklijk Museum van het Leger.)

Charles ROGIER,
Lid van het voorlopig bewind.

van Rogiers ontketende Van Halen een geweldige aanval, die echter afgeslagen werd (1).

De volgende dag (25e September) poogden de Hollanders een uitval te doen. Het front had zich nu uitgebreid van de Schaarbeekse poort tot aan de Halpoort, doch deze geringe vooruitgang had aan de Hollanders veel slachtoffers gevergd. Immers, van alle kanten waren vrijwilligers opgekomen. Men kroop zelfs op de daken om van daaruit de Hollanders te beschieten. Daardoor durfden de koninklijke troepen zich niet meer in de straten wagen. Te vergeefs hadden ze gepoogd de barricade, die de Koninklijke plaats afsperde, in te nemen. Deze hardnekkige verdediging door de patriotten kostte aan vele aanvallers het leven. Op verscheidene plaatsen had men voorlopige hospitalen ingericht, welke opgepropt lagen met gekwetsten. Gelukkig kwamen verse krachten de gedunde rangen vullen.

Intussen had de Bestuurlijke Commissie uitgevaardigd, dat op de St-Michielsplaats (nu Martelarenplaats) een nationaal gedenkteken zou opgericht worden ter nagedachtenis van de gesneuvelde helden.

De 26e September groeide deze Commissie uit tot het voorlopig bewind, waarvan deel uitmaakten : baron Vanderlinden d'Hooghvorst, Ch. Rogier, graaf Felix de Mérode, Gendebien, S. Van de Weyer, Jolly, J. Vanderlinden, schatbewaarder, baron F. de Coppin, J. Nicolay, secretarissen. In de proclamatie die ze tot het volk richtten, kwamen o.a. volgende woorden voor :

> Le sang belge a coulé; il coule encore par les ordres de celui qui a reçu vos sermens; cette effusion d'un sang généreux a rompu tous liens; les Belges sont déliés. Nous les délions de tout serment (2).

---

(1) CH. ROGIER was na de andere leiders ook op de vlucht geslagen. In het gehucht van Saint-Hubert in het Zoniënbos ontmoette hij M. Jottrand, redacteur van de *Courrier des Pays-Bas*. Samen begaven ze zich naar Couture-Saint-Germain op een mijl afstand van Mont-Saint-Jean. Toen hij het kanon hoorde bulderen en overtuigd was dat men te Brussel vocht keerde hij onmiddellijk naar de hoofdplaats terug.

(2) TERLINDEN, op. cit., p. 128.

In een brief van 26e September schreef de Engelsman Cartwright : « L'Exaspération est intense et gagne maintenant toutes les classes, même les habitants les plus respectables, et tous sont également pris de fureur à l'idée des dommages infligés à leur ville ». Enkele dagen later schreef hij : « Tous les partis se sont maintenant unis et cette

In de namiddag van dezelfde dag rukten drie Hollandse kolonnen naar de Koninklijke Straat, de Koninklijke Plaats en de Wauxhall op. De cavalerie was aan de Kruidtuin opgesteld om desnoods de operatie te ondersteunen. Iedereen voelde het aan dat nu de beslissing zou vallen... beide partners zouden hemel en aarde bewegen om de zegepraal te veroveren.

Juan van Halen, graaf van der Meeren, Mellinet, Kessels zouden echter stand houden. Overal liepen de aanvallen van de Hollanders te pletter. Zelfs verrichtten de patriotten enkele strategische bewegingen, die tot gevolg hadden, dat de Hollanders op zekere plaatsen zelfs omsingeld werden. 's Avonds staken de Brusselaars verschillende gebouwen in brand. Men vocht tot 2 u. in de nacht. Toen de duisternis wegtrok en het morgengloren begon, vertrokken de Hollanders zonder veel tromgeroffel uit de stad. Zij namen hun gekwetsten en een deel van hun doden mee. 125 lijken lagen nog in de parklanen, terwijl 450 gevangenen in de handen van de vrijwilligers waren gevallen (1). Deze laatsten hadden ongeveer 450 doden en meer dan 1.200 gekwetsten (2).

De 27e proclameerde het voorlopig bewind het volgend bericht :

> Le gouvernement provisoire porte à la connaissance du brave peuple belge que les Hollandais ont cédé aux efforts des généreuses populations qui ont combattu avec un courage digne de leur antique réputation.
>
> Braves Belges ! ce n'est pas assez d'avoir vaincu vos ennemis dans Bruxelles; il faut consolider votre victoire en organisant les moyens de combattre au-dehors.
>
> En conséquence, tous les volontaires des villes et communes présent à Bruxelles, se rendront à onze heures autour du Parc, où ils recevront une organisation provisoire par compagnies et bataillon (3).

Te Luik, in Henegouwen, te Gent, te Brugge en overal elders in het land werden de Hollanders verdreven. Het langst bleven ze weerstand bieden te Antwerpen, Maastricht en Luxemburg.

---

rébellion est maintenant en voie de devenir une question nationale. Les habitants modérés et bien pensants qui, il y a dix jours, priaient positivement pour que les troupes entrassent en ville, du moment qu'ils ont vu que les efforts de la populace armée allaient être couronnés de succés et que l'armée serait repoussée, se rallièrent à la cause et tous sont maintenant unis aux libéraux et ne forment plus qu'un seul parti ».

(1) VAN DER ESSEN, op. cit., pp. 239-240.

(2) Er zouden ook een 2000 gekwetsten geweest zijn in het Hollands leger.

(3) TERLINDEN, op. cit., pp. 129-130.

Toen de Staten Generaal gehoord hadden hoe de militaire toestand zich in Brussel ontwikkelde, stemden ze de 29e September de administratieve scheiding. Wederom kwamen ze te laat. Was dit een week vroeger gebeurd dan ware de opstand misschien nooit uitgebroken !

De voorlopige Regering riep op 4 October 1830 de onafhankelijkheid van België uit.

Koning Willem I poogde nog om België voor de dynastie te behouden 't zij om ons land en Nederland in een persoonlijke unie verenigd te houden, 't zij om zijn zoon hier als koning te doen herkennen. De prins die hier nogal geliefd was, deed dan een proclamatie afkondigen, waardoor hij verklaarde zich aan het hoofd van de opstand te plaatsen en te strijden tegen zijn vader om alzo koning van België te worden. Toen het voorlopig bewind hem antwoordde :

> ... c'est le peuple qui a fait la révolution, c'est le peuple qui a chassé les Hollandais du sol de la Belgique; lui seul et non le prince d'Orange est à la tête du mouvement qui lui a assuré son indépendance et qui établira sa nationalité politique.

verloor de prins alle hoop van slagen en verliet op 26 October Antwerpen en vluchtte naar Engeland (1). De scheiding tussen Noord en Zuid voltrok zich voor de tweede maal in de geschiedenis. Zoals de wapens het pleit beslecht hadden in de 16e Eeuw, zo geschiedde dit andermaal in 1830.

(1) SCHMITZ, op. cit., p. 315.

HOOFDSTUK 4.

—

DE OPSTAND ELDERS IN HET LAND.

Volgens Prof. Geyl waren slechts Brussel en Wallonië in September in opstand tegen het Hollands regiem. Het Vlaamse land met Antwerpen en Gent als voornaamste centra, zou volgens Geyl in een onrustige toestand verkeerd hebben, doch hier zou de opstand slechts in October beginnen. In die maand begon alles te rollen en « 't rolde alles van Nederland af naar Brussel toe » (1).

Maar wat moeten we verstaan door onrust ? In verschillende Vlaamse steden immers was de opstand reeds uitgebroken, doch werd in de kiem gesmoord. Dat het daar bankiers en fabrikanten waren die de Nederlanders voorstonden, valt niet te loochenen. Zij hadden immers economisch goed gevaren en dat ze tegen de opstand waren, valt licht te begrijpen. Te Brussel trouwens was de burgerij, op enkele uitzonderingen na, in het begin ook Oranjegezind. Zelfs na de afscheuring had men in de Kamers leden die hun sympathie voor het Oranje-huis noch onder stoelen of banken staken. Zoals we in het voorgaande hoofdstuk zagen, was het in de hoofdstad vooral de volksklas die om allerhande economische, sociale redenen, en opgehitst door Frankrijk in opstand waren gekomen. Slechts nadat de burgerij de toestand klaar inzag greep zij werkdadig in en nam ze aan de opstand actief deel.

Dit laatste moet ons geenszins verwonderen. Dit is het geval bij iedere Revolutie. Gewoonlijk is het de volksmens, die een opstand voert. Hij denkt veel minder na, loopt van zelfs niet zoveel risico, terwijl hij het geliefkoosd jachtveld is van allerlei oproermakers en volksmenners. Daarna komen de elementen, die zich gedurende het gevaar afzijdig gehouden hebben weer te voorschijn, dringen zich op het voorplan, terwijl de helden van de opstand op de achtergrond verschuiven.

(1) GEYL, op. cit., p. 117.

L. Leconte heeft dit prachtig weergegeven in zijn boek *Ephémères de la Révolution :*

> Il est vrai et c'est un axiome historique, que les ouvriers des aubes révolutionnaires sont écartés dès le retour au calme. Dès que le char de l'Etat est remis dans l'ornière, les services de ces braves sont systématiquement amoindris et tel qui avait été applaudi chaudement lorsqu'il fallait de l'audace, lorsqu'il fallait de téméraires meneurs pour conduire la « Sainte Canaille » à l'immortalité et courir les risques du ressentiment gouvernemental...
>
> Quoi qu'on en pense cette psychologie est bien celle qui naît lorsque sonne l'heure des récompenses; cette heure fait sortir de l'ombre les ambitieux si prudents quand tonnait l'airain, mais si experts en intrigues après l'orage (1).

Daarom gaan beweren dat de opstand niet nationalisch was, is zeker sterk overdreven. We mogen beslist zeggen, dat dit de voornaamste beweegreden was. Reeds lang groeide het nationaliteitsgevoelen, teken van de tijd en merkbaar in de meeste landen van Europa. Vroeger reeds had men geprobeerd een onafhankelijke staat te vormen, maar omwille van eng particularisme van Vonckisten en Van der Noot-gezinden, was dit op niets uitgelopen. Dat Luik een groot deel had aan de opstand is heel goed te begrijpen. Verschillende eeuwen immers had het prinsbisdom een zekere onafhankelijkheid gekend en was niet, zoals andere vorstendommen, onderworpen geweest. Dat er van Wallonië een grotere stimulans uitging, vond wis en zeker zijn oorzaak in een afkeer voor het Nederlands en een voorliefde voor Frankrijk.

Nu Brussel in handen was van de patriotten, begon pas de taak van het Voorlopig bewind. Het moest immers de vijand uit het land drijven, de algemene opstand organiseren, het land inrichten en doen erkennen door Europese mogendheden. Geen van de leden van het voorlopig bewind was echter goed gekend en toen ze Louis de Potter uitnodigden om terug naar zijn vaderland te komen, wisten ze heel goed dat deze toch zou terugkeren en wel als « nationale held ». Als Bruggeling was hij niettemin zeer populair te Brussel en te Luik. Van de andere kant werd hij als vrijdenker graag door de katholieken geduld. Toen de Potter de 28e September het land betrad, was het een zegetocht vanaf de Franse grens tot in de hoofdstad.

De 29e September capituleerde Bergen, de 30e Doornik, de 3e October Filippeville, de 4e Mariembourg, de 5e Char-

(1) LECONTE, op. cit., p. 12.

leroi (1). De volgende dag namen de patriotten de citadel van Namen in. Aalst en Ath waren reeds in handen van de opstandelingen. Te Gent hadden reeds verschillende Hollanders zich op 2e October teruggetrokken. De anderen die zich achter bastions verborgen hadden, werden de 15e uitgedreven (2).

Intussen was het bij de Hollanders een warboel van belang geworden. De meesten zochten redding in de vlucht.

Sedert de Brusselse dagen zaten de patriotten hen overal op de hielen, drongen Diest, Aarschot en Mechelen binnen. De 13e October marscheerde Niellon met 2.110 man naar Lier, dat ingenomen werd na het terugtrekken van het Hollands garnizoen.

Daar de Nethestad van belang was voor onze Noorderburen, poogden ze tevergeefs ze te heroveren.

Buiten Antwerpen was ons grondgebied gezuiverd. De 22e October zouden 5.000 patriotten, van 16 kanonnen voorzien, de Hollanders, die over 7.000 man en 40 stuks artillerie beschikten, aanvallen. Kolonel Niellon kreeg opdracht de linkerflank van het Hollands leger te omsingelen en alzo de vijandelijke troepen tot Berchem te doen wijken. Generaal Mellinet zou intussen de Hollanders aan de zogezegde « oninneembare brug » van Waelhem bezighouden. Dit goed opgevat plan lukte, doch op een heel andere manier dan voorzien was. De onstuimige patriotten namen de brug van Waelhem in, deden de Hollanders achteruitwijken en de volgende dag realiseerden de linker- en rechtervleugel van het Belgisch leger hun verbinding dichtbij Oude-God. Vervolgens rukte men naar Berchem op, waar de patriotten aan de winnende hand bleven. Spijtig echter werd graaf Frederik de Mérode dodelijk gewond. Nu begon men Antwerpen te omsingelen.

Wat gebeurde er te Antwerpen zelf ? Van den Herreweghe als afgevaardigde van het Voorlopig Bewind was aldaar aangekomen. Deze zou zich met 35 stoutmoedige mannen van de Hollandse wacht aan het stadhuis meester maken en vervolgens de ganse wachtpost inrekenen. Zij maakte 169 gevangenen. Nadat Van den Herreweghe verschillende

(1) PIRENNE, op. cit., pp. 424-426.

(2) De 5e October ontnam men don Juan van Halen het opperbevel, daar hij verdacht werd van geheime briefwisseling met de prins van Oranje.

(Koninklijk Museum van het Leger.)

Adjudant-Generaal Mellinet.

schoten gehoord had, die uit andere richtingen kwamen, in de mening verkeerde dat overal de wachtposten overmeesterd waren, gaf hij aan twee medewerkers bevel om zoveel man mogelijk nabij de Borgerhouterpoort te verzamelen. Daar immers zouden de troepen, die binnen de stad vertoefden, hun verbinding bewerken met deze van kolonel Niellon die nog buiten de poort vertoefden. Tweemaal werd de poort aangevallen, doch zonder resultaat. Het paleis dat de hertog van Saksen-Weimar, 'n Hollands generaal, bewoonde, werd ingenomen en de generaal kon zelf met veel moeite ontsnappen. Toen de vrijwilligers zich meester hadden gemaakt van de wallen tussen de Slijkpoort en de Rode Poort, was de toestand voor de opstandelingen gunstiger. Toen op 27 October de stormklok aanhoudend klepte om vrijwilligers op te roepen, werkte dit zo ontzenuwend op de Hollandse gemoederen, dat ze hun heil in de vlucht zochten. Op dat ogenblik bewerkten de binnen- en buitentroepen hun verbinding. En nu gebeurde er iets dat waarlijk enig is in de geschiedenis.

Nadat Van den Herreweghe een voorlopig bestuur in de stad aangesteld had, verkreeg hij dat generaal Chassé, die de sterke Citadel van Antwerpen bezet hield, hem de sleutels van de stad overhandigde (1); op voorwaarde echter dat zijn troepen niet zouden aangevallen worden. Wisten de Belgen dit niet ? Wat er ook van zij : de Belgen begonnen te schieten en in het arsenaal verloor het 7e regiment van de Hollanders 300 man. Daarop begon Chassé op aanraden van generaal Saksen-Weimar de stad te bombarderen. Weldra stand de havenstad in lichtelaaie. Had men door die nodeloze wreedheid en verwoesting gemeend de weerstand van de patriotten te breken, dan waren ze erg bedrogen. Geen enkele witte vlag werd er gehesen. De 28e werd een wapenstilstand getekend, waardoor de vrijwilligers de stad verkregen, terwijl de citadel en de Noordelijke forten in handen van de Hollanders bleven.

Daardoor viel een Oranjegezinde stad in de handen van de patriotten en was gans het grondgebied bevrijd. Pirenne zegt het wel goed in zijn « Geschiedenis van België ».

« Generlei nationale haat werd door de Belgen gekoesterd tegen hun Noorderburen, waarvan de mogendheden hun landgenoten hadden willen maken. De vijand was het koninkrijk der Nederlanden en niet Holland » (2).

---

(1) VAN DER ESSEN, op. cit., pp. 213-220.
(2) PIRENNE, op. cit., Dl VI, pp. 437.
Zie ook FL. PRIMS : Antwerpen in 1830, Antwerpen 1930.

HOOFDSTUK 5.

—

HET NATIONAAL CONGRES.

De 11e October besliste het Voorlopig Bewind dat een Nationaal Congres zou ingesteld worden. De 200 leden die er deel van zouden uitmaken, moesten gekozen worden door degenen die een zijns betaalden van 13 tot 150 florijnen, naar gelang de plaats en de bekwaamheid zoals : magistraten, advocaten, notarissen, houders van een universitair diploma, enz. Het moet dan ook geenszins verwonderen, dat mannen, die reeds lang gekend waren en slechts een miniem deel genomen hadden aan de Revolutie met grote meerderheid gekozen werden. Onder de meest bekende vernoemen we : Charles en Henri de Brouckère, graaf Felix de Mérode, Lebeau, Gendebien, Nothomb, Rogier, Raikem, Surlet de Chokier, Van de Weyer, Charles Vilain XIIII, Van Meenen, enz., enz. Het eerste groot werk dat het Nationaal Congres afhandelde was de regeringsvorm. Op 22 November werd met 174 stemmen tegen 13 het grondwettelijk koninkrijk uitgeroepen. Jean Baptiste Nothomb toonde er de noodzakelijkheid van aan in volgende termen :

> Il y a stabilité, dès qu'il existe au centre de l'ordre politique un pouvoir qui se perpétue de lui-même et qui échappe à toutes les vicissitudes humaines.

Volgens Joseph Lebeau was...

> ... la monarchie constitutionelle, loin d'être un état de transition vers un régime plus parfait, au contraire une combinaison politique plus savante, plus ingénieuse que la république elle-même... (1).

Om nu aan de Belgische Natie een basis, een houvast te geven, moest een grondwet vervaardigd worden. Vóór alles moest de grondwet de vrijheid bepalen die de Belgen veroverd hadden. De 5e Februari was het werk voleindigd. Ofschoon de grondwet haar inspiratie gevonden had in de nieuwe revolutionnaire denkbeelden en bijgevolg sterk liberaal en individualistisch getint, toch waren de scherpe kanten afgerond en

---

(1) L. de LICHTERVELDE, *Le Congrès National*, pp. 45-46.

was ze een voortzetting van onze Middeleeuwse landkeuren. Door dit feit zelf was ze sterk verankerd met ons groots verleden. Het was in een minimum van tijd dat de commissie een meesterwerk had geschapen, dat ondanks de herzieningen van 1893 en 1921 de tand van de tijd heeft getrotseerd.

Nu het land innerlijk sterk was, konden de besprekingen met het buitenland beginnen. Maar eerst moest men nog een koning hebben. Twee kandidaten figugeerden vooral op de lijst : de hertog van Nemours en de hertog van Leuchtenberg. De hertog van Nemours werd tot koning verkozen met 97 stemmen tegen 74. Doch de koning van Frankrijk wilde deze keuze niet aannemen en men was noodgedwongen verplicht beroep te doen op een regent, wilde men de onafhankelijkheid van de jonge staat niet in het gedrang brengen.

Surlet de Chokier, die lid geweest was van het Wetgevend Lichaam, dat de Parijs zetelde en later van de 2e Kamer van de Staten Generaal en reeds verschillende malen tot voorzitter van het Congres gekozen werd, zou nu tot regent benoemd worden met 108 stemmen tegen 43 stemmen voor Felix de Mérode 5 voor de Gerlache op de 156 stemgerechtigden. Graaf de Lichtervelde noemde de verkiezing een spijtige zaak, waar hij op p. 38 zegt :

> C'était un homme aimable et spirituel, un bon vivant, plein de bonhomie... libéral d'opinion, quelque peu Voltairien que même c'était au fond un sceptique, qui avait gardé dans l'esprit quelque chose de la légèreté des Liègeois de la fin du XVIIe siècle... Ce fut un bon président, impartial et avisé, mais son élection au fauteuil fut la préface de son élection à la régence, charge pour laquelle il manquait tout à fait de l'énergie et de la clairvoyance nécessaire. Pour ce motif l'échec de Gerlache, motivé par son effacement volontaire, fut un malheur.

Surlet eenmaal regent, wilde niet het koninklijk paleis bewonen en vestigde zich in een hotel. Dit deed hij vrijwillig om goedkope populariteit te verkrijgen. Weldra zou hij ondervinden, dat dit ambt zal gepaard gaan met grote moeilijkheden, waartegen hij volstrekt niet opgewassen was. Zijn huis was waarlijk een haard van allerlei tegenstrijdheden. Het was zijn schuld dat het leger, de kracht van de natie, weldra in volle ontbinding verkeerde.

Het geval met generaal Van der Smissen toont duidelijk aan, dat de regent volstrekt niet loyaal was tegenover ons land. Deze generaal, militair gouverneur van Antwerpen, poogde het garnizoen van de stad tot een tegenrevolutie op te hitsen. De verrader vluchtte zelfs in het werkcabinet van de regent, waar hij van achter een windscherm, het verslag van een der

officieren van generaal Goethals ter ore kwam. Surlet toonde zich zeer verontwaardigd en stelde het hoofd van de verrader op prijs. Maar terzelfdertijd liet hij hem naar Duitsland ontsnappen. Daarenboven deed de regent totaal niets voor het leger. Nochtans drong men van alle zijden aan, opdat hij maatregelen zou treffen tegen de heersende wantoestanden. In plaats van doeltreffende maatregelen te nemen, zwoer hij, dat hij zelf ten strijde zou trekken en dreef het carnavaleske zo ver, dat hij de bloes van de burgerwacht aantrok, versierd met epauletten van Frans maarschalk en zijn lange witte haren wapperden onder de shako van wasdoek.

Daarbij sleepte hij een zware cavaleriesabel mee en trok op deze manier door de straten van Brussel. Hij was effenaf belachelijk en een tijdgenoot schreeft dat hij voorstelde : « l'anarchie monocéphale, errant dans les rues en costume burlesque ». Toen men onderhandelingen met prins Leopold voerde, twijfelde de regent aan de definitieve aanvaarding van prins Leopold.

> Il ne persistait à ne voir d'autre issue pour la révolution belge de 1830 qu'une guerre générale et d'autre résultat final qu'une nouvelle réunion à la France.

De Heer Leconte spreekt waarlijk een streng rekwisitorium tegen hem uit, als hij zegt dat Surlet nooit zijn schapen had moeten verlaten en dat hij 9 jaar te laat stierf (1839) voor het welzijn van onze onafhankelijkheid (1).

Toch moest er een koning komen, wilde de jonge staat leefbaar zijn. Als minister van buitenlandse zaken zond Joseph Lebeau op een gegeven ogenblik vier bekwame mannen naar Londen, nl. de E. H. de Foere, Henri de Brouckère, graaf de Mérode en burggraaf H. Vilain XIIII, allen leden van het Congres.

Te Londen aangekomen, begonnen ze dadelijk met prins Leopold van Saksen-Coburg te onderhandelen. Deze wilde

---

(1) Zie daarover de recente studie van L. LECONTE, *Les Ephémères de la Révolution de 1830,* Brussel 1945, pp. 265-275.

G. RENSON, « Surlet de Chokier, eerste regent van België », in *De Tijdspiegel,* Jg. III, Afl. 10, December 1948, pp. 239-241.

Th. JUSTE de schrijver van de *Fondateurs de la Monarchie belge* schilderde hem in zijn « Le Régent d'après ses papiers et d'autres documents inédits », Brussel 1867, in lovende en partijdige termen af. Maar na tientallen jaren heeft men de echte Chokier ontdekt, namelijk de man die op politiek gebied een nulliteit was, maar bewijzen te over leverde van groot opportunisme.

zich afzijdig houden zolang de regeling van de grenzen open bleef. Hij maakte de kwestie ondergeschikt aan het sluiten van een akkoord met de grootmachten (1).

Daarop werden Devaux en Nothomb naar Londen gezonden om eens nopens de betwiste gebieden te onderhandelen. Zij droegen nieuwe voorstellen mee, nl. het verwisselen van enclaven. Een definitieve regeling kwam niet tot stand, doch ze verkregen voorlopige punten van een vredesverdrag in XVIII artikelen, die een welwillende interpretatie waren van de protocollen waartegen het Congres onophoudend geprotesteerd had. In de Kamers was het een hevig gedebatteer. Joseph Lebeau was de zondebok. De dagbladen spuwden vuur en vlam tegen elke afstand grondgebied. Venloo, Maastricht, Luxemburg lagen op ieders lippen. Dan zal Joseph Lebeau, tegen alle verwachtingen in, door zijn prachtige, gloedvolle en beredeneerde uiteenzetting de gemoederen doen keren en hij die op zeker ogenblik zo gehaat en waartegen iedereen gekant was, lukte er in met 126 stemmen tegen 70 het tractaat te doen tekenen. Daarna gaf hij zijn ontslag als minister van buitenlandse zaken en werd aangeduid om naar Londen te gaan om prins Leopold naar België als koning te brengen, die door zijn wijsheid, zijn uitgebreide relaties de jonge Belgische Staat op veilige wegen zal leiden (2).

(1) de LICHTERVELDE, op. cit., pp. 103-115.
(2) id. , op. cit., pp. 118-125.

SLOT

Ons land door de Revolutie ontstaan, is sedert 1830, dank zij zijn grote koningen, de weg van groei en bloei op alle gebied opgegaan.

De kolonisatie van Belgisch Kongo toonde terzelfdertijd de grote vitaliteit en het dynamisme van de jonge staat aan. Zijn politiek, zijn grote cultuur, zijn gehechtheid aan eigen aard en traditie vormden de meest hechte steun van dit land.

> Enfin, et ce n'est pas un moindre motif d'intérêt de notre passé, maints épisodes magnifiques et maintes personnalités éminentes ont tellement rechaussé le geste national qu'aux yeux du monde comme aux nôtres, ce peuple eut toujours une vocation providentielle à la grandeur. Contrairement à ses puissants voisins, il affirme non un impérialisme dévastateur mais bien plutôt un dynamisme rayonnant de sagesse, d'équilibre, d'art et de charité... (1).

---

(1) L. VAN DER ESSEN, *Deux mille ans d'histoire,* texte élaboré et mis au point pas un groupe d'histories, présenté par L. Van der Essen, Brussel, 1946, p. 15.

GEBRUIKTE BIBLIOGRAPHIE.

W. AERTS, « La Révolution de 1830 », in *Touring Club de Belgique,* XXXVe jg., nr 18, 1930.

L. de LICHTERVELDE, *Le Congrès National* in collectie « Notre Passé », Brussel, 1945.

P. GEYL, *Eenheid en Tweeheid in de Nederlanden,* Lochem 1946.

Th. JUSTE, *La Révolution belge de 1830 d'après des documents inédits,* 2 Dln, Brussel 1872.

Id., *Le Régent d'après ses papiers et d'autres documents inédits,* Brussel 1867.

R.P. KLEYNTJENS, Les Instructions données par le Saint-Siège à Monseigneur Capaccini en 1827 pour obtenir l'exécution du concordat conclu avec le Roi des Pays-Bas, in*Handelingen van ed Kon. Commissie voor Geschiedenis,* CXIV, 2e Afl. Brussel 1949.

L. LECONTE, *Les Ephémères de la Révolution de 1830,* Brussel 1945.

Id., « Les Tribulations d'un patriote de 1830 », pp. 57-66, in *La Patrie Belge, 1830-1930,* Brussel 1930.

Id., « Les deux Généraux Vander Smissen, Brussel z.j.

H. LIEBRECHT, « Histoire anecdotique de la Révolution de 1830 », pp. 45-56, in *La Patrie Belge, 1830-1930,* Brussel 1930.

S. PERELMAN, Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les Etats-Unis (Sept 1830-Jan. 1832) Un témoignage américain sur la Révolution de 1830, in *Handelingen van de Kon. Commissie voor Geschiedenis,* CXIV, 2e Afl., Brussel 1949.

H. PIRENNE, *Geschiedenis van België,* vertaling van R. Delblecq, 7 Dln, Gent 1930, Dl VI gebruikt.

G. RENSON, « De waarheid nopens het bewind van Wilhem I » (1815- 1830) in *Tijdspiegel,* Jg. II, Afl. 7, Hasselt 1947.

Id., « Surlet de Chokier, eerste regent van België », in *Tijdspiegel,* Jg. III, Afl. 10, Hasselt 1948.

Y. SCHMITZ, *Guillaume I et la Belgique,* Brusel 1945.

A. SIMON, « La Révolution belge de 1830 vue de Paris d'après les Archives Vaticanes », in de *Revue Belge de Philologie et d'Histoire,* Dl. XXVI, nr 3, 1948.

A. SIMON, Le Cardinal Sterckx et son temps (1792-1867). l'Eglise et l'Etat, Wetteren 1950.

Ch. TERLINDEN, *Guillaume I, roi des Pays-Bas et l'Eglise catholique en Belgique* (1814-1830) 2 Dln, Brussel, 1906.

Id., *Histoire militaire des Belges,* Brussel 1932.

Id., *La Révolution de 1830 racontée par les affiches,* Brussel z.j.

L. VAN DER ESSEN, *Deux mille ans d'histoire, texte élabaré et mis au point par un groupe d'historiens*, présenté par L. Van der Essen, Brussel 1946.

Id., *Pour mieux comprendre notre histoire nationale,* Brussel J.

J. WILLEQUET, 1830 - Naissance de l'Etat belge, Brussel 1945.

31956. 3000.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

HET NATIONAAL CONGRES

DOOR

G. RENSON
Doctor in de Geschiedenis
Candidaat in de Kunstgeschiedenis
Leraar aan het Koninklijk Atheneum te Maaseik.

★

DIRECTIE VAN DE OPVOEDING BIJ HET LEGER
Nr 40. **DE NATIE** 1950.

WOORD VOORAF.

Deze brochure dient ter aanvulling van de *Revolutie van 1830* door ons geschreven.

Ze leert ons met welke angstvallige nauwkeurigheid en met welke grote bezorgdheid onze voorouders de eerste steen gelegd hebben van het gebouw dat de Belgische staat moest voorstellen.

Zeker waren er bepaalde hartstochten en brachten enggeestige politieke doeleinden de jonge onafhankelijkheid in gevaar.

De strijd tussen Van der Noot en Vonck, die vroeger zo noodlottige gevoegen had, was een vingerwijzing !

Katholieken en liberalen waren beiden voor de vrijheid en zouden akkoord gaan om een statuut op te stellen, waarin de vrijheden van 1789 beter zouden aanvaard worden, en dank zij de restricties, opgelegd door de Franse en Hollandse regimes, geannihileerd zouden worden (1).

Dit bescheiden werkje heeft geen enkele wetenschappelijke pretentie. Het wil slechts een periode belichten, die te weinig gekend is en nochtans van fundamentele betekenis geweest is voor de duurzaamheid van onze onafhankelijkheid.

Dr. G. RENSON.

(1) A. SIMON, *Le Cardinal Sterckx et son temps* (1792-1867), *l'Eglise et l'Etat*, Wetteren 1950, p. VI.

Het Voorlopig bewind (Cliche S C M)

HET NATIONAAL CONGRES

HOOFDSTUK EEN.

—

DE BIJEENROEPING VAN HET NATIONAAL CONGRES.

Op 4 October 1930 d. i. tien dagen na de Septemberdagen vaardigde het Voorlopig Bewind een decreet uit, waarin bepaald werd :

1. Dat de Provincies van België en onafhankelijke staat zullen vormen;
2. Dat het Centraal Comité zich zo vlug mogelijk met de grondwet zal bezighouden;
3. Dat het Nationaal Congres zal bijeengeroepen worden.

De inrichting van het land was nu een dringende hoofdzaak !

Het gerecht werd georganiseerd en een nationaal leger gevormd, waarin de bastonnade zou afgeschaft worden daar ze een belediging was voor de Belgische strijders (1).

Intussen had de prins van Oranje geprobeerd om op diplomatische manier het gezag weer in handen te krijgen.

Vergeten we niet, dat ons land nog niet helemaal van Hollanders gezuiverd was. De pogingen van de prins zouden echter schipbreuk lijden want op 16 October vaardigde het Voorlopig Bewind het volgende uit :

> C'est le peuple qui a fait la révolution, c'est le peuple qui a chassé les Hollandais du sol de la Belgique; lui seul, et non le prince d'Orange, est à la tête du mouvement qui lui a assuré son indépendance et qui établira sa nationalité politique (2).

---

(1) TERLINDEN, *La Révolution de 1830*, racontée par les affiches, Brussel 1944, p. 156.

(2) *Id.*, p. 163.

Alhoewel het Voorlopig Bewind nog veel voor den boeg had o. a. om de economische crisis in Henegouwen te bezweren en de strijd tegen Nederlandse troepen in het Noorden, vaardigde het reeds veel decreten uit in zake vrijheid van godsdienst, pers en onderwijs. Reeds werden maatregelen getroffen voor de verkiezing van het Nationaal Congres, dat twee honderd afgevaardigden zou tellen en evenveel plaatsvervangers. Iedere Belg van minstens 25 jaar, die een cijns van 13 tot 75 florijnen betaalde naar gelang zijn woonplaats, of dezen die hoger onderwijs genoten hadden, mochten stemmen (1).

Op een bevolking van 3.500.000 inwoners, waren er 46.000 kiezers waarvan 38.429 cijnsplichtigen en 7670 capacitaires.

De kiesstrijd had volstrekt geen grote omvang, gezien het feit dat de binnenlandse onrust de gedachtenstrijd belemmerde en terzelfdertijd een stimulans was om in eensgezindheid de Belgische staat te grondvesten en te consolideren. Slechts later, na innnerlijk sterk groeiproces, zullen katholieken en liberalen hun wederzijdse theoriën vooropzetten en proberen uit te werken.

De verkiezing bracht oude politiekers, mannen die hun sporen verdiend hadden gedurende de Revolutie en avonturiers op het voorplan. De Orangisten speelden schuilevinkje en steunden degenen, die hun gevoelens deelden en tevens zouden verdedigen. Indien het bombardement van 27 October op Antwerpen het Orangisme geen lelijke klap gegeven had, zouden er voorzeker veel sympathisanten van de prins van Oranje in het Nationaal Congres gezeteld hebben (2).

Nadat de verkiezingen kalm verlopen waren, kwam het Nationaal Congres op 10 November 1830 in plechtige zitting bijeen in het Paleis van de Staten Generaal, dat voortaan het Paleis van de Natie zal genoemd worden.

---

(1) Volgens DE LICHTERVELDE, *Le Congrès National,* in reeks « Notre Passé », nr 4, Brussel 1945, p. 11 varieerde de cijns van 13 tot 150 florijnen.

(2) M. de VROEDE, in zijn artikel « Het Orangisme in de Vlaamse Beweging » *(Nieuw Vlaams Tijdschrift)* 2, 1948, p. 964-995 toont aan dat sommige Vlaamse letterkundigen na 1830 beslist Orangist waren d. w. z. op een hereniging van Nederland en Belgie bleven hopen, al kwamen ze voor die opvatting niet in het openbaar uit, om hun taalbeweging niet te compromitteren.

Onder de katholieke ouderen merkte men vooral op Etienne-Constantin de Gerlache, een man op de hoogte van het recht en de geschiedenis, die zijn theoriën nopens de vrijheid kloekmoedig tegenover Willem I verdedigd had, een baron de Sécus, een voorzichtig politieker, bij de liberalen een Charles Lehon, de baron de Stassart en de graaf de Celles.

In de vergadering waren er een honderdtal afgevaardigden die boe noch ba zegden slechts een vijftigtal kwamen regelmatig in de discussies tussenbeiden. Vermelden we onder deze laatsten : Barthelemy, de schoonvader van Alexander Gendebien, Charles en Henri de Brouckère, Defacqz, Gerlache, de graaf van Celles, de Robaulx, de Graaf Felix de Mérode, de Sécus, Devaux, Alexander Gendebien, Nothomb, Rogier, Raikem, Rodenbach, Seron, Lehon, Surlet de Chokier, Van de Weyer, Van Meenen, Charles Vilain XIIII, Joseph Lebeau, de priesters de Foere en De Haerne, enz.

Volgens de Gerlache waren er ongeveer honderd veertig katholieken (meer in godsdienstige dan politieke zin) en een zestigtal liberalen.

Op zuiver politiek terrein ovetroffen de katholieken lichtjes de liberalen. De meeste leden echter voerden een unionistische politiek omdat dit de enige manier was om een sterk en onafhankelijk België op te bouwen. Een twintigtal afgevaardigden waaronder Maclagan, de Rijckere, de graaf Duval de Beaulieu, de graaf van Bergeyck, de markies de Trazegnies, o. a. waren Oranjegezind, maar de impopulariteit die ze opliepen maande hen tot voorzichtigheid aan.

Daarentegenover had men enkele Fransgezinden, die slechts het heil in een annexatie bij Frankrijk zagen.

Niettemin wisten ze door de geschiedenis, dat de eenheid noodzakelijk was. De onafhankelijkheid was immers vroeger teloor gegaan omwille van de tweedracht tussen de Vonckisten en de Statisten. Voortaan zou de leuze : Eendracht maakt macht » een lichtbaken zijn voor de meeste politiekers, waarnaar ze de steven zouden wenden.

Het Voorlopig Bewind, dat een voorname rol gespeeld had in de beroerde dagen van onze geschiedenis, diende zijn ontslag in bij het Nationaal Congres, dat uit erkentelijkheid voor zijn werk vroeg dat het Voorlopig Bewind de uitvoerende macht zou uitoefenen, totdat een nieuwe regering zou gevormd zijn. Dit gebeurde dan ook !

De eerste grote daden, die het Nationaal Congres zou stellen waren : de uitroeping van de onafhankelijkheid, het vaststellen van een grondwettelijk en erfelijk koningschap, en de uitsluiting van de familie Oranje-Nassau op elk politiek terrein.

(Cliche S. C. M.)

Alexandre GENDEBIEN.

(Cliche S. C. M.).

Constantin RODENBACH.

HOOFDSTUK II.

BELGIE : EEN KONINKRIJK.

De vorm van een regering in een land hangt samen met de aard van de natie, van de staat en vooral met de historische gebondenheid van het volk dat in die staat thuishoort. Gaan we de geschiedenis van ons volk na, dan zien we onmiddellijk dat we vanaf het Merovingisch tijdvak, door koningen bestuurd werden, ofwel dat we een persoonlijke Unie vormden met de vorst, die ons regeerde.

In 1790, na de uitdrijving der Oostenrijkers kwam onder impuls van Vonck en Van der Noot een soort van federatieve republiek namelijk de Verenigde Belgische Provincies, tot stand. Deze vorm lag echter helemaal buiten het kader van onze nationale traditie. Professor Van der Essen schrijft terecht, dat Maria van Hongarije in 1535 op de zitting der Staten Generaal te Mechelen, de inwoners der Nederlanden aanspoorde zich in een soort van defensieve confederatie te verenigen om zich alzo des te gemakkelijker te kunnen verdedigen. Het werd echter van de hand gewezen (1).

De republikeinse vorm van 1790 vond zijn inspiratie in de *Articles of Confederation* van Amerika. Een brief van Gent op 31 December 1789 naar de *Gazette de Leyde* verzonden, zegde duidelijk :

> Les Etats de Brabant sont décidés à ne pas admettre chez eux l'autorité stadhoudérienne mais à chercher, en suivant l'exemple des Etats-Unis de l'Amérique, le point de l'Union, qui doit faire la force et l'essence d'une république fédérative, dans l'autorité d'une assemblée fédérale, combinée avec l'indépendance de chaque Etat, de façon que, sans être subordonnés les uns aux autres, tous jouissent, dans un degré justement proportionné des droits communs de la confédération souveraine.

Nochtans was deze republiek in handen van enkele bevoorrechten. Verzwakt door hun zelfzucht en verstoken van vreemde hulp, viel ze opnieuw onder de mokerslagen der Oostenrijkers.

---

(1) Zie hierover L. VAN DER ESSEN, *Pour mieux comprendre notre histoire nationale*, Brussel 1945.

Op 6 November 1792 droegen de Belgen bij tot de overwinning van Jemappes. Gesteund door Dumouriez, de Franse generaal, probeerden de Belgische democraten opnieuw de Belgische republiek te stichten. Maar ze botsten op een hevige reactie van wege de bevoordeligde klassen. Van der Noot was overtuigd van de onmogelijkheid, hier in België een republiek te stichten. De grote financier Edouard de Walckiers had de verdienste sinds 1789 de grondwettelijke monarchale vorm van België voor te stellen.

Bij de Revolutie van 1830 achtte Louis de Potter het wenselijk dat het Voorlopig Bewind zijn bestuur zou verlengen om op deze manier en linkse oriëntatie te krijgen die het uitroepen van de republiek zou vergemakkelijken. Dit lukte echter niet. Ook Van Meenen verklaarde, dat zijn principe, zijn gedrag, zijn opofferingen voor doel hadden : het stichten van de republiek.

> J'aime la république, mais je suis intimement convaincu que c'est la monarchie constitutionnelle représentative qui convient à notre situation intérieure et à nos rapports extérieurs et je tiens que, pour gouverner les Belges, il faut être Belge de naissance, d'éducation, de mœurs et de sentiment (1).

De commissie, die een project van grondwet moest uitwerken, sprak zich met acht stemmen tegen een voor het koningschap uit.

Het federalisme, dat in de mode was in 1789, was het niet meer in 1830, men had aan den lijve ondervonden waar het naartoe voerde. M. Leclercq, alhoewel republikein, had het juist voor toen hij verklaarde, dat het koningschap onder alle regeringswezen, het stevigst ingeworteld was bij het Belgisch volk.

De grote politieker Jean-Baptiste Nothomb verklaarde, dat er stabiliteit was, indien een macht zich vereeuwigde en alzo aan alle slechte invloeden van buiten uit ontsnapte.

Raikem, van zijn kant, verklaarde dat het koningschap de meeste vrijheid schonk naast de vaste zekerheid. Joseph Lebeau, de advocaat van Hoei, die ons een koning schonk, was zelfs radikaler, wanneer hij verklaarde dat de grondwettelijke monarchie een politieke combinatie was, veel beter dan de republiek.

(1) L. de LICHTERVELDE, op. cit., p. 15.

Heel de actie van de kroon hing volgens hem af van de keuze van het kabinet.

Zo spraken de meesten zich uit. Waren er zoals onder andere Leclercq, Alexandre Gendebien, enz., die theoretisch de republiek verkozen, toch moesten ze allen toegeven dat het deze vorm was die 't best bij ons land, ons volk paste. 't Is dan ook niet te verwonderen dat op 22 November het Congres zich met honderd vier en zeventig stemmen tegen dertien voor de grondwettelijke monarchie uitsprak.

Aldus verkreeg men een continuïteit en een erfelijkheid, die een grote waarborg boden voor de toekomst van ons land.

Het koningschap zou een rem zijn voor alle uitspattingen.

HOOFDSTUK III

DE GRONDWET.

Een van de eerste bekommernissen van het Nationaal Congres was, aan België een landkeure te schenken, waarin de rechten en vrijheden van de inwoners zouden vervat liggen.

Er bestonden twee projecten waarvan, een de basis zou vormen van de besprekingen. Het Congres stelde tien secties van twintig leden in. Iedere sectie zou twee van zijn leden naar de centrale sectie afvaardigen, waarna alles punt voor punt door de algemene vergadering zou besproken worden. De duur van twee maanden namelijk van 25 November 1830 tot 7 Februari 1831 voor het opstellen van de grondwet mag dan gerust een recordtijd voor zulke ontzaglijke arbeid genoemd worden.

Een van de voornaamste mannen van de centrale commissie, die een groot aandeel had in de opstelling van de grondwet was zonder twijfel Raikem, een Luikse jurist van uitzonderlijke waarde omwille van zijn grote rechtskennis, zijn scherpe geest, zijn verzoenende houding.

Vooraleer de grondwet in detail te bespreken was de eerste vraag, die zich stelde : zullen er in België een of twee kamers zijn ? Vanzelfsprekend waren er voor- en tegenstanders van het twee-kamerstelsel. Zegt de Latijnse spreuk immers niet *Tot capita, tot sensus,* dit is « zoveel hoofden, zoveel gedachten » ?

Na veel conferenties en alle mogelijke beschouwingen werden twee kamers aangenomen, hetgeen wis en zeker het voorzichtigste was. Met honderd zes en dertig stemmen tegen veertig werd de keuze van de senatoren aan hetzelfde kiezerkorps als dit van de kamer van Volksvertegenwoordigers toevertrouwd.

Er waren natuurlijk speciale voorwaarden vereist namelijk de kandidaten moesten veertig jaar oud zijn en 1000 gulden cijns als belasting betalen. Deze laatste voorwaarde zorgde er voor dat, de Hoge Kamer een vergadering werd van grote eigenaars en edelen, terwijl de eerste voor-

waarde mensen zou bijeenbrengen, die door een kalm, beredeneerd en bezadigd oordeel een garantie waarborgden voor de degelijkheid en juistheid van de wetten.

De grondwet zelf was een expose van vrijheden, zoals men buiten Amerika, er nergens een vindt. De geesten hunkerden hier zo heftig naar de vrijheid — ze waren zolang, onderdrukt geweest — dat men vrijheid opeiste op alle gebied. Vrijheid en nog eens vrijheid was het slagwoord. Zelfs de katholieken lieten hun eisen nopens een geprivilegieerde kerk varen en zullen niet meer optreden zoals onder koning Willem I.

Hetgeen de gemoederen tot bedaren had gebracht en verzoend met een zuivere liberale gedachte op godsdienstig gebied, was de brochure door de E. H. de Ram, toekomstige rector van de katholieke Universiteit te Leuven, getiteld *Considérations sur la liberté religieuse.*

Dit maakte de gemoederen klaar voor de belangrijke brief, die de prins de Méan naar het Congres op 13 December 1830 zond, welke grote indruk verwekte en kan aanzien worden als een charter van de kerk in de moderne staten.

Sterckx, die op 24 Februari 1832 aartsbisschop en in 1838 kardinaal van Mechelen werd, werkte in 't begin met het Nationaal Congres mede en verdedigde later de grondwet, ofschoon hij geen afgevaardigde was.

De katholieken immers wilden de vrijheid om de uitoefening van hun godsdienst te bevoordeligen; de liberalen daarentegen om de Kerk alle politieke en sociale invloed te ontnemen (1).

Toen Capaccini, substituut van de Staatssecretaris, het advies van Sterckx vroeg nopens de artikelen 14 en 15 van de grondwet antwoordde Sterckx (2) :

> .. Quelques catholiques eussent désiré qu'au moins la religion catholique fût déclarée religion d'Etat, mais leur nombre est petit; presque tous sont d'avis qu'il fallait rester dans le système

---

(1) A. SIMON, op. cit., p. VI.

(2) Zie hierover ook R.P. KLEYNTJENS : *Les Instructions données par le Saint-Siège à Monseigneur Capaccini en 1827 pour obtenir l'exécution du concordat conclu avec le Roi des Pays-Bas*, in Handelingen van de Koninkl. Commissie voor Geschiedenis, CXIV, 2e Afl., Brussel 1949, pp. 227-256. — Artikel 14 bespreekt de burgerlijke verdraagzaamheid ten overstaan van alle erediensten.

> de liberté pour tous, sans privilège pour qui que ce soit : d'autant plus que la religion catholique est de fait la religion de l'Etat. Le Congrès en a fourni des preuves, puisqu'il a assisté en corps à des services funèbres et qu'il a même voulu qu'il en fût célébré aux frais de l'Etat pour ceux qui sont morts dans les combats. On a également regardé comme inutile d'y consigner que la religion catholique est celle de la grande majorité des Belges; parce que c'est là un fait tellement constant et avéré qu'il n'a pas besoin d'être confirmé par un article de la Constitution (1)

Het fameus artikel 25, waarin gezegd wordt dat de macht van de staat komt, moet volgens Sterckx opgevat worden in de zin van de godgeleerden, die akkoord gaan met de bewering dat de Prinsen hun macht ontvangen hebben langs het volk om. Dit leerstelsel wordt in alle seminaries van Belgie alzo aangeleerd.

Titel II van de grondwet « De Belgen en hun Rechten » is wel de meest merkwaardige prestatie van het Congres.

Buiten de kwestie der godsdiensten was de vrijheid van onderwijs een punt van lange bespreking. Het Josephisme, het keizerrijk en Willem I hadden daartoe aanleiding gegeven door hun persoonlijk despotisme en hun eigenzinnige willekeur tegenover de seminaries en godsdienstige colleges. Men had schrik voor een contrôle vanwege de staat. Na een hevig debat werd het toezicht van de staat verworpen met zes en zeventig stemmen tegen een en zeventig. Op voorstel van Van Meenen nam het Congres de volgende stekst van artikel 17 aan :

> L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite; la répression des délits n'est réglée que par loi. L'instruction publique donnée aux frais de l'Etat est également réglée par la loi (2).

Dit artikel is op alle mogelijke manieren geïnterpreteerd geweest. Zonder kijf staat het vast als een paal boven water, dat het staatstoezicht niets anders nastreeft dan sociale en *technische doeleinden*. Het is een plicht van de Belgische staat zich met de opvoeding van de jeugd te bekommeren. Het valt niet te loochenen, dat de oplossing van 1830 niet alle moeilijkheden uit de weg ruimde. Men weet dat ze in ons land een hevige schoolstrijd heeft doen ontstaan.

---

(1) A. SIMON, *Le vicaire général Sterckx et la Constitution* (1830-1831), in Miscellanea Van der Essen, p. 988.

(1) DE LICHTERVELDE, op. cit., p. 68.

De persvrijheid gaf aan verschillende leden gelegenheid tot allerhande lyrische ontboezemingen. Wel doet De Lichtervelde terecht opmerken, dat de wet nog altijd dezelfde is, ofschoon de materie, die het voorwerp uitmaakte van vermelde wet, thans sterk geëvolueerd is en niet meer dezelfde kan genoemd worden.

De pers immers is een grote nijverheid geworden, in handen van machtige vennootschappen. Zo bijvoorbeeld kan het moeilijk door de beugel, dat de instellingen van het land straffeloos mogen aangevallen worden. Is dat nog democratie in de ware zin van het woord ? Is dat geen eigen zwakheid ?

Wij moeten terugkeren tot de ware democratie, tot de staat waarin een sterk gezag wortelt, zonder daarom dictatuur te zijn, een staat, waarin de « Rechten van de mens » geëerbiedigd worden, zeker — maar waarin geen plaats is voor parasieten, die de staatsinstellingen ondermijnen en dit in naam van « de Vrijheid ».

Al de andere bepalingen nopens de vrijheden werden ongeveer zonder debat aangenomen.

De cijns om kiezer te zijn, schommelde tussen de 25 en 80 gulden. Over de bevoegdheid van de koning, de uitvoerende, de wetgevende en de rechterlijke macht willen we hier niet uitwijden, daar dit beter in een speciale studie kan uitgewerkt worden.

Een soort van vierde macht werd nog in 't leven geroepen namelijk de provinciale en de gemeentelijke instellingen.

Op 5 Februari 1831 werden de besprekingen nopens de grondwet geëindigd en te midden van een overweldigend enthousiasme aangenomen.

Men had in een minimum van tijd een levenswerk verricht, dat de tijden zou trotseren. Trouwens, gans nieuw was precies die grondwet niet, want buiten de gedachten van de Franse Revolutie hadden onze vroegere leiders hun inspiratie gezocht in onze eigen nationale traditie.

> La constitution belge, stelt M. Pirenne vast, apparaît comme le type le plus complet et le plus pur que l'on puisse imaginer d'une constitution parlementaire et libérale. Durant un demi-siècle, elle a passé en son genre, pour un chef-d'œuvre de sagesse politique Elle a exercé une action directe et souvent profonde sur tous les Etats qui, au cours du XIXe siècle, ont remanié ou élaboré leurs institutions suivant les principes parlementaires (1)

(1) DE LICHTERVELDE, op cit., p 79.

HOOFDSTUK IV.

—

BELGIE EN EUROPA.

Toen België de wapenstilstand tekende, was de nieuwe staat door het feit zelf aan de conferentie van Londen gebonden. Nochtans hield men hier een oogje in 't zeil en was er op 20 November een diplomatisch Comité ingesteld geworden, waarvan de graven d'Aerschot en de Celles, de heren Destrivaux en Nothomb deel uitmaakten en voorgezeten door M. Van de Weyer.

Toen Talleyrand en Palmerston inzagen dat re erkenning van de onafhankelijkheid het logisch uitvloeisel was van de gebeurtenissen alhier, werd het protocol van 20 December getekend. Men erkende de onafhankelijkheid van België nog niet —, maar wel de ontbinding van de Nederlanden. Tevens zouden de onderhandelende staten Belgie als een neutraal gebied beschouwen, dat gewaarborgd zou zijn door het accoord van alle naties. De vader van deze gedachten was de Russische gevolmachtigde Matuszevic, die de 15e November schreef :

> Le moyen de préserver la Belgique de la France et la Hollande de la Belgique serait celui-ci : les cinq Puisances garantiraient en commun, par un protocole ou un traité, l'existence du royaume belge, déclareraient qu'aucune d'elles ne pourra dans aucun cas l'envahir ou l'occuper sans le consentement des quatre autres et que, de plus, elles garantissaient également la Hollande contre toute invasion de la part de la Belgique (1).

Voorwaardelijk werden de termen van het protocol op 3 Januari door de regering aangenomen, die evenwel opmerkte, dat de vrijheid van de Schelde, het bezit van de linkeroever, van Limburg en Luxemburg de voorwaarden zouden zijn zonder dewelke de oprichting van een onafhankelijk Belgie ondenkbaar was.

Op 20 Januari werd door een plechtige acte de basis gelegd, waarop de scheiding tussen Noord en Zuid kon opge-

(1) J. WILLEQUET, *1830. — Naissance de l'Etat belge,* Brussel, 1945, p. 201.

trokken worden. De Belgische eisen op Zeeuws-Vlaanderen werden afgewezen; Limburg werd gedeeltelijk en het groot hertogdom Luxemburg helemaal opgeofferd.

Belgie protesteerde daartegen met alle kracht — allerhande stemmen gingen in 't land op — men wilde zelfs voortzetting van de oorlog. M. de Celles drong bij de Vergadering aan op de aanstelling van een koning, om daardoor meer aanzien in het buitenland af te dwingen.

Toen men hier wist, dat koning Lodewijk Philips niet wilde dat de hertog van Nemours koning werd, omdat hij geen nieuwe Europese oorlog begeerde, moest men noodgedwongen naar anadere Kandidaten uitzien. Volgens de Franse koning zouden Engeland, noch de andere Europese staten ooit dulden, dat Frankrijk invloed kreeg in ons land.

M. de Stassart bracht dan de naam van de hertog van Leuchtenberg in 't midden — maar Frankrijk verzette er zich radikaal tegen, omdat deze een Bonapartist was, en bijgevolg gevaarlijk voor zijn eigen veiligheid.

Anderen wilden eenvoudig ons land aan Frankrijk hechten, doch Joseph Lebeau (1) vond dit onmogelijk :

> Cette réunion, serait un motif de guerre générale, de guerre à mort, non seulement de l'absolutisme contre les idées libérales, mais une guerre mortelle aux intérêts de la France et de la Belgique. L'Angleterre sent trop bien tout ce que son industrie et son commerce auraient à souffrir d'une telle réunion pour ne pas s'y opposer Souvenez-vous de ce que disait un de ses plus grands ministres, l'illustre Canning · « La possession du port d'Anvers par la France serait un sujet immédiat de guerre (2).

Maar daarbij was het netelig vraagstuk nog niet opgelost.

De kandidatuur van de hertog van Leuchtenberg werd het meest gesteund, toen op 25 Januari een vijftigtal afgevaardigden de kandidatuur van de hertog van Nemours vooruitzetten. Deze werd met zeven en negentig stemmen tegen vier en zeventig voor zijn rivaal verkozen. Die keuze was

---

(1) Lebeau werd te Hoei op 2 Januari 1794 geboren. In December 1819 was hij doctor in de rechten. Advocaat en journalist zal hij zich weldra in de politiek werpen en er een grote rol vervullen. Hij deed immers Leopold I verkiezen, deed de XVIII artikelen stemmen en redde het land gedurende de Augustus-crisis van 1831.

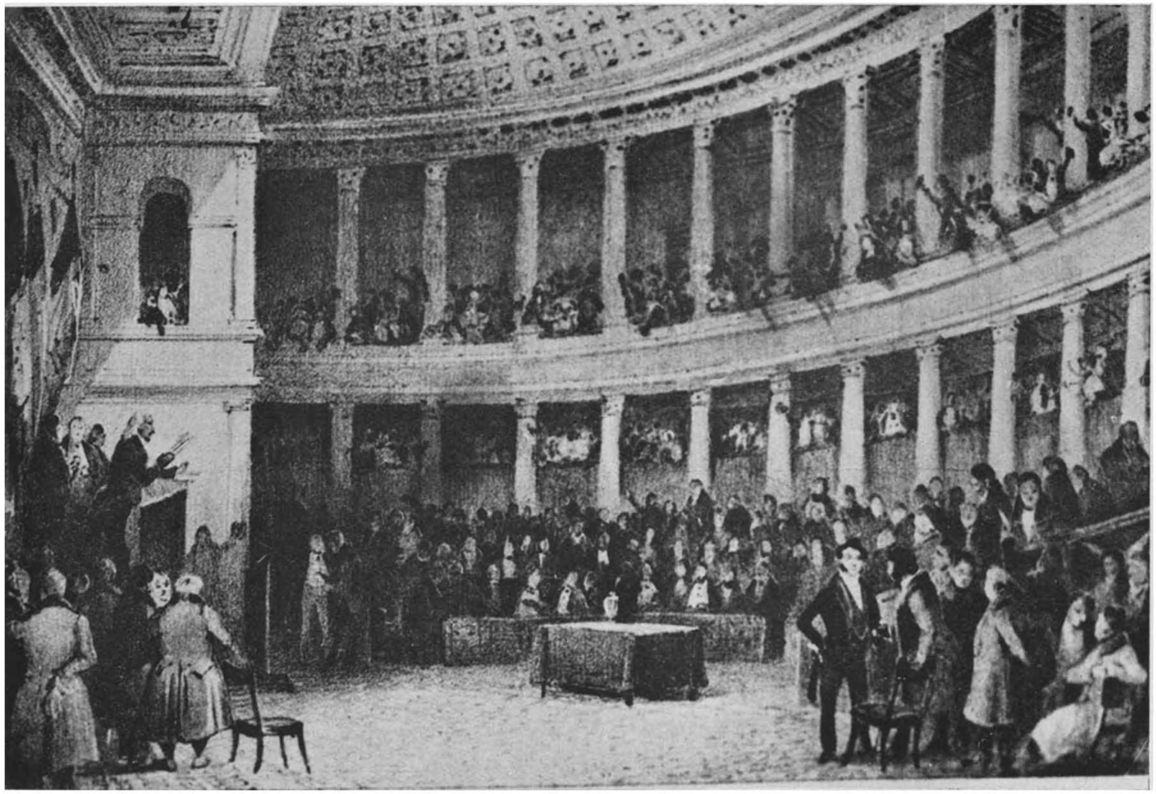
Zie hierover CARLO BRONNE, *Joseph Lebeau* in de collectie « Notre Passé », 3e reeks, nr 6, Brussel 1944.

(2) F. DASCHELET, *Joseph Lebeau*, Brussel 1945, pp. 74-75.

evenwel nietig, daar koning Louis-Philips zijn veto daartegen had uitgesproken. Toen de Belgische afvaardiging in Frankrijk aankwam om er de uitslag van de koningskeuze te melden, werden de leden door de koning en zijn ministers in plechtige audiëntie ontvangen.

't Was met ontroerde stem dat Louis-Philips zijn grote spijt uitdrukte dit niet te kunnen aanvaarden, daar voor hem de vrede van Europa niet mocht opgeofferd worden voor dynastische belangen.

Groot was de weerslag er van op ons land ! Ter elfder ure poogde Lebeau nog de prins de Ligne te overhalen om de troon te beklimmen. Deze weigerde. Nu was men genoodzaakt een noodoplossing te zoeken en voorlopig een regent aan te duiden. Op 25 Februari zal het Congres zijn president, Surlet de Chokier, tot de hoge waardigheid van Regent van het Koninkrijk verheffen.



Het Nationaal Congres. (Cliche S C M)

HOOFDSTUK V.

—

SURLET DE CHOKIER, EERSTE REGENT VAN BELGIE (1).

Th. Juste, schrijver van de *Fondateurs de la Monarchie belge*, schilderde hem in zijn *Le Régent d'après ses papiers et d'autres documents inédits,* in al te lovende en partijdige termen af. Doch sedert een tiental jaren heeft men de echte Surlet de Chokier leren kennen, namelijk de man, die op politiek gebied niet de verdienste heeft, welke men hem vroeger heeft bewezen (2).

Erasmus-Louis Surlet de Chokier werd te Luik op 27 November 1769 geboren. Hij was de tweede zoon van Jean-Guillaume Arnold de Surlet, ridder van het H. Roomse rijk, licenciaat in de rechten, heer van Gingelom, raadsheer van Luik, en van Marie-Gertrude Deprez.

De Surlets en de Chokiers zijn zeer bekend, want ze leverden een het prinsbisdom Luik grote mannen, wien leven innig verbonden was met dit van het prinsbisdom zelf. In de bloedige opstand tussen de Grignoux en de Waroux maakten ze deel uit van de Grignoux.

Schrijft Professor Dr. Vercauteren niet :

> Les lignages accaparent toutes les charges scabinales, de sorte que sur le plan politique, cette ploutocratie devient une oligarchie.
>
> Les Saint-Servais, les de Lardier Surlet-ancêtres du Surlet de Chokier qui fut régent de la Belgique en 1831. . sont à tous égards les vrais maîtres de la cité au XIIIe siècle (3).

Men had Erasmus Surlet de Chokier tot de geestelijke stand voorbestemd. Dit zou echter niet gebeuren. Zelfs was hij een

(1) Zie hierover mijn artikel « Surlet de Chokier, eerste regent van Belgie » in *De Tijdspiegel* jg. III. Afl. 10, pp. 239-241.

(2) L. LECONTE, *Les Ephémères de la Révolution de 1830*, Brussel 1945, pp. 265-275.

(3) ERCAUTEREN, *Luttes sociales à Liège XIIIe et XIVe siècles* (in collectie « Notre Passé », 2e reeks, III, Brussel 1943, p. 33.

der hevigste tegenstanders van bisschop Cesar-Constantijn van Hoensbroek. Tevens was hij een der ergste tegenstrevers van de Oostenrijkers en het moet dan ook geenszins verwonderen dat, bij de mislukking van de Luikse revolutie, de gecompromitteerde Surlet naar Holland uitweek. Na de instelling van het Directoire op 10 Mei 1797, verscheen Surlet-Chokier (hij had de adellijke « de » voor Chokier laten wegvallen) weer op het toneel en werd tot beheerder van het departement van Beneden-Maas benoemd.

Gedurende het Consulaat werd hij tot meier van Gingelom aangesteld. Al vestigde hij zijn woonplaats in Parijs, toch dient gezegd, dat hij dikwijls naar de kleine gemeente Gingelom kwam. Daar hij echter over weinig tijd beschikte, werd op zijn aanvraag Guillaume Arnold, zijn oudste broeder, als meier van Gingelom aangeduid.

In 1809 kwam hij de grote hoeve van Camerijk bewonen, welke nabij het kasteel van Gingelom gelegen was. Hij was immers de grootste eigenaar van merinosschapen. Ondanks zijn bezigheden als eigenaar-landbouwer, werd hij op 43 jarige ouderdom tot lid van het Wetgevend Lichaam, dat te Parijs zetelde, benoemd. Rond die tijd was hij zeer bevriend met Mathieu-Joseph Lambrechts (geboren te Sint-Truiden de 20e November 1753), oud hoogleeraar en rector van de Universiteit van Leuven, Minister van Justitie onder het Directoire en lid van de Senaat.

Toen Napoleon, na zijn nederlaag te Leipzig, in Parijs teruggekeerd was, werd de zitting van het Wetgevend Lichaam, dat voor 19 December 1813 bijeengeroepen was, tengevolge van de groeiende oppositie uitgesteld. Op 1 Januari 1814 werden evenwel de leden van het Wetgevend Lichaam op de Tuileries ontvangen, waar Napoleon hen toesprak. Vermelden we nog dat Lambrechts, na de capitulatie van Parijs, op 2 April 1814 het decreet van Napoleon's val opstelde.

Toen de Noordelijke en Zuidelijke Nederlanden door het Wenercongres opnieuw verenigd werden, paste Surlet zich onmiddellijk aan de nieuwe toestand aan en op 1 September 1815 werd hij door Willem I tot lid van de Tweede Kamer der Staten Generaal benoemd voor de provincie Limburg.

Door zijn bijtende ironie en zijn geest van onafhankelijkheid was hij in alle opzichten een last voor de Ministers.

Men zorgde er echter voor dat hij tien jaar lang uit de Tweede Kamer bleef. Hij was evenwel de Unie niet vijandig gezind, wel integendeel ! In een brief van zijn hand lezen we :

> Je fais les vœux les plus sincères pour que les deux plus grandes divisions territoriales du royaume, jadis si florissantes sous les princes de la maison de Bourgogne, ensuite si violemment séparées et désunies par le despotisme sombre de Philippe et de ses ministres, conservent pour longtemps, sous la dynastie de la maison de Nassau, ces biens inappréciables pour la défense desquels l'illustre Maurice a si longtemps combattu.

Ofschoon Surlet buiten de Kamer gehouden werd, verkreeg hij toch eervolle onderscheidingen, zoals in 1824, toen hij tot burgemeester van Gingelom benoemd werd. In 1827 mocht hij op aanvraag de titel van baron dragen. Volgens deskundigen mochten de Chokiers de naam de Surlet niet dragen.

Na een onderbreking van tien jaar werd hij opnieuw lid van de Tweede Kamer. Evenals bij de Franse overheersching verspreidde hij tracten, waarin hij zelf zijn verdiensten opsomt en terzelfdertijd zijn gehechtheid aan de grondwet aflegt. Het doet waarlijk belachelijk aan een mens zijn eigen verdiensten te horen uitbazuinen.

Toen de Revolutie van 1830 uitbrak begaf Surlet de Chokier zich naar de vergadering der Tweede Kamer en stemde er zoals de andere Belgische gezanten voor de administratieve scheiding van de twee delen van de Nederlanden. Doch nu was het meer dan de administratieve scheiding die de Belgen opeisten. zij verlangden de volledige onafhankelijkheid !

Eens de onafhankelijkheid bevochten, werd Surlet met zeven honderd en twee stemmen op zeven honderd twee en vijftig gekozen. Veel oude collega's trof hij in het Congres aan onder andere Ch. de Brouckère, J.-F. Hennequin, Barthelemy, de graaf van Aerschot, de Gerlache, Ch. de Hon, Destouvelles en anderen.

Hij werd tot voorzitter van het Congres gekozen met honderd en zes stemmen tegen een en zestig voor de Gerlache. Hij was toen reeds meer dan 60 jaar en had een voorkomen dat sympathiek aandeed :

> ... grand, fort, avec un nez en bec d'aigle, des yeux gris pleins de feu, de longs cheveux flottant négligemment sur ses épaules, une tournure sans façon, un sourire railleur.

In December, Januari en Februari 1831 werd hij nogmaals herkozen.

Toen het er op aankwam een koning te verkiezen, was hij voorstander van de hertog van Nemours tegen de hertog

van Leuchtenberg, daar hij voor Belgie slechts heil verwachtte bij Frankrijk. Nooit had hij vertrouwen in Belgie.

Toen men noodgedwongen verplicht was het regentschap in te stellen, wilde men de onafhankelijkheid van de jonge staat niet in 't gedrang brengen, was het lot Surlet de Chokier gunstig. Hij werd met honderd en acht stemmen op honderd zeven en vijftig gekozen, tegen drie en veertig stemmen voor Felix de Merode en vijf voor de Gerlache.

Toen men het regentschap aanbood antwoordde Surlet :

> Quel meilleur emploi puis-je faire des jours qui me restent à vivre que de les offrir à mon pays ? Mais n'oubliez pas que j'ai besoin de votre confiance, de votre amitié, de votre coopération !

Graaf de Lichtervelde noemde de verkiezing een spijtige zaak :

> C'était un homme aimable et spirituel, un bon vivant, plein de bonhomie libéral d'opinion, quelque peu Voltairien même, c'était au fond un sceptique, qui avait gardé dans l'esprit quelque chose de la légèreté des Liègeois de la fin du XVIIIe siècle . Ce fut un bon président, impartial et avisé, mais son élection au fauteuil fut la préface de son élection à la régence, charge pour laquelle il manquait tout à fait de l'énergie et de la clairvoyance nécessaires. Pour ce motif, l'échec de Gerlache, motivé par son effacement volontaire, fut un malheur.

Eenmaal regent, wilde Surlet het koninklijk paleis niet bewonen en vestigde zich in een hotel. Dit deed hij vrijwillig om goedkope populariteit te verkrijgen. Weldra zou hij ondervinden dat dit ambt met grote moeilijkheden gepaard ging, waartegen hij volstrekt niet opgewassen was. Zijn woonst was waarlijk een haard van allerlei komplotten. Het was zijn schuld dat het leger, de kracht van de natie, weldra in volle ontbinding was.

Het geval van generaal Van der Smissen toont duidelijk aan, dat de regent volstrekt niet loyaal was tegenover ons land. Van der Smissen ontving te Antwerpen van wege Lord Ponsonby, inlichtingen nopens het herstel van het Orangistisch huis. Op 1^e^ Februari 1831 antwoordde Van der Smissen aan de prins van Oranje, dat hij op zijn hulp mocht vertrouwen. Deze generaal en tevens militair gouverneur van Antwerpen, poogde het garnizoen van de stad tot een tegenrevolutie op te hitsen.

Toen het komplot mislukte, vestigde Van der Smissen zich te Merxem, van waar hij zich naar Brussel begaf om met de regent te confereren.

(Cliche S. C. M).

Baron Erasmus SURLET de CHOKIER, Regent van Belgie.

Toen hij in de hoofdstad een grote opgewonden menigte voor het huis van Surlet zag samengestroomd, lukte hij er in het werkcabinet van de regent binnen te dringen :

> et, caché derrière un paravent dans le cabinet du Régent, il entendit la déposition faite contre lui par l'aide de camp du lieutenant-général Goethals, qui avait été dépêché dans la Métropole pour y faire une première enquête.
>
> Surlet, très ennuyé, ordonna par la voie des journaux l'arrestation du traître dont le signalement fut envoyé à toutes les brigades de gendarmerie, mais à qui on fournit le moyen de quitter le pays (1)

Daarenboven deed de regent totaal niets voor het leger. Nochtans drong men van verschillende zijden erop aan, dat hij sancties zou treffen tegen de heersende wantoestanden. In plaats van doeltreffende maatregelen te treffen, zwoer hij dat hij zelf ten strijde zou trekken. Hij dreef het carnavaleske zo ver, dat hij de bloes van de burgerwacht aantrok, versierd met épauletten van Frans maarschalk terwijl zijn lange witte haren wapperden onder de shako van wasdoek. Daarbij sleepte hij een zware cavaleriesabel mee en trok zo door de straten van Brussel. Hij was effenaf belachelijk en een tijdgenoot schreef, dat hij voorstelde : « l'anarchie monocéphale, errant dans les rues en costume burlesque ».

Toen men onderhandelingen met prins Leopold van Saksen-Coburg voerde, twijfelde de regent aan de definitieve aanvaarding van de aanstaande koning :

> Il persistait à ne voir d'autre issue pour la révolution belge de 1830 qu'une guerre générale et d'autre résultat final qu'une nouvelle réunion à la France.

Op de vooravond van de inhuldiging van de koning drukte het Congres zijn erkentelijkheid of misschien beter, zijn beleefdheid uit met een penning te laten slaan die het regentschap zou vereeuwigen en ook met Surlet de Chokier een pensioen van 10.000 florijnen te verlenen.

Na zijn regentschap werd hij nogmaals door het kiescollege van Luik tot Senator gekozen, maar hij weigerde het mandaat en stelde zich tevreden met het burgemeesterschap van zijn gemeente Gingelom.

Trouwens, sedert 1832 begon zijn gezondheid sterk te verzwakken. Toen de pastoor van Gingelom hem op de avond van 7 Augustus 1839 over een bepaalde zaak kwam spreken,

---

(1) L. LECONTE, *Les deux Généraux Van der Smissen*, in « Collection d'Histoire militaire belge », Brussel, pp. 18-20.

voelde hij zich plotseling onwel. Men had nog juist de tijd om hem naar een canapé te dragen, waar hij onmiddellijk de geest gaf in de ouderdom van 70 jaar. Daar hij niet gehuwd was, liet hij door testament van 1830 zijn domein van Gingelom aan J.-F. Hennequin achter.

Als slot kunnen we de volgende woorden aanhalen van L. Leconte, die waarlijk een streng rekwisitorium uitspreekt tegen de regent :

> qu'il na'aurait jamais dû quitter ses brebis et métis, il mena bonne vie .. jusqu'au jour de son bienheureux trépas... neuf ans trop tard pour la cause de notre indépendance (1).

(1) L. LECONTE, *Les Ephémères de la Révolution de 1830*, p 274.

HOOFDSTUK VI

DE VERKIEZING VAN LEOPOLD I TOT KONING DER BELGEN. DE XVIII ARTIKELEN.

Toen M. Lebeau, minister van Buitenlandse Zaken werd, stelde hij zich vooral ten doel een koning te vinden en de grenzen van ons land definitief te bepalen. Dit was natuurlijk een groots programma, dat van beslissende aard zou zijn voor het verder verloop van de geschiedenis van ons land

Volgens hem was de keuze van een koning van kapitaal belang en de conditio sine qua non voor de stevigheid van onze onafhankelijkheid. Nu de onderhandelingen met de Franse kandidaten op een sisser waren uitgelopen, zouden voortaan al zijn pogingen geconcentreerd zijn op prins Leopold van Saksen-Coburg, die aan het Engels hof vertoefde.

Met bestemming van de regent besliste hij, graaf Felix de Merode, pastoor Defoere, de heren de Brouckère en Vilain XIIII naar prins Leopold te zenden om hem eens over de kwestie te polsen. Lebeau, die zich de grote verantwoordelijkheid tegenover zijn land goed bewust was, volgde met grote belangstelling de onderhandelingen van de gezanten, welke hij tot volharding aanspoorde, wel wetend dat de toekomst van het land op het spel stond.

De grote hinderpaal was echter de afbakening van de grenzen. Prins Leopold liet duidelijk verstaan, dat hij zou aanvaarden, indien het congres hem met algemeenheid van stemmen zou verkiezen en tevens, indien men in principe akkoord ging met het protocol van 20 Januari.

Volgens hem zou men nog altijd kunnen onderhandelen nopens de uitvoering en de modaliteiten van dit laatste.

Wat Lebeau ook deed en zegde, de onderhandelaars konden niets definitief bekomen, want de bepaling van de grenzen was wis en zeker de enige kink in de kabel, de enige struikelblok. Palmerston hield nu eenmaal halsstarrig en koppig vast aan het protocol van 20 Januari.

Nadat de onderhandelaars minister Lebeau verwittigd hadden dat alle hoop niet verloren was, daar de prins Leopold van Saksen-Coburg met veel interesse de onderhandelingen nopens de grensbepalingen zou volgen, werd Lebeau ongeduldig en wilde een beslissing afdwingen, overtuigd zijnde dat de twijfel een groot gevaar voor ons land was.

Toen Palmerston liet doorschemeren, dat de eisen nopens Luxemburg konden ingewilligd worden, indien van de andere verzoeken werd afgezien, scheen er een verbetering in de toestand ingetreden te zijn. Pousonby kwam uit Londen terug met een nieuw protocol. Belgie moest de bepalingen van de « Bases de séparation » maar aanvaarden — dit was immers een kwestie van eigenliefde voor de Conferentie — dan zou koning Willem I wel afstand doen van Luxemburg, mits zekere compensaties. Toen Lebeau dit protocol inkeek was het voor hem duidelijk, dat het Congres zulke voorwaarden nooit zou aanvaarden. De Engelsman vond wederom een heilmiddel door een brief te schrijven, die op het Congres zou voorgelezen worden.

Daarin stond namelijk vermeld, dat Luxemburg aan Belgie zou gelaten worden mits een zekere vergoeding. Toen het Congres de brief hoorde, waren er fanatiekers die « te wapen » riepen.

De Conferentie was er evenmin over te spreken — Pousonby immers, was zijn bevoegdheid te buiten gegaan — Holland bekloeg zich over te vergaande toegeeflijkheid.

Lebeau, die volstrekt de moeilijkheden wilde overbruggen, zal dan van Leopold van Saksen-Coburg niet alleen een mogelijke, maar ook de aangenomen kandidaat maken. Gedurende het debat had de minister van buitenlandse zaken voortdurend op de bres gestaan, om als het nodig was, de pijlen van zijn welsprekendheid af te schieten : op 4 Juni werd de prins met honderd twee en vijftig stemmen tegen drie en veertig verkozen.

Een afvaardiging van tien man zou aan de prins de beslissing van het Nationaal Congres overbrengen, terwijl Devaux en Nothomb met de Conferentie een akkoord zouden proberen te sluiten, dat voor het land geen tragische gevolgen zou hebben.

Deze laatste mochten vrij hun standpunt laten kennen, hetgeen wel duidelijk aantoont dat het terrein zorgvuldig voor-

bereid was door lord Grey, intieme vriend van Prins Leopold en verwant met Pousonby-Palmerston zocht zo vlug mogelijk dit zaakje op te lossen.

De basis van het project van Nothomb was het volgend :

1. De kwestie van Luxemburg belangde alleen aan Belgie, Holland en de Confederatie. Luxemburg zou het voorwerp uitmaken van een speciale onderhandeling;
2. Belgie zou afstand doen van de linkeroever van de Schelde, mits vrije vaart op de stroom en waarborgen voor de afwatering van Vlaanderen (Holland bezat immers dijken, die na doorbraak uitgestrekte gebieden van Vlaanderen onder water konden zetten);
3. Dan volgde de netelige kwestie van Limburg en Maastricht.

Gewapend met een heel stel oude kaarten bewees de jonge Nothomb dat Belgie niet alleen het recht had op de helft van Maastricht, maar dat in de Verenigde Provincies in 1790 zelfs Pruisische, keizerlijke en Palatijnse conclaven waren namelijk Oeffelt, Boxmeer, Huyssen, Sevenaar, een deel van Bergen-op-Zoom, enz.

Deze gebieden waren door Holland na 1790 gekocht geworden en konden dus volgens de bepalingen van de *Bases de Séparation* door Belgie teruggeëist worden (1).

De 26e Juni werd het « Tractaat van de 18 Artikelen » gepubliceerd. Dit was niet meer zoals vroeger een soort van ultimatum, maar wel een basis waarop verder kon gebouwd worden.

Nopens Luxemburg moest nog onderhandeld worden, terwijl de betwiste gebieden van het Groot Hertogdom Luxemburg aan Belgie beleven. In Limburg zou het grootst gedeelte Belgisch grondgebied blijven. Prins Leopold liet weten dat hij de troon zou aanvaarden, indien het tractaat instemming vond.

Dit was echter de moeilijke klip die omzeild moest worden. Het Parlement overtuigen over de noodzakelijkheid de « 18 Artikelen » te aanvaarden zou zeker geen sinecure zijn.

---

(1) Zie hierover J. WILLEQUET : *1830. — Naissance de l'Etat belge,* Brussel-Parijs, 1945.

> Les extrémistes faisaient flèche de tout bois : les réunionistes menaçaient d'arborer les trois couleurs françaises et d'anéantir le monument de Waterloo; les orangistes s'agitaient en faveur de l'impossible restauration des Nassau; l'Association nationale, plus positive, réclamait le renvoi du ministère qui ne préparait pas suffisamment le pays à la guerre. Enfin, de sinistres rumeurs, propagées surtout dans l'armée, affectaient le moral des volontaires indisciplinés et toujours prêts à écouter l'appel des exaltés (1)

Ja, de opstand groeide en degene, die het vooral moest ontgelden was minister Lebeau. Hij was de zondebok. Gedurende negen dagen zou er op de parlementaire banken een harde strijd geleverd worden. Lebeau wilde de verantwoordelijkheid van de 18 artikelen niet dragen, die de zijne niet waren. Niemand wilde er voor aansprakelijk gesteld worden. De toestand scheen op dat ogenblik op een dood punt gekomen te zijn, toen Van Snick, afgevaardigde van Ath, de zedelijke verantwoordelijkheid op zich nam het voorstel van de 18 artikelen te aanvaarden. de Robaulx sprak daarop een rede uit, die schampere, striemende en hostiele woorden inhield voor minister Lebeau :

« — Quoi, riep hij uit, zich tot de minister van Buitenlandse Zaken richtend, vous avez été chargé de négocier et l'on vous a tracé les bases des négociations; on vous a dit : " Nous consentons à faire des sacrifices pécuniaires ", et vous pourriez prétendre que vous n'êtes pas responsable des négociations. C'est qu'il s'agit maintenant de toucher à la Constitution; c'est une arche d'alliance; si vous y touchez, vous serez frappé de mort... »

En daar deze bedreiging sensatie verwekte herhaalde hij :

« — Oui, vous serez frappé de mort par l'opinion » (2).

Iedereen — het volk, de dagbladen waren ten zeerste gekant tegen het afstaan van een duimbreed gronds. Toch gaf het parlement bewijzen van helderheid van geest, toen vijf en twintig parlementsleden voorstelden dat een schadevergoeding zou verleend worden aan degenen die eventueel bij Nederland zouden geannexeerd worden. Jaminet, Limburgs afgevaardigde, deed met tremolo in de stem, beroep op het gevoel en het patriotisme van de andere leden en riep uit, dat men geen broeders verkocht. Citeren we zijn woorden, die regelrecht naar het hart van de afgevaardigden gingen.

((1) F. DAXHELET, *Joseph Lebeau*, p. 155.

(2) F DAXHELET, *Joseph Lebeau*, p. 160.

Si l'élite de la population de Venloo, craignant une réaction, abandonne ses foyers, et que vous voyiez un de ces exilés traîner une misérable existence sur la terre étrangère, ne sentiriez-vous pas là quelque chose qui vous inquiéterait, qui vous tourmenterait ? Moi, député belge, je serais bourrelé de remords; la vie me serait à charge; je verrais alors errer sur les lèvres de chacun de mes semblables ce sarcasme sanglant : « Il était du Congrès, il a vendu ses frères ! »

Mais on les indemnisera ! Vous croyez donc que tout puisse se faire avec de l'or et que l'or remplace tout ? Et à moi qui viendrai parmi vous, combien me donnerez-vous pour ma clientèle ? Une poignée d'or me rendrait-elle ma famille, mes amis, le sol sur lequel je suis né, toutes mes affections ? .. Gardez votre or, il est vil à mes yeux .. La guerre générale donc, s'il faut en passer par là ! A mon avis ce sera le réveil des peuples et le signal de leur émancipation (1).

Harde woorden vielen er... twee partijen tekenden zich af... vlijmscherpe aanvallen werden zo goed mogelijk afgeweerd en beantwoord. 't Was waarlijk een steekspel van woorden ! Op het einde van de eerste dag sprak minister Lebeau zich voor de aanvaarding uit. De tweede dag evenals de volgende haalde de oppositie de slag thuis. Nochtans probeerde Devaux een kleine tegenaanval, gesteund op de rede, de logica en de waarheid.

Je regarde le traité et l'avènement du roi des Belges, qui en sera le résultat, comme le lien qui va unir désormais, dans la carrière de la liberté, la France, l'Angleterre et la Belgique; noble trépied qui doit un jour servir de base à la liberté de l'Europe entière (1).

In alle steden van het land heerste er een hoogspanning, die iedere minuut tot uitbarsting kon komen. Lebeau en zijn familieleden werden bedreigd. De politie zelf verwittigde hem niet langer meer te kunnen instaan voor zijn veiligheid. Van verschillende provinciesteden wilden benden naar Brussel oprukken — ja zelfs, wilde men de oorlog aan Nederland verklaren. Het land beleefde een beklemmend ogenblik.

De onafhankelijkheid, zo duur bevochten, hing waarlijk aan eén zijden draadje. In die smeltkroes van hartstochten, te midden van een vijandig geladen atmosfeer, hield Lebeau het hoofd koel. Hij was overtuigd dat men de tegenpartij onmogelijk kon overwinnen met de logica alleen — neen men moest voor den dag komen met onweerlegbare bewijzen en stukken — de oppositie bevechten met haar eigen argumenten. Dan zou men de schijnbare oninneembare vesting innemen.

(1) F. DAXHELET, op. cit., p. 161.
(1) DAXHELET, op. cit., p. 165.

Toen Lebeau de 5e Juli het woord zou voeren, verdrong zich een geweldige menigte, vóór het Paleis van de Natie.

Men wist dat de Minister van Buitenlandse Zaken een groot « debater » was en daarbij een groot « redenaar ». Zou het zijn zwanezang zijn of niet ? In alle geval, hij zelf had reeds vooraf verklaard, dat lukken of niet, hij zijn ontslag zou indienen — dit alleen om duidelijk aan te tonnen dat hij alleen het goede van het land beoogde, dat hij alleen het voortbestaan van Belgie op 't oog had·en niet zijn eigen belang, zoals veel van zijn tegenstanders meenden.

> Je suis donc décidé, qu'il y ait acceptation ou non des préliminaires, à quitter le ministère. Je suis en droit, après avoir pendant trois mois compromis ma sûreté personnelle, après avoir vu la santé des miens altérée par ce qui m'était personnel, je suis en droit d'aspirer au repos.
>
> Je me retirerai donc, mais ce n'est point par faiblesse. L'homme qui n'a tremblé ni devant les menaces du pillage, ni devant les menaces anonymes qu'on lui a plusieurs fois adressées, n'est pas un lâche (1).

Na het verwijt van de hand gewezen te hebben, dat hij de grondwet wilde veranderen, na aangetoond te hebben dat er mogelijkheid bestond Limburg te behouden, wendde hij zich tot Jaminet :

> Mais cet or que nous vous offrons, nous ne l'offrons pas pour humilier. Ce sont des devoirs de confraternité politique que nous remplissons; et, devant le haut intérêt qui nous guide, que venez-vous parler de votre clientèle ? Sans doute, je sais le noble usage qu'en fait l'honorable membre auquel je réponds, mais je lui dirai · qu'est-ce que votre clientèle à côté de l'intérêt de la Belgique, à côté de son indépendance, de la nationalité que vous assurez à votre pays, à côté de la guerre générale qui ferait répandre des torrents de sang, pour nous faire retomber, après bien des maux, sous le despotisme militaire ?
>
> Ah ! venez au milieu de nous, vous avez un patrimoine que rien ne peut vous enlever

Vervolgens zegde hij :

> La patrie des Venloonais n'est pas toute dans Venloo. Quand ils ont fait la révolution, ils l'ont faite dans le but de régénérer la Belgique, et non dans un intérêt mesquin de localité ..
>
> Vous compromettez, nous dit-on, en les rejetant sous le joug, les populations de tous ces territoires; vous les exposez aux réactions et aux vengeances. Messieurs, outre que je vois dans tous les pays les opinions politiques se fractionner de manière

(1) Wij menen goed te doen hier enkele uittreksels van die merkwaardige rede te citeren, om alzo tot geen verkeerde interpretatie aanleiding te geven en vooral om een passage die voor ons van overwegend belang was, namelijk om ze beter tot haar recht te laten komen.

à ce que jamais tous les habitants ne soient compromis, je vois encore cette classe pauvre, de laquelle j'espère que nous pourrons bientôt améliorer le sort votre territoire, on ne pourra pas du moins en accuser votre roi (1).

Lebeau was overtuigd dat Maastricht ons niet zou ontnomen worden. Wat Luxemburg betreft, zou men moeten onderhandelen. Hij zelf was de mening toegedaan, dat men het zal behouden dank zij het recht, de waarde van de Belgen en het woord van de prins.

De Minister van Buitenlandse Zaken sprak reeds twee uur. Hij improviseerde... ging de reacties van de toehoorders na en wist door het feit zelf meer efect te bereiken. Trouwens, men zag de aangezichten aandachtig en gespannen naar de redenaar gekeerd — men was volstrekt niet meer onverschillig. Allen waren door de grote redenaar veroverd — zij keken hem werkelijk de woorden uit zijn mond.

Het einde van zijn rede naderde. Lebeau voelde dat de gespannen atmosfeer reeds lang overgeslagen was naar een ademloze stilte en grote aandacht. Zijn pathetische oproep eindigde hij met de volgende bewoordingen :

J'adjure aujourd'hui les députés qui m'entendent de donner encore au peuple belge cet exemple d'union. Si la combinaison est rejetée, je pourrait servir encore mon pays dans cette enceinte, et je serrerai franchement la main de ceux qui l'auront combattue.

Mais vous sentez que si elle était accueillie, nous aurions le droit de vous dire : si vous ne voulez donner à la nation l'exemple de l'anarchie, si vous ne voulez attirer sur la Belgique des maux incalculables, ralliez-vous à nous sans hésiter; venez, soutenons tous le roi des Belges : la nation a prononcé; il n'y a plus de division entre nous, nous sommes tous Belges; tous nous voulons l'honneur et le bonheur de notre patrie (2).

Een geweldig applaus rolde over de zaal heen en begroette de laatste woorden. De mensen waren uitzinnig van enthousiasme. Degene die bespot, beschimpt en bedreigd werd, stond nu bleek en vermoeid, doch inwendig verheugd toe te zien over de reacties in dat vijandig publiek.

Hij zal nu uit de publieke arena treden. De ondervoorzitter had alle moeite om een atmosfeer van kalmte te scheppen. Gendebien zal trachten de tij, door de indrukwekkende improvisatie van Lebeau verwekt, te doen keren, maar 't was een houw in de lucht.

---

(1) F. DAXHELET, op. cit., pp. 177-178.

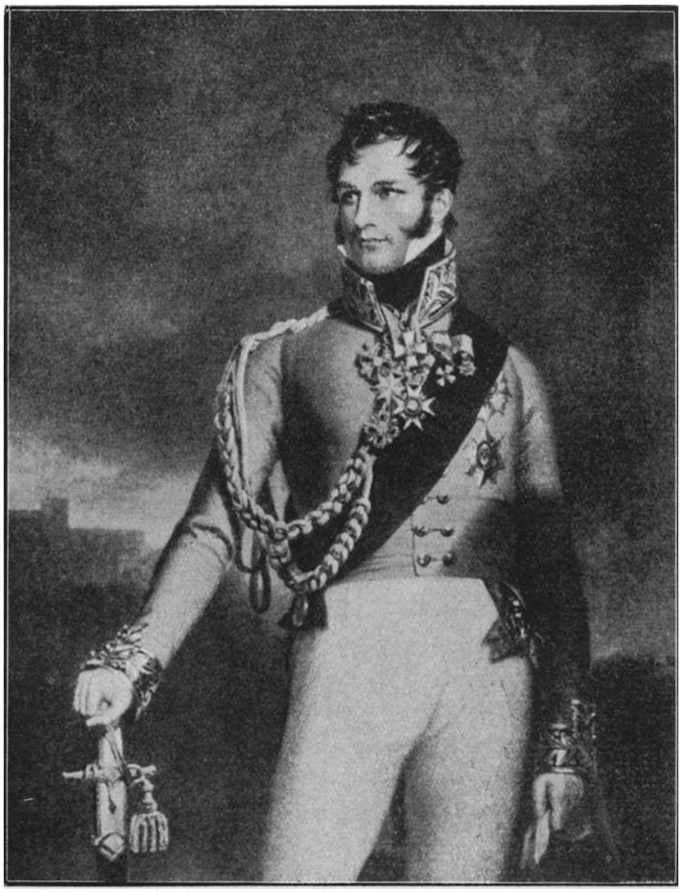
(2) F. DAXHELET, op. cit., p. 179.

Overal had de redevoering van de minister van Buitenlandse Zaken weerklank gevonden en werd ze in gunstige zin gecommentarieerd. De oppositie probeerde nog haar verloren terrein terug te winnen; — men viel niet alleen de politiek, maar zelfs de persoon van de minister aan

Na een korte en waardige repliek van Lebeau en na herhaling van zijn inzicht uit het ministerie te treden, om aldus duidelijk aan te tonen dat hij niet handelde uit egoïsme, nam het Congres « de 18 artikelen » met honderd zes en twintig stemmen tegen zeventig aan.

De toekomst van ons land was gered ! Lebeau had waarlijk door zijn brede kijk, door een wegcijferen van locale en particularistische belangen de algemene zaak gediend. De grondslag gelegd waarop de onafhankelijkheid en de duurzaamheid van Belgie kon gebouwd worden.

Met honderd zeven en dertig stemmen werd zelf aangeduid om de blijde boodschap aan prins Leopold mede te delen.



(Cliche S C M)

Koning Leopold I in Engels uniform,
Prins van Saksen-Coburg-Gotha.

HOOFDSTUK VII.

—

KONING LEOPOLD I IN BELGIE.

Nadat minister Lebeau zijn ontslag bij de regent had ingediend, vertrok hij met de anderen naar Londen om koning Leopold I te melden, dat de 18 artikelen waren aangenomen. Na een reis, die Lebeau zeer in de smaak viel, bracht hij de koning mede.

Te Kales, werden ze koninklijk ontvangen. Daarna ging het naar De Panne, waar de koning voor de eerste maal zijn grondgebied betrad. Vervolgens trok men naar Brussel. Het was een ware triomftocht ! Hier een brave dorpspastoor, die een Lutherse vorst begroette, daar eenvoudige en arme plattelandsbewoners, die hun huizen zo goed mogelijk versierd hadden. Overal was er geluk — enthousiasme — !

Iedereen wilde de vorst benaderen, zelfs degenen die de 18 artikelen het sterkst bekampt hadden !

De 21ᵉ Juli (nationale feestdag) deed de koning zijn triomfantelijke intocht in Brussel. Hij vertrok van Laeken en langs de straten van laatstgenoemde stad, de Nieuwstraat, de Muntplaats en de Madeleinestraat bereikte hij de Koninklijke plaats. Vóór de deur van de Sint-Jacobskerk zag men de rijkgetooide troon. Nadat de regent de prins verwelkomt had, legde hij zijn ambt neer. Daarna schetste de Gerlache het goede karakter van de regent, gevolgd van een korte historiek van ons land. Vervolgens las Vilain XIIII de grondwet voor, waarna Nothomb de formule van de eed zou aanbieden.

Leopold, in uniform van Belgisch generaal, zwoer dan de grondwet te onderhouden en de onafhankelijkheid van ons land te handhaven.

De zetels werden weggenomen, hoge dignitarissen verwijderden zich — de troon, tot nu toe onzichtbaar gebleven — verscheen nu. De koning werd uitgenodigd plaats te nemen.

Hij vroeg een ogenblik stilte en sprak dan deze historische woorden uit :

> Puisse ce jour effacer toutes les haines, étouffer tous les ressentiments; qu'une seule pensée anime tous les Belges, celle d'une franche et sincère union .. Belge par votre adoption, je me ferai aussi une loi de l'être toujours par ma politique... (1).

Drie dagen later werd zijn eerste ministerie gevormd. Het Congres werd ontbonden; — er zou overgegaan worden tot de verkiezing van de Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Vervolgens zal de vorst zijn blijde inkomst doen in verschillende steden van ons land, namelijk in Mechelen, Antwerpen, Leuven, Tienen, Tongeren, Hasselt, Luik, enz.

Maar te midden van al die plechtigheden en feestelijkheden kwamen plots dreigende wolken opzetten. Nederland meende zijn slag thuis te halen, nu Belgie in zijn feestroes alle notie van zelfverdediging scheen vergeten te hebben.

Dit laatste was evenwel niet waar, want koning Leopold I waakte. Onmiddellijk deed hij beroep op Lebeau, welke hem aanraadde Frankrijk en Engeland zo vlug mogelijk te verwittigen, daar deze twee landen zich als waarborg gesteld hadden voor de neutraliteit van ons land.

Doch eerst moest er een wet gestemd worden, die het betreden van ons grondgebied door vreemde soldaten, zou toelaten.

Het Hollands leger, dat reeds verscheidene dagen geconcentreerd lag om Belgie binnen te vallen, buitte dan ook de gunstige gelegenheid uit om ons land binnen te dringen en het Maasleger tot Luik terug te drijven (2). De grote schuld hiervan was, dat generaal Daine weigerde in verbinding te treden met het Scheldeleger.

De huidige historici zijn ook accoord om te verklaren, dat generaal Daine de zaak van de koning verraden heeft. Schreef een agent van koning Willem I niet, dat generaal Chassé 10.000 gulden betaald had aan Daine, die op zo'n manier voor de Orangistische zaak gewonnen was. De 18e Juli 1831 vertrouwde een ander Orangistisch agent met name Grégoire, de Nederlandse minister van Doorn toe :

> Daine s'est engagé envers M. Ernest de Senzeille, sur sa parole d'honneur, à faire naître des défections dans son corps d'armée et à lui donner des ordres pour faire de faux mouve-

(1) Zie hierover WILLEQUET, op. cit., pp. 259-261.

(2) Het Maasleger bevatte 10.381 man, 660 paarden en 30 kanonnen.

ments à ses troupes afin de les compromettre et de rendre certaine la victoire des troupes du Roi. M. Cockerill a fait promettre à Daine par M. de Senzeille cent mille florins en cas de réussite. Mon arrivée a donc pour motif de faire connaître l'adhésion formelle de Daine au mouvement en faveur de la restauration (1).

Terwijl de leider van het leger zijn Judasrol vervulde, boden de Belgen hardnekkig weerstand en kolonel Boucher was genoodzaakt, om wille van de schuldige nalatigheid van zijn overste, zijn oprukkende troepen halfweg Hasselt-Diest tegen te houden. Nog was er kans om de verbinding met het Scheldeleger te realiseren, en de Hollandse legermacht in twee delen te splitsen. Daine echter gaf aan zijn leger bevel achteruit te trekken in de richting van Tongeren. Zonder een enkele poging in het werk te stellen om deze stad te verdedigen, deed hij het leger verder achteruitrukken naar Luik.

De prins van Oranje zou nu zijn troepen op het Scheldeleger werpen. De heldhaftige tegenstand rond Leuven, op 11 en 12 Augustus 1831, liet de Fransen toe de nodige hulp te verlenen (2).

Lebeau had wederom eens te meer bewezen welk groot politieker hij was. Hij was overtuigd, dat Frankrijk alleen een snelle hulp kon verlenen en terzelfdertijd wist hij, dat het veto van de machten een mogelijke opslorping vanwege Frankrijk zou beletten.

Op deze wijze redde Lebeau, hetgeen Daine door zijn verraad, poogde te ondermijnen namelijk onze onafhankelijkheid. Niettemin zou Belgie de tol betalen en moest het de XXIV artikelen aanvaarden. De grote kenner van de periode rond 1830, namelijk burggraaf Terlinden, professor aan de katholieke Universiteit te Leuven, schreef het dan ook zo treffend :

La conférence de Londres ne voulut pas trop affaiblir la Hollande, considérée comme une éventuelle barrière de seconde ligne; aussi les stipulations des XXIV articles nous furent-elles

(1) TERLINDEN, « La Campagne des Dix-Jours dans la province de Limbourg d'après des documents inédits », in *Miscellanca* J. Gessler, Antwerpen 1948, dl. II, p 1191.

(2) TERLINDEN, *idem* (1), pp. 1192-1196. Generaal Chassé, die nog altijd de citadel bezette, werd op 23 December 1831, door maarschalk Gérard verplicht te kapituleren. Zie hierover « La Libération d'Anvers en 1832 », door O. PETITJEAN, in *Touring Club de Belgique*, nr 22, 15 Nov. 1932, pp. 337-352; en DELVAUX, *Le siège de la citadelle d'Anvers*, Brussel 1930

> bien moins favorables que celles des XVIII articles. C'est ainsi que, dans les plaines de l'ancien pays de Looz, la Belgique perdit, en même temps que la moitié du Grand-Duché, le beau et riche territoire que l'on a appelé depuis le Limbourg hollandais (1).

Eerst in 1839 zal Nederland dit protocol aanvaarden. Belgie's onafhankelijkheid was echter verzekerd. Op 20 April 1832 werd Hugh Swinton Legaré als zaakgelastigde van de V. S. A. aangeduid om op 26 September te Brussel in functie te treden.

Met Frankrijk en Groot Brittannië waren de V. S. A. van de eersten om diplomaten te zenden. Pruisen en Oostenrijk zullen later dit voorbeeld volgen; Rusland zal zich slechts in 1853 laten vertegenwoordigen (2).

Alzo nam Belgie, na reeds eeuwen een intens nationaliteitsgevoelen te hebben gekend, na 1830 slechts zijn plaats in de rij der onafhankelijke volkeren in.

---

(1) TERLINDEN, op. cit., pp. 1195-1196.

(2) SOPHIE PERELMAN, « Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les Etats-Unis (Sept. 1830-Janv. 1832). Un témoignage américain sur la Révolution de 1830 » *in Handelingen voor de Koninklijke Commissie voor Geschiedenis*, CXIV, 2 afl., Brussel 1949, pp. 198-199.

SLOT.

Door het kiezen van een koning en het aanvaarden van de XVIII artikelen, had het Nationaal Congres een werk verricht dat van blijvende historische waarde zou zijn.

De fundamenten van de nieuwe staat waren stevig gelegd. De grondwet, een bij uitstek academisch werk, zou weldra alle lief en leed van de jonge staat delen.

Het was een meesterwerk waarop onze voorouders fier mochten gaan. Wel was de macht van de koning erg beperkt. Gerlache kon dan ook over het werk van het Nationaal Congres een oordeel uitspreken, dat door de huidige historici, in alle objectiviteit juist moet bevonden worden.

> Quand vous proclamiez dans notre Constitution actuelle, zei hij, tant de dispositions tutélaires, vous ne faisiez en réalité que reconstruire sur ses fondements primitifs l'édifice social élevé par nos aieux, en ajoutant à votre ouvrage ce que la marche du temps, l'expérience des autres peuples et la nôtre même nous avaient enseigné.
>
> Toutes les libertés qui se trouvent ailleurs que dans les livres ou dans les constitutions oubliées sont consignées dans la vôtre avec les garanties qui en assurent la durée; et déjà depuis dix mois, vous les pratiquez légalement. Qu'on nous cite un peuple en révolution, alors que tous les ressorts de l'autorité vis-à-vis de l'ennemi, plus de modération et la magnanimité au dedans, plus de respect pour les lois, et qui ait su mieux concilier en général l'amour de l'ordre et l'amour de la liberté !
>
> C'est ce beau caractère qui nous a rendus dignes d'être admis dans la grande famille des nations européennes (1).

(1) L. de LICHTERVELDE, op. cit., p. 128.

GEBRUIKTE BIBLIOGRAPHIE.

BRONNE, Carlo. — *Joseph Lebeau,* in Collectie « Notre Passé », 3e reeks, nr 6, Brussel 1944.

DAXHELET, F. — *Joseph Lebeau,* Brussel 1945.

DELVAUX. — *Le siège de la citadelle d'Anvers,* Brussel 1930.

JUSTE, Th. — *Léopold I, roi des Belges,* 2, Brussel 1868.

KLEYNTJENS, R. P. — « Les Instructions données par le Saint-Siège à Monseigneur Capaccini en 1827 pour obtenir l'exécution du concordat conclu avec le Roi des Pays-Bas », in *Handelingen van de Koninklijke Commissie voor Geschiedenis,* CXIV, 2e Afl., Brussel 1949, pp. 227-256.

LECONTE, L. — *Les deux généraux Vander Smissen,* Brussel-Parijs, 1947.

LECONTE, L. — *Les Ephémères de la Révolution de 1830,* Brussel 1945.

de LICHTERVELDE, L. — *Le Congrès National,* in collectie « Notre Passé », 4e reeks, nr 3, Brussel 1945

PERELMAN, S. — « Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les Etats-Unis ((Sept. 1830-Janv. 1832). Un témoignage américain sur la Révolution de 1830 », in *Handelingen voor de Koninklijke Commissie voor Geschiedenis,* CXIV, 2e Afl., Brussel 1949.

PETITJEAN, O. — « La Libération d'Anvers en 1832 », in *Touring-Club de Belgique,* n° 22, 15 nov. 1932, pp. 337-352.

RENSON, G. — « Surlet de Chokier, eerste regent van Belgie », in *De Tijdspiegele,* jg. III, Afl. 10, pp. 239-241.

SIMON, A. — « Le Cardinal Sterckx et le traité des XXIV articles », in *Miscellanca historica in honorem,* A. De Meyer, dl. II, pp. 1268-1277, Brussel, 1946.

SIMON, A. — « Le vicaire général Sterckx et la Constitution belge (1830-1831) » in *Miscellanca histocica in honorem,* L. Van der Essen, dl. II, pp. 983-991, Brussel 1947.

SIMON, A. — *Le Cardinal Sterckx et son temps* (1792-1867) *l'Eglise et l'Etat,* Wetteren 1950.

TERLINDEN, Vte. — « La Campagne des Dix-Jours dans la province de Limbourg d'après des documents inédits », in *Miscellanca,* J. Gessler, dl. II, pp. 1190-1197, Antwerpen 1948.

TERLINDEN Vte. — *La Révolution de 1830, racontée par les affiches,* Brussel 1944.

VAN DER ESSEN, L. — *Pour mieux comprendre notre histoire nationale,* Brussel 1945.

VERCAUTEREN, F. — *Luttes sociales à Liège XIIIe et XIVe siècles,* in collectie « Notre Passé », 2e reeks, n° 3, Brussel 1943.

VROEDE, M. de. — « Het Orangisme in de Vlaamse Beweging », in *Nieuw Vlaams Tijdschrift,* 2, 1948, pp. 964-995.

WILLEQUET, J. — *1830. — Naissance de l'Etat belge,* Brussel-Parijs, 1945.

INHOUDSTAFEL.

		Bladz.
Woord vooraf		3
Hoofdstuk I.	— *De Bijeenroeping van het Nationaal Congres*	5
Hoofdstuk II.	— *Belgie : een koninkrijk*	9
Hoofdstuk III.	— *De Grondwet*	12
Hoofdstuk IV.	— *Belgie en Europa*	16
Hoofdstuk V.	— *Surlet de Chokier, eerste regent van Belgie*	19
Hoofdstuk VI.	— *De Verkiezing van Leopold I tot koning der Belgen*	25
Hoofdstuk VII.	— *Koning Leopold I in Belgie*	33
Slot		37

LIJST DER ILLUSTRATIES.

1. Het Voorlopig Bewind.
2. Alexandre Gendebien.
3. Constantin Rodenbach.
4. Het Nationaal Congres.
5. Baron Erasmus Surlet de Chokier, Regent van België.
6. Koning Leopold I, in Engels uniform, Prins van Saksen-Coburg-Gotha.

33846. — 3,000 ex.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

DIENST VOOR OPVOEDING BIJ HET LEGER

LEOPOLD I

Door CARLO BRONNE

INHOUD.

	Bladz
Nota voor de Opvoedingsofficier	5
Hoofdstuk I. — *Prins van Saksen-Koburg*	7
Hoofdstuk II. — *Koning der Belgen*	10
Hoofdstuk III. — *De Tiendaagse Veldtocht*	13
Hoofdstuk IV. — *De stichting van een Dynastie*	16
Hoofdstuk V. — *De diplomatische krachtsinspanning* . . .	19
Hoofdstuk VI. — *De economische krachtsinspanning*	22
Hoofdstuk VII. — *De koloniale krachtsinspanning*	25
Hoofdstuk VIII. — *De scheidsrechter der partijen*	28
Hoofdstuk IX. — *De moeilijke jaren*	31
Hoofdstuk X. — *Bilan van een Regering*	34

Nota voor de Opvoedingsofficier

Deze brochure opent een biographische reeks die de Opvoedingsdienst zich voorneemt aan onze overleden koningen te wijden. Met dit doel heeft hij zich de medewerking verzekerd van bekende schrijvers, tevens historici, en literators.

M. Carlo BRONNE, schrijver van de brochure « Léopold I », wordt in de wereld der letteren met deze dubbele titel vereerd. Men stelt M. Carlo Bronne niet voor; zijn reputatie is niet meer te maken, zowel in België als in 't buitenland. De Franse uitgevers namelijk, vinden het een eer de werken van de talentvolle auteur van « Leopold I en zijn tijd » uit te geven. Men mag bevestigen dat met dit boek M. Carlo Bronne de ideale biograaf van onze eerste vorst werd. Hij heeft eveneens de « Brieven van Leopold I » gepubliceerd.

Ook zijn wij bijzonder verheugd in onze collectie een brochure over Leopold I, getekend door Carlo Bronne uit de geven. Deze dertig bladzijden vormen een synthese van het leven van onze eerste vorst en van zijn jeugdig koninkrijk, op het ogenblik dat het na harde strijd zijn onafhankelijkheid veroverd had. In tien volstrekt evenwichtige hoofdstukken laat de schrijver voor ons leven de moeilijkheden van de koning en van België in deze uiterst moeilijke tijd.

Wij zijn ervan overtuigd dat de Opvoedingsofficieren dit mooi werk zoals het behoort zullen exploiteren in de zittingen die ze zullen wijden aan onze eerste Koning.

De Opvoedingsdienst zal hun de foto's zenden, waarmee ze de informatiezaal zullen versieren.

Vestigen we er nog de aandacht op, dat de film « De Stichter » verwezenlijkt door de Belgische cineast De Keukeleire, een schitterend succes behaalde op het cinematographisch festival te Brussel.

Leopold I

HOOFDSTUK I.

PRINS VAN SAKSEN-KOBURG.

Op 16 December 1760 werd te Koburg een prins geboren die de naam ontving van zijn peter, keizer Leopold. Het was het achtste kind van de hertog die toen regeerde over Saksen-Koburg-Saalfeld, een kleine staat van 50.000 zielen en bakermat van talrijke dappere veldheren, waaronder Frederik-Jonas, de overwinnaar der Turken, wel de meest beroemde was.

De moeder van de jonge Leopold was de dochter van de graaf van Reuss-Ebersdorf, Hendrik, de vierentwintigste van die naam. Het kind werd opgevoed door zijn grootmoeder van moeders zijde, een trotse en heerszuchtige vrouw, die er nimmer in berustte dat zij haar zusters, koninginnen van Pruisen en Denemarken, in stand nooit evenaren kon.

En terwijl de hertogin haar kleinzoon de zucht naar macht inprentte, boezemde hertog Frans zijn zoon de liefde voor de natuur in. Hij leerde hem plant- en sterrenkunde, de lust voor lange wandelingen en de zin der waarneming. Voorzeker is Leopold I in zijn rijpere levensjaren zijn vader zeer dankbaar geweest voor deze aangekweekte gaven, die de mens troosten in de bittere stonden van het staatsmansleven.

Het college van Koburg dateerde uit het jaar 1605 en nooit werd het programma ervan vernieuwd sinds de stichting. Leopold verwierf er slechts enkele noties van Latijn, Grieks

en wiskunde; doch door eigen studie vulde hij later die leemten in zijn vorming aan. Zijn karakter behoefte geen leerschool, het werd gestaald door de rampen van zijn tijd.

Een prinses van Saksen-Koburg was gehuwd met de broer van de tsaar; Alexander bevorderde zijn jonge schoonbroer tot kolonel toen deze amper 5 jaar oud was. En hij maakte hem generaal wanneer hij 12 jaar werd. Zonder twijfel zou hij een eerbiedwaardige en gemakkelijke loopbaan gehad hebben in de Russische legers indien de troepen van Maarschalk Augereau niet plots het hertogdom overrompeld hadden gedurende de winter van 1806. De hertog werd opgesloten en bezweek kort nadien aan deze beproeving. Het vaderlijke grondgebied werd aangehecht bij de Confederatie van de Rijn.

Om hun hertogdom weer te krijgen, bleef er aan Leopold en zijn oudste broer Ernest, erfgenaam van de troon, niets anders over dan het kamp der geallieerden te verlaten en het hof te maken van de meester van Europa. Napoleon ontving hen eerder koel, maar kon dit verzoek niet verwerpen, daar het gesteund werd door zijn nieuwe vriend, de tsaar. En de Koburgs deden hun plechtige herintrede in hun hoofdstad, onder voorwaarde hartelijke betrekkingen te onderhouden met Parijs. Een voorwaarde die niet steeds onaangenaam bleek voor Leopold, want zijn schoonheid werd zeer gewaardeerd in de keizerlijke salons. Hij verfijnde er zijn manieren van Duitse jonker, door het contact met een meer geraffineerde samenleving, waarin hij de bescherming genoot van Keizerin Josephine en haar dochter, koningin van Holland. Steeds bewaarde hij voor beide vrouwen een dankbaarheid, die zowel hun als hem tot ere strekt.

Wanneer echter de laatste coalitie gevormd werd en de fierheid van de overwonnenen van voorheen door de nederlaag in Rusland herboren werd, schaarden de prinsen van Saksen-Koburg zich zonder aarzelen aan de zijde van Alexander. Leopold nam deel aan de veldtocht in Frankrijk en deed zijn intrede in Parijs, samen met de geallieerden. De vedette op de feesten in deze stad en later in Wenen, waar het vredescongres zetelde, was niemand anders dan deze jonge generaal die, naar de banneling op Sint-Helena vertelde, de mooiste man was, die ooit in de Tuilerieën gezien werd. Waterloo stelde een einde aan het Napoleontisch epos vóór dat de divisie lansiers, met de prins van Saksen-Koburg aan het hoofd, op het slagveld kon verschijnen.

Met de heropleving en de uitbreiding van het hertogdom openden zich nieuwe vooruitzichten voor Leopold. De regent van Engeland verwekte door zijn gedrag schandaal bij de

(Foto Prentenkabinet.)

Leopold I (echtgenoot van de Koninklijke Prinses).
Gravure door Hayter.

(Foto Prentenkabinet.)

De Princes Charlotta van Wales en Prins Leopold van Coburg.

(Foto Prentenkabinet.)

Leopold I in Engels uniform.

(Foto Prentenkabinet.)

Leopold I, vorstelijk Prins van Griekenland.
Gravure door Vogel junior.

burgers van zijn land. Eigenmachtig had hij zijn dochter Charlotte verloofd met de Prins van Oranje, zoon van de koning der Nederlanden. Charlotte echter, een mislukte jongen, een ontembare natuur, doch eerlijk verlangend naar medevoelen, werd verliefd op de prins van Saksen-Koburg, vanaf de eerste maal dat zij hem zag. De tsaar, de hertogin van York en het Britse volk, dat met wantrouwend oog het huwelijk van de toekomstige prinses van Wales met een vreemd vorst had aangezien, juichten toe bij het verbreken der verloving en bij het huwelijk van het jonge meisje met de verleidelijke Leopold.

Van dan af voelde deze Benjamin van een nederige hertogelijke familie zich op de treden van een der machtigste tronen, en zijn invloed op de jonge vrouw liet vermoeden dat hij een belangrijke rol zou spelen in de regering van Groot-Brittannië. En plots vervloog alle hoop. Prinses Charlotte overleed samen met haar kind bij de geboorte.

Gedurende tien jaren trok de weduwnaar zich terug en verbleef op Marlboroughhuis, zijn woning in Londen, of op het kasteel te Claremont, ofwel zwierf hij door Europa. Als enige vreugd in zijn leven bleef hem een meisje, zijn nichtje, gesproten uit het huwelijk van zijn zuster met de hertog van Kent, die haar voorbarig als weduwe achtergelaten had. Zij was de toekomstige keizerin Victoria, en werd opgevoed onder toezicht en op de private kosten van Leopold. « Il mio secondo padre » noemde zij hem.

In het begin van 1830 werd aan de prins de gelegenheid geboden weer in het politiek strijdperk te treden. Het vrijgevochten Griekenland bood hem de soevereiniteit aan, en hij aanvaardde. Maar de voorwaarden die hij gesteld had, werden ongelukkiglijk door de mogendheden afgewezen. Leopold zag af van de kroon der Hellenen. Sommigen lieten doorschemeren dat door de ziekte van George IV de troon zeer vlug aan de kleine Victoria zou vervallen, en dat haar oom verkozen had op het eiland te blijven, klaar om haar bij te staan wanneer zij koningin werd. Het schijnt aannemelijker dat de prins van Saksen-Koburg, met al zijn wijze voorzichtigheid die hij na veertig jaren door beproeving en ondervinding had opgedaan, zich niet aan een regeringsavontuur wilde wagen wanneer het koninkrijk hem wankelbaar scheen.

En men merkt dan ook dat hij dezelfde waarborg eiste, toen hij geroepen werd om het hoofd te worden van een jonge onafhankelijke staat. Daaruit blijkt hoe zeer de volkeren en de mogendheden in 1830 op hem vertrouwden, want tot tweemaal toe werd hij hun uitverkorene om als waardigste van allen een dynastie te stichten en het leven van een jonge natie in handen te nemen.

HOOFDSTUK II.

KONING DER BELGEN.

Door de vereniging van België met Holland onder de scepter der Nassau's in 1815, had het congres van Wenen aan de poorten van Frankrijk een staat willen oprichten, sterk genoeg als bastion en desnoods als schokbreker van de Franse expansiepolitiek.

Economisch was het Koninkrijk der Nederlanden een echt succes. Op militair gebied had Willem I het mandaat vervuld, hem door de mogendheden toevertrouwd. Hij had van dichtbij de bedoelingen der Bourbons gevolgd en geen gelegenheid liet hij onverlet om hun onaangenaam te zijn : hij verleende toevlucht aan de koningsmoordenaars, aan de republikeinen en aan de verdreven Bonapartisten. Maar op binnenlands gebied was de politiek van de vorst een echte mislukking. Door de godsdienstige aanspraken en de taalverzuchtingen der Belgen te miskennen, door de voorkeur te geven aan Hollanders in leger en administratie, door koppig het onmogelijke amalgaan te willen verwezenlijken, had Willem zijn zuidelijke onderdanen tot de opstand gedreven.

Dezelfde koppige en besluiteloze houding, die hem de helft van zijn staten had doen verliezen, deed hem ook de nederlaag lijden in de straatgevechten te Brussel in September 1830. Verwonderd over deze gemakkelijke zegepraal, werden de Belgen zich bewust van hun mogelijkheden, en legden zich ijverig toe op de versteviging van de onafhankelijkheid, die hun na vier dagen heldhaftige strijd te beurt was gevallen.

Nu hadden zij grenzen nodig, een staatsvorm, een staatshoofd. Na een twintigtal protokollen, kenden de mogendheden, vergaderd op de conferentie te Londen, aan België de hoedanigheid van een vrije staat toe. Het nationaal congres, samengesteld uit de verkozenen van het Belgisch volk, stemde de Grondwet, in een minimum van tijd opgesteld door een commissie waarvan de Gerlache, Lebeau, Nothomb, Devaux en Ch. de Brouckère deel uitmaakten. Katholieken en liberalen

hadden samengewerk in een geest van verzoening, die de nationale keure tot een toonbeeld van evenwicht maakte; zij waarborgde de vrijheid van de persoon, van gedachte, van pers, de gelijkheid voor de wet en op het stuk van belastingen, de scheiding van de uitvoerende, wetgevende en rechterlijke macht, de verantwoordelijkheid der ambtenaren, en het toezicht door het Parlement, verkozen bij rechtstreekse en geheime stemming. De scheiding van kerk en staat werd voltrokken door de bezoldiging van de geestelijkheid, en door het verplichte vorafgaan van het burgerlijk huwelijk aan het godsdienstige. Het zelfbestuur der gemeenten hield tegengewicht met de centralisatie der staatsdiensten. Erfdeel der voorrechten van de gemeenten, uit de middeleeuwen, en der rechten van de mens en van de burger, behendig vergelijk tussen de gewoonten en het modernisme, tussen de tradities en de sociale veroveringen van 1789, werd de Belgische Grondwet op het eerste gezicht een schrikbeeld voor alle behoudsgezinde regeringen. Bij toepassing echter bleek ze zeer wijs spijt haar voorvarendheid en werd nagevolgd door de meeste naties die het tot ontvoogding brachten.

Het Congres had met 172 stemmen tegen 13 het erfelijk koningdom aangenomen, doch matigde het door een nationale vertegenwoordiging. De Nassau's werden voor immer uitgesloten en daardoor werd de keuze van een soeverein de meest delikate taak van de Vergadering. De Fransgezinde partij stelde de kandidatuur voor van de hertog van Nemours, zoon van Lodewijk-Filips. Deze veinsde te zullen aanvaarden om de keuze van August van Leuchtenberg te verijdelen, daar diens vader de schoonzoon van Napoleon was. Maar hij wist zeer goed dat de mogendheden geen twee leden van het huis van Orleans, door de nauwste familiebanden verbonden, aan het hoofd van België en Frankrijk zouden dulden. Eens Nemours verkozen, was de koning der Fransen inderdaad verplicht de eer af te wijzen, die aan zijn vorstenhuis gebracht werd.

De toestand was angstwekkend. Het koninkrijk liep gevaar de hebzucht van sommige machten op te wekken, en stelde het geduld van Europa zwaar op de proef. Een regent werd aangeduid : Surlet de Chokier, een hereboer, bekwamer in het fokken van merinoschapen dan in het staatsbeleid. Verschillende Orangistische samenzweringen werden ontdekt en slechts zwakjes onderdrukt. Het leger was gebrekkig uitgerust en slecht aangevoerd. Immer dringerder deed zich de noodzakelijkheid gevoelen de ledige troon een titularis te bezorgen, op wie het volk hopen en vertrouwen kon.

Toen begon Lebeau, een jong advokaat uit Hoei, die welsprekendheid en rechtschapenheid paarde aan een verbazend politiek doorzicht, een kampagne in het voordeel van de prins van Saksen-Koburg. Als protestant zou deze er niet kunnen van beschuldigd worden de koning der katholieken te zijn; van Duitse afkomst, en met Engelse vorming, zou hij geen agent van een vreemde regering zijn. Zijn ouderdom, zijn faam maakten hem tot een ideaal kandidaat. Een afgevaardigde werd naar hem gezonden en keerde uit Londen terug met de verzekering dat Leopold de kroon zou aanvaarden op voorwaarde dat de laatste diplomatieke geschilpunten vóór zijn verkiezing zouden beslecht worden.

De Conferentie, verontwaardigd door de territoriale eisen der Belgen, dreigde hen als oproerlingen te behandelen; de roerende toon van Lebeau deed het Congres inzien dat de opoffering van enkele dorpen aan Holland, ondanks de aanhankelijkheid van de bevolking aan België, de eerste voorwaarde was tot de definitieve erkenning van onze onafhanlijkheid door de kanselarijen. Eindelijk werd de overeenstemming te Londen bereikt op 26 Juni 1831, dank zij een vindingrijk voorstel van J.-B. Nothomb, waardoor de laatste hindernissen voor de ondertekening van het verdrag der XVIII artikelen vereffend werden.

Op 4 Juni was Leopold verkozen tot koning der Belgen, met 152 stemmen op 195. Op 9 Juli bekrachtigde het Congres het verdrag, en de 16e scheepte de prins van Saksen-Koburg in te Dover op het jacht « Crusador » met als bestemming het vasteland. Hij was vergezeld door een Bruggeling, Jules van Praet, benoemd tot sekretaris van de koning, omwille van zijn volmaakte kennis van het Engels en van de geschiedenis van zijn land. Hij zal in de schaduw van de koning zijn vaderland onschatbare diensten bewijzen.

Te Kales wenste generaal Belliard, eerste gezant van Frankrijk te Brussel, de nieuwe soeverein welkom, in naam van Louis-Philippe en vergezelde hem tot aan de grens van het koninkrijk. Te Veurne, te Oostende en te Brugge werd hij triomfantelijk ontvangen. En zelfs te Gent, citadel van het Orangisme, heerste er enige begeestering voor de vorst, die niet voor deze doortocht was teruggedeinsd, hoe ongerust zijn gevolg ook was. Over Aalst bereikte men Laken, op 20 Juli. De stoet kwam er vrij laat aan. Eens de toespraken uitgesproken, haastte ieder zich te ruste, om fris te zijn voor de stralende volgende dag.

HOOFDSTUK III.

DE TIENDAAGSE VELDTOCHT.

De bewuste 21e Juli was nauwelijks in de lucht of reeds stond het volk in dichte rijen langs de doortocht der « Blijde Intrede » geschaard. Bloemen bedekten de straten, triomfbogen rezen op langs de te volgen weg. Vervoerd op draagbaren, versierd met gebladerte, namen de zwaargewonden der Septemberdagen een voorbehouden plaats in.

Aan de Antwerpse poort ontving de koning de sleutels der stad uit de handen van burgemeester Rouppe. « Bewaar ze, zei hij, ze kunnen in geen betere handen zijn. » Wanneer om één uur in de namiddag de stoet op het Koninklijk Plein aankwam, stond daar al wat de natie bezat aan hoogstaande en keurige bevolking, op het bevlagde plein, waar in het midden een vrijheidsboom wuifde. Alle balkons, vensters en daken waren bezet door mooie vrouwen in helle kledij. Tegen de kerk van Sint-Jakob op de Coudenberg, was een tribune opgericht waar zich de ministers, de leden van het Nationaal Congres en de hoge ambtenaren bevonden. Een eenvoudige zetel wachtte Leopold van Saksen-Koburg; hij nam plaats tussen de Regent en de voorzitter de Gerlache. Dan las Vilain XIIII de Grondwet voor en Nothomb de grondwettelijke eed, die herhaald werd door de prins. En plots schoven de rijen der vertegenwoordigers open, een troon verscheen en Leopold besteeg hem.

Nu eiste het land een bezoek van de koning. Daar hij Vlaanderen reeds doorkruist had, begaf hij zich naar Wallonië. Op 2 Augustus had Leopold I een troepenschouwing gehouden te Luik, en rustte hij uit in een hotel op de Sint-Maartensberg, toen een bode plots alarmerend nieuws bracht. De Hollanders waren over de grens getrokken en rukten op naar het hart van het land. Akkoord met Lebeau, die hij bij zich geroepen had, riep de koning onmiddellijk de hulp in van Frankrijk en Engeland, waarborgen van het Verdrag der XVIII Artikelen.

De Grondwet eiste wel is waar een stemming van het Parlement om aan vreemde troepen toegang tot het grondgebied te verlenen, maar de minste vertraging kon een ramp verwekken. Indien de prins van Oranje er in slaagde het koninkrijk grotendeels te bezetten, mocht men terecht vrezen dat de mogendheden een feitelijke toestand zouden aanvaarden, die in 't onbepaalde zou voortduren. Het kwam er dus op aan de inval zo haast mogelijk tot staan te brengen. Maar het Belgisch leger was onbekwaam om alleen die taak te vervullen. Officieel bestond het uit 64.000 man, in feite slechts uit de helft. Staf, bevoorradingsdienst en artillerie bestonden praktisch niet en tucht was onbekend.

Leopold begaf zich naar het hoofdkwartier te Mechelen en nam de leiding der krijgsverrichtingen in handen. Zijn plan bestond er in de verbinding der korpsen van Schelde en Maas te verwezenlijken om de indringer in de flank aan te vallen en zijn opmarsch te vertragen in afwachting van versterkingen. Dat manœuver mislukte. Generaal Tiecken de Terhove, kommandant in de Kempen, had de onderrichtingen slecht begrepen en kwam te laat. Generaal Daine, waarvan men nog steeds niet weet of hij verraad pleegde of onbekwaam was, liet zijn troepen verslaan in de omgeving van Tongeren en trok terug naar Luik in volledige ontreddering.

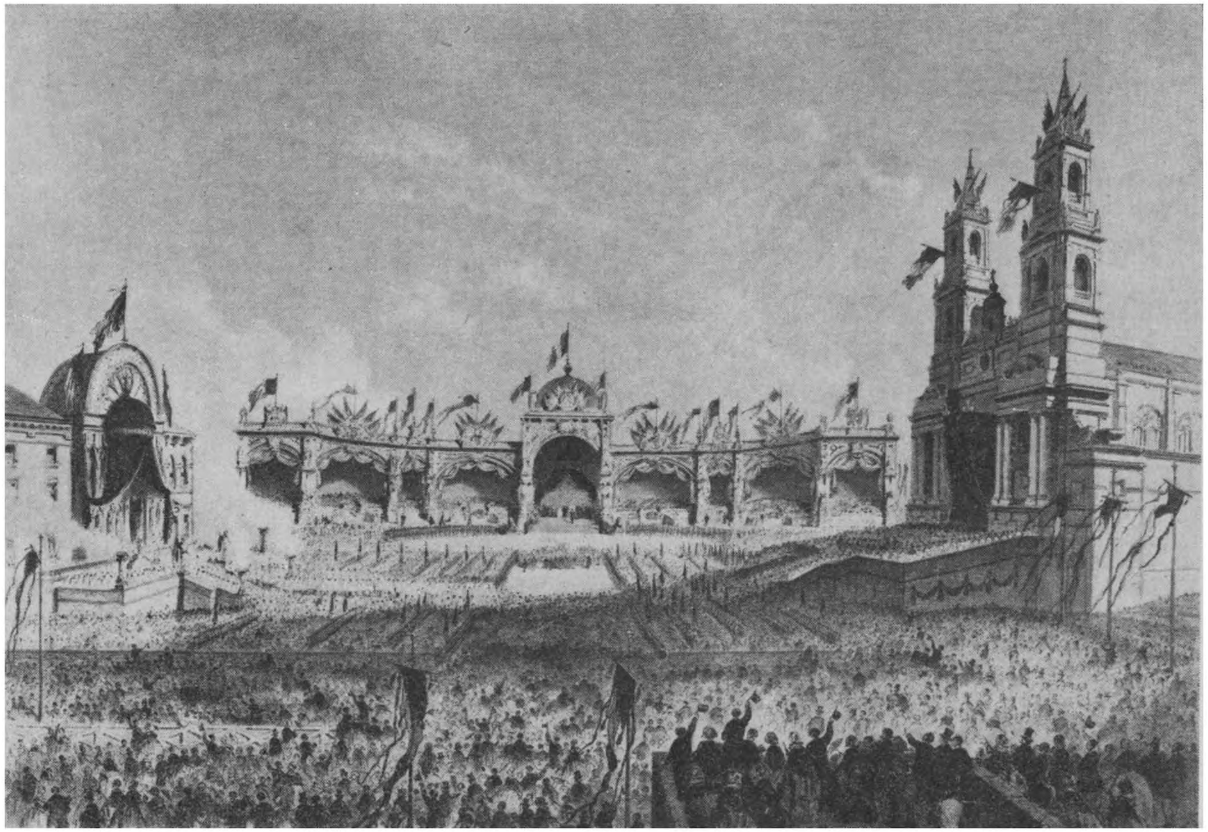
De Hollanders namen Diest en rukten met een deel hunner troepen op naar Brussel, met een ander naar Leuven, dat gedekt werd door de strijdkrachten van Tiecken, onder het bevel van de koning. Op 12 Augustus scheen de toekomst somber. Uit de hoofdstad verwijderde men de schat en de archieven. Maar de Franse troepen van Maarschalk Gerard, verschillende dagen aan de grens weerhouden door bezwaren der ministers, kwamen in geforceerde marschen aangesneld en hun voorhoede bereikte Waver. Met moeite kon generaal Belliard de hertog van Saksen-Weimar overreden van zijn plan, aan het hoofd van een Hollands korps in Brussel binnen te dringen, af te zien. Van zijn kant wist sir Robert Adair, gezant van Groot-Brittannië op levensgevaar door de lijnen te dringen en de prins van Oranje te overreden een schorsing der vijandelijkheden uit te roepen, op voorwaarde dat zijn soldaten Leuven zouden bezetten. Leopold I had niet opgehouden het front van zijn klein leger te doorlopen, en opende het vuur op een Hollandse brigade die de aanval voortzette ondanks de wapenstilstand. De koning verliet de omwalling door behendig gebruik te maken van de wanorde in de vijandelijke rangen. Een foerier van 17 jaar die later een groot

(Foto Prentenkabinet.)

Aankomst van Leopold I op Belgisch grondgebied, te De Panne.
Gravure-ets door Wappers.

(Foto Prentenkabinet)

*De intrede van Prins Leopold van Saksen-Coburg **door de** Antwerpse poort.*



(Foto Prentenkabinet)

Feesten van de XXVᵉ verjaardag. Inhuldiging van Leopold I op

(Foto Prentenkabinet.)

Slag bij Leuven.
Naamloze Lithographie naar Leon Suys.

romanschrijver zou worden, Hendrik Conscience, heeft de dramatische aftocht beschreven : « De voerders, schrijft hij, sloegen de paarden met hun zweep en met het plat van hun sabel. Plots bemerkte ik de koning, die afstapte voor een herberg en omringd was door enkele officieren van zijn staf, waaronder de militaire attaché van Engeland. Hij scheen met hen te beraadslagen, weldra vertrok hij opnieuw met zijn gevolg. Ik had aandachtig de trekken van de koning waargenomen : uit zijn gelaat straalde een droevige maar fiere gerustheid, die er het indrukwekkend karakter van bewaarde zelfs in die nare omstandigheden ».

Had de tiendaagse veldtocht slechts een honderdtal doden aan België gekost, op diplomatisch gebied betekende hij een ramp. Op bevel der mogendheden had de prins van Oranje het Belgisch grondgebied verlaten, zonder een krachtmeting met maarschalk Gérard, maar internationale verwikkelingen doken op. Palmerston, Engels minister van Buitenlandse Zaken, eiste eveneens het terugtrekken der Franse troepen. Graag had Talleyrand de leiding genomen in de verdeling van België, dat door zijn militaire zwakheid zijn beste vrienden ontmoedigd had. De Conferentie van Londen herzag het verdrag der XVIII Artikelen en verving het door dit der XXIV Artikelen, veel minder voordelig daar het de overwonnen staat Maastricht, de rechteroever van de Maas en een deel van Luxemburg ontnam. Met de dood in de ziel moest het Parlement zich neerleggen bij de willekeur van Europa.

De les bleef echter niet zonder vrucht. Door te delen in het gemeenschappelijk lot en door zijn beslistheid won de koning het vertrouwen van zijn volk. Tien dagen hadden volstaan tot het scheppen van een aanhankelijkheid, die soms lange jaren vergt. Een ander besluit uit die schadelijke veldtocht had zich aan ieder opgedrongen : het leger moest zonder dralen versterkt en heringericht worden. Leopold I legde er zich terstond op toe.

HOOFDSTUK IV.

—

DE STICHTING VAN EEN DYNASTIE.

Terwijl de getalsterkte van het leger werd vastgesteld op 80.000 man werden de kaders gezuiverd; Franse officieren - Deprez, Chapelié, Evain, Nimpde - werden geroepen om militaire scholen en speciale korpsen op te richten; Leopold eiste de overgave van Antwerpen en der twee Scheldeforten, nog in handen der Hollanders.

Willem I had geweigerd het Verdrag der XXIV Artikelen te ondertekenen. De Belgische regering nam akte van die slechte wil en vroeg aan de Conferentie de uitvoering van de overeenkomst door haar gesanctionneerd. Op 15 November 1832 belegerde een Frans leger de citadel van Antwerpen, waar het Nederlands garnizoen zich ophield, terwijl een eskader de kusten van Holland blokkeerde. Er was overeengekomen dat de Belgen geen deel zouden nemen aan het beleg, bevolen door Maarschalk Gérard. De Koning echter kwam meermaals de werken inspecteren en er de eerste ridder in de Leopoldsorde decoreren.

Het bombardement was een echte attractie geworden. Een honderdtal Franse batterijen lieten bommen en kanonballen neerregenen op de belegerden. Van op de daken der huizen volgden de toeschouwers nieuwsgierig de schootsbaan der projectielen, en de plaatsen werden er duur betaald. Chassé had met een vastbesloten « Nooit » de vorderingen van Gérard beantwoord. Het beleg duurde tot de vooravond van Kerstmis. Wanneer de witte vlag verscheen was er in de citadel een volledig tekort aan water en levensmiddelen. De 4500 manschappen en de 122 officieren, waarvan er veel gekwetst waren, verlieten de vesting met de eer van de slag. Verbitterd en ziek werd generaal Chassé geïnterneerd in Frankrijk. België kreeg Antwerpen terug, maar Lilloo en Liefkenshoek bleven in handen van Willem, wat de Belgen machtigde hun bezetting voort te zetten in de delen van Limburg en Luxemburg, door het Verdrag der XXIV Artikelen aan Holland overgelaten.

Een andere gebeurtenis, van familiale aard, had de aandacht der kanselarijen vereist. Het kwam er op aan een dynastie op te richten, een familie te stichten, die door haar duurzaamheid een element van bestendigheid aan het land zou bezorgen. Prinses Louise-Marie, dochter van Lodewijk-Filips, werd gekozen alhoewel zij 22 jaar jonger was dan haar verloofde. De Koning had haar vader gekend toen deze als banneling in Engeland verbleef. Een verbintenis met de familie van Orleans zou de diplomatieke betrekkingen met Frankrijk vergemakkelijken. Het huwelijk werd gevierd te Compiègne op 9 Augustus 1832; de graven d'Arschot en de Merode traden op als getuigen voor Leopold I. De voorzitter van de Kamer der Pairs vervulde de functies van officier van de burgerlijke stand. Na de katholieke dienst en de protestantse inzegening, greep een galadiner plaats, een bal en een toneelopvoering. Daarna bracht de koning de koningin naar haar nieuw vaderland.

Louise-Marie, die nooit haar familiemidden verlaten had, kon zich moeilijk aan de goedzakkigheid der Belgen wennen. Zij oordeelde dat zij een beetje ruw waren en was lichtjes mistrouwend tegenover hen. Haar briefwisseling met haar moeder weerspiegelt haar ontmoediging, haar verdienstelijke inspanningen, haar subtiele verveling tijdens het verblijf te Laken, ver verwijderd van haar familie en van de koning, die dikwijls te Brussel weerhouden werd. Zeer vroom, toegewijd aan haar taak, getuigt zij verder van een zekere zin voor ironie. Zij hielp Leopold I uit alle kracht, ontving de Belgische adel die zich langzamerhand bekeerde tot het regime, en de afgevaardigde diplomaten : sir Robert Adair, de markies van Latour-Maubourg, H. S. Legaré, gezant der Verenigde-Staten. Noch Rome, noch Sint-Petersburg en natuurlijk evenmin den Haag, waren vertegenwoordigd.

Wanneer het eerste kind, Lodewijk-Filips-Leopold, geboren werd, scheen de toekomst van het vorstenhuis verzekerd. Helaas, hij bezweek op jeugdige leeftijd; zijn overlijden deed de hoop der Orangisten herleven. De jonge prins werd begraven in Sinte-Goedele in de kelder van de hertogen van Brabant. In 1835 schonk de koningin gelukkig het leven aan een zoon, de toekomstige Leopold II; een broer werd hem geboren in 1837, Filips, graaf van Vlaanderen, en in 1839 een zuster, Charlotte, het lievelingskind van de koning.

De opvoeding der koninklijke kinderen werd van dichtbij door hun vader nagegaan. We bezitten nota's van hem aan hun leermeester, kolonel de Trannoy, waaruit blijkt welk belang hij hechtte aan de vorming van hun karakter. « Het is

wenselijk, vooral voor Leopold, schreef hij, vaste regels te stellen, zelfs voor kleine zaken van het gewone leven. Daar ik verlang dat hun plichtsgevoel ten zeerste zou ontwikkeld worden, gevoel dat heden verzwakt en al te dikwijls moet wijken voor nuttigheidszin of eigenbelang, moet alles tot dat gevoel teruggebracht worden. »

Nog tenger en zwak van borst en reeds vroeg geplaagd met een slepend been, bezat de erfprins niettemin een onafhankelijke geest, begerig om alles te weten en te begrijpen. Hendrik Conscience leerde hem Vlaams, Van Praet wijdde hem in de staatszaken in, doch nooit liet Leopold I zijn zoon vóór zijn dood in feite aan het beleid deelnemen.

Filips was meer verleidelijk in zijn omgang, hij hield van dansen, jagen en behagen. Charlotte geleek bij het opgroeien meer op haar oudste broer, wiens lust naar regeren en handelen haar even sterk bewoog.

De ziekelijke Louise-Marie, stierf te Oostende waar de dokters haar gezonden hadden, in de waan dat de zeelucht het voortschrijden van haar longziekte zou vertragen. De begrafenisplechtigheden in 1850 verwekten een algemene ontroering in het land. Zij was er in geslaagd door haar zachtheid en haar teruggetrokkenheid het hart der Belgen te winnen.

Deze vroegtijdige rouw, dit tweede weduwnaarschap dreven Leopold naar de eenzaamheid voor gans zijn verder leven. De omgang met zijn nog zo jonge kinderen werd geringer en meer officieel. Alhoewel hij niets verwaarloosde om de hertog van Brabant voor te bereiden tot zijn souvereine rol, had de vader met zijn zoon geen intieme omgang. Naar gelang hij ouder werd liet de koning de afstand tussen hem en zijn erfgenaam, die dikwijls op studiereis was, nog vergroten. Alleen Charlotte vond de weg naar zijn hart; en haar huwelijk zal Leopold in een volledige en definitieve eenzaamheid storten.

Vurig lezer tot diep in de nacht, verwoed jager die in de toren in de Ardennen een geliefkoosd toevluchtsoord vond, beperkte de vorst zich snel tot zijn beroep van koning. Hij hield van politiek, niet van partijpolitiek, want hierin wilde hij slechts de scheidsrechter zijn, die alleen bezorgd is om de hogere belangen van het vaderland, maar van de grote internationale politiek, boeiend als een schaakspel, waarin hij onverpoosd zijn eigen persoon op het spel zette voor het behoud van de wereldvrede.

HOOFDSTUK V.

DE DIPLOMATISCHE KRACHTSINSPANNING.

De Belgische revolutie had slechts enkele dagen geduurd, doch tien jaren bleken nodig om ze volledig door te voeren.

Tussen de industriëlen en de ontevredenen van het leger bleven nog steeds partijgangers van het huis van Oranje. Onder het energieloos beleid van de Regent, hadden mannen als Grégoire en Boremans straffeloos kunnen samenzweren. In het begin van de regering van Leopold had een volksoploop bijna een tragische afloop. Ditmaal was hij gericht tegen de Orangisten. De goederen van de prins van Oranje waren onder sekwester geplaatst en de verkoop van zijn paarden gaf in 1834 aanleiding tot een inschrijving, georganiseerd door de oude vrienden van de erfprins, voor wie ze die paarden wilden terugkopen. Wanneer het volk de lijst der ingeschrevenen kende, liep het samen voor de hotels der families d'Ursel, de Trazegnies, de Marnix, de Ligne ,en begon ze te plunderen. De troepen lieten begaan; bij gebrek aan voldoende machten, bleek de politie machteloos. Door een leemte in de wetgeving had de regering toen het recht niet het leger op te eisen om de orde te herstellen. Leopold I reed tevergeefs door de straten, trachtte de opstandelingen, die hem luidruchtig toejuichten, tot betere gevoelens te brengen, en was uiterst getroffen door deze wantoestand, brön van anarchie.

Zodra het garnizoen in actie trad, onder de leiding van een vastberaden chef, werd de kalmte vlug hersteld. Het bilan van de dag bestond uit zeventien vernielde huizen en een honderdtal aanhoudingen. Maar de noodzakelijkheid van een zuivering was gebleken. De verdachte vreemdelingen werden uitgedreven en het ministerie vervangen.

Vijf jaar later dook de Hollandse kwestie plots opnieuw op. Willem I veranderde van tactiek en verwittigde het Foreign Office dat hij het Verdrag der XXIV Artikelen aanvaardde. Toen het nieuws Brussel bereikte, maakte de verbazing plaats voor terneergeslagenheid. Men was het statu quo gewoon

geworden. De Limburgse en Luxemburgse bevolkingen, sinds 1830 door België beheerd, waren met het land vergroeid. Ze overleveren aan Holland, volgens het verdrag, was een ramp, bijna een verraad. De openbare mening vatte het aldus op en diepe stromingen brachten er woeling in, terwijl de regering poogde een onwaarschijnlijke herziening te bekomen.

Leopold I had met de hoop op betere voorwaarden, geschreven naar Victoria, doch de genegenheid van de nicht moest plaats ruimen voor de plichten van de koningin. Zij ontweek zijn vraag. De inspanningen van Van de Weyer, onze gezant te Londen, bleven eveneens vruchteloos. Na rumoerige debatten in het Parlement moest men zich wel neerleggen. De eerbied voor de handtekening onder het verdrag verplichtte België de aanvaarde overeenkomst uit te voeren. Alhoewel de koning in een laatste wanhopige poging Van Praet naar Londen gezonden had, gaf hij er zich toch rekenschap van en nam zijn verantwoordelijkheid op. Hij was wijs genoeg om te weerstaan aan de oorlogszuchtige neigingen van de massa en een oorlog te vermijden die het land alleen een genadeslag zou kunnen geven.

Door de opoffering in 1839 toegestaan, werd België maar eerst volledig opgenomen in de schoot der naties. Tot dan toe had het in de ogen van velen het figuur geslagen van een voorlopige stelling, opgetimmerd door een handvol revolutionnairen; Leopold I werd door sommigen, en vooral door de tsaar, beschouwd als een muiterhoofdman. Stilaan, in de loop der jaren, kon de diplomatieke bedrijvigheid van de koning de eerbied van Europa voor België afdwingen, dank zij het arbeidsprestige en de eensgezindheid van deze jonge staat.

Van uit zijn kabinet in Brussel leidde Leopold het grote weefgetouw, dat over de hoofdsteden zijn invloedsnet spande. De Minister van Buitenlandse Zaken zegde lachend, dat het echte departementshoofd Zijne Majesteit was. In zijn particuliere briefwisseling met onze vertegenwoordigers in het buitenland, Nothomb te Berlijn, Lehon te Parijs, Van de Weyer te Londen, volgde de koning met een bekwame blik de evolutie der internationale politiek en hij beperkte zijn goede raad hoegenaamd niet tot de Belgische belangen. Aldus speelde hij een verzoenende rol in de Oosterse kwestie, die in 1840 dreigde de wereld in vuur en vlam te zetten, naar aanleiding van de Syrische kwestie. Zijn tussenkomsten in Wiesbaden, in Parijs bij Thiers, in Windsor bij Lord Melbourne, losten een lastig konflikt op zonder bloedvergieten. Zijn gezag werd er niet minder invloedrijk door.

Leopold I bekwam een Nuntius van het Vatikaan, Mgr Pecci, de latere Paus Leo XIII. Deze bracht verscheidene jaren in Brussel door. De tsaar kwam, op aandringen van Victoria, terug van zijn vooroordeel, en knoopte diplomatieke betrekkingen aan met Brussel. Het hof was een der schitterendste van die tijd en de Belgische hoofdstad was een uitkijkpost van eerste rang.

Op initiatief van de koning greep een toenadering plaats tussen Frankrijk en Engeland; de samenkomst te Eu, in 1843, tussen Louis-Philippe, en Victoria, was zijn werk. Ongelukkiglijk werd het resultaat ervan vernield door de Spaanse huwelijken.

Het huis van Koburg had een onvoorziene belangrijkheid verworven. Leopold hield er van huwelijken te makelen, en had zijn neven en nichten op alle tronen geplaatst. Een ervan was gehuwd met de koningin van Engeland, een ander met de koningin van Portugal, een Koburg was hertogin van Nemours. De familiale briefwisseling van de koning diende aldus in een niet geringe mate de buitenlandse politiek van België.

Hij die door de kanselarijen tot « Orakel van Europa » gedoopt werd, ontving in 1848 een hulde, die gans de natie eerde. De beweging van algemene vrijmaking, waaraan de wereld ten prooi was, deed de meeste kabinetten wankelen. Noch Oostenrijk, noch Duitsland bleven ervan gespaard. Verjaagd uit Wenen, waar hij zo lang de onbesproken meester was geweest, oordeelde Metternich geen enkel toevluchtsoord zo veilig als België. Hij kwam er zich vestigen en zei van Leopold I, die hij vroeger fel gelaakt had : « Alles wat hij doet weet hij met geest te bezielen en hij is er in geslaagd de orde te herstellen op de grondvesten der wanorde.» Een nog meer te waarderen eer viel hem te beurt : de Germaanse Confederatie polste in het geheim de koning om te weten of hij bereid was de keizerlijke kroon te aanvaarden.

België was stevig als een rots gebleven tijdens de storm die de politieke instellingen der naties vernieuwde en de troon van Louis-Philippe wegvaagde. Maar de hertog van Brabant was te jong om zijn vader op te volgen, indien deze vertrok. De ondernomen taak was trouwens nog niet ten einde. Leopold I weigerde de vleiende voorstellen van Duitsland, hij verkoos koning der Belgen te blijven.

HOOFDSTUK VI.

—

DE ECONOMISCHE KRACHTSINSPANNING.

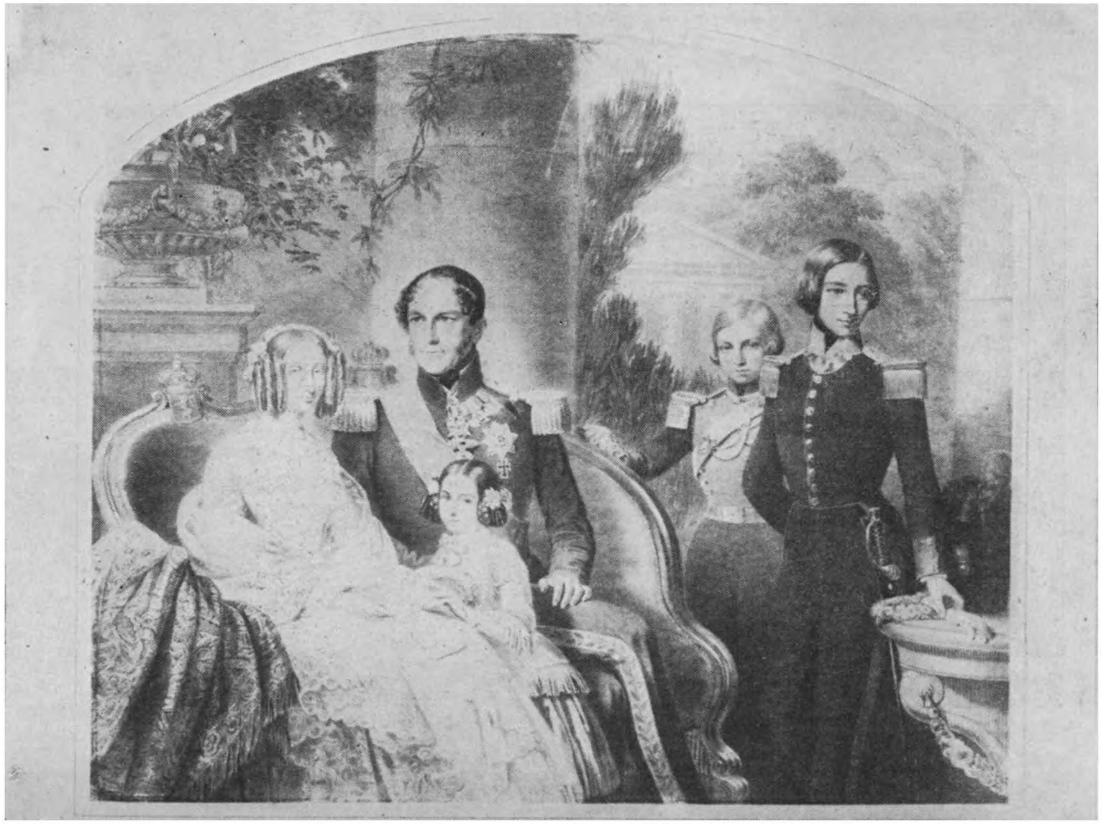
Toen hij tijdens de afwezigheid van zijn broeder het hertogdom Koburg beheerde, had Leopold zich geïnterresseerd voor de economische problemen (zijn brieven getuigen daarvan), hij had zelfs een programma van hervormingen opgesteld.

De regering van Willem I had onze gewesten in de industriële vooruitgang betrokken, bijzonder aangewakkerd door de uitvindingen der voorgaande eeuw. De XVIIIe eeuw immers was niet alleen de eeuw geweest van de Encyclopedie en de Franse revolutie, zij was ook de eeuw van de stoommachine, van de zuurstof, van de bliksemafleider, van de luchtballon, en van de thermometer. Watt, Lavoisier, Franklin, Montgolfier, Réaumur, hadden niet minder bijgedragen dan Diderot, Voltaire en Rousseau tot de hervorming der gewoonten, der levenswijze en der gedachten. Het oude ambachtswezen werd opgevolgd door de opkomende nijverheid, waarvan de Cockerillwerkhuizen, de spinnerijen te Gent en de fabrieken te Verviers bloeiende voorbeelden waren.

De sociale toestand der arbeidsklassen echter was niet verbeterd. Dat leed geen twijfel. Een millioen Belgen, een vierde der bevolking, leefden in gebrek, de lonen waren niet verhoogd sinds 1804 alhoewel de levensduurte steeds gestegen was. Men werkte 12 tot 14 uren per dag. Duizenden kinderen waren te werk gesteld in de nijverheden. Stakingen werden bestraft en het recht van vereniging was verboden. Slechts zeer traag evolueerde de wetgeving naar meer rechtvaardigheid.

Zonder twijfel ook verwekten de te snelle veranderingen der voortbrengstmiddelen, het verlies der Hollandse afzetgebieden, de vervanging van houtskool door coke, een ernstige crisis, die het scherpst aan het licht trad in de sluiting van vele werkhuizen, waarvan de arbeiders tot armoede gedwongen werden.

Aan Leopold I komt de verdienste toe de ontwerpen der vernieuwers gesteund te hebben, in de eerste plaats die der promotors van de spoorwegen.



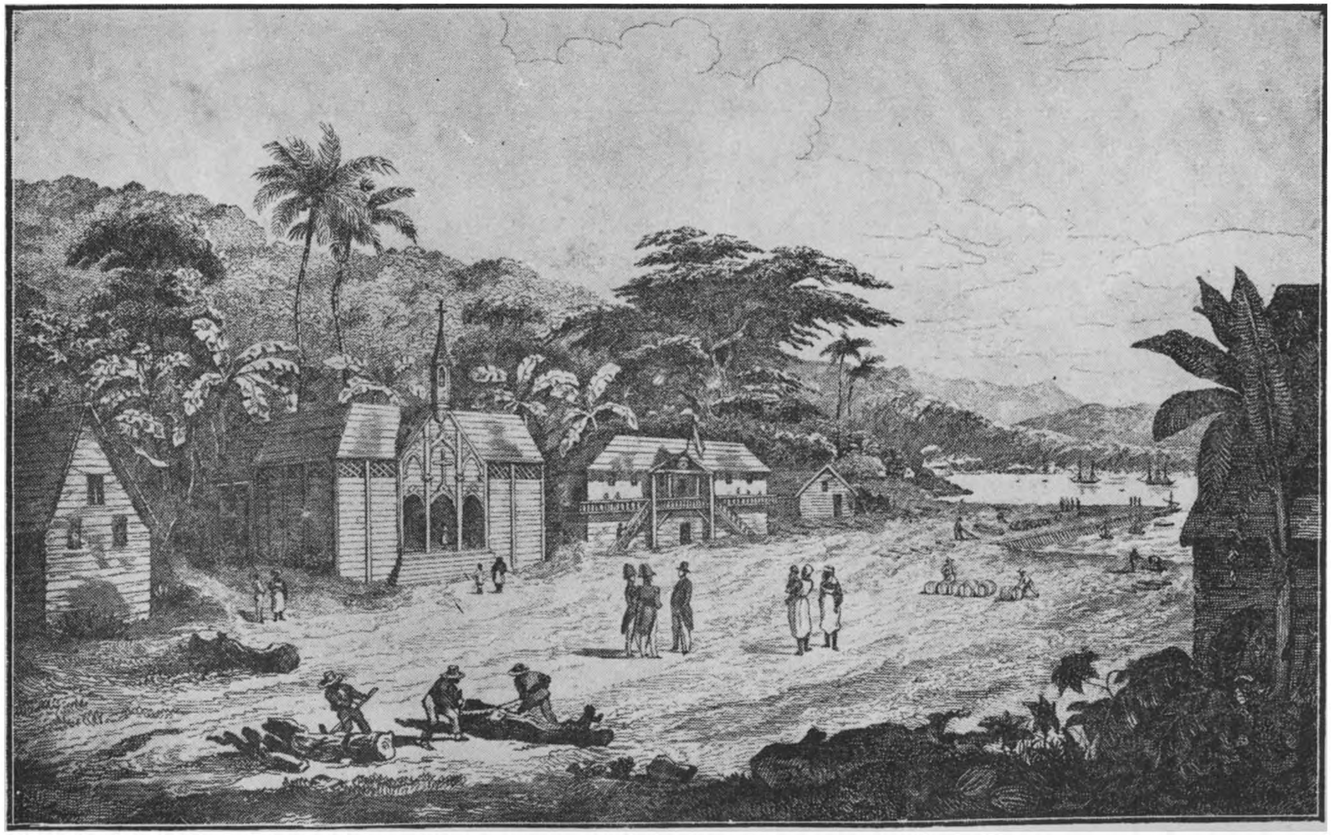
(Foto Prentenkabinet.)

(Foto Prentenkabinet.)

Hare Majesteit Koningin Louisa-Maria.

(Foto Prentenkabinet.)

Koning Leopold I.



(Foto Prentenkabinet.)

*Het « **België plein** » te Santo Tomas (1843).*

De eerste regelmatige lijn was gebouwd tussen Manchester en Liverpool; op het vasteland bestonden er nog geen. Sinds de scheiding van Holland richtte de Duitse handel zich naar het Noorden en Rotterdam, tot grote schade van Antwerpen. Indien men er in slaagde België een practisch vervoernet te bezorgen tussen Schelde en Rijn, zou de metropool haar belang herwinnen en de Belgische handel en nijverheid zouden een nieuwe bloei tegemoet gaan.

Charles Rogier steunde uit alle kracht het voorstel dat in de Kamers op een ironische en koppige oppositie stootte. Men maakte zich ongerust over de staat van de melk en de eieren, over het lot van het paardenras, over het gevaar van een snelheid die wel 30 kilometer per uur kon bereiken !

Maar de volharding overwon ! De eerste trein reed in 1835 tussen Brussel en Mechelen; de koning nam persoonlijk plaats in het konvooi. En daarna werd het een geweldige rush vanwege het publiek. Binnen de drie maand werden 170.000 kaartjes verkocht aan de liefhebbers van heftige aandoeningen. De eerste locomotief kwam uit de fabrieken Cockerill, de eerste internationale reis greep plaats tussen Brussel en Parijs. Op het einde van de regering werden bijna 600 kilometer spoorwegen door de staat uitgebaat; het vermenigvuldigd materieel vervoerde millioenen personen en tonnen koopwaar.

Het valt niet te betwisten dat de spoorweg een vooraanstaande rol speelde in de Belgische economie. Een soort mystiek van de vooruitgang maakte zich meester van onze voorvaderen. De groeperingen der voortbrengstmiddelen, de ongehinderde verspreiding der koopwaren luidden het tijdvak der moderne nijverheid in.

In het buitenland wekte de durf van België een bewondering op waarbij alle domeinen van haar werkzaamheden baat vonden. Ingenieurs en staatshoofden kwamen soms van ver onze spoorweginstellingen bezoeken. De handelsbetrekkingen met het buitenland werden er aanzienlijk door bevorderd. Banken, naamloze vennootschappen ontstonden. Antwerpen loste meer schepen dan ooit te voren. De Société Générale begon de kleine koolmijnen van Henegouwen te controleren.

Een dergelijke hervorming moest zeker gepaard gaan met troebelen die trouwens elke groeicrisis vergezellen. Vooreerst nam het aantal werklozen af, door het toestromen der bestellingen; daarna echter werden de werktuigen volmaakt, zij eisten minder werklieden en het evenwicht verdween, terwijl de speculatie haar intrede deed. Om goedkoop voort te brengen en de mededinging te overwinnen betaalden de indus-

triëlen lage lonen. Mislukte oogsten verslechtten de toestand van het volk. Bepaalde financiële instellingen staakten hun betalingen, de regering was verplicht in 1848 de wettelijke koers der biljetten van de Nationale Bank van België en van de Société Générale uit te roepen. De ongestadigheden waren onvermijdelijk voor elke maatschappij in volle ontwikkeling; de economische aanpassing van een land aan nieuwe technieken gaat nooit zonder sprongen.

Wanneer men een alles omvattende oogslag werpt op de regering van Leopold I, stelt men vast dat hij een groot belang hechtte aan die problemen. Hoeveel nijverheden rijzen op en ontwikkelen zich ! Vermelden we slechts de werkhuizen John Cockerill, die zich vrijmaken van het toezicht van de Nederlandse staat in 1834 en zich als naamloze vennootschap oprichten, en de ijzerfabriek van de gebroeders Lamarche, die in 1838 het statuut aanneemt, hetwelk later het reglement wordt van de eerste maatschappij van Ougrée-Marihaye. Cockerill zal het materiaal leveren voor het graven van de Mont-Cénis-tunnel, de Société Générale zal het graven van het kanaal Samber-Oise financieren. De suikernijverheid kent een groeiende uitbreiding. De pudlersovens en de pletmolens luiden nieuwe methoden in. Het brevet Dony bevordert het ontstaan van zinkfabrieken, o.a. die van Vieille Montagne in 1837. De glasblazerijen, waarop ons land steeds fier was, zien van af 1840 naast zich de spiegelfabrieken oprijzen te Sint Marie d'Oignies.

Het aantal metaalbewerkers stijgt van 21.000 tot 51.000 in 1864. De koolmijnen gebruiken 80.000 mijnwerkers en voeren jaarlijks uit voor een waarde van 46 millioen. De uitvoer bereikt het algemeen cijfer van 400 millioen, terwijl het in 1836 slechts 145 millioen bedroeg. Van 1837 tot 1839 verhoogt het aantal cokesovens van 23 tot 40.

Na het gevaarlijk keerpunt 1840-1850, neemt de economische activiteit een meer rationeel rhythme aan, en richt zich naar de voorspoed die zonder ophouden stijgt tot op het einde der eeuw.

HOOFDSTUK VII.

DE KOLONIALE KRACHTSINSPANNING.

Zelf een groot reiziger, was de koning verwonderd over het huiselijk karakter van zijn onderdanen, die zich toen ongaarne naar het buitenland begaven. Hij aarzelde niet gans Europa te doorkruisen om een staatsman te ontmoeten waarmede hij een onderhoud wenste. Had de ministerraad geen regentschap geweigerd, hij zou een reis om de wereld ondernomen hebben.

De grenzen van zijn koninkrijk begrensden zijn dromen en hij wilde ze door overzeese bezittingen verruimen. Zijn expansiepogingen waren ontelbaar; geen enkele slaagde, omdat niemand het noodzakelijk achtte elders te gaan zoeken wat in het bereik van zijn hand lag. Leopold I zag verder en dacht aan de toekomst; na hem hernam Leopold II zijn politiek en verwezenlijkte ze, ten koste van welke ondankbaarheid vanwege zijn tijdgenoten !

België bezat nog een koninklijke zeemacht : twee schoeners, enkele kanonneerboten, een vijhonderdtal officieren en matrozen. Bemanningen en boten verdwenen rond 1860. De schoener « Louise-Marie », bewapend met acht caronaden van 12, vervulde verschillende opdrachten, waarvan een in Guatemala waar de Belgische compagnie voor kolonisatie in de baai van Santo-Tomas een concessie bekomen had van 360.000 hektaren. Een actieve propaganda werd in België gevoerd om kolonisten aan te werven. Zij werden in 1843 in verschillende konvooien daarheen vervoerd. Zij gingen dapper aan het werk, bouwden hutten, een kerk, zelfs een kiosk en ontgonnen het woud om met het bebouwen der gronden te beginnen.

Ongelukkiglijk waren de inboorlingen lui, het klimaat verraderlijk, de administratie betreurenswaardig. Koorts en alkoholisme woekerden, de sterfte nam toe in schrikwekkende verhoudingen. Na enkele jaren moest men de overlevenden naar het vaderland terugbrengen. Weldra groeide het gras

waar eens de stad Santo-Tomas had moeten verrijzen. In 1865 bleven er nog slechts een honderdtal van de duizend kolonisten over, levend tussen de puinen, overstelpt door de tropische plantengroei.

Andere expansiepogingen waren mislukt ondanks de koninklijke bescherming. Er was sprake van het eiland Sint-Barthélemy van Zweden af te kopen, maar Frankrijk was ons voor. Een kotter dienend als schoolschip verkende de Feroë eilanden. Een deel der Antillen werd beschouwd als eventueel kolonisatiegebied; een Belgisch protectoraat werd eveneens ontworpen voor de Spaanse zone van Haïti en voor het sultanaat van Sarawak op het eiland Borneo. Een Britse kompagnie stelde voor de archipel der Nikobar eilanden in de golf van Bengalen, uit te baten; de financier Ouvrard vroeg een waarborg vanwege de regering om van Spanje de Philippijnen te kunnen afkopen. Omwille van geld- of andere redenen kon geen enkel van deze plannen verwezenlijkt worden.

Leopold I werd getroffen door de stoutmoedigheid van de Belgische consul in Alexandrië, Blondeel van Culebroeck, en bevorderde zijn vertrek naar Abessynië waar hij zeker was aan de Rode Zee een handelsnederzetting te kunnen stichten. De tocht duurde twee jaar. Blondeel doorkruiste temidden van duizenden gevaren het fabelachtige half-kristen, half-barbaarse koninkrijk van priester Jan, slaagde erin de baai van Amphilah aan te kopen, sloot een bondgenootschap met koning Gocho, bereikte de Blauwe Nijl en keerde weer naar Kaïro, toen iedereen hem reeds dood achtte. De koning deed al wat hij kon om deze bereikte resultaten uit te baten. Helaas, het Belgisch ministerie onder de indruk van het avontuur van Guatemala, en de Engelse Indische Compagnie, bevreesd voor mededinging, kelderden deze onderneming.

Leopold wilde zijn medewerkers overreden uit de enge cirkel van hun beslommeringen te treden. Midden-Amerika, schreef hij aan Rogier, is zeer belangrijk geworden, het biedt toekomst en het is onbegrijpelijk waarom men er niet meer belang in stelt in België. « Men weet met welke waakzaamheid heden de betrekkingen met die landen « met toekomst » onderhouden worden. Lang voor de anderen had de koning aangevoeld welke voordelen er voor de Belgische industrie verborgen lagen. Daarom wakkerde hij het project voor het graven van een verbindingskanaal tussen de twee oceanen aan, evenals het aanleggen van spoorwegen in Nicaragua. De bisschop van San Salvator en de Minister van Buitenlandse Zaken van Nicaragua kwamen in 1844 naar Brussel

om er die zaak te bespreken. Aldus had België zich kunnen vestigen op één van de kruispunten van de wereld, vóór Suez en Panama. Daar ook beletten de kleinzieligheid van het Kabinet en de weerstand van Engeland de toegestane concessies uit te baten.

Enkele private initiatieven behaalden meer succes. Een Belgisch-Braziliaanse compagnie kende een tijd lang voorspoed te Santa Catharina. In Wisconsin, Indiana en Kentucky stichtten Waalse uitwijkelingen bevolkingscentra met veelzeggende namen : Nieuw-Brussel, Grez, Rosières. Ze waren met zijn 10.000 in 1858.

Het Afrikaanse land liet Leopold I evenmin onverschillig. De « Louise-Marie » die reeds aan de tocht naar Guatemala deelgenomen had, vaarde de Rio Nunez op, en zijn kommandant tekende een bondgenootschap met het hoofd der Nalous. Hij deed nog beter : toen een ander staatshoofd door een indringer verjaagd was, nam de « Louise-Marie » de lastig gevallen Europese handelaars onder de bescherming van zijn kanonnen en herstelde de orde samen met drie Franse korvetten. Als prijs voor zijn tussenkomst ontving België van de koning der Landoumas een concessie op de bovenloop van de Rio Nunez, een welgelegen streek, die een ideale handelsnederzetting kon worden voor het verhandelen van ivoor, aardnoten en goudpoeder. De Belgische regering nam aan een consulaat op te richten te Gorée en er het overeengekomen tribuut te betalen aan de inlandse chef. Maar na een tiental jaren werden de verdragen opgezegd en de Belgische belangen in Senegambia gingen ten onder.

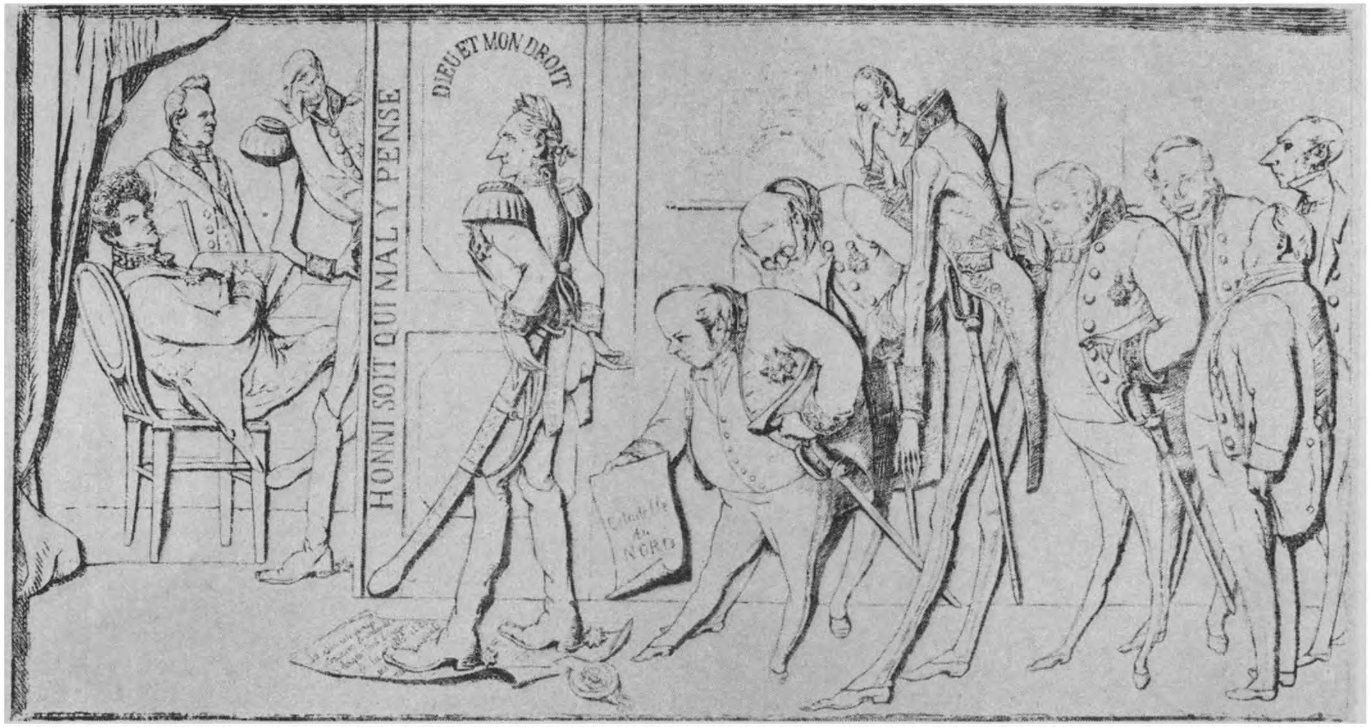
De Koning deed ook de rijkdommen der nieuwe Hebriden, die op een meester wachtten, onderzoeken. Zij schenen echter te ver afgelegen om goede vooruitzichten te bieden. In dezelfde geest en met alle kracht spoorde hij het vormen van een Belgisch expeditiekorps voor China en later voor Mexiko aan.

HOOFDSTUK VIII.

DE SCHEIDSRECHTER DER PARTIJEN.

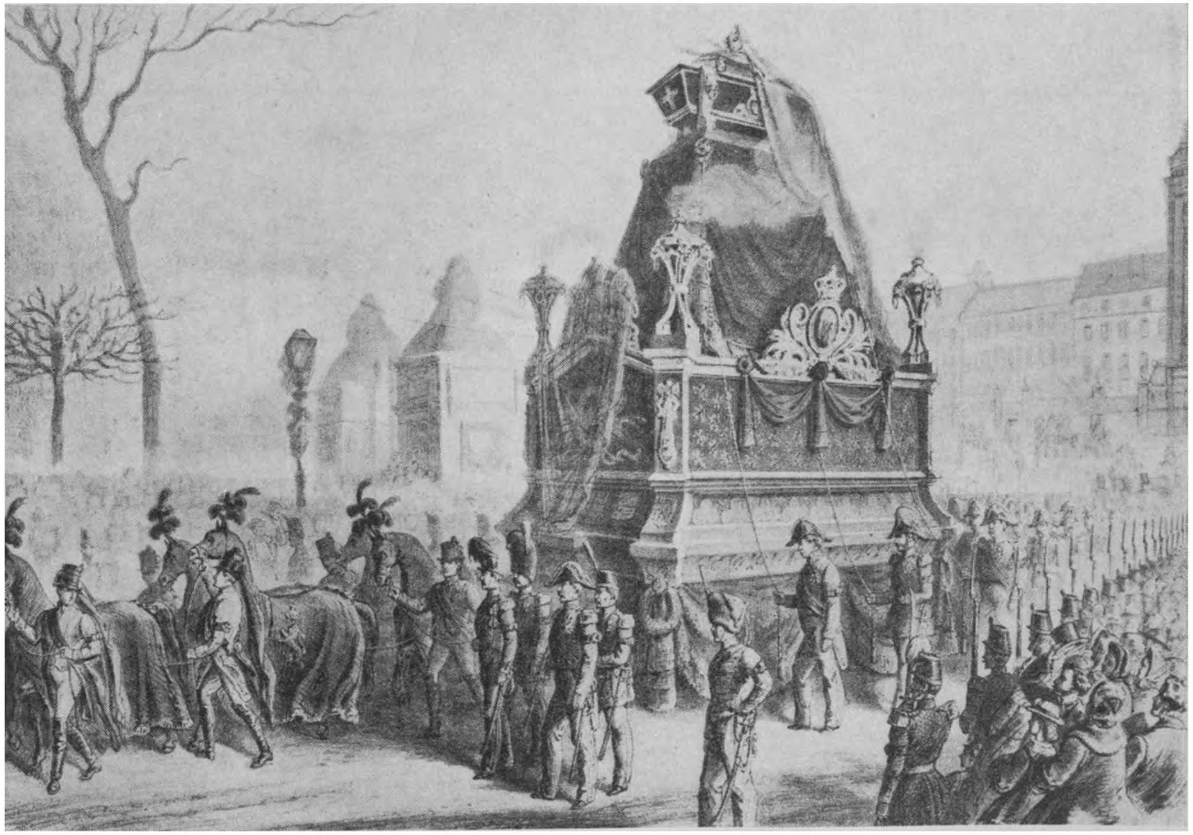
Tot in 1839 waren de Belgen zeer beijverd om hun onafhankelijkheid te vrijwaren, om hun beste krachten aan binnenlandse twisten te verspillen. Tot dàn beoefenden zij het unionisme. De Muelenaere, Goblet, de Theux, Lebeau leidden gemengde ministeries of toch regeringen, die met de wil bezield waren geen partijpolitiek te voeren. De koning, vijandig gestemd tegenover nutteloze partijstrijd, hield van deze formule, die hij het nuttigst achtte voor het algemeen welzijn. Zeker is dat, dank zij de verzoenende geest die toen gans het Parlement bezielde, de grote organische wetten der rechterlijke macht (1832), der provinciale en der gemeentelijke macht (1836) in een betrekkelijk korte tijdsruimte konden gestemd worden. Vanaf 1840 was de toestand van België op internationaal gebied geregeld, en de partijen hernamen op binnenlands gebied hun vrijheid en hun ontwikkeling. De doctrinaire liberalen werden stilaan voorbijgestreefd door jongeren als Verhaeren, stichter van de Vrije Universtiteit van Brussel (1834) en Frère-Orban, een Luikenaar van nederige afkomst, wiens welsprekendheid en bevoegdheid duidelijk bleven op het liberaal congres van 1846. Een pauselijke encycliek had anderzijds zonder dubbelzinnigheid het liberaal katholicisme van Lamennais, dat in België talrijke aanhangers telde, veroordeeld.

Leopold trachtte het Unionistisch stelsel te bewaren. Nothomb, Van de Weyer, teruggeroepen uit Londen, leidden de staatswagen op deze banen. Maar in 1846 bleek de weg zonder uitkomst. Het eerste homogeen katholiek kabinet werd gevormd door de Theux, nadat de koning in weerwil van Rogier geweigerd had het Parlement te ontbinden, zodat deze laatste het bewind niet in handen wilde nemen. Maar het nieuwe kabinet leefde niet lang; de verkiezingen van Juni 1847 schonken de meerderheid aan de liberalen en Rogier vormde een volledig liberaal ministerie.



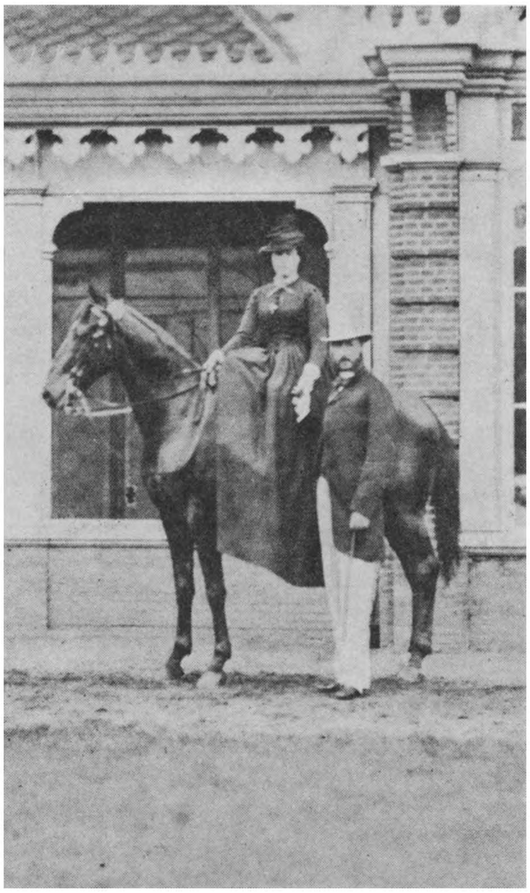
(Foto Prentenkabinet.)

De Antwerpse gemeenteraad te Laken, 6 November 1862.



(Foto Prentenkabinet.)

Begrafenisstoet van Zijne Majesteit Leopold I, Koning der Belgen.



(Foto Prentenkabinet.)

Leopold II, hertog van Brabant, en de hertogin van Brabant.
Fotographie.

Het feit dat een linkse regering aan het bewind was, redde zonder twijfel het land van ernstige troebelen, die het volgend jaar in Europa uitbraken. Wanneer in Parijs de revolutie van 1848 losbarstte, was Leopold I, die aan zijn oom zijn val voorspeld had, de eerste om tot dringende en belangrijke hervormingen aan te sporen. Vlug na elkaar gestemde wetten verlaagden de kiescijns tot 42 fr. 32 (20 gulden) schaften het zegelrecht op de dagbladen af en stelden de onverenigbaarheid in tussen de mandaten van volksvertegenwoordiger en staatsambtenaar. Veertig ambtenaars die deel uitmaakten van het Parlement moesten zich terugtrekken; de nieuwe verkiezingen bewaarden de respectievelijke posities der partijen, die eensgezind de maatregelen gestemd hadden, welke door de ernst van de toestand als een sociale noodzakelijk heid aan allen waren opgedrongen.

Door deze preventieve politiek kwam België zonder schade door het .tempeest, tot algemene bewondering van Europa, dat zijn lof aan Leopold niet spaarde.

Eens het gevaar geweken, verdween ook de solidariteit. Zo gaat het gewoonlijk. Financiële moeilijkheden gepaard met een hevige discussie van de wet op het middelbaar onderwijs, dreven de liberale ministers naar hun ontslag. De koning weigerde omdat zij alleen een nederlaag geleden hadden op een bijkomstig punt waardoor het vertrouwen van het Parlement niet in het gedrang kwam. Dit bleek echter slechts een uitstel; vier maanden later verwierp de Senaat het wetsvoorstel in zake belastingen, door Frère-Orban neergelegd.

De Senaat werd ontbonden, maar zijn samenstelling werd praktisch niet gewijzigd. Het gewijzigde voorstel werd aangenomen. Een incident betreffende het voorzitterschap van de Kamer deed de regering definitief vallen op 29 September 1851. Een uitsluitend katholiek ministerie zou geen voldoende steun gevonden hebben. De koning belastte Henri de Brouckère met een zakenkabinet, dat voldeed aan de eisen van het ogenblik zowel in buiten- als in binnenland. De verkiezingen van 1854 gaven opnieuw de meerderheid aan de katholieken. Een jong publicist uit Gent, De Decker, die door zijn geschriften bij de koning opgevallen was, waagde een uiterste poging om in 1855 een unionistische regering te vormen. Zijn bewind werd gekenmerkt door de feesten van het 25 jarig bestaan van de Onafhankelijkheid. De koning was er de held en werd hartelijk toegejuicht door gans zijn volk, bewust van de sinds 1831 bewezen diensten.

Wapenstilstand zonder gevolg. In 1857 greep een der meest ernstige crisissen plaats, welke ons politiek stelsel ooit gekend heeft. De bespreking van de wet « der kloosters » betreffende de liefdadige schenkingen, verwekte troebelen in Brussel en in het land. De menigte betoogde tegen het voorstel, alhoewel het door de kamers met 60 stemmen tegen 41 aangenomen werd.

De Koning was verontwaardigd en wilde te paard de volksoploop bedwingen, en de wil van het Parlement doen eerbiedigen. De Decker aarzelde, vroeg de verdaging van de kamers en zag af van de wet. Te dier gelegenheid zond de Koning hem een brief, die in werkelijkheid gericht was tot het land, en waarin hij de voorwaarden van het vrije spel van onze nationale instellingen uiteenzette.

De verkiezing van 1857 had de meerderheid der liberalen in de grote steden bevestigd. De Koning deed een laatste poging voor een unionistische regering, maar was weldra verplicht Rogier en Frère-Orban te roepen. Zij zullen regeren tot na de dood van Leopold I.

Als « regelaar der schommelingen van de partijen » had de Koning, bijgestaan door van Praet, zich als taak gesteld de Grondwet te doen eerbiedigen, dat wil zeggen er over te waken dat de macht uitgeoefend werd door en volgens de zienswijze van de meerderheid, grondwettelijk uitgedrukt. Maar in naam der zelfde overeenkomst, wist hij zijn voorrechten te vrijwaren en weigerde hij stellig dat zijn machten tot het eenvoudig recht van ondertekening zouden herleid worden. Bij verscheidene gelegenheden toonde hij dat. Een zijner ministers had nagelaten hem te raadplegen. Hij schreef hem : « De Koning is in dit land gekomen onder zekere voorwaarden, o.a. nooit van deelneming aan zijn eigen regering beroofd te worden. Door zijn ondervinding en zijn Europese positie heeft hij het recht te eisen met verduldigheid behandeld te worden en de gelegenheid te krijgen enkele malen een persoonlijke opinie te hebben, die niet steeds akkoord hoeft te gaan met die van zijn ministers. »

HOOFDSTUK IX.

DE MOEILIJKE JAREN.

De staatsgreep van 2 December 1851 bracht Louis Napoleon aan het hoofd van Frankrijk en weldra op de keizerlijke troon; deze gebeurtenis nam terstond in de scherpziende ogen van Leopold I een onrustwekkend karakter aan voor de veiligheid van België. Terecht mocht men vrezen dat de neef van Napoleon I, door zijn roem verleid, zou trachten zijn land uit te breiden ten koste van de naburige gebieden.

Het aanslagen van de goederen van de Prins van Orleans door de Prins President, trof de Belgische prinsen, kleinkinderen van Louis-Philippe, in hun persoonlijk bezit. Dit werd een eerste reden tot verbittering. De toevloed van Franse bannelingen, republikeinen en Orléanisten, te Brussel en in andere steden van het koninkrijk verscherpte de twist. Hun dagbladen, hun boeken en hun invloed maakten België tot een oppositienest tegen Napoleon. Tevergeefs trachtte de regering hen tot gematigdheid te dwingen. Zij kon Victor Hugo niet beletten « Napoleon le Petit » te schrijven en de jury niet weerhouden d'Haussondille en de opstellers van de « Bulletin français » vrij te spreken.

Terwijl het Parlement de wet Faider stemde, waardoor de beledigingen aan vreemde vorsten gestraft werden, ondernam de koning een dubbele actie, een militaire en een diplomatische om de onafhankelijkheid van het land te waarborgen. Gesprekken met koningin Victoria, een briefwisseling met de jonge keizer van Oostenrijk, Frans-Jozef, bezorgden hem de verzekering dat een aanval tegen België door de mogendheden als een casus belli zou beschouwd worden. Eerste Minister Thorbeke, oud-professor van de Gentse universiteit, besprak zelfs met Leopold I, die hij in België was komen opzoeken, de mogelijkheid van een Hollands-Belgisch verdrag.

Ter zelfder tijd gebruikte de vorst al zijn overredingskracht om allen te overtuigen dat de toestand ernstig genoeg was om het land in staat van verdediging te stellen. Dit werd het onderwerp voor de eerste rede van de hertog van Brabant in

de Senaat. Een gemengde commissie had een voorstel ontworpen om de veiligheid van de grens te verzekeren door een versterkt kamp te Antwerpen op te richten. De discussie van het voorgelegde voorstel verwekte lange palabers in de Kamer, die het eerst verworp maar het later in 1859 stemde, volgens de plannen van Brialmont. De koning had nooit opgehouden zijn ministers te steunen en op alle manieren op de buitenlandse gevaren te wijzen. Nu weerstond hij aan de petities der Antwerpenaren, die de versterking van hun stad met vijandige blikken tegemoet zagen. De werken werden echter zonder onderbreking voortgezet, doch de koning heeft ze nooit voltooid gezien.

Ondertussen hadden de expeditie van Napoleon in Italië en de uitdagende gesprekken van zijn gezanten His de Butenval en Walewski de voorgevoelens van Leopold maar al te zeer bevestigd. Toen hij zijn zoon verloofde met een aartshertogin van Oostenrijk sprak de keizer der Fransen gezant Hubner woedend toe, net alsof deze zuiver familiale verbintenis tegen hem gericht was. De vertegenwoordiger van Frankrijk keerde maar eerst naar Brussel terug, na het huwelijk van Leopold met Marie-Henriette.

De koning der Belgen verwaarloosde nochtans niets om de zo gespannen verhoudingen tussen Laken en de Tuilerieën te verbeteren, Hij zond de hertog en de hertogin van Brabant naar Napoleon en Eugéni op bezoek; hijzelf begaf zich naar Biarritz. Hij nam zelf de voorzorg een officieuse vertegenwoordiger, de prins van Chimay, naar de keizer te zenden; deze was meer geschikt dan de ambassadeur in titel, Firmin Rogier, om de moeilijkheden op te lossen.

De toenaderingspolitiek leidde echter tot gelukkige gevolgen bij de andere naties. De koning van Nederland, Willem III, ontmoette Leopold te Luik. De tsaar drukte in het openbaar zijn sympathie uit voor België. De koning ontving koningin Victoria, de vorst van Pruisen en de keizerin van Oostenrijk.

De Mexikaanse kwestie scheen Leopold en Napoleon een ogenblik te verzoenen. Prinses Charlotte was gehuwd met aartshertog Maximiliaan, broeder van Frans-Jozef. Aan deze prins werd de kroon van Mexiko aangeboden. Op dat ogenblik was dit land door Franse troepen bezet. Ze waren tussengekomen onder voorwendsel de belangen van de ingeweken Europeanen te verdedigen. Napoleon III hoopte de uitbating van de boven- en ondergrond van Mexiko voor zijn rekening te kunnen nemen, en terzelfdertijd aangenaam te kunnen zijn aan Frans-Jozef, zeer verheugd zijn broer te kunnen verwijderen, die te liberaal was naar zijn mening.

Leopold I werd natuurlijk geraadpleegd door zijn dochter. De Koning was verleid door de gedachte aan een toekomstige keizerin Charlotte; hij gaf haar raad, sprak over de Grondwet en zegde dat haar plicht gebood haar man te volgen. Maximiliaan en zijn vrouw scheepten in voor Mexiko in April 1864. Iedereen kent het verschrikkelijk lot dat hen te wachten stond : voor de ene de dood, voor de ander de waanzin. Gelukkiglijk moest de koning der Belgen dit niet meer beleven.

Het vorige jaar had hij nog de voldoening genoten, de bekroning bij te wonen van jarenlange inspanningen, die van Antwerpen een wereldhaven maakten. Het verdrag van 1839 verleende aan België het gebruik der Schelde, doch slechts mits betaling van een tol van 1,5 gulden per ton. Om de handel niet te belemmeren nam de regering deze tol te haren laste, zelfs voor de Hollandse schepen die de stroom opvaarden. Maar naar gelang het verkeer drukker werd, deed zich ook de last van deze losprijs zwaarder gevoelen. Die lastige toestand moest ten allen prijze verholpen worden. Dit werd de verdienste van Lambermont, sekretaris-generaal van Buitenlandse zaken : geduldig onderhandelde hij met ieder land om het tolrecht af te kopen. Dergelijke overeenkomsten bestonden reeds voor de doortocht van de Sund en de Belts. Op 16 Juli 1863 ondertekende Lambermont eindelijk het verdrag van de vrijmaking der Schelde, mits aan Holland 36 millioen gulden te storten, verdeeld over 21 staten. België betaalde voor haar deel 13 millioen, een som oneindig kleiner dan wat ons land elk jaar aan Holland had moeten blijven betalen, indien Lambermont niet geslaagd was. Als beloning voor zijn verdienste bevorderde de koning hem tot baron.

Deze regeling liet toe aan het land, reeds begiftigd met een enig spoorwegnet, zijn productie door één der belangrijkste havens van Europa te verspreiden, en een volle opbrengst te verschaffen aan zijn moderne uitrusting en zijn werkzame geest.

HOOFDSTUK X.

BILAN VAN EEN REGERING.

In 1865 is Leopold op zijn 75e jaar. Zijn gezondheid verzwakt. Een lichte bloedaandrang in de hersens en graveelcrisissen hebben hem ernstig geschokt. Nochtans, deze ontboetvaardige reiziger heeft nog willen naar Windsor vertrekken; de vooravond van zijn laatste ziekte zal hij nog jagen in de Ardennen.

Tot op het laatste ogenblik heeft hij alles willen doen en alles met eigen ogen willen aanschouwen. De hertog van Brabant, teruggeroepen uit het Oosten, waar hij op studiereis was, neemt nog steeds, net als in het verleden, geen deel aan de regering van het koninkrijk. Talrijke leden van de Koburg familie komen de Oom van Europa een laatste bezoek brengen.

Op 23 November werd hij te bed geworpen om nooit meer op te staan. Op 4 December ondertekende hij een rechterlijke benoeming; de 10e zegde hij vaarwel aan zijn kinderen, aan zijn kleinkinderen en aan zijn trouwe Van Praet. s'Anderdaags overleed hij en de begrafenisplechtigheden grepen vijf dagen later plaats in aanwezigheid van de koning van Portugal, der prinsen van Wales en van Pruisen, der hertogen van Nemours en Aumale, en te midden van een ingetogen menigte. Het stoffelijk oveschot van de koning werd na de protestantse gebeden in de grafkelder van Laken bijgezet, waar koningin Louise-Marie reeds haar laatste rustplaats gevonden had.

Op 17 December deed Leopold, de tweede koning der Belgen, zijn intrede in de hoofdstad.

Welke weg had zijn vader in die vijf en dertig jaren niet afgelegd !

Zoveel beloften werden verwezenlijkt, zo talrijke oogsten had hij opgestapeld ! De dood van Leopold I was een gebeurtenis, die in gans de wereld besproken werd. De plaats die hij in de Europese politiek veroverd had, de rol door hem gespeeld, niet alleen in het beleid van zijn kleine staat, maar tevens in de betrekkingen der grote staten, de nauwe betrekkingen die hij onderhouden had met Metternich, Palmerston, en zoveel anderen, hadden voor hem een legende van wijze

man geschapen, van behendig patriarch, laatste vertegenwoordiger van een vergane wereld. Thiers liet niet na dit op de tribune van het Wetgevend Lichaam te beamen. De grote dagbladen schakelden zijn werk in, binnen het kader van de geschiedenis. De *Times* schreef : « Al wat hij ondernomen heeft, bracht hij tot een goed einde. In al de fasen van een met moeilijkheden bezaaide loopbaan, toonde hij zich steeds opgewassen tegen de omstandigheden. Hij had genoeg gezond verstand en goede trouw om te begrijpen dat het karakter evenals de oorlog van zijn koningdom, de grenzen van zijn macht afbakende en dat hij slechts de eerste magistraat van het land was. Vanaf het eerste ogenblik aanvaardde hij hoffelijk de plaats van grondwettelijk koning. Hij is er in geslaagd het verschil te vatten tussen de oude en de moderne tijden : het overwicht van de openbare mening. Geen enkel ogenblik vergat hij zijn verbintenis, bij de troonsbestijging aangegaan : namelijk Belg te zijn in geest en daad... Hij moest strijden tegen de grootste moeilijkheden die ooit een koning konden belagen. Alles heeft hij overwonnen, niet door de kracht der wapens of door politiek, maar door zijn eerlijkheid en zijn toewijding aan zijn plichten tegenover het volk. Het Belgisch Parlement is dikwijls woelig geweest, en de vrijheid toegekend door de Grondwet werd soms zo ver gedreven dat een koning met minder fijngevoeligheid bezield, zich zou laten verleiden hebben tot reaktie. Maar Leopold bezat de kunst werkelijkheid te onderscheiden van schijn in een volksbeweging. Zo heeft hij de eerbied van Europa gewonnen en werd hij meermaals tot scheidsrechter gekozen in ernstige internationale geschillen. »

De waarheid van dit oordeel van een tijdgenoot werd door de tijd bevestigd. In een der meest critieke perioden van het nationaal bestaan, juist dan wanneer een land ontstaat en zich aan andere landen opdringt, wist Leopold te gelijker tijd de gids van zijn volk en de dienaar der instellingen te zijn. Lastig evenwicht, dat hij wist te behouden door zijn verstand en zijn eerlijkheid, ondanks zijn eigen oorsprong en de neigingen van zijn temperament.

De geschiedschrijvers van België hebben met het verloop van tijd en aan de hand der vergelijkingspunten door andere regeringen geboden, het besluit van de Times bevestigd. « Men zal niet beweren, schreef Emile de Laveleye in 1869, dat koning Leopold een genie was, maar hij bezat wat nuttiger was voor een grondwettelijk vorst, deze zeldzame juistheid van oordeel, die hem de beste gedragslijn aanwees om het regime, waartoe hij geroepen werd in te luiden. »

Graaf de Lichtervelde, die een merkwaardig boek gewijd heeft aan *Leopold I en de vorming van het hedendaagse België* » (1), heeft de voornaamste verdienste van de koning sterk beklemtoond. « Het grondwettelijk koningdom was het stelsel, waarin een groot aantal mensen van die tijd, door de revolutionnaire stuiptrekkingen ter zelfder tijd ingelicht over de gevaren van de demagogie en van het absolutisme, hun vertrouwen gesteld hadden. Dit stelsel bleef verbonden met het verleden, zonder er een gevangene van te zijn; het opende een brede loopbaan voor de politieke verzuchtingen van de middenstand die in de nieuwe maatschappij de hoge toon voerde. Het ingewikkeld raderwerk van dit stelsel scheen de verbintenis van orde en vrijheid te verzekeren, waardoor eindelijk aan de uitgeputte volkeren rust zou bezorgd worden... Leopold was de man die bewezen had dat dit regime werkelijk leefbaar was in onze streken en dat het een weldoende invloed kon uitoefenen. »

De Koning zelf heeft uit zijn bewind het besluit getrokken en het geheim van zijn welslagen geopenbaard in een brief aan Minister de Decker, door er de ideale werking van onze instellingen te bepalen, zoals hij deze steeds opvatte :

« De vrije instellingen van België werden met bewonderenswaardige regelmaat zes en twintig jaren lang toegepast. Wat is er nodig opdat zij in de toekomst met even veel orde en met even veel succes zouden blijven voortwerken ?

» Ik aarzel niet om het uit te drukken : in de partijen is er gematigdheid en terughouding nodig. Ik geloof dat wij ons van alle kwesties die tot een geestesoorlog aanleiding kunnen geven, moeten onthouden. Ik ben overtuigd dat België gelukkig en geëerbiedigd kan leven indien het steeds gematigd blijft, maar ik ben tevens overtuigd en ik zeg het aan iedereen dat elke maatregel, die ook maar van ver de superioriteit van één opinie boven een andere zou beamen, een gevaar betekent. Vrijheid ontbreekt ons niet en onze grondwet is een toonbeeld van evenwicht, indien ze met wijsheid en gematigdheid wordt toegepast. »

(1) Léopold Ier et la formation de la Belgique contemporaine.

25175. 3.000 ex.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.
DIENST VOOR OPVOEDING BIJ HET LEGER.

LEOPOLD II

DOOR O. PETITJEAN
DOCTOR IN DE WIJSBEGEERTE EN LETTEREN.

INHOUD.

Bladz.

De Geboorte van een Troonopvolger 5

De Hertog van Brabant 10

De Troonopvolger 16

Het Debuut van een grote Regering 21

De Kongolese Onderneming 24

Henry Stanley 28

De Stichting van Belgisch-Kongo 31

Grondwettelijk Vorst 37

De laatste Jaren van een grote Regering 43

Leopold II

KONING DER BELGEN,
STICHTER VAN EEN AFRIKAANS RIJK.

DE GEBOORTE VAN EEN TROONOPVOLGER.

Leopold II stierf op 17 December 1909, 74 jaar oud, veertig jaar, dag voor door dag na het afleggen van zijn grondwettelijke eed. Zijn lange regering is ongetwijfeld een der meest roemvolle en vruchtbare die de geschiedenis van de mensheid gekend heeft.

De oude koning, die aldus op een decembermorgen, heenging, om zeven en dertig minuten over twee uur, in een klein paviljoen in het park te Laken, slechts bestaande uit twee kamers, werd werkelijk nooit begrepen door zijn onderdanen. Hij was te groot; degenen die hem bewonderden in zijn stoutmoedige plannen, werden steeds een weinig afgeschrikt door die stoutmoedigheid. De anderen, die geen geloof hechtten aan het welslagen, hielden niet van die Vorst, die zichzelf en het land meevoerde in een politiek, die als avontuurlijk bestempeld werd.

Nochtans was het sukses verzekerd, op het ogenblik dat Leopold de geest gaf. De toekomst zou niet nalaten op een schitterende wijze aan te tonen dat die Vorst van een klein land een genie was, die ruimschoots een plaats verdient in de analen van de mensheid, naast, zoniet boven de meest beroemde stichters van een Rijk. Hij bezit heden te Brussel zijn ruiterstandbeeld, het enige naast dat van Godfried van Bouillon. Het schaadt niet aan de roem van de Aanvoerder van de Eerste Kruistocht, wanneer wij beweren dat Leopold II hem verreweg overtrof.

Hij werd geboren op 9 April, rond 10 uur 's avonds. Men verwachtte in België de komst van die opvolger voor de jonge nog wankelende troon. Wanneer dan ook, voor de eerste morgenklaarte van de volgende dag, rond zes uur het kanon begon te donderen, richtten de goede burgers van de stad Brussel, gewekt door de ontploffingen,

zich op in bed om de schoten te tellen. Heel weinig telden waarschijnlijk tot honderd en een, maar allen besloten, na het een en twintigste schot, klaar wakker door de vreugde : « Het kind, dat nu in het Koninklijk Paleis in zijn kanten wieg rust, is een prinsje, de toekomstige voortzetter van de jonge Belgische dynastie ».

Deze vreugde was enigszins met onrust vermengd. Uit zijn huwelijk met de erfprinses van Engeland was Leopold van Saxen-Koburg-Gotha, sinds vier jaar Leopold I, Koning der Belgen, een zoon geboren die, stierf enkele uren na zijn geboorte, door zijn moeder in het graf gevolgd. Een eerstgeborene van Koning Leopold en Koningin Louisa-Maria van België, leefde slechts enkele maanden. Dat het lot ophoude, zegde men toen, Leopold I en zijn koninklijk gezin te treffen.

De wens zou verhoord worden. De eeuw die sedertdien verliep kende op de troon van België slechts de afstammelingen van de eerste Koning en in die dynastie, vonden de drie die reeds van de troon verdwenen de tijd om een groots werk te voltooien. De regering van Leopold II alleen bezet bijna de helft van die eeuw. En door haar resultaten vult zij gans de geschiedenis van het huidige België.

Ieder van die Koningen heeft zijn opvolger gevormd en voorbereid, en elke opvolger heeft het werk van zijn voorganger voortgezet, uitgebreid, bekroond, tot bloei en eer van België. Dit België hebben ze allen met henzelf groot gewenst en gemaakt.

Leopold II had van zijn vader de troon van een voortaan vrije natie geërfd; vrij naar binnen, vrij naar buiten. Het diplomatisch Europa twijfelde niet meer aan het bestaan van een Belgische Natie, één en fier, eindelijk vrijgevochten van de regionale en linguistieke particularismen.

Hij zal zijn neef een rijk en bloeiend België nalaten, begiftigd met een begerenswaardig en begeerd koloniaal gebied; hij zal bij de Belgen, door verre veroveringen, de moed gewekt hebben, die, voor twee duizend jaar reeds, van de Romeinse veroveraar een kreet van bewondering afdwong. Hij had de Belgische uitvoerindustrie een onweerstaanbare bloei geschonken, en aldus het welzijn over alle klassen van de maatschappij verspreid. En hij had door een hardnekkige strijd het land een militair statuut gegeven, met een leger bevrijd van het gebrek der vervanging, een leger waardoor België gered zou worden.

Koning Albert zelf zal slechts de incarnatie van de loyauteit moeten zijn om op zijn beurt met een parel van eer de Belgische Kroon te verrijken.

Op dit breed geschetst tafereel valt slechts een schaduw, verschrikkelijk voor de Koning, providentieel misschien voor het land, Leopold II zal het mateloos leed kennen zijn enige zoon op elfjarige leeftijd te zien sterven; hij zal op twintigjarige leeftijd, zijn neef Bou-

dewijn, op wie hij zijn vaderlijke toegenegenheid en welbehagen overgedragen had, verliezen. Ongetwijfeld omdat zijn koninklijke eed hem die plicht oplegde, vormde hij zijn opvolger Albert, de andere neef, van wie hij niet goed het schuchter en gesloten karakter begreep, dat alleen gestaald door een beklemmende vuurproef tot zijn eer zou ontplooien. Maar Leopold II vond nooit een volledige troost voor deze wrede dubbele rouw. De huidige generatie heeft het recht zich af te vragen of de kleine prins met zijn wankele gezondheid, gestorven op 22 Januari 1869, of de schitterende prins Boudewijn, na drie dagen weggemaaid door besmettelijke griep, zouden bereikt hebben wat Albert volbracht. Wat zeker is, nooit zouden zij beter gedaan hebben.

Zoals zijn tijdgenoten, die lange tijd nodig hadden om de prins en zelfs de koning Albert te begrijpen, heeft Leopold II voor het aarzelend waarderen van zijn toekomstige opvolger een verontschuldiging : De wegen van de Voorzienigheid zijn ondoorgrondelijk; het menselijk oog wordt slechts verblind na de flits, door het schitterende licht dat eruit ontspringt. En voor Albert I, verscheen het licht slechts tijdens de oorlog 1914-1918.

* * *

Toen hij, in de nacht van 9 April 1835, zijn zoon voorstelde aan zijn ministers, in afwachting van de gebeurtenis verenigd in het Paleis te Brussel, straalde Leopold I van vreugde : vreugde van een vader, een Koning, een Belg. Reeds vier jaren waren verlopen, sedert hij de kroon van België aanvaardde. Niemand heeft durven beweren, dat de nieuwe vorst bij ons gekomen was vol vertrouwen in de toekomst van zijn aangenomen vaderland. Hij kwam tot een opstandig volk, dat tenslotte een wettig, zoniet een wettelijk vorst verjaagd had. Men stelt niet gemakkelijk vertrouwen in opstandelingen; wat ze eens ondernamen kunnen ze licht herhalen.

Niemand ook zou durven bevestigen dat die prins, enigszins gezonden als de mandataris van Europa en zelfs van Engeland, belanghebbende beschermer van onze jeugdige onafhankelijkheid, de liefde voor het vaderland in zich droeg. Jongstgeborene uit een Duitse dynastie, in een tijdperk waarin de talenten geen grenzen kenden, waarin de degens zich licht ten dienste stelden van de prinsen — koningen van het goddelijk recht, niet van een natie — had hij op de slagvelden de graad van Generaal in het Leger van de Tsaar van Rusland veroverd. Zijn huwelijk met de erfprinses van Engeland maakte van hem een Engelse prins. België werd zijn vierde vaderland...

Maar toen hij bij ons kwam, had die prins van hoge intelligentie en volmaakte eerlijkheid vrij de eed afgelegd de loyale en toegewijde

vorst van België te zijn. De wet der plicht stond vast voor hem. De vreugde van Koning Leopold I, in die nacht van 9 April 1835 was die van de Koninklijke plicht op de weg der voltooiïng.

In het eerlijke en eveneens loyale, vaderlandslievend België, nog in de gloed die het niet lang te voren bevrijdde van het buitenlandse juk, vond Leopold I de deugden van zijn volk misschien wel burgerlijk, en wel kleingeestig de kleinburgerlijke twisten tussen de partijen. Hij wond er zich voor op, de briefwisseling van koningin Louisa-Maria, nadien gepubliceerd, leert het ons. Maar die opwinding, die soms in loomheid overging, bewees dat de koning van harte werd wat de eed hem in de geest gemaakt had, de eerste der Belgische burgers, gehecht aan zijn land, de onhandigheden van een jeugdige vrijheid betreurend, maar eveneens verzakend de herinneringen en de spijt voor een schitterend cosmopolitisch verleden. De mens is aldus gemaakt dat hij zich hecht, zelfs waar hij lijdt. En indien hij lijdt, is het omdat hij gehecht is.

En omdat hij Belg geworden was verblijdde die vader, die koning zich het land een zoon te geven, die de voortzetting zou zijn van hemzelf. Want onder de zware zorgen die, bij het moeilijke debuut van een twijfelachtige monarchie, die vorst van vijf en veertig jaar bezig hielden, op een ouderdom dus waarop de dood reeds nadert, was niet de minste het dreigend achterblijven van een troonopvolger.

Op 9 April 1835, straalde Koning Leopold eveneens van hoop. Het kind, dat zijn eerste slaap sliep, was ontstaan uit verre generaties van prinsen en koningen, uit Karel de Grote zelf, en erfde zeker uit dergelijke lijn van voorouders, de deugden en talenten waarvan zijn voorvaderen blijken gegeven hadden. Zoals de wens van gans België, zou die koninklijke hoop vervuld worden in een mate die geen menselijk oog had kunnen peilen.

Men schreef destijds, niet zonder voornemen tot bekladden, dat het kind, geboren te Brussel die 9de April 1835, geen druppel Belgisch bloed in de aderen hield. Waarlijk ?

Door zijn voorgeslacht langs vaders zijde, de hertogen van Saksen-Koburg-Gotha, nam hij plaats in de afstamming van de Karolingers, en Karel de Grote werd geboren te Luik, uit een dynastie van prinsen die reeds meer dan drie eeuwen in onze provinciën gevestigd waren.

Door zijn moeder Louisa-Maria van Orleans, telde hij onder zijn voorouders de Koning van Frankrijk Lodewijk XIII, en de echtgenote van deze was Anna van Oostenrijk, achterkleindochter van Karel de Vijfde. Deze is wel een Belgische prins, geboren te Gent, afstammeling en erfgenaam van onze eerste nationale dynastie der Burgondische hertogen. De stichter van deze dynastie, Filips de Stoute, was gehuwd met Margareta van Maele, van wie de vader Lodewijk van Maele een plaats inneemt in de stamboom der graven van Vlaanderen, en

van wie de moeder Margareta van Brabant deel uitmaakte van die beroemde familie, afstammende van Reinier Langhals, die eerst zoveel Graven van Leuven, daarna zoveel Hertogen van Brabant gaf.

Zijn grootmoeder, de koningin van Frankrijk Marie-Amélie, was de kleindochter van Maria-Theresia, laatste Keizerin van de Oostenrijkse tak der Habsburgers, waarvan de stamvader Keizer Ferdinand I, broeder van Keizer Karel V was.

Onder zijn voorouders telde Leopold II dus personen, Belgen alvorens er zelfs maar een België bestond : Pepijn van Landen, Sint Begga, de patrones van de stad Andenne, Pepijn van Herstal, Karel Martel, Karel de Grote, Reinier Langhals, Boudewijn van Konstantinopel, Jan de Overwinnaar van Brabant, Filips de Goede, Karel de Stoute. Wij slaan er over.

Er moet iets zoals een atavisme bovenkomen voor degene die, door de zonderlinge wendingen van de Geschiedenis, geroepen wordt om te regeren waar zijn voorouders roem verwierven. Is na een tussenpoze van vijf eeuwen de regering van Leopold II niet een roemvolle repliek van die van Filips de Goede, de « Grote Hertog uit het Westen », die de Belgische eenheid verwezenlijkte en er in slaagde in ons land een weergaloze opbloei der kunsten, wetenschappen, van handel en nijverheid te veroorzaken.

DE HERTOG VAN BRABANT.

Het was dus een familieërfenis die Leopold I voor zijn zoon ophaalde, toen hij hem omstreeks zijn vijfde jaar de titel van Hertog van Brabant toekende, terwijl zijn jongere broeder Filip met evenveel recht die van Graaf van Vlaanderen ontving.

De kleine Hertog was een bleek kind, blond, opgeschoten, met naar het schijnt een delicate gezondheid. Zijn lange neus, die de penningsnijders later op de beeltenis van onze munten zouden trachten te verzachten, was zijn moeder een ware zorg. Deze koesterde wellicht een voorkeur voor haar jongste zoon. Louisa-Maria schreef eens naar haar moeder Marie-Amélie : « Filips staat geenszins belachelijk tussen het volk. Men vindt dat hij vlug mooier wordt en ik ben geneigd te geloven dat hij beter zal zijn dan zijn broeder. Leo heeft een verschrikkelijke neus ». De kleine Hertog van Brabant was vijf jaar oud, toen de koninklijke familie vergrootte door de geboorte van zijn zuster Charlotta; het tragisch lot dat de kleine prinses te wachten stond is voldoende bekend. In de loop van hetzelfde jaar maakte « Leo » zijn eerste diplomatische reis : Koning Leopold en Koningin Louisa-Maria namen hem op verzoek van Koningin Victoria mee, toen ze te Londen op bezoek gingen in het Paleis van Windsor.

Zijn gezondheid werd er niet steviger op. Hij begon zelfs in die periode te lijden aan een stijfheid in zijn been — sciatiek — die hem gans zijn leven verplichtte op een stok te steunen en hem tijdens de laatste jaren deed hinken. Men kan in één der uitstalramen van het Koninklijk Legermuseum een wandelstok zien die de oude Koning gebruikte : een doodgewone houten stok, omgebogen om een handvat te vormen, aan de onderkant heel doorgesleten door het slepen over de grond.

Koningin Louisa-Maria, bezorgd om de gezondheid van haar zoon, waakte van nabij over de eerste lessen die de prins ontving en bracht het onderwijs in verhouding met de krachten van de leerling. Zij voegde daarbij haar eigen moederlijke lessen, die zo goed het hart vormen en waaraan de ziel van de zoon voor het leven de herinnering bewaart. Leopold II sprak als grijsaard met ontroering en erkentelijkheid over hetgene hij aan zijn bewonderenswaardige moeder te danken had.

Toen hij elf jaar oud was, werd de Hertog van Brabant, onder de algemene leiding van een gouverneur, Luitenant-Kolonel de Lannoy, toevertrouwd aan keurleraars; zijn leraar in Nederlands was onder andere een jonge letterkundige wie roem te wachten stond : Hendrik Conscience.

Hoewel twee jaar jonger volgde de Graaf van Vlaanderen dezelfde cursussen als zijn oudere broer. Klaarblijkelijk nam Leopold I zijn voorzorgen. Indien een van zijn zonen de volwassen leeftijd niet bereikte, zou de andere klaar staan om zijn plaats als troonopvolger in te nemen. De Koning had, naar het schijnt, zelf ook enige voorkeur voor zijn tweede zoon. Hij oordeelde de Hertog van Brabant minder begaafd : « Leopold is doortrapt, listig », schreef hij in die tijd, « het avontuur kan hem niet aanlokken. Onlangs zag ik te Ardenne een vos door de rivier waden; hij zette eerst een poot in 't water om te voelen of het koud was, daarna zette hij hem zachtjes neer om de diepte te onderzoeken, trok pas daarna behoedzaam en uiterst langzaam door de rivier. Zo ook handelt Leopold en gij zult ondervinden dat hij listig en behoedzaam zal zijn tot het uiterste ».

Aan dit oordeel ontbreekt slechts een weinig welwillendheid om het lovend te maken. Onze eerste Koning was jager, maar ook psycholoog.

Kolonel de Lannoy liet zich van zijnentwege niet beïnvloeden door wat de ouders vaak misleidt : de aangeboren gratie, het aangenaam uitlerlijk, de stevige gezondheid en het opgeruimd en beminnelijk karakter van de Graaf van Vlaanderen. Hij verklaarde prins Leopold meer begaafd, althans intellectueel, dan zijn broer. En hij nam het ontluiken waar van een toen reeds door de voorzichtigheid getemperde stalen wil.

In hetzelfde jaar 1846, begon de Hertog van Brabant zijn militaire scholing : in de democratische hoven van Europa had men toen nog niet gebroken met de gebruiken van het oude regime; de troonopvolger werd ingelijfd bij het keurregiment (dat in 1850 de naam van Grenadiersregiment ontving) met de graad van onderluitenant. Hoewel slechts negen jaar oud ontving de kleine Graaf van Vlaanderen dezelfde graad in het Regiment der Guides. Koning Leopold I zette zijn voorzorgen tegen een eventuele ramp voort.

De kleine prinsen waren van dan af reeds uitstekende ruiters. Van tijd tot tijd zagen de Brusselaars ze langs de Groendreef draven; tot na het aanleggen van de Louisalaan bleef deze de elegante wandeldreef van de hoofdstad.

Beiden begonnen ter zelfder tijd volgens de wil van de Koning enkele maanden later de cursussen aan de Militaire School te volgen. Leopold was spontaan, niet zeer vlijtig, gekant tegen de vaste lesroosters en de streng afgelijnde programma's, vooral aandachtig tijdens de lessen in aardrijkskunde.

Hij nam, zoals het gedurende gans zijn leven een gewoonte blijft, talrijke nota's. Hij ondervroeg onvermoeibaar zijn leraars en zijn gezellen, en putte aldus niet uitsluitend uit het boekenonderricht maar

ook uit de lessen van het leven. Het persoonlijk nadenken en de werkelijkheidszin ontwikkelen zich snel bij die intellectuele oefeningen. De persoonlijkheid van de toekomstige Koning brak reeds door.

In 1848 bracht een democratische woeling de tronen van gans Europa aan het wankelen en haalde er zelfs enkele neer. Het land schaarde zich rond de Belgische Dynastie. Dank zij deze, tot dan toe een weinig op afstand gebleven, zag België de storm aftrekken. De verschrikkelijke economische crisis, die overal de revolutionnaire neiging veroorzaakte, heerste nochtans ook bij ons. De slechte verkoop der textielproducten, specialiteit van Vlaanderen, had een rampzalige werkloosheid veroorzaakt. Bij deze sociale ellende voegde zich een werkelijke hongersnood, als gevolg van een aardappelziekte, die heel de oogst vernielde.

Schrijver dezes kende in zijn jeugd een grijsaard, die als kind die ramp meemaakte. Op de hectare grond, door zijn ouders uitgebaat, en die voorbehouden werd voor de aardappelteelt, werden er slechts een halve mand gered. Als plantaardappelen voor het volgend jaar, bewaarde de vader, in een hoekje van de kelder, de kostbare knollen die aan de besmetting ontsnapt waren. En om in de loop van de Winter de bekoringen te vermijden, metselde hij het keldertje dicht. Toen men in de Lente het muurtje uitbrak, bleven nog drie aardappelen onbeschadigd !

De nationale ramp bood de Koningin de kans schatten aan liefdadigheid uit te geven. Men vereerde ze en de algemene achting spande zich in om ze te troosten in de smart die ze leed om de verbanning van haar Vader, Koning Louis-Philippe, onttroond door de Parijse revolutie. Ten gevolge van die grote crisis in Vlaanderen, groeide het « pacte de raison », dat zeventien jaar te voren tussen de Natie en de Dynastie gesloten werd, uit tot een eenheid des harten.

De jeugdige prinsen groeiden op, verschenen in het openbaar. Het gejuich dat hun jeugd en hun lieftalligheid onthaalde trof het hart van hun ouders. En zij zelf, betaalden het land die genegenheid terug. Reeds ernstig, te ernstig zelfs voor zijn dertien jaar — zijn omgeving beklaagde zich er over — onderzocht de Hertog van Brabant de mensen, de gebeurtenissen. Gerust kan men aannemen dat hij toen het besluit nam over de economische bloei van België te waken. Dergelijke crisis, dergelijke ellende mochten het land niet meer teisteren. Zijn voorliefde voor de aardrijkskunde was redelijk. Hij wilde de wereld kennen, om er de onmisbare afzetgebieden voor het werkzame België te ontdekken. Hij ondervroeg de Heer van Praet, de mentor van Leopold I, over de menigvuldige, helaas onvruchtbare pogingen tot koloniale expansie, die in die periode het initiatief van de Koning kenmerkten.

De eerste redevoeringen die de Hertog van Brabant, meerderjarig en senator krachtens de grondwet, enkele jaren later voor de Senaat zou uitspreken, bewijzen dat hij zich de vaderlijke inspanningen herinnerde en zou trachten ze voort te zetten spijt hun schijnbare mislukking. De lessen van de ondervinding gaan nooit verloren : de Hertog van Brabant nam als thema van die redevoeringen de wereldexpansie en de koloniale expansie van het land. En in het diepste van zijn ziel nam hij zich voor, de oorzaken — hij kende ze al te goed — van zijn vaders mislukkingen te overwinnen.

Doortrapt en listig naar het oordeel van zijn vader, maar veeleer voorzichtig en intelligent, begreep hij snel dat, indien hij eens wilde slagen, dit zou moeten geschieden spijt en misschien tegen zijn toekomstige onderdanen, in stilte, in het geheim, zonder de schuchteren af te schrikken door te vroeg de uitgebreide nationale ambities te ontsluieren. Dat al is geen list : het is geniaal. In kiem ligt daarin de ontwikkeling van Kongo.

Het werk van de vader zal opnieuw opgenomen worden door de zoon, met een volharding die niet ontmoedigd wordt door de vergeefse pogingen van de eerste, maar ook met een voorzichtigheid, een wantrouwen zelfs, gerechtvaardigd door het nationale onbegrip. In een nota, in 1861 geadresseerd aan Baron Lambermont, beval de Hertog van Brabant reeds het plan aan voor een naamloze vennootschap voor de commerciële exploitatie van het Verre Oosten; « De dag waarop de Belgen, zegde hij, met kennis van zaken van het Verre Oosten zullen spreken, zullen zij hun vaderland de mogelijkheid verzekeren aandeel te nemen in de nalatenschap van de rijken die daarginds zullen instorten ».

Is het nog niet, in brede trekken, de algemene tactiek die België leidde tot de souvereiniteit over Kongolees Afrika ? En als besluit van deze nota, voegt de Hertog er een opmerking aan toe die reeds een berekende gedragslijn aftekent — later met zoveel geluk voortgezet :

« De Hertog van Brabant heeft genoeg gesproken over de Koloniën; hij kan er niet eens te meer op terug komen. Men verslijt een idee door zich te beperken er zonder resultaat over te spreken. »

Hij zal niet meer spreken. Hij zal handelen zodra de gelegenheid zich voordoet. Hij zal voor zichzelf en voor enkele zekere vertrouwenspersonen het geheim van zijn voornemens bewaren. En zoals alle mannen van actie zal hij het sukses bereiken dat de praters steeds ontglipt.

Maar hij weet het, hij zal niet begrepen worden door degenen die het nagestreefde doel niet kennen. En onverstaan, zal hij niet bemind worden. Hij neemt stelling. Hijzelf houdt van België en zal het bewijzen. Het heeft weinig belang of hij ja dan niet terugbetaald wordt.

Wij lopen echter vooruit. Keren wij naar vroegere jaren terug. In 1850, wellicht zelf ook uitgeput door de grote crisis in Vlaanderen die van haar zoveel inspanningen gevergd had, die haar hart zo op de proef gesteld had, stierf Koningin Louisa-Maria zachtjes te Oostende, acht en dertig jaar oud ! Het land beweende ze waarlijk. Zoals men het weer zal zien in 1934 bij het overlijden van Koning Albert, in 1935 bij de dood van Koningin Astrid, eveneens door een ongeval veroorzaakt, vergewisten de Belgen zich voor de dood van hun toewijding aan de Dynastie.

In de rouw van het Hof, vanwaar Leopold I soms hard voor de anderen als voor zichzelf, de vreugde en de levendigheid verwijderd had, werd het leven strenger en strenger. De Hertog van Brabant wordt gedompeld in de smart om de dood van zijn moeder, de diepste die de mens kan overkomen. Hij werpt zich in de studie, meer dan ooit. Naast de trouwe Van Praet, die voortaan slechts zeldzame toegang meer heeft tot zijn vader, leert hij de mensen en de zaken van onze gepassionneerde, vaak kleingeestige politiek, kennen.

Van Praet voerde de titel van Minister van het Huis des Koning en kon aldus van gelijke tot gelijke spreken met de leden van de regering. Hij was de regelmatige tussenpersoon van de Koning in de betrekkingen van deze met zijn ministers. De Hertog van Brabant liep daar een goede school om alles te weten, alles te meten, alles te begrijpen. Maar ertoe verplicht zijn bedenkingen achterwege te houden, zijn verlangen tot actie te onderdrukken, voegt hij bij zijn aangeboren behendigheid, ja zelfs zijn voorzichtigheid, die andere hoofdeigenschap : het geduld. Hij kan wachten op het gunstige uur, en indien het te lang op zich laat wachten, de komst ervan bespoedigen.

Rond die tijd, tussen vijftien en achttien jaar, vormde hij zich definitief en stelde hij zichzelf, waarschijnlijk, het doel van zijn ganse leven : de economische welvaart van het land te verwezenlijken. Naar vaderlijk voorbeeld volgde hij instinctmatig het spoor nagelaten door zijn essai's over koloniale expansie.

Men heeft gezegd van Leopold I dat hij uitsluitend een politieker was, maar dàn ook van een bewonderenswaardige en bewonderde wijsheid. Politieker, ja, en daarin ligt zijn ganse roem. Maar niet uitsluitend en het wordt de roem van de zoon, die de troon bestijgt na voltooiing van het politieke werk, term voor term het economisch programma van zijn vader te hernemen en het op een schitterende wijze te verwezenlijken.

Het hoofdwerk van de stichter van de Monarchie is de versteviging van de troon, wat ook de versteviging van het regime en van het land betekent. De instellingen moeten de soepelheid en de ondervinding gegeven worden, die de rigide teksten van een grondwet hun niet verzekeren. De administratieve raderwerken moeten aangepast worden

waar ze, fonkelnieuw, knarsen bij het ineengrijpen. Ons nationaal statuut moest na 1831 definitief en gelukkig blijken, teneinde in de wereld tal van ongerustheden te kalmeren, zekere ambities te verijdelen en aldus gevaren voor de Europese vrede te verwijderen. Door de kracht der dingen geeft Leopold I zijn politieke bezigheden de rang die hun toekwam in de koninklijke activiteit, namelijk de eerste, de fundamentele. Hij leidde dit essentieel werk tot een goed einde. België is hem zijn plaats in de wereld verschuldigd.

Maar de vrijheid en de onafhankelijkheid zijn tenslotte, evenals de politiek, slechts middelen. Het doel is het geluk van de Natie. En in de wereld zal geluk vaak synoniem zijn van voorspoed, van rijkdom. Het doel kon niet vóór de middelen bereikt worden. De eerste vorst van België moest zich tevreden stellen in de Natie en zijn zoon de grondslagen zelf van het sukses op economisch gebied te leggen. Het werd de tweede voorbehouden het gebouw te voltooien.

Twintig dagen na zijn aankomst in ons midden, tijdens de veldtocht tegen het Hollands leger dat onze provinciën overweldigde, nam Leopold I het initiatief voor een koloniale onderneming op Java. Enkele dagen later, op 21 Augustus 1831, steeds in volle oorlog, stelde een koninklijk besluit de ingenieurs Simons en De Ridder ter beschikking van de Inspecteur-Generaal van Bruggen en Wegen, met als opdracht het bestuderen van een spoorweg tussen Antwerpen en de Rijn, over Luik. De Koning die in Engeland de resultaten van de Koloniale expansie vastgesteld had, die er de in dienstneming van de eerste spoorweg ter wereld bijwoonde, wilde zijn nieuw vaderland deze twee machtige expansiemiddelen schenken.

Koloniën en spoorwegen. Gans Leopold II ligt daarin besloten. De eerste Koning zal erin slagen België uit te rusten met een spoorwegnet dat aan de noden van die tijd voldeed. Hij zal niet slagen op kolonial gebied, maar hij zal voor zijn zoon en opvolger het hoogste goed verwerven : de ondervinding. Leopold II zal de Kongokolonie stichten. Hij zal buiten het land onmetelijke spoorlijnen ontwerpen, zoals de lijn Han Kow-Pekin, 2.000 kilometer lang, die hem het fortuin zal verdienen, hem de financiële middelen zal bezorgen om de Afrikaanse onderneming te voltooien, die eveneens onze voortbrengers van spoorstaven en onze bouwers van lokomotieven en wagens zal rijk maken, en de wereld de verdiensten van de Belgische industrie zal leren kennen.

Leopold II gaf aldus een levend bewijs van de uitmuntendheid van het monarchistisch regime. De Koningen volgen elkaar op : de dynastie blijft en volhardt. Het ondernomen, zelfs maar ontworpen werk, wordt hernomen en voltooid.

DE TROONOPVOLGER.

Lopen we nogmaals achteruit. In 1853 is de Hertog van Brabant achttien jaar oud. Hij is, krachtens de Grondwet, meerderjarig. Leopold I voelt de ouderdom naderen en verlangt zonder verwijl zelf de belangrijke kwestie van de continuïteit der dynastie te regelen. Een schitterende huwelijksverbintenis voor zijn zoon zou hem de gelegenheid bieden de wereld de stevigheid van de Belgische troon te bewijzen. Te Parijs heerst sedert twee jaar als keizer de neef van Napoleon en men verdenkt hem van gelijkaardige ambities als zijn oom. Het wordt tijd de erfenaam uit te huwelijken en hem een echtgenote te vinden rond een der best gevestigde tronen van Europa.

In de maand Mei van hetzelfde jaar, vertrekt Leopold I met zijn zoon op bezoek naar de Duitse hoofdsteden.

Zij genoten er het meest vleiend onthaal. Het bracht de koning tot het besluit zijn oogmerken hoger te stellen en op Wenen vestigde hij zijn keuze. Het scheen voor de Jeugdige Belgische dynastie pretentieus zich te richten naar een echtelijke verbintenis met het oude Habsburgse huis. En nochtans werd de aanvraag, natuurlijk voorafgegaan door minutieuze diplomatische onderhandelingen, door het Hof van Wenen aanvaard. Op 18 Mei 1853 kondigde Keizer Frans-Jozef officieel de verloving aan van de Hertog van Brabant, erfgenaam van de troon van België, met Aartshertogin Maria-Hendrika van Oostenrijk, kleindochter van Maria-Theresia en, naar Bretoense mode, nicht van de heersende vorst. De verloofde, geboren in 1836, was amper zeventien jaar oud. Sedert weinig meer dan een maand was de jongen er achttien. Men huwde, om politieke redenen, twee grote kinderen.

Het huwelijk werd op 10 Augustus 1853 bij procuratie ingezegend in het Weense Paleis te Schoenbrunn. Het werd op 22 Augustus burgerlijk en geestelijk te Brussel hernieuwd, geestdriftig onthaald door de hoofdstad.

De twee echtgenoten, die de ene en de andere van Maria-Theresia afstamden, waren bloedverwanten in een graad voor dewelke de canons van de Kerk een dispensatie vereisen. Deze werd toegestaan door Paus Pius IX.

De jeugdige Hertogin van Brabant, uiterst mooi, bedreven paardrijdster, heel en al gratie en guitigheid, werd bij ons onthaald op de overweldigende sympathie die het volk voorbehoudt aan al wat het liefde acht. En wellicht leed de populariteit van Leopold II veel op

(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Portret van Leopold II op vijfjarige leeftijd,
naar een schilderij van R. Wappers.

(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Portret van de Hertog van Brabant
in uniform van Majoor bij het Keurregiment.

(*Cliché Koninklijk Legermuseum.*)

De Hertog van Brabant en de Hertogin Maria-Hendrika in 1857.

(Cliché Koninklijk Legermuseum)

De Graaf van Henegouwen op vijfjarige leeftijd,
met de harenmuts der Grenadiers.

(Foto Koninklijk Legermuseum.)

De Graaf van Henegouwen op tienjarige leeftijd.

(*Cliché Koninklijk Legermuseum.*)

De Inhuldigingsstoet van Leopold II op het Muntplein.

de dag waarop zijn onderdanen merkten dat de liefde niet aanwezig was in dit huwelijk uit zuiver belang, zuivere opoffering misschien, vanwege de twee echtgenoten.

In Frankrijk zag Keizer Napoleon III, die voor zichzelf in geen enkele vorstelijke familie een echtgenote had kunnen vinden en zich zo juist verbonden had met een eenvoudige Spaanse gravin, Eugenie de Montijo, niet zonder ergernis die Oostenrijks-Belgische Verbintenis tot stand komen. Deze was anderzijds een hinderpaal voor de oogmerken van territoriale uitbreiding, die de Keizer, in een slecht bewaard geheim echter, koesterde.

Hij verborg zijn gevoelens niet, en beklaagde zich bitter en zelfs dreigend bij de Oostenrijkse gezant te Parijs. Hij zou nochtans twee jaar later verplicht worden afstand te doen van die politieke pruilerij ten opzichte van het Hof van Brussel. Frankrijk was in 1854-1855 met zijn verbondene Engeland betrokken in de Krim Oorlog tegen Rusland. Traditionele beschermer van onze onafhankelijkheid, bezorgd om de annexionnistische ambities van Napoleon III, oefende Groot-Brittannië te Parijs voldoende diplomatische drukking uit om de Keizer tot een geruststellende houding te dwingen.

Maar de Hertog van Brabant bewaarde van deze incidenten in zijn diepste wezen de politieke les.

We zegden reeds dat de gezondheid van prins Leopold nooit schitterend was. Op het einde van de zomer 1854, wekte zijn toestand bij de geneesheren onrust op; sommigen achtten hem borstlijder. Er werd besloten hem voor de winter naar zonnige streken te zenden. In November vertrok Leopold, vergezeld van de Hertogin, bij kleine dagreizen, naar Egypte, over Duitsland, Oostenrijk, Triest en de Adriatische zee. De reizigers ontscheepten te Alexandrië op 2 Februari 1855.

Onmiddellijk openbaarde zich de toekomstige kolonisator. Spijt de aanwezigheid van de Hertogin van Brabant, wier achttien jaren die veel te ernstige vraagstukken gauw beu waren, concentreerde voor de Hertog gans het belang van de reis zich rond de grote werken die de oude grond der Pharao's zouden vernieuwen : de grote stuwdam op de Nijl om de methodische irrigatie van de Delta te verwezenlijken en vooral de doorsteking van de landengte van Suez, waarvan Ferdinand de Lesseps de plannen opmaakte.

De prinsen kwamen te Brussel terug op 28 Augustus 1855. In de daaropvolgende Oktobermaand zou Napoleon III, toegevend aan de Engelse instanties, het noodlot althans schijnbaar met een goed hart opnemend ter gelegenheid van een prachtige Wereldtentoonstelling, de Hertog en de Hertogin van Brabant te Parijs schitterend ontvangen. Prins Leopold, scherpzinnig en voorzichtig waarnemer, ondervraagt

veel, doch geeft zich niet bloot in de loop van die pralerige ontvangst. Een diplomaat uit het tijdstip, Graaf de Hubner, Oostenrijks gezant te Parijs, noteerde :

« De Hertog, begaafd met de langste neus die ik ooit zag, sprak mij over politiek in de zin en natuurlijk volgens de inspiratie van de prins van Chimay. Hij spreekt goed, men zou zelfs zeggen met te veel zekerheid voor een jongeling van twintig jaar. »

In die tijd werd België officieel te Parijs vertegenwoordigd door Firmin Rogier, broeder van Charles Rogier. Firmin had zijn hoge taak grotendeels te danken aan zijn verwantschap met de beroemde Belgische staatsman. Te Brussel had men weinig vertrouwen in zijn bekwaamheid, en de Belgische Regering had hem laten bijstaan door een officieus gezant, de prins van Chimay.

Graaf de Hubner bedacht niet dat hij zichzelf een weinig tegensprak. De prins die met te veel zekerheid praat is niet degene die spreekt volgens de inspiratie van een andere. Spijt zijn twintig jaar had Leopold reeds de rijpheid en de zekerheid van oordeel bereikt die voortspruiten uit heldere en scherpe, goed afgewogen ideëen. Hij was niet meer de echo van raadgevers, hoewel deze steeds toegelaten bleven. Hubner had overigens juist gezien : een jonge prins wiens politieke opvoeding voltooid en goed voltooid was in de vaderlijke school.

De gebeurtenissen bestormen voortaan het Hof van Brussel. In 1857 huwt prinses Charlotta met Aartshertog Maximiliaan van Oostenrijk, broeder van Keizer Frans-Jozef en aanstaand Keizer van Mexico. Op 18 Februari 1858 schenkt de Hertogin van Brabant het leven aan een dochtertje, prinses Louisa, en op 12 Juni 1859 aan een zoon die de naam Leopold ontving, met de Historische titel van Graaf van Henegouwen.

In de loop van het volgend jaar vertrekt de Hertog van Brabant opnieuw naar het Oosten. Deze maal reist hij alleen; de Hertogin wordt weerhouden door haar moederlijke plichten, wellicht zonder er om te treuren. En trouwens past de manier van reizen van haar echtgenoot haar geenszins.

Op 23 Maart 1860 is de Hertog te Frankfurt, en over Budapest en Bukarest bereikt hij Konstantinopel, waar hij met de grootste eer door de Sultan ontvangen wordt. Over Athene reizend neemt hij aan de voet van de heilige heuvel, de Akropolis, een stuk marmer op, puin van een der tempels, twee duizend jaar oud. Terug te Brussel laat hij op die antieke relikwie van een schitterende beschaving zijn portret aanbrengen, met de woorden : « België heeft een Kolonie nodig ». Dit was het besluit dat hij van zijn reis meebracht. Na de woorden : « Herinnering aan Athene, door de Hertog van Brabant aan de Heer Frère-Orban, Minister van Financiën, aangeboden », te

hebben laten aanbrengen, zond hij het geschenk naar de Staatsman die hij een weinig beangstigd wist door de ideëen van de erfprins. Frère-Orban was, naar het schijnt, verbluft. Gans Leopold II ligt daar nogmaals in begrepen.

Stippen wij een feit aan dat misschien het onrechtstreeks gevolg was van het gebaar van de Hertog. De zoon van Frère-Orban, jong officier met een schitterende toekomst, was de eerste die de oproep van Leopold II beantwoordde en naar Kongo vertrok bij het debuut van de Afrikaanse onderneming. Hij stierf ongelukkiglijk kort daarop te Matadi, getroffen door een kwaadaardige koorts.

Wij schrijven 1860. De Hertog van Brabant is vijf en twintig jaar oud. Nu is hij gevormd, gereed om te heersen zodra het uur zal slaan. Leopold I wordt oud, verdrietig: hij ergert zich, zoals vele grijsaards, bij de ideëen van de aankomende generatie, aan het hoofd waarvan, ver voor de anderen, hij met zijn arendsblik zijn toekomstige opvolger bemerkt. En als om zijn werk tegen de vernieuwers te verdedigen weigert de oude Koning zijn zoon zijn raadgevingen. Hij eist zelfs dat de Hertog hem vooraf audiëntie vraagt wanneer hij hem wil spreken.

De inactiviteit weegt zwaar op prins Leopold, die zich met vernieuwde moed aan de studie zet. Hij kent drie raadgevers, drie meesters : Baron Lambermont, de beste Belgische diplomaat, lang nadien gestorven als secretaris-generaal, zoveel als permanent minister van Buitenlandse zaken; de latere Generaal Brialmont, militair ingenieur die in 1888 de Maasforten zal bouwen; en tenslotte, en vooral misschien, een hoog ambtenaar van Buitenlandse zaken, met een fijne en critische geest, schitterend begaafd, Emile Banning.

Dezen worden met vragen overstelpt. Brialmont schrijft in dit tijdperk naar Lambermont :

« Mijn waarde Baron, de Hertog van Brabant houdt mij voor een bureau voor Statistieken. »

De onderwerpen voor studie en onderzoek ontbreken niet : de commerciële expansie van het land en zijn militair statuut bevinden zich onder de eerste die gans de aandacht van de Hertog van Brabant verdienen. Het militair statuut heeft zelfs, gedurende een zekere tijd de voorrang op de koloniale bedenkingen. De tijden zijn inderdaad moeilijk. De tijdelijk onderdrukte ambities van Napoleon, op een deel van ons grondgebied werden verontrustend. Aan de Duitse kant bereidde Bismarck Sadowa voor om Pruisen ten koste van Oostenrijk de voorrang te geven in de Germaanse wereld.

Einde 1864 stelt Leopold een verergering van de stijfheid in zijn been vast. De geneesheren raden hem voor de nakende winter een droger klimaat dan dat van België aan, en de gedwongen rust van een lange kruistocht ter zee. De Hertog vertrekt nogmaals op reis : Weer

naar Egypte, waar deze maal de duizenden arbeiders van de Lesseps het zand van de Landengte van Suez doorboren voor het graven van een kanaal, verder naar Brits Indië, Sumatra, Formosa, China. Hij keert terug in Mei 1865, na zes maanden afwezigheid, vervuld van meer expansionnistische ideëen dan ooit. Hij had ter plaatse de argumenten ontdekt om de uitnodiging te bevestigen, die hij in 1861 tot Lambermont richtte, en waardoor de aandacht van de Belgen op het Verre Oosten moest gevestigd worden.

Te Brussel vond de Hertog van Brabant zijn vader terug getroffen door de voortekenen van een nabije dood. Maar de oude Koning weigert het Regentschap aan zijn opvolger toe te vertrouwen. Het wachten zou overigens niet lang duren. Op 10 December 1865, een weinig voor de middag, gaf de stichter van de Dynastie de geest in het Kasteel te Laken.

« België heeft, zoals ik, een vader verloren. » « In mijn geest, heeft de toekomst van België zich steeds verward met de mijne. » « Tijdens de vijf en dertig laatste jaren heeft België zaken zien in vervulling gaan, die, in een land met een uitgestrektheid als het onze, zelden verwezenlijkt werden door één enkele generatie. Maar het gebouw, waarvan het Congres de fundamenten gelegd heeft, kan en zal nog hoger opgericht worden. »

HET DEBUUT VAN EEN GROTE REGERING.

Die woorden van de Inhuldigingsrede op 17 December 1865 door Leopold II uitgesproken werden door de tijdgenoten op sympathie onthaald. Dezen zagen er nochans een weinig rethoriek in, een weinig holle phrases die best passen in dergelijke plechtige omstandigheden. Zij bezaten niet de ondervinding die wij behouden na vier regeringen, om er zich rekenschap van te geven dat de dynastie op die morgen, een van die eden aflegde die buiten elke voorziening in België steeds nageleefd worden.

Zonder verwijl zou de nieuwe Koning af te rekenen hebben met geduchte internationale verwikkelingen. Terwijl hij de protocolaire bezoeken aan onze Belgische steden beëindigt, barst de oorlog los tussen Pruisen en Oostenrijk, dat in de vlakte van Bohemen, te Sadowa, verpletterd wordt.

Bismarck die een tussenkomst vreest van Frankrijk om Oostenrijk te redden, laat voor de te welgevallige ogen van Napoleon III de mogelijkheid schitteren van « Compensaties » in België.

Te Brussel weet men best alles van die onderhandelingen af. Leopold II heeft de Minister van Buitenlandse Zaken overhaald om in de Pruisische Kanselarij een agent te onderhouden die nauwkeurig de Belgische Regering inlicht. Overtuigende documenten bevinden zich thans in de Algemene Archieven van het Koninklijk, waar het Koninklijk Legermuseum, dat ze eenigszins toevallig verzameld had, ze heeft neergelegd.

Men weet daardoor dat Bismarck, Benedetti, de gezant van Frankrijk, in vertrouwen genomen heeft en de verdeling van België tussen Pruisen en het Keizerrijk van Napoleon III voorgesteld heeft. Het voorstel van de doortrapte Pruisische Kanselier is overigens slechts een schijnbeweging; hij zal weigeren de besprekingen te hernemen wanneer hij door de kapitulatie van Oostenrijk, de zekerheid zal hebben, dat er met Frankrijk geen oorlog meer te duchten valt. Van die list van Bismarck vermoedt men nog niets in het Paleis te Brussel.

Leopold II maakt gebruik van een huwelijk aan het Hof van Windsor om de Engelsen op de hoogte te stellen. Van uit Londen stuurt hij zijn Minister Charles Rogier instructies, zoals dat haastig eigenhandig gekrabbeld briefje, waarin hij een zekere tactiek aanbeveelt « om, zegt hij, de koning te bewaren voor een einde zoals de Koning van Hanover ». Pruisen had zoëven deze laatste onttroond

en zijn Staten geannexeerd. Een lange brief van Rogier, die niet zonder enige levendigheid sommige Koninklijke bemerkingen beantwoordt, toont aan dat Leopold II persoonlijk het tegenmanœuvre leidde.

Hij slaagde. Engeland vroeg uitleg te Parijs en Napoleon III moest al zijn annexatieontwerpen ten opzichte van België verloochenen.

Maar het alarm was dringend geweest. De zaak zal kort daarop terug op het voorplan komen.

In die periode, enkele maanden na zijn bestijging van de Belgische troon, ontving Leopold II uit de handen van Koningin Victoria de hoogste Britse onderscheiding : de kentekens van Ridder in de Orde van de Kousenband. De plechtigheid van de uitreiking van deze onderscheiding greep plaats in het Paleis te Brussel. Zij was pralerig, enigzins belachelijk in de ogen van de Belgische toeschouwers, weinig vertrouwd met de traditionele gebruiken van het Oude Engeland. De Koning, die er niet helemaal in slaagde zijn ironische glimlach te verbergen had, ter dier gelegenheid, de historische en middeleeuwse klederdracht van de Orde aangetrokken. Dit pak, waarvoor hij zich wel behoedde het in het vervolg nogmaals te dragen, bevindt zich heden in een vitrine van het Koninklijk Legermuseum, tot verbazing van de bezoekers.

Tijdens die moeilijke maanden ontbreekt het de nieuwe Koning nochtans niet aan zorgen. Zijn zuster Charlotte, tot ongeluk van haar echtgenoot en van haarzelf tot Keizerin van Mexico gekroond, wordt krankzinnig bij de vaststelling dat het Frankrijk van Napoleon III Maximiliaan verlaat in het Mexicaans avontuur waarin zij hem gedreven heeft. Maximiliaan wordt gefusilleerd te Queretaro.

De Graaf van Henegouwen verkeert eveneens in een uiterst slechte toestand en de geneesheren verbergen hun angst niet.

Spijt dit alles werkt de Koning. Met Generaal Chazal eerst, met Generaal Goethals vervolgens, zijn Ministers van Oorlog, wil hij het Belgisch Leger doorheen en tegen de oppositie van de Regering en het Parlement verstevigen. De Koning biedt al zijn tegenstrevers het hoofd. Uiteindelijk haalt hij het. De bewapening wordt geperfectionneerd; de artillerie wordt uitgerust met nieuw materieel van eerste hoedanigheid. 's Avonds na Sedan, op 2 September 1870, in de Krijgsraad die de overgave besliste van het Frans leger, omsingeld met de rug naar België, zal een der Generaals van Napoleon III de terugtocht in België, die het Keizerlijk Leger had kunnen redden, afraden.

« Hij had onze kanonnen te Brasschaat gezien, zegde hij, en oordeelde dat het trotseren ervan een zekere slachting zou betekenen. »

Voor de eerste maal leverde Leopold II België een onschatbare dienst. Wat zou er van onze onafhankelijkheid geworden zijn, wanneer

het Franse Leger, over het Korps heen van onze Regimenten op wacht aan de grens ons grondgebied zou geschonden hebben, ongetwijfeld gevolgd door het Duitse Leger ?

In 1867 stelt het vraagstuk van het Groot Hertogdom Luxemburg zich, en dreigt Europa te vuur en te zwaard te zetten. De Pruisen bezetten krachtens de overeenkomsten, daterend van Waterloo, een garnizoen te Luxemburg, waar ze, om het te bewaken, aan de poorten van Frankrijk staan. Sedert Sadowa en Hanover, werd Pruisen zeer agressief. Het diplomatisch Europa is in beroering en om een Frans-Duitse oorlog te vermijden, onderneemt het de regeling van die netelige kwestie.

Leopold II wil dat België dit oude deel van het Koninkrijk opeise. Zijn ministers, ontzet door de risico's, aarzelen, gaan onhandig te werk. De Koning van Holland zou dan waarschijnlijk zijn tamelijk denkbeeldige rechten van Groot Hertog afgestaan hebben; men liet de gelegenheid ontglippen. Luxemburg werd voor eeuwig onafhankelijk verklaard onder de solidaire garantie der grote mogendheden — Leopold II zal de Belgische Staatslieden van dat ogenblik nooit die misstap vergeven.

De jaren verlopen. De Koning wacht met ongeduld. De partijtwisten, de permanente internationale spanning belemmeren hem in de uitvoering van zijn ontwerpen. Er moet afgewacht worden. En dan treft hem de verschrikkelijke beproeving.

Op 22 Januari 1869 sterft de jonge Graaf van Henegouwen te Laken; het hart van de Koning wordt verscheurd door een wonde die nooit zal geheeld worden. Dertig jaar later zal Leopold II, aan een vertrouweling die hem feliciteert voor een sukses in zijn koloniale ondernemingen, door te zeggen « Uw Majesteit heeft geluk », met bitterheid antwoorden, terwijl hij de hoge gestalte fier opricht : « Geluk, ik ? En ik heb mijn zoon verloren ! ».

Inderdaad, de familievreugde zal die stichter van een Rijk geweigerd worden, alsof de smart van de privaat mens, door het lot geëist, een losprijs was voor het sukses van de Koning. Het ongelukkig huwelijk van zijn oudste dochter prinses Louisa, dat van prinses Stefanie met Rudolf, erfgenaam van de keizerskroon van Oostenrijk, verbintenis die verbroken werd door het sombere drama van Mayerling, de wederzijdse onenigheid en ten slotte de scheiding tussen Leopold II en Koningin Maria-Hendrika, niets zal de vader, de echtgenoot gespaard blijven na de wrede rouw in 1869.

DE KONGOLESE ONDERNEMING.

Het uur zal slaan, waarop de genie zijn vleugels kan ontplooien. 1870 zag Napoleon III van het politiek wereldtoneel verdwijnen. Het gekwetste Frankrijk heelt zijn wonden en keert tot zich zelf. Het jonge Duitse Keizerrijk moet zich organiseren, zich moreel één maken na zijn politieke eenmaking. Bismarck schiet de grootste bok in zijn voorspoedige carrière : hij werpt zich in de geestelijke strijd tegen de Duitse katholieken. De *Kulturkampf* zal de IJzeren Kanselier gedurende vijftien jaar verlammen en hem misschien beletten grotere geheim gebleven voornemens te verwezenlijken.

Engeland, gerustgesteld betreffende de onafhankelijkheid en de ongeschondenheid van België, één der fundamentele dogma's van zijn Europese politiek, trekt zich uit het strijdperk terug en, zoals na elk alarm of elke crisis uit zijn geschiedenis, komt het terug tot zijn traditionele, door de zeeën beschermde afzondering. De oogmerken van het Tsaristische Rusland op de Zwarte zeekusten en de Bosphorus nemen anderzijds verontrustende afmetingen aan. Zij zullen lange tijd de militaire en diplomatische aandacht van Europa vestigen, en niet zonder reden, daar zij in 1877 de Russisch-Turkse oorlog zullen ontketenen, met voor gevolg de nederlaag van Turkije, dat bij het Verdrag van Berlijn in 1878 zal moeten gered worden door de Diplomatische coalitie van West-Europa. Wie zou in die algemene verwarring Leopold II wantrouwen ? Deze is Koning van een heel klein landje van zes millioen zielen, samenwonend op een gebied van 30.000 vierkante kilometer, amper het achttiende deel van Frankrijk. Leopold II is de tweede vorst van een dynastie waarvan de stichter vooral de herinnering aan een uitzonderlijke voorzichtigheid naliet, bijna van een teruggetrokkenheid, gerechtvaardigd door de jeugd van zijn Koninkrijk. Hij bezet sedert vijf jaar de troon van België en in de loop van die eerste vijf jaren heeft de storm, die de grenzen van het land naderde hem eveneens verplicht zich terug te trekken in de voorzichtigheid en de stilte. Zeker laat men in de buitenlandse hoven niet na hem te beschouwen als begaafd met een buitengewoon verstand, maar eveneens, wat de waarheid was, al de hindernissen beu, hindernissen die kwamen uit een te goed opgestelde Grondwet, beu van het enge en beperkte bestaan in een kleine hoofdstad, van de ledigheid die een grondwettelijk vorst opgelegd wordt. Men meent dat Leopold II afleiding zoekt in de studie der wetenschappen en vooral van de aardrijkskunde, die naar men zegt het stokpaardje is van de « Schijnkoning » (1). Zijn onderdanen zelf vergissen zich te dien opzichte. « Papieren Koning »

(1) In de Franse tekst « Roi-soliveau », zinspeling op een fabel van La Fontaine, « Les grenouilles qui demandent un roi ».

zegt een van hen en het woord maakt furore. De schimmen van degenen die het gebruikten moeten wel deemoedig neerbuigen wanneer zij in het hiernamaals die van de geniale en miskende reus ontmoeten.

Leopold II stoorde zich niet aan praatjes. Wellicht zelfs stelde hij alles te werk om de enigzins minachtende opinie, die de wichelaars van de grote Europese Politiek zich van hem vormen in aanzien te brengen. Intusschen overlegde hij en zocht een geschikt terrein. Hij heeft niet veel personen in vertrouwen genomen betreffende zijn gedachten en zijn beschouwingen gedurende de jaren die volgden op de Frans-Duitse oorlog. Men weet alleen dat hij zich voornam België te begiftigen met koloniën. Hij meende tegen klinkende munt, van het door Burgeroorlogen verscheurde en financieel belaste Spanje de Filippijnen te bekomen. Hij stond op het punt te slagen en indien het sukses hem ontglipte is dit te wijten aan het feit dat Spanje, indien het de rest wilde afstaan, Manila, de parel van zijn Oceanische kolonie wilde behouden.

Leopold II richt vervolgens zijn ogen op China. Hij denkt na over het oprichten van een geoctrooieerde compagnie, naar het vervallen model van de Engelse « Indische Compagnie ».

Hij onderhoudt zich met vrucht met Banning. Hij bestookt Baron Lambermont met vragen. En stilaan groeit in hem de heimelijke overtuiging dat hij moet verzaken een of andere kolonie te kopen, aan te schaffen of in exploitatie te nemen. Het is beter de blikken te wenden naar nieuwe gebieden, die niemand kan betwisten. Maar het doel moet verborgen blijven. Het stokpaardje van de aardrijkskunde, waarom sommigen glimlachen, dat velen als ongevaarlijk beoordelen, zal hem daarin naar wens helpen.

Plotseling, in September 1876, herneemt hij een reeds door Emile Banning in zijn krantenartikels — op zijn voorstel overigens — gelanceerd idee en roept te Brussel een « Internationale Conferentie voor Aardrijkskunde » samen.

Waarom vragen de toeschouwers bij ons en in andere landen zich af ? Alleen de Koning had het antwoord kunnen geven. Hij gaf het niet. De koloniale lessen van Leopold I en zelfs de zijne, uiterst recent, leerden hem de waarde van het zwijgen kennen.

Dat antwoord kwam tien jaar later vanzelf aan het licht. De verschalkte wereld stond erdoor versteld.

De Koning in persoon zat de Internationale Conferentie voor Aardrijkskunde voor. Het feit, ongewoon, had de aandacht moeten prikkelen. Ook daar, geloofde men in een eenvoudige fantasie van een prins die de schijn van geleerde wilde aannemen. Het doel dat Leopold II de Conferentie voorstelde was heel humanitair, bijna utopistisch, in zulke graad dat het op schouderophalen onthaald werd — des te beter — : « De standaard van de beschaving planten in het hart van Afrika, de afschuwelijke handel in negerslaven afschaffen ».

Enigszins geneigd tot lachen om de philantropische dromen van die kleine koning van een klein land, bemerkten de meesters van Europa niet dat, naast die abstracte en vage formule, duidelijke en concrete ontwerpen bestonden, die wezen op iets ernstigers : « Er zouden, zegde de koninklijke redenaar, de nodige operatiebases moeten gezocht en aangeduid worden, onder andere op de Kust van Zanzibar en bij de Kongomonding, aan te schaffen door overeenkomsten met de hoofden van de locale stammen. De te openen wegen naar het binnenland zouden moeten bepaald worden, en na het nauwkeurig vaststellen van het programma van dit voorbereidend werk, zou men moeten overgaan tot het oprichten van een Internationaal en Centraal Comité om de uitvoering ervan voort te zetten ».

Ongetwijfeld voorzag Leopold II de toekomst niet. Maar ongetwijfeld ook dacht hij dat de standaard van de beschaving in het hart van Afrika zou geplant worden door Belgische handen; dat de Belgen — onder dezen hijzelf — de eerste plaats zouden bezetten in het toekomstige Internationaal Uitvoerend Comité en dat België, onder de vorm van een brede strook kolonisatiegebied, de vrucht van zijn initiatief zou oogsten. Het geluk wilde dat de andere landen weinig belang stelden in de onderneming en dat deze Belgisch werd, uitsluitend, én in haar studie, én in haar verwezenlijking en haar sukses. Leopold II had eveneens, er kan niet aan getwijfeld worden, rekening gehouden met de zorgen die in dat tijdperk het Diplomatische Europa bezig hielden.

Dit laatste zou België het leeuwenaandeel laten. In feite, liet het ons land alles.

Op dit ogenblik had Frankrijk, door Bismarck dodelijk getroffen geacht door de verplichting tot betalen van de enorme vergoeding der oorlogsschade van vijf milliard frank, dezelfde som gemakkelijk betaald. De nodige nationale lening werd verschillende malen gedekt. Het Franse Leger werd heropgericht. Bismarck stelde vast dat hij zijn tegenstrever niet onschadelijk gemaakt kad en hij droomde ervan, wanneer de *Kulturkampf* hem de tijd liet tot dromen, de zege van 1870 te volmaken.

Enigszins uit hoffelijkheid tegenover de promotor van de Conferentie, besloot deze laatste over te gaan tot de oprichting van een « Internationale Afrikaanse Stichting ». Internationaal, zou deze bond niemand ergeren, niemands wantrouwen opwekken. De Internationale Commissie, belast met het bestuur van dit organisme, zonder al te goed te weten wat er te besturen viel, koos Brussel als zetel ervan, en als voorzitter, het spreekt vanzelf, Koning Leopold II. Nationale comité's werden gevormd in de verschillende landen die vertegenwoordigd waren op de Conferentie voor Aardrijkskunde; maar zoals licht te voorzien, zoals ongetwijfeld Leopold II het voorzien had, achtte

niemand het nuttig er de minste activiteit aan te verspillen. Welke vruchten konden die amper wetenschappelijke discussies die men er zou openen afwerpen ? Het was reeds meer dan voldoende voor de geleerden en gezaghebbers die er deel van uitmaakten, dat zij, uit beleefdheid voor de Koning der Belgen, hun naam aan die hersenschim geschonken hadden. Alleen het Comité te Brussel door de Koning aangespoord, zou werkzaam zijn.

« De Koning gaf zich maar al te goed rekenschap van de indruk die men gekregen had van zijn initiatief, schrijft een van zijn biografen : men hechtte er evenveel belang aan als men voor numismaten en statistiekers over zou hebben. Hij was te fijn om er ontevreden over te zijn ». Ongetwijfeld was het de wil van de Koning, men weet het heden door de afloop van de zaak, die indruk, die alle vermoedens uitschakelde, te scheppen. De Internationale Commissie vergaderde slechts één maal — zoals trouwens nodig was. De Koning wachtte er zich wel voor de wederspannigen te verwijten. Het Belgisch Comité kreeg de weg vrij.

Hij besloot een verkenningscommissie naar Kongo te zenden, geleid door twee Belgische officieren, die allebei hun naam gegeven hebben aan straten uit de Brusselse agglomeratie, Kapitein Crespel en Luitenant Cambier. Het ontwerp van de Koning nam vaste vorm aan.

In die periode kende men volstrekt niets betreffende de streken van Centraal Afrika. Niets : noch de loop van de stromen waarvan alleen de monding op de aardrijkskundige kaarten genoteerd was; noch de bergketens, waarover de slavenhandelaars uit Egyptisch Soedan vage verhalen deden, en die ze de « Maanbergen » noemden. Noch de bronnen van de Nijl, die sedert de Oudheid als geheimzinnig beschouwd werden; met reden tenslotte, daar de Nijl geen bronnen heeft; breed en machtig vloeit hij, gans gevormd, uit de grote meren van Oost-Afrika. Noch de bevolking verspreid over die uitgebreide gebieden, dan dat van tijd tot tijd ellendige benden ervan de kusten bereikten, ruw voort gedreven door de hoofden die ze in hun razzia's hadden gevangen genomen, en als slaven kwamen verkopen. De aardrijkskundige kaarten die de kusten van Afrika nauwkeurig aftekenden bleven wit in het centrum van het vasteland. Leopold II zond Crespel en Cambier om te onderzoeken wat daar te vinden was. De Koning had inderdaad zijn keuze op die onbekende streken gevestigd. Hij wist dat hij in uitgestrekte streken als deze ongetwijfeld de meest gevarieerde landbouw- en mijnrijkdommen vinden zou. Hij was ervan overtuigd dat de nog wilde volkeren na contact met de Europese beschaving snel verbruikers van Belgische producten zouden worden. De Belgische in- en uitvoerhandel zou ruim voordeel vinden in de ontdekkingen en toekomstige koloniale annexaties, waarmee de twee ontdekkingsreizigers een aanvang zouden maken.

HENRY STANLEY.

Toen de twee officieren zouden inschepen, bereikte ander nieuws Europa. « De Amerikaanse journalist Henry Stanley heeft Afrika van Oost naar West doorkruist... ».

Vertrokken uit Zanzibar, op de Oostkust, bereikte hij de Kongomonding, op de Atlantische kust. Hij heeft de loop van de grote stroom verkend. De geschiedenis is boeiend als een roman.

Een Engelse zendeling, Livingstone — in het Engels betekent deze naam « Levende steen ! » — die sedert lange jaren de stammen uit Oost-Afrika evangeliseert, heeft sinds ruime tijd geen teken van leven meer gegeven. In de Britse kranten schrijft men er over, en maakt men zich ongerust over dat stilzwijgen. Onbeduidend feit, waarop de pers aan de overzijde van het Kanaal, bij gebrek aan artikels, zich werpt als op een best geschikt lokaas.

De eigenaar van de *New-York Herald*, een grote Amerikaanse krant, toont belangstelling voor die zaak. Hij heet Gordon Bennett; hij heeft met zijn *New-York Herald* een groot fortuin vergaard en kan zich ruime uitgaven veroorloven — later sticht hij de bekende « Gordon Bennet Beker » om de jaarlijkse overwinnaar van een ballonwedstrijd te bekronen. Hij oordeelt dat het avontuur van Livingstone een mooie en nieuwe reklame voor zijn blad kan worden. Onder zijn personeel telt hij juist Henry Stanley, een eersterangs reporter, die reeds enkele jaren te voren in de grote Amerikaanse Secessieoorlog de proef van zijn bekwaamheid leverde. Dat is de geschikte man. Stanley is slechts half Amerikaan. Hij werd in het Land van Wales in Groot-Britannië geboren en emigreerde zeer jong met zijn ouders naar de Verenigde-Staten. Hij heette toen John Rowland, maar opgemerkt en gewaardeerd door een rijke Amerikaan, werd hij door hem aangenomen en ontving zijn naam : Henry Morton Stanley. Een naam die beroemd zou worden.

Op het ogenblik waarop Gordon Bennett, als uitstekend journalist, de zaak van Livingstone in het oog krijgt, verblijft Stanley te Parijs voor een reportage. De Directeur van de *New-York Herald* telegrafeert hem : « Vind Livingstone terug » en opent voor hem in bankrekeningen, de nodige credieten tot een onbeperkte som.

Stanley, al weet hij niets van de zaken in Afrika, gehoorzaamt zonder aarzelen bij het bevel van « de baas ». Hij informeert zich, voorziet zich van de nodige uitrusting en bevoorrading en scheept in naar Zanzibar. Hij recruteert en wapent er een kleine troep en dringt aan het hoofd ervan het hart van Afrika binnen. Na enkele weken, begunstigd door het geluk, ontmoet hij eindelijk de zendeling

Livingstone in levende lijve en in goed gezondheid, maar geboeid door de « Afrikaanse kwaal » en voortaan gehecht aan deze grond waar alle initiatief kans op ontwikkeling krijgt.

Stanley slaagt er niet in Livingstone te overhalen om met hem terug te keren. Maar de « Afrikaanse kwaal » krijgt hem ook te pakken. Hij wil zien en weten. Ongeveer een derde van het vasteland heeft hij reeds doorkruist. Hij besluit ook de rest te onderzoeken en met vage inlichtingen vertrekt hij naar de Atlantische Kust. Hij bereikt ze ten koste van ontelbare moeilijkheden, na verspilling van schatten aan energie en vindingrijkheid. Twee derde van het effectief van zijn zwarte escorte gingen in de avontuurlijke reis verloren. De Mensheid heeft de wetenschap steeds tegen hoge prijs betaald, maar dit heeft geen belang. Stanley is door Afrika getrokken, heeft de loop van de grootse Afrikaanse stroom verkend, de toekomst doorpeild van een der rijkste streken ter wereld; dank zij zijn genie heeft Leopold II juist deze streek in het geheim uitgekozen.

Stanley is dus de man die de Voorzienigheid de Belgische Vorst gezonden heeft. Zonder aarzelen zendt Leopold II naar Marseille, waar de ontdekkingsreiziger moet ontschepen, twee geheime boden om de medewerking van Stanley ten voordele van de Internationale Afrikaanse Bond te bekomen. Stanley echter aarzelt. Hij is Engelsman, zeer weinig ongetwijfeld, maar toch genoeg opdat zijn eergevoel hem ertoe zou aanzetten het voordeel van zijn ontdekkingen zijn land voor te behouden.

De Russisch-Turkse oorlog woedt echter op zijn hevigst. De aandacht van het officiëel Engeland en van de Britse opinie is op Konstantinopel gevestigd, waar Rusland, desnoods gewapenderhand, moet belet worden zich te vestigen. En trouwens, er zijn reeds zoveel pionniers en ontdekkingsreizigers geweest in Groot-Britannië, dat een meer of minder er niet in slaagt de aandacht op zich te vestigen. Stanley wordt in zijn land niet verhoord en komt waarschijnlijk een weinig ontgoocheld op het Kasteel te Laken aan, om Koning Leopold II een medewerking aan te bieden die hij hem vijf maanden te voren geweigerd had.

Toeval ? Geluk ? Misschien. Maar men moet, en daarin ligt alle genie, gereed staan om het geluk te grijpen, om het toeval te benutten; men moet ook weten of het ogenblik gunstig is, en alle nuttige schikkingen voor het gunstige ogenblik getroffen hebben. Leopold II had zijn ogenblik gekozen en zijn oogmerken op het Afrikaanse vasteland gevestigd. Op hetzelfde ogenblik daagde Stanley op; wij mogen ervan overtuigd zijn dat, indien hij niet gekomen was, Leopold II het toeval zou ontmoet hebben onder een andere vorm. Steeds op het juiste ogenblik, waarop de Belgische Koning zich aan het werk zette, om de sinds lang in zijn geest gevestigde ontwerpen te verwezenlijken, waren de ontdekkingen die hij moest beginnen voltooid en was de man van actie, de realisator gevonden.

Weer vertrok Stanley naar Kongo, gezonden deze maal door Leopold II, voorzitter, stichter en bezieler van de Internationale Afrikaanse Vereniging. De Anglo-Amerikaanse journalist gaf de pen op en ontpopte zich tot de vastbesloten stichter van een Koloniaal Rijk. Geboeid door het genie van Leopold II had hij zich geestdriftig gebonden aan het grootse werk van de Koning.

In Kongo stichtte hij Boma, Matadi, Leopoldstad, bestudeerde het tracé van de spoorweg die de onoverkomelijke stroomversnellingen — waardoor alle vroegere pogingen om door te dringen in het hart van Afrika verijdeld werden — moest omtrekken. Hij sloot honderden verdragen met de inlandse hoofden en verwierf aldus ten voordele van Leopold II in internationaal recht onbetwistbare titels. De Koning der Belgen verschool zich minder en minder achter de nutteloze, inactieve Internationale Afrikaanse Vereniging.

Alle medewerkers van Stanley waren Belgen, voortaan beroemde pionniers van de Koloniale onderneming. Onder hen telt men Crespel en Cambier.

DE STICHTING VAN BELGISCH KONGO.

De afloop van de zaak is bekend. Wij kunnen er even aan herinneren : De Internationale Afrikaanse Vereniging was een sluier die nu mocht gescheurd worden. Na enkele jaren ruimde zij de plaats voor een Onafhankelijke Kongostaat, waarvan de Koning der Belgen, met de grondwettelijke goedkeuring van het Parlement, de vorst zou worden.

Europa, nu plotseling gealarmeerd door de verbazende vooruitgang van de Belgische onderneming, achtte het hoogdringend tijd om voorzorgen te nemen tegen andere initiatieven van dezelfde aard. De belanghebbende regeringen vergaderden in het Congres te Berlijn om over te gaan tot de verdeling van Afrika. Niemand dacht er zelfs maar aan officieel de verworven rechten van Leopold II te betwisten. Maar de heimelijke afgunst ontlook.

In het Congres te Berlijn leidde Baron Lambermont, de fijne diplomaat, van wie Leopold II zich sinds lang een medewerker gemaakt had, en die nu geheel voor de plannen van de Koning gewonnen was, uiterst handig de besprekingen. Hij volgde trouwens nauwkeurig de instructies van zijn vorst, wellicht nog beter diplomaat dan hijzelf. En hij won de internationale erkenning van de nieuwe Kongostaat. De verdeling van Afrika was voltrokken en Leopold II was er in geslaagd een voorsprong te nemen op alle mogelijke concurrenten; hij had het leeuwenaandeel bemachtigd. Maar hij had handig moeten te werk gaan, listig zelfs.

Frankrijk zocht in die tijd in Afrika een uitlaat voor de bitterheid van zijn nederlaag in 1870. Franse officieren, zoals Joffre, Galliéni, Lyautey, Mangin, overlaadden zich met roem en vormden er zich als toekomstige aanvoerders van de nieuwe oorlog tegen Duitsland. Een Frans ontdekkingsreiziger Pierre Savoignan de Brazza was naar het hart van Afrika gezonden, had de Kolonie Frans Equatoriaal Afrika verkend en gesticht. Hij had de Noorderoever van de Kongostroom bereikt en stichtte er Brazzaville tegenover Leopoldstad, door Stanley op de tegenoverliggende oever opgericht. België werd de gelukkige concurrent van de Franse Afrikaanse ondernemingen; om de uitbreiding ervan te belemmeren hield het op de Kongostroom die ondernemingen op.

De Koning hield zich klein. Hij en Lambermont gaven de indruk dat noch Leopold II noch België bij machte waren de kolonisatie van een gebied, 2.365.000 vierkante kilometer groot, tachtig maal uitgestrekter dan het kleine België, tot een goed einde te brengen. Niemand geloofde in het sukses van die bovenmenselijk geachte onderneming.

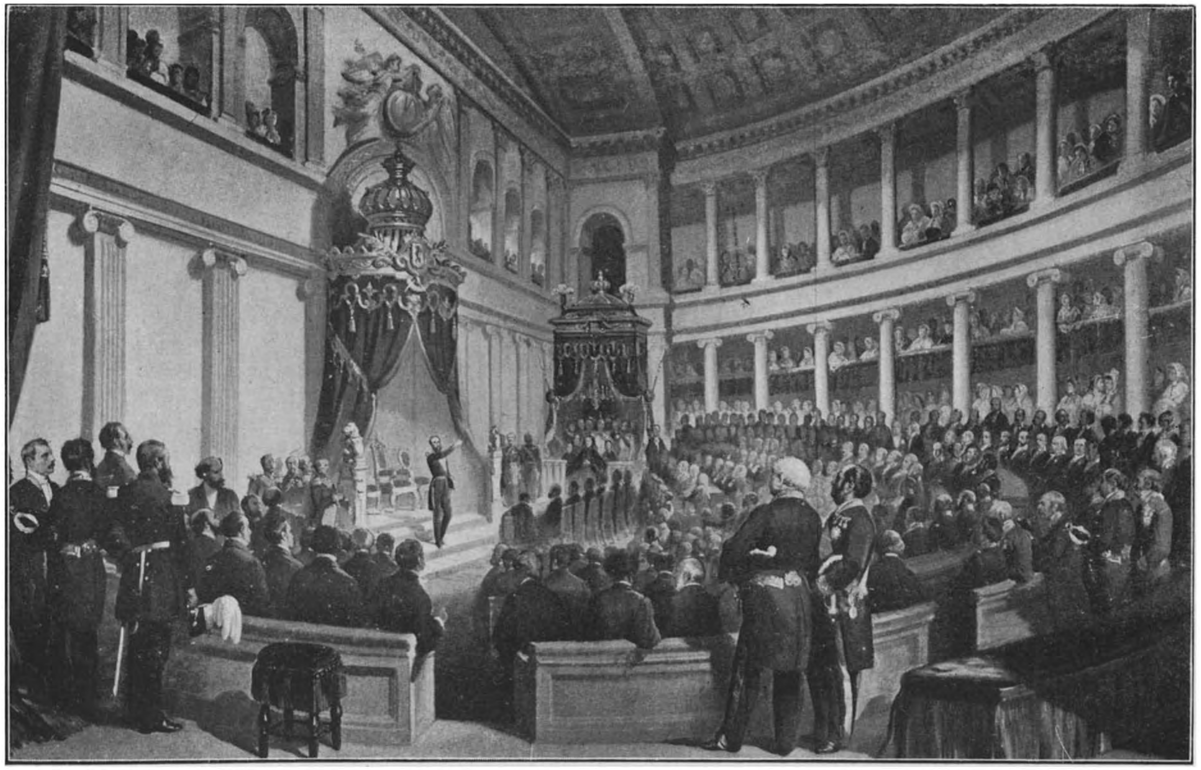
Het gerucht deed de ronde, — en het was waarheid — dat Leopold II gans zijn persoonlijk fortuin aan zijn plannen gewaagd had. Men achtte hem aan het einde van zijn mogelijkheden; dit was verkeerd, daar de grote Belgische financiën van harentwege vertrouwen stelden in het werk en paraat stonden om dadelijk de onmisbare kapitalen voor te schieten. Door vóór en na het Congres te Berlijn, misschien wanneer hij ze niet eens nodig had, om de subsidies van het officiële België te solliciteren, deed de Koning de geruchten die de ronde deden meer en meer ingang vinden. In het Parlement te Brussel vroeg August Beernaert, eerste minister, in het publiek die subsidies, hield krachtdadig vol om ze te bekomen, maar liet handig de meerderheid, misschien behendig daartoe aangezet, deze weigeren of althans afdingen. In Europa verwachtte men na korte tijd het openkomen van de opvolging van Leopold II, door gebrek aan mogelijkheden verplicht zijn grote plannen op te geven.

Leopold II liet handig in het Congres te Berlijn een erkenningsclausule van de Onafhankelijke Kongostaat suggereren, waarin Frankrijk de voorrang in de overname van het door de Belgen verlaten werk verzekerd werd. Te Parijs achtte men zich zeker van de erfenis. Verre van het betwisten, zoals door de ontdekkingsreizen van Savoignan de Brazza mogelijk geweest ware, steunde de Franse diplomatie met haar ganse invloed het opzet van Leopold II. Eerst ervan overtuigd dat zij voor hun land gewerkt hadden, zouden de Fransen niet lang daarna oneindig ontgoocheld worden.

Koning Leopold kende goed zijn eigen krachten en die der Belgen. Hij wist wat hij van dezen kon verwachten, zelfs indien het de stichting van een Afrikaans Rijk betrof. Die kennis van de mensen en van zichzelf is een andere vorm van het genie. Er waren van toen af, met het erkennen voor een ander land van een illusorisch recht op overname slechts voordelen meer te oogsten.

Ongetwijfeld ontmoette Leopold II enorme moeilijkheden van alle aard, alvorens het triomfaal sukses te bereiken. Absoluut vorst, ertoe verplicht het groeiend werk, waarvan zoveel oogmerken en afgunst moesten afgewend worden, met geheimen te omringen, ontmoette hij onvermijdelijk hardnekkige kwaadsprekers, zelfs onder de Belgen, afgeschrikt door de omvang van het te leveren werk. In het buitenland voerden lasteraars, vaak geheime agenten van oneerlijke concurrenten, een hatelijke campagne van verdachtmaking.

Leopold II verdedigde zich. De argumenten, de bewijzen ontbraken hem niet om de aanvallers zoniet tot het zwijgen, dan ten minste tot de mislukking te doemen. Na zijn dood, tijdens de eerste wereldoorlog, zou hij schitterend gewroken worden. Een Brits burger, Casement, had tegen de Vorst van de Onafhankelijke Kongostaat een hardnekkige campagne van verdachtmaking ontketend. Hij ging zo ver te



(*Cliché Koninklijk Legermuseum.*)

Eedaflegging van Leopold II.

(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

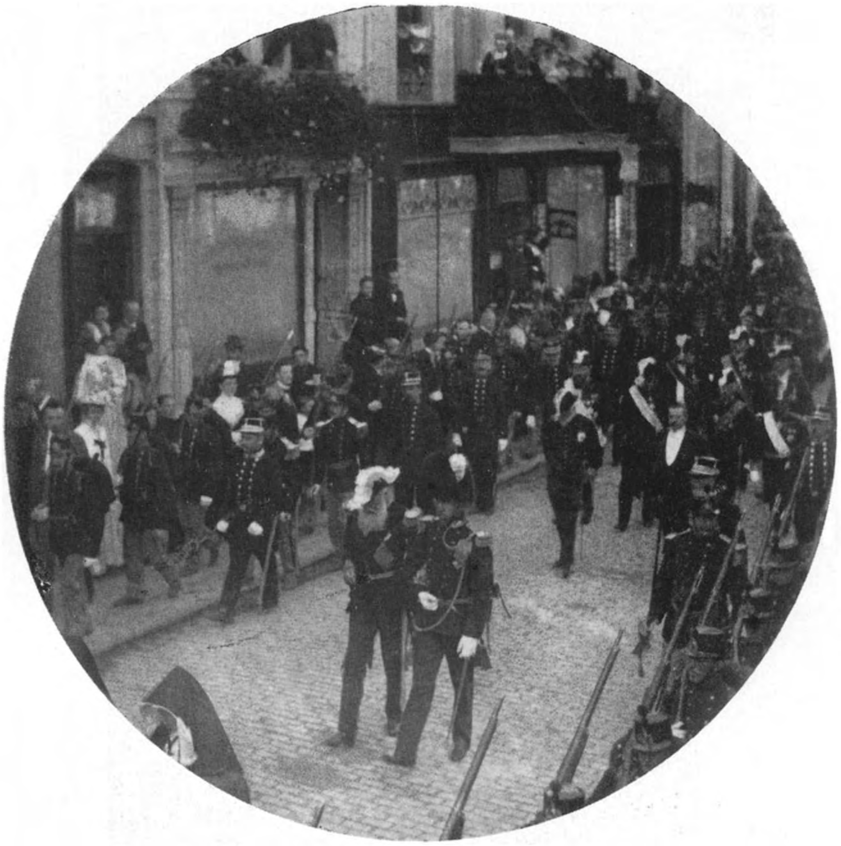
Z. M. Leopold II met het Grootlint van de Leopoldsorde.

(Cliché Koninklijk Legermuseum)

Leopold II in 1895.

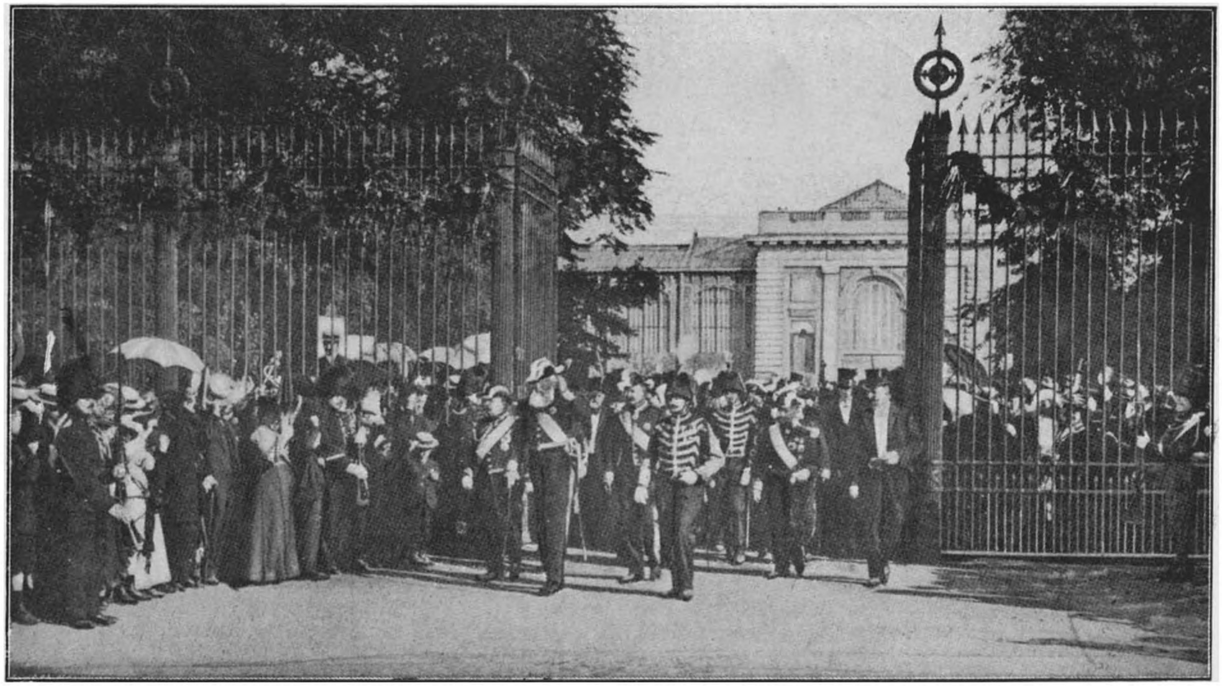
(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Maria-Hendrika op het einde van haar leven.



(*Foto Koninklijk Legermuseum.*)

Leopold II en prins Albert
bij de rouwplechtigheid van Maria-Hendrika.



(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Leopold II bij de inhuldiging van het Koloniaal Museum te Tervuren.

bevestigen dat Leopold II in zijn Onafhankelijke Staat de dwangarbeid ingevoerd had, en dat zijn agenten de handen der inboorlingen lieten afhouwen wanneer deze weigerden de voorgeschreven karweien af te werken. Er werd aangetoond dat deze beschuldigingen totaal denkbeeldig waren.

Tijdens de wereldoorlog werd Casement door de Britse contraespionnage betrapt op het voorbereiden van een opstand te Dublin, ten einde Duitsland de mogelijkheid te bieden met een leger in Ierland te ontschepen. Beschuldigd van verraad ten voordele van de vijand werd Casement veroordeeld en gehangen. En men wist eindelijk voor wie en waarom die verrader de Koning der Belgen gelasterd had.

Men was er overigens sinds lang van overtuigd dat Duitsland, arm aan Koloniën, België benijdde en Belgisch-Kongo begeerde. De Akte van Berlijn, die Frankrijk een voorrang verleende, hinderde de geheime ambities van de Duitse staatslieden. Dezen wisten dat zij deze hindernis van internationaal recht slechts konden opruimen door Frankrijk, overwonnen in een nieuwe oorlog, te verplichten van dit recht afstand te doen. Zij namen hun voorzorgen.

Voordeel trekkend uit een incident — bovendien kundig door hen veroorzaakt — lieten de Duitsers zich door Frankrijk stroken grondgebied afstaan — antennes zegde men toen — die de Duitse kolonie Cameroun tot aan de grenzen van Belgisch Kongo verlengden. Op het geschikte uur zou het gemakkelijk vallen onze kolonie te overrompelen, ter zelfder tijd als het Duitse leger België zou binnenrukken, en er een gans weerloze prooi voor de Duitse vraatzucht van te maken.

Wat er gebeurde, weet iedereen. België werd in 1914 overrompeld, maar het Duitse leger stootte aan de IJzer op de Belgische soldaten van Koning Albert en werd tot staan gebracht; het slaagde er nooit in de laatste strook van ons nationaal grondgebied te veroveren.. In Kongo werd het nog erger.

In plaats van bezet te worden, versterkte onze kolonie haar troepen, nam eerst deel aan de verovering van Duits-Cameroun, keerde zich dan naar het Oosten, waar Engeland in moeilijkheden verkeerde met de vijandelijke strijdkrachten van Duits Oost-Afrika. Aangevoerd door Generaal Tombeur ondernamen onze zwarte soldaten, onder het bevel van een Belgisch kader, een glorierijke campagne in hetzelfde Oost-Afrika, versloegen er de Duitsers, veroverden de hoofdstad Tabora en dwongen de overblijfselen van de omsingelde Duitse troepen toevlucht te zoeken in de nabije Portugese Kolonie.

Leopold II was reeds gestorven, het is waar. Maar zijn werk overleefde, wreekte hem, maakte hem beroemd. Zij waren allen pionniers gevormd in de grote Leopoldische periode, de Belgische officieren die toen in Afrika de heldenmoed van de strijders aan de IJzer evenaarden. Allen met aan het hoofd de opperbevelhebber, door de nationale

erkentelijkheid geworden baron Generaal Tombeur van Tabora, die België begin December 1947 met nationale rouwplechtigheid ten grave droeg.

Wij hoeven hier niet verder over de wondere en vruchtbare geschiedenis van onze prachtige Afrikaanse kolonie uit te wijden. Zeggen we nochtans dat Leopold II gedurende vijf en twintig jaar hetzelfde verstand, dezelfde volharding en dezelfde waakzaamheid als ten tijde van de nederige stichting nodig had. Hij kreeg moeilijke uren te doorworstelen, zoals die waarop het Belgisch Parlement, cijnsplichtig, vrekkig en wantrouwig slechts duit voor duit de subsidies toestond voor het werk, waaraan de Koning gans zijn persoonlijk fortuin besteed had.

Hij kende eveneens roemrijke uren, zoals de veldtocht tegen de Arabische slavenhandelaars, tijdens dewelke de Belgische moed, ja, zelfs het sublieme van een sergeant De Bruyn van de wereld bewondering afdwongen. De geschiedenis van die kleine soldaat, een der onzen, is gekend; hij werd door het Arabische hoofd, van wie hij de gevangene was, als onderhandelaar naar de bevelhebber van de Belgische strijdkrachten gezonden. De Arabier hoopte van zijn tegenstrever, wiens overwinning zeker was, het stopzetten van de achtervolging te bekomen. Hij hield, sedert enige dagen enkele Belgische soldaten gevangen met hun officier en hun sergeant De Bruyn, van wie sprake is.

De sergeant begaf zich naar de Belgische bevelhebber en legde hem het voorwerp van zijn zending uit. Hij verklaarde dat de Arabier besloten had zijn gevangenen ter dood te brengen wanneer de zending van sergeant De Bruyn niet slaagde. Zij slaagde niet. Het was dringend nodig zelfs ten koste van kostbare mensenlevens, een einde te maken met de slavernij. De Bruyn weigerde zijn officier te verlaten, weerstond aan talrijke verzoeken en keerde met het negatieve antwoord naar de Arabier terug. Hij weigerde zijn officier alleen te laten sterven, en misschien door niet weer te keren van zijn dood beschuldigd te worden.

Dergelijke offers kunnen niet onvruchtbaar zijn.

In de Kongolese onderneming sloeg eindelijk het vuur van de triomf, wanneer het rubber, door de uitvinding van luchtbanden voor fietsen en auto's een product van allereerste noodzakelijkheid geworden, een hoofdprodukt zelfs, voor de Koning, de Kongolese Vennootschap en de Onafhankelijke Staat het fortuin verdienden, en met dit de middelen om de onderneming voort te zetten.

Het buitenland stond verwonderd, ergerde zich. Bij ons kende men de voldoening, en eindelijk de verdiende waardering voor de geniale stichter. Deze, kan men beweren, had het rubber niet voorzien. Neen. Hij had geen enkel detail, maar alles in het geheel voorzien, omdat het niet anders mogelijk is in een grondgebied zo groot als een vasteland, dan in overvloed de bronnen der welvaart te ontdekken.

Die triomf werd nog bevestigd wanneer de ontzaglijke mijnrijkdom van Katanga aan het licht kwam, met de goudmijnen van Kilo-Moto, het diamant van de Kasaï en tijdens de laatste oorlog, het onverwachte uranium.

In 1908 werd de laatste tegenstand overwonnen. Het sukses was verzekerd en de toekomst bloeide breed en definitief open.

Leopold II voelde zich oud worden. Het werd tijd om zijn erfdeel over te maken. Het Belgisch Parlement nam het legaat aan en vormde de Onafhankelijke Kongostaat om in Belgische Kolonie. Baron Lambermont had in het Congres te Berlijn, volgens de orders van Leopold II, de zaken op zulke handige wijze geregeld dat in de hele wereld geen enkele stem opging om de rechten van België te betwisten. Alleen geheime afgunst bleef bestaan. De overwinning in 1918, waarin het België van Koning Albert zulk schitterend aandeel nam, stelde voor vijf en twintig jaar een einde aan de jaloersheid vanwege Duitsland. Voor anderen was het niet meer mogelijk, zonder aan de eer te kort te doen valse voornemens ten opzichte van België te koesteren; onze naam gold in de wereld als synoniem van loyauteit : en die loyauteit was nog een deel van de erfenis van Leopold II.

Deze kon, na de tegentekening van de wet die einde 1908 de Kolonie Belgisch-Kongo oprichtte, met gerust gemoed de ogen sluiten. Zoals hij het op 17 December 1865, bij de eedaflegging aangekondigd had, had hij tot een tot nog toe onbereikte hoogte, in één generatie het gebouw opgetrokken, waarvan het Congres in 1830 de grondslag gelegd had. Was het geluk de koning gunstig geweest ? Neen. Hij had geniaal alle kansen benut, die zich onvermijdelijk in de loop van een mensenleven voordoen.

De Belgische Kongokolonie, in haar geheel door Leopold II opgevat, door hem verwezenlijkt met bijna onbeduidende middelen, vergeleken bij de grootsheid van de onderneming, hardnekkig doorgezet doorheen de duizende moeilijkheden van het onbegrip, de twijfel en de vrekkigheid van een aarzelend Parlement, staat aan de spits van de vooruitgang der beschaving. Ongetwijfeld had de koning dit sukses niet bereikt zonder de medewerking van zijn onderdanen. Maar zijn genie was ervan overtuigd dat hij die medewerking zou bekomen en dat de samenwerking — zoals ten tijde van de voorouders die België gesticht hebben — moedig en vruchtbaar zou zijn.

Heden verzekeren in Kongo spoorwegen het vervoer, daar waar de prachtige waterwegen onderbroken worden door natuurlijke hinderpalen. Veilige en uitstekende wegen doorweven met hun web de meest afgelegen streken en vrachtwagens doorkruisen ze onophoudelijk.

De industriële exploitaties zoals die van de Union Minière du Katanga, zijn perfect uitgerust en evenaren, overtreffen zelfs gelijkaardige ondernemingen over de gehele wereld.

Steden rezen op waar de natuur hun ontwikkeling gunstig was. Zij beschikken alle over electriciteit, overvloedig en gezond water; de hygiëne wordt er wetenschappelijk verzekerd volgens speciale methodes voor de tropische landen. In hospitalen en moederhuizen verzorgen ondervindingrijke en toegewijde Belgische dokters de inlanders en de Europese kolonisten. De gemiddelde levensduur, eertijds zo kort voor de inboorlingen uit de brousse, steeg verbazingwekkend en de sterfte, eerst verschrikkelijk onder de Europeanen bevindt zich in constante regressie.

Landbouwexploitaties, de veeteelt in Ruanda-Urundi, vormen belangrijke bronnen van levensmiddelen voor een eertijds ondervoede bevolking. De slavernij, de moorddadige razzia's en moordpartijen der slavenhandelaars blijven slechts een vreselijke herinnering.

Belgische missionnarissen hebben zich toegewijd om het moreel en intellectueel peil van de negers te verhogen. Scholen werden geopend waar de inboorling zich door de beschaving meer en meer kan vormen. De neger, eertijds lui en vadsig door een onvoldoende voeding, leerde de waarde en de weldaden van de arbeid kennen. Hij begrijpt al wat de Europeaan hem gebracht heeft met die beschaving, waarvan hij de weldaden waardeert.

En dit alles levert België enorme voordelen op : het voert meer en meer de produkten van zijn industrie naar Kongo uit. Het voert uit de uitgestrekte gebieden van zijn kolonie de meest verscheidene waren en minerale produkten van een onvergelijkelijke waarde in. Gedurende de laatst oorlog slaagde Belgisch-Kongo erin, door zijn uitvoer van koper, tin, oliën en zelfs van rubber — waarvan, toen de nood dwong, de teelt ondernomen werd — aan te vullen wat te voren aan de wereld geleverd werd door Brits-Maleisie, Nederlands-Indonesië en de Amerikaanse Filippijnen, alle door de Japanners veroverd.

Heden kruisen de schepen tussen Antwerpen en de Afrikaanse havens. Welke lading, uit Matadi naar onze havenstad verscheept, bevat geen opzienbarende hoeveelheden zeep, door onze Kongolese fabrieken geproduceerd ?

Dit al bestond in de grote Belgische Kolonie reeds in kiem, soms reeds in bloei, toen de dood voorgoed de ogen van de beroemde Stichter sloot.

En indien, na de vreselijke beproeving van de laatste wereldoorlog België in de rij, zelfs aan het hoofd staat van de Naties die het snelst heropleefden, indien de naam België in de wereld opnieuw beschouwd wordt als synoniem van eer, loyauteit, arbeid, hebben de Belgen dit grotendeels te danken aan de hulp, die de voortbrengselen van Kongo bijbrachten tot de overwinning en aan de schitterende deelname van onze koloniale troepen aan de verovering van Italiaans Abyssinië. Dit betekent dat ze het aan Leopold II te danken hebben.

GRONDWETTELIJK VORST.

Hoe reusachtig de Kongolese onderneming ook was, zij slorpte niet de hele activiteit van Leopold II op. De Belgische binnenlandse politiek ? Leopold II oefende in betrekking hiermee zijn ambt van grondwettelijk vorst uit, nauwgezet, echter zonder maar eens zijn hoofddoel, het koloniale, uit het oog te verliezen. De Belgische partijen twistten. Militaire wetten, scolaire wetten, sociale wetten, alle werden het voorwerp van aanvallen vanwege de enen, van even hardnekkige verdediging vanwege de anderen. De Koning verloor dit zeker niet uit het oog. Men zal moeten wachten tot de archieven van de Staatslieden uit die periode geopend worden, om te weten welke actie de Koning in het geheim van de Ministerraad uitoefende. Waarvan men reeds zeker mag zijn, is dat die actie gelukkig was, daar de resultaten ervan, die een koninklijke oppositie zou gehinderd hebben, heden duidelijk zijn.

Het schijnt zelfs dat Leopold II in de partijtwisten de gelegenheid vond en zocht om voor het Kongolese werk kostbare medewerkingen te verzekeren en gevaarlijke opposities te beletten. Men kent bij voorbeeld heden, de reden waarom de Koning in September-October 1884 zich verwijderde van de hoofden der Katholieke partij, Malou, Woeste, Jacob, die drie maanden te voren, na de verkiezingen in Juni 1884, aan het bewind bekomen waren.

Leopold II had vastgesteld dat die mannen, niettegenstaande hun talent en hun toewijding aan het vaderland, geen deel uitmaakten van degenen die geloofden in de toekomst van Kongo. De Conferentie van Berlijn ging een aanvang nemen en de Onafhankelijke Staat, in feite reeds bestaande, wachtte op de handtekeningen onder zijn geboorteakte. De Constitutionele toelating van het Parlement werd nodig om de Koning der Belgen de souvereiniteit over de nieuwe Staat te verzekeren. Aan het hoofd van het land waren mannen die een dieper geloof hechtten aan de onderneming dan zekere ministers, dan het regeringshoofd Jules Malou. Leopold II profiteerde van een incident om die eventuele tegenstrevers te verwijderen en aan het hoofd van de regering August Beernaert te roepen, die er wel in geloofde en van toen af de beste steun voor de koloniale politiek werd. Die handigheid op haar beurt wordt gemerkt door het genie.

Wij kunnen hier niet in details treden voor wat betreft de onophoudelijke inspanningen die Leopold II leverde om de Belgische expansie te bevorderen, het enige ware middel om onze uitvoerhandel te verhogen en daardoor onze industrie te ontwikkelen en België rijker te maken, van de arbeider tot de fabrieksbaas toe. Wij vermeldden reeds de

spoorweg van Hankow naar Pekin... Zendingen, die niet alle het aangewezen doel bereikten, maar die alle, door de aandacht op de Belgische expansie te vestigen, onrechtstreeks vrucht afwierpen, gingen in Mandsjoerije, in Mongolië, in Siberië ontwerpen bestuderen. Op Sumatra stichtte Leopold II door tussenpersonen een maatschappij voor landbouwexploitatie. Bij de dood van de Koning hadden Belgische ingenieurs koolmijnen gesticht en uitgebaat in China, tramlijnen aangelegd in ontelbare grote steden over de wereld. België bezat een concessie te Tsientsin in China; Belgische handelshuizen waren in het Verre-Oosten, alsook in Zuid-Amerika, opgericht. Anderen hervatten ideeën die door de Koning gelanceerd waren, en hun sukses bewees duidelijk hoe juist de Koning zag.

Verrijkt door de spoorweg Hankow-Pekin en door het rubber uit Kongo, had de Koning, door trouwe en discrete tussenpersonen, vaste voet gekregen in de raadsvergaderingen van onze grote bank-, handels- en industriefirma's. Men zag er ruim en breed, wanneer de Koning op zijn gewone wijze nieuwe horizonten ontdekte. Enkele namen volstaan om aan die invloed van de Koning te herinneren : Franqui, Jadot, die men aan het hoofd zag van de Société Générale, waarschijnlijk de machtigste financiële organisatie onder de andere, waren oud-kolonialen, in Kongo gevormd door Leopold II.

In een domein vermenigvuldigt Leopold II zijn inspanningen zonder rechtstreeks resultaat te bereiken : om namelijk de koopvaardijvloot te stichten waarmee hij ons land wilde begiftigen. Zijn redevoeringen in betrekking hiermee zijn kenmerkend. Zijn bezorgdheid om Antwerpen op het peil van de best geoutilleerde wereldhavens te houden werd ten minste met sukses bekroond. De bekende uitroep : « Antwerpen boven ! — Anvers en avant ! » waarmee hij een toespraak besloot vond een weergaloze ingang. Hier sprak Leopold II tot volgelingen wanneer hij tot zijn Minister het woord richtte.

Overigens hebben Belgisch-Kongo, de opbloei van de kopermijnen in Katanga — die tijdens de laatste oorlog de kolonie verrijkten en voor vredestijd de heropleving van het land verzekerden, door voor de overwinning te arbeiden — de ontwikkelingen van de Kongolese olieslagerijen, van de productie aan koffie, aan katoen, voor gevolg gehad wat Leopold II sinds lang als een noodzakelijk iets beschouwde, namelijk de ontwikkeling van de Belgische handelsvloot. De invloed der grote genieën overleeft lang nadien.

Op militair gebied vergat Leopold II nooit dat hij krachtens de grondwet de aangewezen bevelhebber voor oorlogstijd was. Hij herinnerde zich eveneens dat hij bij zijn troonsbeklimming gezworen had de onafhankelijkheid en de ongeschondenheid van het grondgebied te handhaven. Daarom ook wenste hij België een militair statuut te geven dat de vereisten van de landsverdediging nauwkeurig beantwoordde.

De oorlog in 1870 en de nederlaag van Frankrijk hadden zekere gebreken van het Franse leger aan het licht gebracht. Onder die gebreken rekenden de experten de vervanging, onrechtvaardig gemak toegekend aan degenen die bevoordeeld waren door het fortuin, om een man te betalen, die in hun plaats in het leger hun verplichtingen als burger zou vervullen. Wij kenden in België die « vervanging » overgeërfd uit tijden waar beroepslegers ze oogluikend toelieten.

Na Sedan nam hij zich voor dat fortuinvoordeel te laten afschaffen. Maar de instelling van de persoonlijke dienst verplichtte hem in het krijt te treden tegen de oude geest der Gemeentenaren, die alles verhoopte van een geïmproviseerde militie wanneer gevaar dreigt. Men had in Frankrijk echter ondervonden hoe weinig men kon rekenen op die soldaten-van-enkele-dagen. De verwikkelingen van de moderne bewapening, de onmisbare normale cohesie van de militaire eenheden vereisen een langdurige en geduldige voorbereiding van de toekomstige strijder. En het leger, dat geroepen wordt om het nationaal grondgebied te verdedigen, mag niet samengesteld worden uit een enkele klas van de maatschappij. De arme mag niet denken dat hij zijn leven waagt om het fortuin van de rijke te verdedigen. Men weet best, men beleefde het in 1914, dat in België niemand aarzelt wanneer het vaderland in gevaar verkeert. In Augustus 1914 vervoegden de vrijwilligers het leger als één man. Maar het was te laat en die vrijwilligers gaven slechts de volle maat van hun kunnen enkele maanden nadien, toen zij na een goede wapenopleiding deelnamen aan het stopzetten van de Duitse vooruitgang voor de IJzer. Gelukkig was ons leger in 1914 bevrijd van die kwaal der vervanging. Na een hardnekkige strijd tegen de verouderde politieke opvattingen van het leger, haalde Koning Leopold tenslotte gelijk. De laatste houterige en bevende handtekening, van de hand van een stervende, werd door hem op zijn doodsbed gegeven om de wet te bekrachtigen, die de persoonlijke en verplichte dienstneming voor de Belgische milicien invoerde. Aan deze wet is België waarschijnlijk zijn grote zege aan de IJzer verschuldigd, met het heil en de plechtige bevestiging van de Belgische onafhankelijkheid. De laatste oorlog heeft deze bevestiging niet kunnen vernietigen.

Leopold II had reeds sedert 1870 het gevaar van een Duitse invasie voorzien. Een samenkomst te Berlijn met ex-Kaiser Willem II had zijn vermoedens bevestigd. Het wonder van 1870 zou zich niet meer herhalen, moest een nieuw konflikt uitbreken.

De getuigen van het toneel vertelden dat de emotie van onze vorst zo hevig was toen hij de intenties van de Duitse Keizer ontdekte, dat hij de Duitse Kolonelshelm, die hij voor de omstandigheid droeg het achterste vooraan opzette.

Het resultaat van dit alarm was het bouwen van de forten op de Maas, waarvan Brialmont, de vroegere medewerker van de Hertog van

Brabant, de plans opmaakte en de uitvoering bewaakte. Daar ook moest de Koning een hevige strijd leveren om de Parlementaire meerderheid die defensieve voorzorgen de ontrukken.

Gelukkig kon hij in die periode rekenen op de doeltreffende hulp van eerste minister Beernaert. En hier eveneens slaagde hij. In Augustus 1914 dankte België hem voor de oprichting van een verdedigingsstelsel dat het ongetwijfeld van de oneer redde, en dat meer zou gered hebben moest het werk van Brialmont en Leopold II aangevuld en op het peil van de militaire vooruitgang gebleven zijn. Overigens, hoe kort de tijd ook was die het Duitse Leger voor Luik en Namen verloor, de vertraging die de generaals van de Keizer ondergingen, is onbetwistbaar één der oorzaken van hun nederlaag door Joffre op de Marne. Leopold II was andermaal, vanaf het begin van zijn regering en vóór de Frans-Duitse oorlog in 1870, de promotor geweest van de vesting Antwerpen, waarin in Augustus 1914 het Belgisch leger zich terugtrok vóór de onweerstaanbare vloed van de Duitse invasie, en waaruit verschillende uitvallen de achterhoeden bedreigden van het Duitse leger, dat reeds in Frankrijk gevechten leverde. Onder deze bedreiging moest de Duitse Generale Staf enkele legerkorpsen vóór Antwerpen met de bewaking van de vesting gelasten. Deze zouden waarschijnlijk, moesten ze begin September op de Marne geweest zijn, het evenwicht verbroken hebben en de Franse overwinning in het gedrang gebracht hebben. Het werk van Leopold II droeg nogmaals zijn vruchten, na dat de bewerker door de dood weggemaaid was.

Snel verrijkt door Kongo, waaraan hij dadelijk en zonder krenterigheid gans zijn persoonlijk erfdeel gewaagd had, beschouwde Leopold II zichzelf nooit als de bewaarnemer van dat fortuin, als overmaat bekomen door zijn werken voor het land, met de trouwens fel afgedongen geldelijke hulp van België. Zijn testament is er het bewijs van. Maar, reeds in de laatste jaren van zijn leven, had de oude Koning, door de verfraaiing van het land aangetoond dat in zijn ogen dat fortuin het land toebehoorde.

Men heeft hem sindsdien Leopold de Bouwer genoemd. Inderdaad, met zijn geld liet hij het Koninklijk Paleis te Brussel heropbouwen, zoals we het huidige monumentaal bouwwerk nog altijd kennen. Voor hem ? Neen. Hij leefde in een klein paviljoen in het park te Laken. Daar stierf hij zelfs, men weet het reeds.

Hij bouwde eveneens in 1905, zonder dat het de Natie een duit kostte, de triomboog in het Jubelpark, waardoor hij de vijf en zeventigste verjaring van België's onafhankelijkheid wilde opluisteren. Hij opende — en droeg er de kosten van, op vijf millioen na, de helft van wat zij jaarlijks aan belastingen opbrengt, — de schitterende Tervurenlaan. Hij creëerde in het Westen van de Hoofdstad de Meysselaan,

die de komende generatie ongetwijfeld een der expansiepunten, van Brussel zal zien worden.

Hij vormde en liet België onder de vorm van een « Koninklijke Gift » het onmetelijk domein in de Ardennen na, een soort van Nationaal park, waarin de Staat naar de wens van de overleden koning, de natuurlijke schoonheden ongeschonden moet bewaren.

Oostende, waar een « Koninklijk Chalet » hem voor enkele dagen rust en meditatie ontving, is hem verschillende verfraaiingen verschuldigd, die het de naam van « Koningin der Badsteden » ruimschoots verdienen.

Te Namen werd de Koning-Bouwer de promotor van de inrichting van de oude Citadel in een prachtig park, waardoor de parel der Maassteden een ongeëvenaarde glans kreeg.

Antwerpen heeft hem ongetwijfeld de machtige werken te danken, die van zijn dokken en zijn kaaien de fundamentele elementen van de haven maakten. De haven van Zeebrugge, het zeekanaal dat Brugge leven en bloei schenkt, zijn ook aan zijn initiatief te wijten.

Fantasieën, zoals de Japanse toren, het Chinese Restaurant schenken Brussel, intussen een grote hoofdstad geworden, een originele noot en ontnemen het zijn voormalig provinciaal aspect.

Hij herbouwde het kasteel dat te Ciergnon door zijn vader opgericht werd. Hij vergrootte het kasteel te Laken. Dit alles werd betaald door de Kroonstichting, Kongolees organisme waarachter de eigen persoonlijkheid van de Koning schuilging. En België krijgt, neemt aan, vaak een weinig verwonderd, soms zonder erkentelijkheid en vraagt zich af wat die mildheden te betekenen hebben. De Koning is te groot, staat te hoog boven allen verheven. Men begrijpt hem niet. Men tracht zijn eigen ondankbaarheid te rechtvaardigen door te zeggen : « Hij is zo rijk. Hij heeft een macht aan geld gewonnen ! ».

Want het onbegrip schoof zich tussen land en vorst. Deze wordt bewonderd : het is wel nodig op het einde van een leven, waarin elke onderneming slaagde. Maar nooit werd hij bemind, ten minste zoals Koning Albert, zijn opvolger het zal worden. De genie is zelden beminnelijk. Hij wordt bijna altijd begeerd, benijd.

En dan, het moet ook erkend worden, Leopold II heeft, door het uitoefenen van de absolute souvereiniteit over Belgisch Kongo, autoritaire manieren gekregen die de Belgische mentaliteit niet bevallen. Niet in het uitoefenen van zijn Grondwettelijke rechten, die hij steeds in de meest strikte grenzen van ons fundamenteel pakt eerbiedigde. Maar zijn persoonlijke relaties met zijn medewerkers worden moeilijk. Men zag bijvoorbeeld de breuk tot stand komen met een der besten : August Beernaert, zonder wie Kongo nochtans nooit verwezenlijkt ware. En de grijze staatsman zal, in de tien laatste levensjaren van de Vorst, geen enkele betrekking met hem meer onderhouden.

In die karaktervervorming van de oude Koning, was er ook iets dat hij van zijn vader overgeërfd had. Leopold I ook werd in de laatste jaren van zijn leven verdrietig, ongenaakbaar. Hij leefde afgezonderd zoals zijn zoon zich zou afzonderen.

Zelfs in zijn omgangstaal had Leopold II vreemde gewoonten aangenomen. Hij sprak niet meer van zichzelf dan in de derde persoon. De woorden die hij uitsprak enkele minuten alvorens de geest te geven, om te drinken te vragen, luidden : « De Koning heeft dorst ».

De Vorst van Kongo is ook verbitterd door de perstwisten, die ons heden onbegrijpelijk toeschijnen en die met een zeer onrechtvaardige heftigheid geleid werden door sommige van de meest belangrijke organen van de Belgische publieke opinie. Groot door het tot stand brengen van reusachtige dingen, groter nog in een toekomst die zijn geniaal oog doorpeilde, ergerde het Leopold II zich zo slecht begrepen te zien.

Meer en meer reisde hij vaak zonder te zeggen waarheen hij ging. Koningin Maria-Hendrika had zich sedert verschillende jaren te Spa teruggetrokken. In September 1902 werd haar gezondheid verontrustend. De Koning bezocht ze. De geneesheren stelden hem genoegzaam gerust om hem op reis te laten vertrekken. De toestand van de Koningin verergerde plotseling en Maria-Hendrika overleed op 19 September. De telegraaf seinde in alle richtingen, aanhalingen werden in de kranten opgenomen om Leopold II; eindelijk op de hoogte gesteld van het overlijden, in allerijl naar België terug te roepen.

DE LAATSTE JAREN VAN EEN GROTE REGERING.

De dood van Maria-Hendrika trof Leopold II. De overledene, indien zij nooit door haar echtgenoot met liefde bemind werd, was toch de moeder van zijn kinderen, van de zoon die hij zo liefhad, in wie hij zoveel verwachtingen gesteld had. En die rouw, niet de laatste voor hem, herinnerde er hem andere waardoor hij vreselijk geleden had. Het was, na de arme kleine Graaf van Henegouwen, zijn schoonzoon Aartshertog Rudolf, ten onderen gegaan in het betreurenswaardig hartstochtelijk drama te Meyerling. Het was prins Boudewijn, zijn aangewezen erfgenaam, dood op twintigjarige leeftijd, zoals we het reeds zegden.

De oudste van zijn dochters, prinses Louisa, ongelukkig gehuwd met een Duitse prins, veroorzaakte eerst de vader, daarna de trotse vorst veel verdriet. Het drama te Quérétaro had zijn schoonbroeder Keizer Maximiliaan het leven gekost, en zijn zuster Charlotta, sedert 1866 van het verstand beroofd, leidde even buiten Brussel, in het kasteel van Bouchout bij Meysse een betreurenswaardig bestaan.

Het volstond om een man neer te halen, en nochtans beheerste Leopold II, gestaald in zijn sterken wil, steeds recht en stevig, met zijn hoge gestalte zijn omgeving. De lange witte baard gaf hem een majestatisch uitzicht en verzachtte de welving van zijn neus die in 1840 zijn moeder bedroefde. Het volk zag hem in het publiek niet teneergeslagen; het begreep niet dat die harde en trotse Koning nochtans een mens was, die zijn tranen spaarde voor zijn uren van eenzaamheid.

Leopold II vergat zijn plicht niet van zijn opvolger te vormen. Hij schonk hem keurraadgevers. Hij had met hem dikwijls langdurige samenkomsten die ongetwijfeld lessen en raadgevingen inhielden waarvan de twee belanghebbenden het geheim in het graf hebben meegedragen.

Bij de rouwplechtigheid van Koningin Maria-Hendrika, op een ogenblik waar de best gestaalde zielen ineenstorten, volgde de oude Koning met vertrokken gelaat te voet, moeizaam door zijn ziek been, leunend op de arm van prins Albert, de kist van zijn echtgenote. En dat gebaar, opgemerkt door de menigte die samengestroomd kwam uit alle steden van het land, bewees dat een hart klopte in de borst van die grijsaard, gewoonlijk zo streng voor hemzelf en voor anderen, maar dan ook van een voorgewende strengheid.

Een laatste rouw : de Graaf van Vlaanderen, zijn broeder, een Philips, eens de beminde kameraad uit zijn jeugd, medeleerling in de studie omdat men in hem de overlevende zag van het bleke en tengere kind, de Hertog van Brabant, van wie men het man zijn niet durfde voorzien, stierf op 12 November 1905, enkele dagen na de apotheose die België en zijn Koning gewenst hadden voor de vijf en zeventigste verjaardag van de nationale onafhankelijkheid.

De smart van Leopold II was diep. Hij zag rondom hem al degenen verdwijnen die zijn jeugd gevuld hadden. Lambermont, na Banning en Brialmont werd door de dood weggerukt. Het is de mens eigen dat hij in de dood van anderen de aankondiging van zijn eigen einde ziet. Leopold II overweegt, niet zonder vrees, dat hij zeventig jaar oud is, bijna even oud als het Koninkrijk België. Zijn vader was vijf en zeventig jaar toen het laatste uur voor hem sloeg.

Er blijven hem slechts vier jaar meer te leven. Zij worden somber voor de hooghartige grijsaard, hoogmoedig zoals de genie die zich zelf bewust is, de genie die zich onbegrepen weet. Zijn werk, Kongo, is nog niet verzekerd. Drie jaren zullen nodig zijn voor België het uit de handen van zijn Koning overneemt. Moest deze verdwijnen, wat zou er gebeuren wanneer de opvolging in Kongo niet definitief geregeld ware ?

Zij werd het gelukkig in 1908. En het volgend jaar, op 7 December, is de Koning te Laken, in het kleine Palmenpaviljoen, waarin hij zich, niettegenstaande de engheid ervan, sedert enige tijd behaagt. Sinds twee dagen werd hij getroffen door een gedeeltelijke verlamming, en alarmerende berichten bereiken de kranten. Het publiek is op de hoogte. De geneesheren die hem verzorgen stellen dag voor dag de vooruitgang van de kwaal vast. Toch blijft de Koning aan het werk, tekent stukken, ontvangt de officiële persoonlijkheden die hem wensen te spreken in audiëntie. Er heerst een algemene onrust en de opinie wenst te weten hoe de toestand verloopt.

Het *Staatsblad* van Zondag 12 December publiceert eindelijk een eerste gezondheidsbulletin. Het is angstwekkend. De dokters Thiriar en Stiénon die de koninklijke zieke verzorgen, delen rond zes uur 's avonds mede dat « na het verdwijnen van de rheumatische pijnen de Koning sedert Zaterdagavond getroffen werd door een verontrustende abdominale kwaal ».

Maandags signaleert het bulletin dat de toestand van de Koning niet verbeterde en dat een chirurgicale tussenkomst misschien in een kort tijdsverloop zal nodig zijn.

De Koning ontvangt zijn Notaris, neemt met hem enkele beschikkingen. Om elf uur, brengt de nuncius de Pauselijke Zegen. De

Koning omhelst prins Albert, zijn dochter prinses Clementina en prinses Elisabeth, de toekomstige koningin. Aan zijn geneesheren vraagt hij : « Ik denk dat ik binnenkort zal sterven, nietwaar ? ».

Dokter Thiriar deelt hem mede dat een chirurgicale tussenkomst één kans op tien biedt om hem te redden. Hij vraagt dat prins Albert in de Senaat de militaire wet zou stemmen — eindelijk de persoonlijke dienstneming — waarvan hij de bekrachtiging en de uitvaardiging wil tekenen. Tot Minister Schollaert zegt hij : « Ik ga sterven... In al wat ik als Koning verwezenlijkt heb, had ik nooit iets anders in het oog dan het welzijn van België ».

In het land heerst een levendige ontroering. Leopold II heerst sedert veertig jaar. Voor de grote meerderheid der Belgen, die geen andere vorst gekend hebben vertegenwoordigen zijn hoge gestalte en zijn witte baard het Koningdom, België zelf dus. Men wist niet goed dat men in de grond aan hem gehecht was, dat men zelfs in zijn persoon het land liefhad.

De maandagnamiddag diende de deken van Laken, E. H. Cooreman, hem de laatste sacramenten toe. De Koning had zelf gevraagd ze te ontvangen « alvorens te beginnen stamelen ».

De operatie had plaats rond tien uur Dinsdagmorgens, « In goede omstandigheden geëindigde operatie die hoop rechtvaardigt », luidde het medicaal bulletin... Men had de ingewanden moeten insnijden om de verstening die ze verstopte weg te nemen.

Tijdens hetzelfde uur stemde de Senaat de militaire wet. Men meldt de Koning het nieuws; hij komt weer bij kennis en eist het te tekenen document. Het ministerie bespoedigt het overschrijven van de Franse en Vlaamse teksten, en rond zes uur 's avonds brengt men het te tekenen stuk. Koning Leopold II smaakt het genoegen op 14 December 1909 zijn laatste handtekening te plaatsen onder een wet die hij sedert acht en dertig jaar eiste.

Op Woensdag 15 en Donderdag 16 blijft de toestand dezelfde. De geneesheren zijn ervan overtuigd dat het einde nadert. De intestinale verstening is verdwenen, maar de verlamming die haar veroorzaakt had bleef. In de veronderstelling dat alles op zijn best verloopt, zal een nieuwe verstening ontstaan, zonder dat eraan te verhelpen valt...

In de avond van die Donderdag sluimert de Koning in. Na enkele uren hoort de kloosterzuster die bij hem waakt hem niezen. « Ik heb het warm », fluistert de Koning. En plotseling uit Leopold II een diepe zucht, de laatste.

Het kleine klokje op de schoorsteenmantel wijst zeven en dertig over twee in de morgen aan, en men schrijft 17 December. Het is, we zegden het reeds, dag voor dag vier en veertig jaar geleden dat de

Koning, nu op zijn doodsbed verstijfd, gezworen had het gebouw, in 1830 door het Congres gegrondvest, nog hoger op te richten. En hij heeft woord gehouden.

De begrafenispechtigheden grepen plaats op 22 December 1909. Het regenachtig weer was, zelfs voor het seizoen, onder ons klimaat uiterst ongunstig. Prins Albert, de Koning van morgen, stapte achter de lijkwagen, gevolgd door een stoet van prinsen en gezanten.

Het werk dat Leopold II voltooid had, was onmetelijk. Maar men « voelde » het nog niet aan. Hij had België hernieuwd.

Onder zijn regering had de voorspoed zich bij onze vrijheden gevoegd. Onze kunsten, onze wetenschappen die onze tweede Koning steeds gesteund had, wierpen een nieuwe luister, verduisterden zelfs de grootste tijdperken van onze geschiedenis, dat van de Hertogen van Burgondië, dat van Keizer Karel de Vijfde, dat van de Aartshertogen Albrecht en Isabella.

Het land was verfraaid, economisch beter uitgerust. Het had zich op het peil van een grote mogendheid gehesen. Zijn in- en uitvoerhandel rangschikte het onder de drie of vier eerste Naties ter wereld. Het onderwijs was tot de laagste klassen van de maatschappij uitgebreid. Op maatschappelijk gebied hadden weldoende wetten, zoals die betreffende de werkmanswoningen, welzijn en veiligheid gebracht in duizende families. Het was goed leven in het België van 1909.

Kongo, eerst land van een epos, werd vlug een land van voortbrengselen. Men had er opnieuw de toewijding tot het vaderland geleerd, het vruchtbare offer voor degenen die achter blijven. De naam Belg werd gekend en geëerbiedigd in alle werelddelen. In het buitenland, in het Verre-Oosten, op de Atipoden zowel als in Zuid-Amerika, kon men zijn ogen niet geloven wanneer men vaststelde dat ons land, zo groot door zijn industrie en zijn reputatie, op de kaart van Europa amper de ruimte van een kleine vlek innam.

Leopold II had de Nationale trots aangespoord. De mens hecht zich werkelijk alleen aan wat edel en schoon is. En de overleden Koning had België edel en schoon gemaakt.

Dat eergevoel ontwikkelt zich moeilijk bij degenen die lijden, en bij ons leed niemand zonder in de mate van het mogelijk bijgestaan te worden. Ongetwijfeld was niet alles volmaakt, de volmaaktheid is niet van deze wereld en de vooruitgang kan steeds voorbij gestreefd worden. Maar de Koning die rustte in de crypte te Laken had in de mate van het mogelijke, meer dan om 't even welke man het maar kon gedroomd hebben, België op de weg van de vooruitgang naar de volmaaktheid geleid.

Zijn dood zelf boezemde eerbied in. Door zijn wil te dwingen nog de tijd te leven die nodig was voor het tekenen van de eindelijk

bekomen wet bewees hij dat die wet van rechtvaardigheid zijn werk was. Men voelde dat hij, eens die handtekening gegeven, zich aan de dood overgelaten had, die mocht komen, daar de partij gewonnen was.

En na weinige jaren zou men bij ons ondervinden dat die wet een voorrecht afschafte, dat van de vervanging, nauwelijks duldbaar in vredestijd, wraakroepend in oorlogstijd.

Hoeveel van onze vrijwilligers, dragers van een grote naam, die wellicht het voordeel van die vervanging zouden genoten hebben, lieten zich niet moedig doden op de IJzer, omdat Koning Leopold II hun onrechtstreeks herinnerd had dat een man van karakter met zijn eigen bloed, en niet met gekocht bloed, zijn schuld tegenover het vaderland betaalt.

De eer ! De loyauteit ! De rechtvaardigheid ! Het erfdeel dat Leopold II met het fortuin van Kongo en de stoffelijke welvaart van België aan zijn opvolger Koning Albert overmaakte, was ervan vervuld. Nog vijf jaar, en België, vrijgemaakt door Leopold I, rijk, loyaal, eerlijk en recht door Leopold II, zou met Koning Albert aantonen dat bij ons nooit uitdoofden de dapperheid, de rechtschapenheid, de vaderlandsliefde der Vlaamse Gemeentenaren te Groeninghe, der Brabanders te Woeringen en van de Waalse infanterie, in vervlogen eeuwen de schrik der slagvelden.

Hetzelfde België zou ook leren kennen al wat het de grote Koning verschuldigd is, de geniale Koning die in die rouwende Decembermorgen in het graf neerdaalde, maar tot de roem verheven werd.

O. PETITJEAN,
Doctor in de Wijsbegeerte en Letteren.

26845. — 2,700 ex.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.
— Algemene Directie der Speciale Diensten. —
DIENST VOOR OPVOEDING BIJ HET LEGER.

ALBERT I, Ridder-Koning

Door

J. DHONDT
Professor aan de Rijksuniversiteit te Gent
(Wijsbegeerte en Letteren)

ALBERT I, Ridder-Koning

HOOFDSTUK EEN.

« Wijl ik de grondwettelijke eed afleg, ga ik tegenover mijzelf en tegenover het Land de verbintenis aan mijn plicht nauwgezet te vervullen en al mijn krachten, mijn gehele leven aan het dienen van het vaderland te wijden. » De senatoren en volksvertegenwoordigers, die het Belgische volk vertegenwoordigden, de buitenlandse vorsten, die naar Brussel waren gekomen, de gezanten, geestelijke waardigheidsbekleders, hoge ambtenaren en magistraten, allen hieven zij toejuichingen aan. Koning Albert had zijn inhuldigingsrede beëindigd met de boven aangehaalde woorden.

Hij, die daar op Donderdag 3 December 1909 in het Parlement had gesproken was een tengere, rijzige, bedeesde, nog jonge man. Op dat ogenblik nog weinig bekend, zou hij de populairste vorst worden, die ons land ooit bezat.

* * *

Albert scheen aanvankelijk nooit de Belgische troon te zullen beklimmen. Niet minder dan drie van zijn nabije verwanten waren boven hem tot de kroon bestemd. Leopold I had, zoals bekend is, twee overlevende zonen gehad; de ene was Leopold II, die na zijn vader koning werd; de tweede was Filips, Graaf van Vlaanderen (geboren in 1837). Leopold II had uit zijn eigen huwelijk één zoon gewonnen, Leopold, Graaf van Henegouwen (geboren in 1859). De Graaf van Vlaanderen zijnerzijds was gehuwd met Maria van Hohenzollern-Sigmaringen, een Duitse Vorstin. Uit dat huwelijk waren ondermeer twee zonen gesproten : Boudewijn (geboren in 1869), en Albert (8 April 1875). Blijkens de Belgische grondwet moest de opvolging van Leopold II komen aan zijn zoon; bij ontstentenis van deze laatste, was het de broeder van de Koning, de Graaf van Vlaanderen dus, die in aanmerking kwam. Na hem kwamen zijn zonen, in rangorde van hun geboorte, aan de beurt.

Naar menselijke voorzienigheid was het dus nagenoeg uitgesloten, dat Albert ooit op de troon zou komen; doch de Graaf van Henegouwen, enige zoon van Leopold II, stierf reeds in 1869, Prins Boudewijn, oudste zoon van de Graaf van Vlaanderen, overleed in 1891, en de vader van Prins Albert zelf verwisselde in 1905 het tijdelijke voor het eeuwige. Wanneer koning Leopold II zelf de geest gaf op 17 December 1909 was zijn neef Albert dan ook de wettige troonopvolger.

* * *

Zoals kan gezien, was Albert in feite reeds sedert 1891 de aangewezen troonopvolger, ook al leefde zijn eigen vader nog; maar aan de andere kant was hij niet de zoon van de regerende Koning. Meer nog, met Koning Leopold II heeft hij geen zeer drukke betrekkingen gehad. Tussen de oude koning en zijn broer was de verhouding niet opperbest en Leopold II, die voor Prins Boudewijn de levendigste belangstelling overhad, had deze gevoelens niet overgebracht op Boudewijn's jongere broeder. Aan de ene kant geraakte de troonopvolger dus niet zo vertrouwd met de staatkundige vraagstukken als dit mogelijk en wenselijk ware geweest; maar dit nadeel werd langs een andere kant vergoed door de veel vrijere opleiding, die Albert kreeg. Doordat hij niet in 's Konings omgeving leefde, kon de jonge vorst zich heel wat losser begeven dan dit voor een koningszoon het geval ware geweest. Hij kon vele mensen ontmoeten, vele tendenzen en bewegingen leren kennen, die hij wellicht in de schaduw van de kroon nooit had ontmoet; en dat zal van het allergrootste belang zijn voor zijn regering.

Over de jeugd en opleiding van onze derde koning kunnen wij bondig zijn. Vanaf de eerste Januari 1888 kreeg hij als gouverneur Kapitein (later Luitenant-Generaal) Jungbluth, die steeds zijn vertrouwensman zou blijven. Uiteraard werd de jonge Prins in de eerste plaats tot officier opgeleid. Hij bezocht de Militaire School vanaf zijn 16e jaar en verliet ze wanneer hij op 15 December 1892 tot onderluitenant bij de Infanterie werd benoemd. Hij nam dienst bij de Grenadiers en beklom met de bij de koningszonen gebruikelijke spoed de verschillende treden van de militaire hiërarchie. In 1907 werd hij Luitenant-Generaal. In 1906 werd Albert, die door het afsterven van zijn vader op 27 November 1905 de wettige troonopvolger was geworden, in deze laatste hoedanigheid Senator. Hij zetelde een aantal malen in de Senaat, doch nam er slechts éénmaal het woord, op 27 Januari 1908, tijdens een bespreking over de scheepvaart. Hij nam ook maar éénmaal deel aan een

stemming; en wel, op uitdrukkelijk verzoek van Leopold II, aan de stemming van 14 December 1909 over de wet tot hervorming van de dienstplicht.

Het valt weinig te betwijfelen, dat de eigen belangstelling van de jonge vorst zeer bewust naar de techniek en de mechaniek opging. Het is voldoende bekend, hoe één zijner grootste vermaken lag in het besturen van echte locomotieven, hoe hij één der eerste aanhangers van de automobiel en de motorfiets in ons land werd, en hoe hij ook de meeste belangstelling voor het vliegwezen aan de dag legde. Ook de sport oefende op hem grote aantrekking uit; reeds in die verre jaren vóór de eerste wereldoorlog, was Albert een bekend figuur voor de voetballiefhebbers, die hem dikwijls grote matchen zagen bijwonen.

Indien we op die feiten even de nadruk leggen, is het in de eerste plaats, omdat ze ons een belangrijk facet van 's Konings gemoed openbaren : het openstaan van zijn geest voor het nieuwe en het moderne. Waar vele koningszonen steeds omringd en beïnvloed werden door traditioneel gezinde persoonlijkheden, en dan veelal bij hun eigen generatie in algemeen levensbegrip ten achter staan, (wat de treurigste misverstanden voor gevolg heeft), was dit in genen mate het geval met Albert.

En een andere factor werkte nog sterker in dezelfde richting : Albert's huwelijk. Uit de mémoires van Koningin Maria van Roemenië (geboren in 1875) kan gelezen, hoe ongelooflijk eng en artificieel de opleiding van de vorstinnen nog in die tijd was. Haar tijdgenote Elisabeth van Beieren is hier een gelukkige uitzondering op geweest. Haar vader, Hertog Karel-Theodoor, hechtte meer prijs aan zijn vermaardheid als oogmeester dan aan zijn vorstelijke afkomst. Zijn dochters groeiden dan ook op in een intellectueel en artistiek hoogstaande omgeving, waar de wetenschappelijke en culturele aangelegenheden heel wat meer in aanzien stonden dan in de meeste toenmalige vorstenhuizen. Dit gaf aan Hertogin Elisabeth de open geest en de brede kijk op de wereld, die haar zo geschikt maakte om met de latere Belgische Koning in het huwelijk te treden.

Het behoort nu eenmaal tot elke officiële legende, dat een vorstenhuwelijk een huwelijk uit vrije keuze en uit liefde is. Alles wat op dat kiese gebied bekend werd, schijnt er wel op te wijzen, dat dit althans voor Albert en Elisabeth het geval was. Alles wijst er ook op, dat hun beide naturen, hoe verschillend ook op vele gebieden, volmaakt complementair waren. Het huwelijk ging door te Munich op 2 Oktober 1900.

Men mag vermoeden dat de periode, die besloten ligt tussen het huwelijk en de troonbeklimming in 1909, heerlijke jaren zijn geweest voor het ponge paar. Nadat ze nog enkele maanden hadden vertoefd in het paleis van de Graaf van Vlaanderen (aan de hoek van de Koninklijke plaats en de Regentiestraat te Brussel, het gebouw, dat thans de zetel is van de *Banque de Bruxelles)* gingen ze een eigen verblijf betrekken in de Wetenschapstraat, waar in 1902 en 1903 hun zonen geboren werden. In 1906, te Oostende, kwam Prinses Marie-José ter wereld. Het jonge vorstenpaar verliet zelden dat huis, hun huis, tenzij om enige weken te gaan doorbrengen in het Chateau des Ameroys, nabij Bouillon, waar Prins Albert een deel van zijn jeugd had geleefd, of in het Paleis van Possenhofen, bij Elisabeth's ouders, of nog om lange uitstappen doorheen Tyrol te maken, waar ze mekaar, naar verteldt wordt, hadden leren kennen. Soms ook deden ze een verblijf aan de Panne, waar ze iets later zo lang zouden moeten leven.

Te Brussel leidden Prins en Prinses Albert — zo werd het paar genoemd — een tamelijk ongedwongen bestaan en gingen vooral om met schrijvers en kunstenaars; meermalen gaf de Prinses blijk van haar smaak en durf door niet slechts de auteurs en kunstenaars met gevestigde reputatie, maar ook zij, die tot de nieuwe, vooruitstrevende richtingen op artistiek en litterair gebied behoorden, uit te nodigen. Haar echtgenoot zijnerzijds, onderhield betrekkingen met sociologen en denkers, die heel wat verder gingen dan de toenmalige doorsnee opvatting. Eén enkele keer verwekte dit wel enige opschudding bij de streng conservatieve kringen. Ondertussen wonnen de jonge vorsten het hart van de Brusselse bevolking door hun eenvoudige omgang. Prinses Elisabeth bleek onbekwaam de grote hofreverentie, die Maria Hendrika aan het Belgisch hof had ingebracht, naar behoren uit te voeren; maar « het kleine prinsesje », zoals ze genoemd werd, — ze was tenger van gestalte en lange tijd werd voor haar gezondheid gevreesd — doorliep de arme arbeiderswijken en bezocht de arme gezinnen, wat heel wat meer betekende voor de Dynastie. Ze patroneerde ook weldadigheidswerken. Elk jaar werd « de bloem van de Prinses » verkocht, de edelweiss ten bate van de teringlijders. Niet steeds konden de jonge vorsten doen, waarin ze zin hadden. Toen een ontdekkingsreiziger Prins Albert voorstelde een expeditie naar de Zuidpool te ondernemen, was het antwoord : « Ik wou dat het mogelijk ware, maar een Kroonprins heeft zo weinig gelegenheid om zich te vermaken ». Dit was wel overdreven, want in 1907 steeg de prins — tot groot ongenoegen van Leopold II — op in een

luchtballon, en twee jaar later reisde hij mee met één der eerste luchtschepen, de *Zodiac*. In 1906 ontdekte hij het alpinisme, en de eerste tocht, waaraan ook de Prinses deelnam, ging door. In April 1909 vertrok de Kroonprins, die reeds heel wat gereisd had, onder meer naar de Verenigde Staten en naar Kongo. Het einde van de reis — midden Augustus 1909 — viel vrij wel samen met het einde van het betrekkelijk zorgeloze leven van het Kroonprinsenpaar : de dood van Leopold II op 17 December van hetzelfde jaar. Samen met de kroon aanvaardde Albert de zware last van de regering van het land. Wat was Albert op dat ogenblik voor zijn volk ? Een jong, weinig bekend koning. Er werd reeds op gewezen, dat Leopold II hem niet gaarne bij de regering betrok en de kroonprins had dan vanzelf een betrekkelijk teruggetrokken leven geleid. Zijn schuchterheid, zijn onhandigheid om in het openbaar op te treden, die hem steeds zal bijblijven, waren niet van aard een grote populariteit in de hand te werken. En indien het onthaal van de nieuwe Koning dan toch vrij gunstig was, kwam dit ten dele om een reden, die ongaarne wordt vermeld : de impopulariteit van zijn voorganger. Het is genoeg geweten, dat tussen Leopold II en zijn volk een diepe, steeds toenemende verkoeling was ingetreden. Zijn begrafenis was in een ijzige stilte verlopen. Albert's troonsbeklemming scheen een nieuw begin, een nieuwe geboorte te zijn, een belofte, waarvan toen niet kon vermoed, hoezeer ze vervuld zou worden. De toejuichingen, die opgingen, waren minder voor de toen nog vrij onbekende mens dan wel voor de Koning bestemd, de Koning, die, naar gehoopt werd, in het volksgemoed de leemte zou vullen, die Leopold II met zijn onverschilligheid voor de openbare opinie, en zijn afwijzen van elke toegeving voor de gevoelens zijner onderdanen, had geschapen.

Welke was de materiële en zedelijke toestand van het land op het ogenblik, waarop Albert I op de troon kwam ?

Uit economisch oogpunt behoren de eerste jaren van zijn regering tot de voorspoedigste tijd, die ons land ooit heeft beleefd. Sedert het begin der eeuw kende het een ongestoorde, ongeëvenaarde industriële en commerciële opgang. In die jaren werd België één der belangrijkste economische machten van de wereld. Zo aanzienlijk was het voorhanden kapitaal, zo ondernemend waren onze zakenlui, dat onze landgenoten tot in de verste uithoeken van de wereld doordrongen en ondernemingen vestigden; zo bijvoorbeeld in China, Rusland, Spanje en natuurlijk in Belgisch Kongo. Met deze economische ontplooiing ging een merkwaardige sociale ommekeer gepaard:

bij de aanvang van onze onafhankelijkheid was België overwegend agrarisch. Ruim de helft van de bevolking leefde van landbouw. In het begin der XXe eeuw was dit helemaal veranderd. De industrie had de eerste rang veroverd.

Maar deze opbloei van industrie en handel was niet gepaard gegaan met een evenwijdige verbetering van het lot der lagere volksklassen. Vlak vóór de eerste Wereldoorlog was België nog bij uitstek het land der lage lonen, der lange werkdagen, wat de diepe sociale onrust verklaart, die sedert de jaren 80 eigenlijk nooit uit de lucht was geweest en zich periodisch uitte in diepe woelingen. Het ware dus verkeerd, uit de bloei van de nijverheid tot een voor iedereen voorspoedige tijd te willen besluiten.

En deze wantoestanden hadden een diepe weerslag op het politiek leven. Aanvankelijk bestonden er in België maar twee partijen : de Katholieken en de Liberalen. In 1884 hadden de Katholieken een beslissende overwinning behaald bij de verkiezingen en zullen tot in 1914 de volstrekte meerderheid behouden in het Parlement. Het algemeen stemrecht bestond toen nog niet. In 1884 gold nog het « Censitaire stelsel », dat wil zeggen dat slechts zij, die een bepaald minimum bedrag aan belasting betaalden, mochten stemmen. Slechts de gegoeden hadden dus dit recht. Geleidelijk was dit stelsel veranderd, zonder dat men echter tot het zuiver algemeen stemrecht kwam. De Katholieke partij wist dan ook haar meerderheid te handhaven. Aanvankelijk was deze partij uiterst conservatief, wilde van geen sociale toegevingen horen met het gevolg, dat de Socialistische partij, die ondertussen was ontstaan, herhaaldelijk tot agitatie, werkstaking, oproer zelfs haar toevlucht nam, om de hervormingen, die ze onmisbaar achtte, te verwezenlijken. Deze agitatie had aanvankelijk de Katholieke leiders aangezet tot nog meer onverzettelijkheid, maar gelukkig was er op het einde van de XIXe eeuw een kentering gekomen. Een nieuwe generatie van Katholieken, die wel gewonnen waren voor sociale hervormingen, was geleidelijk aan het groeien en voerde een heftige kamp tegen de verstarde partijleiding. Het ogenblik, waarop deze nieuwe tendenz een overwegende invloed wint in de Katholieke partij, valt ongeveer samen met de troonsbeklimming van Albert en dit tot groot genoegen van de vorst, die uiteraard niet het recht had zijn eigen voorkeur in het openbaar bekend te maken, maar er reeds in die jaren zichtbaar naar streefde, de politieke leiders zachtjes aan te zetten tot het invoeren van sociale en politieke hervormingen. In 1911 kwam het Ministerie de Broqueville tot stand, waardoor de leiding voor het grootste deel aan de Jong-Katholieken kwam. De Broqueville zelf en veel van zijn collega's waren geneigd verregaande

hervormingen in te voeren, bijvoorbeeld in zake het stemrecht; maar ze moesten natuurlijk afrekenen met het verzet van een deel van hun partij, en zo kwam er voorlopig niet veel van, des te meer, daar een ander, veel belangrijker probleem zich ondertussen kwam opdringen : de landsverdediging.

Het is niet zo gemakkelijk meer heden een duidelijk inzicht te winnen in de aard van de problemen, die zich vóór de eerste Wereldoorlog voor ons land stelden. Zoveel is sedert veranderd !

Elk land denkt in de allereerste plaats aan zijn veiligheid. Voor Engeland is het meest geduchte gevaar steeds geweest, een landing in het eigen eiland, landing, die vrijwel zeker moest uitgaan van onze kust, van de Scheldemonding, van Antwerpen. Om deze bedreiging af te weren is het steeds Engeland 's politiek geweest te verhinderen, dat onze gebieden gingen deel uitmaken van een andere mogendheid, of dat ons land hoewel in naam onafhankelijk, in feite al te eng verbonden ging met een andere mogendheid.

Frankrijk zijnerzijds leeft sedert eeuwen met de schrik voor zijn openliggende noordergrens. De ideeële strategische grens voor Frankrijk ware de Rijn, waarvan het reeds de bovenloop beheerst. Kon het haar macht overal uitstrekken tot aan de westelijke Rijnoever, dan zou het zich veilig wanen. Het heeft dan ook steeds getracht de gebieden, die het van de Rijn scheiden, onder zijn contrôle te brengen.

Het spreekt van zelf, dat deze Engelse en Franse tendenzen mekaar tegenwerken; ze zijn immers volstrekt tegenstrijdig. Doch ze gaan akkoord over één punt : geen andere mogendheid mag over België invloed krijgen, en deze andere mogendheid is noodzakelijk de derde nabuur van ons land, Pruisen, en na 1870 Duitsland.

Er waren dus van meet af drie sterke mogendheden, voor wie ons gebied een zeer groot belang had. Gelukkig waren de bedoelingen van die staten onderling tegenstrijdig. Eén doel hadden die machten gemeen : verhinderen dat één der andere twee invloed over België won. En dit verklaart dan de beruchte « neutraliteit » van België. Toen in 1830 ons land onafhankelijk werd, hadden elk van de drie vermelde mogendheden maar één vrees, en wel, dat dit onafhankelijk België eenzijdig bij een ander van de drie nabuurstaten zou gaan aanleunen. Om dit te verhoeden werd in ruil voor de erkenning van de Belgische onafhankelijkheid aan ons land de verplichte neutraliteit opgedrongen. Dit betekende, dat het niet het recht had, zich met een ander land te verbinden. Het mocht dus geen bondgenootschappen aangaan. In ruil daarvoor echter werd

het ook onschendbaar verklaard, dat wel zeggen dat geen land het mocht aanvallen. De grote mogendheden verbonden er zich toe, allen samen op te treden tegen een staat, die België durfde aan te vallen. Anders gezegd, zou een actie tegen België door één of andere staat automatisch alle mogendheden tot bondgenoot van België maken tegen de aanvaller. Op die manier kregen alle mogendheden, en namelijk de drie, waarover boven sprake was, de zekerheid dat dit gebied, dat voor hen zoveel betekenis had, niet onder de invloed van een andere staat zou kunnen vallen.

Dit neutraliteitsstatuut heeft gedurende drie kwart eeuw voor België gunstige gevolgen gehad. Ons land heeft tussen 1831 en 1914, een enige, ononderbroken vrede gekend. Dit had ook zijn keerzijde : onze landgenoten, die niets dan vrede kenden, ook wanneer, zoals in 1870, aan hun grenzen gevochten werd, gingen geleidelijk geloven, dat die vrede iets vanzelfsprekends was, iets dat nooit zou veranderen, iets waarvoor geen offers gevergd werden. Ze verwaarloosden volledig het inrichten van een leger, dat hun volmaakt overbodig scheen; ze stelden ook niet het minste belang in het internationale gebeuren dat, naar ze meenden, voor hen niet telde, aangezien het hun verboden was positie te kiezen.

Daarbij verloren ze een belangrijk feit uit het oog, en wel, dat de vrede, die ze kenden, hieraan te danken was, dat er onder de drie mogendheden, die aan hun grenzen lagen, evenwicht bestond. België mocht inderdaad gerust leven, zolang de coalitie van twee van onze nabuurstaten sterker bleek dan elk van de drie staten afzonderlijk; maar alles veranderde, toen Duitsland, dat in 1871 tot één natie verenigd werd onder leiding van Pruisen, een geweldige economische ontwikkeling kende en enorm aan macht won. Het kwam immers zo ver, dat Duitsland ging menen opgewassen te zijn tegen Frankrijk en Engeland samen, en van dit ogenblik af kwam België in gevaar. Duitsland werd na 1871 de machtigste staat van Europa en streefde er naar de machtigste staat van de gehele wereld te worden. Dit had voor gevolg, dat Frankrijk — het voelde zich bedreigd — bondgenoten zocht voor het geval, dat Duitsland het zou aanvallen, en het sloot onder andere een bondgenootschap met Rusland. De spanning onder de mogendheden groeide en in het vooruitzicht van een oorlog met Frankrijk en Rusland samen, maakte Duitsland een krijgsplan op, het beruchte plan Schlieffen, waarbij wij rechtstreeks betrokken waren.

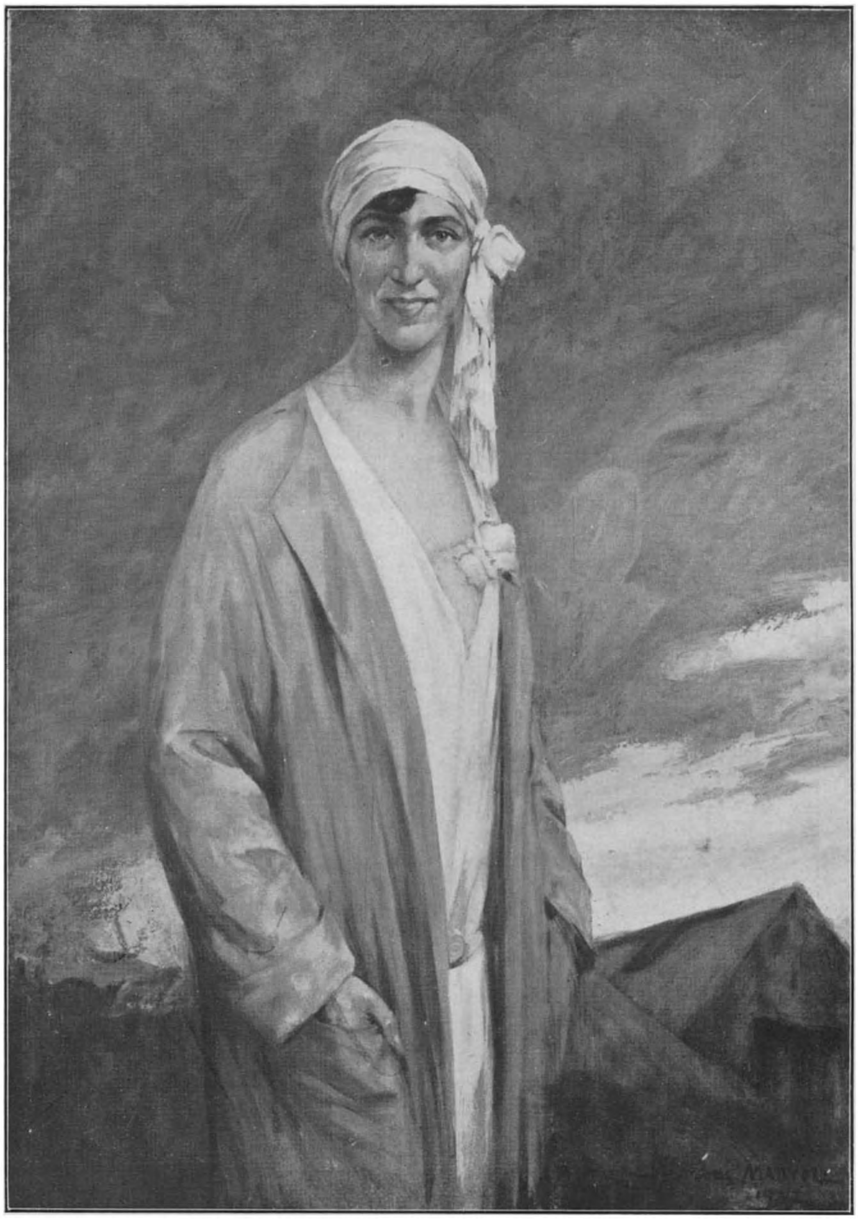
Het plan Schlieffen steunde op de volgende overweging : het is Duitsland niet mogelijk, een zegevierende oorlog te

(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Prins Albert op twaalfjarige ouderdom.

(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Prins Albert als leerling aan de Koninklijke Militaire School.



(Cliché Koninklijk Legermuseum)

Koningin Elisabeth door Jacques Madyol.

(Negatief A. C. L. Brussel.)

Portret van de Koning door I. Opsomer.

voeren tegen Frankrijk en Rusland samen. Daarom moeten deze twee tegenstanders afzonderlijk worden verslagen, en dit is mogelijk. Inderdaad, Rusland heeft een enorm leger, maar dat slechts zeer traag gemobiliseerd kan worden wegens de uitgestrektheid van het Rijk. De Russische mobilisatie vereiste immers 40 dagen. Welnu van die veertig dagen moest Duitsland gebruik maken om de zwakste van haar twee tegenstanders, Frankrijk, te verslaan. Eenmaal Frankrijk uitgeschakeld, zou Duitsland al zijn krachten tegen Rusland kunnen keren.

De hoeksteen van dit plan was dus een snelle verplettering van het Franse Leger; maar hoe dit te bereiken ? Op de volgende wijze : het sprak vanzelf (en de Duitsers kenden trouwens de Franse krijgsplannen), dat Frankrijk zijn leger zou samentrekken aan de Frans-Duitse grens. Maar Duitsland zou aan die grens slechts een tamelijk zwak leger plaatsen, juist voldoende om een Frans offensief te vertragen. Het gros van het Duitse leger zou echter door België trekken en naar de Franse noordergrens opmarcheren. Aldus zou het zonder sterke tegenstand te ontmoeten in Frankrijk binnenvallen en het Franse leger in de flank en in de rug kunnen aanvallen en vernietigen.

De kern van het Duitse plan lag dus in het doortrekken van ons land, ongeacht onze neutraliteit.

Het één en ander er van was ter kennis gekomen van Leopold II, wat zijn wanhopige pogingen verklaart, om ons leger opnieuw in te richten. Ook Koning Albert vernam, wat de Duitsers van zins waren.

De lezer zal zich wel afvragen, hoe het komt, dat, vermits de zaken zo stonden, de Belgen niet met alle haast aan het inrichten van een sterk leger gingen. Maar dit is heel wat eenvoudiger achteraf gezien dan op het ogenblik van de gebeurtenissen : thans weten we allemaal, dat Duitsland ons in 1914 heeft aangevallen, maar op dat ogenblik bestonden alleen maar vermoedens, vage aanduidingen, waarop niet kon gesteund, om een zo grondige ommekeer van onze internationale positie door te voeren. Het Duitse krijgsplan was gekend. Inderdaad, maar een plan is tenslotte maar een voorzorg; het kan veranderd worden of niet toegepast. Het bestaan van het Duitse krijgsplan betekende dus niet noodzakelijk, dat de uitvoering zou volgen. Mocht Duitsland dan op deze vermoedens uitgedaagd worden door openbare aansluiting bij Frankrijk en Engeland ? Maar juist daardoor kon de mogelijke Duitse inval tot een zekerheid worden gemaakt ! Door een bondgenootschap met Frankrijk aan te gaan werd het zeker, dat ons land niet uit de nakende oorlog zou kunnen blijven !

Er was nog een ander onoverkomelijke hinderpaal voor een volledige ommekeer in onze diplomatische en militaire politiek : de openbare opinie zou niet meegegaan zijn, omdat zij door de drie kwart eeuw vrede en neutraliteit in slaap was gesust, zich niet interesseerde aan buitenlandse politiek, tegen uitgaven voor het leger gekant was. En haar aandacht kon niet eens op het dreigende gevaar getrokken, want de inlichtingen, die de Koning en de Regering over de Duitse krijgsplannen bezaten, waren van zo'n confidentiële oorsprong, dat ze niet in het openbaar konden bekend gemaakt. Koning Albert had bijvoorbeeld zeer nauwkeurige aanwijzigingen gekregen van zijn oom, de Koning van Roemenië. Het was natuurlijk uitgesloten, dat hij zijn zegsman verklapte. Maar anderzijds waren de aanwijzingen naar de mogelijkheid van een Duitse aanval in België zo sterk, dat toch moest gehandeld worden. Dit was dan het standpunt, dat de Koning innam, en hij zag zeer terecht in, dat op twee gebieden moest opgetreden : enerzijds het leger opnieuw inrichten, anderzijds streven naar een toenadering van de door de politiek zo sterk verdeelde Belgen.

Over dit laatste mogen we kort zijn. Het staat vast, dat de Koning beter dan de oude Katholieke conservatieven het belang van sociale hervormingen en politieke wijzigingen inzag; nog in de tijd van de volstrekte Katholieke meerderheid schijnt hij te hebben gedacht aan het oprichten van een coalitie van de verschillende partijen; in zijn onderhoud met de Katholieke ministers stuurde hij voorzichtig aan op een meer tegemoet komende houding, die trouwens best werd begrepen en gedeeld door eerste Minister de Broqueville en zijn collega's; doch de tijd is te kort geweest, om het tot verwezenlijkingen te brengen.

Wat de inrichting van het leger betreft, stootte de Koning vanzelfsprekend op de grootste moeilijkheden. Het ware hier weer al te gemakkelijk smalend neer te zien op de parlementairen van de tijd; en trouwens niet alleen bij de Parlementairen bleek het onbegrip te bestaan. Militaire uitgaven zijn per definitie impopulair, omdat ze alleen maar renderend blijken, wanneer de crisis, dit is de oorlog, komt. Zoals wij zegden, waren de meeste Belgen na een zo lange vredestijd en ook wegens de door de neutraliteit geboden houding tenslotte helemaal ingedut. Ze redeneerden, zoals eigenlijk maar al te gewoon is, op grond van het verleden, en oordeelden dan gemakkelijk, dat legeruitgaven volmaakt nutteloos waren voor een neutraal land. Dat was een denkgewoonte geworden en niets was moeilijker dan de mentaliteit op dat punt te veranderen. Tenslotte nam eerste Minister de Broqueville een gewaagde beslissing : in een geheime zitting van het Parlement

deelde hij de confidentiële inlichtingen, die hij over de Duitse plannen bezat, aan de Senatoren en de Volksvertegenwoordigers mee. Thans aarzelde het Parlement niet meer en de legerwet van 1913 verdriedubbelde het jaarlijks contingent, dat van 13.000 op 33.000 man werd gebracht. Indien dit stelsel een paar jaren had kunnen toegepast, hadden wij een flink leger van 300.000 actieve troepen bezeten, doch de oorlog kwam, toen de nieuwe regeling nog maar pas in voege was.

Grote inspanningen deed de Koning ook om een concentratie- en operatieplan van het leger te doen opmaken. In 1910 werd de Algemene Legerstaf opgericht, met als Stafoverste Generaal Jungbluth, de vertrouwde raadgever van Koning Albert, en deze keuze bewijst reeds hoezeer de vorst de werking van dit organisme wilde onder ogen houden. Maar veel was er nog niet bereikt, toen de oorlog uitbrak.

HOOFDSTUK II.

Want de oorlog kwam weldra. Het is hier niet de plaats om uiteen te zetten, waarom juist in die tijd. Voor ons doel volstaat het er aan te herinneren, hoe hij over ons land kwam.

Op 28 Juni werd de Oostenrijkse kroonprins te Serajevo vermoord door een Servisch onderdaan. Servië was een kleine staat, die zich voor doel had gesteld alle Zuidslavische bevolkingen uit de Balkan in één rijk te verenigen. Een aanzienlijk deel van die volkeren woonden in het toenmalige Oostenrijk-Hongarije. De moord was een uiting van dat Servische nationalisme, een protest tegen de verdrukking van de Zuid-Slaven door Oostenrijk. Hij was echter een welkome gelegenheid voor Oostenrijk om met Servië terdege af te rekenen. En op 28 Juli verklaarde Oostenrijk de oorlog aan Servië. Rusland echter is de traditionele beschermer van de Slavische volken van de Balkan. Het mobiliseerde onmiddellijk een deel van zijn leger, om derwijze op Oostenrijk druk uit te oefenen. De crisis onder de mogendheden nam dadelijk scherpe vormen aan. We hebben boven gezegd, dat het Duitse oorlogsplan gesteund was op het feit, dat Rusland 40 dagen nodig had, om zijn leger te mobiliseren. Het is dus gemakkelijk te begrijpen, dat zodra Rusland begon te mobiliseren, Duitsland volgde, om niet één van die kostbare 40 dagen te verliezen. Duitsland dat trouwens de omstandigheden geschikt achtte voor een oorlog, eiste dadelijk, dat Rusland zijn mobilisatie stopzette, en wanneer Rusland weigerde, verklaarde Duitsland het de oorlog (1 Augustus). Maar Frankrijk was de bondgenoot van Rusland, en het Duitse krijgsplan voorzag, we zegden het, eerst een oorlog tegen Frankrijk. Het gevolg was, dat Duitsland, door zijn krijgsplan gedwongen, de oorlog aan Frankrijk verklaarde onder de meest absurde voorwendselen (3 Augustus). De wereldoorlog was aan de gang !

En België ? Aanvankelijk verandert ons land niets aan zijn politiek, die het scrupuleuze naleven van de neutraliteit met het nemen van militaire voorzorgen verbindt. Bij het bericht van de oorlogsverklaring van Oostenrijk aan Servië worden de drie jongste klassen binnengeroepen, maar nog hopen velen, dat wij aan het gevaar zullen kunnen ontsnappen. Dagen

van slingering tussen hoop en wanhoop volgen; ondertussen nemen we zo'n onpartijdige houding aan, dat de Franse gezant ons van sympathie voor Duitsland verdenkt. Maar de toestand evolueert in de slechte zin. Op 1 Augustus wordt gemobiliseerd, en op 2 Augustus benoemt de Koning een vooraanstaand Liberaal, P. Hymans, en een vooraanstaand Socialist, E. Vandervelde, tot Minister van State. Derwijze weet hij dan nog op symbolische wijze de eensgezindheid van alle Belgen te verkondigen. Er was een zekere durf toe nodig een Socialist te benoemen, want de houding van sterke lagen der openbare opinie tegenover de Socialisten was toen nog zo afwijzend, dat de Koning tot dan toe nooit een Socialist tot burgemeester, zij het van het kleinste dorpje, had willen benoemen, ook daar waar deze partij de volstrekte meerderheid in de gemeenteraad bezat. Het is dus een bijna revolutionnaire daad, welke de Koning die dag stelt, maar de opspraak, die ze mogelijk had verwekt, gaat helemaal verloren in de opschudding, die een andere gebeurtenis verwekt : om zeven uur 's avonds — het was een Zondag — biedt de Duitse gezant zich bij de Minister van Buitenlandse zaken aan, en maakt hem een ultimatum over : België zal aan de Duitse legers de vrije doortocht door het land geven, ofwel zal Duitsland zich met geweld een weg banen !

Een cabinetsraad komt dadelijk bijeen, onder voorzitterschap van de Koning, en eensluidend is het antwoord neen ! Doch — merkwaardig en kenschetsend feit — het besluit wordt getroffen, nog geen beroep te doen op de hulp van de mogendheden, die — met Duitsland samen — onze neutraliteit hebben gewaarborgd. Waarom die ultieme aarzeling ? Omdat sommigen nog steeds hopen dat de Duitse bedreiging bij woorden zou blijven, dat de werkelijke inval niet zou gebeuren. Als opgemerkt wordt, hoe halstarrig tot op het allerlaatste ogenblik, de hoop wordt gekoesterd, dat België toch buiten de oorlog zou blijven, wordt pas begrepen, hoe lastig het moet geweest zijn, althans de meest noodzakelijke militaire hervormingen te doen aanvaarden !

Maar de slag valt : op 4 Augustus, om 6 uur 's morgens, komt de Duitse oorlogsverklaring; twee uur later trekken de eerste Duitse Uhlanen over onze grens te Gemmenich.

* * *

Daarmee begon een nieuwe fase in de regering van Koning Albert. De aanvang was een laatste, plechtig contact met de volksvertegenwoordiging. Diezelfde morgen hield de Koning voor het Parlement een gloedvolle rede, die besloot met de

woorden : « De vreemdeling, die ons grondgebied schendt, zal alle Belgen geschaard vinden rond hun Vorst, die nooit zijn grondwettelijke eed zal verraden, en rond de Regering, die het volledigste vertrouwen van het volk geniet. Ik ben zeker van onze toekomst. Een volk, dat zich verdedigt, wordt door allen geëerbiedigd. Dat volk vergaat niet... ».

De volgende dag, 5 Augustus, vertrok de Koning naar het hoofdkwartier van het leger, dat te Leuven gevestigd was. Ondertussen begon de Duitse stormloop.

Het Duitse plan is de lezer reeds bekend : het bestond er in, een aanzienlijk deel van het Duitse leger door België heen naar de noordergrens van Frankrijk te doen optrekken. Dit is natuurlijk iets, dat pas later bekend werd. Het vermoeden bestond wel, dat de Duitsers ook door België naar Frankrijk zouden oprukken, maar de Franse legerleiding ,die de numerieke macht van de vijand onderschatte, meende dat slechts weinig talrijke eenheden aan dat manœuver zouden deelnemen. Het gevolg van deze misrekening was, dat de Fransen aanvankelijk geen noemenswaardige versterkingen naar België stuurden. Het Belgisch leger werd geconcentreerd tussen Gete en Dijle.

In hun opmarsch naar het Westen was de eerste hinderpaal, die de Duitsers moesten overschrijden, de Maas. Luik, met zijne bruggen, tunnels, banen was hiervoor bijzonder van belang, en het Duitse krijgsplan voorzag inderdaad dat 40.000 man dadelijk naar Luik moesten optrekken, om de vesting bij verrassing in te nemen en derwijze de doortocht van het leger over de Maas te verzekeren. De Duitse legerleiding hoopte het garnizoen van de vesting en de omringende forten nog op vredesvoet te vinden en ze met een nachtelijke aanval te kunnen overweldigen. Doch de spoedige mobilisatie van ons leger en het tijdig vernietigen van een aantal bruggen en andere werken deed het Duitse plan mislukken. In plaats van de forten van Luik in een handommekeer in te nemen werden de invallers verplicht ze vele dagen te belegeren. Weliswaar konden ze ondertussen de Maas overschrijden, stroomopwaarts en stroomafwaarts van Luik, maar zolang de forten stand hielden, konden ze toch geen gebruik maken van de allerhande mogelijkheden, die Luik bood voor het overtrekken van de stroom, wat de toevloed van hun troepen naar Frankrijk heen verzwakte en vertraagde. Bewesten de Maas stootte de invaller op een tweede hinderpaal : de lijn Antwerpen-Namen, die alle twee versterkt waren. Van de tussen beide fortenlinies gelegen zone was er één strook van ongeveer 40 kilometer lang, die niet bestreken werd door het geschut

van één dezer fortencomplexen. Hier lag dus een tweede goed verdedigbare stelling, waar de aanvallers konden worden opgehouden alvorens met volle kracht naar het Zuiden te kunnen binnendringen. De concentratiestellingen van Gete en Dijle lagen precies in het midden van deze strook lands.

Waarom werden de forten van Luik aan hun lot overgelaten in plaats dat het veldleger ze ter hulp zou snellen ?

Het veldleger werd, in uitvoering van het mobilisatiebevel, geconcentreerd tussen Gete en Dijle. Wat zou het doen éénmaal de concentratie voltrokken ? Twee mogelijkheden deden zich voor : ofwel kon het naar de Maas opmarcheren, de vijand tegemoet. Ofwel kon het een verdedigingsstelling innemen en daar de vijand afwachten. De keuze tussen beide mogelijkheden hing vanzelfsprekend af van de macht van de vijand : indien de Duitse troepen, die de Maas reeds hadden overschreden of vlak aan de Maas lagen, veel talrijker waren dan ons leger, kon er geen sprake van zijn ze tegemoet te trekken. In het omgekeerde geval daarentegen kon aan een offensieve actie worden gedacht. Welnu, het bleek zeer spoedig, dat de overmacht van de invallers verpletterend was, en het besluit werd getroffen, de geschikte stellingen in te nemen. Wat Luik en het garnizoen betreft, hun opdracht was duidelijk en tragisch : vrijwel zonder hoop om ontzet te worden, moesten ze zolang mogelijk stand houden, om de opmarsch van de invaller te bemoeilijken. Het was een ondankbare, heldaftige opdracht. Ze werd door de troepen onder leiding van generaal Leman op roemrijke wijze volbracht.

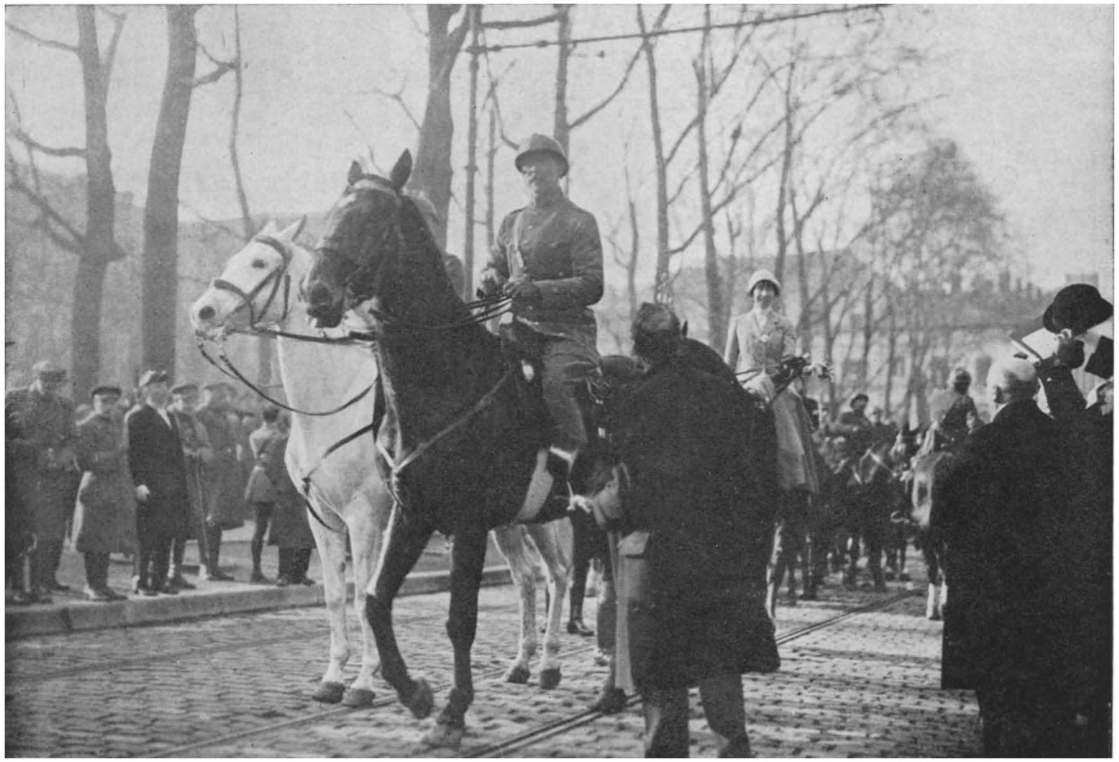
Wat het veldleger betreft, het nam positie op de Gete. Deze stelling dekte Brussel en een groot deel van het land, en liet ons leger vrij, zich eventueel terug te trekken op Antwerpen, indien de drukking van de vijand te sterk moest worden vóór de aankomst van de geallieerde versterkingen.

Ondertussen kwamen steeds sterkere Duitse eenheden in ons land binnendringen; Duitse cavalerie deed zelfs een poging om onze stelllingen langs het Noorden te overvleugelen, maar onze enige ruiterijdivisie, door Infanterie gesteund, kon deze poging verijdelen door de Duitsers te Haelen in bedwang te houden (12 Augustus). De Duitsers concentreerden steeds meer troepen achter de Maas om de opmarsch naar Frankrijk te beginnen. Op 18 Augustus begonnen deze eenheden de Maas over te trekken. Er waren nog zo goed als geen geallieerde versterkingen aangekomen. Moest ons klein legertje de weg versperren voor de aanrollende Duitse legerkorpsen ? Dit ware zinneloos geweest. De aanvaller was vele malen talrijker ! De koning besloot dan ook het Belgisch leger achter

de Dyle terug te trekken, op de lijn Neeryssche-Leuven-Rotselaar (19 Augustus) met het hoofdkwartier te Mechelen. Deze nieuwe stellingen, hoewel minder gunstig dan de Getelinie, lieten nog toe de gaping tussen Antwerpen en Namen in ruime mate gesloten te houden. Onder de toenemende druk van de vijand en wegens het steeds uitblijven van geallieerde hulp werd echter besloten de troepen tot Antwerpen terug te trekken. Dit bracht enige wrijvingen mee met de Franse legerleiding, die er op aandrong, dat het Belgisch leger zich niet zou terugtrekken naar het Noord-Westen, maar naar het Westen of het Zuid-Westen, dit wil zeggen in de richting van de geallieerde legers. Zeer terecht weigerde de Koning hierop in te gaan : een terugtrekken in de richting zelf, die de vijand insloeg, had voor ons klein leger een catastrophe kunnen worden zonder enig nut. Datzelfde leger echter, geconcentreerd binnen de driedubbele vestinggordel die Antwerpen omringde, bleef voor de flank van de invallende legers een zware bedreiging, die hun bewegingen belemmerde en ze dwong en aanzienlijke strijdmacht uitsluitend te gebruiken om het Belgisch leger in bedwang te houden.

Uit strategisch opzicht was de terugtocht naar Antwerpen de enige oplossing. Maar eenieder begrijpt al dadelijk dat daardoor de gaping tussen Namen — dat bezet bleef door een Belgische divisie — en Antwerpen voor de vijand openkwam, en dat dus ook het grootste deel van België voor het grijpen lag, eveneens Brussel bijvoorbeeld, dat ook bezet werd. De Koninklijke Familie en de Regering kwamen dan te Antwerpen verblijven.

Ondertussen ging het grote Duitse manœuvre verder : de overmachtige Duitse rechtervleugel zwenkte naar het Zuiden. Om de Franse grens op een grote breedte te overschrijden, werd de vesting Namen, die deze ontplooiing in de weg stond, door een geweldigde overmacht aangevallen en bezweek op 23 Augustus. Het Belgisch leger, dat omtrent Antwerpen lag, werd dus terzijde gelaten en de Duitse legerleiding zou zeker niets liever gehad hebben dan het helemaal terzijde te laten en ongestoord zijn manœuver voort te zetten, maar toen bleek juist het voortreffelijke van de nieuwe Belgische positie : het was de Belgen mogelijk, vanuit Antwerpen offensieve manœuvers te voeren tegen de Duitse troepen en zich dan ongestraft terug te trekken achter de vestinggordels. Tweemaal kon een dergelijke uitval met succes worden uitgevoerd; de tweede had voor gewichtig resultaat, dat aanzienlijke Duitse eenheden in België werden weerhouden en daardoor geen deel konden nemen aan de slag aan de Marne, waar de Fransen het Duitse



(Pers. verz. van H. M. Koningin Elisabeth)

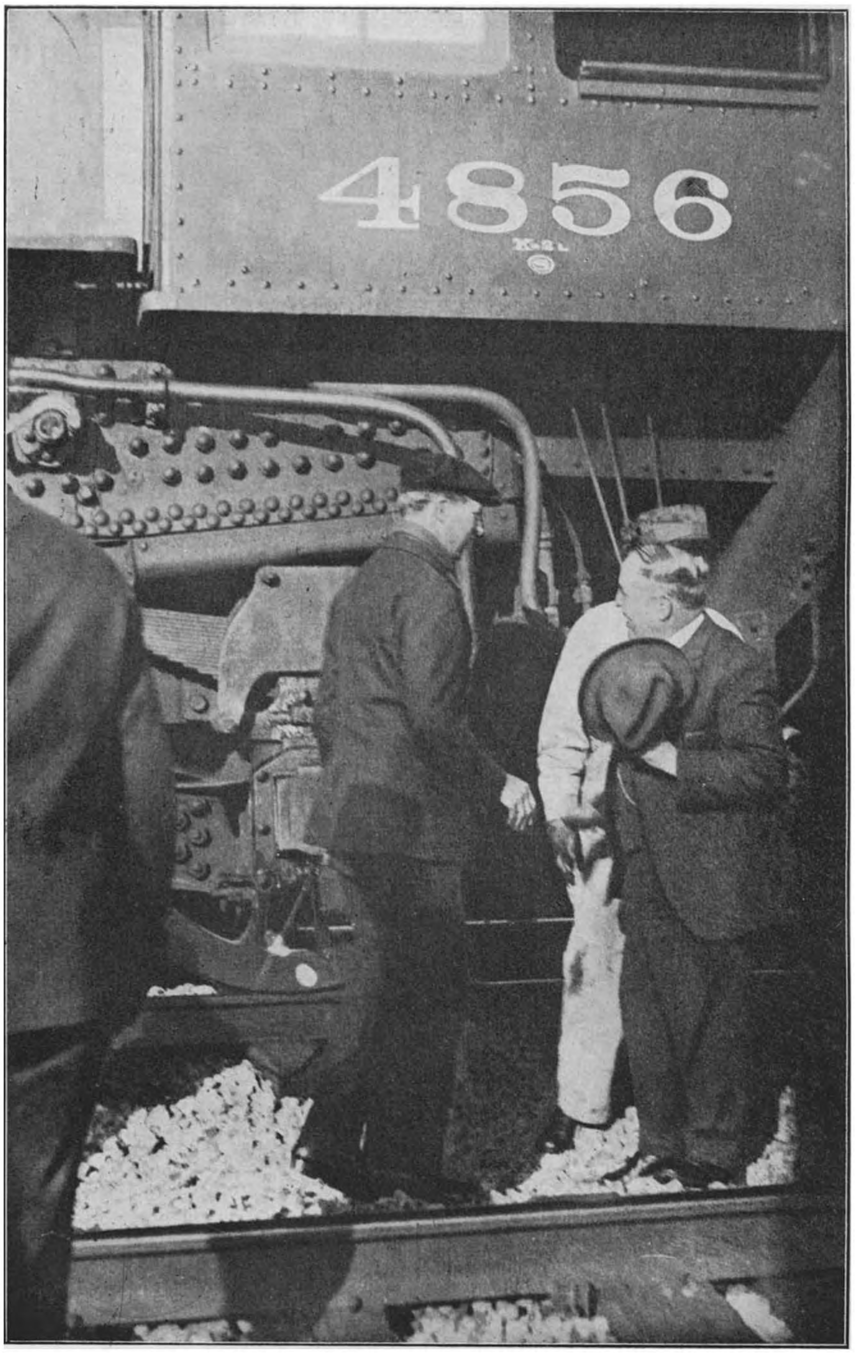
November 1918. — Intrede der Vorsten te Brugge.

(Pers. verz. van H. M. Koningin Elisabeth.)

November 1918. — Intrede der Vorsten te Brussel.

(Negatief A. C. L. Brussel.)

Ruiterstandbeeld van de Koning te Antwerpen.

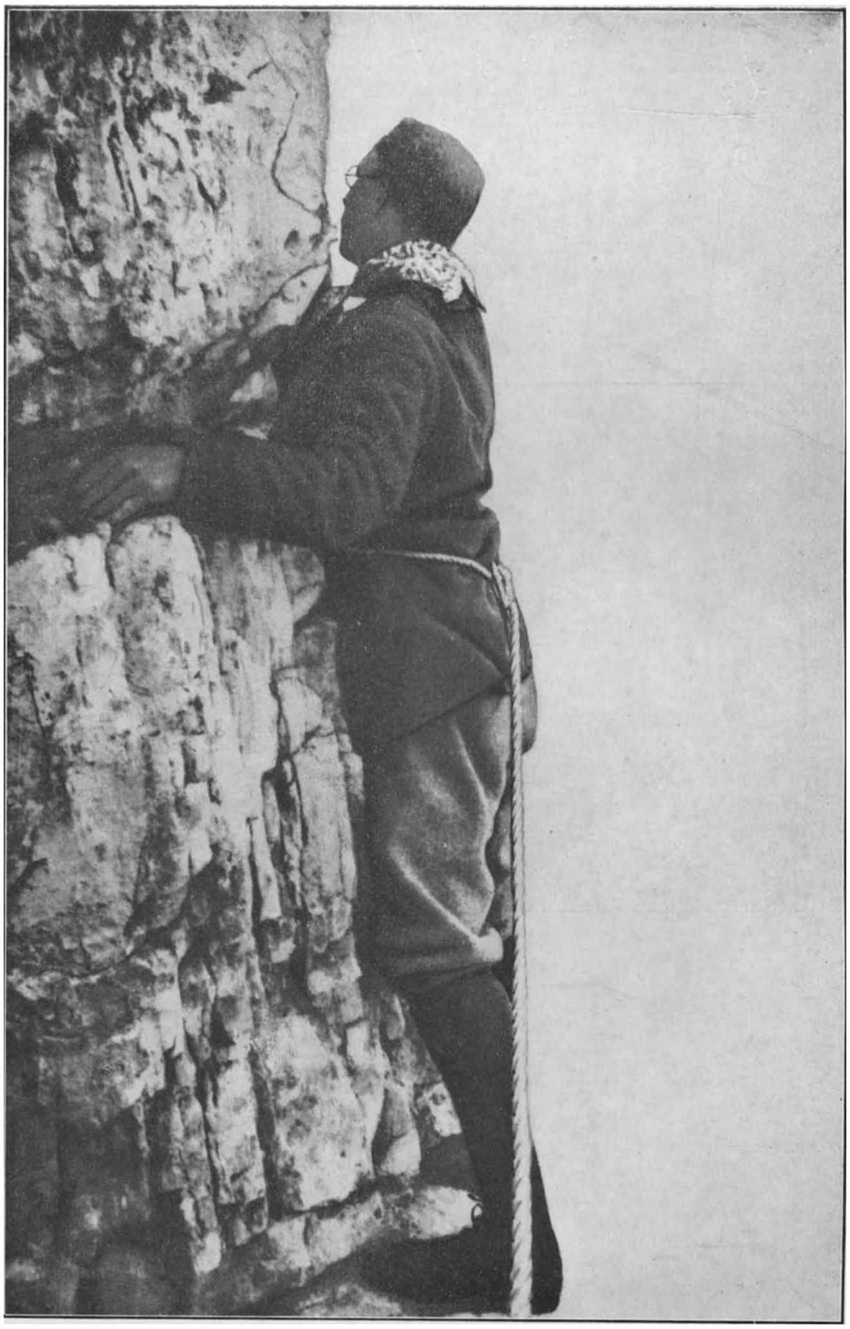


(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Op reis doorheen de Verenigde Staten bestuurde de Koning zelf de locomotief.

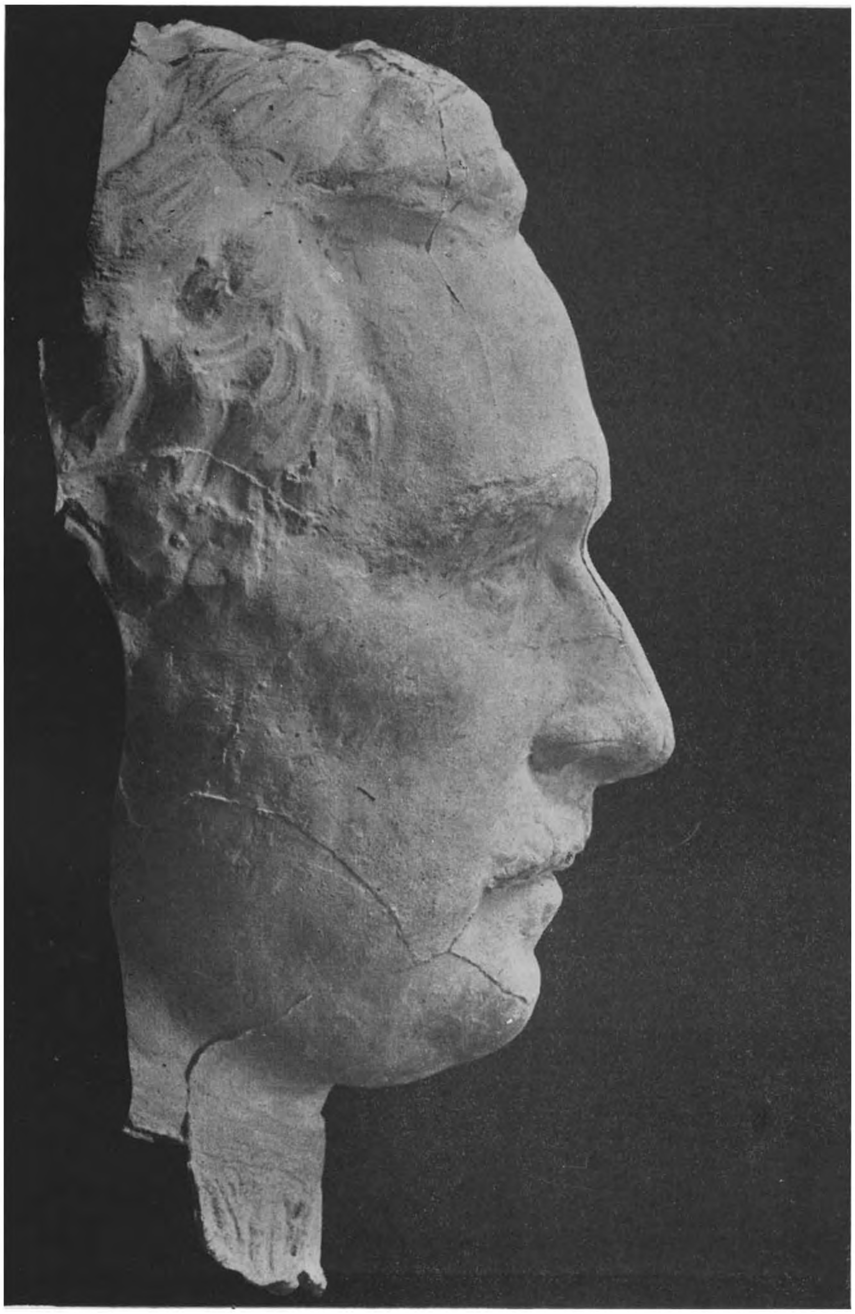
(Archief van het Ministerie van Koloniën)

De reis naar Kongo.



(Cliché Koninklijk Legermuseum.)

Koning Albert beklom de moeilijkste bergen.



(Cliché Koninklijk Legermuseum)

Koning Albert I. — Afgietsel door Baron Vinçotte.

leger achteruitsloegen, wat het einde en de mislukking betêkende van het Duitse krijgsplan, om Frankrijk buiten gevecht te stellen, vóórdat het Russisch leger in staat zou zijn zijn volle gewicht in de weegschaal te werpen. Daardoor heeft het weinig talrijke Belgisch leger het maximum effect doen gevoelen, dat het, gezien zijn numerieke zwakheid, kon bereiken.

Maar doordat hun sedert lang voorbereid krijgsplan mislukt was, moesten de Duitsers thans in een nieuwe richting proberen. Ze besloten Frankrijk van Engeland af te snijden, en door te dringen naar de kust van Noordzee en Kanaal. De troepen, die in België lagen, zullen dus niet langer naar het Zuiden vooruitdringen, maar wel over de Schelde heen naar het Westen. Dit schiep een nieuwe toestand voor het Belgisch leger : indien de Duitsers inderdaad aan de zee geraakten, zou het Belgisch leger, als het in Antwerpen bleef, van iedereen worden afgesneden : de Schelde loopt immers stroomafwaarts van Antwerpen door Holland, zodat de betrekkingen met de geallieerden niet eens over Schelde en Zee mogelijk zouden zijn. Van het ogenblik af, dat de nieuwe Duitse marschrichting zich begon af te tekenen, stelde zich dus het probleem van een nieuwe terugtocht aan het Belgisch leger, naar het Westen toe. Dit vraagstuk stelde zich des te scherper, daar de Duitsers, die blijkbaar genoeg hadden van de bedreiging, die vanuit Antwerpen steeds op hen bleef wegen, de vesting gingen belegeren. Bevel werd dan gegeven het veldleger naar de linkeroever van de Schelde over te brengen. Op 7 Oktober was dit geschied en ook de Koning verliet de vesting, die zich met haar eigen garnizoen verder moest verdedigen. Reeds hadden Duitse afdelingen de Schelde stroomafwaarts van Gent overschreden. Stroomopwaarts van Gent poogden andere Duitse eenheden over de stroom heen te geraken. De stellingen, die het Belgisch leger dan innam, waren uit de aard van de zaak vrij gevaarlijk : het leger lag geruggesteund aan de Hollandse grèns en aan de Noord-zee, van Antwerpen tot aan Oostende. De Duitsers bevonden zich tussen Leie en Schelde en oefenden en sterke druk uit langs de Schelde stroomafwaarts van Gent; op 8 Oktober werd de Scheldelinie opgegeven, en dan werd de positie van ons leger hachelijk, want een opmarsch van de Duitsers naar het Noorden kon aanzienlijke gedeelten van het Belgisch leger isoleren. Terugtocht werd bevolen tot achter het Kanaal van Gent naar Terneuzen; Antwerpen bleef dus geïsoleerd. De terugtocht van het vermoeide, zich bedreigd gevoelende Belgisch leger begon meer op een aftocht te lijken ! Op 10 Oktober gaven de verdedigers van Antwerpen zich over. De ontmoediging werd algemeen. Om het leger te redden bleef

er maar één oplossing over : tamelijk diepe terugtocht naar een zone, waar ons leger in voeling zou zijn met de Geallieerden, maar buiten contact met de Duitsers, zodat het tijd kreeg uit te rusten en zich te reorganiseren. Daar het hoogst wenselijk was, toch een deel van het nationale grondgebied te bewaren, drong de streek tussen de IJzer en de Franse grens zich op. In het midden van Oktober had ons leger tenslotte die stelling bezet. Daar wordt dan het bestendig contact met de Geallieerden gelegd; daar onstaat dan voor het eerst een stabiel front.

Op dat ogenblik is ons leger uitgeput en afgemat. De Koning hoopt dat het hier althans enkele dagen rust zal krijgen en zich zal kunnen reorganiseren, maar veel tijd wordt ons niet gegund. De Duitsers willen kost wat kost nog vóór de Winter de Franse havens aan het Kanaal bereiken : reeds op 18 Oktober gaan ze tot de aanval over; de slag aan de IJzer is begonnen.

Het Belgisch front bedroeg toen 38 km. en ging van de Zee tot aan Boezinge. Verder naar het Zuiden toe lag het Engels Leger. Als enige hulp hadden de Belgen de matrozen van Admiraal Ronarch. Iets later zal een Franse divisie bijspringen. Er wordt wanhopig gevochten. Op 22 Oktober geraken de Duitsers op één punt over de IJzer, wat de positie van ons leger hachelijk maakt. Tegenaanvallen worden met heldenmoed uitgevoerd; ze blijken onvruchtbaar; op 24 Oktober vallen de Duitsers vanuit het bruggehoofd aan; ons leger is zodanig uitgeput door het ononderbroken vechten tegen de overmacht, dat de toestand zeer critisch wordt. Op 25 Oktober, tijdens een gesprek met sluismeester Cogge, komt een stafofficier op het denkbeeld, de bedreigde zone onder water te zetten. Van Nieuwpoort naar Diksmuide loopt immers een spoorweg op de linkeroever van de IJzer. Deze spoorweg is op een talus gelegen. De mogelijkheid bleek te bestaan, om de strook gronds tussen IJzer en spoorwegtalus onder water te zetten, door het zeewater bij hoogtij langs de sluis van Nieuwpoort te laten binnenstromen. Enige werken waren nochtans nodig, om het plan uitvoerbaar te maken. De tunnels en andere openingen in het talus moesten gestopt worden, een dijk van enkele honderden meters lang te Nieupoort aangelegd. Ondertussen moest de vijand ten allen koste worden tegengehouden, zolang de onderstroming niet kon worden uitgevoerd. De 26^{e} Oktober was een critische dag : de vijand viel weer aan en op sommige punten weken onze troepen tot achter de zo belangrijke spoorweglijn. Er was een ogenblik sprake van een algemene terugtocht. De

Koning wees dit voorstel van de hand. Voor ons geluk waren de Duitsers niet minder uitgeput dan onze troepen en 27 Oktober werd een kalme dag, de volgende dagen ook en op 29 Oktober 's avonds werd een eerste poging tot overstroming gedaan : een kapitein en drie soldaten van de Genie, begeleid door schipper Geeraert, trokken die avond naar de sluis van de Noordvaart, die gelegen was tussen de Belgische en Duitse linies en door Geeraert als de meest geschikte werd aangeduid. Vier uren lang stroomde het water door de sluis binnen. Dit was echter slechts een begin. Het troepje kwam veilig terug in onze linies. De Duitsers hadden niets gemerkt. Op 30 Oktober gingen de Duitsers weer ten aanval over, maar ze konden die dag nog in bedwang gehouden worden. 's Avonds werden de sluizen weer opengezet en het zeewater drong al schuimend binnen. De volgende dag was kalmer; 's avonds werd voor de derde maal de sluis opengezet.

Op 1 November staat de strook tussen IJzer en spoorweg, vanaf de Zee tot aan Pervijse onder water. Een ongewone stilte heerst. De vijand heeft de linkeroever van de IJzer moeten verlaten : de Ijzerslag is gewonnen, de Duitse veldtocht in het Westen is definitief mislukt.

* * *

In 1918 kwam dan het einde van de oorlog, die reeds in Oktober 1914 was gewonnen. In de Lente hadden de Duitsers een laatst, wanhopig offensief ingezet. Einde Augustus is het doodgelopen en thans begint de tegenaanval op alle fronten. Met het oog op de aanval wordt door maarschalk Foch een legergroep opgericht, waarbij ons leger wordt ingedeeld en dat onder bevel van Koning Albert komt te staan. Op 28 September, 's morgens om half zes, breekt het bevrijdingsoffensief los. Reeds na één dag heeft ons leger acht kilometer vooruitgang gemaakt; een groot deel van het Woud van Houthulst is in onze handen. Na drie grote succesrijke dagen komt een halt in onze opmarsch, maar op 14 Oktober trekken we er weer op los. De 16e trekken de Duitsers zich terug achter de Leie en de Derivatievaart; op 20 Oktober begint een nieuwe algemene aanval. De Engelse, Franse en Belgische troepen overschrijden de Leie en de vaart; op 25 Oktober wordt Brugge bevrijd; op 11 November ligt het Belgische Leger vóór Gent. Om 11 uur die dag zwijgen de kanonnen. De wapenstilstand is getekend, Duitsland is verslagen. Op 13 November doet de Koning zijn intrede in Gent; op 22 November trekt hij aan het hoofd van zijn glorierijke troepen door de straten van de hoofdstad.

HOOFDSTUK III.

De Koning was vier jaar lang overwegend een veldheer geweest; thans moest hij weer de taak en de verantwoordelijkheden van een grondwettelijk vorst opnemen.

Allereerst moest hij weer in contact treden met zijn volk; gedurende vier jaar hadden de Koning en de Regering slechts sporadisch en fragmentarisch kunnen vernemen, welke de gezindheid der Belgen was; op die basis konden geen besluiten getroffen worden. Daarom verzocht de Koning een aantal persoonlijkheden, zich bij hem te begeven naar Lophem. Met hen pleegde hij overleg en het besluit van die besprekingen was een declaratie, waardoor het algemeen stemrecht werd ingevoerd.

Deze maatregelen mogen ons thans als zeer banaal voorkomen. In vergelijking met de toestand van vóór de oorlog waren ze revolutionnair en dat ze daar zo ineens werden besloten, heeft lange jaren een nasleep van opspraak gehad. Op alle manieren worden ze verklaard en vooral op de volgende wijze. De Koning was, zoals we zegden, slecht ingelicht over de toestand in België. De persoonlijkheden, die hij raadpleegde, zouden hem het land valselijk afgeschilderd hebben als verkerende in een pre-revolutionnaire situatie. Hem zou verteld zijn, dat Brussel aan de vooravond van een bolchevistische revolutie stond. Onder de indruk van deze inlichtingen zou de Koning tot de vermelde drastische maatregelen besloten hebben.

In deze voorstelling steekt er iets waars : op het ogenblik, waarop de Koning allerlei persoonlijkheden raadpleegde, was Brussel in een zeer wanordelijke toestand, geschapen door de Duitse soldaten, die in opstand waren gekomen. Er werd geschoten door de revolutionnaire troepen op de keizersgezinde en omgekeerd; vele incidenten deden zich voor. Ongeveer gelijktijdig was er een staking uitgebroken in de Belgische fabrieken nabij Le Havre en de eerste berichten, die juist in die dagen vielen, stelden de zaak voor als veel erger dan ze was. Ongetwijfeld zijn de berichtgevers van de Koning uit Brussel onder de indruk geweest van wat ze zo juist gezien hadden, terwijl de Ministers hunnerzijds onder

de invloed waren van wat er te Le Havre geschiedde. Het is vrij waarschijnlijk, dat de gegevens, waarop de Koning zich moest steunen, gekleurd werden door de omstandigheden van die dagen zelf. Doch moedwillig, uit politiek-polemische overweging, werd het zwaartepunt van 's Konings besluit op die toevallige factoren gelegd. Het staat vast, we zegden het boven, dat reeds vóór de oorlog de Koning voor een uitbreiding van het stemrecht was. Onder de oorlog waren de Ministers tot hetzelfde besluit gekomen. De tijdsomstandigheden in de dagen van Lophem kunnen dus alleen maar de Koning in een reeds genomen beslissing gesterkt hebben. Maar er is veel meer; wie kan betwisten, dat het hoogst belangrijk is geweest, dat zo'n gewichtige beslissing reeds van meet af, nog vóór de terugkeer van de Koning in zijn hoofdstad, getroffen werd ? Gemakkelijk kan ingebeeld, wat er zou gebeurd zijn, moest het algemeen stemrecht een twistappel gebleven zijn. Geheel de politiek van de vooroorlogse jaren heeft in het teken gestaan van een vinnige strijd voor het bekomen van dit recht; algemene stakingen, bloedige incidenten zelfs hebben jarenlang het politiek leven van België vertroebeld in verband daarmee; moest dat opnieuw beginnen ? Waar geheel Europa het algemeen stemrecht bezat, moest België daar achterblijven ? Voor het nageslacht kan er weinig twijfel over bestaan, dat de Koning tweemaal zijn land heeft gered : door zijn beleid tijdens de oorlog en door zijn initiatief te Lophem. In het eerste geval heeft hij zijn land op merkwaardige wijze geleid; tussen de diplomatische en militaire gevaren heeft hij het zijn rang doen handhaven onder de mogendheden en voor zijn land de eerbied en het ontzag der andere staten gewonnen en behouden. Door zijn initiatief te Lophem heeft hij het voor diepe binnenlandse tegenstellingen en twisten gered.

* * *

Een politiek man van grote betekenis, maar die toen zeer oud was, schreef in die dagen : « De oorlog is een parenthesis geweest ». Daarmee bedoelde hij, dat, nu de vijand uit het land was gedreven, alles precies ging worden zoals het vóór Augustus 1914 was geweest, dat geen hervormingen, geen veranderingen aan de toestand van België dienden aangebracht. Doch zo was het helemaal niet : veel was er in die vier jaren ten onder gegaan, veel was er nieuw opgekomen. Noch de wereld, noch de staten, noch de mensen van 1918 waren deze van vóór de oorlog, en thans stelde zich de ontzagwekkende taak in ons zo diep veranderd land opnieuw

normale toestanden te scheppen, de instellingen aan te passen aan de gewijzigde economische, sociale en politieke omstandigheden. En dat kon niet eens geleidelijk, na rijp overleg, geschieden : dadelijk moesten er maatregelen getroffen, wilde het gevaar, een chaos te scheppen, vermeden.

De problemen, die zich voor de Koning en de Regering stelden, waren van drieërlei aard : economisch, sociaal-politisch en internationaal. Uit economisch oogpunt moest ons land, dat zoveel schade had geleden, en helemaal ontredderd uit de oorlog kwam, opnieuw worden opgebouwd; uit sociaal-politisch oogpunt dienden de instellingen aangepast aan de door de oorlog zo snel geëvolueerde inwendige verhoudingen; op internationaal gebied moest België zich inschakelen in de verhoudingen onder de mogendheden, die geenszins dezelfde waren als vóór de oorlog.

Laten we het eerst over het economisch herstel hebben. De oorlog en de bezetting hadden aan ons land ontzettend zware schade berokkend. Deskundigen schatten het globale verlies (vernielingen, wegvoeren van machines, abnormale slijtage) op 20 t.h. van het nationaal vermogen; 72.000 huizen (5 t.h. van het totaal) werden verwoest, zonder van de beschadigde te spreken; 38 kloosters, 135 scholen, 195 kerken waren ten gronde gericht (en nog 235 kerken zwaar beschadigd). Een grote oppervlakte van onze velden waren onbebouwbaar, wegens overstromingen of omdat ze als slagveld hadden gediend. Het gebrek aan scheikundige meststoffen had trouwens de vruchtbaarheid van de akkers in geheel het land aanzienlijk verlaagd. De bruggen over de Maas waren gesprongen, alsmede dergelijke werken in het frontgebied. Met onze spoorwegen en onze buurtspoorwegen was het treurig gesteld : 1100 van de 4730 kilometer spoorlijnen waren helemaal te niet gegaan, 419 spoorwegbruggen, tunnels en dergelijke waren niet meer bruikbaar; 359 stations stonden buiten dienst. De weinige nog overblijvende locomotieven en spoorwagens waren bijna niet meer te gebruiken. Met de industriële uitrusting van het land was het nog slechter gesteld. Heel weinig hoogovens konden nog werken. De zware uitrusting van de metaalbedrijven was stelselmatig weggevoerd en vernietigd geworden. De grote stocks aan grondstoffen en afgewerkte producten, die vroeger bestendig in het land aanwezig waren, bestonden niet meer. De veestapel was met een derde verminderd. De Belgische kapitalen, die in het buitenland belegd waren — vooral in Rusland —, waren zo goed als verloren. Dit alles, zoals kan gezien, was weinig schitterend.

Wanneer de Belgische Regering dan in 1918 te Brussel weer begon te werken, bedroeg het aantal werklozen één millioen, gingen de enorme oorlogsuitgaven voort (de vrede was immers niet getekend en het leger bleef dus op oorlogsvoet), ontbraken levensmiddelen en grondstoffen, was het verkeer vrijwel onmogelijk.

Het dient dan nog aangestipt, dat twee verkeerde voorstellingen, die toen algemeen werden aanvaard, de herstelpolitiek sterk beïnvloedden. De eerste was : « De Duitsers zullen betalen ». Er werd geloofd, dat Duitsland er toe zou gebracht worden, al wat vernietigd, onbruikbaar gemaakt, weggenomen was, stuk voor stuk te vervangen of vergoeden; een op niets gefundeerde optimistische stemming inzake het financieren van het nationaal herstel heerste. Ten tweede werd algemeen gedacht, dat de abnormaal gestegen prijzen op het peil van 1914 zouden terugvallen, zodra de toestand normaal werd. Geen maatregelen om prijzen, lonen en dergelijke aan de nieuwe toestanden aan te passen werden dus getroffen. Beide vergissingen zullen zwaar wegen op de staatsfinanciën en de grote financiële crisis van 1925, waarover verder, onvermijdelijk maken.

Desniettegenstaande mag gezegd worden, dat het economisch herstel van ons land met reuzenschreden vorderde, zoals uit volgende bijzonderheden wel blijkt.

In Januari 1919 was de steenkoolproductie maar 41 t.h. van die van 1913. Reeds in Mei 1919 stijgt ze op 66 t.h., in Augustus, bereikt ze 87 t.h., in Januari 1920 heeft ze het vooroorlogs peil bereikt, terwijl de textiel 83 t.h. van 1913 voortbrengt. In Juni 1920 is overal, uitgenomen in het metaalbedrijf, dat nog maar 50 t.h. bereikt, de vooroorlogse toestand hersteld.

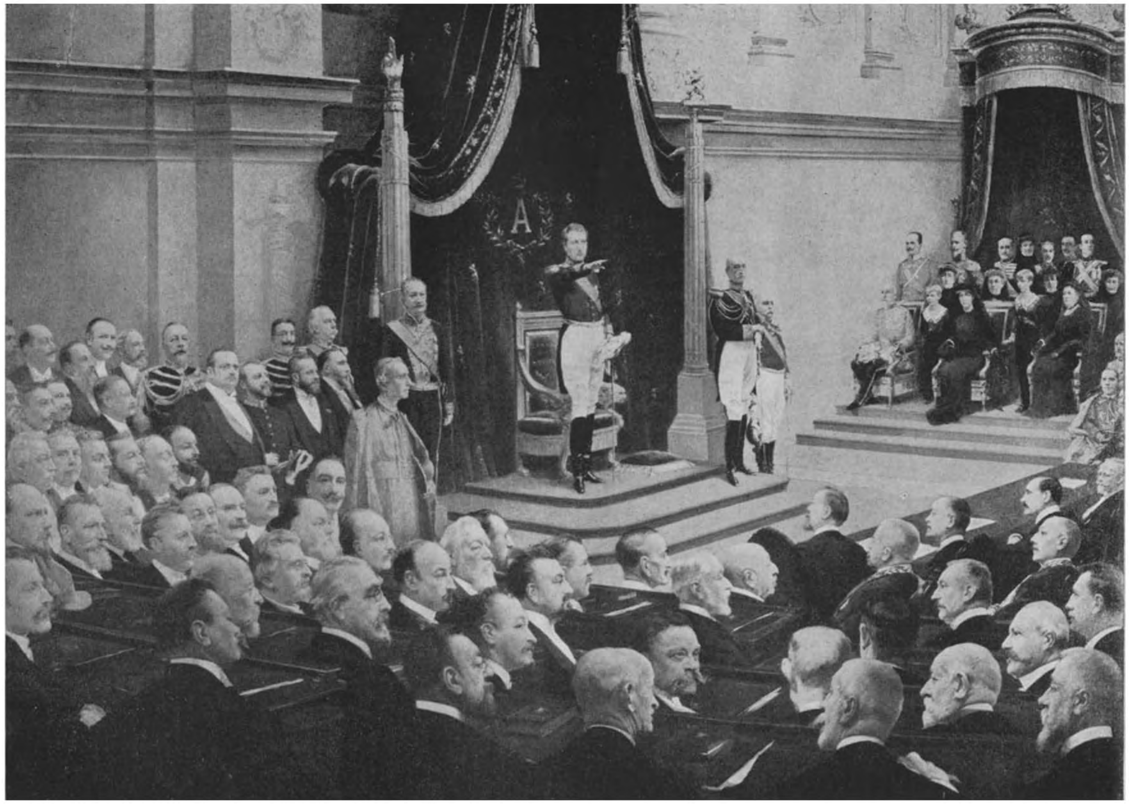
Wat de landbouwsector betreft, gaat de gunstige evolutie evenwijdig met die van de nijverheid : in 1921 bedraagt de bebouwde akker - oppervlakte, die in 1919, 92 t.h. van die van 1913 was, 96,5 t.h. Daarna zal de vooruitgang trager gaan om slechts in 1927 gelijk te staan met 1913. Terwijl de productie van graangewassen in 1919 slechts 18,4 quintaal per hectare was tegen 24,2 in 1913 (een normaal, niet uitzonderlijk voorspoedig jaar) is men in 1920 op 21,6 quintaal geklommen. Wat de veestapel betreft en alhoewel eerst in 1930 de cijfers van 1913 overtroffen werden, mag gezegd worden, dat reeds in 1922 de veestapel aan de vereisten beantwoordt. In 1924, waren reeds 77.000 huizen gebouwd en reeds in 1921 was het verkeer per spoor normaal.

Het spreekt wel vanzelf dat de Koning bij heel deze enorme economische inspanning geen eigen rol speelde. Het staat nochtans vast, dat hij bij de vele bezoeken, die hij aan alle gewesten van het land bracht, nauw toekeek op de vooruitgang van het economisch herstel en meer dan eens bij de bevoegde ministers aandrong om aan bepaalde mistoestanden of tekortkomingen te doen verhelpen.

* * *

Niet minder omvangrijk en dringend was de sociaal-politische hervorming. Er werd boven op gewezen, dat de laatste jaren vóór het uitbreken van de wereldoorlog in België gekenmerkt werden door een diepe sociale spanning, die zich uitte in algemene stakingen en soms bloedige incidenten. De algemene evolutie tijdens de oorlogsjaren had de zaken niet beter gemaakt. In vele landen was revolutie uitgebroken, de geesten waren onder de prikkel van de omstandigheden snel geëvolueerd en die jaren stonden in het teken van politieke hervormingen, die als algemeen kenmerk hebben, dat ze de deelname van de grote volksmassa's aan het staatsgezag groter maken. Doch deze overgang van vroegere naar nieuwere toestanden was een zeer delicate zaak, waar misstappen gemakkelijk tot catastrofen konden leiden. Het was het geluk van België, een helderziend Koning te bezitten, die, al stelde hij zich ongaarne op de voorgrond, toch zijn verantwoordelijkheid wist op te nemen op dat cruciale ogenblik.

De dag zelf, waarop de Koning zijn blijde intrede deed in de bevrijde hoofdstad, begaf hij zich naar het Parlement en bracht verslag uit over zijn beleid gedurende de oorlogsjaren; tenslotte kondigde hij het programma af van de nieuwe regering : algemeen stemrecht, invoering aan de Gentse Universiteit van het Nederlands taalstelsel. In November 1919 gingen de verkiezingen door op de nieuwe basis; 73 Katholieken, 70 Socialisten, 34 Liberalen werden verkozen tot volksvertegenwoordigers. Dit wijst op een machtsverhouding tussen de partijen, die weinig zal veranderen onder de regering van Koning Albert, zoals uit volgende tabel blijkt.



(Negatief A. C L. Brussel)

Eedaflegging van Z. M. Koning Albert I.

(Pers. verz van H M. Koningin Elisabeth)

De Koning in een loopgracht.

(Pers. verz. van H. M. Koningin Elisabeth.)

De Koning en de Koningin aan de Panne te paard.

De Koning
in Engels uniform
*ontvangt de **Koning***
*van **Groot-Britannië***
aan het front.

(Cliché **Koninklijk**
Legermuseum.)

	Katholieken	Liberalen	Socialisten	Frontpartij	Communisten
1919	73	34	70	7	—
1921	83	31	68	3	—
1925	78	23	78	6	2
1929	76	28	70	11	1
1932	79	24	73	8	3

Te Lophem werd tot het oprichten van een Regering van Nationale Unie besloten, die aanbleef tot in 1921 en die voor taak zou hebben het herstel van het land te leiden; haar komt dus de spoedige materiële heropbloei van het land toe. Ze stemde ook een aantal belangrijke sociale wetten : achturen wet (1921), belasting op het inkomen, verplichte ouderdomsverzekering, werklozensteun. Het gevolg van deze maatregelen was, dat de stakingen gevoelig afnamen, zoals blijkt uit volgende tabel :

Aantal stakers in
- 1920 : 290.000;
- 1921 : 122.000;
- 1922 : 85.000;
- 1923 : 105.000;
- 1924 : 82.000.

* * *

Het derde niet minder gewichtige probleem, dat zich voor ons land van 1918 af stelde, was de inschakeling in de nieuwe internationale verhoudingen, die door de oorlog werden geschapen.

We zegdén boven, dat het internationale statuut van België tot in 1914 dat was geweest van de neutraliteit. Dit was, we zegden het ook, geen door België vrij gekozen, maar door de mogendheden opgelegde neutraliteit, met als tegenprestatie de waarborg van de onschendbaarheid van ons grondgebied, gegeven door diezelfde grote mogendheden. De feiten hadden echter bewezen, dat deze toestand België niet voor de verschrikkingen van de oorlog behoedde en in 1918 hebben maar weinigen er nog voor gevoeld, de toestand van voorheen weer in te voeren. Meer nog, in sommige kringen werd de mening vooropgesteld, dat het ogenblik gekomen

was, om volledig af te breken met de verdragen van 1839, die ten grondslag lagen aan onze neutraliteit, wat dan meer bepaald wilde zeggen, dat de gebieden, die in 1839 aan Nederland werden afgestaan, weer werden opgeëist. Er gingen dus stemmen op voor het nieuwe aanhechten van Luxemburg, Hollands Limburg, ja zelfs Zeeland met de Scheldemonding. Van die plannen is er echter niets in huis gekomen.

Op 18 Januari 1919 werd de vredesconferentie te Versailles geopend. Er waren zovele landen vertegenwoordigd, dat het nodig bleek, de onderhandelingen over te laten aan een opperste raad, die aanvankelijk tien, doch weldra slechts vier landen (Frankrijk, Engeland, de Verenigde Staten, en Italië) omvatte.

Het bleek spoedig, dat er van een herziening van de verdragen van 1839 geen sprake zou zijn. Zelfs het recht van België op de vergoeding door Duitsland van de materiële schade, die ons land geleden had, werd betwist. Thans meende de Koning te moeten ingrijpen. Hij werd verhoord door de vertegenwoordigers van de vier grote mogendheden en zijn uiteenzetting maakte op hen een diepe indruk.

Niet dat daarmee het pleit beslecht was, maar de morele positie van onze afgevaardigden op de vredesconferentie werd daardoor verstevigd en na vinnige discussie werd aan België een voorafgaande betaling van 2,5 milliard goudmark op de Duitse herstelbetalingen toegekend. Zoals bekend is, werd krachtens het vredesverdrag het gebied van Eupen, Malmedy en St-Vith, dat in 1815 door Pruisen was geannexeerd geworden, aan België teruggeschonken. Als erkenning voor het grote aandeel, dat ons leger in de strijd tegen de Duitsers in Afrika had gehad, kreeg ons land Ruanda-Urundi te beheren. Daarenboven zou België, op dezelfde voet als de andere staten, buiten de 2,5 milliard goudmark, vergoed worden door Duitsland voor de geleden schade. Het is echter bekend, dat het uitbetalen door Duitsland van deze sommen een ingewikkelde, trage geschiedenis is geworden. De 2,5 milliard werden eerst in 1925 bereikt; alles samengenomen worden de door Duitsland aan België tot in 1931 (naderhand werd de uitbetaling door Duitsland stopgezet) betaalde bedragen door deskundigen op 2 milliard goudfrank (koopkracht van 1914) geschat, daar waar dezelfde deskundigen de in België aangebrachte schade op 3,5 milliard goudfrank schatten.

Het verdrag van Versailles had de Belgische neutraliteit afgeschaft. Ons land, dat daarmee ook de waarborg van de

mogendheden verloor, moest dus door andere diplomatische combinaties zijn veiligheid verzekeren. Wel is waar was de Volkerenbond tot stand gekomen, die in theorie de veiligheid van de Staten, grote en kleine, moest verzekeren, maar dat organisme, dat in de vreedzame periode 1926-1929 een tamelijk grote rol zal spelen, genoot in de eerste jaren na de oorlog niet het minste aanzien, wat reeds dadelijk hieruit blijkt, dat alle vredesonderhandelingen buiten hem werden gevoerd. Er bleef dan voor België geen andere weg open dan een bondgenootschap te sluiten met andere mogendheden, waarvan de belangen parallel gingen met die van ons land. Het was dan natuurlijk dat België in 1920 een defensief verdrag sloot met Frankrijk. De bedoeling was dit akkoord uit te breiden tot Engeland en dus een drieledig pact Engeland-Frankrijk-België af te sluiten. Doch de tegenstellingen tussen de twee eerstgenoemde waren toen zo groot, dat het voornemen niet kon worden uitgevoerd, zodat België eenzijdig bij Frankrijk aangesloten bleef. Het is dan ook in overleg met Frankrijk, dat België in 1923 overging tot de bezetting van de Ruhr, om Duitsland te dwingen, de herstelbetalingen te doen.

Het eenzijdig aanleunen bij Frankrijk kon echter voor België geen ideaal zijn. In 1925 greep ons land dan ook gretig naar de kans, geboden door het aanvatten van onderhandelingen tussen Duitsland, Frankrijk en Engeland en die leidden tot het sluiten van het pact van Locarno. Deze overeenkomst, die gesloten werd door Engeland, Frankrijk, België, Duitsland, Italië en nog enkele andere staten, bepaalde, dat de Westelijke grens van Duitsland, zoals ze door het Verdrag van Versailles werd vastgelegd, onschendbaar zou zijn en dat bij een aanval van één der ondertekenaars op de andere, de mede-ondertekenaars de aangevallen partij zouden ter hulp snellen. Daardoor was in zekere mate een nieuwe internationale waarborg verworven voor onze Oostelijke grens.

* * *

Al deze bemoeingen en onderhandelingen, waarbij Koning Albert een niet opvallende maar reële rol speelde, hebben dus voor gevolg gehad, dat enkele jaren na de oorlog reeds ons land een aan de omstandigheden aangepaste binnenlandse structuur, een nieuw internationaal statuut en een herboren economische uitrusting bezat. In de mate van het mogelijke waren de door de oorlog verwekte wonden geheeld.

Thans blijft nog na te gaan, hoe België onder de hoede van zijn Koning de vijftien jaren, die op 1918 volgden, heeft doorgebracht.

HOOFDSTUK IV.

Het Ministerie van Nationale Unie, dat ontegensprekelijk 's Konings voorkeur meedroeg, kon worden gehandhaafd tot het einde van 1921, onder voorzitterschap, eerst van premier Delacroix, daarna van eerste-Minister Carton de Wiart. Het is in die tijd, dat de diverse maatregelen vallen, betreffende het herstellen van 's lands economie, de vredesonderhandelingen, het stemmen van sociale en politieke hervormingen. Kort vóór de wetgevende verkiezingen van November 1921 hadden moeilijkheden onder de partijen de gemoederen verbitterd, zodat de Nationale Unie lastig te handhaven viel, en na deze verkiezingen vormde de heer Theunis een Katholiek-Liberaal kabinet, dat, niet zonder een aantal wijzigingen, zou aanblijven tot aan de verkiezingen van April 1925. Deze regering had voornamelijk met financiële moeilijkheden te kampen. Zoals we boven zegden, werd lang gerekend op de Duitse herstelbetalingen, om de enorme kosten van 's lands heropbouw te dekken. De staatskas had ondertussen deze uitgaven op zich genomen, en had ze gefinancierd door grote buitenlandse leningen op te nemen en door steeds meer bankbriefjes uit te geven. Doordat de totale uitputting van de stocks aan grondstoffen een massale invoer had vereist, die niet gecompenseerd werd door de uitvoer, was de goudvoorraad gelijk gebleven terwijl de omloop van bankbriefjes aanzienlijk steeg. De waarde van de frank verminderde dus aanzienlijk. Doordat op de Duitse betalingen werd geteld, werd er niet aan gedacht, de drastische belastingen in te voeren, die onontbeerlijk waren, om de staatskas de zware lasten, die op haar wogen, te laten dragen. Veeleer werd er toevlucht genomen tot binnenlandse leningen op korte termijn, die geregeld werden hernieuwd. Dit alles had geen ernstige gevolgen gehad, omdat de economische toestand voorspoedig was en er dus steeds genoeg geldbeleggers werden gevonden, die de staatsleningen opnamen, terwijl ook de buitenlandse bankiers gaarne bereid waren, aan België leningen toe te staan. Maar ondertussen stak de staatskas diep in de schuld, die — wat het ergste was — voor een groot deel op korte termijn was aangegaan.

De verkiezingen van 1925 wezen op een plotse ruk naar links. Het Ministerie Theunis moest ontslag nemen en thans begon één der langste regeringscrisissen in onze geschiedenis:

ze duurde van 5 April tot 27 Juni, en tenslotte kwam het ministerie Poullet-Vandervelde tot stand, een combinatie van Christen-Democraten en Socialisten. De geldbeleggers waren echter sterk verontrust door het lang uitblijven van de samenstelling ener regering. Ze weigerden nog nieuwe staatsleningen op te nemen en de vervallen leningen op korte termijn te vernieuwen. In plaats van zoals voorheen geld door leningen te kunnen vinden, moest de regering integendeel de vervallen leningen terugbetalen, maar de nodige gelden ontbraken. De buitenlandse bankiers, door die toestand wantrouwig geworden, weigerden op hun beurt leningen toe te staan. Het vertrouwen in het krediet van de Belgische Staat werd geschokt, zodat de gegoeden, die een verregaande waardevermindering van de Belgische frank vreesden, buitenlandse deviezen en goud gingen kopen. Wegens de grote vraag steeg de prijs van het goud en de vreemde deviezen dus, of anders gezegd verloor de Belgische frank gevoelig aan waarde. Door geldgebrek gedwongen, nam de regering ontslag en werd vervangen door een regering van Nationale Unie onder voorzitterschap van de Heer Jaspar. Zware belastingen werden ingevoerd, en de Belgische spoorwegen, die aan de Staat toebehoorden, werden ingericht in een Maatschappij waarvan de aandelen te koop waren. De houders van obligatiën van Staatsleningen werden verplicht dergelijke aandelen te aanvaarden in plaats van hun obligatiën, wat trouwens voor hen zeer voordelig was. Op die manier werd de staatskas van haar lening op korte termijn verlost, terwijl de nieuwe belastingen haar het nodige geld gaven om de betalingen te verrichten. Haar crediet werd dus hersteld en de waarde van de frank kon worden gehandhaafd op het peil, waarop hij op dat ogenblik gezakt was. Daarmee was de financiële crisis voorbij, maar het pond, dat vóór de eerste wereldoorlog 25 Belgische frank waard was, was thans 175 frank waard.

De jaren 1926-30 zijn in ons land de voorspoedigste geweest uit de periode tussen de twee oorlogen. Het was een tijd van wilde beursspeculaties, van onbegrensd optimisme, maar ook van modernisatie van onze industriële uitrusting, van concentratie van de economische ondernemingen, van geweldig gestegen productie (indien het gemiddelde van de productie van de jaren 1923-1925 met 100 wordt aangeduid, bedraagt het gemiddelde van de jaren 1928 en 1929 135).

Het driepartijen Ministerie, dat werd opgericht, om de financiële crisis op te lossen, was reeds in November 1927 gevallen, wegens oneenigheid over de herinrichting van het

leger. Een Katholiek-Liberaal Ministerie, weer onder leiding van Jaspar, werd dan gevormd en hield aan tot in Mei 1931.

In 1930 verliepen de schitterende eeuwfeesten van onze onafhankelijkheid; wereldtentoonstellingen te Antwerpen en Luik hadden plaats. Het was een laatste helkleurige schittering van een voorspoedige tijd, die reeds tot het verleden behoorde. Alhoewel de wereldcrisis reeds in 1929 inzet, kan 1930 nog bij de voorspoedige jaren voor België worden gerekend. Van 1931 af begint echter de duizelingwekkende duikeling naar omlaag. De grootste economische crisis van de moderne tijden doet de gehele samenleving op haar grondvesten daveren. Bankroeten, stilleggen van de bedrijven, werkloosheid, ontevredenheid der volkmassa, omwentelingen zijn het gevolg. In België gaat het ook zo : de productie, die tijdens de eerste semester van 1929 aan het indexcijfer 140 stond (100 = gemiddelde van 1923-25) en tijdens de tweede semester van 1929 nog aan 136, is in de tweede helft van 1930 reeds op 108 gevallen. Daar waar er tijdens de Winter van 1929-1930 practisch geen werkloosheid was, en in de Zomer van 1930 slechts omstreeks 15.000 werklozen, worden er 81.000 gemeld in de wintermaanden van 1930-1931. In 1931 wordt het nog erger : het indexcijfer van de productie valt op 94. Deze economische malaise mist zijn classieke sociale en politieke gevolgen niet : om de nog bestaande afzetmogelijkheden te handhaven, wil de industrie goedkoper produceren, dus besparingen doen, onder meer op de lonen. De arbeiders bieden weerstand en voor het eerst sedert lang breken in 1932 grote, langdurige stakingen uit. De meest getroffen lagen onder de bevolking, arbeiders en geringe middenstanders, hopen hun heil te vinden in een grondige ommekeer van de staat van zaken en gaan dus de extreme tendenzen aankleven.

De openbare opinie wordt onrustig en het Parlement weerspiegelt deze toestand, zodat regeren moeilijk wordt.

De Ministeries vallen het ene na het andere : in Mei 1931 het Ministerie Jaspar, in October 1932 het Ministerie Renkin, in November 1934 het Ministerie de Broqueville; en er zouden nog heel wat meer ministeriële crisissen hebben plaats genomen, hadde de Koning niet de verantwoordelijkheid op zich genomen om tot tweemaal toe het ontslag te weigeren van een Ministerie, dat door een toevallige stemming in het Parlement in de minderheid was gesteld. Toen Koning Albert op 17 Februari 1934 bij de beklemming van een rots te Marche-les-Dames het leven liet, was ons land er verre van, zijn evenwicht te hebben herwonnen.

HOOFDSTUK V.

Bij het uiteenzetten van de gebeurtenissen, die in ons land voorvielen tussen 1918 en 1934, hebben wij een aantal malen het optreden van Koning Albert vermeld. Dit wil niet zeggen, dat zijn rol zich tot deze opvallende tussenkomst beperkte. Het is echter moeilijk kies en nauwkeurig de invloed van de Koning in de staatszaken af te bakenen.

Toen onze voorvaderen in 1830 de grondwet opstelden, hadden ze het onmiddellijk verleden voor ogen, en namelijk de willekeurige en tyrannieke regering van Napoleon en van Willem I, waartegen ze in opstand waren gekomen. Wie ze voor Koning gingen krijgen, wisten ze toen nog niet, en ze hebben er dan zorg voor gedragen, de grondwet zó op te stellen, dat de macht van de vorst tot het volstrekt minimum herleid werd. Wil dat dan zeggen, dat de Koning geen invloed bezit ? Helemaal niet, maar wel, dat zijn invloed afhangt van zijn persoonlijke gaven, eerder dan van zijn bevoegdheid als Koning. Boven de partijen, die strijden, boven de Ministeries, die komen en gaan, staat hij als een onpartijdige, opperste scheidsrechter, als een blijvende, bestendige aanwezigheid, die geleidelijk schatten aan ervaring kan opdoen en ze kan mededelen. Hij is, boven alles, een voorlichter en een raadgever. En dat is wel de grootste betekenis van Koning Albert geweest. Zonder zijn wil op te dringen, aanzag hij zijn taak ook niet als een louter passieve. Ontelbare brieven heeft hij aan zijn ministers geschreven, ontelbare gesprekken met hen gevoerd, hetzij om hen te wijzen op zaken, die zijns inziens aan hun aandacht waren ontgaan, hetzij om over sommige door hen voorgestelde maatregelen zijn eigen standpunt bekend te maken, wanneer hij het nodig achtte. Een aantal keren — het werd in de voorgaande hoofdstukken betuigd — heeft hij kordaat positie genomen, waar hij het tot zijn plicht rekende. Dit geschiedde echter steeds met zo'n onpartijdigheid, eerbied voor de grondwet en begrip van 's lands belangen, dat deze tussenkomsten steeds zijn aanzien verhoogden en hem het betrouwen van de politieke leiders verzekerden. Dit laatste was ook te danken aan zijn diepgaande kennis van 's lands en 's werelds problemen, kennis, die de Koning zich had eigen gemaakt door zijn onverpoosd werken en studeren. Want

dit is inderdaad één der meest opvallende kenmerken van 's Konings natuur : hij wilde weten, waarover het ging en zocht zijn inlichtingen, waar ze te vinden waren. Het was één zijner gewoonten, als hij de hand kon leggen op iemand, die goed op de hoogte was van één of ander probleem, hem uren lang uit te vragen. Wat hij op die wijze niet kon leren, zocht hij in de publicaties. Albert besteedde elke dag vele uren aan de lectuur van dagbladen, tijdschriften en boeken. Tenslotte deed hij nog heel wat gegevens op door te reizen, want reizen was één zijner grootste genoegens. Dit was tevens een uitstekend middel, om zijn land te vertegenwoordigen en bekend te maken. Reeds in het najaar van 1919 bracht hij, op uitnodiging van de regering der Verenigde Staten een tweede bezoek aan dit land, bezoek dat een ware triomftocht werd. In 1921 reisde hij naar Spanje, naar Brazilië, en in 1922 naar Italië. Tijdens zijn laatste levensjaren deed hij zijn grootste reizen naar Nederlands Indië, naar Belgisch Kongo, waarnaar hij in 1932 per vliegtuig terugkeerde. Overal deed hij derwijze ons land kennen en beminnen, en voor hemzelf bracht hij een schat van kostbare inlichtingen mee, die hem bij zijn regering van pas kwamen.

* * *

Het is een gevaarvolle onderneming, een verheven, doorluchtige positie te bekleden in de samenleving. Elke daad, die men stelt, elk woord, dat men spreekt, wordt door millioenen mensen opgevangen en doorgaans zonder de minste welwillendheid beoordeeld en bekritiseerd. Weinigen doorstaan glansrijk deze moeilijke proef. Koning Albert schijnt bij die enkelen te behoren.

Men dient een persoon evenmin als een zaak met overweldigende, onwaarschijnlijke ophemeling. Het ware heel dwaas, moesten we dit ten overstaan van onze Koning doen. Hij was een mens, dus niet feilloos. Hij had zijn gebreken en zwakheden even goed als elk van zijn onderdanen. Maar hij bezat enkele hoedanigheden, die van hem de volmaakte loods en voorlichter van een volk in deze moeilijke eeuw maakten, en, wat hem vooral tot lof strekt, niet al deze hoedanigheden waren hem aangeboren : hij heeft ze zich door een merkwaardige krachtsinspanning eigen gemaakt. Uit physisch oogpunt was Koning Albert, zoals zijn geheel geslacht, groot en sterk gebouwd. Hij schiep dan ook een grote vreugde in het beoefenen van de sport, en was, zoals reeds in het eerste hoofdstuk werd onderstreept, een baanbreker in België op het gebied van velerlei nieuwe uitvindingen, die pas later hun karakter van sportieve waaghalzerij verloren, om binnen ieders bereik

te komen; auto en motorfiets, vliegtuig vooral, werden door hem gebruikt en bestuurd, toen dit nog iets heel uitzonderlijks was. Maar boven al ging zijn voorkeur naar de bergbeklimming. Elk jaar bracht hij enkele dagen door in Zwitserland of in Tyrol, en beklom daar één voor één de moeilijkste bergen. Hij poogde hierbij onbekend te blijven van hen, die met hem verbleven of beklimmingen deden en kende dan, verre van het officieel gedoe, zijn beste momenten. Het gebeurde echter niet altijd, dat hij onbekend bleef, zoals uit volgende anecdote blijkt. Eén der bergen, in de buurt van Chamonix, in Savooie, werd naar onze Koning « Pic Albert 1er » genaamd. Op één van zijn tochten kwam de Koning in de buurt van die berg. Om onbekend te blijven had hij op die reis de zeer gewone naam van « Durand » aangenomen. Naar de « Pic Albert 1er » wijzende, vroeg hij aan één der gidsen, hoe deze berg heette. Doch de gids had al lang zijn ondervrager herkend en antwoordde zonder blikken noch blozen : « Het is de Pic Durand, Mijnheer. » Zijn belangstelling voor sport en lichaamsoefeningen, die zich trouwens op vele andere wijzen uitte, heeft zeker niet weinig bijgedragen tot het flinke en jonge uitzicht, dat de Koning bewaarde.

Tot daar voor het physische. Als we pogen na te gaan, welke zijn meest opvallende karaktertrekken waren, komen we tot het besluit, dat hij vooral uitblonk door de eenvoud, de oprechtheid, de zelfbeheersing en bovenal door het plichtsbesef. Het moet hem vaak moeilijk geweest zijn, zijn taak als koning te vervullen. Hij was bedeesd, twijfelde aan zichzelf, was zelfs ietwat pessimist. Het bestendige optreden in het openbaar, het moeten nemen van vele en belangrijke beslissingen, moeten hem met een dergelijk karakter dikwijls zwaar zijn gevallen. In de vele binnen- en buitenlandse moeilijkheden, die het land onder zijn regering doormaakte, en waar hij steeds moest optreden als scheidsrechter, als verzoener, als raadgever, moet zijn geduld en oprechtheid soms op een harde proef zijn gesteld geweest. Doch nooit deinsde hij terug voor de vervulling van zijn plicht. Boven alles, dat stond bij hem vast, was hij er, om zijn land te dienen. Zijn gelukkigste momenten vond hij echter in de huiselijke kring; het liefst verbleef hij te Laken, waar de hofhouding tot het minimum werd herleid en waar hij zoveel mogelijk van zijn tijd besteedde aan zijn vrouw en kinderen, en aan de studie. Voor de studie had hij een ware voorliefde, voor zichzelf en bij de anderen. Hij wist veel. Geen groot menselijk probleem, of hij kende er genoeg van, om het te kunnen volgen en begrijpen, wat bij het ingewikkelde van de huidige wereld nog

maar heel uitzonderlijk voorkomt. Hij begreep ook, en was één der weinigen, om het nog te begrijpen, dat de bloei en de uitstraling van een land op materieel en zedelijk gebied bepaald wordt door zijn vorsers en zijn denkers, door zijn geleerden en door zijn schrijvers, en bewees hun steeds achting en hoogschatting.

En zo komen we dan vanzelf tot het besluit, dat Koning Albert, zonder op een afzonderlijk gebied van de veelzijdige menselijke natuur uitzonderlijk te zijn, toch een uitzonderlijke figuur is geweest door het volmaakte evenwicht van al zijn vermogens. Hij was geen sportkampioen, geen geleerde, geen geniaal politicus, maar hij was gezond en sterk naar lichaam, naar geest en naar gemoed, en wendde al deze vermogens aan, om zijn plicht te doen. Daardoor is hij, als mens, één der meest volmaakte verwezenlijkingen, die we kennen, en als constitutioneel vorst, wel de meest volmaakte verwezenlijking, die kan ingedacht.

28950. — 3 000

De Belgen in het Buitenland

DE BELGISCHE OFFICIEREN IN ALGERIE

(1840-1851)

DOOR

J. R. LECONTE
Doctor in de Wijsbegeerte en Letteren
Hoofdconservator van het Koninklijk Legermuseum

NOTA
voor de opvoedingsofficieren

Deze brochure is de eerste van een reeks getiteld « De Belgen in het buitenland ». Zij wijst op de ondernemingslust, de moed en de dapperheid waarvan een handvol Belgen getuigden in de veldtocht van Algerië (1840-1851).

Vestigen we er de aandacht op dat deze officieren van onze eerste vorst een dubbele opdracht hadden gekregen : hun militaire kundigheden volmaken om vervolgens de officieren van het Belgisch leger in te wijden in de taktiek van de Franse legers. Met de toestemming van de regering van koning Louis-Philippe, waren ze eveneens belast met het bestuderen der kolonisatiemogelijkheden voor de Belgen, in zekere streken van Algerië.

MET HET FRANSE LEGER

DE BELGISCHE OFFICIEREN IN ALGERIE

(1840-1851)

door Jacques-Robert LECONTE,

Doctor in de Wijsbegeerte en Letteren.
Hoofdconservator van het Koninklijk Legermuseum.

◇ ◇ ◇

Hoeveel van onze medeburgers weten dat Belgen, in de loop van de vorige eeuw, roem verwierven in het buitenland ? Spreekt men heden nog over die dagen van strijd, waaraan mannen van onze nationaliteit deelnamen in Italië, in Mexico, op de Rio-Nunez (Afrika) of elders ? Ons land kent de geschiedenis niet van zijn helden die het in verre streken eer aandeden. De vergetelheid is gekomen.

Lichten wij de sluier, die een glorierijk verleden bedekt, op en volgen wij de vier en twintig officieren van ons leger die met de toestemming van Leopold I de wilde volksstammen van Noord-Afrika trotseerden en de bewondering van hun Franse collega's, nochtans zeer karig met lofbetuigingen, konden afdwingen.

Om te beginnen een woordje over de verovering van Algerië. Op 29 April 1827 werd Deval, Frans consul te Algiers, beledigd en zelfs met een vliegenmepper geslagen door bey Hussein, in de loop van een audiëntie. Nadat op 16 Juni van hetzelfde jaar de bey geweigerd had zijn verontschuldigingen aan te bieden, in de vormen vereist door een ultimatum, begon een Frans eskader de blokkade van Algiers.

De regering van Karel X gaf zich weldra rekenschap van het gebrek aan doeltreffendheid van deze taktiek en gaf alle hoop op een afdoend resultaat op; het Kabinet van Parijs besloot met het bevel van een « gecombineerde expeditie te land en te water ». Dit was het vertrekpunt van de verovering, gekenmerkt door de ontscheping van het Franse leger te Sidi-Ferruch op 14 Juni 1830 en bevestigd voor gans de wereld door de overgave van Algiers op de 5de Juli die daarop volgde.

Daarna begon de Europese infiltratie. Door het verloop van de operaties volgens streek en localiteiten te groeperen, ziet men dat alle veldtochten steunen op een zeker getal voorname militaire acties, als de verscheidene delen van een logisch plan; zij kunnen gerangschikt worden in deze bijna chronologische volgorde :

1° Bezetting van de kust (1830-1837);

2° Bezetting van het binnenland van Tell (1839-1843);

3° Bezetting van de grenslijn tussen Tell en Sahara (1843-1845);

4° Bezetting van de Marokkaanse grens (1844-1847);

5° Bezetting van de grens van Tunis (1846-1852);

6° Bezetting van de hoge plateau's en de oasen uit de Sahara (1852-1857);

7° Bezetting van Kabylië (1842-1857);

8° Beheersen van de grens van de Sahara (1853-1862).

Indien sommige van deze operaties gelijktijdig gebeurden, toch volgden ze over 't algemeen elkander op : elke operatie op haar beurt en in een vastgestelde periode voltooid.

Welke ook de plannen waren van de regering van Karel X, zij werden in de war gestuurd door de revolutie van Juli die teveel moeilijkheden schiep in Europa zelf, om het koningdom van Louis-Philippe niet verdacht te maken in elke poging tot koloniale expansie. Men besloot eerst Algiers te behouden, en niets meer. Besluiteloosheid van de regering, wantrouwen van de Kamers, snelle opvolging van generaals aan het hoofd van het Afrikaanse leger, alles werd ondergeschikt aan de topografische vereisten. Het volstond dat men Algiers wilde behouden om ertoe gebracht te worden de voornaamste ankerplaatsen van de kust te bezetten met het driedubbel doel :

1° Om de stammen uit het binnenland te beletten wapens of munitie, of levensmiddelen te ontvangen van buiten uit;

2° Om hun uitvoerhandel te belemmeren, en aldus hun bronnen van inkomsten en bijgevolg hun aanvalsmogelijkheden te beperken;

3° Om deze posities te sluiten voor vreemdelingen, waarvan de inboorlingen hulp zouden kunnen vragen, voor de inlandse hoofden zelf, of zelfs voor piraten.

Het is gekend dat de Middellandse zee lang onveilig werd gemaakt door de Berbers die de schrikers der kusten waren.

In het begin, na zich gemakkelijk meester gemaakt te hebben van de havens, werden de Fransen er nochtans op enkele punten gedurende lange jaren geblokkeerd (Bougie, Djidjelli) door vijandelijke omringende volkeren, die op onbereikbare hoogten schuilplaats gezocht hadden, vanwaar ze periodisch de militaire posten aanvielen. Wanneer de soldaten zich met meer veiligheid konden verspreiden op die heuvels, die vanaf de kusten oprijzen tot bergachtige massieven, Sahels genaamd, of nog konden doordringen in de lagere vlakten of in de secondaire valleien, stootten ze op de transversale ketens, hoge versperringen, steil en met gevaren bezaaid. Zij drongen er door langs overgangen en passen, evenveel tonelen van verwoede gevechten. Daarna werden ze verplicht andere vlakten te bezetten, de strategische punten ervan in te nemen, en intussen de verbindingen te onderhouden met de reeds ingenomen posities. Het volledig bezit van het land moest aldus bestaan uit het steunen op een net van voorposten, kampen, versterkte plaatsen, commandopunten, alle verbonden door strategische wegen; zoveel knopen en schakels van een primitief versterkt net, geraamte van de kolonisatie zelf. Van het Noorden naar het Zuiden optrekkend, vielen de Fransen de gevaren in front aan.

Alleen de Romeinen, waarvan men de sporen terugvond in de steden die verspreid lagen over de doorkruiste gebieden, waren hen voorafgegaan. De Spanjaarden en de Turken, ook over de zee aangekomen, waren op de drempel van het vasteland opgehouden geworden; de eersten hadden zich enkel op de kust kunnen vestigen, waar hun slechts, na de overgave van Oran in 1792, de garnizoenen van Marokko overbleven. De tweeden hadden boven de gevaarlijke vestiging in de binnenlanden, de overheersing door de Maghzensstammen verkozen. Veel gemakkelijker was de Arabische verovering verlopen die uit Egypte gekomen, de Maghreb binnengevallen waren langs de grote lijnen van de bodem; de Arabieren hadden bijna zonder tegenstand de fanatieke horden teruggedreven van het Oosten naar het Westen, tot aan de oceaan, met, door de invasie van de vlakten, de troepen Berbers te splitsen en links en rechts terug te drijven op de hoge bergen of in de eenzaamheid van de steppen en van de Sahara.

* * *

Komen we na deze vaststellingen tot de betrekkingen die bestonden tussen ons land en de Franse verovering.

Reeds lang vóór onze eerste Belgische officieren inscheepten naar Noord-Afrika, hadden onze medeburgers het verlangen

geuit te mogen deelnemen aan de in Algerië geleide operaties. In 1834, beweerde de Antwerpse krant « Le Phare », dat verschillende jongere militaire oversten, verbonden aan de Staf, van Maarschalk. Soult, Minister van Oorlog in de regering van Louis-Philippe, de toelating gevraagd hadden de expeditie te volgen die zich van Constantine moest meester maken. Het is bekend dat deze stad in het jaar 1836 zegevierend alle aanvallen afsloeg en slechts in handen der Fransen viel in 1837, na een nieuwe expeditie.

In December 1836 publiceerde een Belgisch kapitein een brief in de « Journal de l'Armée Belge »; daarin betreurde hij dat zijn collega's niet van de oorlogslessen konden genieten; hij stelde bovendien vóór dat de regering zijn landgenoten zou toelaten te dienen in Algerië, gedurende één of twee jaar, om hun militaire vorming te bevorderen. Hij stelde zelfs vóór een regiment vrijwilligers aan te werven, bestaande uit drie bataljons, die, onder het bevel van onze officieren, zouden deelnemen aan de operaties in Noord-Afrika.

Deze eerste initiatieven bleven zonder onmiddellijk resultaat, maar het idee was geboren.

Een nieuw feit, resultaat van de vredesverdragen van 1839 tussen België en Holland, bracht weldra de mogelijkheid het ontwerp uit te voeren. Na zijn troonsbestijging in België en vooral in de loop van de Tiendaagse Veldtocht (Augustus 1831), was het Leopold I duidelijk geworden dat ons leger dringend gebrek leed aan ondervindingrijke aanvoerders ; daarom verzekerde hij zich de medewerking van vreemde officieren, die in de mogelijkheid verkeerden onze militaire macht, die het dringend nodig had, helemaal te reorganiseren. Louis-Philippe wilde ons wel, zolang de oorlog duurde, enkele militaire beroemdheden lenen. Daar de terugkeer van de vrede ons noodzakelijk die onmisbare militaire hulp moest ontnemen, besloot onze Vorst het probleem om te keren : indien het buitenland zijn medewerking weigerde, zouden de Belgen zich zelf aldaar gaan perfectionneren. De oplossing van dat militair probleem zou eveneens gepaard gaan met kolonisatiepogingen en kolonisatieonderzoek zoals we het hierna zullen zien, want onze eerste Vorst achtte, niet zonder reden, dat een land zonder koloniën best te vergelijken was bij een ketel zonder veiligheidskleppen. Onze economische opbloei vereiste dringend de vervanging van de verloren buitenlandse afzetgebieden, na de Belgische revolutie van 1830, die ons de markten van Nederlands-Indië ontnam.

Het had dus een overwegend belang onze officieren naar een nieuw land te sturen, waarvan een bevriende macht de verovering ondernam, om gebruik te maken van de gunstige omstandigheden die konden voorkomen.

Volgens Generaal Azan, schrijver van het merkwaardig boek « *Conquête et Pacification de l'Algérie* », zou de Franse kolonel Chapelié, stichter en eerste kommandant van de Brusselse Militaire School, en die zelf een schitterende plaats innam in de expeditie van Algiers (1830), de jongere officieren levendig aangemoedigd hebben zich te voegen bij de troepen die over de Middellandse zee opereerden.

In Februari 1840 zou de hertog van Orleans, schoonbroeder van Leopold I, eveneens de Koning aangezet hebben dit ontwerp tot uitwerking te brengen. Het moet gezegd worden dat op dit tijdstip de besprekingen reeds begonnen waren. Vanaf de maand December 1839 polste Willmar, minister van oorlog, zijn Franse collega; van zijnentwege belastte de Theux, die toen ons departement van buitenlandse zaken bestuurde, de graaf Le Hon, vertegenwoordigend diplomaat van België te Parijs, de toestemming van het Kabinet van Louis-Philippe aan te vragen, om enkele van onze landgenoten naar Noord-Afrika te sturen.

Gunstig ontvangen, werd de aanvraag nochtans aan beperkingen onderworpen : het aantal der uitverkorenen werd tot vijftien beperkt, daar de toevoeging van vreemdelingen aan de kolonnes van het expeditionnair korps het materieel overlastte, de belangrijkheid van de konvooien verhoogde en aan de beweeglijkheid hiervan zou schaden : de snelheid van deze, in een land waar de oorlog de vorm aannam van een grote guerilla, was nog meer noodzakelijk dan om 't even waar. Een zestiende officier bekwam nochtans, als speciale gunst, de verlangde toelating na een samenkomst met de hertog van Orleans te Brussel : 't was majoor Lahure, held uit de veldtochten van 1824, 1825 en 1826 op Celebes, en van deze van 1827 en 1830 op het eiland Java. Tien vermeldingen voor schitterende feiten hadden hem in het Nederlands leger een uitzonderlijk vleiende reputatie geschapen.

Terug uit Indië op 6 Juni 1831, had hij weldra zijn ontslag ingediend en was op 26 Juli van hetzelfde jaar, als ordonnansofficier, verbonden aan het Ministerie van Oorlog, in dienst van België getreden. Op 17 Februari 1838 werd Lahure bevorderd tot de graad van majoor. Aan deze veteraan van de koloniale veldtochten werd in een zekere zin de verantwoordelijkheid voor de jongere officieren die in 1840 vertrokken, toevertrouwd.

De eerste toelatingen om in Algerië te dienen dateren van 10 en 20 Maart 1840; ze werden verleend aan :

1° Majoor C.-A. Lahure, der Gidsen;
2° Aan ere-majoor P.-I. Gillain van het 10e Linieregiment;
3° Aan kapitein L.-E.-A. Stiennon, van het 2e regiment Jagers te voet;
4° Aan kapitein J.-N. Nalinne, van het 2e Linieregiment;
5° Aan kapitein E.-C.-F. Van der Vrecken de Bormans, van het 7e Linieregiment;
6° Aan luitenant J.-P.-A. Siville, van het 4e Linieregiment;
7° Aan luitenant L.-J.-A. Christophe van het 4e Linieregiment (Fransman die in het Belgisch leger diende sedert 1830);
8° Aan luitenant J.-G.-X. De Ceuleneer, van het 1e Jagers te paard;
9° Aan onderluitenant J.-B.-Ch.-F.-A. Blanc, van het 10e Linieregiment;
10° Aan onderluitenant C.-C.-P. Gilson van het 10e Linieregiment;
11° Aan onderluitenant E.-L.-J. Nizet van het 5e Linieregiment;
12° Aan onderluitenant J.-M.-E. Willems, van de Gidsen;
13° Aan onderluitenant L.-E. Nypels, der Gidsen;
14° Aan onderluitenant A. de Contreras van het 2e Kurassiers (regiment dat op 18 Maart 1863 het 4e Lansiersregiment vormde);
15° Aan onderluitenant P.-F.-M.-C.-F. Du Pré, van het 2e Lansiersregiment;
16° Aan onderluitenant A.-W. Van de Vin, van het 2e Lansiersregiment.

Minister van Oorlog Willmar drukte ze allen op het hart hun bemerkingen in de loop van de veldtochten zorgvuldig te noteren, en bij de terugkeer een gedetailleerd rapport van de operaties af te geven.

Wat Lahure betreft, hij werd speciaal belast met het bestuderen van de organisatie van de Franse ruiterij, haar manier van optreden in de veldtochten, en de maatregelen die de bijzondere omstandigheden waarin ze zich bevond haar verplichtte te nemen, betreffende de natuur van de localiteiten, het klimaat en de vijanden die ze te bestrijden had. Onze regering zou aldus een reeks kostbare inlichtingen kunnen

bekomen aangaande de koloniale oorlog en de gebruikte methodes om zich te vestigen in nog wilde streken.

Lahure, tenslotte, moest zich als verantwoordelijk beschouwen voor de andere Belgische officieren; het werd overigens aan deze laatsten voorgeschreven zich tot de majoor te wenden voor al wat buiten het gewone liep.

Onze landgenoten vertrokken naar Parijs, daarna naar Toulon, waar enkelen onder hen werden voorgesteld aan de hertogen van Orleans en van Aumale; daarna scheepten ze in groepjes in op de stomers « *Le Ramier* », « *Le Tartare* » en « *Le Cocyte* », en staken over naar Algiers.

Terloops kunnen we aanstippen, dat in Januari 1840 onze bestuurders eraan dachten onder de licht gestrafte gedetineerden, van de Militaire gevangenis te Aalst, in die tijd overbevolkt, een vrijwilligerskorps aan te werven, dat ter beschikking van Frankrijk zou gesteld worden om in Algerië te strijden. Acht honderd gestraften beoordeelden gunstig dit ontwerp dat overigens niet uitgevoerd werd.

* * *

Om de operaties waaraan de Belgische officieren deelnamen te situeren, kunnen we de feiten samenvatten : wanneer generaal Damrémont maarschalk Clausel opvolgde aan het hoofd van het Afrikaans leger, besloot hij vrede te sluiten met Abd-el-Kader, tegen wie zijn voorganger reeds jaren streed, ten einde al zijn krachten tegen Constantine te kunnen aanwenden. Generaal Bugeaud sloot het verdrag van la Tafna (1e Juni 1837) : Frankrijk verliet Tlemcen en la Tafna, maar behield de kuststeden Oran, Arzew, Mostaganem en Mazagran; het erkende het gezag van de Emir over de provincies Oran, Titteri en Algiers. In ruil voor de krijgsgevangenen kreeg Abd-el-Kader staal, ijzer en lood; voor deze grondstoffen stortte hij een zekere som aan de Fransen.

Damrémont vertrok dan van Bône naar Constantine waarvoor hij het beleg sloeg (6 tot 13 Oktober 1837); hij werd gedood in de loop der verrichtingen, maar de stad viel in handen der belegeraars.

In 1839 bracht maarschalk Valée, die de provincie Constantine veroverd had, het leger langs het binnenland (Guelma, Setif) terug, trok door de IJzeren poorten en bereikte Algiers. Hij wou, door deze streken te doorkruisen, een indrukwekkende demonstratie geven van de Franse rechten over deze gebieden die Abd-el-Kader hem betwistte. Dit

betekende de heroplaaiing van de vijandelijkheden met de Emir : « God zij geloofd, riep deze zelf uit, de ontrouwe heeft zich zelf met het verbreken van de vrede belast ». Op 20 November verklaarde hij de oorlog aan Frankrijk.

Als weerwraak bezette Valée Cherchell (15 Maart 1840), en marcheerde dan naar het oosten, versloeg de Emir midden de rotsen van Mouzaïa (12 Mei 1840) en nam Médéa en Miliana.

Zeven Belgen namen deel aan wat men noemde de expeditie van Médéa : Lahure, van der Vrecken de Bormans, Nypels en Du Pré werden in de 1e divisie geplaatst, die onder het bevel stond van de hertog van Orleans, geholpen door zijn jongere broeder, de hertog van Aumale; Nalinne, Gillain en Van de Vin dienden in de reservedivisie onder het bevel van generaal Dampierre. De Kroonprins zelf duidde Lahure, Nypels en Du Pré aan voor het eerste regiment Afrikaanse jagers (ruiterij); Bormans werd naar generaal d'Houdetot, chef van de 1e brigade van de 1e divisie, gezonden, waar hij de functies van ordonnansofficier waarnam. Nalinne vervoegde het 17e leger, Gillain werd verbonden aan generaal Dampierre en Van de Vin aan generaal Blanquefort, die de ruiterij van het expeditionnair korps aanvoerde. (1)

Voor ons verhaal, zullen wij zoveel mogelijk gebruik maken van de rapporten door onze landgenoten naar het ministerie van Oorlog gezonden en van hun correspondentie, ten einde vooral de gebeurtenissen te vermelden waar ze bij aanwezig waren.

---

(1) *1e divisie,* onder het bevel van de hertog van Orleans.

1e brigade, onder het bevel van generaal d'Houdetot :

Regiment zouaven, tirailleurs van Vincennes, 23e linieregiment.

2e brigade, onder het bevel van generaal Duvivier :

2e lichte ruiterij, 24e linieregiment, 1e Afrikaanse Jagers.

2e divisie, onder het bevel van generaal de Rumigny :

48e linieregiment, 58e linieregiment, vreemdelingenlegioen.

Op 10 Mei versterkt door :

1e linieregiment, 41e linieregiment, 15e lichte infanterie.

Reservedivisie, onder het bevel van generaal Dampierre :

17e licht regiment, 1e marschregiment, 2e marschregiment, 14e berggeschut, 4 berghouwitsers, sapeurs-mijnenwerpers.

In totaal 10.700 man onder het bevel van maarschalk Valée.

Die zeven officieren dus, kwamen op 26 April aan in het kamp van Blida, waar het leger bivakkeerde sedert de vorige dag. Lopen we de gebeurtenissen vooruit om aan te stippen dat luitenant Blanc, eerst naar Oran gestuurd, op 10 Mei met een bataljon van het 41e linieregiment het gros van het Franse leger vervoegde, in het kamp van de Oued Aellac, bij Cherchell.

Op 27 April, om 4 uur 's morgens, vertrok de 1e divisie als voorpost; het leger marcheerde in vier kolonnes. Men trok achtereenvolgens over de Chiffa, de Bou-Roumi, de oued Ger en men kampeerde rond 1 uur op de linkeroever van deze rivier. Rond twee uur, wierpen twee kolonnes Arabische ruiters zich in de strijd op de linkerflank van de Fransen. Het hoge gras van de vlakte was letterlijk bezaaid met witte burnoes en in de zon schitterden de wapens. De hertog van Orleans vroeg aan Lahure wat men in dergelijk geval deed in het Indische leger. « Onze ruiterij begon de vlakte schoon te vegen, Monseigneur » antwoordde de Majoor. Dat is ook mijn voornemen, hernam de prins. De tirailleurs van Vincennes, ontplooid, stormden schietensgereed vooruit onder het bevel van generaal d'Houdetot; het 20e linieregiment volgde ze als steun. Die beweging verborg een handig manœuvre : de Afrikaanse jagers en de Moorse gendarmen kregen het bevel te chargeren. De hertog van Aumale, vergezeld door Lahure gaf hun het bevel tot de aanval. Beiden trotseerden de vijand aan het hoofd van de ruiters, en toonden aldus hun onversaagdheid in een dichte en wilde verwarring. Op zeker ogenblik viel graaf de Menardo, door Arabieren omringd, dodelijk gekwetst neer. Hij zou door de vijand verminkt geworden zijn, toen majoor Lahure tussenkwam en het lichaam aan een groep hardnekkige en moedige ruiters trachtte te ontrukken. Onze landgenoot smaakte het genoegen het lichaam van de Fransman over zijn paard te leggen en terug te brengen.

Deze heldhaftige daad, in aanwezigheid van talrijke getuigen volbracht, verwekte warme genegenheid voor haar bewerker.

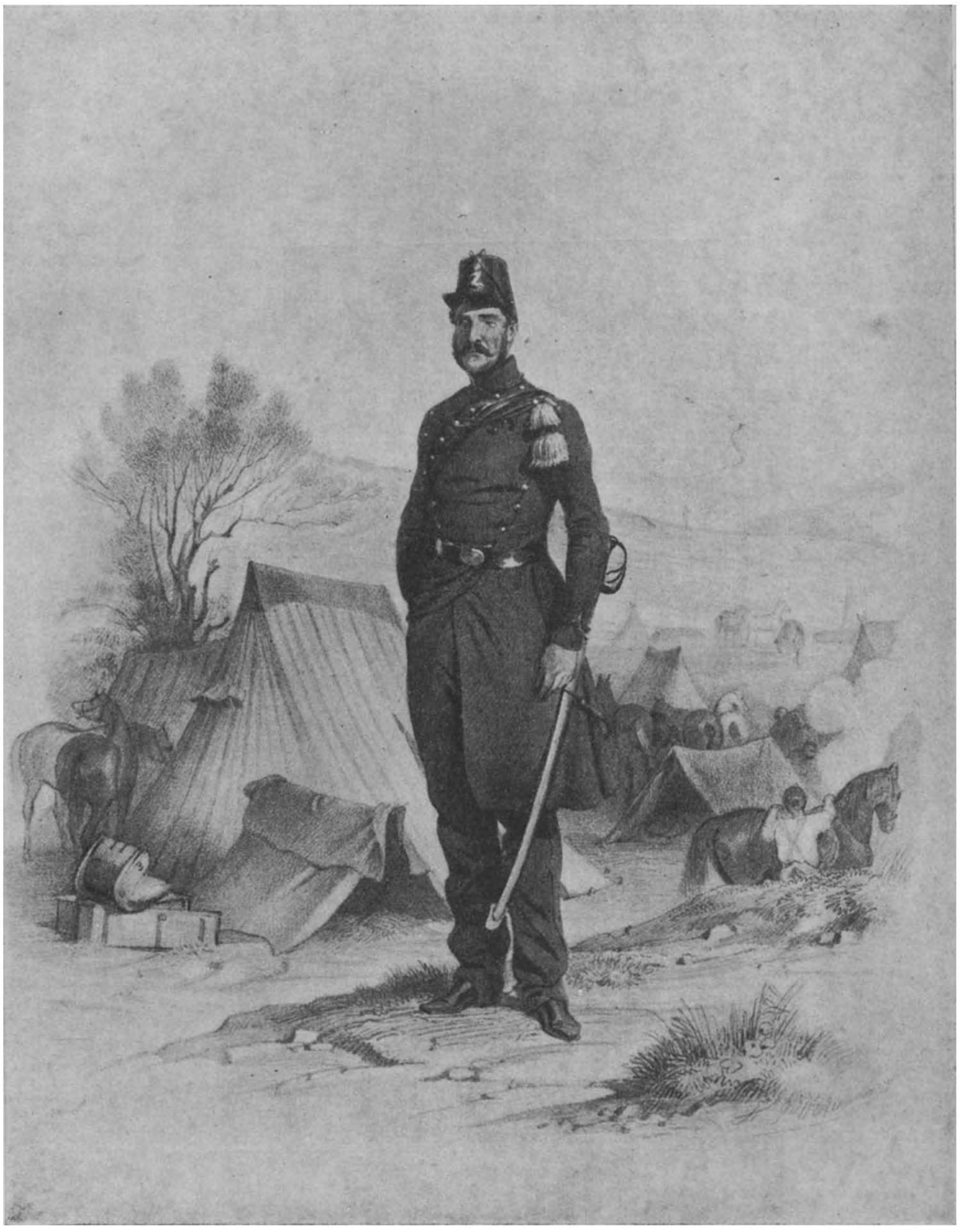
De vijand werd in wanorde teruggedreven op de rechteroever van de oued Ger. De hertog van Orleans liet twee bataljons en de artillerie achter om het kamp en het konvooi te bewaken en zette de aanval voort over de waterloop : weldra kwam hij voor de hoogten van de Afroun, ter zelfder tijd als de twee andere divisies. Zonder tijd te verliezen ontdeed de infanterie zich van haar zakken, de trommels roffelden de stormaanval, en de vijand, hevig aangevallen met blanke wapenen, werd

weldra in de vallei van Bou-Roumi gedreven (27 April). In de loop van de gevechten van die dag, drong Van de Vin met zijn regiment in het bos van Karisas om het van Arabieren te zuiveren. Op een gegeven ogenblik bevond hij zich tegenover een vijandelijke ruiter, die uit het zadel gelicht was. Op het ogenblik dat de Belgische officier hem bereikte, mikte de Bedouïn op hem met zijn pistool, maar werd door een sabelhouw omgeworpen; hij stond op en zich aan de stijgbeugelriem vastklampend, richtte hij de loop van zijn wapen op de borst van de onderluitenant. Hij haalde de trekker over, die gelukkiglijk haperde. Gedurende enige ogenblikken worstelden de twee tegenstanders lijf aan lijf, maar onze landgenoot haalde de bovenhand door zijn tegenstrever te doorboren. 's Anderendaags feliciteerde generaal Blanquefort levendig onze landgenoot en zegde hem : « Ik heb u willen zien om u aan mijn staf te hechten ».

Toen de slag bij Afroun geëindigd was, kampeerde het leger op de glorierijk ingenomen heuvels en bleef er ook de 28e.

De 29e rukte het naar het zuidwesten op, en richtte zich naar Miliana. Omstreeks 9 uur bemerkte de 1e divisie, steeds voorhoede van het leger, een Arabisch cavaleriekorps dat de hoogten aan haar linkerzijde bezette en zich onmiddellijk terugtrok. De hertog van Orleans ontplooide zijn divisie op twee lijnen. Rond de middag, vertoonden acht à tienduizend vijandelijke ruiters zich in het westen en trokken evenwijdig aan de Franse strijdkrachten op, op een afstand van 4 kilometer ongeveer. Maarschalk Valée liet de Arabieren voorgaan en achtervolgde ze daarna, maar tevergeefs. Het 17e licht regiment voltooide de verovering van de hoogten in de richting van de oued Ger, toen de vijand zich vertoonde, wat aanleiding gaf tot een levendige strijd, in de loop van dewelke Abd-el-Kader de oued overtrok en in de richting van de Chiffa verdween.

Op 30 April, rukte het leger op naar het kamp van de Chiffa. De 1e divisie trok over de oued Ger en de hertog van Orleans plaatste ze in slagorde op de rechteroever, teneinde de doortocht van het konvooi en van de twee andere divisies te beschermen. Rond 8 uur, viel de vijand, verdoken in het bos van Karisas, hevig aan op deze laatste en zond een ware zwerm tirailleurs op de flank van de 1e divisie. Blanquefort stuurde Van de Vin om de artillerie, die zich vooraan bevond, terug te roepen; terwijl hij de vloed overtrok, dwong de officier zich een doorgang tussen de troepjes reguliere vijanden, die over de vlakte verspreid waren en vervulde zijn

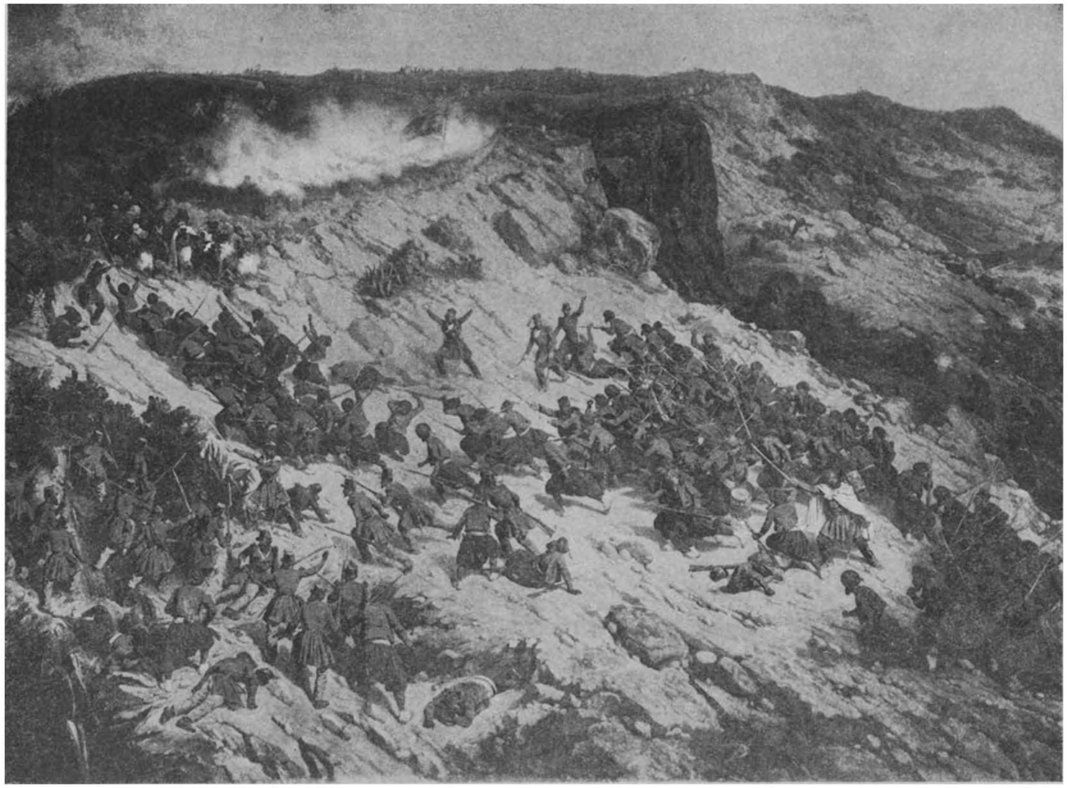


(Akwarel door Philippoteaux in Algerië geschilderd.) (Photo van het Koninklijk Legermuseum, Brussel)

Majoor C.-A. LAHURE, van de Gidsen. — Algerië 1840.

(Ph. van het Koninklijk Legermuseum, Brussel.)

Luitenant-Kolonel A.-W. VAN DE VIN in 1865.



(Schilderij van BELLANGER.) (Photo van het Koninklijk Legermuseum, Brussel)

Inname van de pas van de Mouzaïa op 12 Mei 1840.

(Schilderij van het Koninklijk Legermuseum, Brussel.)

Majoor P.-J. GILLAIN door P. VERREYT. — 1831.

opdracht; hij redde aldus de cavaleriebrigade en het bataljon die de achterhoede vormden.

Op de 1e Mei, zette het expeditionnair korps zijn beweging voort naar het verlaten kamp van de Chiffa. De achterhoede wisselde enkele schoten met de inboorlingen, toen men op de rechterflank opnieuw massa's ruiters zag opdagen, waartussen men Abd-el-Kader meende te herkennen. Maar toen de hertog van Orleans een schijnbeweging in hun richting maakte, trokken ze zich terug.

Valée, die zich moest bevoorraden, zond uit Chiffa een konvooi gekwetsten naar Blida; 's anderdaags, kwam het konvooi terug met levensmiddelen, oorlogsmunitie, twee stukken van 8 en twee houwitsers van 12.

Op de 2e Mei vertrok het leger naar Haouch-Mouzaïa waar men bivakkeerde en op de 3e Mei een verschansing oprichtte. De 4e installeerden zich een bataljon sapeurs, een bataljon van het 48e linieregiment en twee houwitsers in het fortje, terwijl het expeditionnair korps terugkeerde naar Chiffa om er levensmiddelen en artillerie naar Blida te laten halen. Gedurende deze verplaatsing, werd de achterhoede voortdurend aangevallen. De 5e kwam men terug te Haouch-Mouzaïa om er de verschansing af te werken. Valée rukte verder op, daarbij hopende de voorlopige versterkingen te kunnen gebruiken als spil voor de volgende operaties. De 8e marcheerde het leger op Cherchell, teneinde er 2000 man, uit Oran aangekomen, in zijn rangen te scharen. Onder dezen bevond zich luitenant Blanc. De kommandant Cavaignac, zwaait in een rapport aan de maarschalk deze officier de hoogste lof toe, daar hij, sedert zijn aankomst te Oran zonder ophouden deelgenomen had aan de gevechten die de verbinding van de Franse strijdkrachten en het opheffen van de blokkade van Cherchell (28 April tot 4 Mei) voor resultaat hadden. In zijn opmarsch moest Valée nog moorddadige gevechten doorstaan, namelijk bij de oued Nador waar de artillerie in actie kwam tegen de inlandse guerillas, en bij de oued Hachem, waar generaal Duvivier een ernstig gevecht leverde. Bij de oued Bellac voegden de versterkingen, uit Cherchell aangekomen, zich bij het expeditionnair korps. De 10e zette men de tocht naar Haouch Mouzaïa voort, waar men 's anderdaags aankwam.

Nu moest men de Atlasketen overtrekken en de pas van Mouzaïa innemen, op 12 kilometer afstand gelegen; de weg die naar de tenia (pas) leidde was in 1836 door maarschalk Clausel aangelegd. Hij volgde eerst een kam die van het

zuiden naar het noorden liep en toeliet het derde deel ervan zonder grote moeite af te leggen. De weg volgt daarna de westerhelling van de berg van Mouzaïa en wordt over de ganse lengte aan de oostkant door zijn toppen beheerst. De pas tenslotte bevindt zich op een kleine afstand van de top, die over een uitgestrektheid van ongeveer 2 kilometer in een oost-west richting ligt. Rechts van de weg gaapt een diep ravijn, en de toppen die het aan de andere zijde afboorden zijn ver genoeg verwijderd, zodat het musketvuur niet gevaarlijk is.

Abd-el-Kader had al zijn strijdkrachten op deze belangrijke versterking samengebald; de Emir voerde het bevel in hoogsteigen persoon. De reguliere troepen en de Kabylen bezetten achttien gelijklopende verschansingen op de steile helling van de berg; loopgrachten die trapsgewijze opeen volgden verbonden ze. Op de meest verheven ring van het grote centrale bolwerk, waar een garnizoen van grote waarde de bezetting verzekerde, nam de aanvaller een uitdagende houding aan.

Opdat de kolonne zonder grote verliezen haar weg zou kunnen voortzetten was het dus volstrekt nodig de vijand van de hoogten te verjagen, die de weg beheersten. De hertog van Orleans, wiens divisie de tenia moest veroveren, plaatste ze op drie kolonnes : de linkse onder de bevelen van generaal Duvivier omvatte de bataljons van het 2e licht regiment en van de 24e en 41e linieregimenten. De tweede, aangevoerd door kolonel Lamoricière bevatte twee bataljons zouaven, een van het 15e licht regiment en de bataljons tirailleurs van Vincennes. Deze twee kolonnes moesten in actie treden op de hoogten links van de weg. De 3e tenslotte, geleid door generaal d'Houdetot, waar van der Vrecken de Bormans aan verbonden was, bestond uit het 23^e^ linieregiment en uit een bataljon van het 48e linieregiment; zij moest de weg zelf volgen en de pas in front aanvallen onmiddellijk nadat de twee linkse kolonnes de Arabieren de hoogten die ze bezetten zouden doen verlaten hebben.

De 12e, rond 4 uur 's morgens, begon de Kroonprins zijn beweging en kwam rond 11 uur, zonder één schot te lossen op de hoogte van Dejennez aan. Een weinig later, liet Duvivier de kolonne naar links afwijken en beklom de hoogten van Mouzaïa langs zeer steile hellingen. Weldra knalden de geweren. De hertog van Orleans marcheerde verder met de twee andere kolonnes en kwam rond 3 uur aan een beboste kam die begon aan de rechterkant van de top van Mouzaïa en waarlangs Lamoricière vooruittrok aan het hoofd van de

tweede kolonne. Daarna wierp de prins een bataljon tirailleurs van het 23e linieregiment links van hem in de strijd en rukte snel vooruit naar de top. De vijand trachtte de bestorming te doen doodlopen door het trommelvuur van een batterij uit een verschansing in het westen van de pas. De kolonne was er nog op 1.500 meter van verwijderd toen generaal d'Houdetot de troepen van de twee andere kolonnes naar de toppen zag oprukken; hij vertrok in versnelde pas door zijn vleugeladjudanten gevolgd; zij waren weldra het mikpunt van een hevig geweervuur, maar geen enkele werd gekwetst. Het 23e linieregiment, met de twee prinsen aan het hoofd, volgde in looppas. Weldra wapperden de Franse kleuren op een verheven top, zeer naar voor en een weinig rechts van de pas gelegen. Het betekende de overwinning.

In de loop van deze verrichting volgde Gillain generaal Dampierre, Nalinne, in de 3e divisie, streed met het 17e lichte regiment onder het bevel van kolonel Bedeau, Blanc vergezelde zijn bataljon in dezelfde divisie. Nypels en Du Pré vroegen de gunst te voet te strijden, daar de cavallerie niet afdoende kon handelen midden deze ravijnen en steilten van het gebergte. Zij wendden zich met dit doel tot Lahure, die voor hen en voor zich zelf aan de hertog van Orleans de vrijheid vroeg om de pas te bestormen met kolonel Lamoricière en de zouaven.

Allen streden op die hete dag, het geweer in de hand. Gillain, gewapend met zijn jachtgeweer vuurde er dapper op los, verscholen achter rotsen en struiken, tegen de in hinderlaag liggende Arabieren.

Lamoricière beklom met zijn troepen bijna ontoegankelijke hellingen; een eerste verschansing werd overvleugeld en snel bezet; een andere werd veroverd in de loop van een man tegen man gevecht, door een bataljon zouaven aangevoerd door Lahure, Nypels en Du Pré. Lahure genoot de eer er de eerste binnen te dringen aan het hoofd van de stormkolonne. Op dat ogenblik verschenen twee bataljons reguliere troepen op een plateau van loodrecht afdalende rotsen, van de Fransen gescheiden door een smal en diep ravijn, en bestookten dezen met juist gemikte salvo's. De zouaven trokken rond het ravijn vergezeld van onze landgenoten, en namen de versterking in. De beklimming dwars door de doornen was de moeilijkste taak; alle uniformen hingen aan flarden.

De zaak van de tenia was een der moorddadigste : het leger telde meer dan 2.000 doden en gekwetsten; bij de tirailleurs van Vincennes bleef slechts een weerbare officier over; de zouaven verloren 150 man.

Onder de officieren, voor hun mooi gedrag en hun dapperheid op de dagorde en in het rapport van Valée vermeld, telde men Lahure, Bormans, Du Pré en Nypels.

Op dezelfde avond van de verovering van de pas zegde kolonel Lamoricière tot Lahure, in tegenwoordigheid van de hertog van Orleans : « Gij zult in België mogen verklaren dat uw jonge ruiters even onversaagd de rotsen beklommen hebben om de verschansingen in de bergen te nemen als dat zij de Arabieren bestormen in de vlakte. »

Op de 13e, 14e en 15e Mei bleef het leger op zijn posities, terwijl de genie de weg klaarmaakte, die de artillerie en de cavalerie zouden te volgen hebben om de streek te doorkruisen; er waren namelijk twee stukken zwaar geschut voor Medea bestemd. De 16e zette maarschalk Valée zijn weg voort, terwijl hij twee kanonnen en een duizendtal mannen achterliet om de pas te verdedigen. Generaal d'Houtetot kreeg opdracht zich meester te maken van de door de vijand bezette hoogten langs de weg gelegen. Het 23e linieregiment nam verschillende posities, achter ravijnen gelegen, en hardnekkig verdedigd door de Kabylen en de reguliere infanterie. De Fransen maakten van de gelegenheid gebruik om een kamp van een Arabische stam te plunderen en in brand te steken. Daarna klampten de zouaven nieuwe contingenten vijandelijke troepen aan vór het Olijvenbos en dreven ze over de Chiffa terug. Rond 5 uur kampeerde de expeditie in het bos.

De 17e bereikte men Medea na nieuwe schermutselingen; de Arabieren poogden nog de bivakken, nabij de stad opgesteld, aan te vallen. Op 18 en 19 Mei plaatste de maarschalk een permanent garnizoen in de stad, liet veldwerken aanleggen en bewapende ze met vestingsartillerie. Het primitief plan van de expeditie bevatte ook de verovering van Miliana; de Emir, door zijn spionnen goed gediend, nam stelling vór deze agglomeratie. Het leger liet dan ook, verzwakt als het was door de ondergane verliezen en verminderd met een garnizoen van 2.500 man in Media achtergelaten, de bezetting van de stad voor een latere datum. De 20e Mei verliet Valée Medea om weer over de keten van de Kleine Atlas te trekken. De divisie van de hertog van Orleans vormde de voorhoede; de achterhoede, aangevoerd door generaal Dampierre, omvatte de regimenten waar Gillain, Nalinne, Van de Vin en Blanc aan verbonden waren. Deze divisie zou haar opdracht vervullen ten koste van grote opofferingen.

Weldra verschenen op de weg van Miliana massa's Arabische cavalerie en infanterie. Naar gewoonte, liet Abd-el-Kader de voorhoede en het gros van het leger door-

trekken en liet de achterhoede aanvallen, toen de cavalerie en het konvooi in het Olijvenbos drongen. Het 17e licht regiment maakte rechtsomkeer en bestormde met de bajonet op het geweer. Na een korte maar hevige schermutseling, trok de vijand zich terug om op zijn infanterie te wachten. Het 17e licht regiment maakte van dit oponthoud gebruik om zich in het bos op te stellen, dat door de kolonne verlaten werd om de lange overgang die naar de pas leidt te betreden.

De Emir verenigde al zijn infanterietroepen en bestormde opnieuw het 17e; zo hevig dat een sterk detachement marschregimenten in de achterhoede verplicht werd vaste voet te nemen en te vuren. De toestand werd ernstig voor de Fransen en men moest hulp vragen aan de maarschalk; de munitie ontbrak en men moest ze halen in de niet strijdende korpsen. De Arabieren maakten geen krijgsgevangenen; zij sneden het hoofd der gewonden af en verminkten hun lichamen. In deze strijd werd kapitein Nalinne opgemerkt door zijn heldhaftige moed, steeds handgemeen met de Kabylen, steeds in de eerste rangen van de strijders en zelf lichamen van gewonde soldaten betwistend met wraakzuchtige tegenstrevers; op zijn beurt viel hij zwaar gewond door een kogel getroffen neer, maar zijn vrienden konden hem gelukkig ontrukken aan de groep Arabieren in wier midden hij gevallen was. Het 48e linieregiment nam eveneens deel aan de strijd, de moorddadige salvo's stelden verscheidene officieren van het 1e bataljon buiten gevecht. Onderluitenant Blanc vroeg van kolonel Rombaud de eer de verdwenenen van zijn kompagnie te mogen vervangen, en van toen af voerde hij de operaties van zijn eenheid aan. De hertog van Orleans, getuige van het heldhaftig gedrag van de jonge Belg, vroeg op het slagveld zelf zijn naam aan majoor Lahure.

Men streed in een ruimte die elk ogenblik nauwer werd; generaal Dampierre werd getroffen evenals drie officieren van zijn staf, waaronder majoor Gillain. Eindelijk daagden de versterkingen van de maarschalk op en de vijand moest de strijd staken.

Kolonel Bedeau, kommandant van het 17e licht regiment, zelf in de loop van de actie gekwetst, zegde na het gevecht tot Lahure, sprekende over Nalinne : « Het was een der dappersten, in het midden van mijn dapper 17e licht regiment ».

Gillain en Nalinne werden beiden vermeld op de dagorde van het leger en in het rapport van Valée over de 20e Mei.

De Fransen kampeerden daarna op de tenia en zetten hun opmarsch naar Algiers voort; zij kwamen er de 23e Mei, zonder nog tegenstand ontmoet te hebben.

In zijn rapport beweert van der Vrecken de Bormans dat naar de algemeen verspreide opinie in het Frans leger, maarschalk Valée de expeditie van Medea op acht dagen had kunnen volbrengen; ongelukkiglijk begon hij deze veldtocht in de overtuiging dat hij niet met de Arabieren zou in aanraking gekomen zijn. De gebeurtenissen brachten zijn vergissing aan het licht en dwongen hem naar Blida terug te keren om er nieuwe voorraden te halen, en naar Cherchell te gaan om er versterking te nemen.

Dit komen en gaan verstoutte de vijand, die ze voor onzekerheid en vrees hield, zij vermoeiden het leger en deden het nutteloze verliezen lijden. Tenslotte vereisten zij een kostbare tijd, die men had kunnen gebruiken om naar Miliana te gaan en het ontwerp van een verbinding Miliana-Oran te verwezenlijken. Dit zou eerst verwezenlijkt worden na de Oktober-expeditie.

Wij hebben deze eerste gebeurtenissen waaraan onze landgenoten deelnamen tot in bijzonderheden geschetst teneinde de lezer in de atmosfeer van de Afrikaanse oorlog te brengen. De inboorlingen beoefenden de guerilla, maakten zooveel mogelijk gebruik van de oneffenheden van het terrein en vielen steeds in groot getal kleinere en afgezonderde troepen Fransen aan. Zij verschenen plotseling en verdwenen op dezelfde wijze met een merkwaardige zekerheid, wijl hun lange geweren verder droegen dan de Franse wapens. Het was een uitzonderlijk moorddadige oorlog.

De hertog van Orleans ontving Lahure in afscheidsaudiëntie en feliciteerde hem om zijn onversaagdheid en zijn oorlogspractijk, « op alle punten de roem die hij gewonnen had in het leger van Nederlands-Indië waardig »; de prins voegde eraan toe : « *De Belgische officieren* hebben hun land op een waardige wijze vertegenwoordigd. Men zag ze aan het hoofd van de ruiterij chargeren; zij beklommen de pas van Mouzaïa in de bestorming aan het hoofd van de infanterie en in de vooruitgeschoven posten waren ze tirailleurs, vurend en worstelend met de Arabieren. Ik zal het schrijven *naar de Koning der Belgen en naar mijn Vader* ».

Wij kunnen nog even aanstippen dat de prins, om zijn moedigste soldaten te belonen, hun portret liet maken door een bekend artist die de operaties volgde. Deze schetsen moesten dienen voor het samenstellen van grote schilderijen die de glorierijkste episoden van de veldtochten zouden voorstellen. De hertog bestelde bij de schilder Philippoteaux een doek dat de verovering van de pas van Mouzaïa voorstelde, en een akwarelportret van majoor Lahure.

Het merendeel van onze landgenoten kwamen reeds in de maand Juni in groepjes naar België terug. Gillain en Nalinne ontscheepten te Toulon op 15 Juli, zo goed als genezen van hun wonden.

* * *

Wij moeten nu nog spreken over de Belgische officieren die in het jaar 1840 naar Constantine gezonden werden. Die provincie bleef betrekkelijk rustig gedurende de operaties die we zoëven beschreven. Generaal Galbois, gouverneur van de provincies Bône en Constantine, bewerkte de onderwerping van verschillende stammen in de loop van militaire tochten die hij uitvoerde met het doel te Aïn-Turco een post te stichten die Setif moest dekken. Stiennon, Siville, De Ceuleneer en Willems, deze twee laatsten verbonden aan de staf van de gouverneur, met de functie van vleugeladjudant, vergezelden het expeditionnair korps (12 Mei tot 19 Juni).

Wij hebben twee rapporten teruggevonden die betrekking hebben op deze gebeurtenissen; ze zijn opgesteld door De Ceuleneer en Stiennon. Wij veronderstellen dat hun vrienden hen volgden in hun verplaatsingen.

Op 30 April vertrokken uit Algiers op de « *Tartare* », ontscheepten zij op 3 Mei te Philippeville en wachtten tot de 5e op een escorte die ze naar Constantine moest vergezellen. De expeditie vertrok op 12 Mei; zij bestond uit drie eskadrons van het derde Afrikaanse Jagers, twee van het vierde regiment Afrikaanse jagers, 1.200 infanteristen die men vervoegde in het kamp van de oued Moussa, 250 geniesoldaten, een eskadron ongeregelde spahis, vier berghouwitsers en meer dan 300 muilezels voor het vervoer der gekwetsten en der administratiezaken. De 12e bivakkeerde men te Bail-el-Gierat, de 14e te oued Moussa, de 15e in de vallei van de Abd-el-Naure, de 16e te Tachouda, om de 17e Setif te bereiken, waar het Franse leger een groot kamp opgeslagen had op de puinen van een oude Romeinse stad. Vandaar welde Galbois in verschillende richtingen uitrukken, overal waar zijn actie vereist werd.

Te Setif werd de kolonne versterkt door 1.000 infanteristen, een eskadron van het 3e Afrikaanse Jagers en twee berghouwitsers.

De 19e Mei vertrok het 1e contingent onder het bevel van kolonel Levasseur, om de Biras, belangrijke stam gevestigd aan de voet van de Atlas, te onderwerpen. Men behaalde tegen deze slechts een half sukses, want de troepen van kolonel Lafontaine die de strijdkrachten van Levasseur moesten ver-

voegen, werden zelf door een belangrijke afdeling oproerige stammen opgehouden. De 1^e kolonne trok het kamp van Setif binnen op de 22 Mei, na veel geleden te hebben onder een geforceerde marsch van zes en twintig uren, nog pijnlijker gemaakt door het gebrek aan water en de doorlopende aanvallen van een talrijke en stoutmoedige vijand.

De 24^e vertrokken de Fransen een tweede maal om de Biras definitief te onderwerpen; deze boden slechts een zwakke tegenstand en de 25^e onderwierpen de Arabieren zich; hun Scheik werd onder eskorte naar generaal Galbois gestuurd. De 26^e nam De Ceuleneer deel aan een verkenning op het grondgebied der Anias. Toen men trachtte de hoogten te beklimmen waar ze zich ophielden, verschenen overal vijandelijke infanteristen en ruiters. Hoewel minder in getal ondernamen de Europeanen de bestorming en behaalden de overwinning. Daarna snelde een expeditie het kamp van Aïn-Turco ter hulp, daar het belegerd werd door de oproerlingen. Een kolonne verliet het bivak der Biras in de avond van 28 Mei, met het inzicht de vijanden te verrassen door een geforceerde marsch. Ongelukkiglijk verloor de achterhoede de weg in de ravijnen en men moest ze opwachten om ze niet kwijt te spelen. Ook, toen de expeditie in het zicht van Aïn-Turco kwam, hadden de Arabieren, verwittigd door boden, het beleg opgeheven en de plaats gepoetst.

Dan moest men een konvooi gewonden naar Setif zenden; een eerste poging leed schipbreuk, want de Arabieren bewaakten zorgvuldig de doorgangen; men hernieuwde ze met sukses de 30^e, na de escorte versterkt te hebben. De 31^e was de vijand verdwenen en enkele opperhoofden kwamen hun onderwerping aanbieden.

De 1^e en 2^e Juni werden gewijd aan een verkenning naar Zammorka; de 3^e ondernam men een verkenning bij de Ajas en de 4^e nog een tweede maal naar Zammorka, nu als tussenpersoon gebruikend de Arabieren van Mocrani, een kalief van de Medjana, bondgenoot van Frankrijk. Generaal Galbois kwam te Aïn-Turco aan op de 4^e met 1.000 infanteristen, drie eskadrons Afrikaanse Jagers en twee berghouwitsers. Van de 5^e tot de 8^e verkende men zonder resultaat de omliggende gebieden; de vijand had zich verborgen in de bergen van de Somma en de Cassi. De 9^e vergezelde De Ceuleneer een kleine kolonne naar de Cassi, waar de moeilijke manœuvres elke actie verhinderden. De 10^e gingen de troepen naar Sidiam Barak, over Zammorka, en alle stammen kwamen zich onderwerpen. De 11^e vertrokken de Fransen naar het bivak van Itamman (Warme Waterbronnen) en op de 12^e waren alle troepen terug te Setif.

In de loop van deze verschillende operaties onderwierpen zelfs de machtigste stammen zich en El-Mocrani werd boven hen geplaatst om ze te regeren. De troepen verbleven te Setif tot de 19e Juni en men stuurde elke dag verkenners om de stammen te bezoeken, die de wapens hadden neergelegd, en zich in de omgeving van de stad vestigden om er de bescherming van de overwinnaars te zoeken. De 19e besloot Galbois zijn mannen terug te sturen naar Constantine; ze kwamen er aan op de 22e. Dit overhaaste terugkeren was te wijten aan de grote hitte die hersenkoorts veroorzaakt, alsook door de grote vermoeidheid van de manschappen en het gebrek aan water. Als voornaamste resultaat van deze operaties werden de stammen van de kreits Philippeville en de provincie Bône, die zich anders bij de troepen van Abd-el-Kader zouden gevoegd hebben, om ze aldus aanzienlijk te versterken afgewend van de expeditie van maarschalk Valée. Terug te Constantine, vertrok Willems met het 4e Jagers te paard naar de grenzen van Tunis.

Tenslotte gaf Galbois aan De Ceuleneer en zijn landgenoten de toelating naar Algiers te vertrekken; zij kwamen er aan op 17 Juli. Maarschalk Valée wierf de vier Belgen aan om deel te nemen aan de herfstexpedities die de in de lente bezochte steden zouden ravitailleren en trachten Miliana te bereiken. Siville en Willems konden er zich niet bij voegen en op 7 Augustus ontscheepten ze te Toulon. De Ceuleneer en Stiennon volgden de Fransen in hun nieuwe avonturen.

Kapitein Stiennon werd te Algiers getroffen door een gastroëncephalitis, door de warmte veroorzaakt; hij verliet het hospitaal op 27 September om zich te voegen bij een kleine expeditie die duurde van 9 tot 15 Oktober. De 24e van dezelfde maand vertrok hij met De Ceuleneer teneinde het gros van het leger te vervoegen te Blida en het te volgen in zijn verplaatsingen. De Franse strijdkrachten die slechts verscheidene punten van het gebied bezetten, maar het platteland niet onder hun gezag hadden — want een constante bewaking zou teveel effectieven vereist hebben — zouden weer in botsing komen met de Arabieren die nog altijd het gebied doorkruisten al waren hun steden in vreemde handen.

Valée telde onder zijn bevel twee brigades : de eerste, aangevoerd door kolonel Bedeau groepeerde twee bataljons van het 17e licht regiment en twee van het 48e linieregiment; de tweede geleid door generaal Changarnier, bevatte twee bataljons zouaven, een bataljon van het vreemdelingenlegioen, een bataljon van het 24e linieregiment, een van het 53e linieregiment, acht berghouwitsers, 300 geniesoldaten, 400 Afrikaanse

Jagers, 90 Moorse gendarmen en 3.000 muilezels. Deze troepen verlieten Blida op 27 Oktober en bereikten zonder gevecht de pas van Mouzaïa. Om 8 uur 's avonds kreeg Changarnier voor opdracht de pas bij verrassing te nemen; vijf bataljons stormden er op los, de zouaven aan het hoofd. De vijand, om 2 uur 's morgens aangevallen bood geen weerstand.

De 28e, om 4 uur 's morgens, zag De Ceuleneer zich zelf indelen bij een kolonne die de verschansingen van Mouzaïa moest innemen, maar de vijand was zo talrijk en zo wel beschut dat kolonel Gentil, van het 24e linieregiment deze operatie niet alleen durfde aanvangen, en hij belastte De Ceuleneer Changanier te verwittigen. De generaal kwam aan met de zouaven; de stelling viel, maar de strijd zou nog tot de avond voortduren. Toen was de weg vrij.

De 29e rukten de troepen naar Medea op, terwijl de helft van het konvooi op de pas bleef onder bescherming van het 48e linieregiment; toen ze de pas afdaalden ontbrandde de strijd met de troepen van Abd-el-Kader, die teruggedreven werden.

Weldra echter voegden zich duizende Kabylen bij de geregelde troepen en gans de brigade Changarnier werd bij de uittocht uit het Olijvenbos in een hardnekkig gevecht gewikkeld. Men moest zich meester maken van de bergkammen, waar de strijd uitzonderlijk ruw werd en de Fransen veel slachtoffers verloren. Het paard van Changarnier werd onder hem doodgeschoten en zes vleugeladjudanten moesten hun gewonde rijdieren achterlaten. De Ceuleneer werd door een schot in het been getroffen. Rond tien uur 's avonds eindelijk bereikten de troepen Medea; op een hele dag waren ze slechts 3 mijl vooruitgekomen. Men vond het garnizoen, onder de bevelen van generaal Duvivier, in een volledige toestand van gebrek en verhongering : de manschappen, uitgemergeld, leefden van gras en kregen sedert zes weken slechts het vierde van een beschuit per dag.

Op 30 Oktober keerde de kolonne naar de pas van Mouzaïa terug om er de rest van het konvooi te halen. Bij het Olijvenbos moest weer gevochten worden. De tegenstrever werd verslagen en zijn kamp in brand gestoken.

De 31e daalden de Fransen de pas af, de Arabieren voor zich uitdrijvend, soms met de bajonet op het geweer, en na talrijke moeilijkheden bereikten zij het bivak, waar ze 's nachts nog steeds de geweren hoorden knallen. De 1e November werd het kamp opgeheven, zonder tegenslagen, niettegenstaande de lengte van het konvooi en de talrijke zieken en gewonden uit

Medea. Als represaillemaatregel onderging de stam der Mouzaïa de vernieling van al wat hij bezat. Na 20 uren onophoudende strijd, geleverd in een bergachtig en moeilijk land bereikte men Blida, waar de expeditie verbleef van de 2e tot de 4e, alvorens haar weg naar Miliana voort te zetten.

De 5e vertrokken de Fransen naar die stad, waar het garnizoen nog meer geleden had dan dat van Medea; de 6e werd slechts gekenmerkt door kleine schermutselingen. Vanaf s'anderendaags morgens volgden de aanvallen elkaar op en de achterhoede onderging een voortdurende bestoking op de oued Odelia, een vloed die het leger veertien maal moest oversteken. Een menigte ruiters trachtten tevergeefs tegenstand te bieden bij de doortocht van de pas van Gantas. Nog op dezelfde dag, leverde Changarnier nieuwe gevechten aan de voet van de grote Jackar, een berg die bezijden Miliana verrijst.

De 8e verbleef men in de stad, waar het garnizoen afgelost werd door een bataljon van het vreemdelingenlegioen. Duizend vier honderd man hadden er de dood gevonden in zes maanden tijd; de overlevenden, die reeds zes en twintig dagen lang gefolterd werden door de sirocco en een hitte van 46 graden, voedden zich met grassen en bedorven meel. De 9e verliet de kolonne Miliane vóór de dageraad, met het bevel alle stammen die zich op de nieuwe weg zouden bevinden uit te plunderen; deze nieuwe weg moest de pas van de Gantas en de moeilijke overtochten van de oued Odelia vermijden. Toch was de tocht lang, tengevolge van het groot aantal verminkten die het konvooi hinderden.

De stam der Rigas, die de Jackar bewoonden, viel onder de slagen der Fransen, die al hun goederen door het vuur vernielden; verschillende andere ondergingen hetzelfde lot. Men moest terreur zaaien, de vijand van zijn bronnen beroven, hem door de ellende tot de nederlaag drijven.

De 10e November werd het terrein moeilijker, duizende Kabylen vielen de Fransen aan na ze een hele tijd bespied te hebben. Bij het ravijn van Karoubet-el-Ousry zond Changarnier Stiennon naar de hoogten die op dat ogenblik bezet werden door de 24e en 53e linieregimenten, om te laten zeggen dat de overste van deze troepen door drie kompagnies van het 24e een door hem aangeduid punt en met de rest van het bataljon een andere plaats die het ravijn beheerste moest laten bezetten. Stiennon vervulde zijn opdracht en vervoegde daarna de generaal.

In de loop van deze gevechten werd generaal Changarnier een ogenblik omringd door vijandelijke tirailleurs, en De Ceu-

leneer haastte zich een kompagnie te halen om hem uit deze netelige toestand te bevrijden. Verder nog moest men de vijand vaste voet doen verliezen, waar hij de Fransen afwachtte bij de berg Carabet-el-Ouserie, waarvan de toegang, een lange en smalle kloof, door steile hoogten beheerst werd. De aanvallen met de bajonet vergden veel slachtoffers; bij gebrek aan vervoer moest men doden en sommige gewonden achterlaten; de barbaren haastten zich ze te beroven en te onthoofden. Valée nam wraak en liet gans de vlakte der Itadjouten uitplunderen. De kolonne bereikte 's avonds de bovenloop van de oued Ger, waar men bivakkeerde, onder het vuur der Arabieren, in de bergen verscholen.

De 11ᵉ bestookte de vijandelijke ruiterij de achterhoede en men moest gans de artillerie tegen hen aanwenden; de inboorlingen vervolgden ze tot aan de poorten van Blida. De 14ᵉ vertrok een nieuw konvooi naar Medea; het slechte weer verplichtte na enige uren marsch tot de terugtocht. De 15ᵉ zette de kolonne zich weer op weg : na over Chiffa getrokken te zijn en de berg van Mouzaïa gevolgd te hebben, rukten de Fransen plotseling de bergen in een plunderden alle Smela-stammen uit. Dank zij handige manœuvres werd de pas zonder grote moeite bezet, en kon men de daaropvolgende dagen zonder grote tegenstand het Olijvenbos doortrekken en de weg naar Medea afleggen, daar de Arabieren door de juist voltrokken verwoestingen omzichtig werden.

De 19ᵉ namen de troepen de terugweg, langs de pas van Mouzaïa en leverden hier en daar schermutselingen; 's anderendaags werden ze nog hevig handgemeen alvorens Blida te bereiken.

De 21ᵉ ontbond Valée tenslotte het leger en De Ceuleneer vertrok naar Boufarik, daarna naar Algiers waar hij 's anderdaags aankwam en vernam dat hij naar België kon terugkeren, daar de veldtocht geëindigd was. Wat Stiennon betreft, hij bezocht als toerist de kust van Algerië en keerde daarna naar Algiers terug, waar hij commerciële inlichtingen verzamelde, die hij na zijn terugkeer aan onze regering overmaakte. De 11ᵉ Januari 1841, verliet de kapitein maarschalk Valée en scheepte naar België in.

* * *

We hebben nog niet gesproken over de andere officieren : Christophe, Nizet en Blanc waren naar Oran gezonden, aan boord van de stomer « *La Chimère* », uit Algiers vertrokken

op 24 April; wij vertelden wat we kenden van de activiteit van Blanc. Wat Gilson en de Contreras betreft, men stuurde ze naar Bône.

Wij kunnen niet veel bijzonderheden ten hunnen opzichte geven om de eenvoudige reden dat de archieven die hen betreffen verloren schijnen. Wij weten dat Gilson en Contreras deel uitmaakten van een divisie die niet moest aan de lenteveldtocht deelnemen, en volgens een brief van kolonel Lahure (20 Juni 1851) zou het hun niet mogelijk geweest zijn zich te onderscheiden. We mogen nochtans aanstippen dat generaal Guingret, hoofdbevelhebber van de afdeling van Bône, aan alle twee een getuigschrift vol lof overhandigde, dat verklaarde dat ze met eer een onderscheiding de veldtocht van 1840 in de provincie Constantine hadden meegemaakt, en dat ze in alle omstandigheden, namelijk in de expeditie tegen de Kabylen van de « cap de Fer » « *die schitterende moed vertoonden die alle officieren van hun land in Algerië ten toon gespreid hadden* ».

De Franse regering vond er genoegen in de diensten die onze landgenoten geleverd hadden te erkennen door ze bijna allen het Erelegioen te verlenen.

Merken we tenslotte op, dat in zijn rapport van 27 Mei 1840, maarschalk graaf Valée aan maarschalk Cubière, Frans minister van oorlog, signaleerde dat zich voornamelijk onderscheiden hadden : Lahure, van der Vrecken de Bormans, Du Pré, Nypels, Gillain en Nalinne. Thiers, voorzitter van de Regeringsraad, schreef naar Lehon een uitzonderlijke lovende brief voor onze landgenoten. Hij besloot met deze termen : « Ik heb gedacht dat deze mededeling die het gedrag van enkele Belgische officieren looft aangenaam zou zijn voor uw regering, en van mijnentwege is het een waar genoegen het U te melden ».

* * *

De deelneming van onze landgenoten aan de veldtochten in Algerië gedurende 1840 vestigde de aandacht van onze regering op dit deel van Afrika. Op 20 Oktober 1843, schreef de gezant van Frankrijk te Brussel, markies Gueuilly de Rumigny, naar Guizot, minister van Buitenlandse Zaken van zijn land, betreffende het verlangen dat Leopold I eertijds had uitgesproken, te weten dat de Belgen verlangden gebieden te bekomen in de nieuw veroverde streken. De bescherming van het Franse leger, de vruchtbaarheid van de bodem, het gezonde

klimaat en de betrekkelijke nabijheid van het moederland konden grote voordelen bieden voor de kolonisten.

De expansionnistische werkzaamheid van onze eerste Vorst vindt men terug in de bevelen die aan verscheidene officieren gegeven werden deel te nemen aan nieuwe operaties, namelijk aan onderluitenant graaf Xavier de Merode, van het Keurregiment (daarna geworden : regiment der Grenadiers). de Merode, zoon van de Minister van Staat, vroeg op 18 Juni 1844 aan onze minister van Oorlog een verlof van één jaar teneinde het voorbeeld van zijn vrienden, die in 1840 vertrokken, te kunnen navolgen. De Franse regering toonde zich gunstig gestemd ten opzichte van dit ontwerp.

Wanneer Leopold I kennis kreeg van het aanstaande vertrek van onze landgenoot, liet hij naar de Minister van Oorlog Jules Van Praet schrijven dat hij wenste dat die officier belast werd met het onderzoeken van de plaatsen waar het een voornemen van de Franse regering zou kunnen worden gebieden aan Belgische kolonisten af te staan. Wat bewijst dat de Koning reeds betreffende dit onderwerp Louis-Philippe gepolst had.

Op 4 Augustus verleende het Kabinet van Parijs de nodige toelatingen voor de Merode; onze minister van Oorlog verwittigde de onderluitenant en drukte hem op het hart voornamelijk de organisatie van de Franse infanterie te bestuderen, haar manier van optreden in veldtochten en de maatregelen die ze trof naargelang het soort gevecht dat ze moest leveren. Hem nog even de voornemens van de Koning herinnerend, voegde de minister er aan toe : « Ik betrouw op uw werkzaamheid om al deze inlichtingen te verkrijgen alsook deze die ge geschikt oordeelt om uw militaire opleiding te verstevigen of om benuttigd te worden door de administratie van Oorlog van België ». Buiten het rapport dat hij moest leveren bij zijn terugkeer, werd de Merode aangezet dikwijls van zich te laten horen en de plaats aan te duiden waar hij zich bevond, zodat men hem eventueel nieuwe opdrachten kon toezenden. Tenslotte werd het hem aanbevolen zijn graad eer aan te doen.

Het Belgisch Staatsblad van 15 Oktober 1844, meldde dat de jonge officier te Algiers aangekomen was rond half September (na de Augustus-veldtocht van Isly) en dat hij de door maarschalk Bugeaud, gouverneur generaal van Algerië, naar Dellys, georganiseerde expeditie tegen de Kabylen, vervoegd had.

de Merode maakte als vleugeladjudant de veldtocht mee in de staf van de maarschalk.

Op dat ogenblik had Ben Salem, Kalief van Abd-el-Kader, een opstand verwekt die moest onderdrukt worden. Op het einde van September vormde Bugeaud te Dellys een kolonne, onder het bevel van generaal Comman. Zijn troepen, op 28 September vertrokken, voerden verkenningen uit in de omgeving van die stad, doorstonden de 17^{e} van de volgende maand een hevige aanval en kwamen te Dellys terug op de 19^{e}; zij hadden 26 doden en 172 gekwetsten verloren, waaronder 17 officieren. De troepen hadden de terugtocht moeten aanvangen, daar ze de Arabieren die hen aanvielen niet konden terugdrijven.

Bugeaud liet dan uit Algiers vier bataljons versterking komen. Hij verliet Dellys op 25 Oktober, viel de 28^{e} de aanvallers van Comman aan, versloeg ze en kwam terug te Algiers op de 4^{e} November.

Comman had op 17 Oktober de eerste stellingen van de vijand ingenomen, maar de Kabylen hadden zich verscholen op de beboste en steile hellingen die boven het dorp Abizzar uitrijzen; ze hadden er zich verschanst en er borstweringen in gedroogde leem opgericht. Bugeaud, op het slagveld aangekomen, besloot onmiddellijk de bestorming te bevelen om de prestige van Frankrijk hoog te houden. De officieren beklommen met de degen in de hand, de soldaten met de bajonet op het geweer de steilste hellingen en verdreven de vijand over een lengte van een mijl. De Kabylen waren 3.000 in getal; daarvan werden er 200 gedood, de anderen ontsnapten door de met struiken begroeide ravijnen en hergroepeerden zich om de troepen te bestoken.

Toen hij verslag gaf over het gevecht, signaleerde Bugeaud voornamelijk het gedrag van onze landgenoot; deze laatste legde een onversaagdheid aan de dag, waarvoor iedereen hem loofde. Hij volgde te paard de kolonel de Saint-Arnaud, toen hij een gekwetste bemerkte; onmiddellijk stond hij hem zijn paard af en begeleidde hem buiten gevaar. Daarna, terug in het midden der jagers, stormde hij vooruit en bereikte 't geweer in aanslag, de top van een kam waar men tot de avond voortstreed, de Kabylen uit hun hinderlaag verjagend: deze verdwenen als schimmen na de Fransen voor een laatste maal vlak in het gezicht gevuurd te hebben.

De briefwisseling die de maarschalk-gouverneur naar graaf Felix de Merode stuurde, wijdde een groot deel aan de schitterende wapenfeiten van zijn zoon; Bugeaud besloot met te zeggen : « Xavier heeft zeer goed gestreden, ik ben tevreden over hem ». Hij vroeg van Louis-Philippe de ster van het Erelegioen voor de jonge officier die zo schitterend gedebuteerd had.

De onderluitenant nam nog deel aan de gevechten, de 28e door Bugeaud geleverd, en de maarschalk vermeldde hem in het rapport opgesteld gedurende de avond na het gevecht in het kamp van Larbi, opgeslagen op de scheidingskam van Elisset-el-Bahr en de Beni-Djeunad. De beloning liet niet op zich wachten : de 27e November werd de Merode gedecoreerd. De 3e Januari 1845, schonk de Belgische regering hem een hogere graad.

In de loop van dezelfde maand adresseerde de Merode aan de Minister van Oorlog een gedenkschrift waarin hij het sturen van Belgische kolonisten naar Algerië aanprees, maar onze regering bleek weinig geïnteresseerd om de bezorgde inlichtingen.

De luitenant bleef in Afrika in de hoop deel te nemen aan een nieuwe expeditie; ze werd afgelast. « Ik ben verplicht geweest, schreef hij op 28 Juni 1845 uit Philippeville naar de Minister van Oorlog, zelf de voorstellen te veranderen die ik de eer had u te melden. Verschillende kansen boden zich aan. Het oorlogsgebied bevond zich tegelijkertijd in de provincies Oran, Algiers en Constantine. Ik had reeds de twee eerste bezocht, de derde was mij nog onbekend; mensen en zaken, alles was er nieuw voor mij. Ik dacht dus dat ik er het meest voordeel bij vond daarheen te trekken. De kansen om belangrijke krijgsverrichtingen bij te wonen waren dezelfde overigens. Ik heb dus een tocht van twee maand gemaakt doorheen de provincie Constantine, die ik tijdens die twee maanden in haar grootste uitgestrektheid doorkruist heb, tot op de grenzen van de Algerijnse Sahara. Ik heb ongeveer drie weken doorgebracht in de staf van generaal Bedeau en ik ben zo gelukkig geweest gedurende die periode het gevecht bij te wonen dat op 20 Mei geleverd werd vóór Aydoussa, kleine bergstad van de Aures ».

de Merode zinspeelde op een expeditie die de stammen van Oulad-Abdi moest straffen en die de gouverneur-generaal aanvoerde in Mei; deze laatste, wijl hij hier te doen had met wat hij noemde de « opstandkoorts die de Arabieren foltert », voerde zijn kolonnes in de provincie Algiers. De hertog van Isly (Bugeaud) trok naar Miliana, verliet deze stad op de 6e Mei, onderwierp de Arabieren en kwam te Philippeville terug op de 22e van dezelfde maand.

In het verhaal van de expeditie, spreekt kommandant Revol over de gevechten die de 12e Mei geleverd werden op het grondgebied van de Amarouas : « Iedereen, zegt hij, kon die dag een jong en schitterend officier van het Belgisch leger

(Photo van het Koninklijk Legermuseum, Brussel.)

Onderluitenant DUTILLŒUL.
(Dutillœul, luitenant-kolonel
van de Staf der vestingen in 1875.)

(Akwarel van het Koninklijk Legermuseum, Brussel.)

Luitenant graaf Xavier DE MERODE, van het keurregiment.

(Ph. van het Koninklijk Legermuseum, Brussel.)

Luitenant-Generaal Baron VANDER SMISSEN (1890).

zien, met een slanke gestalte, fonkelende epauletten, een infanteriegeweer in zijn hand, waarmee hij vuurde in de lijn van onze meest onversaagde tirailleurs en plaats nam tussen de vurigsten die de Arabieren met de bajonet achtervolgden. Hij maakte deze veldtocht mee als liefhebber in de rangen van het 53e linieregiment ».

In zijn rapport van 26 Mei, opgesteld in het bivak van Nava, beschrijft Bedeau, kommandant van een kolonne van de expeditie, de operaties van Bugeaud. Hij vermeldt er de graaf de Merode en de Villard, kapitein van de Spaanse genie, als vrijwilligers aan de kolonne verbonden en die voortdurend te vinden waren in het midden van de tirailleurs. De Belg was door een kogel in de epauletten getroffen geweest, en door een andere in zijn holsters in de slag van Aydoussa (20 Mei).

Na deze wapenfeiten werd de luitenant naar het garnizoen van Tlemcen gestuurd waar hij verscheidene maanden doorbracht met generaal Cavaignac en de kolonels Charras en Forest. Hij keerde slechts in België terug einde 1845, gaf zijn ontslag in 1847, trad in een geestelijke orde, werd minister van het Pauselijk leger en stierf als aartsbisschop van Metilene.

Met generaal Lamoricière organiseerde de Merode een Pauselijk leger van 18.000 man, in 1860. De oprichting van het Franco-Belgisch korps, daarna Pauselijke zouaven genoemd, werd eveneens door de prelaat bewerkt. Het is bekend dat deze zouaven, waarvan ongeveer 2000 Belgen deel uitmaakten, van 1860 tot 1870 glorierijk streden in Italië en dat velen onder hen Frankrijk dienden in 1870-1871, en dat zelfs enkelen ervan sneuvelden in Centraal-Afrika, voor de bescherming van de Missies, omstreeks 1880. Deze dapperen hebben steeds hetzelfde uniform behouden.

* * *

In Januari 1845, vroeg majoor Prosper Renoz, van het stafkorps, een verlof teneinde in Algerië de organisatie te bestuderen en de operaties te volgen van het Franse leger. Een brief van de 28e Februari, door onze Minister van Buitenlandse Zaken naar de prins de Ligne, gezant te Parijs gestuurd, leert ons dat deze hogere officier belast werd met het verzamelen van inlichtingen over de burgerlijke en militaire organisatie van de kolonie Algiers.

Maarschalk Bugeaud nam het op zich Renoz te helpen in zijn navorsingen. Op 14 Maart 1845, verkreeg de majoor van de regering van Louis-Philippe de toelating naar Afrika over

te steken. Het *Belgisch Staatsblad* van 24 Mei kondigt aan dat Renoz er op gesteld was deel te nemen aan de operaties van het leger, en dat hij zeer vererend behandeld werd door Bugeaud, die hem zijn tafel aangeboden had voor gans de duur van de expeditie. Hetzelfde officieel blad schreef een artikel over van de *Akhbar* (Algerijns blad) dat verklaarde dat de Belgische hogere officier verschillende streken van Algerië bezocht, om er de mogelijkheden van te leren kennen en om er voornamelijk de kolonisatiekwestie te bestuderen door de kolonisten ter plaatse te ondervragen. « Hij verenigt, voegde men erbij, een onverstoorbare koelbloedigheid en uitgebreide kundigheden in één persoon. De maarschalk is vol lof over hem ».

In Juni, bij het einde van zijn driemaandelijks verlof, vroeg Renoz nog een verlenging van dezelfde duur aan, om zijn studies over de Algerijnse provincies te kunnen aanvullen. Hij hoopte te kunnen deelnemen aan de expeditie in Kabylië, eerst voor de maand Maart aangekondigd, daarna achtereenvolgens verschoven op de 20ᵉ April en de 6ᵉ Mei, en tenslotte nog verdaagd tengevolge van de opstand van enkele stammen uit het Westen. Hij werd vereerd met de verbinding op de staf van de maarschalk die het korps persoonlijk aanvoerde, in de loop van de politieverrichtingen tussen Miliana en Orleansville (6 tot 22 Mei).

Onze landgenoot had het voornemen gekoesterd, bij de terugkeer in zijn land een memoire te schrijven die nauwkeurig de toestand in Algerië weergaf. Ongelukkiglijk verplichtten koortsen, die hem gedurende een reis in het Kabylië van Bougie overvielen, hem terug te keren naar Algiers, waar hij na enkele dagen stierf. Hij werd in deze stad met militaire eer begraven, in het begin van de maand Augustus 1845.

De 19ᵉ Maart van hetzelfde jaar, vroeg onderluitenant Hollanders van het 1ᵉ Lansiersregiment aan Minister Dupont de toelating zich op zijn beurt naar het andere vasteland te begeven. De regering stemde toe op de 6ᵉ Juni die daarop volgde; de Belgische regering gaf hem dezelfde opdracht als aan de officieren die in 1840 vertrokken. Toen hij Algiers bereikt had, waar hij een maand verbleef, werd Hollanders toegelaten, op 2 Oktober, in de staf van generaal de Lamoricière, wiens kolonne naar Tlemcen oprukte om zich bij die van generaal Cavaignac te voegen. Onze landgenoot streed onder de bevelen van Lamoricière, namelijk op het grondgebied van de stam der Traras. Op 23 Oktober ging hij over naar de staf van Cavaignac die weldra moest oprukken tegen de Beni-Snous om de invloed van Abd-el-Kader, die naar deze streken getrokken was, te neutraliseren. De jonge officier nam deel aan de

marschen, de tegenmarschen, de razzia's, enz. In zijn eerste brief uit Afrika (14 December 1845), aan generaal Dupont gericht, geeft hij interessante bijzonderheden over de oorlog in Algerië, over de regimenten, het klimaat, de aard van de bodem, de taktiek van de Arabieren en van de Franse generaals, en over de gebruikte wapens. Hij eindigde met de woorden : « Zoals men het kan afleiden uit alle waarschijnlijkheden zal een ernstiger expeditie dan die ik meegemaakt heb, moeten ingericht worden tegen de Beni-Senassen (Marokko), en het zou me aangenaam zijn, en waarschijnlijk nuttig, eraan deel te nemen. Ik verzoek u dus mijn verlof, dat op 7 Februari aanstaande ten einde loopt, met zes maanden te verlengen ».

Op 7 Januari 1846, meldde markies de Rumigny, Frans gezant, aan generaal Dupont dat generaal Cavaignac, kommandant van de afdeling van Tlemcen (Algerië) in zijn officiële verslagen er genoegen in vond « relaas te geven van het eervolle gedrag en de schitterende houding van een officier van het Belgisch leger, M. Hollanders, luitenant bij de Lansiers », die bij hem de functie van vleugeladjudant vervulde.

« Het doet me genoegen, voegde de diplomaat eraan toe, dat ik u deze gunstige getuigenis voor deze officier kan overmaken, die door zich behulpzaam te maken bij de verrichtingen van ons Afrikaans leger, uitblinkt tussen zoveel dapperen en de waardering en de vriendschap van zijn wapenbroerders verdient ».

Toen de luitenant zich voorbereidde om zijn land te vervoegen, overhandigde Cavaignac hem een brief gedateerd te Tlemcen, op 4 Maart 1846, waarin hij eraan herinnerde dat deze officier het Franse leger had vergezeld gedurende zes maand; men kon er namelijk lezen :

« Uit Algiers aangekomen in het gevolg van generaal de Lamoricière, na de gebeurtenissen die de opstand van gans het gebied onder mijn bevel geplaatst, voor gevolg hadden waart gij tegenwoordig bij de gevechten door de divisie, op 14 en 15 Oktober in de bergen van Trava geleverd. Tijdens deze twee dagen, bekwaamt gij de toelating van M. de luitenant-generaal mee op te rukken met de kolonnes die met de voornaamste aanvallen belast waren.

» Toen op 22 Oktober M. de luitenant-generaal Lamoricière het grondgebied van mijn afdeling verlaten had om zich naar het oosten te begeven, zijt gij te Tlemcen gebleven en vanaf die datum hebt ge bij ons de functie van vleugeladjudant vervuld. Gij hebt in die hoedanigheid deelgenomen aan de gevechten van de 25ᵉ en 26ᵉ November in de bergen van de Beni-Snous; gij hebt daarenboven deelgenomen aan talrijke

marschen, aan twee operaties in de vlakte van de Sahara en aan degene die ons tweemaal op Marokkaans grondgebied brachten.

» In die verschillende omstandigheden, zoals M. de maarschalk-gouverneur er door mij werd van verwittigd, hebt gij in de vervulling van uw functie zulke juistheid en verknochtheid ten toon gespreid, wat voor u geen plicht was, en die eervol getuigen voor de hoogstaande principes en de stevige opleiding die de jonge officieren putten in de rangen van uw leger ».

Op 13 April verkreeg Hollanders het brevet van ridder in het Erelegioen, en de 20[e] December die daarop volgde verliet hij het leger om zijn vader, notaris, die te Leuven overleden was, in zijn ambt op te volgen.

De 4[e] December 1845, vroeg onderluitenant A. Dutillœul, van het 2[e] Artillerieregiment, aan de Minister van Oorlog de toelating om naar Afrika te reizen, en van zijn doortocht door Frankrijk en zijn terugkeer langs Duitsland gebruik te maken om de voornaamste militaire plaatsen te bezichtigen die de roem van deze twee mogendheden uitmaakten. De reis moest als volgt geregeld worden : Dutillœul zou een verlof van één jaar bekomen; de drie eerste maanden zouden gewijd worden aan het bezoeken van de militaire instellingen van het Koninkrijk van Louis-Philippe. De jonge officier zou zich in de inschepingshaven voor Algerië bevinden op het ogenblik waarop de hertog van Aumale en de Montpensier, aanvoerders van de komende expedities, het land zouden verlaten.

Dutillœul vertrok de 7[e] Februari 1846, met dezelfde opdracht voorzien als de officieren die deel uitgemaakt hadden van de verrichtingen van Medea in 1840. Ongetwijfeld veranderde hij zijn ontwerpen, want hij bereikte Algiers in dezelfde maand. De veldmaarschalk Lechesne, hoofdbevelhebber van de artillerie in Afrika, geeft interressante bijzonderheden over het leven van onze landgenoot, in een brief, die hij op 29 November 1846 adresseerde aan luitenant-generaal baron Prisse, Minister van Oorlog : Dutillœul zohaast hij in Afrika aankwam, dat hij kwam onderzoeken en tevens waar hij zou trachten zijn kundigheden over het gebruik van zijn speciaal wapen uit te breiden, werd naar de directeur van het arsenaal van Algiers gestuurd en in betrekking gebracht met de officieren van de bergbatterijen, verbonden aan de actieve divisie van de provincie met dezelfde naam. Terwijl hij wachtte op het vertrek van een expeditionnaire kolonne, verstrekte Lechesne hem het middel om naar het kamp van Beni-Aïcha te reizen, dat bezet werd door generaal Gentil;

aldus kon hij de artilleriewerken zien die op de Isser uitgevoerd waren. Weldra kwam de gelegenheid mee te trekken met een bergsectie. Men schonk de Belg een kanonnier-ordonnans en een muilezel voor zijn reisgoed; hij volgde de beweging van de kolonne Blangini in de provincie van Titteri. Slecht uitgerust om de veldtocht mee te maken en nog onvoldoende gewoon aan het klimaat van het land, viel Dutillœul ziek in het Zuiden van Tiaret en zag zich verplicht terug te keren naar Medea, daarna naar Algiers, waar zijn gezondheid gelukkiglijk snel herstelde.

Toen kon hij zijn tijd besteden aan het bestuderen van het materieel van de bergartillerie. Hij hield zich eveneens bezig met het getuig der muilezels en werd vertrouwd met de verscheidene vervolmakingen die de Fransen aanwendden in het vervaardigen van zadels voor de stukken of voor de affuiten, en van de zadels voor munitiekisten. Hij vatte rechtstreeks opzoekingen aan betreffende de organisatie van ambulancies en bestudeerde het vervaardigen en de dienst der draagzadels voor het vervoer der zieken en gekwetsten.

Buiten alle inspanningen ondernomen om de draagbare wapens te verbeteren, volgde Dutillœul aandachtig de oefeningen der afdelingen kanonniers, bewapend met geweren en karabijnen met stang, en was getuige van de uitslagen die men bekwam met deze wapens en met cylinderkegelvormige kogels. Rond half September reisde hij naar Mostaganem, waar generaal Pélissier de mogelijkheden om de streek te exploreren en om zijn speciale opleiding te voleindigen vergemakkelijkte. Hij vergezelde generaal de Laplace tijdens een inspectietocht naar Cheliff, naar Mascara en op de Sig; wat hem toeliet de door de artillerie gebouwde bruggen in de provincie Oran en de aangevangen werken om de rede en de plaats Mers-el-Kebir te verdedigen, in ogenschouw te nemen.

Wat de draagbare wapens betreft, hadden de opzoekingen van Dutillœul groot belang, want sedert verscheidene jaren bestudeerden onze techniekers even goed als hun Franse collega's de transmissie tussen vuursteen en ontsteking en onderzochten het gebruik van de gegroefde lopen. De Afrikaanse veldtocht had invloed op dit punt, want hij liet toe de waarde van het Franse karabijn model 1846 aan te tonen, wapen dat zeer doeltreffend bleek in de gevechten met de Arabieren wier geweren veel verder droegen dan de Franse regelbare wapens. Na de in Afrika opgedane ondervinding nam België het stang-karabijn Thouvenin, model 1848, in gebruik, dat juister vuurde dan de wapens die tot nog toe in ons leger gebruikt werden.

Dutilloeul bekwam zijn verlenging van verlof. Op 19 Mei meldde hij aan generaal Prisse dat hij een expeditie naar Groot-Kabylië gevolgd had en er zich onledig gehouden had met de studie van de oorlogsraketten en het gebruik van veldartillerie in de loop van een gevecht dat op 16 Mei geleverd werd bij de Beni-Abbès. Bugeaud was op 6 Mei opgerukt met het inzicht gans de keten van de Djurdjura te onderwerpen. De 12e werd de kolonne verzameld te Bodj Hamza; de eerste gevechten vingen aan op de 15e en duurden de twee daaropvolgende dagen voort; de stammen onderwierpen zich de 19e. De militaire strijdkrachten kwamen dan (22 Mei) terug naar Bougie. Dutilloeul keerde naar zijn vaderland terug en verkreeg de ster van het Erelegioen bij besluit van Louis-Philippe, op 23 Juli 1847.

In een nota over Dutilloeul, op 22 Oktober 1854 opgesteld, zegt de kolonel-directeur van het constructiearsenaal Guillaumot dat hij twee jaar in Afrika verbleef, en daar hij adjunct was bij de generale staf van de korpsen die in actie traden, deel uitmaakte van verschillende belangrijke expedities. In deze positie werd hij namelijk belast met verkenningen, het aanvoeren van opmarcherende kolonnes, het aanduiden van kampplaatsen, het schetsen van hun opstelling en het uitvoeren van aanvallen in het bereik van de vijand.

« Dikwijls deed zijn kennis van het Arabisch hem geschikt voorkomen voor het ondervragen der gidsen en het opmarcheren met deze in de voorhoede ».

* * *

Op 7 December 1847 bekwam Prudent Auguste Deladrière van het 1e Linieregiment de toelating van de Parijse regering om naar Noord-Afrika te vertrekken. Hij scheepte begin 1848 in. Op 28 April schreef onze landgenoot naar Chazal, Minister van Oorlog, dat hij nog steeds op de gelegenheid wachtte om aan een veldtocht deel te nemen; verscheidene stammen van de afdeling van Medea weigerden hun belasting te betalen en dreigden met opstand, maar het naderen van het garnizoen van deze stad volstond om ze tot de orde te roepen. Niettemin kon men de voortekenen van een naderende opstand waarnemen. Deladrière vroeg een verlenging van verlof teneinde Afrika niet te moeten verlaten zonder één schot te horen weerklinken en zonder het binnenland bezocht te hebben. De oproer van de Arabieren barstte gewoonlijk los na de oogsten, als het graan in silo's opgestapeld lag.

Op 14 Juni vertrok de onderluitenant naar Blida waar de zetel van de afdeling Algiers overgeplaatst werd; hij nam dienst in de 6e Kompagnie inlandse tirailleurs van het bataljon uit de provincie met dezelfde naam (geregelde Arabische troepen). Hij had reeds een aanvang gemaakt met de studie van de verschillende korpsen waaruit het Afrikaans leger samengesteld was, en voornamelijk over die van de infanterie.

Tenslotte maakte Deladrière deel uit van de topographische brigade; in een moeilijk terrein deed hij opnamen van het reliëf en maakte verschillende plans en tekeningen op.

Alvorens Algiers te verlaten bezocht hij onze consul-generaal Derote, onderhield zich met hem over de kolonisatie en verschafte hem nota's betreffende dit onderwerp.

Terug in België einde 1848, zonder een enkele oorlogsoperatie meegemaakt te hebben, publiceerde de onderluitenant te Gent een brochure getiteld : « Blikken op het Afrikaans leger ». Hij verkreeg in 1851 het Erelegioen.

* * *

Tenslotte blijven te vermelden de drie laatste Belgische officieren die naar de overzese gebieden trokken : Hanoteau, H.-F.; luitenant bij het 1e Artillerieregiment, Kensier, Z., luitenant bij dezelfde eenheid en baron A. vander Smissen, onderluitenant bij de Infanterie, vleugeladjudant van generaal Dens; zij waren de laatsten.

Op 5 April 1851 informeerde Carolus, Raadsman van de Belgische legatie te Parijs, aan Hoffschmidt, Minister van Buitenlandse Zaken, dat generaal Randon, Frans Minister van Oorlog slechts drie van onze landgenoten in het Afrikaans leger wou toelaten, en dat hun waarschijnlijk geen levensmiddelen en voeder zou verschaft worden, wat de reis van de officieren ten zeerste bezwaarde. Deze laatsten kregen hun toelating op 15 April 1851. Aan het verzoek van Luitenant Lecocq, van het 1r Lansiersregiment, die wenste dezelfde gunst als zijn vrienden te bekomen, werd niet voldaan.

Op 22 April uit Parijs vertrokken, kwamen Hanoteau, Kensier en vander Smissen op de 27e van dezelfde maand te Algiers aan, en de 30e bereikten ze Constantine. Zij verbleven zes dagen in deze stad en kochten er paarden en getuig. Generaal de Saint-Arnaud, bevelhebber van de provincie, meldde zijn broeder de nakende aankomst van onze landgenoten, in zijn brief, zeggende : « De Koning der Belgen zendt

mij drie officieren van zijn leger. Wij zullen al het nodige doen om iedereen tevreden te stellen. Ik heb wel bezigheid voor twee maand en meer ». De 2e Mei schreef hij : « De drie Belgen en de Nederlander die door de Minister naar mijn kolonne gestuurd werden, zitten deze avond aan mijn tafel. Het zijn keurmannen ».

Op de 6e Mei vertrokken onze jonge militaire oversten naar Mila, waar de generaal meer dan 8.700 manschappen verzameld had met het zicht op de komende operaties. de Saint-Arnaud verbond vander Smissen aan zijn staf en zijn twee vrienden werden als vleugeladjudanten naar kolonel Elias, overste van de artillerie van het expeditionnair korps gezonden. De kolonne vertrok, de 9e Mei, naar Djidjelli, waar ze op de 16e aankwam na verscheidene gevechten, waarvan het eerste op 11 Mei aanving. Bougie werd geblokkeerd door de vermeende cherif Bou-Baghla, die de heilige oorlog predikte; generaal Pélissier, die ad interim gouverneur-generaal van Algerië benoemd was, besloot de operaties te combineren; generaal Camou moest van Setif naar Bougie oprukken, wijl de Saint-Arnaud zou opereren in het zuiden van Djidjelli. Deze laatste verliet de stad de 19e, en stootte op de Beni-Amran, versterkt door andere Kabylen, met dewelke hij het nog aan de stok zou krijgen, namelijk de 26e en 27e Mei; hij kwam op zijn vertrekpunt terug de 2e Juni, maar vertrok onmiddellijk opnieuw teneinde enkele weerspannige fracties te onderwerpen; hij vervoegde zijn basis (steeds Djidjelli) de 16e; zijn opdracht was vervuld. Hij keerde nog in de bled terug, onderhield nieuwe gevechten de 19e, 24e en 26e Juni, en voltrok eindelijk zijn pacificatie van de kreits Djidjelli door de onderwerping van de stammen op de rechteroever van de oued-el-Kebier (1e tot 7e Juli). Vervolgens zou de Saint-Arnaud de orde herstellen in de kreits Collo; hij drong er door op 12 Juli en rukte drie dagen later de kleine stad binnen. De generaal oordeelde het daarna verstandig, gezien de vermoeidheid van zijn troepen en de hitte die ze uitputte, zijn kolonne op rust te zenden in de garnizoenen.

Vanaf de 11e Mei deden de Belgen zich door hun oversten opmerken : op die dag, in een stormloop van de cavalerie, uitgevoerd in de loop van het hevigste gevecht dat geleverd werd in de bergen van Fedi-Bïnem werd vander Smissen, die een order naar de generaal bracht, opgenomen in de verenigde Afrikaanse jagers en de Spahis; hij chargeerde met hen, doodde twee Kabylen met pistoolschoten en nam er een derde gevangen. De jonge officier gaf blijken van een

schitterende en onversaagde dapperheid, ook toen hij deelnam aan de achtervolging van de vijand.

de Saint-Arnaud meldde dit wapenfeit aan zijn broer, op 20 Mei 1851, en voegde eraan toe dat België goed vertegenwoordigd werd door zijn drie officieren.

Hanoteau en Kensier, die met een Franse Kapitein de staf van Kolonel Elias vormden, bewezen hun koelbloedigheid en moed in de loop van de gevechten van de 11e Mei, door onder het vuur van de Kabylen, orders naar hun overste over te brengen. Onderluitenant vander Smissen werd op 25 Juli 1851 eervol vermeld in het rapport van generaal de Saint-Arnaud, ter zelfder tijd als zijn kameraden : « Zij vertoonden zich op de gevaarlijkste posten, zij dienden in hun respectievelijke wapens in samenwerking met de Franse officieren... die heren zullen in de divisie de beste herinneringen nalaten ».

De drie Belgen bekwamen het Erelegioen; de president van de Franse Republiek stond deze onderscheiding toe aan vander Smissen en Kensier op 7 Augustus en aan luitenant Hanoteau, op 15 Augustus 1851. vander Smissen keerde naar België terug de 31e van dezelfde maand; zijn twee gezellen de 15e September die erop volgde.

* * *

Aldus luidt de geschiedenis van onze landgenoten, die in Algerië voor hun leger een glorierijke kroon verdienden. Indien, vanaf 1851, de Belgen geen toelating meer konden bekomen om het Franse Afrika-leger te volgen, moet men daarvoor de oorzaak zoeken in de politieke storingen die bij onze Zuiderburen volgden op de revolutie van 1848. De machtovername door prins Louis-Napoleon werd vergezeld van nieuwe annexionnistische oogmerken, die zijn land koesterde ten opzichte van België, dat de toekomstige Napoleon III overigens niet erg nauw aan het hart lag.

Het is zeker dat onze vorst hoopte Vlaamse bevolkingsgroepen te kunnen zenden naar de onlangs veroverde gezonde en vruchtbare streken, vooral omstreeks 1845-1848, toen de hongersnood Vlaanderen teisterde. De val van Louis-Philippe vernietigde deze hoop, alhoewel de regering van onze Zuiderbuur een ogenblik het voorstel van de Koning gunstig gestemd was.

Leopold I zou in de toekomst nogmaals trachten koloniën te stichten door de tussenkomst van onze officieren en onze soldaten, namelijk wanneer hij onze landgenoten de toelating

zal geven om in te schepen naar Mexico, waar van 1864 tot 1867, Belgen streden voor de troon van Keizerin Charlotta. Ongelukkiglijk leverden deze pogingen geen onmiddellijke resultaten op; men zal moeten wachten op de regering van Leopold II om deze betrachtingen van onze eerste Koning werkelijkheid te zien worden. De zoon, door zijn vader ingewijd, zal zijn werk kunnen voortzetten en erin slagen dank zij onze militaire oversten, een uitgestrekt Rijk met een zwarte bevolking te stichten.

LIJST DER ILLUSTRATIES.

1. — *Majoor C.-A. LAHURE, van de Gidsen. — Algerië 1840.* (Photo van het Koninklijk Legermuseum te Brussel).

2. — *Luitenant-Kolonel A.-W. VAN DE VIN in 1865.* (Photo van het Koninklijk Legermuseum te Brussel).

3. — *Inname van de pas van Mouzaïa op 12 Mei 1840. — Schilderij van Bellanger.* (Photo van het Koninklijk Legermuseum te Brussel).

4. — *Majoor P.-J. GILLAIN, door P. Verreyt. — 1831* (Schilderij van het Koninklijk Legermuseum te Brussel).

5. — *Luitenant graaf Xavier de MERODE, van het keurregiment.* (Akwarel van het Koninklijk Legermuseum te Brussel).

6. — *Onderluitenant Dutillœul.* (Photo van het Koninklijk Legermuseum te Brussel).

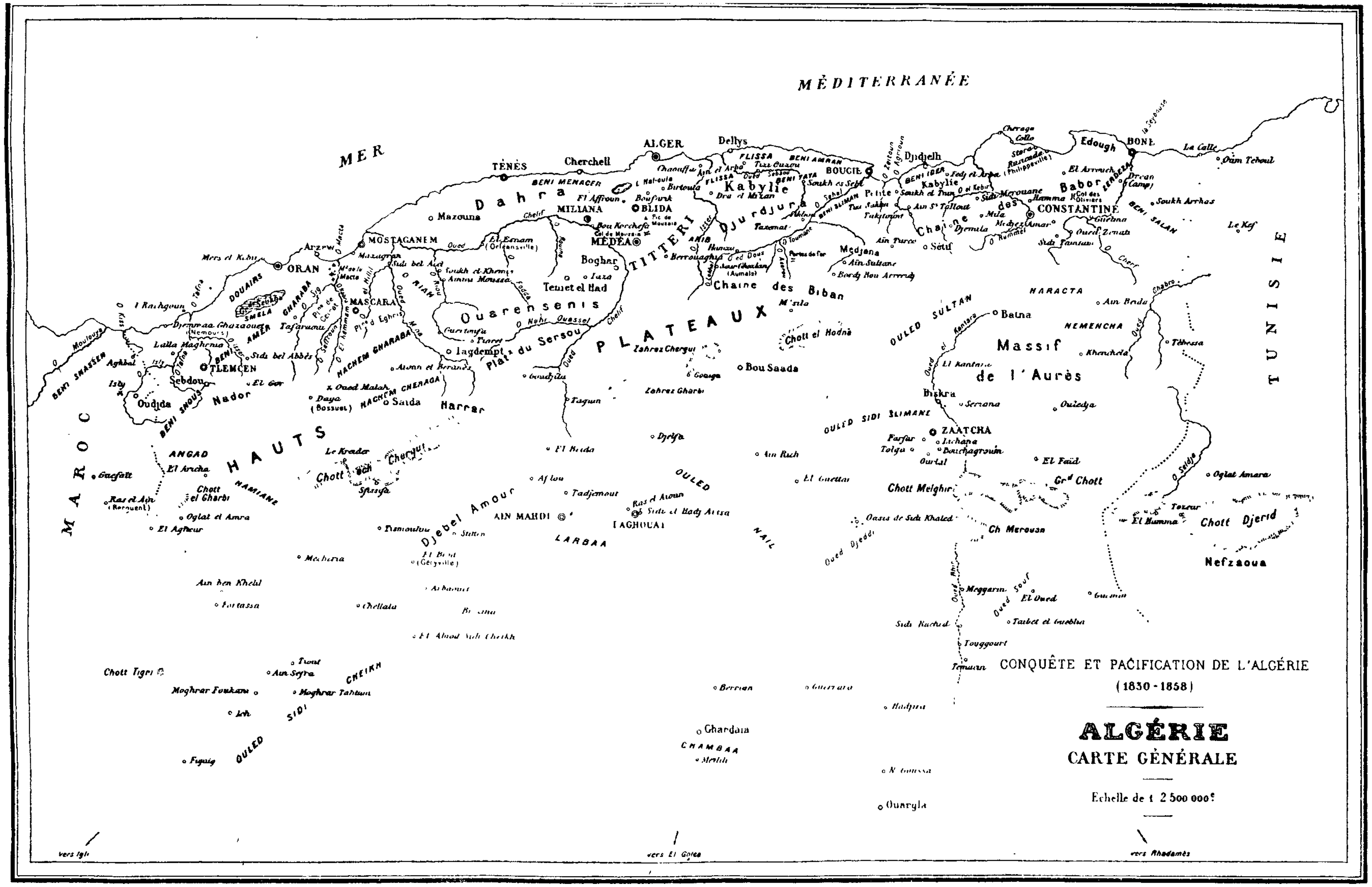
7. — *Luitenant-Generaal Baron VANDER SMISSEN.* (Photo van het Koninklijk Legermuseum te Brussel).

Buiten tekst : *Kaart van de verovering en de pacificatie van Algerië* (1830-1858).

* * *

De kaart werd met de toelating van de Franse generaal P. AZAN uit zijn werk : « *Conquête et Pacification de l'Algérie* », Paris 1931, gereproduceerd. Wij houden eraan hem hier onze oprechte dankbaarheid uit te drukken.

25463. — 2500



Kaart van de verovering en de pacificatie van Algerië.
(1830-1858).

MINISTERIE
VAN
LANDSVERDEDIGING

DIENST
VOOR
OPVOEDING BIJ HET LEGER

JOZEF JORIS
Licentiaat in de Wijsbegeerte en Letteren

DE BELGEN
IN HET BUITENLAND

DE WERELDEXPANSIE VAN BELGIE

ONDER DE REGERING VAN LEOPOLD I

1831
1865

INHOUDSTAFEL.

Bladz.

Inleiding 5

Kap. I[ste]. — *Leopold I en de expansiepogingen :*

§ 1. — Leopold I 7
§ 2. — Overzicht van de expansiepogingen 8

Kap. II. — *Abessinië. 1839-1843 :*

§ 1. — Voorbereiding 11
§ 2. — Uitvoering der opdracht 13
§ 3. — Enkele beschouwingen over de tocht van Blondeel. 14

Kap. III. — *Santo-Thomas (Guatemala) 1841-1855 :*

§ 1. — Het projekt 16
§ 2. — Twee verkenningen en twee rapporten 16
§ 3. — De kolonisatie en haar ondergang 18
§ 4. — Financiële moeilijkheden en diplomatieke bedrijvigheid 19

Kap. IV. — *De militaire expedities in Portugal, 1832-1835 :*

§ 1. — Historisch kader 22
§ 2. — De eerste expeditie. 1832-1833 24
§ 3. — De tweede expeditie. 1833-1835 25
§ 4. — Enkele beschouwingen 27

Algemene conclusie 29

INLEIDING.

Wanneer over expansiepolitiek van België wordt gesproken, wordt onwillekeurig gedacht aan de zeer interessante en veelbewogen geschiedenis van Belgisch Kongo en, eng daarmee verbonden, aan de figuur van Leopold II.

Het is onjuist, maar het is begrijpelijk, om verschillende redenen zelfs.

Eerst en vooral raakt de Kongo-onderneming ons nog dagelijks. Huisgenoten, vrienden en kennissen vertrekken om het kolonisatiewerk voort te zetten, dat in de XIXe eeuw zijn grondslag kreeg. Pers, radio en film brengen ons in nauw kontakt met het beschavingswerk in onze kolonie.

Daar Kongo hét *kolonisatiewerk bij uitstek is in onze nationale geschiedenis, worden alle pogingen opgeslorpt door de éne grootse verwezenlijking, die slaagde in de lange rij van pogingen.*

Tenslotte schijnt de regering van Leopold II reeds zo ver af te liggen (wegens het brusk afbreken van de regering van Albert I en de gedwongen stille oorlogsperiode onder Leopold III), dat de stichting en de eerste passen in het kolonisatiewerk van Kongo reeds een vér verwijderde geschiedenis blijkt, zodat slechts weinigen de behoefte gevoelen nog eventjes te gaan kijken wat er vóór die periode gebeurde.

Er komt nog bij, dat een diepere en meer uitgebreide studie van de expansiegeschiedenis der XIXe eeuw ten zeerste bemoeilijkt wordt door het gebrek aan materiaal, wegens de vernietiging van de koninklijke archieven bij de brand van het kasteel te Laken.

Ondanks die ramp blijft er voldoende over, om er onze aandacht aan te wijden. Want Leopold II staat niet alleen met zijn Kongo-onderneming. Hij is niet « zo maar » begonnen met zijn kolonisatieplan; er is een aanloop geweest, een voorbereiding, die vooral het werk was van Leopold I. En dat is minder geweten of liever, er wordt minder over geschreven en gesproken.

We kunnen echter nog verder gaan en de negentiende eeuw verlaten. Dan zien we, hoe de expansiepogingen van Leopold I, al zijn het meestal mislukkigen, een eigen waarde verkrijgen en een speciaal karakter. Een woord uitleg daarover.

Onze landgenoten, die maar al te dikwijls voor « thuiszitters » worden versleten, hebben gereisd van in de vroegste Middeleeuwen af. Ze namen deel aan militaire expedities *als*

de Kruistochten en de reconquista *van het Iberisch schiereiland op de Sarazenen. Ze gingen op* bedevaart *naar Rome of het Heilig Land en schrokken er niet voor terug de reis uit pure godsvrucht een stap voort te zetten zoals* Joost vanGhistel, *die in de XV*[e] *eeuw eerst na verscheidene jaren naar het vaderland terugkeerde. Ook* religieus-wetenschappelijke *motieven brachten hen op de baan, zoals* Nikolaas Cleynaerts *uit Diest, die in de XVI*[e] *eeuw over Spanje en Portugal tot Afrika doordrong met de bedoeling een grondige kennis der Oosterse talen op te doen om daarna, sterk door die kennis, de Islam in eigen vesting door dispuut en overreding aan te vallen. Ofwel wordt éne of andere door zijn vorst belast met een* diplomatieke zending, *zo* Willem van Rubroek, *die in de XIII*[e] *eeuw in opdracht van Lodewijk IX tot in Karakorum, hoofdstad van het Mongools keizerrijk trok. Kunstenaars van hun kant maakten soms* studiereizen, *naar Italië b. v., om hun vorming te volmaken. Niet alle verre verplaatsingen worden echter met even vrije wil gemaakt en we kunnen wijzen op werkelijke* dooltochten *van de gevangene* Pieter Fardé *in de XVII*[e] *eeuw. Er zijn ook nog* massale emigraties, *die volgden op plagen als hongersnood of die het te veel aan arbeidskrachten moesten afleiden.*

Al deze reizen boeien door hun oorsponkelijkheid en hun gewaagdheid, maar we kunnen ze moeilijk in een geheel samenvatten; ze gelijken elkaar niet in opzet en uitvoering; ze hangen van toevallige omstandigheden af; ze hebben, dikwijls toch, geen weerslag op de ganse bevolking. Dit vinden we wél in de reizen die na 1830 gedurende de regering van Leopold I werden gemaakt; zij hebben een speciaal karakter, zij bereiden een kolonisatie voor, zij zijn pre-koloniaal in de echte zin van het woord, terwijl de reizen vóór 1830, mits enige veralgemening, beter onder de titel grote reizen en reizigers *kunnen geplaatst.*

In het pre-koloniale tijdperk vinden we telkens de Koning terug, die hardnekkig, tegen alle kleinzielige voorzichtigheid van sommige medewerkers en tegen buitenlandse intrigues in, zijn plannen wil doordrijven. We hebben hier te doen met een planmatige aktie, die langzaam vooruit tracht te komen in de richting van het motto : België moet een kolonie hebben; *een aktie, die langs dagbladartikelen en propagandabrochures doordringt in de ganse bevolking. Er bestaat dus een wil, een plan om een buitenlands gebied te koloniseren : daarom heeft deze overgangsperiode, tussen het tijdvak der grote reizigers en de Kongo-verwezenlijking in, het recht op een afzonderlijke studie.*

DE BELGEN IN HET BUITENLAND.
onder de Regering van Leopold I (1831-1865).

Foto Prentenkabinet

KAPITEL EEN.

—

LEOPOLD I EN DE EXPANSIEPOGINGEN.

§ 1. — LEOPOLD I.

Van in het begin zijner regering neemt Leopold I de leiding van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en soms over het hoofd heen van de verantwoordelijke minister dringt hij zijn internationale plannen op.

Op dezelfde wijze handelde hij bij de reorganisatie van het leger. Omdat het niet anders mogelijk was. De nieuwe staat België was zo onverwacht ontstaan, zo onvoorbereid, dat geschoolde functionarissen, diplomaten en een sterk gedisciplineerd legerkader geheel ontbraken. Daar het er nu op

aankwam de leefbaarheid van België als souvereine staat tegenover de meestal vijandige of ten minste sceptische buitenlandse machten te bewijzen, was het maar natuurlijk, dat de meer geëxperimenteerde vorst de leiding nam van de sektoren, die voor de erkenning en de verdediging van de jonge staat van levensbelang waren.

Het is dan ook een vaste regel, dat al de projekten voor vestiging of kolonisatie door Leopold I persoonlijk in behandeling worden genomen. Met de meeste zorg worden voorstellen gewikt en gewogen, inlichtingen ingewonnen, onderzoekingen gedaan. Zodra dan een projekt aangenomen is, wordt de verwezenlijking door de vorst stap voor stap gevolgd en soms zelfs gered door een persoonlijk ingrijpen.

De mislukking van de talrijke vestigingspogingen onder de regering van Leopold I hebben er waarschijnlijk toe bijgedragen over dit kapittel uit onze nationale geschiedenis een angstvallig stilzwijgen te bewaren. Alsof het een episode is, waarin de Vorst onder de drang van het Engels milieu waarin hij door zijn huwelijk met prinses Charlotte, erfgename van de Engelse kroon, had vertoefd, zich enkele kostelijke fantasieën heeft veroorloofd tegen de voorzichtige waarschuwingen van het land in. In geen geval is dit waar. België had werkelijk behoefte aan buitenlandse gebieden, om zijn overschot aan arbeidskrachten *werkgelegenheid* te geven, om *nieuwe afzetgebieden* te vinden in vervanging van de Hollandse en Hollands-Indische markten, die na de Revolutie voor België gesloten werden. Tevens moest de verwerving van nieuwe gebieden het *prestige* van de jonge staat verhogen, zijn groeikracht en zijn stevigheid bewijzen.

Het groot aantal projekten zou de mening kunnen doen ontstaan, dat de vorst kon steunen op de sympathie van de brede volkslagen en op de medewerking van de regering en de partijen. Dit was niet zo. Met uitzondering van enkelen na, overheerste de vrees voor ongunstige diplomatieke verwikkellingen en financiële katastrofen, terwijl de regering en de politici in die eerste jaren van België's bestaan al te zeer in beslag schenen genomen door de interne organisatie van het land en door de oplossing van de economische moeilijkheden, voortgesproten uit de scheiding van Noord en Zuid in 1830.

§ 2. — OVERZICHT DER EXPANSIEPOGINGEN.

Na de enkele algemene beschouwingen over Leopold I, geven we hier een lijst op, een zeer prozaïsche lijst, van het grootste deel der expansie-voorstellen, -projekten, -plannen

Cliché Koninklijk Legermuseum.

Koning Leopold I.

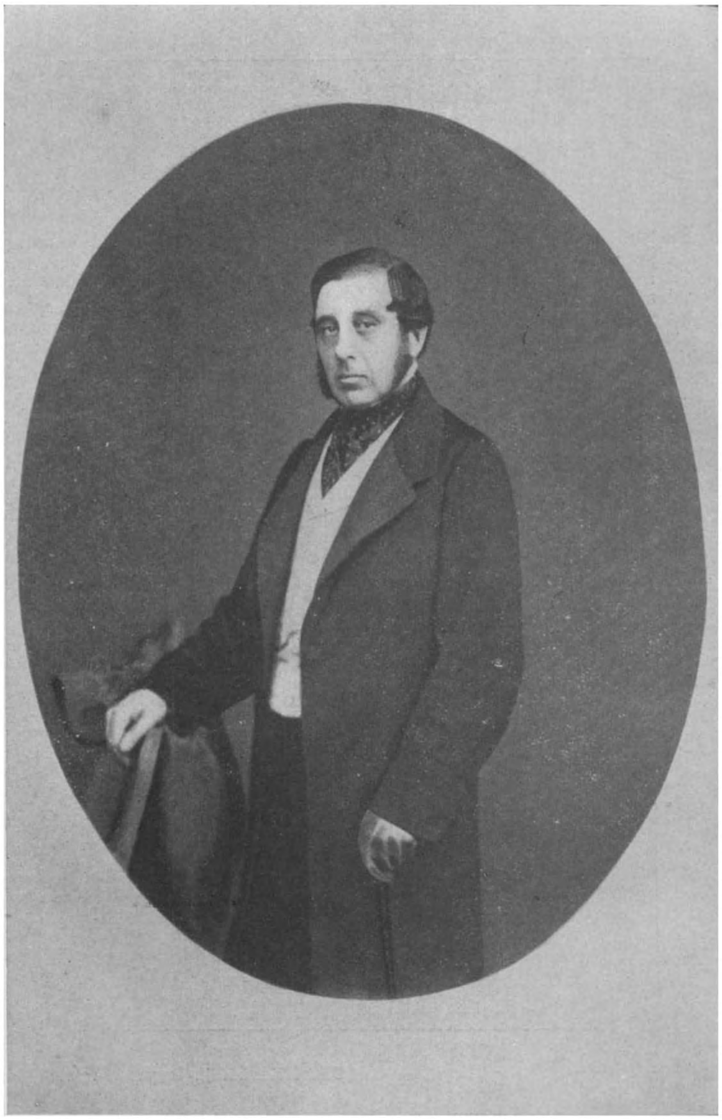
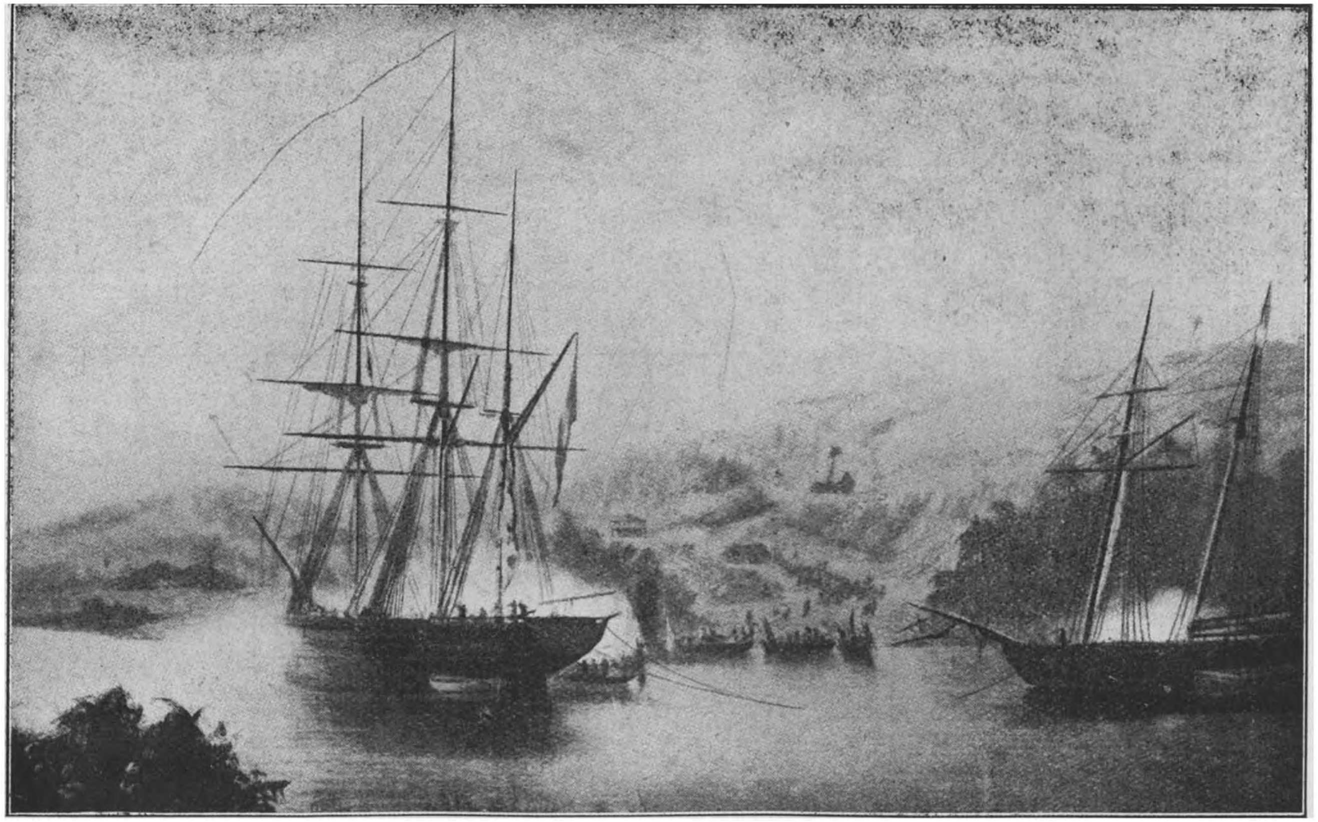


Foto Prentenkabinet.

Portret van Jules van Praet.

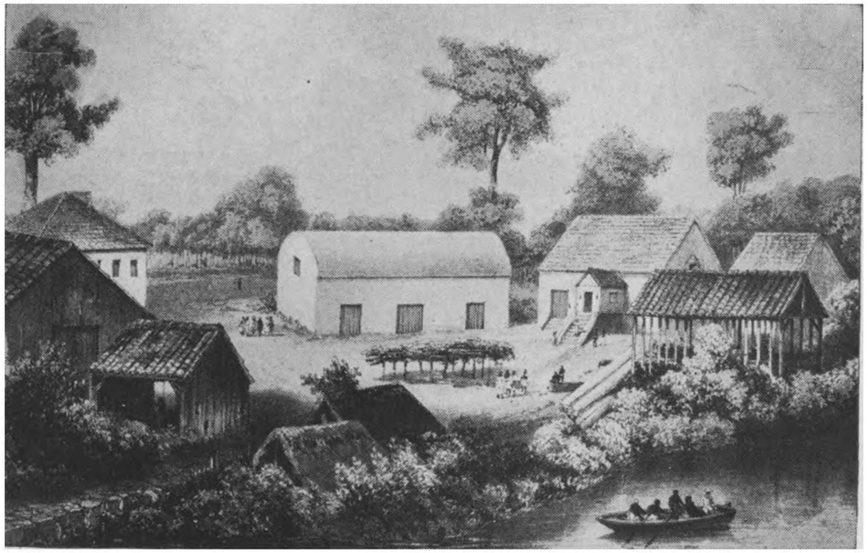
Foto Prentenkabinet

Blondeel. — Litho door Joseph Schubert.



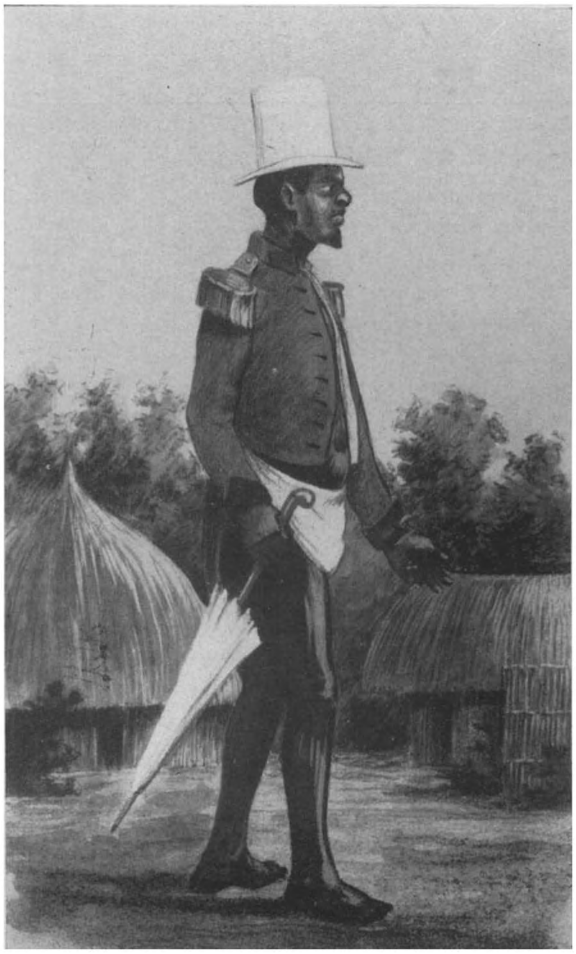
Cliché Koninklijk Legermuseum.

De « Émma » Belgische driemaster en de schoener « Louisa-Maria », de ontscheping van de matrozen dekkend.



Cliché Koninklijk Legermuseum.

Frans-Belgisch Handelshuis op de Rio Nunez.



Cliché Koninklijk Legermuseum.

Lamina, koning der Nalous, onze bondgenoot (kolonie Rio-Nunez), naar een schets van ***Luitenant ter zee Masui.***

en gedeeltelijke verwezenlijkingen gedurende de regering van Leopold I.

Het spreekt vanzelf, dat zulke lijst door niemand moet van buiten gekend worden en dat men niet voor ontwetend moet doorgaan, wanneer men zelfs twintig van deze pogingen nog niet eens zou hebben horen vernoemen.

En toch is de opsomming belangrijk, omdat daaruit de belangstelling naar voren komt, die er in zekere kringen bestond voor kolonisatie, omdat we daaruit kunnen opmaken, hoe breed de horizont van verscheidene onzer landgenoten was, alvorens ze hun aandacht en hun krachten op Kongo concentreerden.

Merken we dan nog op, dat we de projekten per werelddeel hebben gerangschikt; de bijzonderste worden kursief gedrukt. Verder nog verzwijgen we de tochten, die onder de rubriek *Missionering* vallen, daar we deze in een andere brochure (1) zullen trachten te behandelen. Dit geldt eveneens voor de militaire tochten, waarvan we er nochtans één in het laatste kapitel van deze brochure in detail zullen behandelen.

Europa :

Fär-Oëreilanden (1841);
Kreta (1846);
Kypros (1846);
Nordstrand (Sleeswijk).

Afrika :

Algerië (1835-1847);
Goudkust (1837-1840);
Portugees-Afrika (1838-1840);
Spaans-Guinea (1839);
Abessinië (1839-1843);
Senegambië (1846);
Rio Nunez (1848-1858);
Bissagos (1851);
Zuid-Afrika (1862).

(1) *De Belgen in het Buitenland tijdens de Regering van Leopold II*, zal over enkele maanden verschijnen (nota van de D.O.L.).

Azië :

Philippijnen (1840-1841);
Sumatra (1843);
Borneo;
Nikobaren (1843);
Formosa (1865).

Oceanië :

Nieuw-Zeeland (1839);
Westkust van Australië (1848);
Samoa-eilanden (1848);
Fidsji-eilanden (1850);
Nieuwe-Hebriden (1860).

Noord-Amerika :

Oost-Florida (1842);
Kansas (1847);
Texas (1848);
St-Maria Pensylvanië (1848);
Wisconsin (1859).

Centraal-Amerika :

Pinos (1838);
Cosumel (1840);
Tortuga (1840);
Santo-Tomas (Guatemala) (1841-1855);
Nicaragua (1843);
Haïti (1845);
St-Bartholomeuseiland (1845);
Mexico (1863-1867).

Zuid-Amerika :

Guyana (1840);
Ste-Katharina (Brazilië) (1842);
Bolivië (1844);
Campos (Brazilië) (1844);
Patagonië (1847);
Peru (1848);
Parana (Argentinië) (1857);
Hollands Guyana (1858).

KAPITEL II.

ABESSINIE (1839-1843).

§ 1. — VOORBEREIDING.

Op 16 Januari 1839 werd door *Edward Blondeel van Ceulebroeck,* consul-generaal van België te Alexandrië, aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken te Brussel gemeld, dat er een kans bestond, om op de Oost-Afrikaanse kust, meer bepaald Abessinië, een gebied te bezetten en uit te baten.

Van die datum af vangt een expansiepoging aan, die als zovele andere mislukte, maar die toch belang heeft als karakteristiek voorbeeld van dergelijke proefnemingen.

De grote inspirator was Leopolod I. Wanneer Blondeel aan zijn minister meldt, dat het ogenblik voor een onderzoekingstocht (met Belgische financiële en militaire steun) aangebroken is, vermits een Franse firma, die reeds de eerste verkenningen had gedaan, steun aan België vroeg, dan baseerde hij zich op 's Konings koloniale aspiraties, die in enkele woorden kunnen samengevat worden : « *Het zou België ten zeerste van nut zijn moest het een handelsnederzetting buiten Europees grondgebied kunnen verwerven* ».

Het voorstel werd gedaan in een jaar (1839), dat echter niet erg gunstig was, om er dadelijk op in te gaan. Volop woedde toen de strijd rond het al of niet aannemen van de XXIV Artikelen, waardoor de helft van Luxemburg en de gebieden ten Oosten van de Maas aan Holland werden toegewezen. Het debat in de Kamer duurde vijftien zittingen; een vertegenwoordiger liet er het leven bij, getroffen door een beroerte. Kon het dramatischer en heftiger? Aan de ongunstige binnenlandse atmosfeer beantwoordde een even ongunstige buitenlandse in zoverre, dat de vraag van Leopold I naar hulp afgewezen werd door zijn nicht, koningin Victoria van Engeland.

In dergelijke omstandigheden kan dus van Blondeel's voorstel : zelf een ontdekkingsreis te maken in Abessinië niet veel terecht komen. Hij wacht dan gunstiger omstandigheden af en herhaalt zijn voorstel op 26 Januari 1840. Daar de Koning de hoge hand over het projekt heeft, ontstaan er geen moeilijkheden, wat betreft het toekennen der kredieten om de reis-

kosten te dekken. Zelfs een regeringskrisis verhindert de plannen niet. Niet voor niets had de Koning in de marge van Blondeel's rapport genoteerd : « Het is absoluut nodig, dat M. Blondeel de voorgestelde reis maakt ».

Een ogenblik toch werden de kaarten in de war gestuurd. De nieuwe Minister van Buitenlandse Zaken, *Joseph Lebeau,* die niet wist in hoeverre de Koning in het projekt betrokken was, gaf instrukties, die de reis van Blondeel tenslotte tot een eenvoudige wetenschappelijke tocht beperkten. Dit strookte niet met de geest van het plan en met de speciale bedoeling van de Koning en van Blondeel, die ter ondersteuning van zijn tocht een oorlogsschip en een Belgisch militair korps had aangevraagd en dus heel iets anders beoogde dan een vreedzame wandeling doorheen Abessinië.

De ongelukkige tussenkomst van Lebeau wordt geneutraliseerd door de definitieve instrukties, waarin klaar en duidelijk gezegd wordt, welke de bevoegdheid van de Belgische gezant is, nl. : *de grondslagen te leggen voor een blijvende nederzetting, betrekkingen met inheemse volkeren aan te knopen en te onderhandelen over het afstaan van een voordelig gelegen grondgebied.*

Het was einde Oktober 1840, wanneer bovenstaande instrukties hem bereikten te *Keneh* (O. Egypte), waar hij inmiddels was toegekomen na een reis over *Jeruzalem* en *Suez,* en waar hij het antwoord op zijn protest wegens de bemoeiingen van Lebeau had afgewacht.

December naderde reeds, wanneer Blondeel een eerste etape van zijn reis aanpakte, alléén, want zijn reisgenoot kapitein *Eenens* (1), die met speciale steun van de Koning de vergunning had verkregen Blondeel te vergezellen, werd gedurende de tocht Jeruzalem-Suez-Keneh door koortsen aangegrepen en was verplicht de terugweg naar Kaïro in te slaan, waarbij hij bijna het leven inschoot.

Van uit Keneh vangt de tocht dan aan. De eerste pleisterplaats is *Kosseyr,* haven aan de Rode Zee. Verder dan over de meer zuidelijke havens *Dieddah, Souahim* en *Massouah,* waar hij op 9 Februari 1841 aankwam, wat verwondering kan wekken gezien de duur van de reis en de betrekkelijke korte afstand, die afgelegd werd. In de geschiedschrijving heet het dan ook dat Blondeel het « haast en spoed is zelden goed » in zijn zeer ruime betekenis heeft toegepast.

(1) Kap. Eenens behoorde tot de groep van drie Belgische officieren, die door de Koning naar Egypte waren gezonden als waarnemers bij een eventueel konflikt tussen Engeland en Mehemed-Ali.

§ 2. — UITVOERING DER OPDRACHT.

Het is maar vanaf Massouah dat de zending van Blondeel aan haar instruktie beantwoordt. Daar immers treedt hij in kontakt met een afvaardiging Ethiopiërs, die op doorreis zijn naar Kaïro; daar ook worden de eerste onderhandelingen gevoerd over het afkopen van het *Amphila-eiland met baai en hinterland*. De prijs voor dit gebied zou ongeveer 12.000 goudfrank bedragen. Blondeel gaat toch niet dadelijk op de koop in en verschuift de beslissing naar de datum van zijn terugkeer naar Massouah. Want het schijnt dat de avonturenlust de Belgische diplomaat heeft aangegrepen; hij trekt het binnenland in met zijn « gevolg » van bijna vijftig koppen waaronder de tolk *Contarini,* de onmisbare dragers, de lijfwacht en vijf inboorlingen-gijzelaars schuts tegen slechte behandeling vanwege minder vriendelijke stammen, door wier grondgebied de tocht ging.

En de reis was om andere redenen nog niet gemakkelijk. Om van de kust uit het Abessinisch hoogland, kern van het land, te bereiken moest de karavaan door een gordel van verlaten blakende zandwoestijnen. Het hoogland op zijn beurt was door stortregens erg ingevreten, wat de beklimming bemoeilijkte. Op sociaal terrein had de verbrokkeling eveneens haar weerslag door de bevolking volgens de plooiïngen van het terrein in zovele kleine staten te verdelen. Dergelijke toestand bemoeilijkte de taak van Blondeel in de zin, dat hij moeilijk vaste overeenkomsten kon treffen met een of andere kleine koning, daar de politieke structuur (een soort feodaliteit) zeer wankel- en veranderlijk was.

We kunnen dit gemakkelijk constateren, wanneer Blondeel op 27 Mei 1841 *Gondar,* de zogenaamde hoofdstad van het rijk, bereikt en door keizerin *Ozero Menen* wordt ontvangen. Het land is op dit ogenblik in volle gisting. De respektieve « ras » of koningen zijn in oorlog gewikkeld. Blondeel maakt daarvan gebruik om overeenkomsten te treffen met vorsten, die elkaar vijandig zijn; één van hen zal toch overwinnaar zijn, zodat ook één der overeenkomsten kans heeft te blijven bestaan. Een voorbeeld daarvan : de overeenkomst met ras *Ali* zoon van Ozero Menen evenals met ras *Gocho,* vijand van Ali, betreffende de afstand van de provincie *Aghama* aan België.

Het heen en weer geloop van Blondeel en zijn besprekingen met de verschillende vorsten vielen echter niet in de smaak van de Keizerin; de vrijheid van de Belg werd dan ook

beperkt en de regeringsafgezant, die hem naar Brussel moest vergezellen om definitieve akkoorden af te sluiten werd weerhouden.

Een grote slag op 6 Februari 1842 tussen de keizerin en Ali enerzijds en een coalitie van twee vorsten anderzijds geeft Blondeel gelegenheid de plaat te poetsen met de hulp van de nieuw aangestelde bisschop *Salamé,* die hem de onschendbaarheid geeft door zijn borstkruis te schenken en hem de macht te geven te zegenen en te excommuniëren in zijn naam.

Onschendbaar door dit voorrecht reist Blondeel tot aan het *Tanameer,* waaruit de Blauwe Nijl zijn oorsprong neemt. Zonder al te veel spoed gaat de reis dan over *Abou-Haraz,* waar hem een bark ter beschikking wordt gesteld door de gouverneur van Soudan. Op 30 Mei bereikt hij *Kartoem;* kanongeschut begroet het Belgisch paviljoen.

Gedurende een verblijf van twee maanden te Kartoum, (Blondeel haast zich nog niet), verneemt hij, dat men voor zijn leven en veiligheid gevreesd had in zoverre, dat een patrouille uitgetrokken was om hem op te sporen.

Op 5 Augustus daalt Blondeel de Nijl verder af en bereikt Kaïro op 10 Oktober 1842; zijn reis van twee jaar, vier maanden en twintig dagen had geen praktisch resultaat opgeleverd.

§ 3. — ENKELE BESCHOUWINGEN OVER DE TOCHT VAN BLONDEEL.

Er komt een zeker gevoel van onbehagen over de lezer, die de reis van Blondeel heeft gevolgd omdat hij, zelfs zonder in detail te treden, vaststelt dat er iets niet klopt. Blondeel bereikte geen duurzaam resultaat, wel bracht hij een volledige dierentuin mee uit het Ethiopisch binnenland, maar op het voorstel, dat Brussel zijn giraffen en leeuwen zou aannemen, kreeg hij het antwoord, dat op het budget geen enkel krediet voorzien was voor dergelijke post.

Waar liggen dan de oorzaken van deze mislukking?

Wij menen, dat ze gedeeltelijk aan Blondeel, gedeeltelijk aan de Belgische regering en gedeeltelijk aan de buitenlandse invloeden kunnen toegeschreven worden.

1. Blondeel reisde alléén. In geval van ziekte was er niemand, die de onderhandelingen kon voortzetten. Daaruit volgde ondoeltreffendheid van aktie en tijdverlies, wat de Belgische gezant zeker heeft beïnvloed, zodat hij tenslotte een ander

doel is gaan nastreven, aantrekkelijker maar vager dan de instrukties oplegden, het opzoeken nl. van de bronnen van de Nijl.

2. Het incident met J. Lebeau rond de instrukties voor de reis was reeds tekenend voor een bepaalde kring van mensen, die tenslotte dergelijke exploraties liever niet zagen doorgaan en die maar handelden op uitdrukkelijke wil van de Koning. Hoe langer we de geschiedenis van deze expansiepogingen bestuderen, hoe meer we de figuur van de Koning en slechts enkele directe medewerkers als laatste stimulans aantreffen. Het is dan ook spijtig, dat de meeste archieven, die ons over de fijnste geledingen van de koninklijke politiek zouden kunnen inlichten bij de brand van het kasteel te Laken zijn vernietigd.

3. Niet alles mag aan Blondeel en de verantwoordelijke regeringskringen worden toegeschreven. Ook buitenlandse invloeden hebben zich doen gelden.

Wanneer b. v. Blondeel onderhandelingen heeft gevoerd over de aankoop van Amphila, dan werd dit voorstel te Brussel terzijde gelegd; men vreesde financiële experimenten en... het wantrouwen van Engeland tegenover iedere expansiepoging. Die vrees was gegrond. Het bewijs er van wordt geleverd door het antwoord der Engelse regering, wanneer ze in 1844 gepolst werd naar haar houding bij een eventuele vestiging van een Belgische nederzetting in Abessinië. « De Indische Compagnie », klonk het, « zou dit moeilijk kunnen aanvaarden... » Het was een beleefde verwittiging. Er werd dan voorlopig geen poging meer gedaan vóór 1850. De gezant van ras Ali, die in dit jaar te Kaïro aankwam met nieuwe voorstellen voor Blondeel, kon onverrichterzake terugkeren. Blondeel was tot Minister te Konstantinopel benoemd... einde van het Abessinisch bedrijf.

KAPITEL III.

—

SANTO-TOMAS (GUATEMALA) 1841-1855.

§ 1. — HET PROJEKT.

Was de reis van Blondeel, die we zojuist gevolgd hebben, een voorbeeld van kolonisatiepoging, die in het stadium van de voorbereiding mislukt, dan gaat de onderneming van Santo-Tomas heel wat verder; zij komt tot verwezenlijking, zij het dan maar voor korte duur.

We gaan tamelijk snel heen over het allereerste gebeuren, waarin *Louis Obert,* agent te Brussel van « *The Eastern Coast of Central America Commercial and Agricultural Company* » aan Leopold I een voorstel doet, dat het afstaan aan België betreft van een deel der concessies, die de Engelse Compagnie in Centraal-Amerika, meer bepaald in Guatemala, bezat.

Dit aanbod wordt gunstig onthaald. Op 25 Februari 1841 wordt de *Compagnie Belge de Colonisation* gesticht, die zich met het vastleggen der overeenkomst en de uitbouw van het projekt zal bezig houden. In September van hetzelfde jaar krijgt de Compagnie haar juridisch statuut en zal zich dienvolgens bezig houden met de uitbating van het distrikt Santo-Tomas en zijn haven. Leopold I van zijn kant steunt het projekt zoveel het in zijn macht ligt : hij brengt het tot een officiële erkenning van de Compagnie, hij benoemt tot voorzitter graaf *Félix de Mérode* en tot ondervoorzitter graaf *Théophile de Hompesch.*

§ 2. — TWEE VERKENNINGEN EN TWEE RAPPORTEN.

Iets kopen zonder het gezien te hebben kan in sommige gevallen wel goed uitvallen. Wanneer de koopwaar echter een kolonie is, dan wordt elementaire voorzichtigheid geboden. Zo vatte de Belgische Compagnie het ook op, daarbij nog aangezet door Leopold I. Er waren ten andere in de binnen- en

buitenlandse pers enkele berichten verschenen rond Santo-Tomas, die ver van gunstig waren. Het was dus noodzakelijk, ook van propagandistisch standpunt uit gezien, ter plaatse een onderzoek in te stellen.

Op 9 November 1841 vertrekt een afvaardiging aan boord van de Belgische schoener *Louise-Marie*. Tweevoudig is de taak : eerst en vooral in voeling treden met de regering van Guatemala en handelsovereenkomsten sluiten; in de tweede plaats het aan België toegewezen gebied onderzoeken. Tweeledig is de commissie. De eerste staat onder leiding van luitenant *Petit,* commandant van de *Louise-Marie;* de tweede onder leiding van één der stichters der Compagnie, ridder *de Denberghe de Binckum*. De algemene leiding berust bij kolonel *de Puydt.*

We laten alle details van reis en aankomst terzijde evenals de tochten in Guatemala. We besteden echter wat meer aandacht aan de respektieve rapporten, die de resultaten van het onderzoek vastleggen. Ze spreken elkaar tegen. De commissie van luitenant Petit besluit, dat het terrein van Santo-Tomas niet geschikt is voor kolonisatie, de commissie onder leiding van de Puydt oordeelt de ligging wel geschikt.

De uitleg hiervoor is gemakkelijk te vinden. Bij de eerste stappen reeds in het weelderig oerwoud meende de zending Petit, dat het niet wenselijk was verder door te dringen en onmiddellijk trok ze zich terug op de *Louise-Marie;* een werkelijk onderzoek naar de vestigingsmogelijkheid werd dus niet ondernomen en voortgaande op een eerste indruk werd dadelijk een besluit geveld. Kolonel de Puydt daarentegen had zijn onderzoek doorgedreven zoals het hoorde. Hij deed zelfs meer, want bij nader toezien bleken de rechten, die door de Engelse Compagnie aan de Belgische waren overgedragen, niet zo heel stevig gegrond te zijn ; daarom had hij een nieuw verdrag gesloten, waarbij een grondgebied van Santo-Tomas rechtstreeks aan de Belgische Compagnie werd toegestaan, dit tegen zeer zware voorwaarden en zonder dat België de volledige souvereiniteit over het gebied kreeg.

Eigenaardig genoeg zal het negatieve advies van Petit achteraf bevestigd worden door de mislukking der Belgische kolonie, zij het dan nog om andere redenen dan die in het rapport vooropgesteld werden.

Voor hen, die echter van uit België een oordeel moesten vellen, bood alleen het rapport van de Puydt de nodige garantie. Daarop werd dan ook gesteund als grondslag voor de uit te bouwen kolonisatie.

§ 3. — DE KOLONISATIE EN HAAR ONDERGANG.

Onmiddellijk na de bekrachtiging van de toewijzingsakte, die, op grond van het nieuwe verdrag door kolonel de Puydt aangegaan, aan de nieuwe voorwaarden was aangepast, wordt de propaganda voor de kolonisatie aangevat. Brochures en lofartikels verschijnen, waarden worden uitgegeven. Weldra worden de eerste kolonisten aangeworven en het bestuurlijk kader samengesteld. Leider van de ganse onderneming zal *P. Simons* zijn, die als ingenieur Guatemala reeds had bezocht, wanneer hij onder Hollands bewind een studiereis ondernam met het oog op de aanleg van het interoceanisch kanaal van Nicaragua. Voor de geestelijke belangen worden twee Jezuïeten aangesteld *P. Walle* en *P. Genon;* een « geprefabriceerde » kapel zal tezamen met ander materieel en goederen uit België meegenomen worden. Verder worden nog acht diensthoofden aangeduid, die onder leiding van ingenieur *Simons* voor de ontginning, hygiëne, aanleg van bruggen enz. zullen verantwoordelijk zijn.

Op 14 Maart 1843 vaart dan het eerste schip *Théodore* met bestemming naar Guatemala af. Een gedeelte van het materieel wordt hierop vervoerd en enkele kolonisten, waaronder P. Simons en de diensthoofden. De *Louise-Marie* vertrekt enkele dagen later evenals de *Ville de Bruxelles.* Het grote avontuur was begonnen, met hoop op zegen.

Maar het duurt niet lang of de rampenreeks, die gans de onderneming zou teisteren, neemt een aanvang. Twee maanden na het vertrek, op 14 Mei 1843, sterft P. Simons, de enige die door zijn kennis van het te koloniseren gebied degelijke leiding had kunnen geven. Het is het begin der katastrofe; geen enkele der expeditieleiders, die achtereenvolgens aangesteld worden, zij het kapitein *Philippot,* Pater *Walle,* majoor *Guillaumot,* kapitein *Dorn* en anderen nog, zijn tegen de talrijke problemen der kolonisatie opgewassen.

Op 19 Mei 1843 landt de *Théodore* in Santo-Tomas. Tweede ontgoocheling : het land beantwoordt in geen enkel opzicht aan de verwachtingen, die door de propaganda waren opgewekt. Het eerste kontakt is zelfs zo ontmoedigend, dat tien kolonisten onmiddellijk terugkeren met de *Théodore* en vijftien andere hun geluk gaan wagen in andere gewesten van Centraal-Amerika.

De ontgoocheling vermag toch niet de propaganda en de aanwerving in België stop te zetten ; in Oktober 1844, anderhalf jaar ongeveer na de aankomst der eerste kolonisten telt

Santo-Tomas reeds 821 bewoners, te veel in verhouding tot de beschikbare plaats. Wanneer we nu eventjes teruggaan, dan zien we reeds een duidelijke lijn lopen : de dood van P. Simons ,minder bekwame opvolgers (b. v. Pater Walle, die de nederzetting al te zeer als religieuze communauteit beheerde, en zijn opvolger majoor Guillaumot die er een kazerne wilde van maken), te groot aantal kolonisten, die ondergebracht worden in haastig opgetrokken barakken en hutten, die in het laagste deel van het grondgebied liggen, zodat de hoge vochtigheidsgraad de epidemieën, die er normaal welig woekeren nog opdrijft. Men kan dan zelf gemakkelijk afleiden, welk een verwoestende invloed dergelijke levensomstandigheden op de bevolking uitoefenen. Dat er geen enthousiasme is, zal wel niet wonder klinken.

En toch had de taaiheid der kolonisten al deze tegenslagen kunnen overwinnen, indien de grondslag van de organisatie niet op een verkeerd princiep had berust. Het privaat initiatief nl. kon niet tot uiting komen al het werk kwam de administratie ten goede die zich belastte met de voeding en de huisvesting der kolonisten. Gezien de bevolking weinig enthousiast was, omwille van de hierboven besproken tegenslagen en fouten, spande zij zich vanzelfsprekend ook niet in maar één minuut langer te werken dan absoluut nodig was. Van dit ogenblik af kon er geen vooruitgang van het kolonisatiewerk mogelijk zijn. En het onomstootbaar bewijs daarvan ligt in het feit, dat talrijke Belgische schepen Santo-Tomas aandeden, zonder één enkele lading, vrucht van het kolonisatiewerk, naar het vaderland te kunnen overbrengen.

§ 4. — FINANCIELE MOEILIJKHEDEN EN DIPLOMATIEKE BEDRIJVIGHEID.

De mislukking van de koloniale onderneming op Santo-Tomas werd natuurlijk ook in Brussel gevoeld. Van de verhoopte handel was niets terecht gekomen, de geïnvesteerde kapitalen brachten niets op.

We gaan niet op het financieel aspekt van dit onderwerp wijzen ; alleen maar op de katastrofale toestand, waarin de *Compagnie Belge de Colonisation* verkeert, zodat zelfs het persoonlijk ingrijpen van de Koning nodig is om de algehele ondergang te voorkomen.

Een vertrouwd en bekwaam diplomaat wordt dan naar Santo-Tomas gezonden om een onderzoek in te stellen naar de toestand van de kolonie en om terzelfdertijd te trachten

een wijziging te bekomen van sommige voor België minder gunstige stipulaties uit de overeenkomst van Guatemala. Het is E. Blondeel die, alvorens zijn nieuwe post als Minister van België in Mexico te betrekken, het onderzoek zal instellen.

Op 28 Juni 1845 komt hij te Santo-Tomas aan. Bij de eerste aanblik schijnt hem de innerlijke toestand der koloniën niet zo slecht te zijn, als werd afgeschilderd ; er is zelfs een begin van handel met andere gebieden. De gouverneur echter, *von Bülow,* die de leiding had verkregen na majoor Guillaumot en kapitein Dorn, scheen niet de aangewezen persoon te zijn, daar hij andere belangen scheen te verdedigen dan de specifiek Belgische. Alles tezamen was de indruk van Blondeel dus niet zo slecht. Hij dacht dan ook, dat met de financiële steun van België er wel iets kon bereikt worden. Niet lang na zijn aankomst valt Blondeel echter ten prooi aan moeraskoortsen, die hem lange tijd alle aktiviteit onmogelijk maken. Wanneer hij einde 1845 een gunstige overeenkomst kan afsluiten met de regering van Guatemala, dan is de financiële toestand der Compagnie te Brussel zo hachelijk geworden, dat de voorstellen van Blondeel heel eenvoudig worden geklasseerd.

Gedurende het verblijf van Blondeel welt ook een vlaag van opstandigheid op tegen de gouverneur der kolonie, baron von Bülow. We vermelden dit incident, omdat het ons toelaat verder door te gaan op één der redenen van mislukking der koloniale onderneming, nl. het gemis aan degelijke leiding. Wanneer wij daarop nog meer drukken, dan kunnen we er ook op wijzen, dat praktisch al degenen, die de leiding hadden der onderneming, vreemdelingen waren : Guillaumot was Fransman, von Bülow, Pruis en zijn opvolger Aguet, Zwitser. Het is dan niet moeilijk te begrijpen, dat in zulke omstandigheden niet veel van het behartigen der Belgische belangen terecht kwam.

Alhoewel het maar één symptoom was van de velen, die op mislukking wezen, volstond het incident von Bülow toch om te Brussel een belangrijke beslissing te doen nemen; de Minister van Buitenlandse zaken onttrekt alle officiële steun aan de onderneming en een schip wordt ter beschikking gesteld van de kolonisten, die wensen terug te keren naar het vaderland. Deze laatste maatregel werd door de kolonisten als een kapitulatie van het moederland tegenover haar verantwoordelijkheid beschouwt. Ook Blondeel schijnt het zo op te vatten, want hij keert naar Europa terug en trekt zich van de onderneming niets meer aan. Weer stond Leopold I alleen met een mislukking te meer in zijn koloniale plannen.

Hier zou het verhaal der kolonisatie van Santo-Tomas kunnen afgesloten worden. Het is echter interessant nog wat door te gaan en te zien, wat er verder met dit gebied gebeurde. Want ondanks de mislukkingen blijft de wil van de Koning, België een kolonie te geven, onverzwakt.

In de jaren 1849-50 bemerken we dan, hoe een nieuwe poging wordt gewaagd om de kolonisatie van Santo-Tomas renderend te maken. Dit zal gebeuren in samenwerking met enkele scheepsreders, die de rechten der vroegere Compagnie hebben overgenomen. De onderneming is niet erg bloeiend maar volstaat toch om nieuwe kolonisten aan te trekken.

In 1851 dagen de moeilijkheden echter op van een onverwachte zijde : de regering van Guatemala zegt de overeenkomst van 1843 op, zodat het nodig wordt een nieuw gezant te sturen om de kwestie te regelen. *Martial Cloquet* wordt met deze taak belast en hij handelt geheel volgens de persoonlijke instrukties van Leopold I. Maar daarmee gaat de Minister van Financiën niet akkoord en Cloquet wordt teruggeroepen. Een ander diplomaat wordt nog gezonden, baron *Behr,* wiens zending echter totaal mislukt.

Gedurende de volgende twee jaren, tot 1855, bestuurt de Zwitser Aguet de Belgische kolonie en brengt er een betrekkelijke welstand. Na zijn dood werden nog verdere voorstellen gemaakt door Guatemala zelf, maar weer wordt Leopold I door zijn ministers niet gevolgd.

Het jaar 1855 betekent dan ook het einde van de Belgische kolonie op Guatemala.

KAPITEL IV.

DE MILITAIRE EXPEDITIES IN PORTUGAL (1832-1835).

§ 1. — HISTORISCH KADER.

Om de Belgische expedities in Portugal in hun geschiedkundig kader te plaatsen is een tamelijk uitgebreide schets nodig van de politieke evolutie, die Portugal doormaakte van het ogenblik af, dat de Napoleontische legers uit het land werden verdreven.

Wanneer de Engelse legers de Franse overheersing hebben gebroken en het Kongres van Wenen (1815) een einde stelt aan het Frans imperialisme, is de Portugese zelfstandigheid er geen stap op vooruit gegaan. De Engelse belangen overheersen en de afwezigheid van de koninklijke familie, die bij de inval der Franse legers naar Brazilië was uitgeweken, verscherpt die toestand nog. Krisisjaren volgen dus op de bevrijding, jaren die Portugal rijp maken voor de reactie.

Deze breekt reeds uit in 1817 onder de vorm van een samenzwering tegen de vreemde overheersing.

Alhoewel het eerste opzet gewelddadig onderdrukt wordt, blijven de gevolgen niet uit en op 24 Augustus 1822 staat het garnizoen van Porto op. Drie maand later is het de beurt aan het garnizoen van de hoofdstad. Merken we nochtans op, dat het motief van de opstand in Lissabon niet zozeer het verzet is tegen de vreemde overheersing dan wel de politieke hervorming. De revolutionnaire beweging wint gans het land en maakt het mogelijk, dat de Cortès de Spaanse constitutie overneemt op voorwaarde, dat iedere wijziging, die er zou kunnen aangebracht worden, nog meer liberaal zou moeten zijn.

Dat het hier om een onbesuisde daad gaat, waartegen het beredeneerde verstand niets vermag, wordt voldoende bewezen door het feit dat Jan VI, die zijn moeder Maria I in 1816 opvolgde, bij zijn terugkeer uit Brazilië de eed op de ultraliberale Constitutie moet afleggen, wat hij ook doet.

Niet allen echter zijn bereid de nieuwe richting op te gaan. Adel, clerus, militairen en politiekers, die door het vorig regiem begunstigd werden, verenigen zich als verdedigers van het extreem-absolutisme en roepen don Miguel, 's konings tweede zoon, als hun vorst uit. Jan VI vlucht hierop naar een Engels schip en regeert vandaar uit. Bij zijn dood in 1826 volgt don Pedro hem op; hij wordt door alle Europese landen als wettelijk vorst erkend.

Er dagen echter moeilijkheden op. Don Pedro, die sinds 21 Oktober 1822 tot keizer van het zelfstandige Brazilië was gekroond, verblijft in de Braziliaanse hoofdstad. De opvolging in Portugal stelt hem voor de keuze ofwel Lissabon ofwel Rio de Janeiro als residentiestad te nemen. De oplossing van het probleem is onverwacht : Brazilië zal namelijk aan zijn oudste zoon toekomen, terwijl zijn tweede kind, dona Maria, de kroon van Portugal zal krijgen. Don Miguel van zijn kant zal verloofd worden met dona Maria en gedurende haar minderjarigheid het regentschap waarnemen. Wat de extreem-liberale Constitutie betreft, ze zal vervangen worden door een constitutioneel Charter.

Alles verloopt volgens de voorgeschreven richtlijnen tot op het ogenblik dat don Miguel het regentschap in handen heeft, want onmiddellijk wordt het roer omgeworpen, even radikaal als in 1822 maar in tegengestelde richting. Op 25 Juni 1823 wordt don Miguel tot koning uitgeroepen door een zorgvuldig uitgekozen vergadering.

Een tijdperk van absolutistische terreur breekt nu aan. Maar evenals in 1822 was de ommekeer te brusk. Te veel eigenbelang moest worden opgegeven, om geen reactie te veroorzaken.

Het eiland Terceira wordt dan het verzamelpunt voor allen, die de liberale ideeën zijn toegedaan en die hun land bij de aanvang der diktatuur waren ontvlucht. Door de liberale landen gesteund in geld, manschappen en materieel, zal een leger naar het vasteland oversteken. De voornaamste gebeurtenissen uit de strijd zullen we in de volgende paragrafen bespreken ; in het kader van deze algemene inleiding volstaat het, er op te wijzen, dat de bevrijdingstroepen die sinds 1831 onder de leiding van don Pedro staan, gedurende meer dan drie jaar in hevige gevechten gewikkeld worden en slechts zeer moeilijk de overwinning op don Miguel kunnen behalen. Zo zien we, dat na een eerste rustpunt, 24 Juli 1833 (regentschap van don Pedro), de strijd door don Miguel wordt her-

nomen en dat alleen een viervoudige Alliantie (22 April 1834) tussen Engeland, Frankrijk, Spanje en Portugal een overwinning kan bewerken.

De overeenkomst van Evora-Monte (26 Mei 1834) besluit de vijandelijkheden. Don Miguel wordt definitief de toegang tot Portugeese bodem ontzegd, terwijl don Pedro het regentschap waarneemt steunend op het constitutioneel Charter van 1826.

Na enkele maanden sterft don Pedro en dona Maria wordt meerderjarig verklaard.

De moeilijkheden blijven echter niet uit. De « Septemberrevolutie » (1836) schaft het Charter van don Pedro af en herstelt voorlopig de Constitutie van 1822.

In 1838 dan verschijnt een nieuwe constitutie, die op haar beurt na weinig tijd verdwijnt.

§ 2. — DE EERSTE EXPEDITIE, 1832-1833.

Er werd zo juist op gewezen, hoe de terreur van don Miguel een liberale reactie in het leven riep, die vanaf 1831 onder leiding van don Pedro de strijd aanbond met het absolutisme. Er werd eveneens de aandacht gevestigd op de steun, die aan don Pedro werd gegeven door liberaal-gezinde mogendheden. In het kader van die reactie en als liberaal land draagt België bij tot de bevrijding van Portugal (1).

De eerste Belgische expeditie is een rechtstreeks antwoord op de oproep door don Pedro gedaan, wanneer hij Brazilië heeft verlaten en in Engeland is aangekomen, om hulp te vragen voor zijn onderneming.

De sympathie voor de zaak van don Pedro en de goede indruk door de vorst op enkele leden der Belgische regering gelaten, toen zij hem in Engeland hadden ontmoet, bespoedigen ten zeerste de vorming van een Belgisch korps.

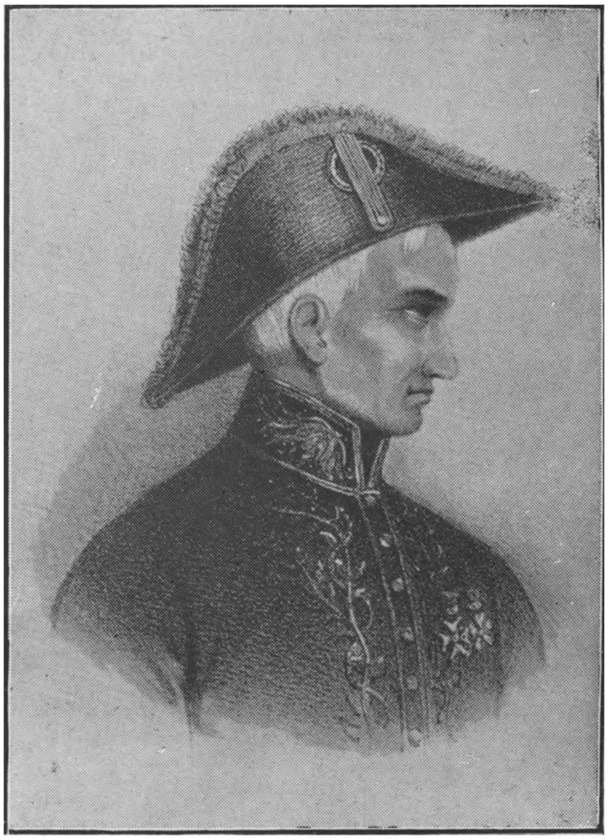
Dit wordt samengesteld uit leden van een in 1831 gevormd vreemdelingenlegioen, waarin Duitsers, Fransen, Spanjaarden en Hollanders waren ondergebracht, aanvankelijk onder het bevel van *Achille Murat,* kandidaat-Belgisch-Koning, later onder Majoor *Tordo.*

---

(1) *Liberaal* moet hier natuurlijk in zeer ruime betekenis opgevat worden liefst in tegenstelling met conservatief.

Cliché Koninklijk Legermuseum.

Staat Guatemala. — Huis bewoond door de Exploratiecommissie.



Cliché Koninklijk Legermuseum.

Ingenieur Simons, Koloniaal Directeur van Santo-Thomas,
stichter van de eerste spoorweg,
dood op zee de 14e Mei 1843.

Cliché Koninklijk Legermuseum.

Het « Belgiëplein » te Santo-Thomas.

Foto Koninklijk Legermuseum.

De Baai van Sint-Catharina in Brazilië.

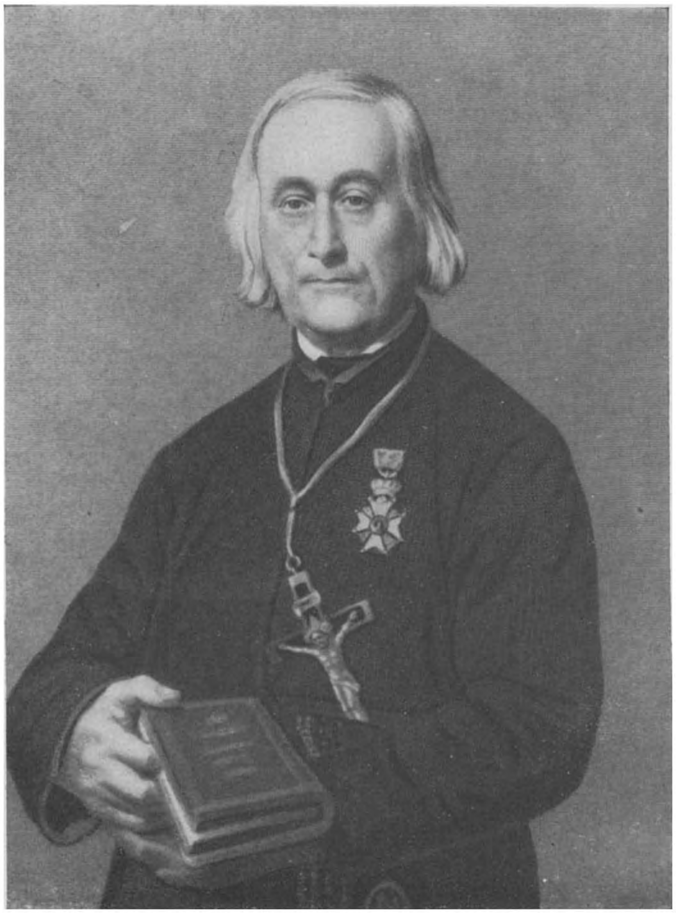


Foto Prentenkabinet.

Portret van Pater De Smet.

Het korps wordt volledig ingericht te Oudenaarde onder leiding van de Genuese Kolonel *Borso* en de Poolse Majoor *Urbanski.* Vanaf Oktober 1832 tot Mei 1833 verloopt dan de inscheping te Oostende afdeling na afdeling.

Alhoewel over het algemeen niet veel belang wordt gehecht aan deze eerste expeditie, heeft het Belgisch korps toch een zekere rol gespeeld in de *bevrijding van Oporto,* dat na een belegering van één jaar op 25 Juli 1833 de troepen van don Miguel ziet vluchten.

Het is een feit, dat de zending van een Belgisch korps in sommige middens niet zacht bekritiseerd is geweest. Zij, die vertrokken waren, werden zelfs bestempeld als « bandieten... plunderaars van kerken en kloosters ». Zonder een gemakkelijk argument te zoeken in een Miguellistische propaganda, die langs de conservatieve mogendheden om, eenzijdige berichten de wereld inzond, kunnen we de eventuele vandalenstreken van het Belgisch korps aannemen; ze verminderen de interventie op moreel gebied ; hun rol blijft nochtans bestaan als een geschiedkundig feit.

Daar echter de subjectiviteit een zeer grote plaats inneemt, waar het er om gaat de waarde van een leger of van een expeditie vast te stellen, gaan we hier niet in op de vraag : « Welk is de objectieve waarde van de Belgische expeditie? » We stellen echter eenvoudig vast, dat de verdedigers van don Pedro, de liberaalgezinden dus, eensgezind de lof van het Belgisch korps verkondigen.

In zoverre heeft de Belgische zending goed werk verricht, dat een aanvraag wordt gedaan door don Pedro om een tweede korps te zenden.

§ 3. — **DE TWEEDE EXPEDITIE, 1833-1835.**

De voorafgaandelijke onderhandelingen voor het vormen van een tweede Belgisch korps worden gevoerd tussen generaal *Goblet* enerzijds, graaf *de Funchal* en Mr *Mendizabal* anderzijds. In September 1833 zijn de theoretische moeilijkheden van Belgische zijde reeds uit de weg geruimd. Praktische schikkingen worden getroffen tussen Mr. Mendizabal en Mr. le Charlier in een bijeenkomst te Brussel op 3 November. Afgezien van enkele ondergeschikte wijzigingen wordt het derde van de voorgestelde drie vormingsplannen aangenomen. Als voornaamste stipulaties door Mr Mendizabel aangeduid kunnen we vermelden : het lichten van een korps uit elementen van het Belgisch aktief leger ; het korps zou één jaar ten

dienste van don Pedro staan, door hem uitgerust worden en bezoldigd en na het verlopen jaar op kosten van de Portugeese regering naar België teruggebracht worden.

Evenals voor het eerste korps gebeurt de inscheping van het tweede te Oostende. Van Oktober 1833 tot April 1834 worden 1.218 manschappen naar Portugal overgebracht. Op 16 April zijn allen in Lissabon verzameld. Onder de algemene leiding van generaal *Sà da Bandeira* zet het Belgisch korps zijn reeks wapenfeiten in met het ontzetten van *Faro* (uiterste Zuiden van Portugal) op 10 Maart. Langs *Beja,* dat door de vijand werd verlaten, gaat het over de Guadiana naar *Serpa* waar een Miguellistisch garnizoen de opdracht heeft gekregen in de burcht tot het uiterste weerstand te bieden. Op 24 Maart doen de Belgen een stormloop. Hun onderneming mislukt nochtans en over de Guadiana gaat het terug naar Beja. Om echter een omsingeling in deze stad te vermijden, richt het korps zich naar *Mertola,* waar het van 27 tot 30 Maart op rust verblijft. De tocht naar het Zuiden wordt hernomen en op 2 April komt het Belgisch korps in *Loulé.* Gedurende een oefening buiten het dorp vallen sterke guerilla-troepen aan, die na een kort gevecht worden teruggedreven.

Deze korte episode is slechts een klein voorspel van een groot gevaar dat opdaagt. Sterke Miguellistische troepen komen naar het Zuiden afzakken. Op 24 April heeft een samentreffen plaats te *S. Bartholomeo de Massinas.* Na hevige gevechten trekt generaal Sà da Bandeira zich terug op *Silves* en verder op *Faro.* Een rustperiode volgt tot 4 Mei. Op die datum breekt een eerste aanval der Miguellisten los, die zeer bloedig afgeslagen wordt. De volgende dagen verlopen in schermutselingen. Vervolgens trekken de Miguellisten terug om *Faro* van de zee af te snijden, hetgeen zeer gemakkelijk kan verwezenlijkt worden door de bezetting van *Olhâo.* Twee Belgische kompagnieën en een kompagnie vrijwilligers gelukken er in de vluchtelingen uit Olhâo te doen terugkeren en de stad te barricaderen. Op 9 Mei wordt met inspanning van alle krachten een aanval der Miguellisten afgeslagen. Gedurende drie dagen wordt de stad verder versterkt; de vijand oordeelt het nochtans nuttiger op Loulé terug te trekken.

Ondertussen is ook de militaire toestand in de andere delen van het land geëvolueerd. De troepen van don Miguel, die gedurende een jaar in *Santarem* (provincie Estramadura) legeren, worden gevoelig gedund door twee zendingen ; de eerste naar het Noorden om graaf *de Terceira* tegen te houden; de andere naar het Zuiden tegen Sà da Bandeira, terwijl het overige deel door generaal Saldanha wordt belegerd.

Alhoewel numeriek veel sterker worden de troepen van don Miguel gedwongen op Evora terug te trekken, waar zij op 26 Mei tot de kapitulatie gedwongen worden.

Een tocht, waarop vluchtende Miguellistische troepen worden ontwapend en nog enkele schermutselingen plaats grijpen, beëindigt de campagne van het Belgisch korps. Zij heeft in haar geheel tien maanden geduurd en 150 doden gekost. In de Lente van 1835 worden de overigen gerepatrieerd.

§ 4. — ENKELE BESCHOUWINGEN.

1. Men kan de indruk niet ontgaan, dat de rol van de regering en vooral van de Koning inzake de interventie in Portugal miniem schijnt te zijn. Zelfs schijnt alle initiatief, op een paar uitzonderingen na, uit te gaan van tweede-rangspersonaliteiten. Het is nochtans een vergissing, die op een speciale taktiek berust.

We stipten reeds aan, dat Leopold I door zijn expansieplannen in een delikate positie kwam te staan tegenover het buitenland. Waar het militaire zendingen betrof, was dit nog veel meer het geval. Daarom hield de vorst zich volledig op het achterplan zonder daarom op te houden het centrum te zijn van iedere bedrijvigheid op internationaal gebied.

2. De vraag kan dan gesteld worden, welk doel de Koning bij een dergelijk experiment nastreeft.

Een *eerste reden* daarvoor is wel steun te verlenen aan een land, dat zijn strijd uitvecht tegen het absolutisme. België dat in 1830 zijn strijd tegen het « absolutisme » had gevoerd, voelde zich geroepen iedere bevrijdingspoging in andere landen te steunen.

Er is nog een *tweede reden*. Door toe te laten, dat een korps gelicht werd uit elementen van het vreemdelingenlegioen, trachtte de vorst van zekere ongure individuën verlost te geraken. Dit was nodig, want als vrijheidslievend land was België een toevluchtsoord geworden voor politieke vluchtelingen, echte en onechte, die soms op internationaal terrein moeilijkheden berokkenden aan de Belgische regering.

En een *derde reden*, waarvan het nog niet uitgemaakt is, of het niet eerder een gevolg is dan een reden. Verscheidene malen, vinden we immers in de Portugese geschiedschrijving zeer scherpe uitlatingen tegen Leopold I als zouden zijn bedoelingen niet zuiver politiek of philantropisch zijn geweest, daar hij als vergoeding voor de interventie graag een deel der Portugese koloniën in bezit had genomen.

Moeten we dit opvatten, als zou de uiteindelijke bedoeling van Leopold I geweest zijn, een interventie te bewerken om een kolonie te verwerven? Of is dit plan maar eerst ontstaan, nadat Portugal in financiële moeilijkheden verkeerde, wanneer het er op aankwam de onkosten der Belgische expeditie te dekken ? De vraag blijft onopgelost, maar het stellen alleen ervan is reeds belangrijk daar we, evenals in de vorige kapitels, op het leidmotief van 's Konings buitenlandse politiek stoten : *België moet een kolonie hebben.*

ALGEMENE CONCLUSIE.

Door velen worden de Belgen voor « thuiszitters » versleten. Als reactie daartegen hebben sommigen het willen doen voorkomen, of zij een zeevarende en koloniserende natie bij uitstek zijn. Noch de enen noch de anderen hebben het bij het rechte eind.

Want de eersten kan aangemerkt worden, dat doorheen gans onze geschiedenis onze landgenoten geen vrees voor de vreemde hebben gehad; het relaas van hun reizen bewijst het voldoende. We weten wel, dat Portugezen, Spanjaarden, Fransen *in bepaalde perioden* een ware expansiestormloop hebben doorgevoerd en dat Holland en Engeland b.v. continuiteit in hun uitbreidingspolitiek hadden. Maar die stonden dan ook op veel steviger basis dan wij. Het was toch maar, omdat het deze landen goed ging, dat ze in staat waren te koloniseren. Hoe kan er dan een waardeoordeel uitgesproken worden bij vergelijking tussen hen en ons. Want ons land had regelmatig andere vorstenhuizen aan zijn hoofd en was bijgevolg aan verscheidene politieke stromingen onderhevig. Want ons land was regelmatig het slagveld voor de legers van vreemden en moest zijn kostbare tijd verspillen aan het heropbouwen van wat anderen hadden vernietigd. En voor kolonisatie is er toch een zekere graad van welstand nodig !

Maar tegen de tweede kategorie schrijvers moeten we toch aanvoeren, dat België niet een eerste-rangs zeevarend volk is geweest. Alleen een bepaalde garantie (de belofte b.v. dat een gedeelte van het gekoloniseerde gebied in eigendom aan de kolonisten zou worden afgestaan) zou sommige landgenoten er toe hebben aangezet het grote avontuur te wagen, evenals bepaalde noden (hongersnood, werkloosheid) zekere groepen heeft doen uitwijken. De behoefte aan zekerheid alvorens de sprong te wagen kan allerlei vormen aannemen. We vinden ze terug in de houding van hen, die, wanneer ze het terrein van Santo-Tomas nog maar hadden gezien, met dezelfde boot, die hen had aangebracht, naar het vaderland terugkeerden. We vinden ze terug in de onverschilligheid van de massa tegenover de kolonisatiepogingen; we vinden ze terug in de regeringskringen, waar soms koppige obstructie wordt gevoerd tegen het verwezenlijken van gewaagde en kostelijke tochten.

Evenals de Belg voorzichtig is in al zijn ondernemingen, evenals hij wikt en weegt in zijn eigen zaken, zo wikt en weegt hij ook, wanneer het kolonisatieplannen betreft. En dit kan veel uitleggen, wanneer we de moeilijkheden gaan onderzoeken, die altijd zijn opgetreden bij elke kolonisatiepoging.

Keuren we dan goed, wie zich halsstarrig hebben verzet tegen verschillende pogingen ? Geenszins, maar achteraf, als alles is gelukt ten koste van zware offers, is het zeer gemakkelijk een steen te werpen op hen die niet dadelijk hebben begrepen. In hun beperkte wereld kunnen de tegenstanders van de kolonisatie wel gelijk gehad hebben. En dit aannemen vermindert geenszins de waarde van de Koning en zijn medewerkers aan de kolonisatiepogingen; hun komt alle verdienste toe, groot te hebben gezien en groot te hebben gewaagd.

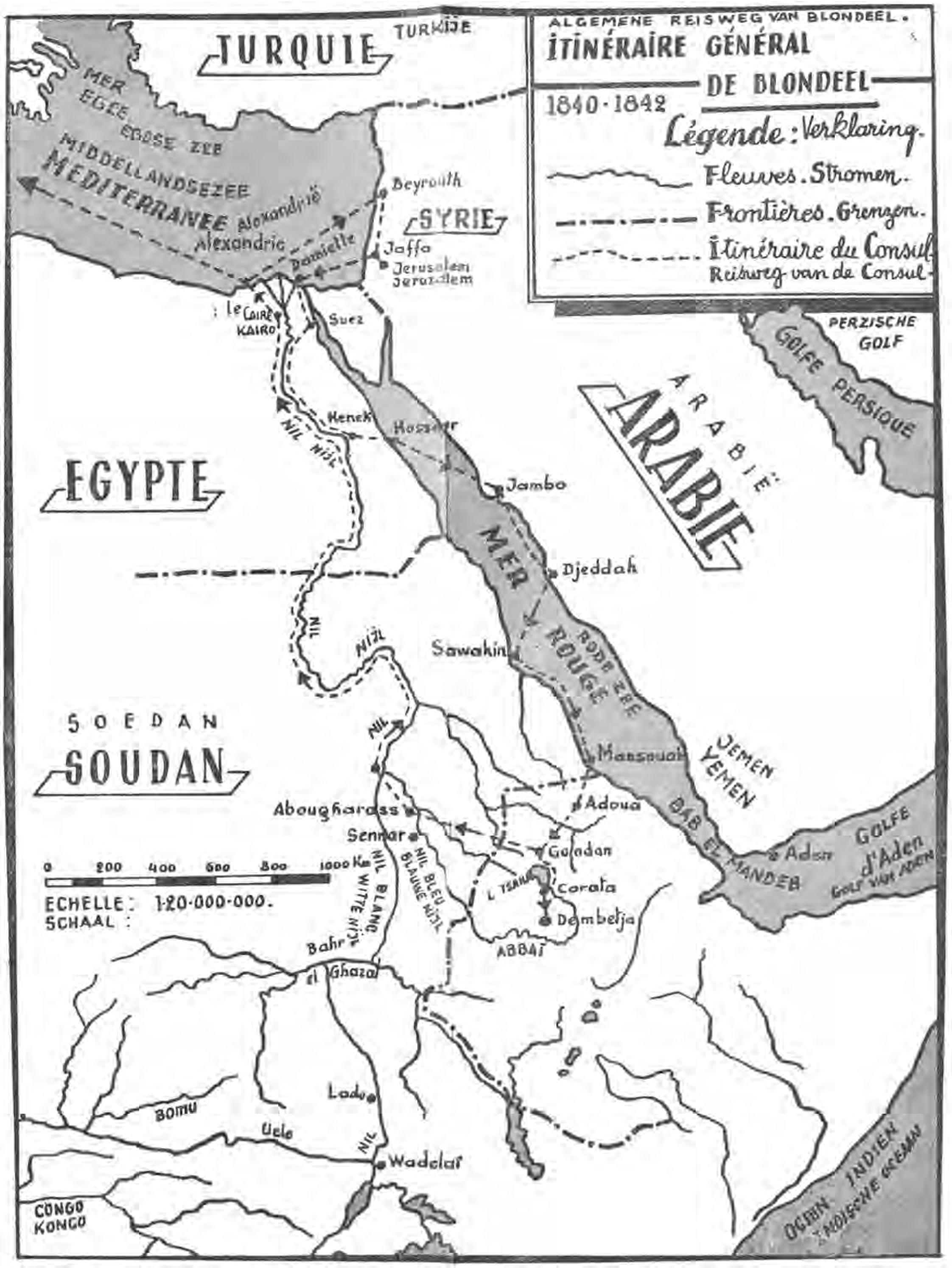
Het is niet gemakkelijk Belgen te regeren. De geschiedenis van de expansiepogingen kan daarvan vele voorbeelden geven: de Kongo-geschiedenis nog meer. Beiden, én promotors én wantrouwigen strekt ze echter tot eer, omdat ze bewijst welk schitterend resultaat er kan bekomen worden, wanneer een leider van formaat het aandurft door te bijten en de wantrouwigen voor zijn plannen kan winnen. Daaruit is toch Belgisch-Kongo ontstaan.

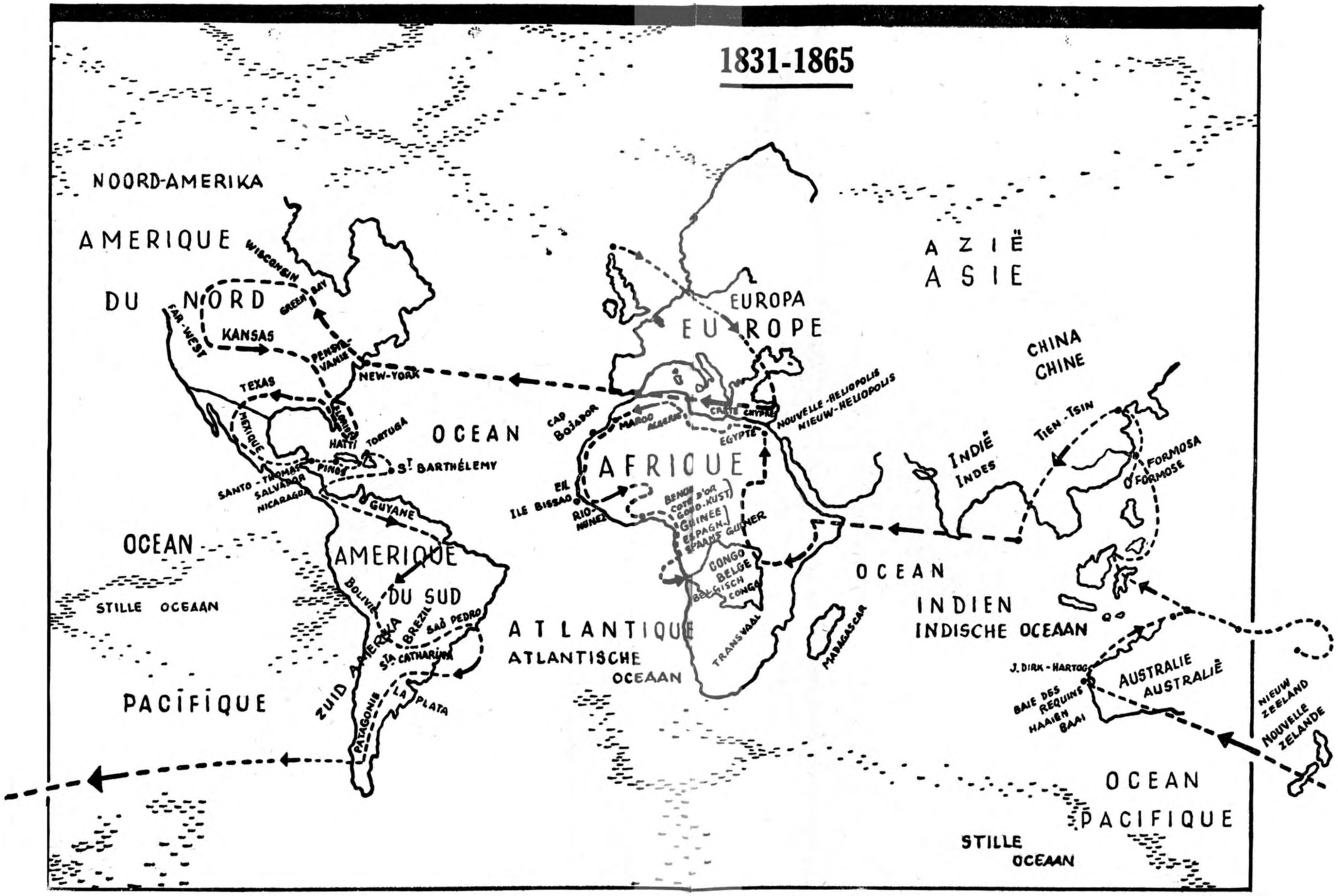
BIBLIOGRAPHISCHE NOTA.

Een volledige boekenopgave hoort in deze studie niet vermeld te worden. Wij wijzen nochtans op twee titels die ons bij de samenstelling van deze brochure van zeer groot nut zijn geweest.

1. MONHEIM, Christ., *Belgische Kolonisatieplannen naar wijd en zijd,* Antwerpen 1943.
2. PETITJEAN, O., *Les tentatives de colonisation faites sous le règne de Léopold Ier* in *La Belgique en 1930,* Brussel 1930.

28083. — 3,000 ex.


ALGEMENE REISWEG VAN BLONDEEL.
ÎTINÉRAIRE GÉNÉRAL
DE BLONDEEL
1840-1842
Légende : Verklaring.
Fleuves. Stromen.
Frontières. Grenzen.
Ìtinéraire du Consul
Reisweg van de Consul
TURQUIE
TURKIJE
MER EGEE
EGOSE ZEE
MIDDELLANDSEZEE
MEDITERRANEE
Alexandrië
Alexandrie
Beyrouth
SYRIE
Damiette
Jaffa
Jerusalem
Jeruzalem
Le Caire
Kairo
Suez
PERZISCHE GOLF
GOLFE PERSIQUE
ARABIE
ARABIË
Keneh
Kosseir
NIL
NIJL
EGYPTE
Jambo
MER ROUGE
RODE ZEE
Djeddah
Sawakin
SOEDAN
SOUDAN
Massouah
JEMEN
YEMEN
Adoua
Abougharass
Sennar
Goladan
Corata
Dembetja
BAB EL MANDEB
Aden
GOLFE d'Aden
GOLF VAN ADEN
0 200 400 600 800 1000 Km
ECHELLE : 1:20.000.000.
SCHAAL :
NIL BLANC
WITTE NIJL
NIL BLEU
BLAUWE NIJL
L. TSANA
ABBAÏ
Bahr el Ghazal
Lado
BOMU
Uele
Wadelaï
CONGO
KONGO
OCEAN INDIEN
INDISCHE OCEAAN



Vijftig jaren Belgische Koloniale Politiek. (1836-1885).

Zie de kaarten gepubliceerd pp. 9, 12 en 13, van het « Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion », door N. Laude aan « l'Œuvre Coloniale de la Dynastie » gewijd (1938, 3 deeltjes).

MINISTERIE
VAN
LANDSVERDEDIGING

DIENST
VOOR OPVOEDING
BIJ HET LEGER

Jozef JORIS
Licentiaat in de Wijsbegeerte en Letteren

DE BELGEN
IN HET BUITENLAND

DE WERELDEXPANSIE VAN BELGIË

ONDER DE REGERING VAN LEOPOLD II

1865
1909

INHOUDSTAFEL.

Bladz.

Kapittel I^e — **Territoriale Expansie :**

§ 1. — *De Hertog van Brabant-Senator* 5
§ 2. — *Overzicht van enkele expansiepogingen* 10
§ 3. — *China* 12

Kapittel II. — **Geestelijke Expansie :**

§ 1. — *Inleiding* 15
§ 2. — *Enkele schetsen* 17
§ 3. — *Beschouwingen* 20

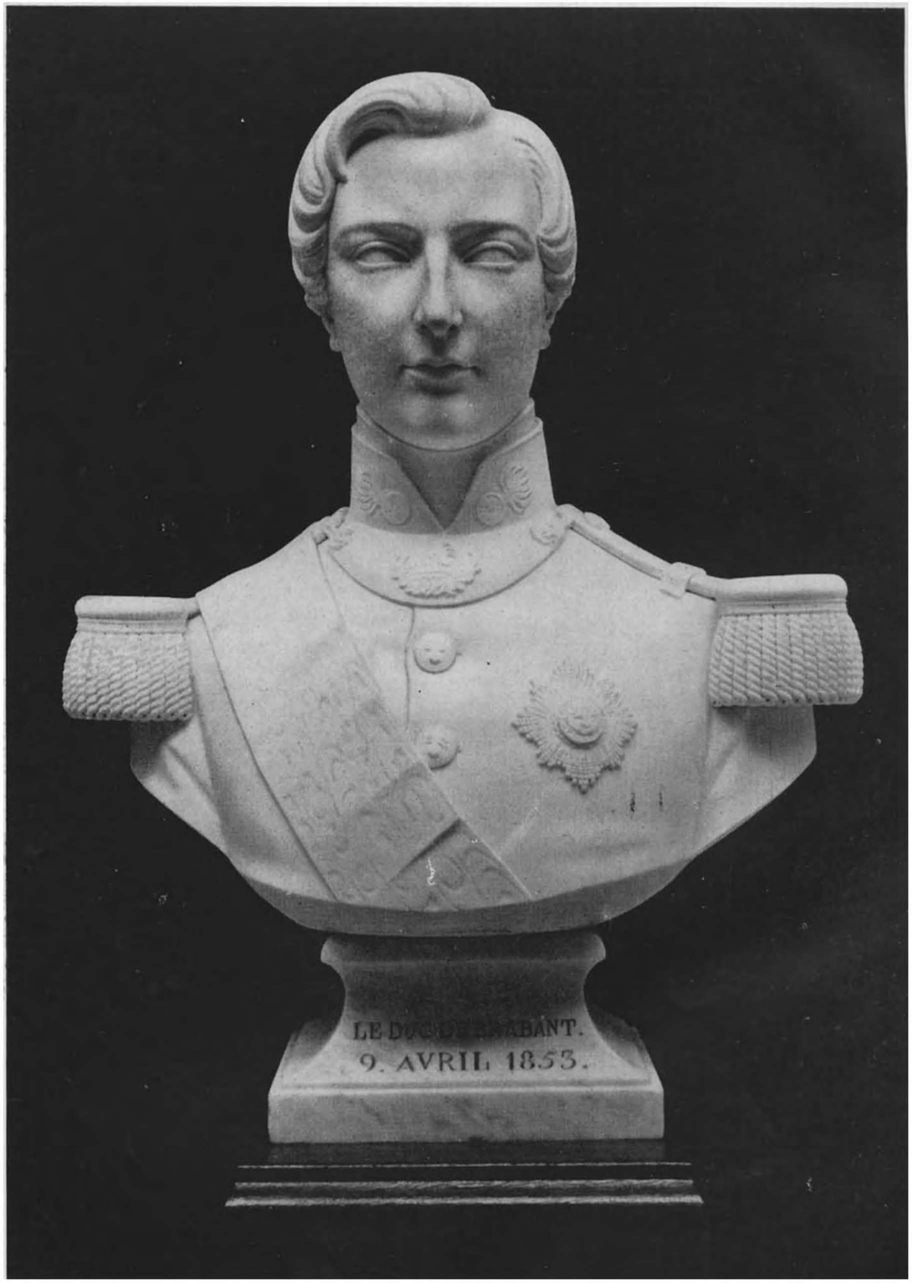
Kapittel III. — **Twee medewerkers van Leopold II.**

§ 1. — *August Lambermont* 21
§ 2. — *Emile Banning* 22

Algemene Conclusie. 27

Foto Koninklijk Legermuseum

De Hertog van Brabant door Wappers.



Cliché Koninklijk Legermuseum.

De Hertog van Brabant (9 April 1853),
marmeren borstbeeld door A. Dutrieux.

Foto Victor Jude; Leopoldsburg.

Het Belgisch Legioen voor China in het Kamp van Beverloo.

Coll. M. Grosjean.

Het marmeren blok dat door de Hertog van Brabant uit Athene werd meegebracht en aan Frère Orban aangeboden.

DE BELGEN IN HET BUITENLAND

De Wereldexpansie van België
onder de Regering van Leopold II

KAPITTEL EEN.

TERRITORIALE EXPANSIE.

§ 1. — De Hertog van Brabant - Senator.

De regering van Leopold I was rijk aan expansiepogingen, even rijk was ze aan mislukkingen op dat terrein.

Maar dit bilan is niet louter negatief, want zoals het meerdere malen gebeurt, werd de overwinning uit de nederlaag geboren.

De ketting van expansiepogingen had o. a. als gevolg gehad, de koloniale gedachte *bij de bevolking* langzaam te doen doorzijpelen. Niet diep aanvankelijk, dit kunnen we goed opmerken wanneer we de periode van de Congo-onderneming zullen bespreken, zelfs op onze dagen is het vooroordeel tegenover de uitwijking en de kolonisatie er nog niet gans uitgegroeid.

Het belang der pogingen van Leopold I lag in het feit het kolonisatieprobleem te hebben gesteld, bij hem ligt dan ook het uitgangspunt van onze hedendaagse koloniale geschiedenis.

De blijvende bekommernis van de Koning om vreemde gebieden voor België te verwerven, oefende daarenboven invloed uit *in meer beperkte kring*. Het is klaarblijkelijk dat de plannen van de vader, de horizon der belangstelling van de zoon aanzienlijk hebben verbreed en tot samenwerking hebben geleid. Daarbij komt nog dat het zaad van expansieplannen in goede bodem viel. Van nature uit hád de prins bijzondere aanleg voor talen en aardrijkskunde, vakken die een ruime

plaats innemen in zijn opvoeding. Frans, Nederlands, Duits en Engels vormen de basis van zijn talenkennis, terwijl eveneens bijzondere aandacht wordt besteed aan de Staathuishoudkunde.

De belangstelling van de jonge Hertog voor staatszaken en het ruime zicht op de noden van België met de aangepaste oplossing voor de ekonomische problemen komen vroegtijdig tot uiting tijdens zijn redevoeringen en besprekingen in de Senaat, waarin hij vanaf zijn achttiende jaar zetelt. We gaan daarop onmiddellijk in en het treft ons van meet af aan, hoe nagenoeg dezelfde onderwerpen telkens weerkeren. Het gaat er over de noodzakelijkheid de Belgische nijverheidsuitrusting te verbeteren, de noodzakelijkheid van een grotere levensstijl voor België, met als uitdrukking daarvan, de verfraaïng der steden en de uitbreiding van het wegennet; dit alles dan met het oog op het veroveren der buitenlandse markten en het aanknopen van stevige handelsbetrekkingen.

Op dit laatste punt vooral trekken wij de aandacht, want het is een telkens weerkerend thema, waaruit enerzijds de bekommernis van de toekomstige vorst voor deze bepaalde noden kan afgeleid worden, terwijl het anderzijds een toetssteen is voor de reacties van bevolking en regering inzake expansiepolitiek b. v. in de onderhandelingen betreffende Sarawak op Borneo. « *Stevige handelsrelaties eisen een zekere gelijkwaardigheid der partners : daarom is het nodig dat de Belgen hun minderwaardigheidscomplex afleggen. De fijne afwerking van onze produkten en onze matige prijzen, geven ons het recht een ruime plaats op te eisen op al de markten van de wereld. Een jonge natie als de onze, moet durven, moet vooruitstrevend zijn en zelfvertrouwen hebben...* » *(1)*

Ongetwijfeld was er reden om skeptisch te staan tegenover de taal van een twintigjarige, vooral als het behandelde onderwerp de vaagheid bezat om een dichterlijke ontboezeming in de hand te werken, terwijl bij de toepassing van de mooie theoriën, de mislukkingen zich tot dan toe hadden opgevolgd.

Belangrijk hierin is echter, dat de twintigjarige zijn plannen zal doordrijven en dat het dichterlijke van in den beginne af, zeer ernstig mag opgenomen worden. Maar er was doorzicht en wat avonturenlust toe nodig om het te vatten en op te volgen.

---

(1) De teksten in deze paragraaf aangehaald, zijn een bewerking van OLSCHEWSKI en GARSOO : *Leopold II.*

De vaagheid van de eerste uitspraken wordt nochtans snel vervangen door concreter voorstelling van doel en middelen, naarmate de mogelijkheden der expansie gestalte aannemen in de vorm van dit of een ander grondgebied dat mogelijk aan België zou kunnen afgestaan worden. China en Japan b. v. zouden mogelijkheden bieden, maar dan moeten we ook durven, voegt de jonge Senator er bij : « *Wij moeten daadwerkelijk deel nemen aan de verovering van deze nieuwe, uitgestrekte markten. En om ons kenbaar te maken en om deze vreemde volkeren zelf te leren kennen, moeten we industriële en commerciële afvaardigingen zenden... die vriendschappelijke betrekkingen met de regerende vorsten moeten aanknopen en specimens van onze produkten moeten voorstellen.* »

Opmerkelijk is de sterk stijgende lijn van de aandrang waarmee de toekomstige vorst tracht in te werken op de regering en de vertegenwoordigers van het volk. « *Het komt er op aan nù vaste voet te krijgen op de buitenlandse markten, binnen enkele jaren zullen de verbindingen veel gemakkelijker zijn, maar in afwachting moeten we ons nu reeds vastzetten. Niet alleen met het oog op de toekomst is dit nodig, ook op dit ogenblik is de uitbreiding van onze handel overzee een deugdelijk middel om te reageren op de industriële krisissen. Ook het transport van Belgische produkten moet op andere basis georganiseerd worden. Het mag niet meer waar zijn dat de vreemden het transport van onze produkten geheel in handen hebben. De Belgen moeten hun produkten zelf vervoeren.* »

Als een rode draad doorheen de menigvuldige opwekkingen, vinden we steeds de vermaning terug : « *de Belgen moeten leren groot zien, over hun grenzen kijken* », ze moeten hun kleine handel durven uitbreiden tot wereldhandel, rivaliteit is er bij hen wel, maar het formaat valt ietswat klein uit. Dit wordt in een oorspronkelijk beeld uitgedrukt ongeveer in deze zin; « *Wij hebben 1600 Km. spoorwegen, 1300 mijlen grote banen en 2500 mijlen steenwegen, maar dit alles wacht op een verlengstuk in de vorm van regelmatige scheepvaartlijnen naar de bijzonderste uitheemse markten, waar dan Belgische huizen of handelsposten zouden moeten gevestigd zijn* ».

Dit programma, het moet wel gezegd, eist een speciale atmosfeer die niet altijd verwezenlijkt wordt in België, de verschillen van opinie moeten namelijk terzijde gelaten worden. Ook de regeringskringen krijgen een discrete wenk : « *Wij hopen dat zij, die ieder afzonderlijk het ontwerp van*

nuttige wetten op hun aktief hebben, zich krachtdadig aan 't werk zullen zetten ».

Het wekt *nu* de verwondering op dat sommige redevoeringen van de jonge senator als rhetoriek werden beschouwd. Op het ogenblik dat ze uitgesproken werden, was het echter begrijpelijk. Het is een bewijs te meer (ook voor Leopold I constateerden we dit) én van doorzicht van de vorst én van de gunstige evolutie van een groot deel van de bevolking. In die zin en op een afstand van ongeveer drie kwart eeuw, kunnen we dan een brok politieke welsprekendheid zoals volgt naar waarde schatten :

« *Volgt het voorbeeld van de buurvolkeren na : steekt de zeën over en vestigt U waar de gelegenheid geboden wordt, ge zult er goede afzetgebieden vinden voor uwe produkten, ook nieuwe handelsmogelijkheden, werkgelegenheid op diverse terreinen waarvan we nu geen gebruik kunnen maken, een toevlucht voor het bevolkingsoverschot; deze nieuwe gebieden betekenen eveneens nieuwe inkomsten voor de schatkist die de regering eens in de mogelijkheid zouden kunnen stellen, evenals in Holland, de belastingen van het moederland te verlagen, tenslotte is het een besliste machtsaangroei en een verbetering van onze positie te midden van de grote Europese familie* ». Het is een bondige samenvatting van een rijk koloniaal programma.

Niet alleen door studie heeft de Hertog van Brabant de grenzen van zijn belangstelling uitgebreid en getracht zijn volk in dezelfde richting te leiden; tijdens veelvuldige en langdurige reizen, onderzoekt hij ter plaatse de expansiemogelijkheden alzo de theorie aan de realiteit toetsend. Men kan zelfs gewagen van een koortsachtige haast, waarmee hij zijn reizen onderneemt en zonder verpozen, nijverheidsinstellingen, fabrieken, grote werken of handelsposten bezoekt. Waar hij komt, ondervraagt, onderzoekt en bestudeert hij. Zeer typisch in dit opzicht zijn de drie reizen, respectief in 1854, 1863 en 1864, waarop hij o. a. grondig de aanleg van het Suez-kanaal bestudeert. Dit is één voorbeeld en er zijn er nog andere die verspreid liggen over de verschillende reizen die we hier in 't kort beschrijven. We noteren een eerste reis die van November 1854 tot Augustus 1855 verloopt. Het doel is vooral Noord-Afrika (Egypte) en Voor-Azië (Palestina en Syrië), terwijl bij de terugreis verscheidene Europese landen worden bezocht (o. a. Griekenland, Italië, Zwitserland).

Onmiddellijk daarna gaat de prins opnieuw over de grenzen, om er in 't Verre Oosten de vestigingsmogelijkheden voor

de Belgen te bestuderen. En hier merken we het parallelisme op tussen het gesproken woord van de senator en de ondervinding die hij opdoet tijdens zijn studiereizen. Wanneer hij dan na zijn terugkomst in de senaat de suggestie zal maken een verbindingsdienst in te richten tussen België en het Verre Oosten, dan klinkt dit niet eenvoudig jong-optimistisch meer. Brengt men die studiereis eveneens in verbinding met de stelling dat de Belgische produkten door de Belgen zelf moeten aan de man gebracht worden, daar ze anders hun « Made in Belgium » - karakter verliezen, dan krijgt de vooruitstrevende taal van de prins het karakter van degelijkheid en doorzicht.

In 1860 vangt hij een nieuwe reis aan over Duitsland en Oostenrijk naar Konstantinopel, waar hem een schitterende ontvangst wordt voorbehouden. Het is bij de terugkeer dat zich het zinrijke intermezzo afspeelt, waarbij de prins een stuk marmer van het Akropolis aan de minister van Financiën, Frère-Orban, aanbiedt; « *België moet een kolonie hebben* » staat erop te lezen. Het was een origineel geschenk, het was een samenvatting van de droom en de plannen van de toekomstige koning.

In 1861 wordt een bezoek gebracht aan Spanje en Marokko. Het doel der reis is het bevorderen der handelsbetrekkingen en de studie van natuurlijke rijkdommen. Misschien was er ook een bijbedoeling, nl. betrekkingen te onderhouden met een koloniale mogendheid en, eventueel één of andere Spaanse kolonie over te nemen.

Nog hetzelfde jaar krijgt de prins moeilijkheden met zijn gezondheid, het warme Zuiden moet genezing brengen. Maar ook deze maanden gaan niet verloren voor de voortzetting van de koloniale plannen want op doorreis in Algerië, zien we de vorst de methoden der kolonisatie ter plaatse bestuderen. In dezelfde lijn ligt ook een bezoek aan de werken van het Suez-kanaal, in gezelschap van de ontwerper de Lesseps. Op te merken valt dat de werken van het Suez-kanaal een bijzondere aantrekkingskracht uitgeoefend hebben op de Hertog van Brabant. Tijdens zijn reis immers van 1864 naar de Engelse bezittingen in Indië, bezocht hij de werken een derde maal. Evenals in de vorige reis heeft de prins een brede belangstelling voor het kolonisatieprobleem; zoals hij te voren de Franse methodes in Algerië had bestudeerd, zo kan hij nu een vergelijkende studie maken ten overstaan van de Engelse

methodes. Het eindpunt van deze reis ligt in China, het land dat altijd een bijzondere plaats innam tussen deze die voor België gunstige vestigingsmogelijkheden boden.

* * *

Hiermede besluiten we de korte beschouwingen rond de figuur van Leopold II, op dit ogenblik nog geen koning maar alleen senator. De bedoeling was : één van de facetten die zijn persoonlijkheid uitmaakten speciaal te belichten en te illustreren.

Vatten we deze bladzijden in enkele punten samen dan kunnen we het volgende besluiten:

1. De expansiepolitiek die onder Leopold I werd aangevat en in een opmerkelijk tempo werd opgedreven, wordt gesteund door zijn zoon, Hertog van Brabant. Bij diens troonbestijging wordt ze voortgezet en tot volle ontplooiing gebracht.
2. Men bemerkt in de houding van de prins en in zijn werkmethode een zeer bijzondere zin voor brede informatie en tevens een uiterste zorg voor details; kwaliteiten die meldenswaardig zijn waar het een jong mens, al is hij dan ook prins en senator, betreft. Er mag in dat opzicht hier wel opgemerkt worden aan sommigen, dat bij de beoordeling van Leopold II, wat meer met zijn kwaliteiten mocht rekening gehouden worden, waardoor hij een stevig gevestigde faam als staatsman heeft verworven. Dit terloops gezegd.

§ 2. — OVERZICHT VAN ENKELE EXPANSIEPOGINGEN.

In aansluiting bij de lijst van expansiepogingen tijdens de regering van Leopold I, (1) vermelden we hierna enkele plannen en projecten uit de regering van Leopold II.

Het is van belang erop te wijzen, dat deze laatste minder talrijk zijn. De reden daarvan kennen we niet. Misschien is het een lichte ontgoocheling, ingetreden na de vele mislukkingen van Leopold I, misschien ook zijn sommige pogingen niet, of minder goed gekend omdat bij de studie der expansie onder Leopold II de aandacht vooral, om niet te zeggen uitsluitend, op de Kongo-verwezenlijking werd gevestigd.

(1) Zie Brochure : *De wereldexpansie van België onder de Regering van Leopold I,* pp. 9 - 10.

Wat er ook van zij, het is een feit dat deze pogingen ten slotte niet veel belang hebben, ze mogen vermeld worden, mèèr ook niet. Men mag ten andere niet vergeten dat in verscheidene pogingen tijdens de regering van Leopold I, een belangrijk deel der besprekingen en der organisatie aan de Hertog van Brabant toekomt, zodat de expansiegeschiedenis voor beide figuren dooreenloopt. Voegen wij er aan toe, dat de hiernavolgende opsomming bevat wordt in de jaren tussen het afsterven van Leopold I (1865) en de aanvang der Kongo-episode (1871).

Daar China een zeer speciale plaats heeft ingenomen in de expansieplannen van Leopold II, zullen we daarop dieper ingaan.

Vooreerst de lijst :

Europa.

In 1871 wordt door een zekere *Paridant* uit Aarschot een voorstel gedaan om een kolonie te stichten op Cyprus. Vele goede redenen worden ten voordele aangevoerd : vruchtbaarheid van de bodem, rijkdom der mijnen, gunstig klimaat. Het projekt wordt nochtans geklasseerd ten gevolge van minder gunstig advies van het Belgisch gezantschap te Konstantinopel.

Azie.

De Oostenrijks-Pruisische oorlog (1866) verhinderde de uitwerking van een ontwerp, vaste voet te krijgen op Formosa. De kwestie werd later nog opgeworpen, in 1873 namelijk, na de Frans-Duitse oorlog, maar er volgde geen konkrete verwezenlijking.

In 1869 herneemt Leopold II het plan van zijn vader om de Philippijnen van Spanje af te kopen. Verscheidene voorstellen worden nog gemaakt, dit tot 1874.

Oceanië.

We vermeldden in de vorige brochure een ontwerp betreffende de Fidsji-eilanden (1850), dit werd hernomen in 1861, gedurende een studiereis, op kosten van Leopold I en de Hertog van Brabant ondernomen, moesten de mogelijkheden ter plaatse onderzocht worden. Hier ook volgde geen praktisch resultaat.

Noord-Amerika.

In tegenstelling tot de voorgaande en volgende pogingen, gaat in 1869 een initiatief uit vanwege de regering van Costa-Ria die, te vergeefs, beroep doet op Belgische kolonisten welke zich op dit grondgebied zouden kunnen vestigen.

Centraal-Amerika.

Een genaamde *Loomans* sluit in 1869 een verdrag met Mexico voor het zenden van vijftien Belgische families. Ingevolge deze overeen-

komst, vestigden zich een honderdtal landgenoten te Santo Francisco de Concho.

Het was eveneens een landgenoot, *Eugeen Schepens,* die in 1882 een kolonie sticht te Villaguay Gualegnaychu (Entre-Rios-Argentinië).

Zuid-Amerika.

Ook in Brazilië werd in 1887 een poging gewaagd om een landbouwkolonie te vestigen. Te dien einde sloot priester *Van Esse* een verdrag af voor het afstaan van een terrein te Porto-Felix (Provincie São-Paulo). De onderneming was niet van lange duur, daar de elementen die voor de kolonisatie waren aangeworven niet de nodige degelijkheid bezaten.

§ 3. — China.

Tegenover bovenstaande minder belangrijke projekten komen de plannen rond gebieden op Chinees grondgebied veel meer op de voorgrond. Vanaf zijn prilste jeugd, was de belangstelling van Leopold II op China getrokken. Het is dan niet te verwonderen dat de brochure : *Complètement de l'oeuvre de 1830. Etablissements à créer dans les pays transatlantiques. Avenir du commerce et de l'industrie belge,* die in 1860 anoniem verscheen, door hem geïnspireerd werd. De grondgedachte van kolonisatieplannen werd hier uiteengezet met toepassing op de nieuwe mogelijkheden in China. België zou namelijk moeten deelnemen aan de strafexpeditie door Engeland en Frankrijk tegen China ondernomen; zodoende kon het vaste voet in China krijgen en de zelfde voordelen verkrijgen als de grote nabuurlanden.

In 1859 had Leopold I de eerste passen gedaan om in akkoord met Frankrijk een contingent Belgische soldaten naar China te zenden. De Kamers volgden hem echter niet op die weg. Ook de herhaalde pogingen van de Hertog van Brabant kunnen het stranden van het ontwerp niet verhinderen. De nodige kredieten voor de militaire zending werden geweigerd omdat er zojuist waren gestemd ten voordele van de openbare verdedigingswerken.

In 1900 zal er opnieuw spraak zijn over het zenden van een Belgisch korps naar China. Ook dit plan mislukt, omwille van een veto van de Duitse keizer.

Voor 1900 is er echter een andere mogelijkheid opengekomen om de expansieplannen ten uitvoer te brengen. In 1895 namelijk, wordt bij keizerlijk dekreet de toelating gegeven tot het stichten van een Chinese maatschappij voor het aanleggen van de spoorlijn Peking - Hankow. Alhoewel de deelname van vreemd kapitaal geweerd wordt, weet de koning

bepaald dat daarop ten slotte toch beroep zal moeten gedaan worden, daar er niet voldoende belangstelling bij de Chinese kapitalisten zal gevonden worden. Aanvankelijk zal hij dan eenvoudig deelname in de konstruktie vragen, de rest volgt dan wel : « *c'est par le rail que l'on mettra la main sur la Chine* ».

Een gelegenheid om zijn plannen door te zetten wordt geboden tijdens de reis van de Chinese vice-koning Li-Hung-Chang, die voor de kroning van Tsaar Nikolaas II naar Europa was overgekomen. Op uitnodiging van Leopold II, kwam de Prins naar België, waar hij met staatsie ontvangen werd. Uit langdurige gesprekken met de koning bleek dan ook dat de Belgische Vorst het bij het rechtte eind had. China dat niet in staat was de spoorlijn te financiëren, had de hulp nodig van vreemde' landen, b. v. van het neutrale België. Onmiddellijk wordt het grote raderwerk van invloeden en financiële middelen in gang gezet en in 1898 wordt het definitief kontrakt van de spoorweglijn afgesloten. Het was, zoals vermoed kan worden, een prestatie van formaat alles zover te drijven.

De koning, spil van de onderneming, beschikte echter over enkele goede en zeer toegewijde medewerkers, die hem in de zeer ingewikkelde onderhandelingen ter zijde stonden. Het waren o. a. baron de Favereau, baron de Vinel, ridder Em. Wouters d'Oplinter, vooral echter Francqui die gedurende de aanleg van de spoorweg bestendig in China vertoefde. Eens het akkoord gesloten, moest het werk aangevat. Als hoofdingenieur voor de 1300 Km. lange spoorbaan Peking-Hankow, wordt de jonge *Jean Jadot* aangesteld. In ongeveer zes jaar werd het werk beëindigd, inbegrepen de grote brug over de Gele stroom.

Leopold II triomfeerde, het welslagen van het eerste werk, bracht andere even belangrijke opdrachten mee en talrijke Maatschappijen werden in België gesticht, om de verschillende werken te financiëren. Zo de « Trams van Changaï, », de « Kolenmijnen van Kaïping », de « Trams en verlichting van Tientsin ».

Lang duurde de fantastische opgang van deze ondernemingen echter niet. Op aanraden van Leopold II zou namelijk de lijn Peking-Hankow tot Kanton uitgebreid worden. Het werk werd toegewezen aan een Amerikaanse Maatschappij, waarvan de titels allen in bezit van Leopold II waren. Na de opstand der Boksers, kwam de tendens naar voren, de vreemdelingen zoveel mogelijk uit dergelijke ondernemingen te weren. Om op Amerikaanse hulp te kunnen steunen, stond dan

de koning de helft min één van zijn titels af aan de Amerikaanse bankier Pierpont-Morgan. De Chinezen van hun kant, trachtten zoveel mogelijk titels in hun bezit te krijgen, en boden het dubbel van hun waarde aan. Volgens akkoord tussen de twee eigenaars werd echter geen enkele titel afgestaan, in die zin drong Leopold II bij de president der Verenigde Staten er nog speciaal op aan, opdat de titels van zijn onderdaan niet zouden verkocht worden.

Rond die tijd echter waren de besprekingen aan gang om het vredesverdrag tussen Japan en Rusland te sluiten. Theodore Roosevelt speelde daarin een belangrijke rol ten voordele van de Russen en het hoeft dan niet erg te verwonderen dat hij, om de Japanners zo gunstig mogelijk te stemmen een en andere toegeving deed o. a. dat de nieuwe lijn Hankow-Canton niet aan vreemden zou toegewezen worden.

Op 5 September 1905 kwam een telegram bij Leopold II aan vanwege Roosevelt : Pierpont-Morgan had zijn titels verkocht aan de Chinezen. Een eerste fase uit de China-ondernemingen werd hiermede besloten. De mislukking van een plan dat reeds een gedeeltelijke verwezenlijking kende, griefde de koning diep, zonder hem nochtans definitief van China af te keren.

Ondertussen, in 1860 nl., had de Vorst reeds op de noodzakelijkheid gewezen over een bepaald gebied aan de Chinese kust te beschikken om er handelsposten te vestigen en er op één rang te staan met de groot-mogendheden. In 1902 kwam de kans open over dergelijk «settlement » te beschikken. M. Ketels, Belgisch consul te Tientsin, die andere landen gebruik zag maken van dit voorrecht, deed de nodige voetstappen bij de Chinese regering en verkreeg een zelfde voorrecht voor België. Gelukwensen van Leopold II bekrachtigden zijn initiatief. Op 6 Februari 1902 werd de overeenkomst getekend, waarbij aan België een terrein van 46 Ha. werd afgestaan. Verschillende pogingen werden in het werk gesteld om leven te brengen in dit kleine gebied, maar geen enkele onderneming kwam tot bloei. De dood van Leopold II nam ook een der sterkste stimulansen weg die tot de expansie in China hadden aangezet.

KAPITTEL II.

GEESTELIJKE EXPANSIE.

§ 1. — **Inleiding.**

1. Evenals in de geschiedenis van de Belgen in het buitenland er een verschil valt op te merken tussen de reizen vóór en na 1830, bestaat er een verschil tussen het apostolaat der zendelingen voor en na 1860.

Waar ze voor 1860 eerder individueel hun taak uitvoeren zal de eigenlijke missieakte pas rond 1860 ontstaan (1862 stichting van de Scheutisten, eerste Belgische inrichting met missionering als enig doel). Van dan af zal de missieaktie georganiseerd worden van uit het moederland en zullen de georganiseerde missieposten in de vreemde systematisch de heidenen trachten te bekeren en de christenen te groeperen. Een eerste pas in die richting was ten andere reeds gezet door het stichten van het Amerikaans college te Leuven (1857).

Evenwijding met de lekenexpansie, kunnen we dus voor de geestelijke expansie op het onderscheid drukken : de reizen der missionarissen (voor ± 1860) en de eigenlijke missionering.

Verbluffend is het effekt van de lijst der expansiepogingen, gedurende de regering van Leopold I. Het is verbazingwekkend aan hoeveel plannen en projekten de aandacht werd gewijd, hoever de horizon van de hoofdpromotor reikte. De lijst der plaatsen waar Belgische zendelingen zijn naartoe getrokken en waar zij in mindere of meerdere mate hebben kunnen toe bijdragen tot de geestelijke en materiele verheffing van onbeschaafde volkeren, is zeker veel imposanter en rijker. Nochtans is de indruk die ervan uitgaat minder sterk omdat aan de notie « missionaris » vanzelfsprekend verbonden is : de verwijdering in een ver land en stille werking.

Waar ten overstaan van leken-expansie de bedenking opkomt : « Hoe hebben ze het aangedurfd ? » gaat de beoordeling descrescendo waar het missionarissen betreft : « ze

hebben die taak gekozen; het is hun wil ». Evenals het Kongo-epos door zijn schittering al de voorgaande pogingen heeft overschaduwd, zo wordt de missiegeschiedenis als het relaas van iets vanzelfsprekend, als een doodgewoon iets.

Het zou nochtans de moeite waard zijn een overzicht te geven van de verschillende gebieden waar Belgische zendelingen hebben gearbeid, resultaten en invloed te bespreken, zo materiële als geestelijke.

Het is echter onmogelijk en nutteloos die opsomming op enkele bladzijden te maken, daarom zullen we onze aandacht speciaal vestigen op de rol van Belgische zendelingen in Noord Amerika. We besnoeien ons echter heden tot enkele figuren, die ofwel voorlopers zijn ofwel opvolgers van de hoofdfiguur : Pater De Smet. Over deze laatste immers, is voldoende geschreven zodat het interessant kan zijn juist deze episoden terug op te halen die door zijn apostolaat in de schaduw werden gesteld.

We steunen in deze bespreking uitsluitend op de synthese van *E. de Moreau : Les Missionnaires Belges de 1804 à 1930* (1), waarin voor het eerst de resultaten van verschillende studies over missiegeschiedenis werden bijeengebracht terwijl goed gekozen details het nodige relief geven.

2. De missionering van Noord Amerika beslaat een tijdvak dat, de chronologische grenzen van deze brochure overschrijdt.

Daar ze echter een geheel vormt, is het best ze in haar geheel te beschouwen en schematisch haar ontwikkeling te volgen van 1804 tot 1886. We geven hierna dan een korte indeling van het geheel, waarin de afzonderlijke besprekingen in de volgende kapittels kunnen teruggeplaatst worden.

We kunnen drie perioden onderscheiden in de geschiedenis van het apostolaat der Belgen in de Verenigde Staten.

Een eerste gaat van 1804 tot ongeveer 1838. Weinig gekend, zijn het nochtans belangrijke jaren, die een inleiding vormen tot de glansrijke aktie van *Pieter De Smet* uit Gent, de missionaris van het Rotsgebergte. Deze vult dan de tweede periode, gaande van 1838 tot 1857 (eigenlijk 1873, geschiedkundig heeft dat jaar 1857 nochtans een speciale waarde). Het is een figuur die alle andere overschaduwt en wier invloed

(1) Afdruk uit : *Un siècle de l'Eglise catholique en Belgique, 1830-1930,* uitgegeven door J. Vermaut, Brussel, 237 blz.

heden ten dage nog voortduurt. De uitzonderlijke bekendheid en roem aan Pater De Smet verbonden, hebben de aandacht van zijn medewerkers afgetrokken. Er zijn er nochtans vele en degelijke *P. Vercruysse* b. v. en *P. Duerinck; P. De Vos* en *P. Bax.*

Ondertussen is te Leuven een belangrijk initiatief verwezenlijkt : het oprichten van een centrum waar de zendelingen voor Amerika zouden worden opgeleid. Het Amerikaans college wordt in 1857 opgericht en zal verscheidene missionarissen van formaat naar de Verenigde Staten zenden. Eén van hen is Mgr. Seghers, de apostel van Alaska, waarover we verder zullen handelen. Zijn dood in 1886 sluit dan de derde periode van de Amerikaanse missies af.

§ 2. — Enkele Schetsen.

1. Uit de voorbereidende periode (1804 - 1838).

Er zijn twee namen die in deze periode op den voorgrond treden : Pater *Karel Nérincx* uit Herfelingen en *Pieter-Jan de Nef* van Turnhout.

De eerste, Pater Nérinckx (apostolaat 1804-1824) eigenlijk pastoor van Everberg, was uit zijn parochie gevlucht omdat hij de eed aan de Directoire weigerde af te leggen. Door briefwisseling met een oud-Jezuiet, wordt zijn aandacht getrokken op de missionering in de Verenigde Staten en hij besluit te vertrekken.

Kentucky zal zijn missieterrein zijn, het is maar eventjes 4.335 vierkante mijl groot. Gedurende twintig jaar zal hij dit gebied doorkruisen. Zijn invloed is dan ook zeer groot en vele jaren na zijn dood, zal zijn spoor in vorm van kerken, gelovigen en beschavingswerk, doorheen Kentucky teruggevonden worden.

Nog andere namen kunnen aangeduid, als deze der Paters *Pieter Malou* en *Théodoor de Theux,* waarvan de eerste een veelbewogen, ja haast avontuurlijk leven had. Als schepen der stad Yperen en hoofd der Westvlaamse vrijwilligers gedurende de Brabantse Revolutie, stond hij met beide voeten in de realiteit, zodanig zelfs dat hij zich niet veilig voelde en naar Amerika uitweek. Zijn vrouw sterft echter te Hamburg. Het is een zware slag en onder invloed daarvan trekt Pieter Malou zich uit de wereld terug. Hij zal nochtans toch in Amerika terecht komen, in 1816 nl. als Jezuiet en met een welbepaalde taak. Als pastoor van St. Pieters te New-York

oefent hij zijn apostolaat uit. Een pijnlijke toestand ontstaat, wanneer hij zich niet kan verstaan met de bisschop van New-York, John Connolly, die hem zelfs de jurisdictie ontneent. Pieter Malou verlaat dan de Orde. Twee jaar voor zijn dood werd hij opnieuw gemachtigd zijn ambt als pastoor te vervullen.

In de missionering der Verenigde Staten moet er ook gesproken worden over een leek, Pieter Jan de Nef, die een diepgaande invloed heeft gehad op de recrutering en opleiding van tientallen zendelingen voor Amerika. Alhoewel deze figuur eigenlijk niet tot de Belgen in het buitenland behoort, is ze toch van uitzonderlijk belang voor de godsdienstige expansie omdat, dank zij hem, een groot aantal zendelingen hun apostolaat hebben kunnen uitoefenen. In feite nijveraar, besteedde P. J. de Nef uitgebreide geldmiddelen aan het missiewerk. Dit gebeurt onder de vorm van giften, maar vooral door het stichten van een school voor toekomstige missionarissen; het staat niet helemaal vast, maar er wordt beweerd dat ongeveer vijfhonderd priesters door hem werden gevormd. Hij zelf betaalde de overtocht van zijn oud-leerlingen en stond hen, nadat zij in hun missie waren aangekomen, met raad en daad bij. We staan hier dus voor een buitengewoon mens die naast de rol die hij vervulde in de Brabantse omwenteling, in het Nationaal Congres en in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, een bijzondere plaats heeft ingenomen in de missionering van de Verenigde Staten.

2. Uit de periode der volle aktie (1838 - 1857).

Deze periode valt samen met de missiearbeid van de wereldvermaarde Pieter De Smet, die we hier echter niet behandelen; wèl iemand die door aangehouden arbeid en in stilte het terrein voor intensieve missionering heeft voorbereid. Pater *Van Quickenborne,* hoofd van het missieseminarie van Missouri en stichter van de Universiteit van St Louis. Geboren op 21 Januari 1788, trad hij in de Jezuietenorde in 1815. Op 't einde van zijn noviciaat mocht hij naar Amerika vertrekken. Hij is de eerste overste van het missieseminarie van Missouri. Tussen de paters die met hem overgekomen waren, vinden we Pieter De Smet.

De werking van Pater Quickenborne is gekenmerkt door gedurfde organisatie met de bedoeling een alles omvattende invloed uit te oefenen op de inlandse bevolking. De methode bestaat erin een terrein aan te kopen waarop een zeker aantal families zich kunnen vestigen. De keuze dezer families wordt

omzichtig gedaan en zoveel mogelijk worden huwelijken genomen waarvan man en vrouw van de missionarissen onderricht hebben gekregen. Het centrum der nederzetting wordt gevormd door de kerk en de woning der missionarissen.

Wanneer dit plan door Pater Quickenborne in de staat Missouri wordt toegepast, treden er zoveel moeilijkheden op dat de verwezenlijking moet uitblijven. Geldgebrek, het zwerverskarakter der Indianen en de minder interessante politiek van de Amerikaanse regering tegenover de Indianen, maakt een duurzame vestiging onmogelijk.

De aktiviteit van Pater Quickenborne bestond echter niet alleen in de organisatie, ook in het pionierswerk nam hij in niet geringe mate deel. Hetzij hij een tocht onderneemt naar de Indianen van Kansas, hetzij hij een bezoek brengt aan de Indianen die door de regering overgeplant zijn ten Westen van de Missouri, waar hij nog katholieken aantreft alhoewel de vele jaren zonder steun van missionarissen geknaagd hadden aan het werk der eerste zendelingen, overal waar hij komt, wordt hem telkens gevraagd, een geestelijke standvastig aan de stam te verbinden, overal is een dringende behoefte aan geestelijke vorming.

3. In het spoor van Pater De Smet. (1857 - 1886)

Zoals we te voren hebben aangeduid, betekende de stichting van het Amerikaans college te Leuven (1857) een bijzondere wending in de missiegeschiedenis. Van dan af immers kan men van georganiseerd apostolaat spreken in Amerika. Verscheidene landgenoten werden door dit instituut voor missiearbeid gevormd. Enkelen klommen tot hogere waardigheden op. Een van hen was Mgr. Karel Seghers uit Gent die aanvankelijk helper was geweest van Mgr. Demers, bisschop van Vancouver. Hij oefende tevens apostolaat uit bij de Indianen. In 1873 volgt hij Mgr. Demers op en enkele weken na zijn aanstelling, gaat hij op tocht naar Alaska. Het volgend jaar bezoekt hij de Indianen van de Westkust van het eiland Vancouver en geeft hen een Belgisch priester. Vervolgens komt de Oostkust van het eiland aan de beurt, waar eveneens Indianen gevestigd zijn. In 1877 onderneemt Mgr. Seghers een tweede reis naar Alaska, waar het weer de Indianen zijn die in 't brandpunt van zijn belangstelling staan. Zijn aanstelling als coadjutor in Oregon - in 1881 werd hij er Aartsbisschop - deed zijn bezorgdheid voor de geestelijke belangen niet verflauwen. In de lijn daarvan ligt dan ook zijn vraag aan Rome, terug te kunnen keren naar Vancouver om de evangelisatie

van Alaska te kunnen hervatten. In 1885 en 1886 keert hij weer terug naar dit gebied. Het is gedurende deze laatste tocht dat de « Apostel van Alaska » door zijn dienstbode wordt vermoord. De invloed van deze merkwaardige man, had hiermede niet afgedaan. Einde 1894 wordt de Missie van Alaska verheven tot de rang van Apostolische Prefektuur. In 1927 bedroeg het aantal katholieken 1/3 van de heidense bevolking. Dat was de expansie op geestelijk terrein.

§ 3. — **Beschouwingen over de geestelijke expansie.**

Het gaat niet op conclusies te trekken uit de weinige bladzijden die we aan de missionering hebben gewijd. Nochtans hoort hun bespreking thuis in een vulgariserende studie zoals deze, daar ook het werk der missionarissen, alhoewel bezield door andere motieven dan deze der expansiepogingen der leken een uiting is van de vitaliteit van hun volk.

Wat bijzonder treft is de ontzaglijke uitbreiding van ons zendelingennet. Er is practisch geen land ter wereld waar niet één van hen zijn apostolaat uitgeoefend heeft of nog uitoefent.

Verder moet gewezen worden op de rol door de zendelingen gespeeld in de materiële verheffing van de volkeren die ze bewerken. Evenals er voor het beoefenen der philosophie een zekere welstand nodig is, die de geest vrijmaakt van al te drukkende materiële bekommernissen, zo is er geen geestelijke verheffing mogelijk zonder het veredelen van de materiële levensomstandigheden. Dat alzo een ontzaglijk werk werd gepresteerd door de missies kan niet betwist worden. Het voorbeeld van onze Kongo-kolonie is in dit opzicht sprekend.

KAPITTEL III.

TWEE MEDEWERKERS VAN LEOPOLD II.

§ 1. — **August Lambermont.**

Deze zeer begaafde ambtenaar was gedurende vele jaren een der vertrouwensmannen en een gezaghebbend raadgever van Leopold II. Hij kan best voorgesteld worden als een « permanent Minister » wiens invloed op de buitenlandse betrekkingen van België zeer diepgaand was. Dit gelukte hem maar omdat hij op de hoogte was van al de netelige vraagstukken waarvoor België sinds zijn ontstaan was geplaatst; hij kende tevens al de knepen van de diplomatie en had een zeer scherp inzicht in de diplomatische constellatie van zijn tijd. Deze kwaliteiten gaven hem de geschiktheid om in bijzonder moeilijke omstandigheden besprekingen aan te vatten, handig en taai te dicussiëren om een maximum voordeel te krijgen voor zijn land. In de zeer moeilijke kwestie van de Scheldetol is hij het die tenslotte de gewenste oplossing kan brengen; de vrijmaking der Schelde nl. door het afkopen, eens en voor goed, van de Nederlandse tolrechten. Als ambtenaar kan hij continuïteit brengen in een of ander diplomatieke aktie die anders zou onderbroken worden wegens de soms snel opeenvolgende regeringscrisissen met de daaraan verbonden wisseling van ministers.

Baron Lambermont kan men niet als een voorloper, als een ontginner bestempelen. Voor hem die dit wel was, Leopold II, was hij echter de trouwe raadsman die zijn voorzichtige kennis ten dienste stelde en die soms zwakke plekken ontdekte in de grootse expansieprojekten.

Het is dan ook niet te verwonderen dat « de baron », zoals Lambermont vertrouwelijk werd genoemd, steeds een der eersten op de hoogte werd gebracht van de expansieplannen.

In de meeste gevallen is hij het die de jonge Prins, later Leopold II, moet inlichtingen verschaffen over allerlei punten in betrekking met de expansie; uitrusting der vreemde havens,

kolonisatieplannen van vreemde mogendheden en dgl.. Op zijn beurt zal hij dan ingewijd worden, als een der eersten, in de koninklijke geheime expansieplannen. Op de voet kan hij zo bv. de verschillende stadia volgen in het plan van de Vorst die trachtte, gebruikmakend van de financiële onmacht van Spanje, een deel der Spaanse kolonies in bezit krijgen, en dit niet alleen als handelsconcessie maar met volledige overname der publieke macht.

Ook in de plannen betreffende China, waarover we het in het eerste kapittel van deze brochure hadden, wordt hij ingewijd; hij neemt zelf deel aan belangrijke besprekingen en is een der promotors van de expansiebeweging die in China en België diverse stichtingen en organismen heeft in het leven geroepen.

Op een ander terrein nog dan dit der eigenlijke expansie heeft Lambermont een taak aangevat, die door E. Banning verder werd uitgewerkt, hij vatte nl. de ordening aan van het Archief van Buitenlandse Zaken. Wat eens een warboel van allerlei papieren en dossiers was werd door hem en later door Banning, geclasseerd zodat het een bruikbaar instrument werd voor allen die de Belgische politiek in het buitenland moesten verdedigen. We besluiten deze korte kennismaking door de vaststelling dat Lambermont een der weinigen was die Leopold II begrepen heeft, die de vorst in zijn grootse expansieplannen volgde, niet alleen volgde maar ook steunde.

§ 2. — **Emile Banning.**

Wanneer men de lijst der studies, geplubliceerd en onuitgegeven, der rapporten, nota's en mededelingen overloopt, die door Emile Banning werden opgesteld, dan komt een vaststelling onmiddellijk op : we staan hier voor een der verborgen figuren die in de afzondering van hun bureel ergens op een der verdiepingen van een Ministerie dag aan dag hun beste krachten wijden aan hun taak, die het materiaal smeden waarmee anderen lauweren oogsten. Alhoewel Banning ons niet zo direct interesseert voor de periode die we in deze brochure schematisch hebben behandeld en alhoewel zijn rol in de expansiegeschiedenis van België vooral zou moeten besproken worden in verband met de Kongo-onderneming, toch willen we deze man even bespreken omdat hij in de galerij der expansie-promotors zijn typisch bescheiden plaats inneemt. Banning steekt immers scherp af tegenover tijdgenoten als Lambermont,

die in de gelegenheid werd gesteld zijn rijke gaven publiek te ontplooien waar ze bij Banning langs moeilijke opzoekingen in archieven langs talloze rapporten ver van het publieke podium hun weg moesten zoeken. In werkelijkheid was Emile Banning eerder voorbestemd carrière te maken als professor in de philosophie of in de geschiedenis. In plaats daarvan verkoos hij zich zo om zo te zeggen, op te offeren om aan de Vorst, de Minister van Buitenlandse zaken en de Diplomaten in het buitenland deze elementen aan de hand te doen die hun besprekingen en discussies kracht zouden bijzetten en een soliede historische basis geven. Wanneer we dus deze figuur thans nader beschouwen is het omdat ze, naast de publieke promotors der expansie het type is van de stille sympathisant en verdediger.

Het is een moeilijke haast onmogelijke taak het belang der bijdragen te meten die door een ambtenaar worden geleverd tot het wellukken van de politiek van zijn departement. Voor Banning zou dit eveneens het geval zijn, moesten we niet hier en daar onrechtstreeks vernemen hoe sommige studies, door hem opgesteld, de grondslag vormden van geslaagde besprekingen onzer diplomaten. In de zeer belangrijke kwestie van de Scheldetol bv. was August Lambermont een der vooraanstaande personaliteiten. Een groot deel van zijn succes echter moet toegeschreven worden aan de soliede documentatie die hem gegeven werd door Banning in de vorm van een studie getiteld : *De vrije scheepvaart in het publieke recht en in de geschiedenis*. Hierin werd de evolutie behandeld van het statuut der internationale stromen vanaf de XVIIe eeuw tot aan de Londense Conferentie van 1830.

Deze prestatie ging niet onopgemerkt voorbij : Banning werd Archivaris benoemd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken. Zijn taak omvatte niet uitsluitend de zorg voor de archieven; ook de bibliotheek, de vertalingen en de historische nota's waren aan zijn zorgen toevertrouwd. De bedoeling bij zijn aanstelling was : continuïteit te brengen in een departement waar de wisseling van Ministers en de bekommernis voor de dagtaak, een doorlopende, volgehouden politiek ten zeerste bemoeilijken. En dit was er toch nodig om enig resultaat te bekomen in de buitenlandse aangelegenheden. Men ziet al dadelijk welke massa werk er van dergelijk ambtenaar werd gevraagd maar tevens welk een belangrijke rol hij spelen kon.

Men ziet ook dadelijk van welk nut Banning Leopold II kon zijn vooral inzake expansiepolitiek.

Ministers konden komen en gaan, diplomatieke acties konden ingesteld worden of nagelaten, altijd zou daar toch de ambtenaar zijn, die, puttend aan de ontgonnen schatten van archief en bibliotheek, enkele leidende gedachten levend zou houden en door die continuïteit juist zijn vorst zou steunen waar anderen het nodige doorzicht of de nodige standvastigheid misten.

In de achtereenvolgende stormen die over België gaan zien we dan telkens hoe Banning de éne documentatie na de andere samenstelt. De neutraliteitspolitiek is een der punten die regelmatig terug in het brandpunt der belangstelling komen staan, hij wijdt er dan ook enkele nota's, studie's en memoranda aan vooral de aandacht trekkend op de imperalistische plannen van Frankrijk.

Is het tamelijk moeilijk te achterhalen welke rol Banning heeft gespeeld in de expansiepolitiek van de periode die we in deze brochure hebben onderzocht, dan kunnen we met zekerheid op twee momenten wijzen waarin zijn werk buiten de studievertrekken en bureau's komt. Deze momenten liggen ver uit mekaar en bepalen precies het beginpunt en het eindpunt van het tijdsbestek dat we behandelen, we bedoelen de Mexicaanse Kwestie en de Kongo-onderneming.

Op voorstel van Napoleon III had Maximiliaan van Oostenrijk, zwager van Leopold II, de kroon van Mexico aanvaard. Tezamen met het vreemdelingenlegioen zouden Oostenrijkse en Belgische vrijwillers het leger van de nieuwe keizer vormen. Het spreekt vanzelf dat dergelijke onderneming niet kon doorgaan zonder discussies in de Kamers. Wanneer daar de houding van de regering moet verdedigd worden, is het Banning die de argumenten voorbereidt; tweevoudig zijn ze, idealistisch en realistisch. Hij wees immers op de gevoelens van onbaatzuchtigheid, de generositeit die ten grondslag van het opzet lagen, terwijl hij voor hen, die met dergelijke gevoelens niet gediend waren, bewees dat de nieuwe banden tussen België en Mexico gelegd, commerciële voordelen zouden opleveren. Dit dubbele thema is tekenend voor Banning. Wanneer hij later de aandacht op Afrika zal trekken en tot kolonisatie zal aansporen ziet hij daarin een middel om een einde te stellen aan de slavenhandel en tevens om aan België een nieuw terrein te bezorgen waarop het teveel aan arbeidskracht ten zou kunnen tewerkgesteld worden. Dit dubbele aspekt, het idealistisch-humanitaire en het realistisch-commerciële zal men terug vinden, onder andere schakeringen weliswaar, in zijn ganse werk.

* * *

Collectie Koninklijk Legermuseum

De officieren die deel uitmaakten van het Belgisch Corps in Mexico; de foto werd door Kapitein, adjudant-majoor Delaunoy, te Morelia genomen.

Foto Ghemar Brussel, Collectie Koninklijk Legermuseum.

Charlotte en Maximiliaan, vorsten van Mexico.

Cliché Koninklijk Legermuseum.

Leopold II in de laatste dagen van zijn regering.

De twee figuren, baron Auguste Lambermont en Emile Banning, die wij hier hebben ingeleid, behoren, als zovele andere uit de XIXe eeuwse Belgische geschiedenis, tot het domein van de Franstalige geschiedsschrijving. Zeer weinige studies daarover zijn verschenen in het Nederlands.

Er valt daarin nochtans iets te leren, er zijn daarin mensen voorop te stellen wier werk, wier geschriften en prestaties als voorbeeld kunnen gesteld worden van onze tijd.

Een Lambermont en nog meer misschien een Banning kan men maar niet zonder meer links laten liggen, ze vertegenwoordigen zekere waarden, ze hebben ons een erfenis nagelaten waarvan wij het beste moeten bewaren. Van Banning werden nog niet veel teksten in het Nederlands vertaald, om deze voorstelling dan af te maken zetten we een tekst over uit de voor een paar jaar gepubliceerde : *Réflexions morales et politiques* (Brussel, Editions Universitaires, p. 84-85) van de hand van Banning, waarin we de hierboven aangeduiden kwaliteiten kunnen terugvinden, idealisme en realisme, zijn voor evenwicht en degelijke argumentatie, liefde voor zijn land tenslotte en liefde voor de mensheid.

« Het zal de taak der komende eeuw zijn Afrika te bezetten en te beschaven. Dit proces zal een zeer snelle ontwikkeling kennen en onze kleinkinderen zullen reeds getuige zijn van een heerlijke koloniale ontplooiing; indien tenminste de Westerse mogenheden de mensheid door een bloedig konflikt niet in de afgrond storten door de afslachting van de jeugd en door het opslorpen der rijkdommen. Weldra zal het oerwoud doorkruist worden, schepen zullen de grote Afrikaanse stromen met ganse vloten doorklieven, een telegrafisch net zal de onderscheiden gebeiden van het zwarte continent met elkaar verbinden evenals met Europa.

Het is ongelooflijk wat er sinds een halve eeuw reeds verwezenlijkt werd, daarom zijn ook de hoogste verwachtingen gerechtvaardigd. Bedenken we dat H. Barth in 1850 naar Soedan vertrok, het volgend jaar bereikte Livingstone de Zambezie. Wanneer vijf en twintig jaar later de Conferentie van Brussel wordt belegd, was het tijdperk van de grote ontdekkingsreizen afgesloten, met uitzondering althans van deze van Stanley die zijn laatste tocht beëindigde; de natuurkundige kaart van Afrika in 1820 nog een mysterie, lag daar in haar geheel geschetst. Acht jaar later wordt door de Conferentie van Berlijn de economische wetgeving voor het uitgebreid Kongobekken vastgelegd, ook de verdeling van de pas ontdekte wereld vangt dan aan. Vijf jaar nadien gelukt de

Conferentie van Brussel er in al de naties op praktische basis voor de uitroeiing van de slavenhandel te winnen. Elk dier korte stadia vertegenwoordigt een ontzaglijke vooruitgang. Wie had dit, vijftig jaar terug, durven dromen ?

Weliswaar valt er heden ten dage enige aarzeling op te merken. Er zijn er die menen, dat de kolonisatie te zwaar is voor onze finanties; anderen vinden haar niet winstgevend genoeg; de regeringen van hun kant zijn niet erg geneigd er de nodige fondsen in te steken. Er wordt te dikwijls vergeten dat het hier vooral een onderneming betreft van veredeling en opoffering en niet een zaak van verovering en van uitbuiting.

Het zou te eenvoudig en te onverantwoord zijn onmiddellijk rijkdom en voordeel te willen oogsten van een land waar vier eeuwen lang terreur en vernietiging werd gezaaid. De opeenvolgende geslachten zijn voor elkaar verantwoordelijk : *Delicta majorum immeritus lues.*

De Europese Naties moeten in Afrika de misdaad van hun voorvaderen uitboeten, de uitroeiing nl. van een ras. De boetende rechtvaardigheid zal echter op haar beurt beloond worden en rijkdommen voortbrengen. Vele huidige problemen, ontstaan uit de hartverscheurende morele en sociale toestanden waarin de werkliedenmassa's van de Oude Wereld leven, zullen opgelost worden door de verwezenlijkingen der uitgebreide mogelijkheden van Afrika. De naastenliefde tussen volkeren en rassen is niet minder heilig en vruchtbaar dan de naastenliefde tussen de individuën. »

ALGEMENE CONCLUSIE.

— Het algemeen besluit van onze vorige brochure geldt ook voor deze. Voegen we er alleen aan toe dat de expansiepogingen onder Leopold III, evenals de Kongo-stichting, een voortzetting, een uitdieping zijn van de pogingen gedurende de regering van Leopold I.

— Gelijktijdig met de « leken-expansie » wordt een eeuwenoude geestelijke expansie voortgezet door onze zendelingen. Deze overtreft de eerste door haar grotere verspreiding en haar meer diepgaande invloed.

— Tenslotte moet gewezen worden of figuren als Emile Banning en Auguste Lambermont, die zich volledig gaan inwerken in het nieuwe « vak » : de koloniale uitbreiding van België en die de eersten waren om de geniale politiek van Leopold II te begrijpen en te steunen.

BIBLIOGRAFISCHE NOTA.

Buiten de titels die in de loop van de uiteenzetting werden vermeld vestigen wij de aandacht op twee werken :

GERARD, JO., *Les Grands Commis de Léopold II*, Brussel, Ch. Dessart, 1941.

WALRAET, Marcel, *Emile Banning* (Un grand Belge), (1836-1898), Brussel, Office de Publicité, 1945.

LIJST DER AFBEELDINGEN.

Omslag. — *Ruiterstandbeeld* (Foto Koninklijk Legermuseum).

1. — *De Hertog van Brabant door Wappers.*

2. — *De Hertog van Brabant (9 April 1853)*, marmeren borstbeeld door A. Dutrieux (Cliché Koninklijk Legermuseum).

3. — *Het Belgisch Legioen voor China in het Kamp van Beverloo.* (Foto Victor Jude; Leopoldsburg).

4. — *Het marmeren blok dat door de Hertog van Brabant uit Athene werd meegebracht en aan Frère Orban aangeboden.*

5. — *De officieren die deel uitmaakten van Belgisch Corps in Mexico;* de foto werd *door Kapitein, adjudant-majoor Delaunoy te Morelia* genomen. (Collectie Koninklijk Legermuseum).

6. — *Charlotte en Maximiliaan, vorsten van Mexico.* (Foto Ghemar Brussel; Collectie Koninklijk Legermuseum.

7. — *Leopold II in de laatste dagen van zijn regering.* (Cliché Koninklijk Legermuseum).

29724. — 3000.